



Îles rêvées

Territoires et identités en crise
dans le Pacifique insulaire



sous la direction de
Dominique Guillaud, Christian Huetz de Lempis et Olivier Sevin

Îles rêvées

Collection Géographie



Dans la même collection :

Aspects du monde tropical et asiatique
Géographie historique et culturelle de l'Europe

Publié avec la coopération de l'IRD



© Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003
18, rue de la Sorbonne - 75005 paris
ISBN : 2-84050-268-2

© Prodig, 2003
ISBN : 2-901560-52-0

Îles rêvées

Territoires et identités en crise dans le Pacifique insulaire

Sous la direction
de Dominique Guillaud,
Christian Huetz de Lempis
et Olivier Sevin



PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE

2003

Comité éditorial

Dominique Guillaud, Christian Huetz de Lempis, Olivier Sevin

Comité scientifique

Jeanne-Marie Amat-Roze, François Bart, Frédéric Bessat,
Chantal Blanc-Pamard, Jean-Louis Chaléard, Marie-Françoise Courel,
Rodolphe de Koninck, Michel Lebigre, Guy Lubeigt,
Jacqueline Peltre-Wurtz, Jean-Robert Pitte, Eric Waddell

Cartographie : Michèle Ducouso

avec le concours de Florence Bonnaud et Véronique Lahaye

Résumés en anglais : Éric Waddell

Mise en page : Maorie Seysset

Photo de couverture :

Samoa occidental - Un fale traditionnel dans l'Est de l'île Upolu -
À l'arrière plan, le mont Fao,

Cliché : Christian Huetz de Lempis, novembre 1977 :

*Ce type d'habitat et notamment les couvertures végétales ont beaucoup
reculé dans les années 1980 et 1990 à l'occasion des cyclones
et au profit de la toile ondulée.*

Les opinions défendues dans cet ouvrage n'engagent
que leurs auteurs ; elles ne sauraient être imputées
aux institutions auxquelles ils appartiennent
ou qui ont financé leurs travaux.

DOMINIQUE GUILLAUD

INTRODUCTION

OCÉANISMES

Des représentations occidentales aux reconstructions
identitaires et territoriales actuelles du monde austronésien

LA GRANDE DIVERSITÉ des îles océaniques découle d'abord du milieu physique, mais elle est, plus remarquablement encore, culturelle. Elle semble tout autant relever de particularismes élaborés au fil du temps par des populations installées dans des environnements très différents, que d'apports migratoires distincts. Toutes les vagues de peuplement arrivées en Océanie, en effet, proviennent d'un même lointain foyer de départ asiatique, révélé par leur rattachement à l'immense arbre phylétique des langues austronésiennes (Tryon, 1998). Quoique l'on sache peu de choses de ces premières sociétés humaines établies dans le Pacifique, et que l'on tende, hâtivement sans doute, à les assimiler à celles que les Européens ont trouvées au moment de leur arrivée, il semble que l'identité des groupes humains se soit façonnée à chaque fois de façon unique lors de leur rencontre avec une terre, d'autres groupes, ou des événements particuliers. La différenciation linguistique, culturelle et technique opérée au fil de la route des migrants et de leurs recompositions sociales aboutit ainsi, et ceci surtout en Mélanésie, à des contrastes spectaculaires entre groupes voisins.

Cette diversité exemplaire du monde austronésien caractérise, outre l'Océanie, l'archipel indonésien qui lui est associé dans le présent ouvrage, et qui relève lui aussi pour une bonne part d'apports austronésiens. D'ouest en est, de l'Asie aux confins de l'Océanie, cette succession d'archipels couvre une étendue considérable que les déformations des projections géographiques du globe permettent mal d'évaluer : il y a de l'extrémité nord de Sumatra à l'île de Pâques une distance au moins égale à celle qui sépare l'Espagne du Japon, ce qui donne une idée de l'ampleur de l'expansion austronésienne originelle, et éclaire intuitivement sa diversité. Les distances parcourues par les migrants depuis 5 000 ans font de leur famille linguistique, même si les effectifs de population qu'elle concerne sont mesurés, celle qui couvre la plus grande étendue sur notre planète.

Les migrations et l'affiliation linguistique des Austronésiens expriment ainsi originellement une certaine cohérence, qui n'apparaît plus aussi clairement lorsqu'on associe, aujourd'hui, les archipels de l'Indonésie à ceux de l'Océanie, et *a fortiori* les précédents à l'Australie dont la nature « océanienne » est parfois discutée, et qui n'a pas de lien avec l'ensemble culturel austronésien. Dans l'idée première qu'on s'en fait, tous ces mondes présentent en effet de nombreuses dissemblances au plan des milieux, de la démographie, des productions et des systèmes politiques, pour ne mentionner que quelques-uns des facteurs qui paraissent les opposer. Mais d'un côté, une diversité toute aussi grande caractérise l'Océanie elle-même, artifice des « découvreurs » européens, écartelée depuis lors entre les ensembles eux-mêmes contrastés que sont la Micronésie, la Mélanésie et la Polynésie. Et d'un autre côté, cet immense patchwork de terres et de peuples, de l'ensemble indonésien aux derniers atolls de Polynésie, a l'avantage d'offrir, souvent exagéré par le caractère circonscrit des îles, un terrain d'une extrême richesse pour observer les changements des territoires et des cultures insulaires au tournant des deuxième et troisième millénaires.

La naissance d'un « océanisme »

Même si l'archéologie et l'anthropologie n'apportent à ce sujet que des informations lacunaires, les transformations de l'univers insulaire furent certainement considérables durant toute la période préeuropéenne. Néanmoins, les premiers et les plus considérables des changements de l'époque « moderne » furent provoqués par le contact avec les Occidentaux : l'Indonésie, tôt abordée par les navires de toutes les nations européennes, qui prenaient alors le relais ou se juxtaposaient aux très anciens réseaux marchands asiatiques ou moyen-orientaux, basculait au XVII^e siècle dans l'aire d'influence des Néerlandais. L'Océanie, plus discrète en termes d'espace et plus tardivement reconnue, devint rapidement, au XIX^e siècle, une lice où s'affrontaient intérêts anglais et français principalement. Toutes ces îles convoitées pour leurs productions, leurs ressources naturelles ou humaines ou tout simplement pour l'intérêt géostratégique qu'elles représentaient, connurent des destins coloniaux différents, aux répercussions particulièrement importantes aujourd'hui. La Nouvelle-Zélande et la Nouvelle-Calédonie, auxquelles il faut associer leur immense voisin et modèle australien, furent érigées en colonies de peuplement. Leurs gouvernements pratiquaient une politique d'immigration favorisant la venue de colons essentiellement européens, ce forcément au détriment des populations autochtones, qui allaient se trouver dépossédées brutalement de leurs terres. À une telle politique, qui visait à terme à la formation de véritables « néo-Europes », s'opposait le sort différent réservé aux autres terres de la région. L'Indonésie, livrée aux appétits marchands de la VOC¹ puis des Pays-Bas, fut

1. *Vereenigde Oostindische Compagnie*, Compagnie réunie des Indes Orientales.

soumise à une économie de ponction, tandis qu'une bonne partie des îles du Pacifique, lorsque leur population n'avait pas été complètement décimée par le contact avec les premiers Européens, servirent de réservoirs de main-d'œuvre pour les pratiques de *blackbirding*, au profit des plantations d'Australie et de Fiji principalement. Les mouvements de population furent alors intenses et complexes, et la colonisation eut un impact démographique et social d'autant plus fort que les effectifs humains originels étaient réduits. En témoigne aujourd'hui l'exemple de Fiji, où les effectifs de la population indienne, que les colons britanniques avaient fait venir comme main-d'œuvre pour la culture de la canne à sucre, excèdent ceux de la population mélanésienne autochtone, pour sa part détentrice de 4/5^e des terres et, désormais, du pouvoir politique. Tous ces destins particuliers évoquent autant de façons d'être des « victimes de l'histoire » : le cas le plus extrême en est la Nouvelle-Calédonie, où cette expression désigne, à la fois, les populations autochtones dépossédées de leurs terres, les travailleurs sous contrat et les prisonniers de la transportation, autrement dit tous ceux qui n'étaient pas auteurs directs, immédiats ou volontaires de la colonisation.

La mainmise des Européens généra ses clivages. Quels que fussent l'idéologie ou l'intérêt au nom desquels les puissances occidentales bousculèrent tous ces archipels, leur stratégie fut toujours de fédérer pour mieux gouverner. Un instrument majeur de cette unification jugée nécessaire fut souvent la langue, utilisée pour transcender les cloisonnements liés à la différenciation sans pareille du groupe austronésien. En Indonésie, le *babasa indonesia*, imposé par la scolarisation durant la période coloniale, est aujourd'hui employé comme langue officielle par près de deux cents millions de locuteurs de langues diverses ; de même, divers *bichelamar*, comme d'autres pidgin forgés pour les besoins du commerce pré-colonial, furent encouragés par les colonisateurs comme *lingua franca* dans une vaste aire qui allait de la Papouasie au Vanuatu. Ce furent aussi les langues européennes (anglais et français²) qui furent imposées aux populations et qui, comme toutes les langues, générèrent leur propre système de représentations et de valeurs, venant se juxtaposer ou se superposer aux systèmes locaux. À cet égard, le cas du Vanuatu est particulièrement intéressant. Colonisateurs anglais et français se partageant l'archipel en un condominium mirent en place non seulement deux modes de scolarisation, et donc deux langues, hérités des concurrences missionnaires anglicane et catholique, mais aussi deux administrations parallèles et rivales : l'indépendance, en 1980, érigeant, outre les deux langues coloniales, le *bichelamar* en langue nationale, a néanmoins maintenu certains de ces clivages, qui scandent jusqu'à nos jours la vie politique de l'archipel.

2. L'espagnol n'est langue officielle qu'à l'île de Pâques. Partout ailleurs en Océanie, c'est soit l'anglais, soit plus marginalement le français, soit l'une de ces deux langues associée à une langue locale, qui sont des langues officielles.

Cette volonté d'hégémonie occidentale s'appuyait généralement sur la mise en place d'une administration contrôlée de façon ultime par les lointaines métropoles d'Occident, et qui agissait ainsi pour le compte d'intérêts largement étrangers aux archipels eux-mêmes. Les bouleversements que les Européens et leurs activités provoquèrent dans les sociétés locales, leurs économies et leurs environnements, furent d'autant plus considérables que ces trois éléments fonctionnaient en étroite symbiose : en Nouvelle-Calédonie ainsi, les déplacements de groupes humains et la dépopulation ne permirent plus la perpétuation des grands travaux horticoles qui étaient à la base de la société, tandis que l'introduction de nouvelles plantes et celle du bétail venaient définitivement perturber l'écologie et l'agencement des terroirs. Même si les autochtones ne sont pas toujours restés passifs ou impuissants³, les conséquences de ces longs épisodes qui virent la région, tout comme une grande partie du monde tropical, soumise aux puissances occidentales, y furent sans doute plus lourdes qu'ailleurs⁴, eu égard à la fragilité écologique reconnue des îles⁵, à la taille souvent réduite des groupements humains, à leur vulnérabilité sanitaire⁶. Pour autant, le constat de dégradation ou d'anéantissement que pouvaient inspirer des environnements bouleversés ou des populations décimées ne saurait être transposé tel quel aux cultures, qui en l'occurrence peuvent être considérées comme un système de représentation, d'interprétation, et d'adaptation des sociétés à l'environnement au sens large⁷. Dans ce sens, les cultures de l'Océanie ne pouvaient que s'ajuster constamment aux contextes bouleversés que générait la colonisation, et ont d'ailleurs fait montre en la matière d'aptitudes déjà éprouvées par le passé, lors des différents

3. Les réactions locales ont pu être extrêmes, comme en Nouvelle-Calédonie, où eurent lieu aux XIX^e et au début du XX^e siècles plusieurs révoltes des Kanak provoquées par la spoliation de leurs terres, et durement réprimées ; ou encore en Indonésie, où les guerres anti-coloniales furent nombreuses : guerres de Java et d'Aceh au début et à la fin du XIX^e siècle, multiples oppositions dans le reste de l'archipel au début du XX^e ; dans le même pays, les mouvements islamistes devinrent très tôt les vecteurs d'une rébellion contre le pouvoir colonial. En Nouvelle-Zélande, le traité de Waitangi (1840) ne fut qu'un simulacre de reconnaissance des droits autochtones ; il n'empêcha pas les violents affrontements entre Maori et Britanniques dans les décennies qui l'ont suivi (cf. Rice 1995).
4. La comparaison la plus pertinente est peut-être à mener avec l'Amérique Latine où la population autochtone a payé un lourd tribut démographique à une colonisation plus précoce, mais qui relevait de mécanismes et de motivations différents.
5. Cf. le fameux « syndrome insulaire » qui frappe les écosystèmes des îles, aisément balayés par des perturbations extérieures, bien plus durement que dans les aires continentales.
6. La population de bien des archipels a été complètement balayée par les multiples maladies introduites par les Européens. On sait qu'aux Marquises, par exemple, la population est passée de près de 5 000 habitants en 1886 à peine plus de 2 200 en 1924 (Rallu 1992 : 177), c'est-à-dire qu'elle a diminué de moitié en l'espace de deux générations ; d'autres archipels ont pu être tout autant affectés voire davantage, sans qu'on en garde la trace.
7. Ceci est une définition, parmi plusieurs autres possibles, de la culture, et qui relève d'une perspective d'écologie culturelle ; nous renvoyons à tout le corpus de littérature concernant ces sujets.

épisodes préeuropéens de peuplement de la région : les cultures locales s'adaptèrent tant bien que mal, mettant à profit leur souplesse exceptionnelle héritée d'une longue tradition de migration.

Alors que les archipels, à l'occasion du Contact, s'engageaient dans des mutations inéluctables, les Européens qui avaient à leur tour « découvert » ces îles et ces cultures si diverses s'efforçaient de leur trouver une apparence uniforme. Dans ce jeu d'images destiné à maîtriser, ne fût-ce que par l'esprit, un univers insulaire d'une exceptionnelle richesse, la Mélanésie fut rapidement éclipsée au profit d'une Polynésie rayonnante et entièrement fantasmagique, en venant à symboliser l'Océanie toute entière. Tout le système de représentation qu'ont inspiré ces « îles heureuses », comme les désigne Paul Theroux (1992), antithèse de la froide Europe, suggère un processus d'objectivation d'îles qui s'ignoraient en tant qu'Océanie même. Ce processus est comparable sur bien des points à celui qu'Edward Said (1995) a mis en évidence pour un « Orient » construit de toutes pièces⁸.

Par rapport à l'orientalisme, ce qu'on pourrait peut-être nommer « l'océanisme » n'a pas aussi distinctement agi par l'intermédiaire de structures chargées de son étude et donc de la reproduction de son image. Mais les deux biais idéologiques ont certaines caractéristiques en commun : généralisations de clichés racistes, insistant en l'occurrence sur la « sauvagerie » des autochtones, féminisation de ces terres, perçues comme des mondes ouverts à l'aventure virile - celle des Blancs -, projections de mythes biologiques, culturels et géographiques, sur l'origine des populations⁹, etc. Ce qui semble avoir le plus influencé ces visions océanistes est un sentiment constant de confrontation : les contrastes omniprésents entre l'Europe et l'univers insulaire des antipodes, qu'ils soient à l'avantage de l'un ou de l'autre, font de l'Océanie tantôt un paradis à gagner, tantôt une terre infâme à civiliser, et dans tous les cas un monde à conquérir pour les Européens¹⁰.

8. « *Orientalism can thus be regarded as a manner of regularized (or Orientalized) writing, vision, and study, dominated by imperatives, perspectives, and ideological biases ostensibly suited to the Orient. The Orient is taught, researched, administered, and pronounced upon in certain discrete ways* » (Said, 1995 : 202).

9. L'un des plus frappants de ces mythes, en Nouvelle-Calédonie, est celui qui concerne l'origine des populations associées à un type de céramique particulier, dit « lapita », abandonné au début de notre ère. Les premiers « savants » du XIX^e siècle, relayés par certains autres du XX^e, attribuaient cette céramique à une population antérieure aux Kanak et apparentée, selon les théories les plus échevelées, aux Ainous du Japon. Cette légende d'une première population non-mélanésienne, invalidant les prétentions des Kanak à être les « premiers occupants » de la Nouvelle-Calédonie, avait évidemment des implications politiques et foncières importantes pour la colonie de peuplement.

10. Cette conquête a pu sembler aboutie au point que la zone fut récemment encore désignée comme un « *Extrême-Occident* » (Bonnemaison, Waddell, 1997 : 14).

Le point commun de toutes ces images de l'Océanie est qu'aucune d'elles n'émane des cultures locales. Marx (2002) y aurait vu la logique affectant les dominés : « *ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés* », disait-il d'une paysannerie française qu'il jugeait éparse, sans cohésion et dépourvue de conscience de classe. Les images de l'océanisme occidental restent aujourd'hui encore très prégnantes, au point d'être récupérées dans les représentations mêmes des insulaires, qui célèbrent parfois l'Éden que la colonisation aurait réduit à néant, ou à l'inverse les mondes sauvages que la christianisation aurait rachetés : « *... de la fascination transparait dans les discours des plus rétifs sur les "temps anciens". Les hommes d'hier sont aussi ceux "d'avant". De tout temps, ne forgèrent-ils pas seuls leur devenir, préservés dans la "pureté raciale", jouissant d'un genre de vie en harmonie avec la nature ? [...] Deux faces complémentaires d'une représentation émiétée et ambiguë du passé : [...] les Polynésiens "des temps anciens" [...] sont représentés, à l'époque préeuropéenne et selon une image alimentée par les ministres des cultes chrétiens, comme des anthropophages, des sauvages sans morale vivant dans le péché, aux croyances idolâtres un peu naïves et bien évidemment fautives.* » (Conte, 1997 : 79-80)

Mais sous l'influence des transformations introduites par la décolonisation et plus généralement par la modernité, l'artifice d'images imposées par l'Occident commence à se faire plus perceptible. Des tendances différentes apparaissent, annonçant une remise en cause de l'océanisme, ou mieux, un nouvel océanisme. La clé et le moteur de cette remise en cause est en grande partie à rechercher dans l'action croissante d'un réseau d'intellectuels océaniens (Huffer 1998), dont le renforcement est appelé par Waddell (2000). Il en sera question plus loin.

Les ajustements de la modernité : décolonisation, mondialisation, nouvelles synergies spatiales

Proportion significative, aujourd'hui, un tiers des territoires non autonomes dans le monde sont situés dans la zone Indonésie-Pacifique¹¹. Et qu'ils soient ou non décolonisés, tous les pays de la région sont encore fortement marqués par l'héritage colonial.

La décolonisation est un mouvement dont le sens, les modalités et les enjeux ont évolué avec le temps et selon les territoires concernés. L'indépendance de

11. La population des 17 pays non autonomes en 2000 s'élevait à 1 573 313 personnes, dont 867 000 personnes à Timor-Est, pays devenu depuis indépendant. Des 706 313 personnes des autres pays non autonomes, plus de 55 % sont des Océaniens (source : ONU). Parmi ces territoires non autonomes d'Océanie, certains voyaient une partie, voire l'ensemble de leur population souhaiter accéder à l'indépendance (Guam, la Nouvelle-Calédonie), tandis que d'autres ne la souhaitaient pas (Pitcairn, les Samoa américaines et Tokelau).

l'Indonésie, progressivement arrachée entre 1945 et 1949 aux Pays-Bas, contraste avec la « *hâte presque indécente avec laquelle [elle] fut donnée à la plupart des pays du Pacifique* » (Schoeffel, 1997). Ces dernières indépendances se situent dans la logique plus tardive d'un certain désengagement des pays occidentaux vis-à-vis de possessions désormais jugées trop lointaines, politiquement encombrantes, moralement embarrassantes et toujours coûteuses. Le temps de la confrontation géopolitique, où les îles avaient leur utilité sur un échiquier régional, est révolu, même si certains îlots de dépendance subsistent, attendant ou espérant la difficile résolution de conflits anciens, comme la Nouvelle-Calédonie ou Timor-Est¹², et si certains archipels ont encore leur place dans une logique de ponction¹³. D'une certaine façon, il est devenu opportun pour les puissances occidentales que les îles se prennent davantage en main, ce qui exige leur réhabilitation. Signe des temps, les sociétés longtemps taxées de « primitives » sont devenues « traditionnelles », ce qui non seulement les oppose aux sociétés « modernes » aux contours tout aussi flous, mais les caractérise aussi par un élément interne, une hypothétique « tradition » supposée régir leur fonctionnement. De même, la nature des études qui leur ont été consacrées a, dès lors, varié dans sa tonalité¹⁴.

Dans tous les cas, ce qui caractérise la situation des pays accédant à cette indépendance hâtive est leur manque de préparation à ce nouveau statut. Les pays gouvernés jusque là depuis une lointaine métropole obtiennent soudain la possibilité de décider, de façon en principe autonome, des formes du pouvoir qu'il leur faut mettre en place. À peu près partout, se pose le problème de l'articulation de ce nouveau pouvoir avec les systèmes sociaux et politiques existants, qui étaient restés jusque-là soit dormants, soit parallèles au pouvoir métropolitain, et toujours subordonnés à celui-ci¹⁵. À l'examen des solutions adoptées, on relève que la diversité une fois encore est de mise. Les indépendances de l'Indonésie et du Pacifique offrent quasiment tous les compromis qui peuvent exister entre les deux options extrêmes, le retour à une organisation traditionnelle - comme ont tenté de le mettre en place certains mouvements sécessionnistes tel que Namele/Nagriamel au Vanuatu entre 1960

12. La Nouvelle-Calédonie bénéficie d'un statut transitoire d'autonomie partielle devant à terme mener à l'Indépendance. Quant à Timor-Est, bien que le pays soit désormais indépendant (mai 2002), il reste pour le moment engagé dans le processus délicat et complexe de la définition de ses relations avec l'Indonésie.
13. Cf., par exemple, l'industrie forestière au Vanuatu, aux Salomon et en Papouasie Nouvelle-Guinée, ainsi que les gisements miniers de diverses îles.
14. Par exemple, ces études, notamment impulsées par les ethnosciences, ont remis au goût du jour les savoirs, représentations et expériences endogènes des sociétés.
15. Le pouvoir colonial s'était imposé à des micro-sociétés plus ou moins autonomes en Mélanésie et en Papouasie Nouvelle-Guinée, et les seules formations politiques quelque peu centralisées (« royaumes ») se rencontraient en Polynésie.

et 1980¹⁶ -, et la reproduction du modèle colonial - comme en Indonésie, où l'Etat indépendant, fortement centralisé et contrôlé par Jakarta, a pris dans sa structure et par son action le relais du pouvoir colonial néerlandais.

Mise à part la solution adoptée par l'Indonésie, la situation qui semble un peu partout prévaloir dans les pays indépendants d'Océanie est celle d'États « faibles », c'est-à-dire « *désorganisés intérieurement, et incapables d'avoir un impact notable sur la société* » (Larmour 1996). Cette investiture des structures de pouvoir locales sous une forme dite « moderne » - en fait, occidentale - où idéalement coexistent un gouvernement et son opposition, n'est pas sans provoquer des décalages importants. L'organisation dualiste gouvernement/opposition, censée garantir le jeu démocratique, serait en fait pour les sociétés du Sud un « *choix par défaut* » (« *second best choice* » ; Banegas, 1993), garantissant le maintien des aides et des relations des puissances étrangères, mais ayant peu d'écho localement. Le pouvoir reste marqué par une forte prégnance des fonctionnements sociaux antérieurs, un exemple connu en est le constat de corruption généralisée affectant les nouvelles structures administratives et politiques (Larmour 1997) : cette pratique, dans les systèmes socio-politiques à *big men* fréquents en Mélanésie, où le pouvoir est assimilé à un individu, est analysée par certains auteurs en termes anthropologiques de don et contre-don (Alasia, 1997).

L'indépendance ou, du moins, l'accès à une autonomie accrue pour les pays de la région océanienne signifie en principe la possibilité de tester, avec la mise en place de nouveaux pouvoirs, diverses organisations et synergies sociales et spatiales à différentes échelles. De toutes les situations observées, il ressort qu'on ne saurait désormais plus penser les archipels océaniques comme des « zones périphériques », en marge des grands réseaux générés par l'Occident, et échappant aux règles qui aujourd'hui structurent le monde. Au contraire, il semble bien que la mondialisation est loin d'être dans la région un signal faible. Alors que seule la décolonisation, jusqu'à une période récente, semblait en effet devoir expliquer les dynamiques en œuvre en Océanie et sur ses confins asiatiques, c'est aujourd'hui la mondialisation qui paraît déterminante à qui veut comprendre les changements qui ont cours. Mais cette dernière est une dynamique dont on fait sans cesse remonter l'origine plus loin dans le temps - on n'hésite plus à invoquer les grandes découvertes et la Renaissance. Dès lors, la colonisation, parce qu'elle a contribué à « européaniser » les pays du Sud en y transférant ses modèles (et en recevant ceux du Sud), apparaît bien comme un moment crucial, un « seuil » de la mondialisation ; il en va de même pour son terme, la décolonisation.

16. L'influence du mouvement Nagriamel s'étendait dans le nord de l'archipel des Nouvelles-Hébrides ; son projet reposait sur des réclamations foncières et sur une consolidation d'un traditionalisme exprimé à travers des sentiments opposés aux Européens (Stevens, 1977).

Dans le contexte d'une apparente domination supra-nationale voire planétaire de l'économie, de l'informatisation et de la finance - essentiellement contrôlées par l'Occident -, l'une des conséquences les plus connues de la mondialisation est l'affaiblissement du rôle des États et, d'une façon générale, la remise en question des unités territoriales de l'ancien monde. Le territoire de l'État-nation se fait trop étiqué pour permettre l'exercice de l'économie mondialisée, et trop vaste pour autoriser l'expression des nouvelles identités, s'exerçant à l'échelle des groupes localisés.

Les États s'affaiblissent du fait du renforcement des réseaux transnationaux, qui affecte leur souveraineté. Les îles s'ouvrant au marché planétaire voient leur économie nationale, à cause des contraintes de taille, d'éloignement et d'approvisionnement, se faire encore moins compétitive qu'autrefois, et les États d'Océanie deviennent de plus en plus tributaires des aides de la communauté internationale. La condition préalable de ces aides étant d'ouvrir davantage encore les marchés à la mondialisation et de privatiser les services, les États nouvellement « indépendants » de l'Océanie, paradoxalement, s'enfoncent de plus en plus dans des situations de dépendance qui, dans les cas extrêmes, les réduisent au statut de « quasi-États » (Jackson, 1990).

Deux synergies néanmoins continuent de se contrarier, l'une, héritée généralement de la période coloniale, visant à garantir l'unité nationale, et l'autre, plus récente, poussant à une revitalisation des pouvoirs locaux et à une revalorisation des différences culturelles. Ces deux synergies entrent partout en conflit. L'affaiblissement de l'État ravive les pouvoirs locaux et attise les volontés de sécession, amenant un peu partout à une véritable crise du pouvoir national et de ses articulations. Un paroxysme semble presque atteint en Indonésie : le pouvoir y a été longtemps concentré aux mains d'un petit groupe, en l'occurrence le gouvernement central de Jakarta, auquel les provinces extérieures reprochent d'avoir accaparé les richesses d'un immense archipel en brisant les manifestations locales des identités, et les volontés de sécession enfin possibles conduisent le pays au bord d'une crise majeure.

Ce conflit d'échelles, où le national s'affaiblit au profit du local, a au bout du compte une conséquence qu'on pouvait attendre : la mondialisation est désormais perçue comme la nouvelle forme de domination du Nord sur le Sud : *« [...] bien souvent la Mondialisation est vécue par les nations anciennement colonisées comme une nouvelle forme de domination de la part des pays occidentaux (pays riches). Et, encore une fois, ce sont toujours les populations les plus pauvres qui subissent le plus de plein fouet les effets néfastes de la Mondialisation (pillage des ressources naturelles, pollution de l'environnement, retombées de miettes pour la grande majorité des populations, dépendance politique des dirigeants et des États vis-à-vis des*

sociétés transnationales.) » (PALIKA, 2001) Cette définition d'un colonialisme nouveau genre intègre les éléments essentiels d'une perception globalisante du monde et de son fonctionnement, désignant un système complexe aux facettes interdépendantes : le social, l'écologique, le politique et l'économique ne sont désormais pas plus dissociés dans les analyses des scientifiques, que dans les revendications des politiques.

Le syndrome local et identitaire

Quel que soit le sort à venir de l'État-nation et des hiérarchies spatiales qu'il avait générées, on assiste à une demande croissante « d'ethnicité », laquelle répond à une sémantique en apparence contradictoire. D'un côté, les bouleversements économiques et financiers nés de la mondialisation imposent aux territoires « *de profondes adaptations pour rester dans la compétition. Le territoire est alors considéré comme une ressource que le sentiment d'appartenance régional peut contribuer à valoriser.* » (Jolivet, Lena 2000 : 6) D'un autre côté, le territoire ethnique est perçu comme le lieu optimal d'une expression identitaire et culturelle susceptible de contrecarrer les effets jugés uniformisants de la mondialisation. En d'autres termes, cette montée des particularismes est-elle d'emblée instrumentalisée, participant des équilibres mouvants qui se mettent en place, ou est-elle au contraire contreponds durable à la mondialisation ? La réponse démontrerait probablement la compatibilité de ces deux optiques, car la revitalisation des identités locales présente l'atout majeur d'être perçue comme démocratique par essence (Lawson, 1997) et de correspondre ainsi aux nouveaux canons édictés à l'échelle planétaire. Elle permet en effet à chaque groupe humain, jusqu'aux plus réduits en nombre d'entre eux, de s'exprimer et de faire valoir sa différence.

Dans cette réhabilitation bienvenue des ethnies et de leurs lieux, s'enclenche alors tout un processus où les groupes humains vont tenter de raviver, voire recréer leurs identités dans leurs territoires. Mais la revitalisation de l'ethnicité et de ses ancrages spatiaux a une conséquence importante, celle de raviver les tensions entre les différentes composantes des populations nationales. En effet, si les identités se redéfinissent et s'affirment d'abord au sein même du territoire d'un groupe, ce processus peut aussi remettre en question des limites contingentes et poser des problèmes de territorialité conflictuelle entre plusieurs groupes ; de plus, à une échelle nationale, une telle recombinaison soulève le problème de la place sociale de tout le groupe et de la compétition politique, économique, sociale... de plusieurs territoires dans le pays.

A l'échelle de chaque pays, remplaçant les anciennes ségrégations coloniales ou s'ajoutant à celles-ci, de nouveaux clivages, voire une véritable discrimi-

nation, sont susceptibles de se mettre en place, voyant s'affronter autochtones et allochtones comme à Fiji et en Nouvelle-Calédonie, ethnies différentes ou simplement ressortissantes de différentes îles comme aux Salomon. À son paroxysme, ce processus peut déboucher sur un « colonialisme interne » reprenant, sous de nouveaux visages, le modèle de clivages plus anciens¹⁷. À ce titre, ce n'est pas un hasard si le concept d'ethnie, un moment tombé en désuétude, tend aujourd'hui à être réplacé au centre des analyses anthropologiques (Revue du MAUSS, 1999), parce qu'il est malgré tout un repère incontournable pour les acteurs de la vie sociale et politique.

La clé de bien des changements actuels en Océanie réside en fait dans les nouvelles modalités de définition des identités. Or, l'impact culturel de la mondialisation sur les pays du Sud est souvent analysé, ainsi que le souligne Cesari (1999), comme un phénomène de « *macdonaldisation* », désignant la « *mise en conformité des comportements culturels par rapport au canon que serait le modèle occidental* ». Pourtant, il est désormais banal de remarquer que la généralisation de certains repères ou comportements à l'échelle planétaire est le lieu d'un échange et d'un brassage où la contribution du Sud est notable. Et qui plus est, une bonne partie des nouvelles constructions culturelles qu'on observe en Océanie relèvent de processus très localisés, faisant intervenir des références sélectionnées pour leur capacité à contrecarrer les images et modèles exogènes qui ont jusqu'à présent dominé les représentations de la région.

C'est précisément dans cette optique que l'artifice de l'océanisme imposé par l'Occident est aujourd'hui dénoncé par nombre d'intellectuels océaniens, tels qu'Epeli Hau'Ofa dont l'objectif « *est de montrer comment l'éloignement, la condition d'encerclement culturel au sein de sociétés locales, la petitesse des pays et leurs destins problématiques sont de pures fabrications de l'imagination occidentale* » (Waddell 2000 : 104) ; et dont une autre préoccupation est « *de vouloir libérer la parole des insulaires, de rompre enfin sa subordination obligée à des modes de pensée forcés, importés exclusivement de l'étranger. Ceci, afin de trouver les nouvelles formes d'expression qui permettront enfin aux insulaires du Grand Océan d'entrer de plain pied dans le dialogue de l'univers en disant les choses "autrement" pour le bénéfice même de l'univers* » (*id.* : 105).

Des perspectives similaires ont donné naissance, durant les dernières décennies du XX^e siècle, à plusieurs mouvements politico-identitaires qui ont

17. Devant le danger de ce constat, qui placerait les insulaires dans la même position que les anciens « oppresseurs » coloniaux, la discrimination est généralement niée au profit de facteurs politiques et sociaux, pour leur part jugés plus « corrects » (Chand 1997).

pour nom « Pacific Way », « Melanesian way », « Fa'a Samoa », « coutume », etc. (Huffer, 1998). Tous ces « chemins » qui affirment et démontrent la spécificité océanienne ont pour caractéristique de s'afficher assez systématiquement en contraste avec les représentations antérieures imposées par l'Occident. Pour plusieurs auteurs, les identités en Océanie se définiraient en quelque sorte en réaction, voire en opposition (Lawson, 1997) par rapport au modèle occidental : les sociétés océaniques auraient besoin d'une image opposée fournissant le contraste nécessaire aux constructions identitaires¹⁸. Tout se passe comme s'il était, dans cette opposition, un caractère binaire, mais illusoire, qui satisfaisait l'exigence d'un « autre » vis-à-vis duquel l'identité se définit. Cette dimension conflictuelle voire hostile des constructions identitaires, de quelque bord qu'elles soient, relève d'une logique nationaliste qui comporte ses dangers¹⁹. Mais plutôt qu'un rejet catégorique de l'Occident, les contre-références que celui-ci inspire sont un positionnement indispensable. Les constructions océaniques des identités positivent des images inspirées par l'idée d'un Occident en déclin, sapé au final par les valeurs même autour desquelles il se serait construit, et qui se nomment l'individualisme, l'économie de marché, la démocratie. Les nouvelles constructions identitaires océaniques, et asiatiques aussi, prennent le contrepied de telles valeurs : dans les années fastes du début de la décennie 1990 en Asie du Sud-Est, les responsables politiques de Singapour expliquaient l'exceptionnelle réussite économique et sociale de la région par le respect des « valeurs asiatiques » (l'intérêt du groupe, les liens familiaux et la force des valeurs morales) qui s'opposaient à l'individualisme occidental, et ont forgé le concept intégrateur « d'Asian Way » pour désigner cette spécificité positive²⁰ (Lawson, 1997). Faudrait-il à présent parler « d'occidentalisme » ? Il semble en effet que l'idée monolithique d'un « Occident » n'est pas plus cohérente que celle d'une « Océanie » dont la dimension factice a déjà été longuement explorée.

18. Pour cet auteur en outre, l'opposition occidental/non occidental aurait aujourd'hui remplacé la dichotomie jusqu'ici opérante entre moderne et traditionnel.

19. Ces dangers sont évoqués par Bigo (1991) à propos de l'opposition Nord-Sud : « *Ainsi l'idéologie de la menace du Sud en Occident, tout comme son miroir au Moyen-Orient : l'idéologie anti-occidentale, procède de manière manichéenne en diabolisant l'adversaire et en se purifiant, en s'idéalisant dans le mouvement même de la dénégation de l'autre. Elle fabrique [...] une illusion de centralité qui permet à l'individu ou aux groupes qui y croient de supprimer les doutes, le malaise de n'être plus des sujets historiques centraux dans une histoire en mouvement [...] Elle reforge une identité "nationale", "européenne", "occidentale", qui était en perdition et se restructure par la création d'une menace synthétique du Sud [...]* ».

20. La crise financière et économique de 1997 a rappelé le caractère fortement idéologique de telles conceptions, générant, on peut le signaler au passage, un nouvel engrenage : à la suite de cette crise, le modèle asiatique fut à nouveau critiqué par l'Occident, ce qui a creusé encore le fossé entre celui-ci et l'Asie du Sud-Est, et amené cette dernière à se tourner davantage vers la Chine et le Japon pour ses références culturelles et ses échanges économiques. De la même façon, le rapprochement des pays du Pacifique occidental vers ceux de l'Asie avait déjà été signalé par Bonnemaïson et Waddell (1997).

Quoiqu'il en soit, les reconstructions identitaires océaniques répondent à deux exigences complémentaires : l'une impose de s'affranchir des représentations jusqu'à présent imposées par l'Occident, et l'autre de s'inspirer de modèles permettant de revaloriser les cultures locales. Or, les modèles les moins soupçonnables d'avoir été influencés par l'Occident sont ceux réputés les plus anciens : les temps précoloniaux évoquent désormais un âge d'or mythique encore exempt des influences occidentales. La valeur affectée à ce qui est préeuropéen devient, à ce niveau, un gage « d'autorité culturelle » grandissant avec l'ancienneté supposée de la référence. Autre point fort, ce retour aux sources précoloniales permet de réhabiliter une identité bien souvent vue mise à mal par la colonisation : ainsi, la revitalisation des anciennes cultures autochtones est recherchée comme un héritage d'autant plus valorisant, qu'elles sont supposées avoir été « détruites » ou fortement altérées par l'Occident.

Mais les modèles anciens peuvent faire défaut, ou encore sont difficilement transposables au contexte très différent des sociétés océaniques actuelles, qui ressentent fortement la nécessité de retrouver une identité cohérente avec un monde entretemps recomposé. C'est pourquoi une transposition voire une (re)création, à partir d'éléments parés des vertus de l'ancienneté, parfois épars ou différents, est bien souvent logique et nécessaire. Elle relève, une fois encore, d'un impressionnant processus d'adaptation, que les sciences humaines ont défini depuis plusieurs décennies comme le champ de « l'invention des traditions ». Ce processus en Océanie apparaît crucial au point que Hamelin et Wittersheim écrivent : « *le modèle de l'invention des traditions semble être devenu une grille d'interprétation incontournable de toute réflexion sur la construction des identités nationales dans le Pacifique contemporain.* » (2002 : 13)

Outre la définition, déjà évoquée, de multiples identités pan-océaniques à diverses échelles (Mélanésie, coutume, Pacifique...), les constructions identitaires locales font appel à d'étonnants ingrédients. L'inspiration qu'a constitué à ce titre le reggae, en tant que musique, mode d'expression politique et genre de vie, reflète dans certaines régions d'Océanie comme d'Afrique un recentrage vers des cultures autochtones revalorisées²¹. Autre exemple, dans le but de cimenter le groupe très hétérogène des habitants de l'île de Malaita aux Salomon, « *un document non daté intitulé "Malaita perspectives" [...] prétend que "les habitants de Malaita sont les descendants des sept tribus de Jacob - la tribu perdue d'Israël".* » (Kabutaulaka, 2001). Une analyse approfondie démontrerait peut-être que cette référence fut choisie parce

21. L'une des inspirations du reggae jamaïcain est l'Éthiopie et sa référence est celle d'un Negus jamais détrôné.

qu'elle renvoie à une entité antérieure au christianisme, satisfaisant à la fois l'exigence de l'ancienneté, et celle d'un affranchissement de l'Occident et de ses vecteurs religieux. Les analyses de phénomènes comparables, un peu partout en Océanie et en Asie du Sud-Est, iraient dans le même sens.

La multiplication de ce type de processus semble bien indiquer que les insulaires sont en train de se rendre à nouveau maîtres de leurs « océanimes ». En la matière, on ne peut qu'augurer de la diversité des recompositions identitaires qui vont se faire jour. Relevons simplement que la longue période d'influence de l'Occident a en quelque sorte contrarié les synergies autochtones, gommant la diversité locale qui singularisait les groupes humains, et coupant, au profit d'une unité exogène, les réseaux qui les unissait dans cette longue chaîne de particularismes. Gageons que les images désormais générées par les insulaires eux-mêmes sauront dépasser le cloisonnement des constructions identitaires vernaculaires pour retrouver, comme par rémanence, les anciennes organisations en réseaux qui ont présidé au peuplement de la région : à moins que ce ne soit là, encore, un autre « océanisme » ?

« Recompositions identitaires et territoriales en Asie insulaire et en Océanie » : présentation des contributions

Illustrant quelques-uns des thèmes qui viennent d'être évoqués, mais sans prétendre épuiser les vastes questions qu'ils posent, treize textes sont présentés dans ce recueil. Ils sont issus des communications présentées au séminaire portant sur les « Recompositions identitaires et territoriales en Asie insulaire²² et en Océanie », tenu en 1999 et 2000 à l'université de Paris IV par le groupe Pacifica (UMR Prodig). On verra à leur lecture que les approches mises en œuvre pour illustrer ou comprendre ces changements insulaires sont assez diverses. Elles témoignent de la variété des contextes qui les ont inspirées, comme de celle des regards portés sur les territoires et les identités par plusieurs auteurs relevant de plusieurs disciplines et sensibilités des sciences sociales. Néanmoins, l'unité de cet ouvrage, par rapport à d'autres de nature plus résolument anthropologique, réside dans la place privilégiée accordée à une approche menée en termes d'espace. En effet, alors que l'Océanie dans son ensemble a fortement alimenté les débats scientifiques consacrés aux identités ces dernières années, la prise en compte de la dimension spatiale de ces identités, laquelle sert à les légitimer, les valide et souvent les motive, confère à l'ouvrage sa spécificité.

La première contribution, proposée par **Hubert Forestier**, vient rappeler que c'est la langue qui, initialement, permet d'associer dans une continuité

22. Aucune contribution toutefois ne porte sur les Philippines.

culturelle l'ensemble des archipels asiatiques et océaniques. Continuité ne signifie pas homogénéité : la grande diversité sociale, culturelle et technique observée dans ce monde d'îles témoigne de la finesse de l'adaptation de ces migrants aux contextes insulaires à chaque fois différents qu'ils ont rencontrés. Cette capacité d'adaptation, encore actuelle, est ici illustrée par l'itinéraire des Austronésiens ; les migrants venus d'Asie il y a 5 000 ans ont su modifier leur bagage culturel initial de paysans sédentaires du néolithique, pour s'adapter, quitte à abandonner des organisations et des techniques que le milieu forestier et le temps transformé rendaient obsolètes, aux environnements changeants des îles.

Parvenant à leur tour dans cet univers insulaire contrasté, les Européens n'ont eu de cesse d'affecter aux îles une image uniforme. Comme l'illustre **John Connell** dans son vaste panorama des représentations et des mythes associés à l'Océanie, ce fut avant tout le visage d'une Polynésie riante et féminisée, vouée à la satisfaction des sens et, en cela, apte à cristalliser tous les fantasmes d'un Occident subissant les retombées négatives de la révolution industrielle, des crises et des guerres. Les transformations profondes apportées aux sociétés insulaires n'ont fait que renforcer la nostalgie d'un Éden qui serait perdu, et les reconstructions identitaires actuelles s'inspirent à leur tour des images idéales d'une « mer d'îles » que relieraient des réseaux pan-océaniques hérités des premières migrations... À une autre échelle, celle d'une île continent, un autre texte traite également de la force des utopies dans l'entreprise de colonisation. **Sylvie Roosen** montre comment les représentations enthousiastes du bush australien, élaborées par les premiers explorateurs et colons, érigeaient celui-ci en terre promise pour les Européens, tout en occultant la présence des Aborigènes ou en niant leur capacité à former une société organisée ; au fur et à mesure de l'investissement difficile de cet espace, les désillusions elles-mêmes ne parvenaient pas à contrarier l'apparition de nouveaux idéaux toujours plus prometteurs, ravivant l'image aventureuse et virile du bush - jusqu'à ce que les Aborigènes à leur tour interviennent pour réclamer la reconnaissance de leurs droits fonciers, amenant à reconsidérer entièrement ces premières représentations européennes de l'espace.

Si les utopies générées par la colonisation étaient simplificatrices, c'est d'abord dans le but de maîtriser par l'esprit des mondes particulièrement complexes. Un autre impératif pour les puissances occidentales cherchant à s'assurer le contrôle des archipels était de fédérer ceux-ci. Avec la décolonisation, certains États indépendants ont hérité de ces synergies coloniales unificatrices, et le maintien des élites au pouvoir y est conditionné par la préservation d'une cohésion nationale artificielle : **Cristine Cabasset**, par une analyse de la mise en scène du tourisme en Indonésie, montre les tentatives faites récemment par le gouvernement de Java pour plaquer sur

l'Indonésie un visage consensuel, celui de « l'unité dans la diversité » d'ethnies folklorisées jusqu'à la caricature. Le tourisme, à l'échelle nationale, devient ainsi un outil essentiel à la fois pour « lisser » les différences culturelles potentiellement dangereuses, et pour transformer celles-ci en une ressource économique venant encore enrichir l'État.

Une deuxième série de textes est consacrée aux mutations et au devenir des îles et archipels bousculés de diverses façons par la mondialisation. Un panorama général et diachronique des évolutions de l'Océanie, depuis les diverses fonctionnalités imposées par la colonisation jusqu'aux évolutions géostratégiques les plus récentes, est brossé par *Gilbert David*. L'auteur interroge la capacité actuelle et à venir des archipels à assurer leur indépendance économique et politique, et évalue les différentes solutions trouvées jusqu'à présent par les insulaires pour tenter d'y parvenir : de toutes celles-ci, la plus symptomatique en termes de dépendance extérieure est celle que dessinent, dans certains petits États insulaires, les migrations et la rente financière qui en découle, l'aide internationale et la bureaucratie (modèle MIRAB). Ce fonctionnement insulaire particulier trouve une autre illustration, à une échelle plus réduite, dans le texte de *Frédéric Angleviel*. Celui-ci évoque le système très particulier de Wallis et Futuna, territoire vivant dans une certaine gabegie des aides de la métropole française, et où le jeu politique fait de clientélisme, passionnant les insulaires, renforce en fin de compte le pouvoir des notables locaux. Malgré tout, ce qui surprend est que ce système permet de garantir la fragile cohésion du petit archipel en conciliant les éléments forts, Église, coutume, administration, qui y constituent les pôles de la vie sociale.

Trois textes, dans le même registre des mutations introduites par la modernité, traitent plus résolument de leurs impacts sur les organisations spatiales insulaires. *Pierre-Marie Decoudras*, partant des représentations de l'espace à différentes échelles dans une de ces micro-sociétés insulaires de Polynésie, à Tikehau, s'attache à analyser la manière dont ces perceptions et ces pratiques de l'espace se sont modifiées à travers le temps. Depuis l'ère préeuropéenne jusqu'aux dernières évolutions modernes apportées par le tourisme, les nouvelles religions et les bouleversements des communications (télévision, avion, etc.), les sociétés insulaires interrogent en permanence le sens attaché aux lieux, l'ultime question étant de savoir quels espaces et quels repères seront opérants dans le processus de construction territoriale entamé en Polynésie française. C'est également la diachronie qui guide l'analyse faite par *Christian Huetz de Lempis* des changements qu'a connus Hawaii, d'immigration en métissage : renversement des hiérarchies sociales et spatiales sous l'effet de l'économie de plantation, puis du tourisme et de l'urbanisation. Conséquence de tous ces bouleversements fonciers et sociaux, aujourd'hui, les autochtones n'occupent plus guère qu'une place secondaire dans la société.

té très composite de l'archipel, et les clichés idylliques des îles polynésiennes en mers du sud sont bien écornés... au profit des valeurs de réussite professionnelle et sociale directement en prise sur les repères des Etats-Unis. Enfin, à une toute autre échelle, **Dorothée Dussy** montre à quel point l'espace urbain, en l'occurrence celui de Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, transcrit désormais les modèles sociaux et politiques des populations qui l'investissent et peut être le lieu de leur confrontation exacerbée. L'auteur analyse les jeux de pouvoir inscrits dans la morphologie de la ville et les statistiques de la résidence : les modèles d'habitat et de sociabilité océaniens, réhabilités par les logiques du rééquilibrage préparant l'indépendance du Territoire, tendent désormais à concurrencer ceux de la ville coloniale, jusqu'à présent plutôt ségrégative, et le monde des « cabanes » étend de plus en plus son emprise sur l'espace urbain.

Trois textes se rapportent aux conséquences de l'affaiblissement généralisé des Etats-nations, qui se traduit par une revitalisation locale des identités et des territoires. **Dominique Guillaud** et **Hubert Forestier** analysent comment les mythes et les savoirs sur l'espace, y compris ceux de groupes éteints, peuvent être aujourd'hui mobilisés voire reconstruits par les clans de la Grande-Terre de Nouvelle-Calédonie pour reconquérir des territoires « ancestraux », et finalement négocier leur place dans la nouvelle société qui lentement émerge sur le territoire. De la même façon, **Jean-Brice Herrenschmidt** décortique minutieusement les liens cosmologiques et sociaux qui rattachent trois groupes mélanésiens (aux Loyauté en Nouvelle-Calédonie, au Vanuatu et à Fiji) à leur terre, pour révéler toutes les stratégies qui sont, à travers les mécanismes fonciers « traditionnels » comme à travers une instrumentalisation systématique du développement « moderne », mises en œuvre dans le but d'accroître la surface foncière et sociale d'un groupe humain. **Olivier Sevin**, pour sa part, réévalue le degré de « javanisation » de l'archipel indonésien, dont l'unité est de plus en plus menacée par la montée des particularismes et des revendications d'autonomie. L'auteur soupèse les chances d'une décentralisation destinée à résoudre les tensions actuelles, concluant que toute solution comporte des risques considérables pouvant conduire à un éclatement du pays.

Enfin, pour transcender les cloisonnements et divisions découlant des nouvelles constructions identitaires, certains symboles trans-ethniques sont aujourd'hui mobilisés, tâchant de fournir aux sociétés insulaires des États naissants le ciment qui leur est nécessaire : c'est ce rôle que joue au Vanuatu le kava, boisson à la consommation traditionnellement régulée, devenue depuis l'indépendance ressource économique majeure, symbole de cohésion nationale, élément indispensable d'un récent genre de vie urbain. **Annabel Chanteraud**, dans cette contribution, montre que la réussite de la boisson dépasse toutes les

ambitions initiales puisqu'elle s'est faite symbole d'un genre de vie océanien, débordant les frontières du Vanuatu pour attirer curieux et amateurs d'exotisme en Nouvelle-Calédonie.

Références bibliographiques

- ALASIA S., 1997. Party politics and government in Solomon Islands. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Discussion papers n° 97/7, ANU, s.p. [en ligne].
- BANEGAS R., 1993. Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique. In *L'action collective : terrains d'analyse*. *Cultures et Conflits* n° 12, s.p. [en ligne].
- BIGO D., 1991. L'idéologie de la menace du Sud. In *Menaces du Sud : images et réalités*, *Cultures et Conflits* n° 2, s.p. [en ligne].
- BONNEMAISON J., WADDELL E., 1997. L'Extrême-Occident dans l'œil du cyclone. *Revue Tiers-Monde* XXXVIII, n° 149, p. 13-34.
- CESARI J., 1999. Le multiculturalisme mondialisé : le défi de l'hétérogénéité. In *Les anonymes de la mondialisation*, *Cultures et Conflits* n° 33-34, s.p. [en ligne].
- CHAND S., 1997. Ethnic conflict, income inequity and growth in independent Fiji. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Discussion papers n° 97/6, ANU, s.p. [en ligne].
- CONTE E., 1997. Représentations du passé des Polynésiens : figures d'un kaléidoscope historique. In *Polynésie, Polynésiens, hier et aujourd'hui*, Guy Fève (ed). Paris, L'Harmattan, p. 77-90.
- HAMELIN CH., WITTERSHEIM E., (eds), 2002. *La tradition et l'Etat. Eglises, pouvoirs et politiques culturelles dans le Pacifique*. Cahiers du Pacifique Sud contemporain 2. Paris, L'Harmattan, 250 p.
- HUFFER E., 1998. Les temps de l'Océan : évolutions et interprétations de l'espace en Océanie. In *Le voyage inachevé...* Paris, Orstom-Prodig, p. 371-376.
- JACKSON R. H., 1990. *Quasi-States : sovereignty, international relations and the Third World*. Cambridge Univ. Press, Cambridge, 235 p.
- JOLIVET M.-J., LENA Ph., 2000. Des territoires aux identités. In *Logiques identitaires, logiques territoriales*, *Autrepart* n° 14, p. 5-16.
- KABUTAILAKA T.T., 2001. Beyond ethnicity : the political economy of the Guadalcanal crisis in Solomon Islands. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Working Paper 01/1, ANU, s.p. [en ligne].
- LARMOUR P., 1996. Research on governance in weak states in Melanesia. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Discussion papers, ANU, s.p. [en ligne].

- LARMOUR P., 1997. Corruption and governance in the South Pacific. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Discussion papers n° 97/5, ANU, s.p. [en ligne].
- LAWSON S., 1997. Cultural traditions and identity politics : some implications for democratic governance in Asia and the Pacific. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Discussion papers n° 97/4, ANU, s.p. [en ligne].
- MARX K., 2002. *Le 18 brumaire de L. Bonaparte*. Rédigé par Marx de déc. 1851 à mars 1852. [en ligne : www.marxists.org]
- PALIKA, 2001. Conférence de presse du 25/10/2001 : « Affrontons les nouveaux défis du 3^e millénaire tout en préservant notre patrimoine identitaire et naturel ».
- RALLU J.-L., 1992. From decline to recovery : the Marquesan population, 1886-1945. *Health Transition Review* vol. 2, n° 2, p. 177-194.
- REVUE DU MAUSS. 1999. Le retour de l'ethnocentrisme. Purification ethnique vs. universalisme cannibale, n° 13, 1^{er} semestre, 350 p.
- RICE G.W., 1992. *The Oxford history of New-Zealand*. Auckland, Oxford Univ. Press, 755 p.
- SAID E. W., 1995. *Orientalism. Western conceptions of the Orient*. Londres, Penguin Books, 396 p. [1978]
- SCHOEFFEL P., 1997. Myths of community management : sustainability, the state and rural development in Papua New-Guinea, Solomon Islands and Vanuatu. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Discussion papers n° 97/8, ANU, s.p. [en ligne].
- STEVENS J., 1977. Nagriamel. In *New Hebrides, the road to independence*. Suva, South Pacific Social Sciences Association - Institute of Pacific Studies, p. 35-41.
- THEROUX P., 1992. *The happy isles of Oceania*. Londres, Penguin, 733 p.
- TRYON D., 1998. Les populations du Pacifique : langue, migration et identité. In *Identités en mutation dans le Pacifique à l'aube du troisième millénaire*. D. Tryon et P. de Deckker (eds). CRET, Coll. « Iles et Archipels » n° 26, p. 5-20.
- WADDELL E., 2000. Construire un espace intellectuel océanien. *La Nouvelle Revue du Pacifique* 1 (1), p. 92-110.

Partie I

La naissance d'un « océanisme »

Visions idéales, hégémonies politiques



Les butineurs d'îles, d'Asie en Océanie

Des premiers Austronésiens
aux premiers Océaniens

Résumé : Cet article se donne pour objectif de retracer et caractériser l'itinéraire qui a conduit les Austronésiens depuis la Chine méridionale jusqu'aux confins de l'Océanie insulaire, et de préciser les jalons qui peuvent servir de base à cette reconstitution. Longtemps associée au phénomène Lapita, l'histoire austronésienne est abordée ici en utilisant comme marqueur culturel des migrations non seulement la céramique et les témoins de l'agriculture, mais aussi, ce qui est nouveau, la technologie lithique (pierre taillée et polie) qui démontre cependant ses limites dans cette optique. Au-delà des hypothèses qui rendent compte des « routes » possibles empruntées par les populations anciennes de l'« Aséanie » depuis près de 5 000 ans, cette contribution tente de rendre compte des adaptations techniques et culturelles qu'ont connues les premiers peuplements dans la région et livre quelques-une des clés des identités actuelles des populations océaniques.

L'AVENTURE DES AUSTRONÉSIENS, qui débute il y a environ 5 000 ans, est l'histoire de leurs expansions et de leurs conquêtes de nouvelles terres, l'ensemble dessinant le premier peuplement massif de l'Océanie insulaire (Mélanésie, Micronésie, Polynésie). Cette aventure maritime, sans précédent dans l'histoire de l'Humanité et de ses déplacements de flux géniques et culturels, intéresse un vaste groupe humain dont l'identité repose avant tout sur l'affiliation linguistique. Les faits archéologiques qui sont associés à cette migration, en effet, montrent davantage d'hétérogénéité et discordent souvent avec les données empiriques issues des études linguistiques. Pour cette raison, et afin de présenter une certaine homogénéité culturelle, on tend à associer trop systématiquement les Austronésiens au « phénomène Lapita »¹. Cette céramique très esthétique fut utilisée comme un marqueur pour retrouver certaines grandes étapes de l'avancée du peuplement austronésien vers le Pacifique Sud-Ouest (Kirch, 1990).

1. Le Lapita, nommé d'après le site éponyme sur la côte occidentale de la Nouvelle-Calédonie, désigne au sens strict une poterie aux formes composites et aux décors géométriques variés, réalisés à l'aide de peignes (motifs géométriques, pointillés : spirales, grecques...).

La culture dite Lapita a légitimement retenu l'attention car elle se présente, dans le temps et dans l'espace, comme un marqueur culturel exceptionnellement continu, linéaire et parfaitement homogène sur un plan matériel, stylistique et technique. Néanmoins, le Lapita se situe dans un temps assez court, compris entre 1500 ans B.C. environ et le tout début de notre ère ; dans l'histoire austronésienne, il ne représenterait que la scène mélanésienne de l'acte océanien ; il est précédé en effet par d'autres épisodes qui se jouent, pour leur part, sur la scène asiatique où la culture Lapita trouve son origine. C'est pourquoi nous allons commencer par évoquer les premières phases, dans les archipels asiatiques, de cette expansion austronésienne.

Même si l'hypothèse rattachant les Austronésiens à Taiwan et, au-delà, au Néolithique chinois, a été parfois critiquée² (Meacham, 1984-1985, 1991, Spriggs, 1991), les nombreuses données issues d'études pluridisciplinaires, relevant de la génétique, de la paléanthropologie, de l'archéobotanique, de l'ethnobotanique, de la linguistique, de la technologie culturelle..., confirment irrévocablement leur origine asiatique (Barrau, 1965, 1974 ; Bellwood, 1997 ; Galipaud, 1990 ; Pietrusewsky, 1990 ; Garanger, 1992 ; Sand, 1995 ; Bellwood *et al.*, 1995 ; Frimigacci, 1998). Ainsi, il est courant d'entendre parler de berceau chino-formosien (Taiwan) à propos de l'ensemble des langues austronésiennes ou malayo-polynésiennes. Les premiers émigrants, porteurs de traditions continentales, seraient donc arrivés à Taiwan où naquirent, il y a près de 5 000 ans, les premiers idiomes austronésiens, puis ils se seraient engagés sur des routes maritimes plus méridionales.

Les limites du monde austronésien : espace linguistique et discontinuité géographique

Il n'est pas exagéré de parler de monde austronésien compte tenu de l'immensité des aires concernées, de la complexité des cultures et de la diversité des groupes humains. Ce monde austronésien, réunissant près de 270 millions de locuteurs parlant plus de mille langues, couvre le plus grand espace linguistique de la terre. Il s'inscrit dans un losange dont les extrémités seraient Taiwan au nord, Hawaii au nord-est, l'île de Pâques à l'est, Madagascar à l'ouest et la Nouvelle-Zélande au sud (*figure 1*). À l'instar des vieilles langues indo-européennes, hiérarchisées en sous-divisions, les langues austroné-

2. La critique est alimentée par le manque évident de corrélation entre les étapes de la migration austronésienne et le rajeunissement des datations. Par exemple, le Néolithique philippin (5000 ans B.P.) ou celui de Sulawesi/Talud (4390 ans B.P.) sont anormalement plus anciens que le Néolithique taiwanais (4000 ans B.P.). Les écarts de date demanderaient à être contrôlés à nouveau sur des échantillons prélevés lors de fouilles récentes. La critique est essentiellement fondée sur un problème de chronologie qui ouvre une discussion davantage sur les méthodes de datation et le matériel à dater, que sur le matériel archéologique en tant que marqueur culturel de l'expansion austronésienne.

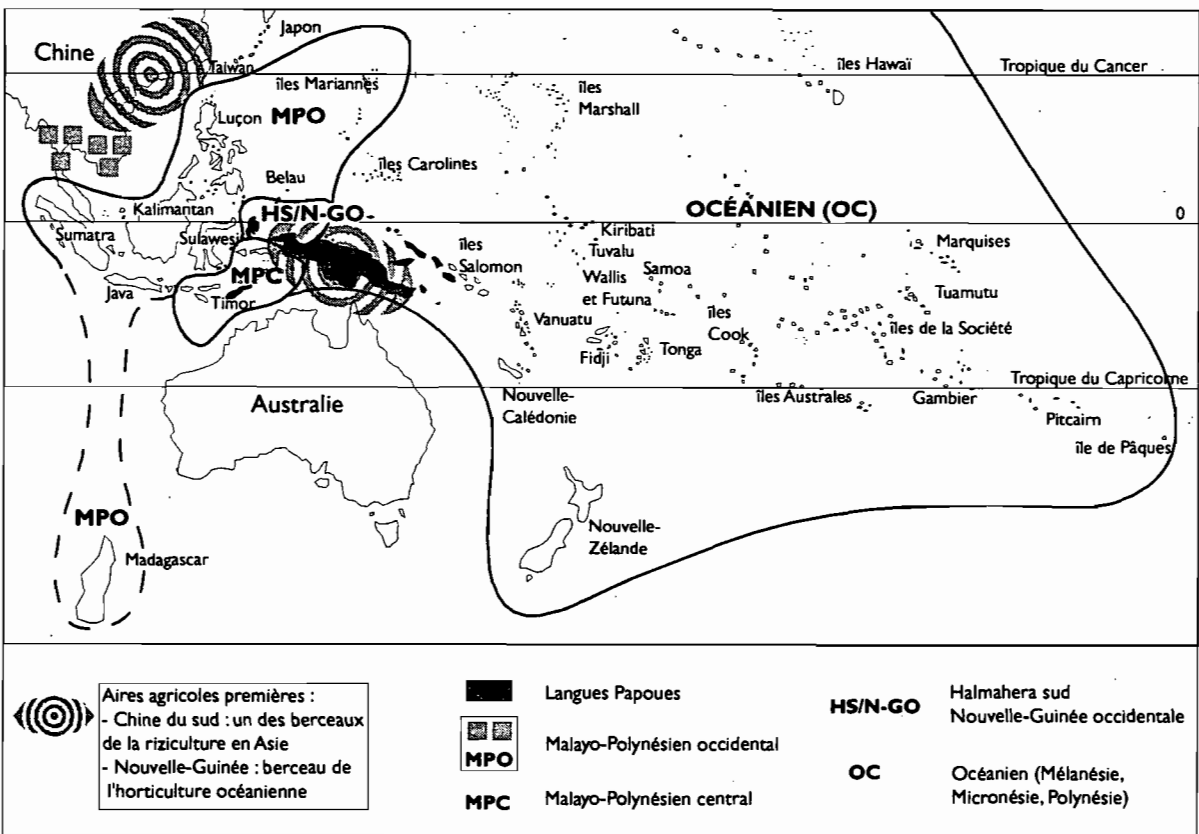
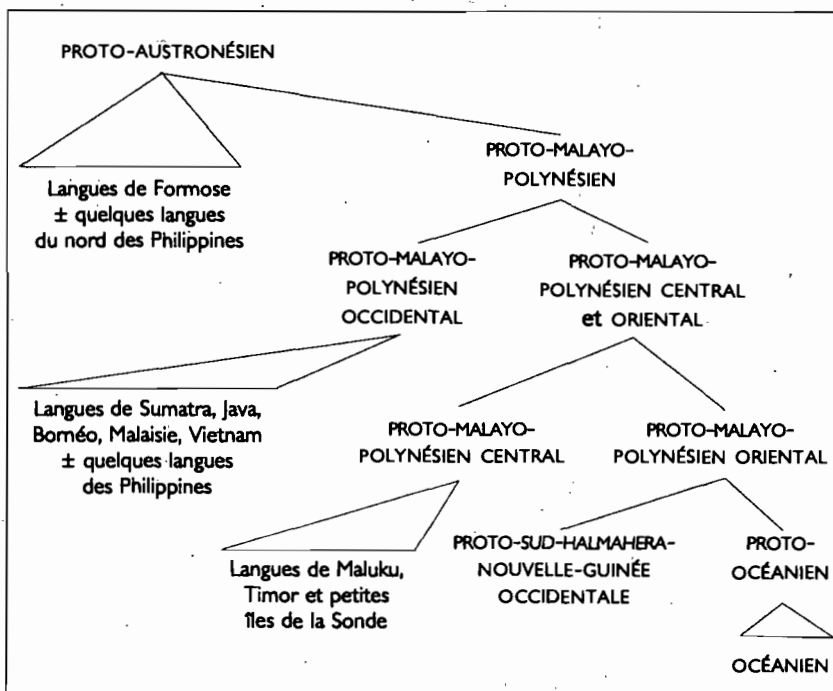


Figure 1 – L'aventure austronésienne, d'Asie en Océanie
(d'après Tryon, 1996)

siennes sont issues d'une langue ancestrale commune (*figure 2*), souvent appelée « proto-austronésien » (Dahl, 1977 ; Wurm, 1980 ; Blust, 1988 ; Frimiggacci, 1998 ; Bellwood *et al.* 1995 ; Tryon, 1996 ; Ozanne-Rivierre, 1998 ; Green, 1999). Localement, les langues austronésiennes sont concurrencées par deux autres familles, les langues papoues de Nouvelle-Guinée et celles des aborigènes d'Australie.

Figure 2 - Arbre phylétique des langues austronésiennes, depuis le Proto-austronésien jusqu'à l'océanien (d'après Ozanne-Rivierre, 1998)



L'archéologie, dans cette vaste préhistoire des peuplements, est associée de près à la linguistique dont les données sont de précieux marqueurs d'espace. Cette démarche est qualifiée par les chercheurs anglo-saxons d'« *ethnic prehistory* » ou de « *préhistoire ethno-linguistique* » (Bellwood, 1997). Elle essaye de confronter les faits humains (types d'occupation du sol, d'habitations, d'agriculture, d'élevage, traces diverses de culture matérielle, etc.) à l'arbre phylétique. Mais c'est uniquement la classification « génétique » des langues austronésiennes, proposée par les linguistes sur la base de l'antériorité des souches, qui permet de situer le point de départ des Austronésiens sur les côtes méridionales de la Chine via l'île de Taiwan, où serait apparu le proto-austronésien (*figure 3*).

Même si, dans le cadre des recherches linguistiques, les traces austronésiennes en Chine sont moins probantes qu'à Taiwan, voire sont nulles (Blust, 1988),

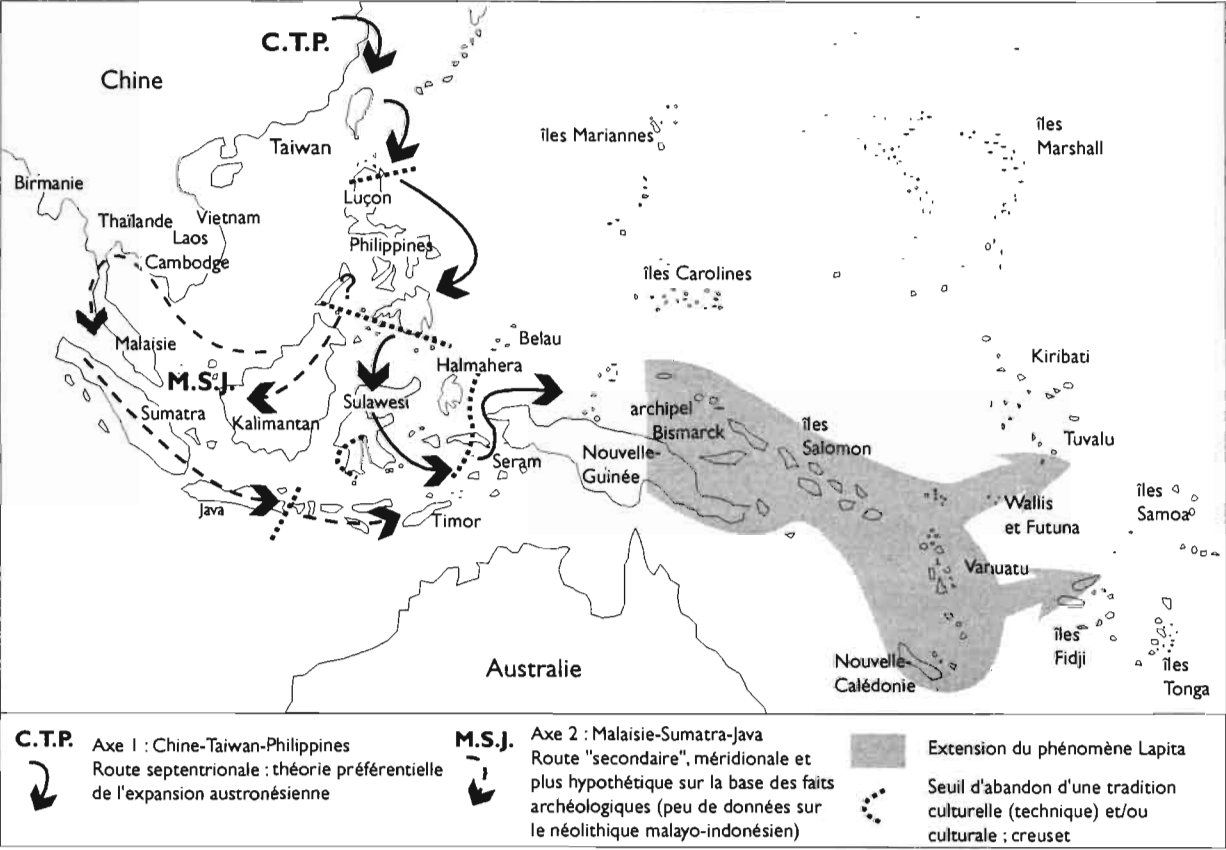


Figure 3 - Le berceau culturel « Aséanien »

l'austronésien aurait déjà été parlé en Chine, non pas sur le littoral sud comme certains le pensent, mais plus au nord, dans la région du Fleuve Jaune (Sagart, 1995). À l'origine, il n'y a rien d'impossible à ce que les Austronésiens soient alors des gens de l'intérieur, cultivateurs de millet plutôt que de riz (Tracey, 1999). Qui plus est, certains groupes du centre du Vietnam, dans la chaîne annamitique, tels que les Jorai, les Radhé, les Röglai ou les Churu, parlent des dialectes aux consonances austronésiennes. L'archéologie, quant à elle, n'apporte que des datations et des traces d'activités : les sites taiwanais seraient vieux d'environ 5 000 ans.

Les langues parlées à Taiwan présentent un spectre très large de souches linguistiques, comparables à celles que l'on retrouve dans les diverses ramifications malayo-polynésiennes aux confins du monde océanien (Blust, 1977, 1988 ; Dahl, 1977). Ces langues formosiennes seraient des « langues mères » présentant une très forte parenté avec l'ensemble des parlers austronésiens. Pour le reste, la généalogie proposée par la linguistique est loin d'être aussi limpide pour la parenté des peuplements et la cohérence des faits archéologiques entre la Chine, Taiwan, les Philippines, les îles extrême-orientales de l'Indonésie, et plus à l'est, pour l'ouverture néo-guinéenne au monde océanien.

Les principales étapes de la route des Austronésiens et les marqueurs archéologiques

Ainsi les Austronésiens correspondent-ils avant tout à une famille linguistique délimitant une aire géographique, et ce n'est qu'une fois cette définition clairement donnée que l'on peut évoquer les faits culturels qui accompagnent les savoir-faire techniques de ces groupes humains partis de Chine méridionale. Ceux-ci correspondent initialement à des sociétés néolithiques sédentaires, établies dans les riches plaines chinoises, et ayant entamé une vaste migration les conduisant à Taiwan et, au-delà, aux archipels insulindiens (axe 1 : CTP ; *figure 3*) puis à l'Océanie. Apparentés de façon assurée sur des bases archéologiques à ce foyer rizicole chinois, les Austronésiens peuvent cependant prétendre puiser une partie de leur origine dans un autre itinéraire les ramenant entre-temps vers les côtes de la péninsule, pour les conduire ensuite le long de la dorsale de l'archipel indonésien (voir axe 2 : MSJ ; *figure 3*). Ce qui se présente comme le deuxième parcours possible des Austronésiens est balisé de sites d'influence néolithique depuis la péninsule malaise jusqu'à l'île de Java et, plus à l'est, vers les îles extrême-orientales de la Sonde. Toutefois, les cultures néolithiques d'Asie du Sud-Est insulaire, celles de Sumatra, de Sulawesi et de Java, sont encore très mal connues : elles sont à réétudier pour certaines, et entièrement à découvrir pour d'autres.

Le berceau chinois : premier port d'embarcation

Dans le bassin du Yangzè, les pratiques agricoles en vigueur dans une économie néolithique sont identifiables à travers les résultats des fouilles de plusieurs sites, comme le site de référence Hemudu ou encore celui de Beiyinyangying (7-6000 ans B.P.) qui est associé à la culture dite de Ching Lieng Kang (Chang, 1981, 1986 ; Bellwood, 1997). Ces sites relèvent d'un Néolithique récent³ si l'on s'appuie sur les distinctions établies pour cette civilisation dans le Sud de la Chine.

Hemudu, village néolithique situé dans la plaine alluviale de la Province de Zhejiang, a permis de mettre au jour, dans des niveaux anciens remontant à environ 7000 ans B.P. (Chen, 1999) des traces de culture du riz et de la courge, associées à un élevage généralisé d'animaux comme le cochon, le chien et peut-être le buffle d'eau. Les restes de cerf, de singe, d'éléphant et de rhinocéros indiquent que ces populations pratiquaient aussi une économie de chasse, confirmée par la découverte de restes de pointes de projectiles et d'armatures de pierre. La présence au sol de structures ligneuses (trous de poteaux) et d'éléments architecturaux comme des fragments de tenons et de mortaises ont permis de retrouver la trace de maisons rectangulaires (23 x 7 m pour les plus grandes) dont la disposition témoigne d'un sens poussé de l'organisation de l'espace. À l'économie agricole sont associés des outils d'artisans spécialisés et sédentaires en bois et en os, tels que des couteaux à moisson, des pics, des poignards en andouiller de cerf, des restes de sifflets, des fragments de fuseaux (liés au tissage, à la sparterie, au cordage, à la voilure...), et aussi de splendides objets de parure, comme des boucles d'oreilles en jade (*figure 4*). On retrouve également des artefacts néolithiques classiques, comme des lames polies d'herminette et de hache, et une céramique de type cordée aux formes très variées, qui rappellent les découvertes faites dans certains sites de Taiwan.

Domestication d'animaux, mise en culture (riz), fabrication de poterie, de lames polies et d'outils en bois ou en os très spécialisés, habitations témoi-

3. Le Néolithique chinois connaît trois phases principales qui s'achèvent sur une transition vers les âges des métaux (Wenning, 1999) :

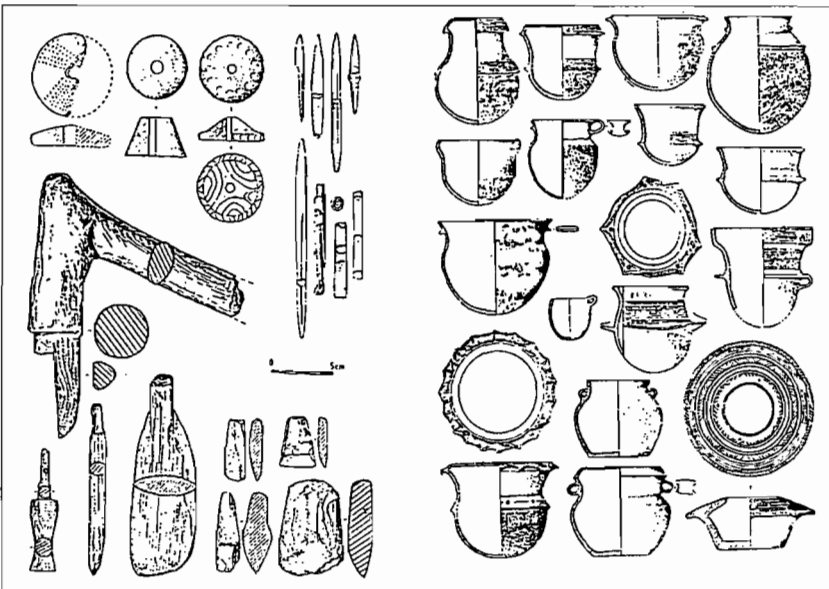
- un Néolithique ancien, compris entre 8500 et 6500 B.C. : occupation de l'espace plutôt discrète, souvent en grotte, ou repérable par la présence d'amas coquilliers (*shell midden*) ;
- un Néolithique moyen, compris entre 6500 et 5000 B.C. : occupation de l'espace plus marquée, avec des débuts d'activités agricoles et une emprise plus forte sur le territoire ;
- un Néolithique récent, compris entre 5000 et 3500 B.C. : occupation et exploitation de l'espace qui se précise par l'intensification de la mise en culture des sols et par la pratique généralisée de l'élevage, mais aussi par d'imposantes traces de structures d'habitations (maisons rectangulaires de grandes dimensions).

L'âge des métaux en Chine voit le jour avec le Calcholithique ancien, aux alentours de 3500 B.C.

gnant d'une occupation hiérarchisée de l'espace, etc., la combinaison de tous ces traits matériels, typiques du Néolithique chinois, constitue l'essence même du bagage technique des Austronésiens qui vont se lancer à la découverte de nouvelles terres. Pour ces groupes humains, le départ représente une prouesse maritime d'autant plus remarquable qu'elle se complique par la découverte de l'insularité et, peut-être aussi, par la rencontre d'autres groupes antérieurement installés aux Philippines, à Sulawesi, et en Nouvelle-Guinée par exemple.

À défaut de bien connaître les autres graminées (millet, etc.) qui disparaissent en contexte humide, et compte tenu de l'importance du riz dans l'alimentation contemporaine de la région, ce dernier apparaît dans la littérature comme le marqueur cultural primordial des populations néolithiques de Chine méridionale et de Taiwan.

Figure 4 – Quelques pièces caractéristiques d'os, de bois, de pierre et de céramique du Néolithique chinois du site d'Hemudu (d'après Bellwood, 1997 tiré de Chekiang, 1978)



L'étape taïwanaise : la naissance des Austronésiens

Taiwan, sur la « branche mère » de la généalogie des langues, est le premier jalon de l'histoire austronésienne, la première étape du voyage. Néanmoins ce foyer linguistique ne correspond pas forcément à une éclosion culturelle car, comme le montrent les faits archéologiques, la culture relève ici encore de l'héritage chinois. Les changements sont certes perceptibles : par exemple, les céramiques sont moins variées que les formes chinoises et les traces de

riziculture et d'habitations sont plus discrètes ; il n'en demeure pas moins que, sur la côte ouest de Taiwan, la civilisation néolithique (localement ancienne) que l'on nomme Tapenkeng a de forts accents continentaux (Chang, 1964, 1969, 1986 ; Sung, 1979). En effet, on la retrouve, notamment dans le site de Pachiatsun (Tapenkeng), associée à une céramique cordée⁴ d'influence chinoise, remontant à environ 5000 ans B.P., et à des pointes, des lames d'herminettes et de hache ; mais elle semble exempte de toute activité rizicole.

Les premières traces de riziculture à Taiwan apparaissent plus tardivement, à 4500 ans B.P.⁵, lorsque le Néolithique ancien de Tapenkeng donne naissance à deux cultures, dites Lungshanoïd (ouest et sud de Taiwan) et Yuanshan (nord et est de Taiwan). Un fait marquant de ces cultures est l'association systématique, en fouille, de couteaux à moisson en pierre et de tessons de poterie cordée renfermant de minuscules restes de riz, comme dans le site de Kenting (Bellwood, 1997).

Sur la côte ouest de l'île de Taiwan, les sites de tradition Lungshanoïd, tels que Fengpitou, aux datations comprises entre 4500 et 2500 B.P., correspondent parfaitement au modèle chinois, tant pour les formes d'occupation de l'espace (habitations) que pour les objets techniques (Chang, 1969). On y retrouve des traces de trous de poteaux (anciennes fondations de maisons rectangulaires) et des restes de riz, de la poterie cordée ou incisée révélant parfois des formes tripodes, des pointes en os, des pointes projectiles, des couteaux à moisson (*figure 5*).

En revanche, la culture Yuanshan (4500-2500 ans B.P.) est différente de la précédente en ce qu'on n'y décèle pas d'influence chinoise flagrante. Elle serait plutôt un prolongement local de la culture originelle de Tapenkeng, autrement dit un Néolithique taiwanais dépourvu de tradition céramique de style cordé et de couteaux à moisson. On y trouve malgré tout des outils polis, tels que des haches et des herminettes, ainsi que des pointes en ardoise (Chang, 1969).

Que l'on retrouve dans la culture Lungshanoïd une influence nette du Néolithique chinois démontre l'existence d'un lien culturel entre le continent

4. Cette tradition céramique (*corded ware*) est la plus ancienne en Asie du Sud-Est. Ses formes originelles sont souvent globulaires et sont montées à l'aide d'un battoir enlacé de cordelettes qui laissent dans l'argile des traces très caractéristiques. Cette technique dite « au battoir » se retrouve partout ailleurs en Asie et en Océanie.

5. Cette datation a été étayée par les résultats obtenus par la palynologie, qui constate une nette recrudescence des pollens d'herbes il y a près de 4500 ans B.P., et guère avant (Tsukada, 1966). Cette investigation a été réalisée dans les années soixante à partir de carottages effectués dans le lac Sunmoon situé en altitude, au cœur des plateaux du centre de Taiwan.

et l'espace insulaire, la terre austronésienne, mais déjà, vers 4500 ans B.P., cette traversée de quelque 200 kilomètres s'accompagne d'une perte ou d'un assouplissement du modèle chinois, au profit, peut-être, d'un Néolithique insulaire. Dans les îles de l'Insulinde, comme les Philippines ou Sulawesi, plus basses en latitude, cette observation paraît se confirmer : les influences du Néolithique chinois continental se délitent et se font de plus en plus discrètes, exactement à l'image de l'espace insulaire qui s'atomise progressivement sur la route des migrants. Les cultures, en progressant vers le sud, perdraient ainsi peu à peu certains traits remarquables de leur identité : sédentarité, village, riziculture, élevage, habitation rectangulaire, outils très spécialisés et adaptés aux tâches agricoles et cynégétiques, etc.

L'étape philippine : les dernières traces du néolithique chinois

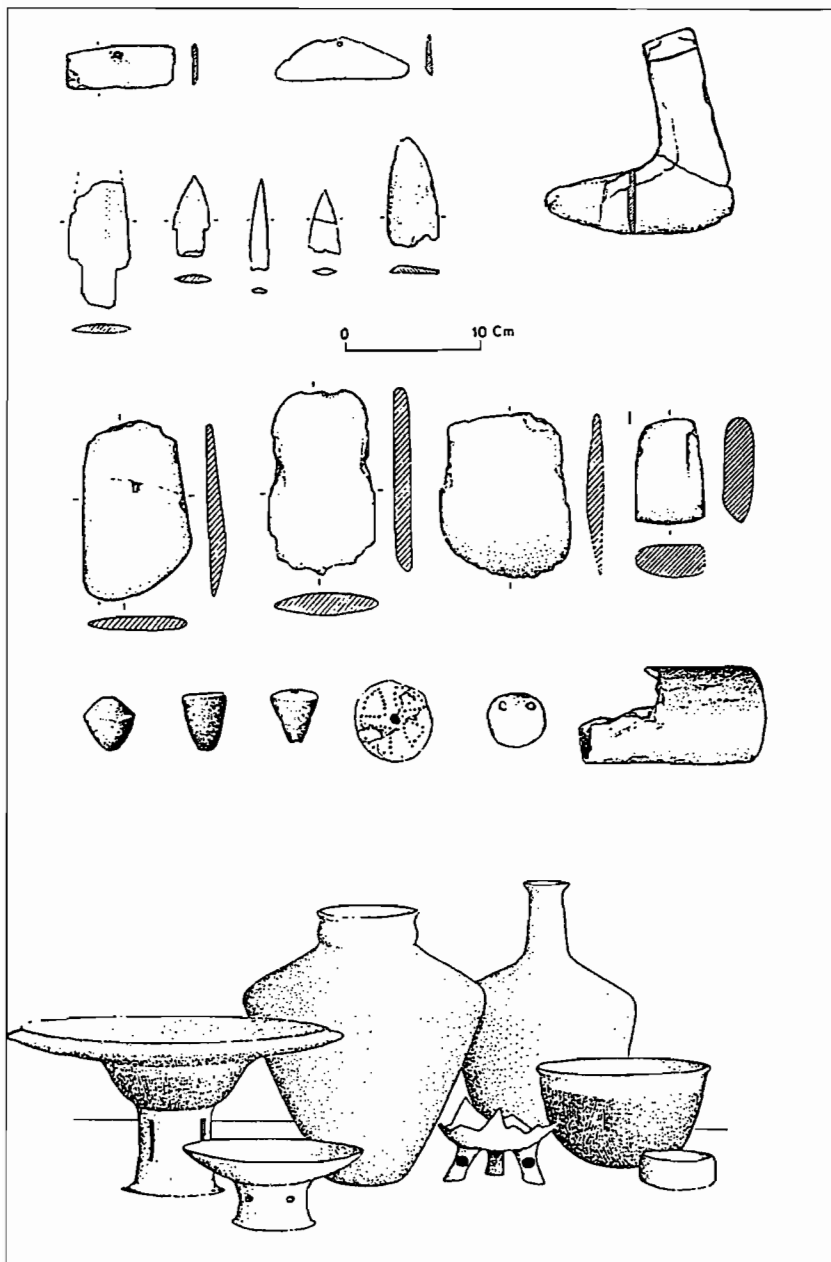
La rupture culturelle est amorcée dès que les migrants franchissent les quelque 400 kilomètres qui séparent Taiwan de Luçon, l'île la plus septentrionale de l'archipel philippin. À mi-chemin de ce trajet, les Austronésiens ont colonisé une des terres de l'archipel des îles Batan. Outre des haches polies, le site de Sunget⁶ a livré une poterie différente de celle de Taiwan : plus ordinaire, plus fine, elle présente un décor incisé et une couleur rouge (Kumamoto, 1983).

L'archipel des Philippines est riche en sites du milieu de l'Holocène, remontant à 4000 ans B.P. environ ; le site de Dimolit (nord de Luçon), fouillé par W. Peterson dans les années soixante-dix, permet de mettre au jour des témoins archéologiques très différents de ceux de la tradition culturelle taiwano-chinoise (Peterson, 1974). Exceptées les timides traces de fondations de petites maison carrées (*figure 6*), on note la présence d'une poterie rouge, fine, décorée parfois de petites perforations, mais surtout l'apparition d'outils taillés dans du silex et de la calcédoine. Dimolit est le témoin d'un changement important dans le comportement technique des migrants. En premier lieu, la technique de la céramique « cordée » est abandonnée ; en second lieu, dans la taille de la pierre, l'activité de façonnage-polissage, qui est le symbole même du Néolithique, laisse place à une activité de débitage utilisant la technique de la percussion directe au percuteur dur, avec tout l'impact sur l'environnement que cette transition suppose, notamment pour le travail du bois, l'essartage, le défrichage...

La pierre taillée, associée ou non à une céramique fine à décor incisé, se retrouve dans d'autres sites de la même période, comme Musang (Luçon),

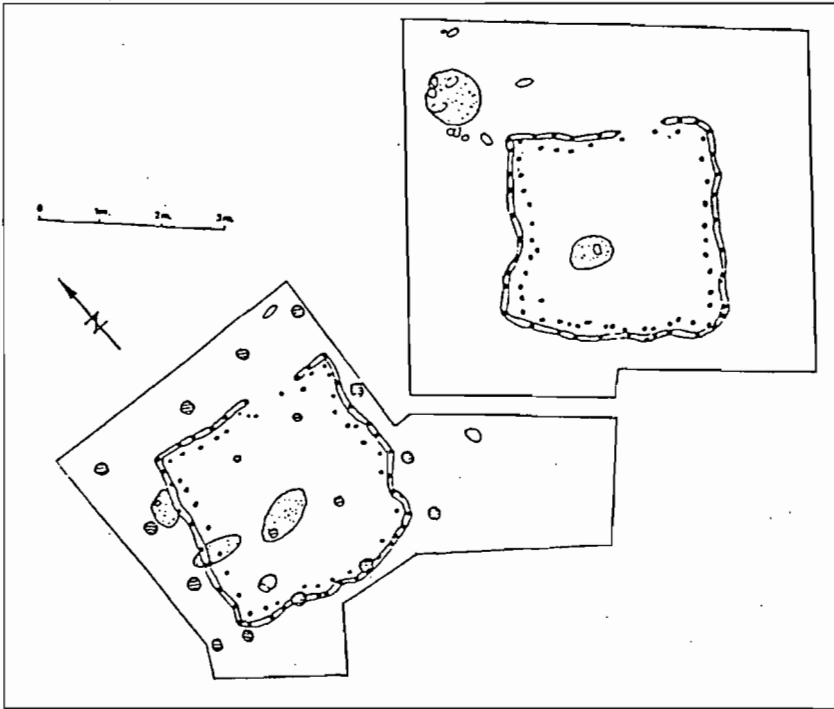
6. Ce site n'a malheureusement pas fait l'objet de datation au C14.

Figure 5 – Quelques pièces caractéristiques d'outils en pierre et de céramique du Néolithique taiwanais du site de Fengpitou
 (d'après Bellwood, 1997 tiré de Chang, 1969)



**Figure 6 - Plan des maisons trouvées sur le site de Dimolit
à Luçon (Philippines)**

(d'après Bellwood, 1997 tiré de Peterson, 1974)



Guri et Duyong (Palawan) (Fox, 1970) (figure 7). Le site de Duyong est problématique parce qu'il est dépourvu de restes de poterie et qu'il associe, entre 4000 et 5000 ans B.P., du matériel lithique taillé (figure 7C) et des herminettes en pierre ou en coquillage, d'aspect très océanien (figure 8) (Garanger, 1972).

Ainsi, l'axe migratoire Taiwan-Luçon voit s'éteindre, avec l'abandon des techniques propres à cette culture, le Néolithique d'inspiration chinoise, lequel laisse place à une « économie mixte » associant l'activité agricole à des réflexes techniques propres à une activité de chasse (production d'éclats lithiques). De fait, en atteignant les Philippines et par la suite les grandes îles indonésiennes, les migrants se trouvent confrontés à un milieu physique différent, caractérisé par la forêt dense humide, et ont adapté leurs techniques en conséquence.

Le cœur de l'Insulinde se présente comme une aire d'échange et de rupture, où se brassent les influences venues du nord (axe C-T-P : Chine-Taiwan-Philippines) et de l'ouest (axe M-S-J : Malaisie-Sumatra-Java) (figure 3 supra). La majorité des travaux en archéologie portant sur la « route du nord » et la

**Figure 7 – Matériel lithique taillé (éclats retouchés et nucléus)
 du site de Guri (A), de Musang (B) et de Duyong (C), Philippines
 (d'après Forestier et Patole-Edoumba, 2000)**

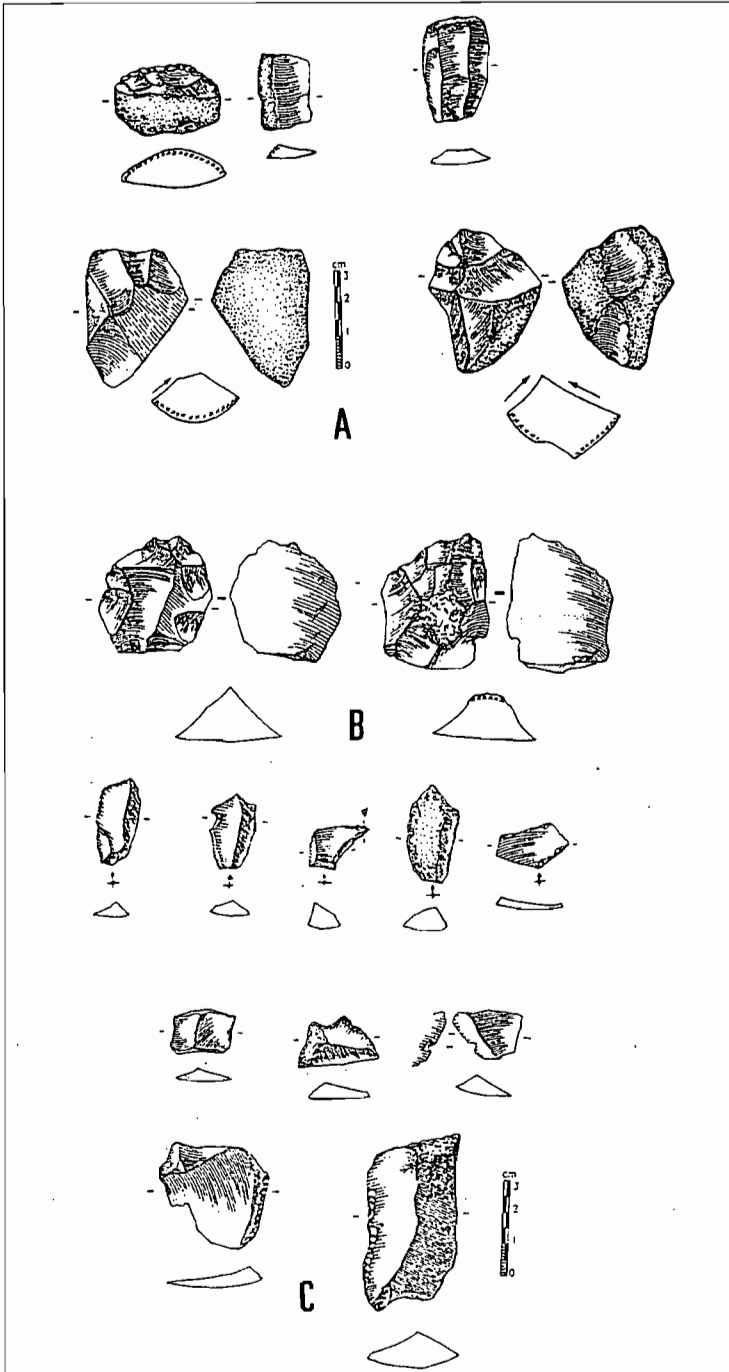
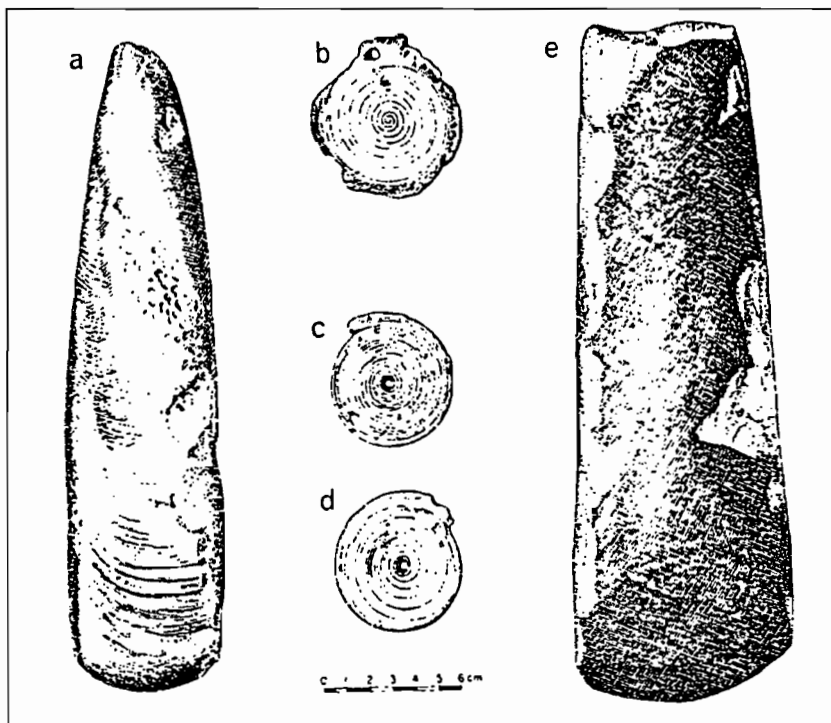


Figure 8 – Exemples d'herminettes du site de Duyong en pierre ou en coquillage (tridacne) (d'après Fox, 1970)



migration austronésienne, l'axe ouest est encore très mal connu. Avec près de 20 000 îles et îlots, l'Insulinde impose l'image d'une géographie compliquée. Dans cette zone de contacts, les peuples de chasseurs-cueilleurs installés depuis la fin du Pléistocène supérieur final (40000 ans) ont peut-être rencontré nos groupes itinérants, les uns et les autres, originaires des deux berceaux supposés de la riziculture, l'Asie du Sud-est continentale (axe M-SJ) et la Chine du Sud (axe C-TP), étant de toutes façons héritiers d'un fond commun néolithique (figure 3) (Forestier et Patole-Edoumba, 2000).

Sulawesi, Timor, les Moluques (Indonésie) : la perte d'unité culturelle

Dans l'archipel indonésien, riche de ses 13 600 îles, la dissolution culturelle du modèle néolithique Taiwano-chinois vieux de 5000 ans finit de s'achever. Avec cette perte d'unité culturelle et avec l'abandon de l'inspiration chinoise en Insulinde, les traditions céramiques locales trahissent les origines probables du Lapita (Spriggs, 1997).

Le site de Ulu Leang, dans la partie sud-ouest de Sulawesi, a révélé des niveaux d'occupation de chasseurs-cueilleurs remontant à environ 8000 ans B.P. Un

faciès industriel y est reconnu : il s'agit du « Toalien » de Sulawesi, dont la spécificité repose sur un marqueur technique fort, la « pointe de Maros »⁷ (Glover, 1976, 1978). Le genre de vie reconstitué à partir du site perdure entre 4000 ans B.P. et le premier millénaire A.D., après quoi les mêmes pointes de Maros se mêlent à de la céramique. À cette période sans doute apparaît la riziculture. La faune obtenue dans les sites fouillés de la vallée de Maros (*Macaca maura*, *Phalanger ursinus*, *Sus celebensis* et *Babyrousa babyrousa*) est typique de la faune actuelle de Sulawesi. Les vestiges du Néolithique⁸ sont désormais représentés par la lame de pierre polie et la céramique à décor incisé, telles qu'on les retrouve par exemple dans le site de Kalumpang (Sulawesi centre) (figure 9) (Heekeren, 1972 ; Sutayasa, 1973). Ce site n'en demeure pas moins dissocié d'une éventuelle néolithisation de l'île.

Les sites timorais comme Nikiki, Bui Ceri Uato et Lie Siri présentent des niveaux archéologiques dont les datations sont comprises entre 3000 et 4000 ans B.P., et auxquels est associée une production lithique comptant de nombreux éclats de silex « plus ou moins laminaires » et parfois pédonculés. Ce matériel est contemporain d'une faune typique de la Wallacea, composée de chauves-souris et de rats géants aujourd'hui éteints, mais il coexiste aussi avec des restes de poissons, de noix (*Inocarpus*) etc. (Glover, 1986). Il est intéressant de signaler que dans les trois sites en question, on relève un changement radical d'économie, signalé par l'introduction de la céramique incisée, du cochon, des pratiques agricoles et d'une culture matérielle orientée vers la production d'hameçons, d'outils coquilliers, de pointes pédonculées et de parures sur coquillage. Cette céramique de Timor présente une ressemblance frappante avec celle trouvée plus à l'est dans l'archipel des Moluques par exemple dans le site de Tanjung Pinang, sur l'île de Morotai (Bellwood *et al.*, 1998), et plus encore avec celle des sites de Nouvelle-Guinée.

De nombreux éléments suggèrent que cette étape à Timor est capitale dans la progression des groupes humains austronésiens en direction de l'archipel Bismarck (Bellwood, 1997).

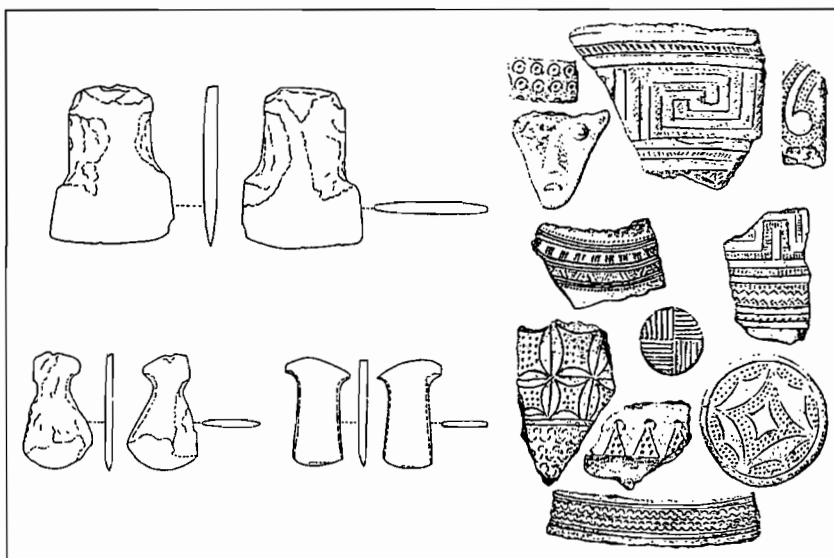
La céramique incisée à décor plus ou moins géométrique des sites indonésiens datés d'environ 4000-3500 ans B.P., comme Ulu Leang (Sulawesi),

7. La pointe dite de Maros est une petite pointe unguiforme à base concave et à bords denticulés. Cet artefact est souvent associé à toute une gamme de microlithes, d'éclats à dos plus ou moins abattu ou d'éclats simplement retouchés, et à une industrie osseuse.

8. Le Néolithique rencontré à Sulawesi et partout ailleurs en Insulinde est très différent du Néolithique taiwanais ou chinois : il est appelé « Néolithique tardif » des îles du Sud-Est asiatique (Bellwood, 1997). De par sa tradition céramique à décor incisé, on a davantage tendance à le comparer à la tradition céramique océanienne Lapita qu'à celle que l'on rencontre en Chine (céramique cordée).

Figure 9 – Exemples d'herminettes en pierre et de tessons incisés du site de Kalumpang, Sulawesi (Indonésie)

(d'après Duff, 1970, pour le matériel lithique et Heekeren, 1972, pour la céramique)



Nikiniki (Timor Ouest) ou Kalumpang (Sulawesi), ouvre un vaste débat sur la relation éventuelle entre ces productions et la céramique strictement océanienne dite Lapita. En effet, avant d'acquérir sa véritable identité océanienne dans l'archipel Bismarck, la poterie Lapita pourrait puiser son origine stylistique dans le Néolithique tardif d'Asie du Sud-Est (Kalumpang, Timor, etc.) (Spriggs, 1996, 1997).

A 3500 ans B.P. : émergence du proto-océanien et de la céramique Lapita

A environ 3500 ans B.P., La Mélanésie nord-occidentale (Nouvelle-Guinée, archipel Bismarck) est le premier réceptacle océanien de l'avancée du peuplement austronésien depuis l'Asie du Sud-Est. Une autre histoire commence alors, celle des « gens du Lapita » ou de la « mélanésianisation » (au sens large) de ces navigateurs qui ont mouillé sur les rivages de la Nouvelle-Guinée et aux alentours. Cependant, il a pu s'opérer au contact des occupants antérieurs, présents depuis environ 40000 ans dans la zone⁹, un échange et un apprentissage techno-culturel de grande importance.

9. La zone nord de la Mélanésie insulaire est capitale pour la compréhension globale du peuplement océanien car son histoire est très ancienne et a connu au moins deux phases d'arrivées antérieures aux Austronésiens promoteurs de la culture Lapita. La première phase, dite « australoïde », est très ancienne puisqu'elle remonte au Pléistocène supérieur final (40000 ans environ). Elle désigne le peuplement du sous-continent Sahul (Nouvelle-Guinée, Australie et Tasmanie), mais aussi des

La spécificité de l'identité océanienne tient sans doute pour beaucoup à cette rencontre entre « ceux de l'intérieur », les sédentaires descendants de populations arrivées au Pléistocène, et « ceux de l'extérieur », « les gens du voyage ». Le résultat de ce contact entre les maîtres de la terre et les « pêcheurs d'îles »¹⁰ est stigmatisé par le phénomène Lapita et par sa dispersion dans l'ensemble de la Mélanésie. Rappelons brièvement que ce phénomène touche, à environ 1500 B.C., l'aire de la Nouvelle-Guinée et de l'archipel Bismarck, puis la Nouvelle-Calédonie aux alentours de 1000 B.C. et enfin, à près de 850 B.C., les îles de la Polynésie occidentale, également désignées comme le « berceau polynésien » : Wallis, Futuna, Samoa, etc. (Green, 1979 ; Pawley, Green, 1984 ; Garanger, 1982 ; Spriggs, 1995 ; Kirch, 1997 ; Sand, 1999, 2000).

Le Nord de la Mélanésie insulaire apparaît donc comme un jalon primordial, une zone d'échanges¹¹ et de création, en premier lieu dans le domaine de la tradition céramique, mais il est aussi un tremplin anthropologique pour la suite de la grande aventure : « *Tout se passe alors comme si l'existence de ce très ancien réseau de relations avait servi de creuset. Une véritable explosion culturelle s'y serait produite, qui aurait permis le peuplement du reste du Pacifique.* » (Gorecki, 1988 : 24-26) Ces nouveaux colons fabriquent une poterie au décor, à la forme et au dégraissant (corallien) très particuliers

archipels adjacents comme l'archipel Bismarck (qui compte de nombreux sites comme ceux de Matenkupkum et Buang Merabak en Nouvelle-Irlande, remontant à 30000 ans B.P., ou ceux anciens d'environ 12000 ans B.P., comme la grotte de Missisil en Nouvelle-Bretagne ; cf. Allen *et al.*, 1988, 1989) et les archipels situés plus au sud (sur l'île de Buka, dans la partie septentrionale de l'archipel des Salomon, le site de Kilu a livré une date de 28000 ans B.P. ; cf. Wickler, 1990). Cette antériorité de la vague de peuplement australoïde est par ailleurs confirmée par certaines données linguistiques. En effet, dans les îles qui connurent ce peuplement ancien, les langues ne seraient pas austronésiennes mais papoues, issues d'une évolution culturelle locale des groupes australoïdes (en Nouvelle-Guinée et dans certaines îles de l'archipel Bismarck ou encore des Salomon) (figure 3).

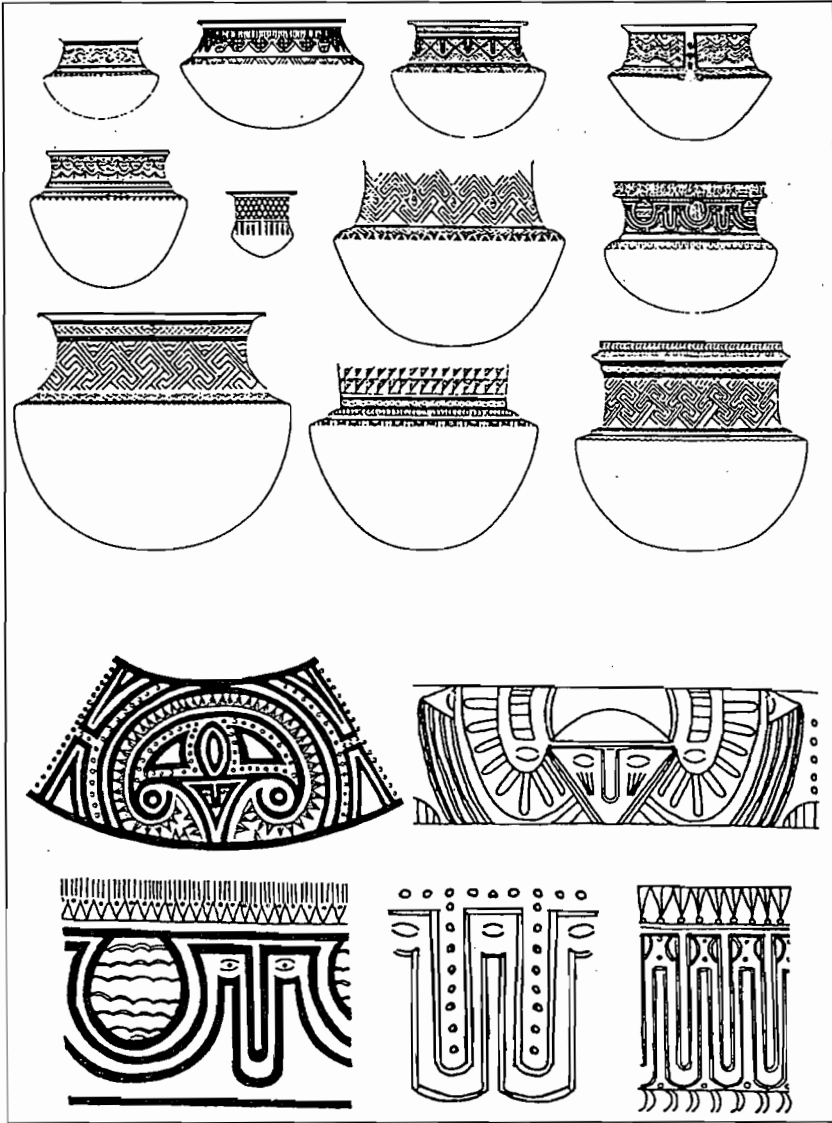
La deuxième phase que l'on appelle « pré-Lapita » serait également caractérisée par des langues dites papoues, sans qu'on en connaisse les apports extérieurs éventuels, et elle marque la transition entre le Pléistocène supérieur final et le début de l'Holocène. Cette époque voit apparaître aux alentours de 9000 ans B.P. les premiers témoins d'horticulture comme par exemple, dans le site de Kuk situé dans les Hautes-Terres de Nouvelle-Guinée (Golson, Hughes, 1980 ; Golson, 1990). Cette deuxième phase de peuplement ou d'évolution interne (?) est donc marquée par un changement radical d'économie et d'exploitation du milieu. Elle est suivie par la domestication du cochon il y a environ 6000 ans B.P.

Les gens du Lapita n'arrivent qu'aux alentours de 3000 ans B.P. dans ces terres de langues papoues.

10. Terme amicalement emprunté à D. Frimigacci (communication personnelle).

11. L'aire Bismarck est une zone importante d'échanges, comme, par exemple celui de l'obsidienne, qui est bien antérieur à l'arrivée des gens du Lapita. Les sources de matière première, comme celles de Talasea en Nouvelle-Bretagne, ont généré dans l'aire des sites de l'archipel Bismarck et plus au sud, dans d'autres archipels mélanésien, une circulation de l'obsidienne dès la fin du Pléistocène supérieur final (entre 15000 et 10000 ans B.P.) (Specht *et al.*, 1988 ; Torrence *et al.*, 1990) : « *The Talasea region in West Britain Province, Papua New Guinea, figures prominently in the prehistory of the Western Pacific. During the last 12,000 years at least, it was a major source of the obsidian which was transported widely throughout the Western Pacific Islands, particularly during the time of Lapita pottery* » (Specht *et al.*, 1988).

Figure 10 – Exemples de poteries Lapita, Nouvelle-Calédonie :
 (sites Lapita-Koné WK0013A, Nessadiou WBR001, Patho LMA020)
et de décors Lapita à caractères anthropomorphes (d'après Sand, 2000)



(figure 10), que l'on suit depuis l'archipel Bismarck jusqu'au « berceau polynésien ». Ce « courant Lapita » apparaît homogène entre les différents archipels, et il suggère un réseau imposant un contact permanent entre les sites. Ce phénomène d'expansion humaine est synonyme de nouvelles sociétés plus hiérarchisées, organisées en villages de potiers réunis en guirlande le long d'un bras insulaire de 3 500 kilomètres de longueur.

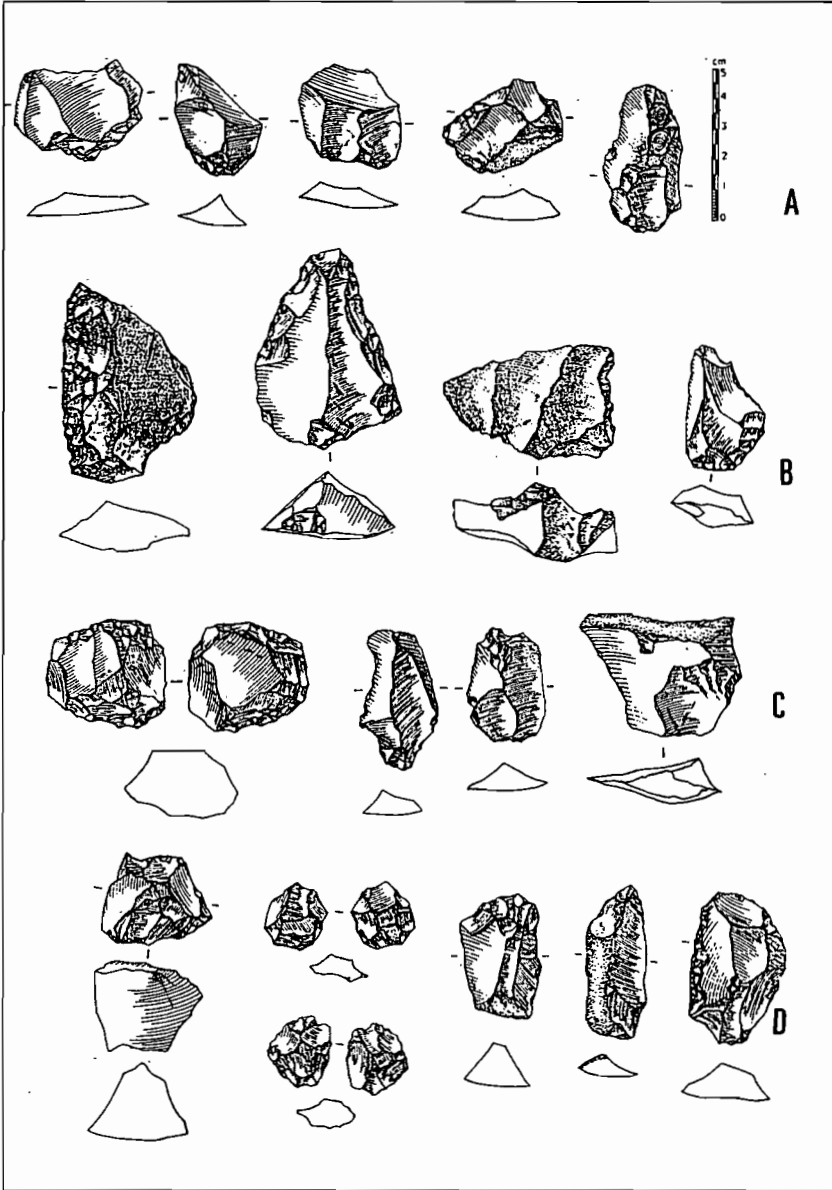
Toutefois, si la céramique Lapita est devenue, à juste titre, le symbole identitaire de ces navigateurs océaniques, et si elle est un marqueur archéologique fiable que l'on utilise comme une balise dans le temps et dans l'espace, il en va tout autrement de l'industrie lithique. Pour l'essentiel, le matériel lithique fut longtemps occulté par les archéologues qui ont privilégié la céramique ou l'outillage coquillier, tout simplement par intérêt pour ces derniers artefacts mais aussi à cause de l'hétérogénéité des produits et de la matière première lithique (Gorecki, 1992 ; Forestier, 1996). À l'inverse de ce qu'on a pu faire pour la céramique Lapita, à l'heure actuelle, il est ainsi impossible de définir une industrie lithique spécifique à des populations de langue austronésienne ou non-austronésienne. Les outils de pierre polie qui étaient des marqueurs caractéristiques du Néolithique taiwanais-chinois et que l'on retrouvait encore de façon ponctuelle, accessoirement associés à de la céramique, en Insulinde, ne tiennent apparemment pas une place prépondérante dans la gamme d'outils des gens du Lapita. Il est même loisible de penser que la pierre polie, outil complexe dans sa réalisation au plan technique et symbolique¹², apparaît bien plus tardivement qu'on le croit dans ces îles du Pacifique Sud : précisément lorsque les sites de bord de mer, ces « ports d'attache », sont abandonnés pour une conquête de l'intérieur des terres et de ses ressources en matière végétale, animale et surtout minérales, autrement dit pour une appropriation pleine et extensive du territoire insulaire.

De nombreux sites dans l'ensemble des archipels mélanésiens, comme les sites Lapita et non-Lapita de Nouvelle-Calédonie (Forestier, 1999), témoignent de l'industrie lithique des premiers colons austronésiens. Il y a près de 3000 ans B.P., ceux-ci nous ont laissé un outillage sur éclat, composé essentiellement de racloirs, de coches, de denticulés et de gros rabots massifs (*figure 11*). Ce matériel n'évoque en rien l'idée qu'on pourrait se faire d'un Néolithique associant céramique et lames polies.

L'industrie lithique apparaît ainsi comme un marqueur des peuplements assez hétérogène et difficile à suivre dans le temps et l'espace. Mais la céramique elle-même ne présente de véritable cohérence que lors de la période Lapita en Océanie occidentale : en bref, à l'heure actuelle, la langue austronésienne reste le seul dénominateur commun fiable pour ce peuplement. Et si l'archéologie du monde austronésien vise avant tout à comprendre la

12. Comme à sa façon la céramique Lapita, la hache de pierre a une identité particulière (souvent associée à la sédentarité) car elle se fait dans la durée et pour durer. Elle porte en elle un temps technique qui est celui de la chaîne opératoire et qui requiert pour la fabrication non pas un seul lieu, mais parfois plusieurs, bien hiérarchisés entre eux. La hache évoque ainsi dans sa propre matière des instantanés de temps et d'espace qui, malgré le polissage, vont perdurer au travers d'un autre registre, celui du symbolique, de l'échange... lui conférant par là une identité, celle du groupe, liée au territoire et à son enracinement (Orliac, 1990 ; Pétrequin, Pétrequin, 1993).

Figure 11 – Quelques pièces lithiques taillées des sites datés d'environ 3000 ans, de tradition céramique Lapita ou non Lapita, Grande-Terre, Nouvelle-Calédonie : Lapita-Koné WK0013A (A), Koumac NKM004 (B), Boirra NKM001 (C), Naïa SNA/Ton6-7 (D)



diffusion des hommes et leurs activités, mesurant ainsi leur faculté d'adaptation à divers milieux, l'unité linguistique qui subsiste au terme du voyage est tout à fait remarquable eu égard à la diversité des milieux occupés.

La longue course des Austronésiens ne s'arrête pas, avec les gens du Lapita, sur les rivages de Nouvelle-Calédonie ou en Polynésie occidentale, mais va connaître un regain puisé dans un second creuset, dit polynésien. Mais ce n'est qu'à la fin du premier millénaire avant J. C., ou encore bien après notre ère, que ce renouveau des migrations va intervenir pour faire parcourir à l'homme des distances maritimes inégalées. Un nouveau seuil est alors franchi dans l'art de naviguer jusqu'aux terres les plus orientales du monde austronésien, ce que l'on nomme le triangle polynésien, qui englobe les îles Hawaii au nord, la Nouvelle-Zélande au sud-ouest, l'île de Pâques au sud-est et, en son centre, la Polynésie centrale (îles Cook, Marquises, Australes...). Cette course océane n'a été possible que par une maîtrise parfaite des techniques de navigation. Les creusets des peuplements ont sans doute permis à ces navigateurs de cumuler des connaissances, des expériences et des savoir-faire qui, au bout du compte, expliquent certainement leur réussite.

La construction d'un monde des îles

Une telle extension géographique de la migration et un tel parcours suggèrent une question à propos de ces migrants partis de Taiwan il y a près de 5000 ans : peut-on encore associer le Néolithique (agriculture, sédentarité, pierre polie, etc.) aux Austronésiens ? Ce bagage culturel initial s'est en effet estompé au cours du voyage, lors de changements et de rencontres avec d'autres populations. La migration et l'adaptation aux terres nouvelles sont allées de pair avec des équilibres techniques pondérés, enrichis du contact avec les autres, mais aussi remodelés par une certaine « déconstruction » affectant au bout du compte des éléments obsolètes qui vont être abandonnés ou remplacés en cours de route¹³. L'observation du parcours des Austronésiens amène à constater une inversion du schéma d'évolution technique, classique en préhistoire européenne (pierre taillée -> polie), même si ce n'est guère à travers la dialectique de l'adaptation, de l'évolution et de l'invention que peuvent s'expliquer les problèmes d'origine et de diffusion des

13. Hormis le concept de « déconstruction » (cher à J. Derrida, 1972) qui, selon nous, est un stade obligatoire car générateur de performances et d'évolution, l'idée générale du changement rejoint le modèle dit « des 3i » de R. Green qui évoque ce voyage comme une suite d'« Intrusion/d'Innovation/d'Intégration » (Green, 1991). La vision d'une évolution normative linéaire des groupes austronésiens d'Asie en Océanie est à exclure puisque, à l'instar du milieu, il n'y a pas un seul contexte mais plusieurs : tous différents et tous linguistiquement apparentés. Il s'agit alors de « déconstruire tout en décontextualisant » pour aborder de la façon la plus objective possible la balistique des jalons du peuplement austronésien.

techniques¹⁴. Qui plus est, dans ce changement technique austronésien, on ne décèle pas le moindre emprunt ni même, à la limite, la moindre amélioration des procédés, si ce n'est dans l'art de naviguer. Autrement dit, l'univers technique austronésien évolue par invention, davantage que par hybridation ou par mutation. Il est possible que le nomadisme océanique ait favorisé, au cours de cette longue route, une série d'abandons et d'inventions techniques, consécutive à la découverte des différents milieux, de leur richesse et de leur isolement¹⁵.

L'évocation du trajet des Austronésiens dérouté par la distance parcourue mais aussi par le fait que, exceptée la langue à l'expansion et à l'unité remarquables, toutes les connaissances techniques héritées du commencement néolithique semblent avoir été « lavées » par le voyage, la distance, l'insularité, et, en un mot, pourquoi pas par une certaine « loi des îles », celle imposée par un espace flottant, fait de pleins et de vides. Le concept même d'« Austronésiens » amène à concevoir l'espace par le biais du langage qui, seul ici, le structure, ce qui ouvre des champs nouveaux de réflexion sur les limites de l'archéologie événementielle dans un contexte insulaire et sur le temps long. Ces idées touchent notamment à la fragmentation qui va de pair avec la diversité culturelle et naturelle des îles, et aussi aux fonctions du nomadisme et de l'échange qui sont nécessaires à la survie du groupe. L'une des plus belles illustrations de ces thèmes nous est donnée par ces gens du Lapita qui forment, dans un premier temps, des sociétés côtières évoluant ensuite vers les sociétés enracinées que l'on retrouve en Mélanésie insulaire (Vanuatu, Salomon, etc.) (Bonnemaison, 1979, 1997).

L'aventure austronésienne est donc une histoire faite de ruptures, mais surtout de liens. Grâce aux échanges, les groupes humains se sont organisés en réseaux pour s'approprier l'espace maritime. Ces réseaux d'échanges (cochon, coquillage, ocre, poterie, matières végétales ou minérales diverses, etc.) se sont complexifiés au fur et à mesure que les groupes s'enracinaient, nous laissant une diversité culturelle inégalée que fédère un réseau linguistique assurant la cohérence globale du système insulaire.

14. Comme l'écrivait Haudricourt, « *Il est parfaitement illusoire d'opposer évolution et adaptation, puisque l'évolution de l'outil ne s'explique que par une constante adaptation aux différentes techniques, aux différents besoins* » (1964 : 32).

15. A. Leroi-Gourhan (1973 : 304) formalisa cette idée dans les termes suivant : « [...] dans le domaine technique, les seuls traits transmissibles par emprunt sont ceux qui marquent une amélioration des procédés. On peut emprunter une langue moins souple, une religion moins développée : on n'échange pas la charrue contre la boue. Lorsqu'un tel fait se produit, c'est par régression, hors de tout emprunt, parce que les malheurs d'aventures guerrières ont détruit l'équilibre ».

Dans cette migration, enfin, toute idée de frontière entre Asie et Océanie est bannie : les Austronésiens ont une histoire et une langue commune au cœur de l'« Aséanie ». Bien des zones d'ombre subsistent concernant cette aventure, comme par exemple les causes de ce départ de Chine vers les terres australes : goût du voyage, pression démographique, conflits sociaux, guerres avec des peuples venus du nord ? D'autres hypothèses encore peuvent être avancées, comme celle d'une conquête organisée, soutenue par une stratégie de colonisation propre à des sociétés hiérarchisées et conquérantes. Car même si les milliers de kilomètres parcourus, depuis le semis des îles du Sud-Est asiatique jusqu'aux rivages néo-guinéens ou néo-calédoniens, évoquent l'image d'aventuriers maîtrisant la navigation, il faut garder en mémoire que ces navigateurs étaient au départ des villageois du Néolithique, des hommes de terroir, des spécialistes de l'agriculture (riziculture et horticulture) : au fil de leurs pérégrinations maritimes, leur vocation à humaniser les paysages est devenue un talent pour humaniser les rivages...

Remerciements : Je tiens à remercier D. Guillaud et E. Conte pour la relecture et les corrections qu'ils ont apportées à cet article et J.-C. Rivierre et L. Sagart pour leurs conseils en matière de linguistique.

Références bibliographiques

- ALLEN J., GOSDEN C., JONES R., WHITE J. P., 1988. Pleistocene dates for human occupation of New Ireland, Northern Melanesia. *Nature*, 331, p. 707-708.
- ALLEN J., GOSDEN C., WHITE J. P., 1989. Human Pleistocene adaptations in the tropical island pacific : Recent evidence from New Ireland, a Greater Australian Outlier. *Antiquity*, 63, p. 548-461.
- BARRAU J., 1965. Histoire et préhistoire horticoles de l'Océanie tropicale. *Journal de la Société des Océanistes*, t. 21, p. 55-78.
- BARRAU J., 1974. L'Asie du Sud-Est, berceau culturel. *Etudes Rurales*, 53, 6, p. 17-39.
- BELLWOOD P.-S., 1997. *Prehistory of the Indo-Malaysian Archipelago*. Revisited edition, Honolulu, University of Hawaii Press.
- BELLWOOD P., FOX J. J., TRYON D., 1995. *The Austronesians : Historical and Comparative Perspectives*. The Australian National University, Canberra, Australia, 359 p.
- BELLWOOD P., NITHAMINOTO G., IRWIN G., GUNADI, WALUYO A., TANUDIRJO D., 1998. 35000 years of prehistory in northern Moluccas. *Modern Quaternary Research of Southeast Asia*, 15, p. 233-275.
- BLOUST R. A., 1977. *The Proto-Austronesian Pronouns and Austronesian Subgrouping : Preliminary Report*. University of Hawaii, Working Papers in Linguistics, vol. 9, 2, p. 1-15.

- BLUST R.A., 1988. The Austronesian Homeland : A linguistic Perspective. *Asian Perspectives*, XXVI, 1, p. 45-67.
- BONNEMAISON J., 1979. Les voyages et l'enracinement : formes de fixation et de mobilité dans les sociétés traditionnelles des Nouvelles-Hébrides. *L'Espace Géographique*, vol. 8, 4, p. 303-318.
- BONNEMAISON J., 1997. *Les Gens des Lieux. Histoire et géosymboles d'une société enracinée : Tanna. Les fondements géographiques d'une identité : l'archipel du Vanuatu (Livre II)*. Réédition remaniée de *Tanna : Les hommes-lieux*. Orstom, Paris, 562 p.
- CHANG K.C., 1964. Prehistoric ceramic horizons in Southeast China and their extension into Formosa. *Asian Perspectives*, 7, 1-2, p. 243-250.
- CHANG K.C., 1969. *Fengpitou, Tapenkeng and the Prehistory of Taiwan*. Yale University Publications in Anthropology, 73.
- CHANG K.C., 1981. The affluent foragers in the coastal areas of China. *Senri Ethnological Studies*, 9, p. 117-186.
- CHANG K.C., 1986. *The archaeology of ancient China* (Fourth Edition). New Haven, Yale University Press.
- CHEN X., 1999. On the earliest evidence for rice cultivation in China. *Indo-Pacific Prehistory Association Bulletin*, 18, (Melaka Papers, vol. 2), p. 81-93.
- DAHL O.C., 1977. *Proto-austronesian*. Scandinavian Institute of Asian Studies, Monograph Series n° 15, Curzon Press.
- DERRIDA J., 1972. *La dissémination*. Paris, Seuil, 445 p.
- DUFF R., 1970. Stone adzes of Southeast Asia. *Canterbury Museum Bulletin*, 3.
- FORESTIER H., 1996. L'industrie lithique des premiers Mélanésien de Nouvelle-Calédonie. *Journal de la Société des Océanistes*, 102, p. 71-89.
- FORESTIER H., 1999. Concepts and methods in lithic production during Lapita period in New Caledonia : A technological analysis. In J.-C. Galipaud and I. Lilley (eds), *The Western Pacific 5000 to 2000 B.P. : Colonisations and Transformations*, p. 345-361.
- FORESTIER H., PATOLE-EDOUMBA E., 2000 (sous presse). Les industries lithiques du Paléolithique tardif et du début de l'Holocène en Insulinde. *Aséanie*, 6, p. 13-56.
- FOX R., 1970. *The Tabon Caves, Archaeological Explorations and Excavations on Palawan Island, Philippines*. Manila, National Museum Monograph 1.
- FRIMIGACCI D., 1998. Ya-t-il un Austronésien dans la pirogue ? In A. Bensa et J. C. Rivière (eds), *Le Pacifique. Un monde épars*, Cahiers du Pacifique Sud Contemporain, L'Harmattan, p. 127-142.
- GALIPAUD J.-C., 1990. Des pirogues venues du nord. Préhistoire et migrations. In R. Boulay (ed), *De Jade et de Nacre. Patrimoine artistique kanak*. Réunion des Musées Nationaux, Paris, p. 31-47.

- GARANGER J., 1972. *Archéologie des Nouvelles-Hébrides : contribution à la connaissance des îles du centre*. Publication de la Société des Océanistes, 30, Paris.
- GARANGER J., 1982. Petite histoire d'une préhistoire : celle des Polynésiens. *Journal de la Société des Océanistes*, 74-75, p. 47-55.
- GARANGER J., 1992. L'Océanie (chapitre 6). *La Préhistoire dans le monde*. Nouvelle édition de *La préhistoire* d'André Leroi-Gourhan, PUF, p. 675-698.
- GLOVER I.C., 1976. Ulu Leang cave, Maros : a preliminary sequence of post-Pleistocene cultural development in South Sulawesi. *Archipel*, 11, p. 54-113.
- GLOVER I.C., 1978. Survey and excavation in the Maros district, South Sulawesi, Indonesia. *Bulletin of the Indo-Pacific Prehistory Association*, 1, p. 60-102.
- GLOVER, I.C., 1986. *Archaeology in eastern Timor, 1966-1967*. Canberra : Australian National University, Department of Prehistory, Terra Australis n° 11.
- GOLSON J., 1990. Kuk and the development of agriculture in New Guinea : Retrospection and introspection. In D.E. Yen, J.M.J. Mumery (eds), *Pacific productions systems : Approaches to economic Prehistory*, Occasional Papers in Prehistory, 18, p. 139-147.
- GOLSON J., HUGHES P. J., 1980. The appearance of plant and animal domestication in New Guinea. *Journal de la Société des Océanistes*, XXXVI-69, p. 294-303.
- GORECKI P., 1988. L'origine du peuplement de l'Océanie, encore énigmatique. In B. Antheaume et J. Bonnemaïson (eds), *Atlas des îles des États du Pacifique Sud*, GIP RECLUS/PUBLISUD, p. 24-26.
- GORECKI P., 1992. A Lapita smoke screen ? In J. C. Galipaud (ed), *Poterie Lapita et peuplement*, ORSTOM, Nouméa, p. 27-47.
- GREEN R.C., 1979. Early Lapita art from Polynesia and island Melanesia : continuities in ceramic, barkcloth, and tattoo decorations. In S.M. Mead (ed), *Exploring the visual art of Oceanian*, University Press of Hawaii, p. 13-31.
- GREEN R.C., 1991. The Lapita cultural complex : current evidence and proposed models. In P. Bellwood (ed), *Indo-Pacific Prehistory Association*, 11, vol. 2, p. 295-305.
- GREEN R.C., 1999. Integrating historical linguistics with archaeology : insights from research in remote Oceania. *Bulletin of the Indo-Pacific Prehistory Association*, 18, vol. 2, p. 3-16.
- HAUDRICOURT A.G., 1964. *La technologie, science Humaine*. La Pensée, 115, p. 28-35.
- HEEKEREN H. R. van, 1972. *The stone age of Indonesia*. 2nd edition. The Hague, Nijhoff, 247 p.

- KIRCH P.-V., 1990. La colonisation du Pacifique. *La Recherche*, vol. 21 225, p. 1226-1235.
- KIRCH P.-V., 1997. *The Lapita Peoples : Ancestors of the Oceanic World*. London, Blackwell Publishers.
- KUMAMOTO, 1983. *Batan island and northern Luzon*. University of Kumamoto (Japan), Faculty of Letters.
- LEROI-GOURHAN A., 1973. *Milieu et techniques (Evolution et techniques)*. Paris, Albin Michel (1^{re} édition : 1945), 475 p.
- MEACHAM W., 1984-1985. On the improbability of Austronesian origins in South China. *Asian Perspectives*, 26, 1, p. 89-106.
- MEACHAM W., 1991. Further considerations of the hypothesized Austronesian Neolithic migration from south China to taiwan and Luzon. In P. Bellwood (ed), *Indo-Pacific Prehistory Association*, 11, vol. 2, p. 398-407.
- ORLIAC M., 1990. Lames kanak en serpentine. In R. Boulay (ed), *De Jade et de Nacre. Patrimoine artistique kanak*. Réunion des Musées Nationaux, Paris, p. 33-36.
- OZANNE-RIVIERRE F., 1998. Langues d'Océanie et histoire. In A. Bensa et J.C. Rivière (eds), *Le Pacifique, Un monde épars*, Cahiers du Pacifique Sud Contemporain. L'Harmattan, p. 75-104.
- PAWLEY A.K., GREEN R.C., 1984. The Proto-Oceanic language community. *Journal of Pacific History*, 19, p. 123-146.
- PETERSON W., 1974. Summary report of two archaeological sites from north-eastern Luzon. *Archaeology and Physical Anthropology in Oceania*, 9, p. 26-35.
- PÉTREQUIN P., PÉTREQUIN A.-M., 1993. *Écologie d'un outil : la hache de pierre en Irian Jaya (Indonésie)*. Monographie du CRA n° 12, CNRS, 439 p.
- PIETRUSEWSKY M., 1990. Cranofacial variation in Australasian and Pacific populations. *American Journal of Physical Anthropology*, 82, p. 319-340.
- SAGART L., 1995. Some remarks on the Ancestry of Chinese. In William S.-Y. Wang (eds), *The Ancestry of Chinese Language*. Journal of Chinese Linguistics monograph series, n° 8, p. 195-223.
- SAND C., 1995. *Le temps d'avant. La Préhistoire de la Nouvelle-Calédonie*. Paris, L'Harmattan, 356 p.
- SAND C., 1999. Lapita and non-Lapita ware during New Caledonia's first millenium of Austronesian settlement. In J. C. Galipaud and I. Lilley (eds), *The Western Pacific, 5000 to 2000 B.P. : Colonisations and Transformations*. Paris, IRD Editions, p. 139-159.
- SAND C., 2000. The specificities of the « Southern Lapita Province » : the New Caledonian case. *Archaeology in Oceania*, 35, p. 20-33.

- SPECHT J., FULLAGAR R., TORRENCE R., BAKER N., 1988. Prehistoric obsidian exchange in Melanesia : a perspective from the Talasea sources. *Australian Archaeology*, 27, p 3-16.
- SPRIGGS M., 1991. Considering Meacham's considerations on Southeast Asia. In P. Bellwood (ed), *Indo-Pacific Prehistory Association*, 11, vol. 2, p. 408-411.
- SPRIGGS M., 1995. The Lapita culture and Austronesian Prehistory in Oceania. In P. Bellwood, J. Fox, D. Tryon (ed), *The Austronesians : Historical and Comparative Perspectives*. The Australian National University, Canberra, Australia, p. 112-133.
- SPRIGGS M., 1996. What is southeast Asian about Lapita ? In T. Akazawa and E. Szathmary (eds), *Prehistoric Mongoloid Dispersals*. Oxford University Press, Oxford, p. 324-348.
- SPRIGGS M., 1997. *The Island Melanesians*. London, Blackwell Publishers.
- SUNG W.H., 1979. Prehistoric Taiwan. *Journal of the Hong Kong Archaeological Society*, 8, p. 88-91.
- SUTAYASA I.M., 1973. The study of prehistoric pottery in Indonesia. *Nusantara*, 4, p. 67-82.
- TORRENCE R., SPECHT J., FULLAGAR R., 1990. Pompeiis in the Pacific. *Australian Natural History*, 23, 6, p. 457-463.
- TRACEY L.D.L., 1999. The transition from foraging to farming in China. *Indo-Pacific Prehistory Association Bulletin*, 18, (Melaka Papers, vol. 2), p. 77-80.
- TRYON D., 1996. Le peuplement de l'Océanie : corrélations linguistiques. Réunion des Musées Nationaux-ORSTOM (ed), *Vanuatu Océanie, Arts des îles de cendre et de corail*, p. 54-61.
- TSUKADA M., 1966. Late Pleistocene vegetation and climate in Taiwan (Formosa). *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 55, p. 543-548.
- WENNING Y., 1999. Neolithic settlements in China : latest finds and research. *Journal of East Asian Archaeology*, vol. I, 1-4, p. 131-147.
- WICKLER S., 1990. Prehistoric Melanesian exchange and interaction : recent evidence from the Northern Salomon islands. *Asian perspectives*, 29, p. 135-154
- WURM S.A., 1980. Langues du Pacifique. *Scientific Australian*, p. 26-33.

Island Dreaming

The Contemplation of Polynesian Paradise

Résumé : Les images qu'évoque le Pacifique sont globalement – avec quelques nuances – celles d'un paradis tropical, d'îles d'abondance et de douceur de vivre ; toutefois ces images ont été inspirées par la mythologie occidentale concernant la région, pour être ensuite adoptées par les insulaires et intégrées dans les représentations mêmes de leurs identités et de leurs espaces. L'utopie persistante d'un Éden insulaire se construit dès les premiers contacts entre les Occidentaux et les autochtones, et se renforce au cours de l'entreprise coloniale dans cette partie du monde éloignée du centre des Empires. La définition même des îles, impliquant implicitement l'isolement, une taille réduite et une impression de sécurité, offre l'illusion de mondes complets, ce qui les prédispose idéalement à l'imaginaire et à l'utopie. Cela explique aussi que les îles ont, souvent, été considérées ou utilisées comme des laboratoires : espaces à christianiser, lieux d'internement, d'essais nucléaires... Des premiers récits enchanteurs ou désabusés des voyageurs occidentaux aux reconstructions nationalistes actuelles du passé, cet article examine ainsi la richesse et la diversité des visions que les îles du Pacifique ont générées dans l'imaginaire humain [suite du résumé français en fin d'article].

Who does not love islands? To be surrounded by the sea, lapped by the tide and shaded by palm trees and sandy outcrops of rocks and grass. How lovely! And to be safe behind the moat which separates us from our neighbours...who does not feel comforted by the security of an island home?¹

IN 1995 a young Pacific islander, Christine Anu, soared to the top of the popular music charts in Australia with her single « My Island Home ». She was a Melanesian Torres Strait islander, but one who had lived just a few teenage years on her « home » island, Mabuag, between periods of Australian urban life. « My Island Home » captured a sense of loss : nostalgia and desire for an island she had barely experienced². Similar words are amplified in the longings of so many migrant islanders – creating an idyllic island identity to be nurtured and cherished from afar. Such dreams and nostalgia have been nourished by European myths, histories and contemporary representations,

1. D. Austin. Contested Islands. *The Round Table* 353, 2000, p. 59.

2. J. Connell, My Island Home. The Politics and Poetics of the Torres Strait. In R. King and J. Connell (eds), *Small Worlds, Global Lives. Islands and Migration*. London, 199, p. 195-213.

and belatedly transposed into the images of islanders themselves, in their own representations of island spaces. This paper examines the visions that Pacific islands have generated, which primarily created utopia, whilst sometimes imposing and recognising alternative visions within an « *imperial project of utopia* »³. Utopia, alongside Eden and paradise, has had an extraordinary pervasiveness through time.

The paper focuses on ideas, some relatively familiar, about Pacific islands, as they evolved in the aftermath of the first island encounters with westerners, and how the pervasive image of utopia dominated the bulk of discourse in different phases. Linked processes of exploring, mapping, settling, administering and converting are « *implicated in a wider imperial politics of place* »⁴ that, in talking back to the home lands, tended to glamourise the various enterprises that were linked to the colonial endeavour, at this great distance from the hearts and hearths of empire.

This analysis partly hinges around conceptualisations of islands. Three elements are implicit in any definition of island : isolation/separateness, small scale and some notion of security – basic, yet elusive, real and metaphorical qualities of islandness⁵. From here it is a short step to the much trumpeted phrase « *small is beautiful* »⁶. Islands offer the allure of seemingly complete worlds, introspective ecosystems, secured by natural boundaries : empathy and control are simultaneously possible. Sea and island can be taken in panoptically as a singular insular whole⁷. All that exists, whether cultural, economic or physical, can be observed and regulated, qualities that have ensured that islands have been both seen and used as laboratories⁸ and which

3. P. Muhlhauser and E. Stratford, Speaking of Norfolk Island : From Dystopia to Utopia. In King and Connell, *op. cit.*, p. 213.

4. *op. cit.*, p. 216.

5. *The Macquarie Dictionary*, 2nd ed., Sydney, 1987. Other definitions are given in G. Beer, Discourses of the Island. In F. Amrine (ed), *Literature and Science as Modes of Expression* (Boston, 1989) p. 15-18 and A.D. Cliff, P. Haggett and M. Smallman-Raynor, *Island Epidemics* (New York, 2000) p. 213.

6. E. Schumacher, *Small is Beautiful*. London, 1974.

7. P. Cohen, 1974. Who Needs an Island ?, *New Formations* 33, 1998, p. 11-37. See also J. Frame, *To the Is-Land*, London.

8. Islands have frequently been seen as laboratories. See Cliff *et al.*, *op. cit.*, 41-83, 437-442 and Beer, *op. cit.*, 1989. Oliver Sacks takes a similar perspective in Micronesia. The dust-jacket of his *The Island of the Colorblind* (New York, 1997) states « *Oliver Sacks has always been fascinated by islands – their remoteness, their mystery, above all the unique forms of life they harbor. For him islands conjure up equally the romance of Melville and Stevenson, the adventure of Magellan and Cook, and the scientific work of Darwin and Wallace* ». Island communities have also been valuable for economists and philosophers, for example R. Dworkin, *Sovereign Virtue* (Harvard, 2000), a theme discussed more generally by Gregory in his analysis of Michel Tournier's *Friday, or the Other Island* (London, 1974) (D. Gregory, *Geographical Imaginations*, Cambridge, 1994, 71-72). Islands appear as scientific laboratories, often malevolent, in a host of films including many of those involving James Bond, *Jurassic Park* and *The Island of Dr Moreau*.

have implied that, in isolation, utopian communities might exist, be established and evolve there.

Most islands, especially those of the Pacific, are distant from the greatest centres of world population (and from most sites of industrialisation and intellectual life). Even in temperate and polar locations they are somewhat exotic, distant and « other » (in physical and human landscapes), usually remote from pollution and relatively inaccessible - places apart from the bulk of human life and economic endeavour. Such places demand imaginations, where Bachelard's poetics of space, « *the systematic study of the sites of our intimate lives* »⁹, can be realised, both there and from afar. Few islands can have excited imaginations more than those of the Pacific.

Early Pacific Paradise

The earliest phases of European encounters in the Pacific have been recounted many times¹⁰. At the time of those first significant western encounters and contacts not only did one strand of European philosophy proclaim Pacific islanders to be « noble savages » - whose proximity to nature made them morally pure - but European discovery of the islands largely coincided with the industrial revolution in Europe : in cold lands under grey skies a harsh repressive urban and industrial landscape was being created, whilst on hot islands in warm blue seas, nature appeared bounteous to the local people and particularly to the scurvy-ridden sailors that Wallis and Cook brought after 1767 to the palm tree fringed beaches of Matavai Bay in Tahiti. Distance and unfamiliarity helped define difference.

When early western explorers reached the Pacific, island societies - including those of Polynesia - were small and fragmented, rarely demonstrating an island-wide unity or identity. The emergence of archipelagic colonies and states, such as Tonga, Fiji and Tahiti, were often the result of conquest and influence by a western power (though they had predecessors), their leaders being labelled kings and queens in deference to their evident hierarchical authority. There was admiration for the dignity and authority of some leaders, the physical beauty of islanders (especially, but not only, the women), their skills, notably in marine activities (navigation and boat design) and less frequently in agriculture. Control of the coastal margins, familiarity with the oceans and reefs and navigational skills were impressive to navigators from another hemisphere ; much later the attempted replication of navigational skills contributed to a particular image of the Pacific. Acceptance, albeit

9. G. Bachelard. *The Poetics of Space*. New York, 1964, p. 12.

10. Many are referred to in D. Denoon (ed), *The Cambridge History of Pacific Islanders*. Cambridge, 1997.

grudging and not without resistance, of European sovereignty added to the « pastoral imagery » of Polynesia. The apparent willingness of young women to enter into sexual liaisons with sailors established the perception of islanders as « amorous » and uninhibited : the foundation for the persistent and continuing feminisation and eroticisation of the Pacific¹¹. Outsiders were mainly males.

The « explosion of the Polynesian myth » in the west followed Bougainville's report of his voyage to Tahiti, published in Paris in 1771, soon after Rousseau had made the abstract idea of the « good » or « noble savage » popular in Europe. Tahitians became aestheticised in classical terms, with Tahiti itself the « New Cythera ». Islands occupied an obvious and important place in Greek antiquity ; for Plato islands were both concepts and metaphors that set the scene for utopian possibilities, embodied in his then well-known descriptions of the city state and Atlantis¹². Scientific discoveries in astronomy and botany thrilled the world. Beyond literature and science there was art. Cook took the artist John Webber to Tahiti where he created charming images of voluptuous Tahitian women and landscapes, and peaceful meetings between islanders and visitors. Drawings of islanders emphasized the ideals of their creators and home societies : « *soft primitivism, in which the purported sentimentality, sensuality and luxury of the primitive world are celebrated, or hard primitivism, in which the natives* » value is seen to inhere in their « *heroic stoicism* », « *self-discipline and courage* »¹³. This further reinforced European romantic notions : an Arcadian and pacific Pacific, « *young, feminine, desirable and vulnerable, an ocean of desire* »¹⁴. That vision was most welcome in the north, specifically in Britain and France, coming as it did at a critical time in European intellectual and political history.

Lengthy voyages to the other side of the world in uncharted waters amongst unknown peoples, discovering new lands (and their people and products) secured the fame of the European navigators (even though some perished in the task). The mutiny on the *Bounty*, something of a challenge to the authority of navigators, defined the desire of some sailors to remain with Tahitian partners ; on the other side of the world was only dystopia - the dark difficult days of regimented underpaid labour. Indeed the mutiny contributed to the notion of an idyllic space, its name forever associated with « *male adventure*

11. For the general trope of the land as feminine see Gregory, *op cit*, p. 129-132. This is discussed for Tahiti in H. Guest. The Great Distinction : Figures of the Exotic in the Work of William Hodges. *The Oxford Art Journal* 12 (2) 1989, p. 39-40. Ideas of islands as feminine may have been influenced by the recency of many islands and the manner in which isolated islands give birth to distinct species.

12. J. O'Carroll. The Island after Plato. A « Western » Amnesia, *Southern Review* 31, 1998, p. 265-281.

13. C. Lutz and Collins. *Reading National Geographic*. Chicago, 1993, p. 136.

14. B. Smith. *Imagining the Pacific*. New Haven, 1992, p. 200.

and freedom, with shirking the shackles of oppressive government on the high seas, and with the finding of sexual pleasures under the palms »¹⁵. Islands largely escaped any conceptualisation as places of tropical pestilence, an epithet common on continents¹⁶.

Whilst some sailors elected to remain, a handful of Pacific islanders were brought to Europe, notably the Tahitian Omai and the Palauan Lee Boo, to be exhibited in fashionable circles – the colonial gaze within the metropolis – as « fine examples » of the noble savage and the exotic « other »¹⁷. Dressed in a romantic arrangement of woollen robes to protect him from the English climate, and looking much like a Roman patrician, Omai became the « darling of European society », remaining there for two years (*Omai* or *A Trip Around the World* was a celebrated Covent Garden pantomime in 1785). After his visit and the exhibition of Cook's ethnographic collection in London a Polynesian vogue blossomed in London: « *Travel literature was popular... Tahitian verandas were designed for country houses, Polynesian wallpaper was fashionable and artificial South Seas lakes were built into landscaped vistas* »¹⁸. French wallpapers were even more exotic, described as being able to offer an education in history and geography, as well as transporting the armchair traveller to another world.

Despite the prevalence of utopian imaginings the Pacific subsequently became a site for some degree of play between fantasy and reality, between utopia and actuality that expressed and exemplified deep tensions in European political thought. The actual complex and fragmented elements of encounter – from shipwrecks and mutinies to violent conquest and withdrawal – all disguised the gestures of absolutism¹⁹ but that subtlety was yet to come. « *The assumption that dreaming and discovering were somehow at odds and that factual narratives dislodged fantasies is not borne out by the coincidence of the most celebrated utopias with actual voyages* »²⁰. Dampier's voyages across the Pacific and along the coast of New Holland had given Swift the idiom and some of the geography of *Gulliver's Travels* (1726), and subsequent utopias, of which the Pacific provided a profusion²¹, were

15. M. Kahn. Tahiti Intertwined: Ancestral Land, Tourist Postcard, and Nuclear Test Site. *American Anthropologist*, 102, 2000, p. 12.

16. D. Arnold. Illusory Riches: Representations of the Tropical World, 1840-1950. *Singapore Journal of Tropical Geography* 21, 2000, p. 6-18.

17. Kahn, *op. cit.*, p. 12; see also E. McCormick. *Omai: Pacific Envoy*. Auckland, 1977.

18. G. Daws. *A Dream of Islands*. Brisbane, 1980, p. 11.

19. N. Thomas. Introduction. In N. Thomas and D. Losche (eds). *Double Vision. Art Histories and Colonial Histories in the Pacific*. Cambridge, 1999, p. 1-16.

20. J. Lamb, Re-imagining Juan Fernandez: probability, possibility and presence in the South Seas. In Thomas and Losche (eds), *op. cit.*, 20.

21. O. Spate. The Pacific. Home of Utopias. In E. Kamenka (ed). *Utopias*. Melbourne, 1987, p. 20-34. In practice there were remarkably few attempts to set up utopian communities on Pacific islands, and all quickly foundered.

being produced long after the Pacific islands were placed on the map. Utopian dreams were inscribed above all on Tahiti. One of the first genuinely global geographies, *Mackenzie's Geography*, recorded in 1817 that the natives of Tahiti were « *robust, well-proportioned, comely and alert... so polite and affable and their manners so engaging that joined with the romantic beauty of the country, the numerous streams, and the superabundance of spontaneous production, the island was still preferred to all others in Polynesia* ». Nonetheless Marquesan women were « *far superior in beauty* »²². Such spatial differentiation was not an element of the eighteenth century.

First encounters in the Pacific, above all in one part of Polynesia, bound up in indigenous genealogies and histories, involving great journeys and exotic meetings, became the crucial element in the utopian history of the Pacific - brief yet defining moments whose significance has endured and expanded in subsequent centuries.

Departures and Differences

Early accounts of the Pacific were characterised by absences and silences : « *silences of pain and of happiness for that matter ; silences of guilt, silences of the poor, of victims ; silences of exclusion, silences of forgetting* »²³. Those silences were selective, matching the expectations of voyagers and those at home alike ; where the texts of these encounters were not silent but « *mountainously high* »²⁴ they were accounts of Tahiti and Tahitians, but Tahiti stood for Polynesia and more broadly for the Pacific (most of which was still relatively unknown to outsiders). The idyllic notions of island life that Tahiti had generated, though relatively short-lived even in Polynesia, created an enduring legacy, especially at a distance from the islands, and above all during difficult times there.

The period prior to, and immediately after, the first colonial encounters, was characterised by extensive warfare and endemic violence throughout much of the Pacific : « *personal insecurity and tension was an everyday feature of life. People feared evil spirits, their priests, often their leaders and certainly their enemies. Fighting was universally endemic... Violence was institutionalised in the prescribed punishments for wrongdoing... In battle there were varying degrees of torture and sadism* »²⁵. Whilst violence was given reason

22. E. Mackenzie. *A New and Complete System of Modern Geography*. Newcastle, 1817, p. 395.

23. G. Denning, *Voices from the Beach*. In R. Gibson (ed). *Exchanges. Cross-cultural Encounters in Asia and the Pacific*. Sydney, 1996, p. 172.

24. *ibid.*

25. K. Howe. *Where the Waves Fall*. Honolulu, 1984, p. 64.

and purpose, the lives of islanders were nonetheless « *filled with fear and an ordinary violence that seems extraordinary* »²⁶. Violence was greater on the resource poor (but aesthetically rich) coral atolls. Food shortages linked such atolls into « coral clusters » to cope with intermittent stresses²⁷. In places island populations were declining, as European diseases (and weapons) contributed to the deaths of indigenous peoples, a « fatal impact » that whilst remarkable in the Marquesas, was detected in European historiography more frequently than it actually occurred. This was linked to romantic narratives that nostalgically regretted the destruction of idealised, pre-colonial communities, legitimising different kinds of intrusion into the region from imperialist dispossession (since the « natives » were on the verge of extinction) to romantic appropriation²⁸.

The « fall from grace » became recognised with the killing of Cook in Hawai'i in 1779²⁹. Even before that Diderot had been critical of Bougainville ; he noted that « sexual licence » was necessary for population growth, since labour was in short supply, whilst others perceived « licence » as an intentional defensive strategy for coping with threat and obtaining goods³⁰. Diderot went so far as to suggest that on islands the ultimate result of reason - utopia and utilitarian order - was potentially catastrophic, the essence of Malthusian concerns. Indeed Bougainville himself had rewritten negative first encounters in a more positive form, incorporating references to goddesses, nymphs, noble savages and the beauty of the landscape - a « *classic foreshadowing of the politics of representation* »³¹. From the turn of the nineteenth century the idyllic Pacific, the antithesis of capitalist, industrial Europe, was increasingly represented as a place of sin and violence that necessitated redemption by trader, administrator and above all missionary.

Time bred familiarity. Newer travellers perceived diversity ; the illusions of established outsiders became jaded and the old world expected less of this distant periphery. Colonial endeavours were fragmented and disjointed (even within institutions such as missions), hence their impacts were fractured,

26. G. Dening. *Islands and Beaches. Discourses on a Silent land: Marquesas 1774-1880*. Melbourne, 1980, p. 181.

27. W. Alkire. *Coral Islanders*. Arlington Heights, 1978.

28. A. Moorehead. *The Fatal Impact*. London, 1966. For one critique of this see N. Thomas, *Colonialism's Culture*, Melbourne, 1994, p. 15. Thomas has also observed that « *Moorehead's sense of Tahiti as a primitive, sexually liberated Arcadia destroyed by missionary intervention built upon earlier romanticizations such as that of Pierre Loti and Gauguin* » (*Possessions. Indigenous Aru/Colonial Culture*, London, 1999, p. 44). See also R. Edmond. *Representing the South Pacific*. Cambridge, 1997, p. 14-15 and P. Pirie. *Untangling the Myths and Realities of Fertility and Mortality in the Pacific Islands*. *Asia-Pacific Population Journal* (in press).

29. Edmond, *op. cit.*, 9.

30. W. H. Pearson. European intimidation and the myth of Tahiti. *Journal of Pacific History* 4, 1969, p. 199-217 ; A. Cowell. The Apocalypse of Paradise and the Salvation of the West : Nightmare Visions of the Future in the Pacific Eden. *Cultural Studies* 13, 1999, p. 138-160.

31. Kahn, *op. cit.*, p. 12.

varying according to time and place. Island societies were equally fractured ; even, and perhaps particularly, the smallest islands were full of factions, intricately and bitterly divided. Rivalries were intense and sometimes inadvertently enhanced by colonialism. Accounts of island life became more numerous, acquired subtlety and recognised the equally diverse response of islanders to encounters with outsiders. New images emerged. European names for islands diversified ; Danger Island and Savage Island took their places alongside Pleasant Island and the Friendly Islands, whilst *Mackenzie's Geography* recorded that Tongatapu (ironically one of the Friendly Islands) « *is often stained with human victims* »³².

Islanders resisted, as strongly as they could, certain colonial incursions, especially where these alienated land, and were selective in their welcome. In Tahiti several years of guerrilla warfare marked opposition to French colonialism ; elsewhere resistance was even more pronounced. Whilst « problems » were sometimes played down, especially where emerging colonial administrations sought to attract settlers, they were more often exaggerated as missionaries sought to convert « pagans » and traders needed to control « difficult » populations to encourage the supply of goods and labour. Thus began « *a long tradition of finding in the Pacific a poorer, inferior other, to be colonised and missionised by the West, and to serve as the negative model for the West's own representations of its cultural superiority* »³³. Islanders had corrupted their paradises and required saving and civilising. The places remained idyllic but the people were not. The « noble savage » after a brief heyday in the late eighteenth century, gave way to the evangelical discourse of the « ignoble savage » - naked, unpredictably violent and uncultured - and a new rather less romantic discourse of the « primitive savage »³⁴. Islanders were incomplete and impure forms of the values of the west and thus targets for civilising missions (in various versions). Harsh truths and unpleasant realities followed the death of Cook, emphasising the extent of incomprehension³⁵ and the decline, transitory nature and elusiveness of the « golden age ».

Though Tahiti was not without tensions and violence, it retained its allure, alongside a few other parts of Polynesia. Indeed as exploration and colonisation shifted from the smaller Polynesian islands to Melanesia, that allure was enhanced at the expense of Melanesia. There, especially in the New

32. Mackenzie, *op. cit.*, 414

33. Cowell, *op. cit.*, 139.

34. B. Smith. *European Vision and the South Pacific*. 2nd ed., New Haven, 1985.

35. Incomprehension has remained implicit in the ongoing debate over the significance of Cook's death ; see M. Sahlins. *How « Natives » Think - About Captain Cook for Example*. Chicago, 1995 and G. Obeyesekere. *The Apotheosis of Captain Cook : European Mythmaking in the Pacific*. (Honolulu, 1992).

Hebrides (Vanuatu) and New Caledonia, where Cook made his second great voyage, the people were seen to be physically repugnant, often hostile, with crude technology, less obvious navigational skills and structures of social organisation that seemed inferior to those of Polynesia (and were rather less hierarchical, and thus least like those of European kingdoms). Even so Cook saw New Caledonians (Kanaks) as « *courteous and friendly* » whilst contemporary artists portrayed them and New Hebrideans in sympathetic light ; it took a few more decades before Melanesians became conventionally essentialised as « negroes » and their countenances and customs disparaged³⁶. The substantial differences within Melanesia that early westerners had observed were thus erased over time ; Melanesians became uniformly characterised by their blackness and hostility³⁷. Apparent differences evolved into what has become a familiar and powerful distinction between Melanesia and Polynesia, though this usually foundered in Fiji³⁸. Polynesians were said to be closer to Europeans, not least because of their lighter skin colour, even to some being « *long lost Aryan cousins* », by dint of their lengthy heroic voyages long before the age of Columbus - and thus worth saving for civilisation³⁹. Melanesians, seen as cannibals and headhunters, were almost beyond the pale.

Over time the perceived distinctions between Melanesians and Polynesians intensified rather than declined, especially as colonisation shifted northwards to New Guinea and the Solomon Islands. Headhunting became an emblem for savagery and the idea of the « primitive savage » flourished⁴⁰. Geography text books again took up these themes ; in 1900 William Hughes' *A Classbook of Modern Geography* observed « *the Melanesians are savages, almost constantly at war, and inveterate cannibals. The Micronesians ... are the most mildly disposed of all the islanders of the globe, while the Mahoris, or brown Polynesians, are a fine race, extremely handsome, and physically if not mentally, equal to the average European* ». At the end of the chapter the author posed a question on Polynesia : « *What do you know of the native inhabitants of these charming islands ?* »⁴¹. As late as 1929 a disinterested scholar of French colonialism and a liberal of his time wrote of the Melanesian population of New Caledonia : « *The natives, too, are poles apart from the merry Polynesians. They are the lowest of the black Melanesians, infinitely*

36. B. Douglas. Art as ethno-historical text. In D. Thomas and D. Losche (eds), *op. cit.*, p. 65-99.

37. M. Jolly. Custom and the way of the land : past and present in Vanuatu and Fiji. *Oceania* 62, 1992, p. 330-354 ; N. Thomas. In *Oceania*. Durham, NC, 1999.

38. N. Thomas. The force of ethnology : Origins and significance of the Melanesia/Polynesia division. *Current Anthropology* 30, 1989, p. 27-34.

39. D. Herman, « Race », Identity and Representation. In M. Rapaport (ed). *The Pacific Islands. Environment and Society*, Honolulu, 1999, p. 160.

40. S. Aswani. Headhunting in the Western Solomons. *Journal of the Polynesian Society* 10, 2000, p. 4-7.

41. W. Hughes. *A Classbook of Modern Geography*. London, 1900, p. 422, 430.

more archaic and repulsive, and more like the negritos than the gentle, tawny *Polynesians, who are almost Caucasians* »⁴². Yet *Polynesians, despite their « virtues »*, were seen as simple happy folk, infantilised into subordination, and inappropriate for political power and worthwhile employment, yet consequently a valuable backdrop for island dreaming.

Melanesia briefly flickered in more positive light, notably in the European depression years when the great highland valleys of New Guinea were first encountered by Europeans and seemed to represent a new Shangri-La⁴³. Otherwise the presence of cannibals and headhunters, however few there were, spawned vast numbers of books (though popular authors delighted in their ability to triumph against such odds, even civilising such people) as Melanesia became entrenched as the converse of Polynesia. Typical of this genre was Collinson's *Life and Laughter' midst the Cannibals*⁴⁴. In a foreword to the 1986 reprint of the anonymous author Asterisk (Robert Fletcher)'s book on the New Hebrides, entitled *Isles of Illusion* (1923), which recorded many problems in those islands (specifically contrasting them with Stevenson's Samoa), Gavin Young simply queried : « *Could it be that Fletcher/Asterisk went to the wrong islands ?* »⁴⁵. Polynesia never lost its relative allure.

Paradise Lost ? Islands in Transformation

During the nineteenth century the Pacific became better known to the colonial powers and the final fragments of global empires were put in place ; by the time that Britain somewhat reluctantly acquired the Gilbert and Ellice Islands the lure of the Pacific had faded and these remaining islands were very much the « *Cinderellas of the Empire* »⁴⁶. At considerable distances from the centres of empire the activities of the colonial powers constituted an unwieldy mixture of trading, strategic and ideological pursuits which varied substantially from place to place according to the period and manner of contact, the response of islanders (which varied at least as much as that of the strategies of colonial venturers) and the nature and resources of the islands. Local outcomes were quite different. These varied according to the nature of island society and economy and the nature of the newcomers ; beachcombers had to treat island hosts with courtesy and respect local practices, and were thus often respected, whereas missionaries were « *emissaries rather than*

42. S. Roberts. *The History of French Colonial Policy 1870-1925*. London, 1929, p. 517.

43. E. Schieffelin and R. Crittenden. *Like People You See in a Dream*. Stanford, 1991 and R. Mitton. *The Lost World of Irian Jaya*. Melbourne, 1983.

44. C. W. Collinson, *Life and Laughter' midst the Cannibals*. London, 1926. Rather later Colin Simpson, in a series of books on New Guinea such as *Adam with Arrows*, Sydney, 1953, emphasized the violence of the « noble savage ».

45. Asterisk (Robert Fletcher). *Isles of Illusion*. London, 1923 ; reprinted London, 1996.

46. B. Macdonald. *Cinderellas of the Empire*. Canberra, 1982.

refugees from the civilised world », seeking to replace local values with their own⁴⁷. and thus as likely to be rejected as welcomed. Some islands became sources of labour, critically so in the case of Tokelau, where many were taken against their will and perished⁴⁸, rather less problematically in the Gilbert Islands (Kiribati), where labour migration may have spared their becoming some of « *the first Malthusians* »⁴⁹. In other islands labour migration was non-existent. Traders took whales in some seas, sandalwood from some islands and plantation crops from many. European settlers transformed New Caledonia ; Indian plantation workers contributed to the restructuring of Fiji. Guns found their way to various islands, and cloth, tinned food and alcohol to almost all of them. A few islands (Banaba, Makatea and Nauru) effectively became mines ; others experienced mining booms. Most islands were limited sources of economic wealth for traders and colonial powers - too small and fragmented, far from markets and with uncertain labour supplies - hence acquisition was as often for strategic reasons as for economic gain. Many of the smallest islands were largely ignored by the outside world.

On some islands, like those of Tokelau, the outcome of colonial contact was devastating. Banabans were displaced by mining to Fiji, and few ever saw their home island again. By contrast the eastern islands of Fiji, if not those in the centre, supposedly « *were spared the journey through Hell* » that transformed many African states⁵⁰. In the Cook Islands, even more isolated from colonial influence, models of the expanding capitalism of the world system that were true elsewhere meant little, and the islands quickly became recipients of welfare rather than arenas of exploitation⁵¹. Yet islands were particularly vulnerable to exploitation ; ecosystems were impoverished and fragile, extinctions occurred more frequently and environmental degradation was not uncommon⁵². The impact on the landscape had human parallels.

Small land areas, scarce resources, distance and other factors limiting opportunities for conventional colonial economic development (mines, plantations, settlement, etc.) enabled Pacific islands to be involved in less conventional forms of activity, as penal colonies or places of internment (Norfolk Island, New Caledonia), and, much later, nuclear and other military

47. Edmond, *op. cit.*, 17.

48. H. E. Maude, *Slavers in Paradise*, Canberra, 1981.

49. D. Munro and R. Bedford. Historical Background. In S. Iosia and S. Macrae (eds). *Census of the Population of Tuvalu*. Funafuti, 1978, p. 1-13.

50. B. Knapman. Indigenous involvement in the cash economy of Lau, Fiji, 1840-1946. *Journal of the Pacific History*, 11, 1976, p. 83

51. G. Simpson. Wallerstein's World Systems Theory and the Cook Islands. *Pacific Studies* 14, 1990, p. 73-94.

52. P. Nunn. *Human and Nonhuman Impacts on Pacific Island Environments*. Honolulu, 1991.

testing sites (Bikini, Mururoa, Kwajalein, Christmas) and military outposts (Guam, Johnston, Tinian), or quarantine sites (Niue). For the colonial powers isolation had eventually become an advantage⁵³ as globalisation eventually served European strategic interest in the islands ; several became the « *dross-spaces of colonial-relations* »⁵⁴, militarised and lonely fragments of empire.

Scarce opportunities for colonial economic development much later became scarce opportunities for indigenous economic development as the same factors hampered local attempts at participation in the world economy. Commercial agriculture was hindered by world prices, access and attitudes, and key commodities, such as sugar in Fiji, were propped up by preferential trade systems ; disintensification of traditional agricultural systems, brought a loss of variety and of the « subsistence safety net » alongside import substitution. Fisheries similarly failed to achieve broad economic success and the licence fees from the leasing of coastal waters to distant states have been a more important income source. Mining was highly localised and brought few benefits to local landowners, who often resisted mining activities. Industrial development, even more restricted, has also been propped up by preferential trade systems ; as world trade becomes increasingly free there has been industrial decline rather than expansion. Tourism has flourished locally, being the sole economic sector where there is an obvious comparative advantage for islands and island states, despite its vulnerability to economic uncertainty and political instability. Most recently Pacific states have sought financial service industries but, despite its extreme flexibility and « spacelessness » competition with established performers has been no easier in this sector than any other⁵⁵.

One consequence of limited economic development has been the increased resort to overseas migration as Pacific islands have followed the precedents of Caribbean islands. Contemporary migration over the course of the last four decades has resulted in islanders, especially those from Polynesia, becoming urban residents in the metropolitan cities that fringe the Pacific : « *ironic as it may seem these migrants seek in the west the very things that modern day Gauguins want to leave behind - access to material goods, jobs in the industrial sector, better education for their young, and social mobility in a society they have believed free of the traditional barriers of rank and family*

53. R. Aldrich and J. Connell (eds). *The Last Colonies*. Cambridge, 1998.

54. R. Hughes. Empire and Domestic Space in the Fiction of Jamaica Kincaid. *Australian Geographical Studies* 37, 1999, p. 11-23.

55. J. Connell. Island Microstates : The Mirage of Development. *The Contemporary Pacific* 3, 1991, p. 251-288.

56. B. Shore. Introduction. In C. Macpherson, B. Shore and R. Franco (eds). *New Neighbors... Islanders in Adaptation*, Santa Cruz, 1978, xii.

status that made such mobility difficult at home »⁵⁶. Migration has acted as a safety valve to population pressures and a source of remittances, a key component of the economies of states such as Samoa and Tonga. Emigration through transnational kinship groups⁵⁷ continues to be seen as an important means of economic development. A second consequence of limited economic development has been a substantial dependence on overseas aid, most obviously in those island groups that retain a dependent political relationship of some kind⁵⁸.

The decline or stagnation of the productive sector, especially agriculture, and the growth of imports offset by aid, remittances and tourist revenues, in a situation where much employment is concentrated in the public sector, has led to the conceptualisation of the smallest Pacific island states as MIRAB states, dependent on migration, remittances and aid which sustain the burgeoning bureaucracy⁵⁹. One proponent of the MIRAB concept has argued that in such states the thrust of most development strategies, with their focus on increased production, is actually misplaced because « *aid, philately and migrant remittances are not merely supplements to local incomes, they are the foundations of the modern economy* »⁶⁰ as it moves from subsistence towards subsidy. This analysis, first propounded for Kiribati, Tuvalu and the dependent territories of the Cook Islands, Niue and Tokelau, is applicable to a greater or lesser extent in most island states. Consequently though most island states have development plans and policies that emphasize the need to achieve greater self-reliance, such statements are rhetoric rather than reality. Islands were rarely if ever self-reliant. Not surprisingly such external assessments of development in the island Pacific have been ignored or repudiated by islanders who perceived the Pacific in quite different ways.

Over time Pacific islands have thus been more effectively incorporated into the global and metropolitan world in a number of ways, including trade, aid, migration and political subordination. Movement towards the greater self-reliance that a reduction in external ties would enable would be difficult and painful. Aspirations have become firmly directed to the acquisition of modern goods, skills and education. On Rotuma « *with the prestige given to "foreign" goods, it is doubtful, therefore, that Rotumans would want to be self-sufficient*

57. Marcus. Power on the extreme periphery : the perspective of Tongan elites in the modern world system. *Pacific Viewpoint* 22, 1982, p. 48-64.

58. R. Aldrich and J. Connell. *The Last Colonies*. Cambridge, 1998.

59. I. Bertram and R. Watters. The MIRAB Economy in South Pacific microstates. *Pacific Viewpoint* 26, 1985, p. 497-519.

60. I. Bertram. Sustainable Development. In Pacific Micro-Economies, *World Development* 14, 1986, p. 806.

61. C. Plant. The development dilemma. In C. Plant (ed) Rotuma. *Split Island*, Suva, 1977, p. 174.

even if that were a possibility »⁶¹. In Tikopia, « from such a level of dependence on imported goods it becomes difficult to retreat without unease and a sense of deprivation »⁶² and, in Pohnpei too, villagers are not interested even in the rights to subsistence, but rather desire « continued and increased access to the goods and prestige provided by employment »⁶³. Moreover marriage, education and new forms of media have all stressed metropolitan ties, as island states have constructed a world of choices, a negotiated multi-variate dependence. The voices of those who urge more self-reliant development strategies or who contemplate with nostalgia supposedly enclosed village or island communities with their assumed immutable order are lonely voices in the wilderness ; it is the new diaspora that extraordinarily rapidly has come to characterise contemporary island realms, and demand a new « imagination of defensible space »⁶⁴.

Utopia Persistent ?

As the delights and difficulties of early colonial encounters receded into the past, and distant resource poor islands excited little interest in imperial metropolises (once whales, gold, sandalwood, labour and other goods appeared to have been depleted, or were never present) a trickle of cultural adventurers entered the Pacific, growing in number during the nineteenth century, and recording their impressions in books, paintings and, rather later, photographs and films. Some were simply transient visitors but, in times when the Pacific was beginning to lose its allure in distant metropolises, many kept alive the dreams of idyllic spaces as their imaginations were fired by the islands. For outsiders the Pacific remained remote, inaccessible and still little known, an inviting space for creative artists to exploit. Foremost amongst these were Robert Louis Stevenson and Paul Gauguin but many others, writers especially, provided vivid accounts of the islands and their people.

Nineteenth century writers had their precursors. More's *Utopia*, Bacon's *New Atlantis* and Gulliver's *Travels* paved the way for tales of remote, curious and unconventional lands, and each of these admonished and challenged customary European notions of social organisation. Shakespeare's *Tempest* had contrasted the powers of magic and reason⁶⁵. When Byron wrote « The Island » in 1823 such dichotomies and discrepancies were increasingly fami-

62. R. Firth. Money, work and social change in Indo-Pacific economic systems. In J. Meynard (ed). *Social Change and Economic Development*, Paris, 1963, p. 69.

63. G. Petersen. External politics, internal economics and Ponapean social formation. *American Ethnologist* 6, 1979, p. 37.

64. D. Massey. Double Articulation : A Place in the World. In A. Bammer (ed). *Displacements. Cultural Identities in Question*. Bloomington, 1996, p. 118.

65. Beer, *op. cit.*, p. 10.

liar, yet Byron presented a Pacific of bounteous plenty « *like a particularly well-stocked* » : « *The cava feast, the yam, the cocoa root/ Which bears at once the cup, and milk and fruit* »⁶⁶. This vision of the islands, an intensely feminine and timeless perspective, was one of the last significant works to portray Pacific islands without hint of diversity, tension or change.

Utopian visions persisted in new forms ; on isolated islands the « robinsonade » became a literary genre drawn from Defoe's eighteenth century classic *Robinson Crusoe*, which purported to be the story of Alexander Selkirk's life on the eastern Pacific island of Juan Fernandez. « *What could be more convenient than actually remove a man from society, allow him to rediscover his true nature and capacities and then, perhaps with the help of a convenient Girl Friday, allow him to start a family and build a human society from scratch, based on truly natural laws ?* »⁶⁷. Once again the island became an experimental site where capitalism and civilisation might be reconstructed by the (usually) lone hero⁶⁸. In this vein the Pacific became a dominant setting for the boys' adventure story. Ballantyne's *The Coral Island* (1858) was only one of a vast number of « imperialist dream texts » actually facilitated by the lack of significant British colonial interests in the region and, as one of the first of its kind, « *profoundly influenced the terms in which [the Pacific] was seen and understood for many generations to come* »⁶⁹. Johann Wyss's *Swiss Family Robinson* (1812) diverted somewhat from the focus on boyhood but retained the dominant theme of establishing idyllic island societies as castaways played out readers' escapist dreams.

Herman Melville's novels *Typee* and *Omoo* reflected the Pacific, notably Nuku Hiva in the Marquesas, as a place of both scenic grandeur and subtle cultures, and of savage practices and violence, but where the « civilisation » introduced by missionaries, traders and colonial powers was no better and had devastated island cultures and peoples. Melville quoted a Polynesian saying : « *The palm tree grows, the coral spreads, but man shall perish* ». *Typee* personified the already familiar situation of beachcombers seeking to cross the beaches, change cultures and live on the « other side », a challenge that few could surmount. Such conflicts and paradoxes became staples of subsequent literature. So much so that in both France and Britain (and to a much lesser extent elsewhere) something of a generic « island story » emerged, emphasi-

66. Edmond, *op cit*, 73-74.

67. R. Rose. Utopias and the Enlightenment. In E. Kamenka (ed), *op. cit.* p. 38.

68. Beer, *op. cit.*

69. Edmond, *op cit*, p. 145-146. Only with William Golding's *Lord of the Flies* (London, 1954) did the « boy's own world » become invested with danger and violence. Ballantyne's tales of war canoes launched over living bodies were profoundly ignored.

sing a tight range of themes : the « flight from civilisation », confrontation with luxuriant tropical nature, beach wrecks and treasure troves, the respective merits of reason and nature and challenges to masculinity, especially in the face of unusual other island occupants and visitors, which meant there was also something of a generic island⁷⁰.

Stevenson's first landfall in 1888 was also among the high islands of the Marquesas ; « *The scent of the land, of a hundred fruits and flowers, flows forth on the caressing air* » touching what he called a « *virginity of sense* »⁷¹. Yet the beach had become a place of tension and squalor and he and subsequent writers reflected a more foreboding mood ; the contrast between « *the sublime landforms and the squalid social margins where European and Marquesan overlapped must have been glaring* »⁷². In Stevenson's novella *The Beach at Falesa* (something of a forerunner to Conrad's *Heart of Darkness*), which demystifies both the imperial adventure story and cross-cultural romance, romance had given way to realism and the beach, trampled over by many intruders, was a « *degraded margin* »⁷³. By then, Stevenson, terminally ill himself, empathised with a Marquesan culture that seemed equally in decline. Ironically renowned as the writer of *Treasure Island* (1803), a variant on the robinsonade, Stevenson had a subtle knowledge of the Pacific, a detailed understanding of Samoa (where he lived and died) and well recognised that despite colonial incursions Polynesian cultures and peoples were resilient.

Louis Becke's and Jack London's stories and novels took the languages of disease and corruption in Stevenson's work even further. In *The Cruise of the Snark* (1911) the ravages of leprosy and tuberculosis had turned Melville's Marquesan valley into a place of horror. Though the night air remained balmy and flower-scented « *all about us the dying islanders coughed in the night* » whilst those tales set in Melanesia, something of a new direction in literature, personified the divisions that had been engraved a decade earlier. Melanesians were intrinsically repellent⁷⁴. Once again, this time in literature, Pacific islands had been divided. And, as Melanesia again became demonised, so Polynesia, despite the cautionary experiences and stories of Stevenson and others, rose again as the locus of Eden. In death Stevenson's hillside tomb and his great house at Vailima emphasised his mystique and power. In Tahiti, where France

70. G. Woods. Fantasy Islands. Popular topographies of marooned masculinity. In D. Bell and G. Valentine (eds). *Mapping Desire*. London, 1995, p. 145, 127 ; R. Aldrich. *The French Presence in the South Pacific, 1842-1940*. Basingstoke, 1990, p. 5.

71. Daws, *op.cit.*, p. XII.

72. Edmond, *op. cit.*, p. 166.

73. Edmond, *op. cit.*, p. 175-177 ; see also D. Jackson. The Beach at Falesa and the Colonial Enterprise. *Limina* 6, 2000, p. 72-84.

74. Edmond, *op. cit.*, p. 19 ; see also R Dixon. *Writing the Colonial Adventure*. Cambridge, 1995.

had a military and imperial presence, literary representation had thoroughly exoticised the region « *self-indulgently to the point of narcissism in Pierre Loti's Le Mariage de Loti (1880)* », where Polynesia experiences a romantic and lingering death⁷⁵. One of his successors, Victor Segalen, much influenced by Gauguin, provided in his *Les Immémoriaux* (1907) a similar cautionary note to those of Becke and Jack London, being rather more aware of the « *seductions of exoticism and the lure of historical and geographical distance* »; he castigated Loti and others as « *tourists* » calling them the « *procurers of the sensation of the Different* »⁷⁶. Nonetheless at the end of the nineteenth century romantic images of Pacific islands remained central to literature, and to its reception, despite increasingly subtle representations of cultural change and conflict.

Artists also encountered the Pacific. None more famous than Paul Gauguin whose work remains symbolic of Polynesia, and who, more than most, epitomised the desire to find in Polynesia the « good life » missing from on the other side of the world. As one of his biographers graphically phrased it « *he wanted to go beyond the rind to the sap within, to the harmonic primitive source of art and being* ». The same biographer, Charles Estienne, observed of Melville and Gauguin that they « *were poets - creative spirits whose one desire was to wander in the earthly gardens of that mythical paradise which alone could nourish their genius* »⁷⁷. Their impact, even more than half a century later, was considerable.

If that is what Gauguin sought and how he has been remembered, his writings and paintings portrayed a more complex situation: a French colony divided by race, sex and class, where Marquesans, he wrote, « *have nothing to do, and think of only one thing, drinking. There is much prostitution. Day by day the race vanishes... they are dying of despair* »⁷⁸. His paintings reflected some of that despair; the title alone of perhaps his most famous painting - « *Where are we coming from? What are we? Where are we going?* » - measured both despair and uncertainty. As his biographer's words suggest the reception of Gauguin's paintings and the perception of his life was and is quite different. Gauguin was seen to have found emotional, aesthetic and sexual solace within an indigenous community in the South Seas, whilst his paintings, despite their

75. Edmond, *op. cit.*, p. 20; see also C. Bongie. *Exotic Memories. Literature, Colonialism and the Fin de Siecle*. Stanford, 1991.

76. R. Aldrich, *op. cit.*, p. 7; Segalen's *Les Immémoriaux* has been translated into English as *A Lapse of Memory* (Brisbane, 1995). The translator, Rosemary Arnoux, notes that « *the book clearly speaks to the post-modern mood of disenchantment and questioning of Western cultural values of truth and progress* » (p. 20). See also D. Margueron. *Tahiti dans toute sa littérature*. Paris, 1989.

77. C. Estienne, *Gauguin*, Geneva, 1953, p. 8.

78. Quoted in I. Cameron. *Lost Paradise. The Exploration of the Pacific*. London, 1987, p. 224.

complex representations of the convergence of European decadence and French colonialism in a Polynesian environment, came to represent a place where Europe had been rejected (as Gauguin appeared to have also done) and South Seas dreams lived on in the images of unclad natives amidst tropical scenery⁷⁹. Gauguin was by far the most famous painter of the Pacific yet, like the others, and like the many writers, his romanticism, however diluted, said more of European representational traditions and intellectual preoccupations than of the Pacific islands.

By then artistic and literary depictions of the Pacific had entered a « representational loop ». Gauguin had been much influenced by Loti (Julien Viaud) whilst Gauguin inspired Somerset Maugham's *The Moon and Sixpence*. Jack London attributed his determination to visit the South seas on the strength of reading Herman Melville's *Typee* and having « many long hours... dreamed over its pages »⁸⁰. Stevenson was well acquainted with the same book long before reaching the Pacific⁸¹. Images preceded even first encounters.

Photographers took up similar themes and followed similar conventions. Many sought to be scientific, selectively providing images of the least influenced societies, and imposing timelessness upon them⁸². Andrew's photographs from the 1890's homogenised Fijian men as semi-naked warriors, perhaps even typed as timeless cannibals (despite their then Christianity). By contrast his photographs of island women, usually Polynesian Samoans, portrayed « dusky maidens sexualised in studio poses... seductive rather than repugnant and threatening »⁸³. Melanesians were fearsome males ; Polynesians demure maidens. Polynesia, more natural and more feminine, was again distinguished from Melanesia. In one more genre of artistic representation what was produced was « a canonical and essential figure [that would] constitute the truth behind any observed or contingent complexities »⁸⁴ - reductionism, simplification and Eurocentrism combined.

Photographs became some of the first postcards from the islands. The earliest examples followed the conventions of photography ; more contemporary postcards, especially of Tahiti, from landscapes to underwater scenes, and

79. S. Eisenman. *Gauguin's Skirt*, London, 1997 ; see also N. Perloff. Gauguin's French Baggage : Decadence and Colonialism in Tahiti. In E. Barkan and R. Bush (eds). *Prehistories of the Future*. Stanford, 1995, p. 226-269.

80. J. London. *The Cruise of the Snark*. London, p. 154.

81. M. Sturma. Packaging Polynesia's Image. *Annals of Tourism Research* 26, 1999, p. 712-715.

82. A. Schmidt. In Search of « Men of Nature » : Paul Wirz's Photography in New Guinea, 1916-1955. *Pacific Studies* 20, 1997, p. 35-50.

83. N. Thomas, 1994, *op. cit.*, p. 35 ; N. Thomas. The beautiful and the damned. In A. Stephen (ed). *Pirating the Pacific*, Sydney, 1993, p. 44-59.

84. N. Thomas, 1994, *op. cit.*, p. 36.

85. M. Kahn, *op. cit.*, p. 16.

from exotic flora to nude women, « *keep the myth alive* »⁸⁵. Postage stamps imposed and celebrated colonial order and provided multiple images of idyllic « native » scenes, industrious workers and beautiful islands and islanders. Productive enterprise was combined with canoes and artifacts, bounteous nature with exotic wildlife, whilst explorers and the imperial and watchful presence of kings and queens (at least in the British empire) celebrated a new order.

In the twentieth century the trickle of writers became a flood, and vast numbers of travelogues (many of minimal literary or other merit) again brought the islands to a wider and more literate public, anxious for tales of distant places that invoked a measure of realism. Frederick O'Brien's *Mystic Isles of the South Seas* (1921) attracted enormous interest; there he recorded « *the vivid impressions of my life in Tahiti and Moorea, the merriest, most fascinating world of all the cosmos; of the songs I sang, the dances I danced [alongside] the sapphire lagoon and on the silver beaches of the most beautiful island of the tropics* ». Equally successful was his *White Shadows in the South Seas* which was « *a record of one happy year spent among the simple friendly cannibals of Atuona valley [...] in the Marquesas* »⁸⁶. Most writers were male but women too, notably Beatrice Grimshaw, colluded « *to create, yet again the image of exotic Polynesian beauty* »⁸⁷. Much later David Marshall wrote *Island of Passion* (a book cordially loathed by the islanders of Raivavae, French Polynesia), Rowe produced *Voyage to the Amorous Islands*, whilst similar travelogues included Keable's *Tahiti. Island of Dreams*, Powell's *The Coconut Inn*, Rosendal's *The Happy Lagoons* and Dyson's *The South Seas Dream*, from quite different time periods. A large number, including Owen's distinctive *Where the Poor are Happy* (which covered Fiji, Tonga, Samoa and Tahiti) were published in the 1950's and an equally disproportionate number centred on Tahiti⁸⁸.

Whilst travellers were responsible for some of the more striking titles and attendant prose, many others ventured into literary waters. Arthur Grimble, a despotic and authoritarian colonial bureaucrat, captured something of the

86. F. O'Brien. *Mystic Isles of the South Seas*, New York, 1921; F. O'Brien. *White Shadows in the South Seas*. New York, 1919.

87. M. Jolly. From Point Venus to Bali Ha'i; Eroticism and Exoticism in Representations of the Pacific. In L. Manderson and M. Jolly (eds). *Sites of Desire. Economies of Pleasure*. Chicago, 1997a, 106.

88. D. Marshall. *Island of Passion*. London, 1962. N. Rowe. *Voyage to the Amorous Islands*. London, 1955; R. Keable. *Tahiti. Island of Dreams*. London, 1920; S. Powell. *The Coconut Inn*. London, 1929; J. Rosendal. *The Happy Lagoons*. London, 1961; J. Dyson. *The South Seas Dream*. London, 1982; W. Price. *Adventures in Paradise*. London, 1956. R. Owen. *Where the Poor are Happy*. London, 1955.

Gilbert Islands in his *A Pattern of Islands* (1952) and the subsequent *Return to the Islands*, the former becoming a « set-book » in hundreds of British secondary schools⁸⁹. The historian Robert Langdon wrote *Tabiti. Island of Love* whilst Kon Tiki voyager and anthropologist, Bengt Danielsson, produced *The Happy Island* and *Love in the South Seas* (1956), the latter in an English edition whose cover alone transformed the text⁹⁰. Individuals who had spent considerable periods of time, and made detailed observations, produced volumes that were sometimes little different from those of more impressionistic adventurers. Once again, as the world entered into a new phase of elite travel, in the belated aftermath of world war, the Pacific became a place of dreams.

As lone venturers returned to the Pacific in the late nineteenth century, so anthropologists, including some to become world renowned, had followed. The Russian anthropologist, Miklouho-Maclay, described parts of the New Guinea coast in mid century, whilst the Haddon Expedition pioneered « modern » anthropology in the Torres Strait. Malinowski secured the Trobriand Islands as a place at the very core of anthropology with a series of works, including *Coral Gardens and Their Magic* (1935) and *The Sexual Life of Savages* (1929). From the latter, though generally a dry account, those passages that emphasised the sexual freedom and promiscuity of young unmarried islanders got a reception far beyond the small circle of anthropologists and eventually led to a series of writers, not least Paul Theroux, describing – often wildly inaccurately – variants of « free love » and sensuality amongst the coral islands⁹¹. Most unusually a part of Melanesia, albeit low and tiny coral islands, had reached the fore.

Margaret Mead wrote her classic work *Coming of Age in Samoa* (1928) before moving on to island and lowland New Guinea. *Coming of Age* described adolescence in Samoa, which seemingly occurred without the anxieties evident in the « west ». The book was a popular text for Depression America, but later to be vehemently criticised for glorifying and exoticising island adolescences, which were no more or less difficult or free than elsewhere⁹². On the islands of Manus and Bali she similarly saw charms where others perceived problems and challenges.

Mead's book, whose penultimate chapter was « Our Educational Problems in the Light of Samoan Contrasts », deliberately compared Samoa with the

89. A. Grimble. *A Pattern of Islands*. London, 1956 and *Return to the Islands*. London, 1957.

90. R. Langdon. *Tabiti. Island of Love*. London, 1959 ; B. Danielsson. *The Happy Island*. London, 1952 and *Love in the South Seas*. London, 1958.

91. B. Malinowski. *Coral Gardens and their Magic*. New York, 1935 and *The Sexual Life of Savages*. New York, 1929 ; G. Senft. « Noble Savages » and the « Islands of Love » : Trobriand Islanders in Popular Publications. In J. Wassman (ed). *Pacific Answers to Western Hegemony*. Oxford, 1998, p. 119-140.

92. M. Mead. *Coming of Age in Samoa*, 1928 ; D. Freeman, Margaret Mead and Samoa, Cambridge, Mass, 1983 and *The Fateful Hoaxing of Margaret Mead*. Boulder, 1999.

United States, and stressed how « we » might benefit from island knowledge and experiences. Similarly the last chapter of *Love in the South Seas* was entitled « Something for Us ». Popular anthropologists sought meanings of global significance ; other writers were less explicit but the implications of bucolic prose were obvious enough. Mead's work, and that of other anthropologists⁹³, including Malinowski, was selectively embellished, appropriated and transformed for a wider public.

Long before then the most powerful stimulus to the notions of timeless and idyllic Pacific islands and their societies was the *National Geographic*, a middle class icon in North America and familiar throughout the developed world. The *National Geographic* constantly emphasised timelessness, enduring and distinct human values, exoticism cultural difference, ritual and beauty, « *the eye of National Geographic, like the eye of anthropology, looks for cultural difference* », and in a disproportionately large number of reports from Pacific islands, found people who were « *picturesque and exotic, beautiful and sexually alluring* ». Childhood was romanticised and island women were often semi-naked. In Polynesia there was repeated invocation of the refrains of paradise and Eden ; Tahiti in a 1962 article was « *every man's vision of delight* » - a world of plenty, sensuality and orderly change. Much the same was true in Micronesia where there was emphasis on the « *toplessness* » of women, the exoticism of dancers and the romance of its navigators : « *a continuity with Western representations of earlier periods in which Oceanic people were seen as living in an earthly Eden where fruit dropped to the ground and people lived lives of easy, if undisciplined, affluence. The Pacific's peasants, taro gardeners and wage labourers are crowded aside by these dancers and loungers* ». By contrast, yet again, Melanesia was « *an area of violence, taboo and danger/adventure, and second, a land out of time, the Stone Age par excellence* », compared with Micronesia and Polynesia, where the people were portrayed « *as gentle nobility* »⁹⁴. Not surprisingly this conservative vision was « *probably more responsible for the contemporary American view of the Pacific as a kind of paradisiacal otherness than any other single source* »⁹⁵. Little has changed ; in July 2000 American Samoa remained a « *tropical paradise* »⁹⁶. In more downbeat form other popular geographical journals, such as *Geographical Magazine*, produced parallel stories and images.

Films pursued similar themes though it was not until the 1930s with the growth of the film industry, that what has been referred to as the « South Seas

93. Such as R. Suggs. *Marquesan Sexual Behavior*. New York, 1966.

94. Lutz and Collins, *op. cit.*, p. 93, 193, 137, 146, 133.

95. Cowell, *op. cit.*, p. 145.

96. D. Chadwick. The Samoan. Way, *National Geographic*, p. 198, 1, 2000, 72.

genre » began to appear ; the new films took up now familiar themes, that of the « noble savage », so enthusiastically embraced in Robert Flaherty's *Moana* (1926), a film often regarded as the earliest landmark of Pacific filmmaking, and the parallel theme of the « fatal impact »⁹⁷. Implicated in these themes were more modern variants of those of the generic novels : alienated whites (including alcoholic doctors), vaguely sympathetic to indigenous cultures, light skinned island women (usually daughters of chiefs) and miscegenation in a setting of lush jungles, mountain peaks and blue seas. An exotic economy - often involving a search for pearls - was of narrative significance in a number of films. A plethora of South Seas romantic melodramas met the needs of northern audiences for escapism whilst violent activities, such as the Bounty mutiny, were invested with glamour by Hollywood. Despite tensions between the romantic celebration of Polynesian women and ethnographic recuperation the former invariably triumphed, in the context of racist and imperialist attitudes that were « pervaded by an erotics of the exotic »⁹⁸. Indeed South Seas settings enabled « a level of voyeurism not normally permissible at the time »⁹⁹. South Seas cinema was « not really about the South Seas but rather about westerners who yearn to escape from their complex civilisation and its discontents. It's a projection of the collective unconsciousness of modern man, troubled by the neuroses, anxiety and stress of civilized disasters like economic depressions, wars and perhaps even rapid "progress" in general as it constantly reshapes twentieth century society »¹⁰⁰.

By the 1950's however, despite the Pacific remaining a subject and setting for many films, notably *South Pacific* (1958), the principal elements of the 1930's genre films were dying out or becoming parody. Ironically James Michener's stories, which combined « colonial-settler mythology, sexual fantasy and frontier hero narrative »¹⁰¹, on which the musical and film were loosely based, reflected the disillusionment of many American servicemen - the Dorothy Lamour syndrome - whose expectations of the South Pacific had been largely shaped by Hollywood films. *South Pacific* sought to reconcile the role of the islands as a war zone with their traditional romantic mystique and reinvigorated the genre with its lush landscapes and Polynesian beauties (male and female) alongside Indochinese and others in « an erotic theme park of women's variety »¹⁰². Rituals were aestheticised, sanitised and anaesthetised, with

97. N. Douglas. Electric Shadows in the South Seas : the Pacific Islands in Film. In D. Aoki (ed), *Moving Images of the Pacific Islands*. Honolulu, 1994, p. 3-19.

98. M. Jolly. White Shadows in the Darkness : Representations of Polynesian Women in Early Cinema. *Pacific Studies* 20, 1997b, p. 142.

99. M. Sturma. South Pacific. *History Today* 47, 8, 1997, p. 26.

100. E. Rampell. South Seas Cinema. *Glimpses* 23, 3, 1983, p. 23-31.

101. C. O'Dwyer. American Identity across the Pacific : Culture, race and sexuality in *South Pacific* and tales from the south. *Antithesis* 7, 1995, p. 123-137.

102. Jolly, 1997a, *op. cit.*, p. 112.

ethnographic diversity retrieved as spectacle for primarily American viewers. At a time when the civil rights movement was seeking to address issues of racism the film « *rearranged American anxieties in less threatening form* »¹⁰³. Yet despite a 1980 remake of *Blue Lagoon*, contexts were changing and the Pacific was less frequently a site for filmmaking. Ultimately, in Kevin Costner's *Rapa Nui* (1994), Polynesian paradise had turned into apocalypse: food shortages, social tensions, conflict and tyrannical hierarchical power - a place that issued a warning to the end of millennium west of the danger of its own destruction¹⁰⁴. By then the number of fictional films of the Pacific had been dwarfed by the rise of documentaries, in which words such as « primitive », « stone age », « savage », « paradise » etc. appear frequently. A preponderance of productions feature villages, traditional cultures and the « fatal impact » of westernisation. Urban life is decidedly underrepresented¹⁰⁵. The most visual and accessible of genres constantly rediscovered the delights of the island Pacific.

In the second world war indigenous nobility intermittently resurfaced, for example, in Fijian military exploits, the struggles of New Caledonian soldiers on European battlefields or the heroic efforts of the « fuzzy wuzzy angels » of Papua, assisting Australian soldiers to safety. The war created some indigenous heroes and further reinserted the Pacific on the map, yet even the islands as battlefields - perhaps the ultimate dystopia - reinforced the dependent position of islanders, in support of « our boys » over there¹⁰⁶. However the rise of world tourism constituted the last distinct phase in the positioning of Pacific islands for the external gaze. Although constructions of « exoticism » had promoted a tourist trade in the early decades of the century¹⁰⁷ it was not until the rise of jet transport from the 1960's that Pacific islands (beyond Hawaii) became tourist destinations. Tourism placed islanders close to nature amidst island societies that existed outside history, despite advertising that constantly drew on elements of European contact histories. Brochures offered blatant invocations to experience the « *timeless beauty of these islands of tropical paradise* » that are « *unchanged from time immemorial* » and « *unlike every place you've never been* » summarised in one Thomas Cook brochure: « *James Michener, Robert Louis Stevenson and Paul Gauguin couldn't all be wrong could they? There's always been a unique air of romance and attraction attached to the South Pacific Islands... The South Pacific Islands have always represented an escape from the daily pressures of the modern world. Relaxation. Friendliness.*

103. Sturma, *op. cit.*, p. 30.

104. Cowell, *op. cit.*

105. M. Miller. *Moving Images of the Pacific Islands*. Honolulu, 1989, p. 1.

106. D. Herman, *op. cit.*, p. 160.

107. R. Gibson. I Could not see as much as I desired. In A. Stephen (ed), *op. cit.*, p. 22-43.

Simplicity and beauty. They always have and they still do today »¹⁰⁸. A decade later Trans Niugini Tours claimed « *Down in the mysterious Sepik region, this time warped mixture of the primitive and the modern is the perfect base for jungle, river and village exploration. Locals pole dug-out canoes, the drums throb, the wild birds call and the traditional village lifestyles continue relatively unchanged* »¹⁰⁹. Centuries of colonialism were transformed into unspoiled cultures, whilst indigenous history was erased in favour of a legacy of western representation ; somehow the South Seas was both untouched paradise yet shaped by the visits of island explorers and dreamers.

Islands were again perceived as female ; brochures have labelled Tahiti as « beautiful, sensual, exotic and exciting » ; where « *the Tahitians themselves think of Tahiti in the feminine sense* »¹¹⁰. Islands (and « lush » nature) were female, in the gaze of male sailors, artists, authors and tourists, and most remarkably in the « two bikinis » - the brief new swimwear of the 1940's and the atoll, after which it was named, where the United States tested post-war atomic bombs - the island as « *generic sexual female body* », disguising the horrors of nuclear colonialism¹¹¹ - utopia triumphant over dystopia. In tourist guise New Caledonia too was transformed into an exotic spot where men and women, « *in gay long dresses* », have forgotten their traditional rivalries, inhabit a world where « *virtually everything they need is at hand* » and easy earnings « *suffice to purchase the few things which are not available for the taking* », hence « *every occasion is a pretext for great celebration.* »¹¹². Guidebooks, travel magazines¹¹³, newspapers and television travel features have invariably enhanced such themes : « *Imagine yourself lying in a hammock on a perfect Polynesian beach, in that state midway between slumber and wakefulness... Slowly your eyes stop being seduced by the sheer perfection of the scene - the striking turquoise hues of the lagoon, the soft custard yellow of the submerged sand bars, the elegant shadows made by the swaying coconut trees - and you begin to doze... Somehow you are transported back to the eighteenth century among those same mariners who in 1789 were moored just a short walk away... the first to witness what was and is an Eden of the ocean* »¹¹⁴. Timelessness, tradition and European history are central to tourism.

108. Thomas Cook. *South Pacific Islands 1984-1985*. mimeo, Sydney, 1984.

109. Transniugini Tours *Papua New Guinea*, mimeo, Sydney, 1992.

110. Jetset Tours *South Pacific 1981-1983*, mimeo, Sydney, 1981 ; see also Herman, *op. cit.*, 161-2.

111. T. Teiawa, bikinis and other s/pacific n/oceans. *The Contemporary Pacific* 6 (1994), 87-109.

112. H. de Camaret. *New Caledonia*. Noumea, 1975, p. 21, 96, 104, 101.

113. The most prominent travel magazine is probably Conde Nast Traveller where, for example, a lavishly illustrated article on Moorea was entitled *The Day they Invented Nirvana* (November 1990) and an advertisement in a subsequent issue for a cruise in the South Pacific promised « *paradise will no longer be just a destination. It will be a means of getting there as well* » (March 1991).

114. S. Meacham. The last place on earth. *Sydney Morning Herald*, 18 December 1999.

In the post-war years studies of island economies increased in number ; most focused on agricultural systems (especially in Melanesia) and initially trivialised and exoticised subsistence agricultural systems. Practices were described and denigrated as « backward » in a host of textbooks and the practitioners were slothful and wasteful. Sir Frank Fox observed in 1927 : « *The Papuan, like many other of the Oceanic savages, has an hereditary indisposition for regular labour, because during the course of all his past generations lavish Nature has given him his food free of the curse of Adam* »¹¹⁵. A year earlier Collinson had written « I think the Nauru islanders must be the fattest, happiest and laziest natives in the world... The South Sea islander, taking him by and large, is a lazy beggar »¹¹⁶. Over time perceptions changed. Islanders were lauded for their ability to devise intricate agricultural systems that were able to cope with hazards, hence what had seemed curious practices such as complex mixed cultivation and « *felling the trees on top of the crop* » were seen to have environmental advantages¹¹⁷. Similarly islanders were able to « rise above nature » through their mastery of indigenous technical knowledge, and through subtle experimentation¹¹⁸. Ultimately the notion of limited labour inputs alongside high productivity, where one group of Melanesian agriculturalists (the Bomagai-Angoiang, Maring) were heralded as « *the world's most efficient farmers* »¹¹⁹, became translated into the concept of « *stone age* », « *primitive* » or « *subsistence affluence* », where needs were satisfied with few labour inputs and frequent surpluses laid the basis for elaborate exchange systems¹²⁰. In this way islanders were argued to have established a « *driving force that propelled human activities [through] knowledge and skills developed over centuries, fine tuned to synchronise actions with the regularities in nature [which] made for balance and continuity in the ecological relationship. "Living in harmony with nature" is a more popular way of putting it* »¹²¹. Leisured Pacific islanders and bounteous nature were reunited.

115. F. Fox. *Australia*. London, 1927, p. 164-165.

116. Collinson, *op. cit.*, p. 242, 245.

117. G. Klee. *World Systems of Traditional Resource Management*. London, 1980 ; W. C. Clarke. Progressing with the past : environmentally sustainable modifications to traditional agricultural systems. In E. K. Fisk (ed). *The Adaptation of Traditional Agriculture*. Canberra, 1978, p. 142-157 ; E. Schiffelin. Felling the trees on top of the crop, *Oceania* 46, 1975, p. 25-39.

118. On indigenous knowledge see W. Clarke. Learning from Ngirapo : Indigenous Knowledge and Sustainable Agricultural Development. In E. Waddell and P. Nunn (eds). *The Margin Fades Geographical Itineraries in a World of Islands*, Suva, 1994, p. 249-253.

119. Clarke, 1978, *op. cit.*

120. E. K. Fisk. The response of nonmonetary exchange units to contact with the exchange economy. In L. Reynolds (ed). *Agriculture in Development Theory*, New Haven, 1975 p. 53-83 ; see also M. Sahlins. *Stone Age Economics*. Chicago, 1973 and, in most extreme form, J. Rutherford. « Zen » affluence in a subsistence economy of Bougainville, Solomon Islands. In I. Hirst and W. Reekie (eds). *The Consumer Society*, London, 1977, p. 91-116.

121. E. Hau'ofa. Epilogue. Past to remember. In R. Borofsky (ed). *Remembrance of Pacific Pasts*. Honolulu, 2000, p. 461 ; see also R. Callick. Pacific 2010 : A Doomsday Scenario ? In R. Cole (ed). *Pacific 2010 : Challenging the Future*. Canberra, 1993, p. 8-9.

At the very least opinion is divided on how indigenous peoples viewed island environments (and managed them with limited technology). Despite social regimes discouraging over-exploitation, mis-management and disequilibrium were not unusual and there was no conservation ethic in most places¹²². Hazards were sometimes devastating, despite the use of « famine » foods¹²³, pre-contact populations sometimes fell, plant and animal species became extinct or endangered¹²⁴ nutrition was sometimes inadequate (and improved in post-contact times)¹²⁵, whilst there were complex controls over population growth¹²⁶. In such circumstances « *survival was a significant achievement and affluence was both rare and precarious* »¹²⁷. In post-contact times of more rapid socio-economic change, exploitation of the environment intensified to the extent that the Goilala people of New Guinea « *like us, treat the bounty of nature as inexhaustible, and squander their resources recklessly until brought up short by the realisation that they are nearly bankrupt* »¹²⁸. The Maring too were quick to change and disavow earlier practices hence what had been described as the « *three tenets of traditional Pacific wisdom* » - integration, limits and beauty¹²⁹ - gave way to less holistic perspectives on agricultural systems.

Indigenous navigation skills were similarly lauded - both those that enabled quite contemporary voyages and those that had once populated the islands (especially the scattered islands of Polynesia) - with most observers in awe of ancient navigational construction and survival skills¹³⁰. Twentieth century voyages, most famously that of the Kon Tiki, sought to simulate and recreate

122. P. Nunn. *Oceanic Islands*. Oxford, 1994 and P. Nunn. *Beyond the Naïve Lands: Human History and Environmental Change in the Pacific Basin*. In E. Waddell and P. Nunn (eds). *op. cit.*, p. 5-28 ; M. Spriggs. *The Island Melanesians*, Oxford, 1997 ; B. J. Allen. *Paradise lost ? Rural development in an export led economy : the case of Papua New Guinea*. In D. Lea and D. Chaudhri (eds). *Rural Development and the State*. London, 1983, p. 215-240.
123. M. Bourke. *Food shortages in the Papua New Guinea Highlands : national policy and villagers*. In J. Hirst, et al. (eds). *Small-Scale Agriculture*. Canberra, 1988, p. 11-22 ; E. Waddell. *How the Enga Cope with Frost*. *Human Ecology* 3, 1975, p. 249-273 ; J-F. Dupon. *Disaster Preparedness and Disaster Experience in French Polynesia*. Honolulu, 1985.
124. C. Schmid. *Of People and Plants : A Botanical Ethnography of Nokopo Village*. Basel, 1991 ; T. Flannery, *Throwim Way Leg*. Melbourne, 1998.
125. G. Dennett and J. Connell. *Acculturation and health in the highlands of Papua New Guinea : dissent on diversity, diets and development*. *Current Anthropology* 29, 1988, p. 273-299. See also L. Grossman. *Peasants, Subsistence Ecology and Development in the Highlands of Papua New Guinea*, Princeton, 1984, p. 149-157.
126. R. Bulmer. *Traditional Forms of Family Limitation in Papua New Guinea*. In *Population Growth and Socioeconomic Change*. Canberra, 1971, p. 137-162.
127. D. Denoon. *Pacific Edens ? Myths and Realities of Primitive Affluence*. In Denoon (ed), *op. cit.*, p. 118.
128. C. Hallpike. *Bloodshed and Vengeance in the Papuan Mountains*. Oxford, 1977, p. 68-69.
129. W. Clarke. *Learning from the past : Traditional Knowledge and Sustainable Development*. *The Contemporary Pacific* 2, 1990, p. 233-253.
130. The precursor of a series of books was Peter Buck. *Vikings of the Pacific*. Chicago, 1938. Others included D. Lewis. *We, the Navigators*. Canberra, 1972 ; T. Gladwin. *East is a Big Bird*

ancient voyages, and trace the biogeographical colonisation of Oceania. Islanders were incorporated in the more recent of these on the assumption that here too important lessons were to be learned.

In more extreme form, westerners intermittently exiled themselves to remote unpopulated islands for a diversity of reasons, usually more psychological rather than in the search for inspiration from indigenous economies and societies. Tom Neale spent years on the atoll of Suvarrow (in the Cook Islands), Thor Heyerdahl, after his Kon Tiki voyage, lived on Fatu Hiva in the Marquesas (retiring defeated by insects), Lucy Irvine experienced one of the Torres Strait islands (and much later, after a Scottish idyll, returned to a rather larger Solomon island). In most cases the nearest indigenous people regarded them as either mad or foolish, and disillusionment was more common than fulfilment¹³¹; the literary success of Robinson Crusoe was hard to replicate.

In sometimes difficult circumstances islanders had developed subtle techniques and acquired complex knowledge to both manage and design ecological systems, yet manipulation and modification sometimes degraded those systems. Islanders « scored more points for adaptation, innovation and development of new resources than they did for conservation »¹³². Ironically conservation practices and indigenous knowledge have stimulated a western concern for « learning from the past », evident in the rise of permaculture, some notions of « deep ecology » and the emergence of such books as *The Wisdom of the Elders*¹³³. Yet island indigenous knowledge evolved in a context where ensuring survival was rarely easy; hence it cannot « be plucked like some unchanging jewel off the shelf of indigenous life to be used in the modern world » as part of the « mantra » of sustainable development¹³⁴. Indeed « it is all too easy and a serious mistake, to romanticize the social arrangements that distinguish much of peasant society »¹³⁵. From legitimate attempts to recognise indigenous rights has emerged a « twentieth century » or « New Age primitivism » which attributes an exemplary status to simple or archaic ways of life - valuing the rudimentary character of « tribal » society as something to be upheld, and to be transferred and built upon, because of the virtues

Cambridge, Mass., 1970; T. Brower. *A Song for Satawal*. London, 1983 and B. Finney. *Hoku'lea: The way to Tahiti*. New York, 1979.

131. T. Neale. *An Island to Oneself*. Auckland, 1966. T. Heyerdahl. *Fatu Hiva. Back to Nature*. London, 1964. L. Irvine. *Castaway*. London, 1983 and D. Birkett. *Serpent in Paradise*. London, 1997.

132. R. Bulmer. Traditional conservation practices in Papua New Guinea. In L. Morauta, J. Pernetta and W. Heaney (eds). *Traditional Conservation in Papua New Guinea*. Port Moresby, 1982, p. 63.

133. P. Knudtson and D. Suzuki. *Wisdom of the Elders*. Sydney, 1982.

134. Clarke, 1994, *op. cit.*, 257; see also R. Guha and J. Martinez-Alier. *Varieties of Environmentalism*. London, 1997, p. 107.

135. J.C. Scott. *The Moral Economy of the Peasant*. New Haven, 1976, p. 5.

inherent within it that are « *absent from a rapacious and expanding white modernity* » : a parallel project to the « *legislation of authenticity* »¹³⁶. Nowhere was life apparently more simple than on isolated islands.

Spectres of Inauthenticity ?

Whilst Margaret Jolly, in her paper with the above title, has rightly pointed out that there is no dichotomy between the notion of tradition as inheritance from ancestors and tradition as the manipulative rhetoric of contemporary politicians (and others), it is evident that islanders too have invented and adopted other visions of the Pacific - including that of pre-colonial spaces in harmony with nature - in opposition to the colonialism that disrupted island cultures and societies¹³⁷. Old romanticised images of Pacific islands, initially constructed in imperial western imaginations, reinvented themselves in discourses emanating from the decolonised, independent Pacific islanders themselves¹³⁸. In a post-colonial world old identities have been reasserted : romantic tropes have been resuscitated.

One phase of rediscovery paralleled the transition of island states to independence, as islanders sought to revalue and protect identities and traditions, apart from colonialism, in a spirit of nationalism and nation-building. It climaxed in the populist Pacific Way and the Melanesian Way, and later in particular « national » ways such as *fa'a Samoa* and *vakaviti* (Fiji). The Pacific Way and its variants were means by which islanders could value those things that outsiders were seen (or believed) to lack - attachment to land (and place identities), extended kinship solidarity, reciprocal obligations and a sense of community, consensus and compromise in decision-making, continuity with the past, harmonious links with nature, linguistic distinctiveness and spirituality. Thus the Melanesian Way constituted an invented tradition, amounting to an idyllic myth of « Melanesian communism », that offered « *at least a semblance of an alternative, non-Western standpoint from which to launch a critique of modernity and the implications of the modern, capitalist, community-subsuming state... [creating] an inner space of sentiment, disposition and belief, separating the postcolonial nation from the coloniser* »¹³⁹. In much of

136. M. Torgovnick. *Gone Primitive: Savage Intellectuals, Modern Lives*. Chicago, 1991 ; see also N. Thomas, 1994, *op. cit.*, p. 174-179.

137. M. Jolly. Spectres of Inauthenticity. *The Contemporary Pacific* 4, 1992, p. 49-72.

138. There are acute parallels in the Caribbean islands ; see B. Edmondson (ed). *The Caribbean : Myths, Tropes, Discourses*. In B. Edmondson (ed), *Caribbean Romances : The Politics of Regional Representation*. Charlottesville, 1999, p. 1-11.

139. R. Foster. Introduction : The Work of Nation Making. In R. Foster (ed). *Nation Making. Emergent Identities in Postcolonial Melanesia*. Ann Arbor, 1997, p. 49-50 ; on « Melanesian communism » see C. Filer. The Bougainville rebellion, the mining industry and the process of social disintegration in Papua New Guinea. *Canberra Anthropology* 13, 1990, p. 1-39. See also S. Tupouniua, R. Crocombe and C. Slatter (eds). *The Pacific Way*. Suva, 1975 ; B. Narokobi. *The Melanesian Way*. Port Moresby, 1980.

Melanesia pidgin languages became crucial vehicles of nationalist discourse, but the ingredients of national culture - flags, anthems, armies, dress and so on - are at variance with minimal consensus on national history (time) and landscape (place). In New Caledonia indigenous languages and agriculture itself were symbols of resistance to French colonialism¹⁴⁰. Symbols emblematic of indigenous practice varied from place to place within new nations (such as pig husbandry in Vanuatu, despite the symbolic pigs tusk on the national flag) and altered over time, hence shared meanings were rare and localised.

Colonial institutions were sometimes destroyed, as on Bougainville island where, on the eve of independence, local government councils were replaced by village governments at a smaller scale, with more authority given to « traditional » leaders and new laws were formulated and equated with custom¹⁴¹. Two decades later, in the midst of secessionist crisis, such traditional leaders were being referred to as « chiefs », a concept absent from the island (except, paradoxically, in early colonial years when paramount chiefs had been appointed), and there were constant demands for the establishment of a Council of Chiefs. More generally, customs of rank and chiefly respect were codified, notably in Fiji, and fluid relationships became more fixed. Chiefly power was linked to divine authority. Claims to hierarchy fitted new notions of leadership and authority. Such invented traditions, « *deliberate and always innovative* »¹⁴², were evidence of continuity and social solidarity that might otherwise be destroyed¹⁴³; as « *the present is reformed by rewriting the past in such a way that it becomes the future* »¹⁴⁴.

Island geographies too have been reconstituted. Hau'ofa has replaced the remoteness and isolation implied by « *islands in a far sea* », after reflecting on the territorial fixations of distant observers, naïve distinctions between Polynesia, Micronesia and Melanesia and the confinement of island people to narrow national identities, to envisage a « *sea of islands* ». That vision, deliberately chosen to « *rekindle the sea as home* » and reverse the bleakness and mendicancy implicit in the « basket cases » of MIRAB societies, perceived the sea as link rather than a barrier and contemporary migration to the metropolitan fringes of Oceania as a direct successor to the trading and settlement journeys of the distant past, that were curtailed by colonial boundaries and legislation.

140. M Nechero-Joredie, A Kanak People's School. In M. Spencer, A. Ward and J. Connell (eds). *New Caledonia. Essays in nationalism and dependency*. Brisbane, 1988, p. 198-218.

141. J. Connell. *The Decline of Local government Councils and the Rise of Village Government*. In J. Connell (ed). *Local Government Councils in Bougainville*. Christchurch, 1977, p. 132-179.

142. E. Hobsbawm. Introduction. In E. Hobsbawm and T. Ranger (eds). *The Invention of Tradition*. Cambridge, 1983, p. 20.

143. R. Firth, *op. cit.*, p. 88.

144. D. Johnson. *The Offshore Islanders*. London, 1972, p. 86.

Hau'ofa thus built on the great founding stories of the Pacific where heroic voyages discovered and settled new lands¹⁴⁵. Yet others saw this as romanticising the past, denying the exploitative nature and skill loss of much migration, evading distinct ethnic differences and secessionist tendencies within the region and thus both a « durable dream » and a « utopian dream », a challenge to the existing order rather than an account of it¹⁴⁶ and an invocation towards indigenous cosmopolitanism¹⁴⁷. It represented cultural nationalism of an essentialist kind « *sharply at odds with Epeli Hau'ofa's ancient and modern conceptions of Oceania as a place of restless mobility, criss-crossing lines of migration and settlement, and cross-cultural mixing* »¹⁴⁸. Amidst extraordinary levels of long distance travel, and avid islander participation in internet ties with « home », in most island states the isolation of remote islands is as challenging as it has ever been¹⁴⁹. Whilst Hau'ofa sought a wider vision of present and future some advocates of economic development have sought a smaller scale, in terms of industries that rely on the « *natural resources that sustained Pacific islanders in the past* »¹⁵⁰ : small is beautiful revisited.

Island « ways » and the revitalisation and invention of tradition were not however simple reactions to colonialism. Once again in Polynesia, broad regional identities existed prior to colonial contact¹⁵¹ though contemporary meanings and identities are different from those of earlier times. It was not only colonialism that created cultural self-consciousness, but it was central to revaluing the past, asserting identity and validating experiences that were previously denigrated or denied. Yet, as Hau'ofa has argued, « we must... reconstruct our pasts to suit our purposes », a practice which ensures that, at

145. E. Hau'ofa. Our Sea of Islands. In E. Waddell, V. Naidu and E. Hau'ofa (eds). *A New Oceania. Rediscovering Our Sea of Islands*. Suva, 1993, p. 2-16. This is certainly not to deny that long distance voyages existed or that they were not premeditated. The revitalisation of these journeys in the late twentieth century, such as that of the Hokule'a in Polynesia, was responsible for « *tapping wellsprings of cultural pride in a sense of continuity with a voyaging tradition* » (see Denning (1996), *op. cit.*, 176) and, in a rather different way, Thor Heyerdahl's accounts of his expedition from South America to Polynesia (T. Heyerdahl. *Kon Tiki. Across the Pacific by Raft*. New York, 1950) which further invested Polynesians with legendary maritime success, have contributed directly to contemporary representations of Pacific islands.
146. J. Veiteyaki. Balancing the Book : How the Other Half Lives. R. Chandra. Where Do We Go From Here? R. Grynberg. The Ghost of Nkrumah in the Seas of Oceania. J. O'Carroll. Durable dreams and D. Borer. Truth or dare ? In E. Waddell, *et al.* (*op. cit.*) p. 116-121, 76-81, 68-71, 23-25 and 84-87.
147. Valuing the Pacific - an interview with James Clifford. In R. Borofsky (ed). *op. cit.*, 96.
148. Edmond, *op. cit.*, 15.
149. H. Morton. Islanders in Space : Tongans Online. In R. King and J. Connell (eds), *op. cit.*, p. 235-254 ; Veiteyaki, *op. cit.*, p. 118 ; R.G. Ward, *Widening Worlds, Shrinking Worlds. The Reshaping of Oceania*, Canberra, 1999.
150. S. Halapua. The Challenges for Economic Development in the Pacific islands. *East West Center Observer*. Spring 1999, p. 7.
151. M. Meleisea. *The Making of Modern Samoa*. Suva, 1987.

least intermittently, « *truth is flexible and negotiable* »¹⁵². Yet this is simply an example of what Eisenman has called « critical primitivism » whereby nationalism embraces what are believed to be ancient traditions and fashions which function alongside modern radical political strategies¹⁵³. The « *spectre of inauthenticity* » has become embedded in the discourse of islanders¹⁵⁴. In the rejection of western perceptions – and the racism, colonialism and marginalisation that were part of this – a more idyllic, pre-colonial space was created that had striking parallels with the islands and islanders that Europeans believed they had discovered in Polynesia.

Abandonment of empire brought a growing disillusionment with Pacific islands (and, indeed, with Caribbean island realms) – an intensified pessimism amongst aid donors¹⁵⁵, journalistic exhortations of « paradise lost » to mark any political crisis¹⁵⁶, travelogues that reflected faded dreams, and films such as *In a Savage Land* (1999) that, like *Rapa Nui*, invested islands (in this case the Trobriand Islands), with quite different meanings. Travel writers transcended overlaid interests in discovery and adventure to find failure curiously satisfying: problems of nationalism and ethnic tension, dilapidated buildings, and new hybridity and syncretism, the « *natives with personal stereotypes, the fake tribal dances* »¹⁵⁷. Public relations efforts that placed the bird of paradise on the Papua New Guinea flag, and named Air Niugini's in-flight magazine Paradise, tended to be greeted with derision¹⁵⁸. In certain circles there was no small suggestion that without western assistance and western dreams what hope could there be.

The Past is not another Country

Islands are places of discomfiting dialogues: utopian and dystopian, but pervasively utopian – places in which to construct social and spatial ideologies,

152. E. Hauofa, 2000, *op. cit.*, p. 454, 463; see also V. Hereniko. Academic Knowledge and Academic Imperialism. In R. Borofsky (ed), *op. cit.*, p. 78-91.
153. Eisenman, *op. cit.*, 202. This perspective is not without criticism; see D. Elliston. Geographies of Gender and Politics: The Place of Difference in Polynesian Nationalism, *Cultural Anthropology* 15, 2000, p. 171-216.
154. For a political perspective see S. Lawson. *Tradition and Democracy in the South Pacific*. Cambridge, 1996, p. 24.
155. See J. Connell, 1991, *op. cit.*, 276; P. Pirie, *op. cit.*, and G. Fry. Framing the islands. *The Contemporary Pacific* 9 (1997) p. 305-344.
156. For example see J. Connell, "Paradise Lost": The Perception of New Caledonia in the Australian press. *Australian Geographical Studies* 25, 1987, p. 54-65.
157. N. Thomas (1997), *op. cit.*, p. 167. The major « new » travelogues include P. Theroux. *The Happy Isles of Oceania*. London, 1992, on which see J. Connell. The Feet of the Natives are Large. *Islands Business*, 19(3), 1993, p. 40-42; N. Evans. *Transit of Venus. Travels in the Pacific*. London, 1987 and, somewhat differently, P. Kluge. *The Edge of Paradise*, Honolulu, 1993, on which see the review by G. Petersen. *Isla* 1, 1992, p. 125-131).
158. D. Denoon. Black Mischief: The Trouble with African Analogies, *Journal of Pacific History* 34, 1999, p. 282.

reconfiguring landscapes and peoples, as projections of outsiders' and more recently insiders' visions. The need for harmonious alternatives to modern worlds, people and places, controlled, coherent, comprehensible and manageable has drawn dreamers and iconoclasts, adventurers and experimenters, those who sought both escape and control¹⁵⁹. Islands were refuges from society and self. However localised to generic always distant, Polynesian islands, the need for utopia has never been transcended and in a post-modern world placelessness almost requires islands of identity.

Islands experience problems, from natural hazards to the travails of development, that have posed challenges to indigenous peoples, colonising powers and, more recently, aid donors, from the « *unnatural emotions* » required to maintain social relations¹⁶⁰ to the isolation that imposes economic costs, the lack of skilled labour and the absence of economies of scale. Yet history pervades contemporary consciousness to obscure the dilemmas of development. As Asterisk advised almost a century ago : « *keep your distance and you will keep your enchantment* »¹⁶¹. Islands appear to offer distinct identities and spaces, an apparent combination of isolation and community, in an increasingly homogeneous world.

Pasts prevail. The myth and discourse of « Polynesian paradise » constituted by « *sex, feasting, ritual and timelessness which refuses to evolve towards the modern world* »¹⁶², set amidst bounteous nature (a trilogy of constantly juxtaposed words in such discourses), and offering solace and escape from techno-industrial, utilitarian society, is bereft of history. Yet two historical periods - the long colonisation of the Pacific (Polynesia) and the much briefer European « discovery » - and two groups of islands - the Society Islands (Tahiti) and the Marquesas - have played an extraordinary part in evoking perceptions of Pacific islands.

Literature « on » the Pacific, at least that of the more canonical writers, has been strongly criticised within the islands, well summarised by the Samoan writer, Albert Wendt, for whom western writing about the Pacific provided a

159. Islands, such as Lindisfarne, Skellig Michael and Mont St. Michel, were always monastic refuges and the spirit of monasticism has survived in the activities of many contemporary individuals who have sought island solaces. At the dawn of the present millennium this has taken a rather different turn. A series of television programmes captured the experiences of (usually) young people on isolated mainly tropical islands, where paradise sometimes became prison. These ranged from the American *Survivor* and the Australian *Treasure Island* to the British *Castaway* and *Shipwrecked*. *Treasure Island* and *Shipwrecked* were both filmed in Polynesia.

160. C. Lutz, *Unnatural Emotions : Everyday Sentiments on a Micronesian Atoll*. Chicago, 1988 ; challenging emotional issues are evident in the work of other quite different writers including Birkett (*op. cit.*) and Golding (*op. cit.*).

161. Asterisk, *op. cit.*, IX.

162. Cowell, *op. cit.*, p. 141.

forum for « *hang-ups, dreams and nightmares, prejudices and ways of viewing our crippled cosmos [rather] than [views] of our actual islands* », hence « *Much of this literature ranges from the hilariously romantic through the pseudo-scholarly to the infuriatingly racist; from the “noble savage” school through Margaret Mead and all her comings of age, Somerset Maugham’s puritan missionaries/drunks/saintly whores and James Michener’s rascals and golden people, to the stereotyped childlike pagan who needs to be steered to the Light* »¹⁶³. Similar judgments might have been made of other literary and artistic forms which primarily reproduced islands and islanders as exotic places and peoples, both often female in the western male gaze. As Bloody Mary declared in *South Pacific*: « *Here am I, your own special island* ». Popular culture in every form (art, music, literature and eventually the television that brought such series as *Gilligan’s Island*, the radio with *Desert Island Discs* and the syndicated cartoon island clichés) overwhelmed, numerically and visually, the few dry academic accounts of distant islands.

Contradictions were ignored even as Pacific islands evolved: « *the developed world loves the stable Pacific it has created through its own mythology... Brilliant blue lagoons, white beaches, palm trees and smiling gaily dressed people twanging sugary music on imported guitars* »¹⁶⁴. Timeless places and cultures offered respite from the discontents of modernity: nostalgia for the worlds we have « lost » became centred in the places most remote from the northern hemisphere. Islands were « *tiny, away from it all, peripheral and carnivalesque* »¹⁶⁵. Island settings were conflated with femininity, sensuality and sexuality. Ironically such « *idealised representations speak past Tahitians in a language of visual imagery that means little to the local population... Tahiti as paradise is not a benign image [but] a political and economic tool to serve colonial agendas* »¹⁶⁶. At the very least Tahiti offers highly contradictory fields of experience, representation and intervention.

Generic tropical islands have become gratuitous advertising backdrops for everything from chocolate bars – not least the coconut flavoured Bounty – to insurance companies; in an instantaneous soundbite world visuals over-

163. A. Wendt. Towards a New Oceania. In G. Amirthanayagam (ed). *Writers in East-West Encounter*. London, 1982, p. 203; see also S.T. Marsh. Here Our Words. In M. Rapaport (ed) *op. cit.*, p. 166-177; Subramani, *South Pacific Literature: from myth to fabulation*, Suva, 1985 and S. Vaai, *Literary Representations in Western Polynesia: Colonialism and Indigeneity*, Apia, 1999.

164. H.C. Brookfield. Global Change and the Pacific: Problems for the Coming Half-Century. *The Contemporary Pacific* 1, 1989, p. 14.

165. O’Carroll. 1998, *op. cit.*, p. 276.

166. Kahn, *op. cit.*, p. 22; Elliston, *op. cit.*

whelm literature¹⁶⁷. Island societies remain lauded in the popular literature which shapes distant perceptions of islands, whilst geographers have not remained aloof from the casual description of paradise. This might be, without a hint of irony, « Preserving Paradise »¹⁶⁸ or, more subtly, « *The biodiversity of the region constitutes both the bounty which was largely responsible for the mutiny on the Bounty and, more importantly, the bounty upon which rests the sustainability of the relatively benign and peaceful ways of life of the small island states of the Pacific Ocean* »¹⁶⁹. Detachment from Eden is difficult.

It is scarcely novel to recognise that conceptions of islands are social constructions, usually of those elsewhere, or that ideas of paradise and utopia cannot be erased ; we - all of us - need to imagine a better place elsewhere. Primitivism, and the harmony of culture and nature, were necessary reclamations and inventions of identity ; « *the association of islands with notions of community harmony, of bounty, of primitivism and paradisalism, of isolation and smallness are part of a fascinating Western cultural heritage and (perhaps) not of a particular island people's cultural formations at all* »¹⁷⁰. Isolation and smallness rarely trouble islanders.

Western dreaming situates islands as distant places, places of escape and otherness - utopian spaces that are the opposite of lived experience - whilst island dreaming places islands at the centre : homes that are not flawless, but where lifeworlds have been compromised in encounters with the opportunities and uncertainties of colonialism and globalisation, and identities must be constantly recreated. Far away the lure of « home » cannot be resisted, however ambiguous it might be. Memory creates the grandest of illusions ; the strongest ties are invisible. Not only have objects become entangled - as islanders and westerners mutually appropriated and recontextualised each other's artifacts¹⁷¹ - but, in a rather different way, ideologies and belief systems have become equally, if invisibly, entangled in the construction of island worlds. As an unknown Polynesian from the Cook Islands once said :

« The thought came to me in Tahiti
I shall sail away like the white man,

167. Advertisements are particular "paradisical" in such travel magazines as *Conde Nast Traveller* but recur in similar forms in literature and television ; see J. Williamson, *Woman is an Island*. In T. Modleski (ed). *Studies in Entertainment. Critical Approaches to Mass Media*. Bloomington, 1986, p. 99-118. Commercial chains, such as the eponymous Island Records, alongside such products as Thousand Islands dressing, and chain store names, including Thursday Island and Rapa Nui (recently observed in Seoul, Korea) maintain similar exotic images.

168. D. Zurick. *Preserving Paradise. Geographical Review* 85, 1995, p. 157-172.

169. R. Thaman. *Pacific Island Biodiversity: A Basis for Ecological, Cultural and Economic Survival*. In E. Waddell and P. Nunn (eds), *op. cit.*, p. 49-66.

170. O'Carroll, 1998, *op. cit.*, p. 277.

171. N. Thomas. *Entangled Objects*, Cambridge, Mass, 1991.

I shall paddle to some distant country,
I shall hunt in some amorous land»¹⁷²

Islands and utopian visions are rarely simple phenomena ; dreaming and displacement are eternal [*].

[suite du résumé français...]

Le premier paradis pacifique

Si dès l'antiquité, les îles étaient le terrain de nombreuses utopies (cf. Platon et sa description de la ville-État et de l'Atlantide), ce fut surtout au moment de la révolution industrielle que les Européens s'intéressèrent au Pacifique, région qui offrait un saisissant contraste avec les paysages urbains, durs et froids, que les nouvelles activités modelaient alors chez eux. Le « bon sauvage » de Rousseau avait auparavant fait le lit du mythe de la « Nouvelle-Cythère » que Tabiti véhiculait depuis les récits de voyage de Bougainville. L'intérêt pour la région fut alimenté par de passionnantes découvertes naturalistes, par la faiblesse ou l'absence locale des pouvoirs centralisés, par l'habileté technique des habitants, notamment au plan de la navigation, mais surtout par l'image idyllique que véhiculait le monde océanien et que l'art pictural s'employa à relayer. La beauté des habitants, et notamment celle des femmes, était célébrée, et leur absence supposée d'inhibition, aux yeux des nouveaux-venus - essentiellement des hommes -, contribua à la féminisation et à l'érotisation du Pacifique. Les navigateurs et les marins furent les premiers acteurs de cette mythification. Des épisodes tels que la mutinerie du Bounty contribuèrent à forger l'image, contrastant avec le monde astreignant des Européens, d'un Pacifique idyllique associé à l'aventure virile, au plaisir sexuel et à la liberté. Quelques insulaires furent même ramenés en Europe pour nourrir un tel mythe, et exhibés, parés de tenues exotiques convenues, dans les cercles à la mode des grandes capitales.

C'est ainsi que le Pacifique, entre fantasme et réalité, se prêta à un jeu où s'exprimaient les tensions profondes de la pensée politique européenne. Les épisodes du contact entre l'Occident et le monde des îles - naufrages, mutineries, conquête violente ou repli - contenaient certes les germes de l'absolutisme que véhiculerait la colonisation, mais cette subtilité n'était pas encore perceptible. Ce fut surtout la Polynésie, et en particulier Tabiti, qui cristallisa les fantasmes et les rêves romantiques. L'ensemble de ces premiers et brefs contacts dans le Pacifique, dont les généalogies et les

172. quoted in R. Frisbie. *The Book of Puka-puka*. London, 1930, p. 2.

[*] Acknowledgements: I am indebted to Robert Aldrich, James Ryan and Eric Waddell for their comments on an earlier version of this article.

traditions locales gardent la trace, trouvent un écho dans les périodes qui suivent et devinrent l'élément crucial de l'histoire utopique du Pacifique.

Les voyages et les différences

Les relations de ces premiers contacts avec le Pacifique étaient conçues pour répondre tant aux attentes des navigateurs qu'à celles du public européen. La vision idyllique de l'île qu'inspirait principalement Tabiti s'est durablement perpétuée, en particulier loin des îles et lors des périodes difficiles. Mais en réalité, au moment des premiers contacts, le Pacifique connaissait un état de guerre généralisé et une violence endémique, tout particulièrement sur les atolls coralliens, aux ressources limitées. Frappée par les armes et maladies européennes, la population insulaire se mit à décliner, tandis que les récits des Occidentaux commençaient à exprimer la nostalgie de communautés préeuropéennes idéalisées : ces récits servaient à légitimer tantôt la dépossession impérialiste (puisque ces populations allaient disparaître), tantôt la conquête romantique des îles.

La fin de cet état de grâce survint avec le meurtre de Cook en 1779 à Hawaï, mais des critiques de ce Pacifique trop idyllique, provenant notamment de Diderot, s'étaient déjà élevées auparavant. À compter du tournant du XIX^e siècle, le Pacifique en tant qu'antithèse de l'Europe industrielle et capitaliste était de plus en plus fréquemment représenté comme un lieu de péché et de violence, appelant la nécessaire rédemption que pouvaient lui apporter les marchands, les administrateurs et avant tout les missionnaires.

De plus en plus familiers de ce monde, les nouveaux voyageurs commençaient aussi à en percevoir la diversité. Les contacts se firent plus dispersés, s'adaptant à l'atomisation des sociétés insulaires. On releva que les plus petites îles étaient aussi les plus divisées, agitées par des rivalités intenses que venait raviver la colonisation. Les descriptions de la vie dans les îles se firent plus nombreuses, de même que les réactions au contact avec les Européens s'affichaient plus diverses ; de nouvelles images et de nouvelles appellations des îles firent leur apparition.

Les insulaires résistèrent aux intrusions coloniales, tout particulièrement lorsqu'elles avaient pour but d'aliéner les terres. Ces « problèmes » étaient parfois minimisés - lorsqu'il s'agissait d'attirer des colons -, mais ils étaient le plus souvent exagérés par les missionnaires, dont le but était de convertir les païens, et par les marchands cherchant à contrôler des populations difficiles pour en obtenir des biens et de la main-d'œuvre. L'image qu'inspiraient les autochtones se ternit ; ils avaient corrompu leurs paradis, et le « noble sauvage » de la fin du XVIII^e siècle était désormais « ignoble » - nu, imprévisible, violent et inculte -, ce qui en faisait l'objet tout désigné des missions civilisatrices.

Tabiti, et d'autres parties de la Polynésie, conservèrent tant bien que mal leur réputation à l'inverse de la Mélanésie (Nouvelles-Hébrides et Nouvelle-Calédonie) que la colonisation découvrirait à ce moment-là. Alors que les premiers voyageurs avaient perçu une certaine diversité au sein de la Mélanésie, celle-ci s'estompait progressivement au profit d'une image uniforme de noirceur et d'hostilité, de cannibales et de chasseurs de tête. À l'inverse, les Polynésiens étaient jugés plus proches des Européens, moins d'ailleurs pour la couleur de leur peau qu'en raison de leurs périples héroïques, prouesse technique qu'ils avaient effectuée bien avant l'époque de Colomb. Cette opposition entre Mélanésie et Polynésie ne fit que s'accroître avec l'avancée de la colonisation vers les Salomon et la Nouvelle-Guinée, la sauvagerie et le cannibalisme des habitants de ces nouveaux mondes étant opposés à la placidité des Polynésiens.

Le paradis perdu ? Des îles en transformation

Durant le XIX^e siècle, le Pacifique restait en marge des grands empires coloniaux, dont l'activité combinait commerce, stratégie et idéologie en fonction du contexte de chaque île. Certaines de celles-ci fournirent de la main-d'œuvre, tandis que d'autres se prêtèrent à la pêche baleinière, à l'exploitation du santal, qu'elles accueillèrent un colonat ou s'offraient à l'exploitation minière. Mais toutes ne procuraient que de minces revenus aux pouvoirs coloniaux, dont les visées étaient davantage stratégiques qu'économiques. Pourtant le contact colonial fut dévastateur en termes de déplacements de population, de mutations sociales et de dégradation de l'environnement.

Du fait des surfaces souvent réduites des îles, de leurs ressources limitées, de leur éloignement et d'autres facteurs contrariant le développement habituel des colonies, les îles du Pacifique eurent d'autres vocations qui mettaient à profit leur isolement, comme celle d'être des colonies pénitentiaires ou des lieux d'internement et, beaucoup plus tard, des terrains d'essais nucléaires ou des postes militaires ou de quarantaine. Mais ce qui offrait des potentialités limitées au développement colonial représentait aussi des contraintes pour le développement autochtone ultérieur, grevant l'agriculture commerciale et la pêche, alors même que l'économie de subsistance cédait le pas à une logique d'importation de produits de substitution. L'exploitation minière était très localisée, et les activités industrielles, au départ largement subventionnées, ne résistèrent pas à la libéralisation des échanges. La seule activité florissante, en dépit de sa vulnérabilité aux contextes économique et politique, reste aujourd'hui le tourisme.

Une des conséquences de cette situation a été l'émigration, concernant tout particulièrement les Polynésiens, venus grossir les rangs des citadins dans

les métropoles bordant le Pacifique. Cette migration, qui suit souvent les filières de la parenté, agit comme une soupape de sécurité pour la pression démographique, tout autant qu'elle procure une source de revenus extérieurs, désormais essentiels dans certaines économies insulaires. La limitation du développement économique a eu comme autre conséquence d'accroître la dépendance des îles vis-à-vis des aides extérieures. Le déclin du secteur productif et notamment de l'agriculture d'une part, et l'essor des importations encouragé par les aides, par les rentes provenant de l'émigration et par les revenus du tourisme d'autre part, ont amené à concevoir pour la plupart des pays du Pacifique un statut d'entités dépendantes de la migration, des « remittances » (rentes) et des aides, le tout contribuant à l'essor de la bureaucratie : des États MIRAB. Les sources de revenus mentionnées ci-dessus, et non un accroissement classique de la production, y apparaissent comme les fondements de l'économie moderne. De fait, les îles n'ont jamais été auto-suffisantes ou l'ont été très rarement, ce qui explique que les conceptions exogènes du développement y aient été incomprises ou rejetées. Qui plus est, la quête d'une plus grande auto-suffisance dans les îles impliquerait une réduction des liens qu'elles ont tissés avec l'extérieur, alors même que les populations locales aspirent aux biens, aux savoir-faire et à une éducation modernes et exogènes. C'est désormais la nouvelle diaspora océanienne qui définit le monde insulaire contemporain.

L'utopie persistante ?

Après les premiers contacts, ce fut, au cours du XIX^e siècle, au tour des aventuriers de la culture d'envahir le Pacifique, et de maintenir vivant son rêve enchanteur. Cet espace inaccessible inspira les créateurs. Dans *The Island*, en 1823, Byron présente un monde insulaire immuable et sans tension où la nature procure abondance de toutes choses. Les visions utopistes connaissent aussi un renouveau sous la forme, notamment, des « robinsonnades » prétextes à la reconstruction du capitalisme et de la civilisation. En France et en Grande-Bretagne, le « roman insulaire » devint à lui seul un genre permettant d'explorer, dans ce qui s'avérait être un archétype d'île, la fuite de la civilisation, la confrontation avec une nature tropicale luxuriante, d'évoquer des naufrages et des trésors, de comparer les mérites de la nature à ceux de la raison et de relever les défis à la masculinité.

R. L. Stevenson, bien que vantant la « virginité des sens » à laquelle conviaient les îles du Pacifique, démythifie dans *The Beach at Falesa* à la fois l'aventure coloniale et l'idylle trans-culturelle, et dans ses écrits le romanesque cède le pas au réalisme. Mais, malade, Stevenson s'identifie à une culture marquisienne elle-même en déclin. Célèbre en tant qu'auteur de la robinsonnade *L'île au trésor*, Stevenson avait en fait une connaissance

fine du Pacifique et tout particulièrement des Samoa, où il vécut et mourut, et il reconnaissait qu'en dépit de la colonisation les cultures polynésiennes parvenaient à résister. Les nouvelles et les romans de Louis Becke et de Jack London exacerbèrent encore le discours de maladie et de corruption présent dans l'œuvre de Stevenson. The cruise of the Snark diabolise la Mélanésie en évoquant les terribles ravages de la lèpre et de la tuberculose, et voici à nouveau le Pacifique divisé, la Polynésie faisant figure d'Éden. Alors que Loti se complait à décrire la mort lente et romantique de cette dernière, Les Immémoriaux de Victor Segalen se font l'écho des fallacieuses séductions insulaires dénoncées par Becke et London. Quoiqu'il en soit, à la fin du XIX^e siècle, les images romantiques des îles Pacifique restent prédominantes, en dépit d'allusions subtiles au changement et au conflit.

Quant aux artistes, le plus célèbre d'entre eux est sans doute Paul Gauguin, chancre de la « belle vie » faisant défaut aux antipodes. Mais ses écrits et peintures décrivent en réalité une situation plus complexe : une colonie française divisée selon la race, le sexe et les classes sociales, où règnent l'alcool, la prostitution et où les natifs se meurent ; alors qu'il avait trouvé chez les autochtones un havre émotionnel, esthétique et sexuel, ses peintures décrivent un lieu d'où l'Europe est rejetée. Le romantisme du peintre renseigne en fait davantage sur les préoccupations et les représentations européennes que sur celles des îles. À ce moment-là, les descriptions du Pacifique suivaient un « circuit » de représentations. Gauguin avait été influencé par Loti, tandis que lui-même inspirait Somerset Maugham (The Moon and Sixpence), et que Melville influençait Jack London et Stevenson.

Les photographes, cherchant pour leur part à être scientifiques, sélectionnèrent les clichés des sociétés les plus « intactes », conférant à celles-ci un caractère intemporel. Celles d'Andrew sont particulièrement significatives, qui opposent de terrifiants Mélanésien à de jeunes Polynésiennes séduisantes et réservées. Les photographies, en fournissant les premières cartes postales, contribuèrent à entretenir le mythe polynésien.

Au XX^e siècle, les écrivains s'intéressant au Pacifique se firent plus nombreux, et les documentaires attirèrent un public accru et mieux averti. Les écrits de Frederick O'Brien (Mystic Isles of the South Seas ; White shadows in the South Seas), ceux de Beatrice Grimshaw et, plus tard, ceux de David Marshall (Island of Passion), d'Owen (Where the Poor are Happy) le documentaire de Rowe (Voyage to the Amorous Islands), ainsi que plusieurs autres documentaires (Tahiti. Island of Dreams de Keable, The Coconut Inn de Powell, The Happy Lagoons de Rosendal et The South Seas Dream de Dyson), toutes les productions de ces voyageurs friands de titres imagés

étaient autant d'évocations de ces terres lointaines, étayées par une dose minimale de réalisme. Une grande partie de cette production se concentre dans les années cinquante et concerne Tabiti. D'autres auteurs (administrateurs, historiens, anthropologues, comme Robert Langdon dans Tahiti, *Island of Love*, Bengt Danielsson avec *The Happy Island et Love in the South Seas*), ayant passé beaucoup de temps sur place, s'essayèrent à une littérature parfois assez peu différente de celle des précédents écrivains de passage. Le monde de l'après-guerre entraînait dans une phase de voyages réservés à l'élite, et le Pacifique devint à nouveau un lieu de rêve.

Les anthropologues entrèrent en scène dès la fin du XIX^e siècle. L'expédition Haddon se consacra au détroit de Torrès, et Malinowski, avec notamment *Coral Gardens and their Magic et The Sexual Life of Savages*, plaça les Trobriand au cœur de l'anthropologie et influença même, hors des cercles scientifiques, des auteurs tels que Paul Theroux. Margaret Mead en 1928 écrivit *Coming Age in Samoa*, décrivant l'adolescence sans anxiété des insulaires, laquelle ne pouvait qu'impressionner une Amérique en pleine dépression : ses écrits suggèrent que l'Occident pourrait s'inspirer des savoirs et des expériences des îles. Toutefois, elle fut critiquée pour sa tendance à embellir la réalité dans le but de toucher un plus large public.

Et bien avant tout cela, le plus grand vecteur de l'image d'un Pacifique intemporel et idyllique fut le *National Geographic* : glorifiant l'exotisme et la différence culturelle, le rituel et l'esthétique, le magazine renforça l'image paradisiaque que véhiculait la Polynésie, et celle d'un monde à l'âge de pierre, d'une terre d'aventure et de violence, qu'avait la Mélanésie. Qu'en juillet 2000 les Samoa américaines fussent toujours présentées dans le magazine comme un « paradis tropical » indique d'ailleurs que peu de choses ont changé depuis.

Les films, pour leur part, reprenaient des thèmes similaires, et avec le développement de l'industrie cinématographique un genre des « mers du sud » fit même son apparition (cf. *Moana* de Robert Flaherty, un modèle du genre). Ces films mettent préférentiellement en scène des Blancs marginaux sympathisant vaguement avec les cultures indigènes, des femmes au teint clair, un décor de jungle, de pics montagneux et de mers bleues, et une économie exotique - souvent la pêche de perles. Tous ces films exploitaient le besoin d'évasion des publics du Nord et distillaient aussi un voyeurisme qui eût autrement été impossible à l'époque. Mais dans les années cinquante, tous les ingrédients du genre disparurent ou devinrent parodiques. *South Pacific* (1958) de James Michener, dans sa tentative pour concilier la mystique traditionnelle des îles pacifiques et leur rôle récent en tant que zone de conflit, reflétait la désillusion américaine des mers du sud, et

aboutit à un renouveau passager du genre. Mais malgré un remake en 1980 de *Blue Lagoon*, la région se prêta par la suite assez peu à la réalisation de films. Et pour finir, dans *Rapa Nui* de Kevin Costner (1994), le paradis polynésien n'est plus qu'apocalyptique ; à cette époque, les films de fiction sur le Pacifique ont cédé le pas aux documentaires émaillés de termes tels que « primitif », « âge de pierre », « sauvage », « paradis », etc., centrés sur le monde rural – et fort peu sur l'urbanisation –, sur les cultures traditionnelles et évoquant l'impact « fatal » de l'occidentalisation.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les glorieux faits d'armes des soldats autochtones du Pacifique firent naître quelques héros et permirent à nouveau de situer le Pacifique sur une carte du monde, ne fut-ce qu'en tant que champ de bataille. Mais ce fut surtout le tourisme, qui existait certes depuis le début du siècle mais que les avions à réaction avaient dopé dans les années soixante, qui acheva de forger l'image extérieure des îles du Pacifique. Les brochures comportaient les habituels clichés d'intemporalité et de beauté, mais faisaient également référence à l'expérience européenne passée : « James Michener, R. L. Stevenson et Paul Gauguin ne pouvaient pas tous se tromper... ». En dépit de plusieurs siècles de colonialisme, les cultures étaient présentées comme intactes, tandis que l'histoire autochtone était gommée au profit du legs des représentations occidentales. Les îles étaient à nouveau féminisées et l'utopie triomphait de la « dystopie » : Bikini désignait tant le léger maillot des années quarante, que l'atoll où les Etats-Unis effectuaient leurs essais nucléaires, et les guides de voyage, ainsi que les rubriques spécialisées des journaux et de la télévision, décrivaient un monde de volupté esthétique ; l'intemporalité, la tradition et l'histoire européenne étaient essentielles à ce tourisme.

Après la guerre, l'attention se porta sur les économies insulaires, tout particulièrement sur les systèmes agricoles de Mélanésie. Alors que les études les plus anciennes décrivaient les pratiques horticoles comme « arriérées », dénigrant les sociétés autochtones, ces perceptions changèrent avec le temps et les insulaires furent peu à peu vantés pour leur habileté à élaborer des systèmes agricoles complexes, aptes à parer aux calamités naturelles et adaptés à l'environnement. Finalement, c'est en se basant sur la notion d'un investissement limité de travail lié à une forte productivité qu'un groupe mélanésien (les Bomagai-Angoiang, de Maring) put même devenir « les agriculteurs les plus efficaces du monde » ; mais cela fut immédiatement traduit en termes d'« âge de pierre », de « primitif » ou de « richesse de subsistance ». Les besoins satisfaits avec peu de travail autorisaient la production de surplus qui étaient eux-mêmes à la base de systèmes d'échange complexes, le tout permettant de respecter les équilibres

écologiques : cette vision des choses permettait de concilier à merveille l'image d'insulaires indolents et celle d'une nature généreuse.

La manière dont les autochtones percevaient leur environnement est une question irrésolue. Dans les temps préeuropéens, en dépit de systèmes sociaux décourageant la surexploitation, les mauvaises gestions et les déséquilibres étaient fréquents, et l'impact des catastrophes naturelles en était d'autant plus dévastateur sur des populations dont la croissance était contrôlée et limitée. Dans ce contexte, l'abondance était autrefois rare et précaire. Après le Contact européen en revanche, l'exploitation de l'environnement s'intensifia et les pratiques anciennes, désavouées, laissèrent place à des perspectives moins holistiques sur les systèmes agricoles.

Les techniques de navigation des insulaires étaient aussi regardées avec admiration et, au XX^e siècle, des expéditions, dont la plus célèbre est celle du Kon Tiki, cherchèrent à les reconstituer, pour retracer parallèlement la colonisation biogéographique de l'Océanie. D'autres expériences extrêmes - elles relevaient en fait principalement de raisons d'ordre psychologiques - visaient à s'inspirer des économies et des sociétés locales, et étaient le fait de certains Occidentaux s'exilant sur les îles les plus éloignées et les moins peuplées : là, jugés fous ou stupides par les autochtones, ils ne trouvèrent bien souvent que la désillusion ; c'est que le succès de Robinson Crusoë était difficile à réitérer.

Même si les insulaires déployaient davantage de talent à adapter, à innover et à développer de nouvelles ressources qu'à conserver le milieu naturel, les savoirs autochtones ont paradoxalement inspiré la quête occidentale d'un « enseignement du passé », patent dans des ouvrages comme The Wisdom of the Elders. Quoiqu'il soit difficile de transposer cet enseignement au monde moderne, il y a généré un « primitivisme New-Age » qui attribue un rôle exemplaire aux modes de vie simples ou archaïques : car bien sûr, nulle part la vie ne semblait plus simple que dans les îles.

Des spectres d'inauthenticité ?

Dans l'article qui porte le titre ci-dessus, Margaret Jolly souligne qu'il n'y a pas de dichotomie entre la tradition héritée des ancêtres et celle qui relève de la rhétorique manipulatrice des politiciens actuels. Il va de soi que les insulaires aussi ont inventé et adopté de nouvelles visions du Pacifique, y compris celles de lieux en harmonie avec la nature, par réaction au colonialisme destructeur des cultures et des sociétés. Dans le monde post-colonial, les insulaires ont cherché à réhabiliter et à protéger leurs identités et leurs traditions, dans un esprit de nationalisme et dans le

but de construire leur nation. Les paroxysmes de ces tentatives sont les « Pacific Way », « Melanesian Way » et plus tard des voies « nationalistes » comme le fa'a Samoa et le vakaviti de Fiji. Toutes ces variantes du Pacific Way sont le moyen de glorifier ce qui manque - ou est supposé manquer - aux non-insulaires : l'attachement à la terre, les solidarités lignagères, les obligations mutuelles et un sens de la communauté, le consensus dans les prises de décision, la continuité avec le passé, des liens harmonieux avec la nature, la diversité linguistique et la spiritualité. Le Melanesian Way, basé sur le mythe d'un « communisme mélanésien », est en soi une tradition inventée. En Mélanésie, les langues pidgin devinrent le véhicule de toutes ces expressions du nationalisme, mais les ingrédients de la culture nationale - drapeaux, hymnes, armées, etc. - doivent dépendre d'un consensus minimal sur l'histoire et l'espace ; or, les emblèmes de la culture autochtone variaient d'un endroit à l'autre du même pays et les symboles communs à tous étaient rares.

Les institutions coloniales furent parfois supprimées, comme à Bougainville où les conseils de gouvernement locaux furent remplacés par des gouvernements de village, qui accrurent l'autorité des leaders traditionnels et de la coutume ; mais ces leaders finirent par être dénommés « chefs », concept et terme étrangers à l'île et provenant de la colonisation. Toutefois, la nécessité d'une telle hiérarchie répondait aux nouvelles conceptions de l'autorité ; et de telles traditions inventées révélaient une continuité et une solidarité sociale qui auraient, à défaut, pu disparaître, car « le présent est reformulé en réécrivant le passé, de façon à ce qu'il devienne le futur ».

Les géographies insulaires, elles aussi, ont été recomposées. Les « îles des mers lointaines » sont devenues « une mer d'îles », l'Océan étant désormais perçu davantage comme un lien que comme une barrière, et les migrations de travail océaniques étant présentées comme la poursuite des expéditions maritimes de l'ancien temps : ce tableau permet de renverser la vision négative qui émane des sociétés MIRAB. D'autres, cependant, ont vu dans cette version des choses une tentative utopique et subversive pour romantiser le passé et dissimuler les effets négatifs des migrations. Ils relevaient d'un nationalisme culturel en total désaccord avec les conceptions d'Epeli Hau'ofa sur l'Océanie en tant que « lieu de mobilité incessante, de lignes de migration et d'installation entremêlées, et de mélange inter-culturel ». Et en fait, la multiplication des voyages à longue distance et le recours généralisé des insulaires à internet vont de pair avec un isolement croissant des îles les plus reculées. Alors qu'Hau'ofa cherchait une vision large du présent et du futur, quelques adeptes du développement économique ont cherché à une échelle plus réduite - « small is beautiful » - la base d'industries s'appuyant sur les ressources naturelles du passé.

Toutes ces « voies » insulaires et ces traditions inventées n'étaient pas uniquement des réactions au colonialisme, et en Polynésie par exemple, les identités régionales existaient déjà à une certaine échelle avant le Contact. Toutefois, la colonisation a été essentielle pour asseoir les identités et valider des expériences qui étaient auparavant dénigrées ou de nature différente. Comme le dit Hau'ofa, « il est nécessaire de reconstruire un passé adapté à nos besoins », au besoin en infléchissant la réalité. Eisenman pour sa part qualifie de « primitivisme critique » le nationalisme qui mêle ce qu'on pense être d'anciennes traditions aux stratégies politiques modernes et radicales. Le « spectre de l'inauthenticité » grève le discours des insulaires, et l'espace précolonial idyllique qui fut imaginé par rejet des perceptions occidentales présente des parallèles frappants avec les îles et les insulaires que les Européens, jadis, pensaient avoir découverts en Polynésie.

L'impression d'un « paradis perdu », les problèmes de nationalisme et de tension ethnique, les nouveaux syncrétismes amenèrent à une désillusion voire à une dérision des îles du Pacifique, et certains ne sont pas loin de penser qu'il n'y a pas d'espoir sans les Occidentaux, sans leur aide et sans leurs rêves.

Le passé n'est pas un autre pays

Les îles sont des lieux de dialogues déconcertants, qui ont inspiré diverses idéologies sociales et spatiales, et où il a été aisé de remodeler, de l'extérieur et plus récemment de l'intérieur, les paysages et les peuples. Les îles étaient des refuges de la société et de soi-même. La soif d'utopie n'est jamais étanchée et, dans un monde post-moderne, le déracinement requiert en quelque sorte des îles d'identité.

Les îles subissent diverses contraintes, qui vont des catastrophes naturelles aux difficultés du développement, à l'isolement imposant de lourds coûts économiques, au manque de main-d'œuvre qualifiée et à l'absence d'économies d'échelles. En revanche, dans un monde de plus en plus homogène, elles semblent offrir des identités et des espaces particuliers, dans une apparente combinaison d'isolement et de communautarisme.

Quoique le mythe du paradis polynésien soit déconnecté de l'histoire, deux périodes historiques - la longue colonisation du Pacifique (Polynésie) et la plus brève période de la « découverte » européenne - et deux groupes d'îles - celles de la Société et les Marquises - ont joué un rôle extraordinaire dans la construction des perceptions du Pacifique. La littérature occidentale « sur » le Pacifique a été fortement critiquée par les insulaires tels que l'écrivain samoan Albert Wendt, stigmatisant les romances ridicules et racistes, tout autant que les écrits pseudo-érudits. Mais la

culture populaire véhiculant une certaine image du Pacifique submerge, numériquement et visuellement, les quelques travaux académiques concernant la région ; les lieux et les cultures, parce qu'intemporels, offraient un exutoire aux insatisfactions de la modernité, et les décors insulaires étaient parés de féminité, de sensualité et de sexualité, alors même que ces représentations idéalisées parlaient peu aux populations locales. L'archétype de l'île tropicale est devenu un argument publicitaire gratuit pour toutes sortes de produits, depuis les barres de chocolat jusqu'aux compagnies d'assurance : il est bien difficile de se séparer de l'Éden.

Car les conceptions des îles sont des constructions sociales : nous avons tous besoin d'imaginer un ailleurs qui soit meilleur. Le primitivisme d'un côté, l'harmonie de la nature et de la culture de l'autre, ont été nécessaires à la construction des identités. Mais alors que les rêves occidentaux placent les îles en des lieux éloignés, faisant de celles-ci des lieux utopiques à l'opposé de l'expérience vécue, les rêves insulaires placent, pour leur part, les îles au centre : des patries qui ne sont pas parfaites, mais où les existences ont été remodelées par le colonialisme et par la mondialisation et où les identités doivent en permanence être négociées. Ainsi, ce ne sont pas seulement les objets qui se sont mêlés - comme les Occidentaux et les insulaires se sont mutuellement appropriés leurs artefacts et les ont recontextualisés -, mais aussi les idéologies et les systèmes de croyances, qui se sont retrouvés enchevêtrés dans la construction d'un monde des îles.

*Résumé français établi
par Dominique GUILLAUD
en accord avec l'auteur.*

Explorateurs, éleveurs et Aborigènes dans le nord de l'Australie

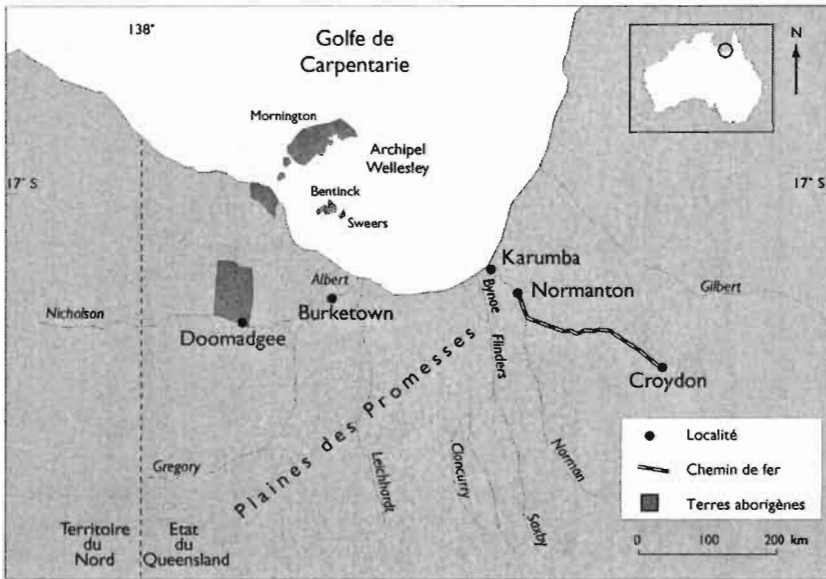
Des lectures de l'espace, une relecture du territoire

Résumé : L'organisation spatiale contemporaine de la région du golfe de Carpentarie, dans le nord de l'Australie, trouve son origine dans la rapide période de conquête territoriale menée par les éleveurs entre 1861 et 1865 et niant la présence des Aborigènes. Néanmoins, il faut remonter plus loin dans le temps, jusqu'aux premiers voyages d'exploration du début du XIX^e siècle, pour comprendre les raisons de la mise en place de cette société et de cet espace européens, mise en place largement influencée par les représentations et les idéologies ayant cours à l'époque. Dans un contexte récent de Réconciliation Nationale, la présence européenne dans le nord de l'Australie se retrouve fragilisée au profit d'une reconquête par les Aborigènes de leurs identités et de leurs territoires, et il faut envisager, au-delà de la simple contestation territoriale, un bouleversement de l'équilibre social et spatial du nord-ouest du Queensland.

JUSQU'EN 1865, date de la création des premières stations d'élevage dans la région du golfe de Carpentarie, il y règne une ambiance fabuleuse de conquête. Mais, dès 1866, l'engouement pour le tout jeune territoire cède place à la répulsion. Les conditions climatiques excessives et les mauvaises conditions sanitaires lui donnent une réputation de terre de catastrophes et de désolation. Dans cet article, mon attention se concentre sur la partie méridionale du golfe de Carpentarie, située dans le nord-ouest du Queensland et vantée par les explorateurs et par la presse de l'époque¹. Elle se portera sur la construction de l'aura mystérieuse qui englobe le golfe jusqu'en 1865 et qui sera décisive pour l'organisation territoriale de cet espace par les Européens. En effet, le mythe qui est né de l'avancée des explorateurs et de la conquête des éleveurs marque la fondation d'une société et d'un espace non autochtones, porteurs de leurs références et de leurs valeurs propres.

1. J'ai utilisé pour cette recherche des articles publiés dans le *Port Denison Times* entre les années 1865 et 1868. Ce périodique est conservé à Brisbane, au département des microfilms de la *Queensland State Library*, sous la référence Film/s 0020.

Figure 2 - Localisation du golfe de Carpentarie



La connaissance européenne de l'espace

Les objectifs des explorations

Bien que les navigateurs hollandais aient visité la côte orientale du golfe de Carpentarie jusqu'à la latitude 17° Sud à plusieurs reprises au XVII^e siècle, et bien qu'ils aient situé et nommé plusieurs rivières, les connaissances géographiques du nord de l'Australie sont encore minces au début du XIX^e siècle². En fait, elles se résument à des suppositions géographiques. Les explorations du XIX^e siècle sont animées tout d'abord par un désir de connaissances scientifiques au départ nourri d'imaginaire, par le souci de confirmer ou de contredire certaines hypothèses géographiques qui aujourd'hui peuvent paraître singulières, mais qui ont enveloppé le nord du Queensland de mystère. Par exemple, l'on imaginait qu'un large bras de mer divisait la terre australe en au moins deux îles. Cette idée poussa, en 1802, le navigateur anglais Matthew Flinders à entreprendre une étude générale du détroit de Torres. Comme il le confie dans son journal (1966 : 132), ses espérances géographiques furent cependant déçues :

« Dans l'après-midi, nous longions le littoral en direction de l'ouest. L'eau qui devenait de moins en moins profonde me faisait craindre que le contour du golfe ne diffère pas de la forme dessinée sur les anciennes cartes marines et mon espoir diminuait de trouver un détroit, un passage menant à d'autres parties de *Terra Australis*. »³

2. Les principaux voyages hollandais dans les eaux du golfe de Carpentarie sont ceux de Janszoon en 1605, Carstenszoon en 1623, et Tasman en 1644. Ces voyages dont la destination était la Nouvelle-Guinée sont avant tout guidés par un esprit mercantile.

3. Les traductions sont proposées par l'auteur.

En 1841, John Stokes entreprend dans les eaux du golfe le second voyage important pour la reconnaissance de celui-ci, qui repose également sur une supposition géographique, le célèbre mythe de la grande rivière et du lac intérieurs. L'idée du lac intérieur résulte des premiers voyages d'exploration autour du continent australien. En effet, ces voyages montrent qu'aucun cours d'eau important ne se déverse dans l'océan, et le drainage de ce continent presque aussi grand que l'Europe pose un problème insoluble : si les eaux n'ont pas d'issue vers la mer, alors elles doivent s'écouler vers une mer intérieure ou un lac intérieur (Perry, 1982). Les premiers navigateurs crurent dans un premier temps qu'ils avaient découvert une « Méditerranée » dont l'embouchure serait le golfe Spencer au sud de l'Australie. Entre ces deux golfes, Spencer au sud et Carpentarie au nord, les érudits imaginèrent deux ou trois lacs dans lesquels se jetteraient les rivières. La meilleure illustration des hypothèses géographiques de l'intérieur du continent australien est une carte intitulée *Sketch of the coasts of Australia and the supposed entrance of the Great River*, dessinée en 1827 par Maslen⁴. Issue de l'imaginaire, cette carte donne une des localisations supposées du grand fleuve intérieur baptisé *The Great Blessing* et de son embouchure qui pour cet auteur se situerait sur la côte occidentale du continent australien. À la fin des années 1840, une autre rumeur persuade l'explorateur Mitchell (1848) que la grande rivière se jetterait plutôt dans le golfe de Carpentarie, ce que John Stokes infirmait déjà en 1841 lorsqu'il remontait le cours de la rivière Albert, sans trouver le passage vers l'Australie centrale.

À la différence du voyage maritime de Flinders, l'occupation future de l'arrière-pays et du littoral du golfe de Carpentarie est désormais considérée comme un objectif de première importance. La découverte de cette fameuse rivière permettrait d'ouvrir une route vers l'intérieur de l'Australie et faciliterait ainsi la colonisation du nord du continent, si proche des colonies indiennes. Ainsi, la mission du navigateur est claire : il doit naviguer le long des rivières qui se jettent dans les eaux du golfe et décrire les paysages qu'il traverse. En remontant le cours de la rivière Albert, John Stokes espère trouver le passage vers ce qu'il nomme la « terre des mystères », l'Australie centrale. Mais l'expédition est loin d'être facile comme le montrent les trois extraits suivants : (Stokes, 1969 : 311-318)

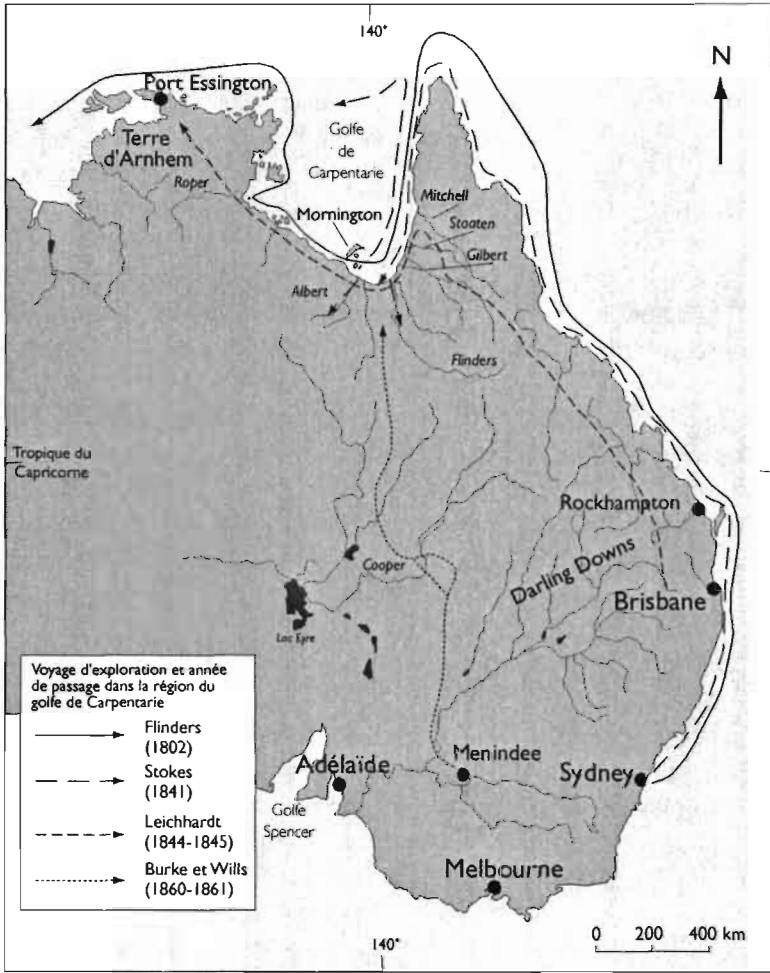
« Après trois miles, aucun changement n'était visible, et nous commençons à nous féliciter d'avoir enfin trouvé un cours d'eau qui emmènerait les bateaux vers l'endroit que depuis toujours j'ai placé au sommet de mes ambitions d'explorateur, le centre du continent.

« Il était maintenant évident que tout espoir de trouver un passage fluvial vers l'intérieur du continent s'était envolé.

« Nous avons avancé de deux miles supplémentaires, lorsque je me suis permis de caresser pour la deuxième fois l'ambition de dépasser mes compagnons en approchant cette terre de mystère, le centre de l'Australie. »

4. L'original de cette carte « fictive » est conservé à la *Mitchell Library*, à Sydney.

Figure 2 – Les principaux voyages d'exploration dans le golfe de Carpentarie au XIX^e siècle



Source : d'après le grand atlas universalis des explorations

Entre 1844 et 1845, Ludwig Leichhardt, à son tour, tente de tracer une route terrestre entre la région des plaines des Darling Downs et le site militaire de Port Essington. Son voyage est financé par des fonds privés de colons qui misent sur la découverte d'une voie fluviale vers le nord et sur l'ouverture de nouveaux espaces à la colonisation. Son expédition se base une fois encore sur une supposition géographique, que résume l'introduction du récit de voyage d'un autre explorateur, Mitchell (1848 : 3)

« La comparaison entre la carte de l'Australie et celle du reste du monde donne à penser de manière sérieuse qu'il reste à découvrir une rivière de grande importance menant au golfe de Carpentarie. »

Par ailleurs, Ludwig Leichhardt (1996) appuie son projet sur une rumeur courant depuis plus de quinze ans et qui prétend qu'un évadé aurait accompagné des Aborigènes sur un itinéraire suivant le cours d'un grand fleuve menant à la côte. Partie de Brisbane en août 1844, l'équipe atteint enfin Port Essington en décembre 1845, après une traversée continentale longue et périlleuse⁵. De retour à Sydney, l'explorateur allemand donne deux conférences (Leichhardt, 1846) qui ont pour thème la colonisation des nouvelles terres septentrionales, et leurs possibilités pastorales et agricoles. Il découpe l'espace qu'il a parcouru en huit régions naturelles, donne leurs caractéristiques topographiques, géologiques, hydrologiques et botaniques, et rapporte ainsi des informations précieuses pour la colonisation qui allait suivre.

En 1860, des colons du sud de l'Australie financent l'expédition de Robert Burke et de Williams Wills, qui tentent de traverser le continent entre Melbourne et le golfe de Carpentarie. Leur disparition au cours de ce périple motive dès 1861 le départ de cinq expéditions à leur secours. À bord du *Firefly*, William Landsborough (1963) commande une expédition qui part de Brisbane vers la rivière Albert. En même temps, le gouvernement du Victoria envoie le capitaine Norman à bord du *Victoria* pour aider les recherches. Walker, pour sa part, traverse le continent depuis Rockhampton, et MacInlay et Howitt partent respectivement d'Adélaïde et de Melbourne vers Cooper Creek, où se trouve le dépôt de ravitaillement central de l'équipe disparue. Mais Burke et Wills meurent d'épuisement avant l'arrivée des expéditions de secours, et seul King est retrouvé vivant, après avoir été recueilli par une tribu aborigène. Ce dernier épisode conclut l'épopée de la découverte européenne du golfe de Carpentarie.

Le principal intérêt de ces deux explorations ne réside pas dans leurs résultats scientifiques immédiats mais dans le retentissement qu'elles eurent dans l'opinion publique au XIX^e siècle. La disparition puis la réapparition de Leichhardt à Port Essington en 1845 font de lui un héros et la mort du naturaliste Gilbert vient s'ajouter au côté dangereux et spectaculaire de ce périple ; il en est de même pour le sort tragique de l'équipe de Burke et Wills. Les drames de ces expéditions firent connaître le golfe de Carpentarie.

Analyse critique des journaux des explorateurs

Les journaux des explorateurs sont les piliers centraux de la mythologie coloniale. À un premier niveau global, ils nous informent sur le rapport

5. La disparition de Leichhardt et de ses équipiers laisse croire qu'ils ont été massacrés par les Aborigènes. D'après son journal (1996), le voyage semble guidé par la peur à partir du moment où dans le golfe de Carpentarie, leur campement est attaqué par les Aborigènes, et Gilbert, le naturaliste de l'expédition, tué.

général à l'espace entretenu par les Australiens d'origine européenne. À un niveau plus local, ils nous informent sur les perceptions européennes d'un espace avant l'installation des premiers colons. Le récit du voyage maritime de Flinders (1966) constitue la première description scientifique détaillée du littoral du golfe ; les récits de Stokes (1969) et de Leichhardt (1996) sont essentiels, parce qu'ils apportent les premiers relevés de l'intérieur tropical du continent. Enfin, les rapports officiels de Landsborough (1866, 1963) donnent la première représentation de cet espace par un administrateur.

Dans la littérature des explorateurs, trois thèmes en particulier permettent de montrer de quelle manière l'espace du golfe de Carpentarie est devenu tardivement territoire australien, ce qui contribue à lui donner une identité forte de type « frontière », qui s'applique d'une manière plus générale à l'ensemble de la zone tropicale de l'Australie.

Le premier thème est celui de « l'espace à découvrir » et de « l'espace inoccupé »⁶. Le verbe « découvrir » est utilisé pour décrire l'action des explorateurs européens qui traversent pour la première fois les étendues australiennes. Il est dit que celles-ci sont connues lorsqu'un Européen y pose pour la première fois ses yeux. Et bien sûr, tous les explorateurs célèbrent ce plaisir de la découverte. Pour exemple, l'explorateur Stokes (1969 : 285) :

« Les premières lueurs de l'aube à peine visible à l'horizon et déjà l'équipe se dirigeait vers la rive orientale, impatiente de continuer là où aucun pied européen ne s'était jamais posé. »

Cependant, écrire que « l'espace est à découvrir » revient à nier, plus ou moins consciemment, la connaissance et la pratique géographique des lieux par les Aborigènes même si les explorateurs ne nient pas dans leur récit la présence de ces derniers. Cette négation de la connaissance des territoires par les Aborigènes résulte du fait que ceux-ci n'ont pas le statut d'hommes civilisés et que leur présence ne « compte » pas pour l'établissement de la civilisation : et la géographie coloniale fait croire au vide pour encourager l'établissement des colons dans des régions reculées.

6. Au XIX^e siècle, l'appropriation des terres par la Couronne et par les colons se justifie par le principe de la « *Terra Nullius* », la terre qui n'appartient à personne. Les Aborigènes sont considérés comme des sauvages errants, ce qui ne leur permet pas d'être les propriétaires des terres. De plus, le fait que les Aborigènes ne cultivent pas la terre est pour l'époque une preuve supplémentaire qu'ils n'en sont pas les propriétaires et qu'un meilleur usage pourrait en être fait. Ce système de pensée, en application jusqu'en juin 1992, est à cette dernière date rejeté par la Haute-Cour australienne (arrêt Mabo). Celle-ci déclare que les droits fonciers des autochtones demeurent si les Aborigènes et les habitants du détroit de Torres peuvent prouver qu'ils ont gardé des attaches avec leur territoire durant la période de colonisation européenne. On peut donc mesurer les enjeux soulevés par la remise en cause de notions telles que « l'espace à découvrir » et « l'espace inoccupé », enjeux idéologiques et financiers dans le cadre de revendications de *Native Titles* (titres fonciers autochtones).

Or, les explorateurs mentionnent à l'occasion un territoire aborigène dans le golfe de Carpentarie : Flinders (1966 : 145) décrit des grottes creusées dans le sol qui servent de cachette et peut-être aussi d'abris en cas de mauvais temps aux autochtones de l'île de Sweers. Après avoir découvert des cabanes funéraires dans les arbres, Stokes livre son sentiment d'entrer dans un territoire appartenant à d'autres hommes, dans un lieu sacré. Et Leichhardt décrit des cabanes découvertes dans le lit à sec de plusieurs rivières, des « *buttes indigènes très bien bâties, à l'aide de branches recourbées et d'écorce* » (1996 : 327-331). Il n'est nul besoin d'énumérer les nombreux passages qui mentionnent des traces de pas, des feux de brousse, de simples feux de campements ou des restes de parties de chasse et de repas pour montrer que la réalité d'un territoire aborigène n'est pas ignorée des explorateurs. Il faut donc s'interroger sur cette opinion très courante qui consiste à considérer que l'espace est inoccupé ; la cartographie tirée des journaux des explorateurs véhicule ce sentiment du continent vide, en attente d'être conquis par une puissance européenne, car les cartographes officiels évitent toute représentation géographique des populations aborigènes, incontestablement pour des raisons de stratégie coloniale⁷. Ils occultent ainsi toute une partie de la connaissance des nouveaux espaces acquise lors des explorations. Finalement, l'idée de « l'espace inoccupé » découle aussi d'une confrontation des « idéologies géographiques » : l'espace qui est parcouru - mais organisé - face à l'espace qui est construit - à l'européenne avec agriculture et habitat⁸.

Le second thème concerne les deux registres de vocabulaire, l'un scientifique et l'autre littéraire et poétique, utilisés de manière complémentaire pour décrire la nature dans les journaux des explorateurs. Le registre scientifique comprend des relevés hydrologiques, botaniques, géologiques mais ne m'intéresse pas dans cet article, car il ne contribue pas à planter le décor de la légende du golfe. En revanche, la poésie ancre le paysage du golfe de Carpentarie dans une ambiance parfois romantique qui relève du Sublime, et le paysage est souvent représenté comme édénique. Stokes pour décrire un paysage de mangrove, lieu pourtant peu réputé pour être agréable, emploie des mots dithyrambiques : (1969 : 281-295)

7. De toute manière, l'ignorance de la population aborigène est générale, car la grande partie de la population non-autochtone habite dans les villes du littoral, loin du *bush* et encore plus de l'*Outback*. (L'*Outback* est un terme subjectif employé en Australie pour désigner les régions les plus isolées de la brousse). De plus, le déclin démographique des Aborigènes laisse envisager leur disparition rapide.

8. Comme l'écrit Joël Bonnemaison (1989 : 500), « *"l'idéologie géographique" moderne réduit souvent l'idée de territoire à une clôture spatiale, à un cadre [...]. Cette conception de la géographie reflète la vision d'une idéologie "occidentale" mise en forme par le pouvoir moderne plus qu'elle n'exprime l'universalité des formes de territorialité ou des représentations de l'espace : toutes les sociétés n'ont pas en effet la même "idéologie géographique".* » De ce constat, l'espace structuré des sédentaires non-autochtones vient s'opposer à l'espace fluide des nomades aborigènes en Australie.

« Une multitude de cacatoès qui caquetaient donnait à la mangrove une couleur blanche, comme si les arbres étaient recouverts de généreux flocons de neige : c'était un tableau d'autant plus remarquable, que le climat ne s'y prêtait pas. On avait l'impression que l'hiver avait pour une fois reçu la permission d'envelopper de sa main glacée ce paysage tropical ; mais la verdure alentour, la quiétude des cieus et l'eau scintillante à portée de main réchauffée par les rayons du soleil dissipaient cette illusion.

« De l'autre côté se trouvait un bosquet en partie immergé sous les eaux transparentes de la rivière. La cime d'un arbre gracile s'y plongeait, à la manière de quelque Narcisse, admirant sa propre beauté dans le courant du ruisseau. »

La description des paysages est parfois encore plus subjective, ne relevant plus alors que de la sensibilité de l'écrivain. Dans cet exemple, les termes employés par Stokes pour décrire le paysage ont une forme exclusivement littéraire et cette description s'apparente plus à la description d'un tableau qu'à la description objective d'un site voué à la colonisation (1969 : 315).

« Ce voile de tristesse disparut dès que le soleil se leva ; et les sourires de l'astre du jour couvrirent peu à peu le paysage de beauté. »

Enfin, le plaisir procuré par la vision de nouveaux horizons et l'impossibilité de les décrire classent aussitôt ces paysages dans une catégorie unique, celle de l'Exceptionnel (1969 : 285).

« Je ne peux m'empêcher de rappeler au lecteur à quel point modeste est le plaisir de découvrir par la lecture de nouveaux horizons, surtout s'ils sont décrits par une plume ignorante, combien inférieur est-il au plaisir de l'expérience de l'explorateur lui-même. »

Que penser de paysages si harmonieux ? Qu'ils ne peuvent tout naturellement pas rester hors du cercle de la colonisation. La splendeur décrite des paysages fait oublier les difficultés liées à la présence des Aborigènes ou à l'éloignement, et la perfection naturelle de ces nouveaux espaces laisse supposer qu'ils s'adapteront parfaitement à la colonisation à venir, basée sur les techniques agricoles européennes jugées si efficaces. Toutes ces impressions de splendeur et d'harmonie créent l'atmosphère irréaliste, à l'origine de quiproquos, de ce qu'on peut désigner comme « le mythe des vastes plaines ».

Ce troisième thème, « les plaines infinies », apparaît littéralement pour la première fois dans le journal de Stokes qui écrit (1969 : 316) :

« Une immense plaine s'ouvrait devant nous à l'infini, ici et là parsemée de bouquets d'arbres [...]. Je commandai à un des hommes de grimper en haut d'un arbre afin de voir au loin. Mais rien au-delà de la plaine ne s'offrait à notre vue.

« Ma récente visite à Port Essington me permettait de comparer la qualité des sols des deux endroits. Et la qualité des terres les plus riches que j'ai vues là-bas, même enrichies de fumier, est bien inférieure à celle des Plainnes des Promesses. [...] Confirmant l'opinion que je m'étais déjà faite de cette terre, opinion qui me conseillait de nommer cette partie du continent "les Plainnes des Promesses". »

Ces plaines se trouvent entre les rivières Albert et Flinders, dans l'arrière-pays du golfe de Carpentarie. Grâce à ces quelques lignes, Stokes instaure le mythe du golfe. Contrairement aux hypothèses géographiques qui relèvent encore de l'imaginaire, le mythe des plaines infinies repose sur l'expérience d'un explorateur de bonne foi dépêché par le gouvernement pour une expédition sérieuse, et de ce fait trouve une place renforcée dans l'imaginaire des colons. À la suite de la publication du journal de Stokes, la région située entre les rivières Albert et Flinders porte la mention *Plains of Promise* sur les cartes australiennes. Et enfin, comme pour parfaire le mythe, l'auteur insiste sur le caractère inoccupé de l'espace (1969 : 319).

« Tout ce qu'il me restait à faire, c'était de balayer lentement du regard l'horizon en direction du sud, avant de revenir sur mes pas. Et, vers le sud, aucune fumée trahissant la présence des sauvages ne montait vers le ciel ; tout était empreint de calme et de solitude. Et pourtant, dans ces plaines désertes, qui manquaient de gibier et de végétation, je pouvais imaginer les bases d'une prospérité future qui justifiaient le nom que j'avais choisi de leur attribuer. »

De cette dernière phrase ambiguë, il semble que seul le bel avenir colonial de la région du golfe de Carpentarie ait été retenu. Après le voyage de Stokes, les explorateurs et leurs financiers sont avant tout intéressés par l'expansion des terres coloniales et des domaines d'élevage, c'est-à-dire par la mise en valeur de l'espace septentrional. Leichhardt écrit au retour de son expédition (1996 : 318) :

« Nous avons maintenant ouvert une voie de communication terrestre entre la côte orientale de l'Australie et le golfe de Carpentarie : nous avons traversé le continent sans jamais quitter cette route qui, la plupart du temps, suit les cours d'eau et ouvre le chemin vers un excellent pays, entièrement destiné à être une terre d'élevage. »

De la notion de la « Terre Vierge » véhiculée par l'interprétation des journaux des explorateurs et les rapports des bureaux coloniaux découle de la future organisation spatiale à l'« européenne ».

La conquête de l'espace : l'avancée spontanée des éleveurs

Alors que trois quarts de siècle se sont déjà écoulés depuis l'installation du premier établissement européen à Botany Bay en 1788, le nord de l'Australie n'est toujours pas colonisé en 1860. Dans le sud de l'Australie, d'une manière générale, ce sont les projets des gouvernements, qui, par le biais de la colonisation pénale, puis de la politique de peuplement rapproché, organisent l'espace. Dans le nord intérieur de l'Australie, les projets individuels modèlent le paysage (Bonnemaison, 1995 : 241-319).

Le système de colonisation des squatters dans la région du golfe de Carpentarie

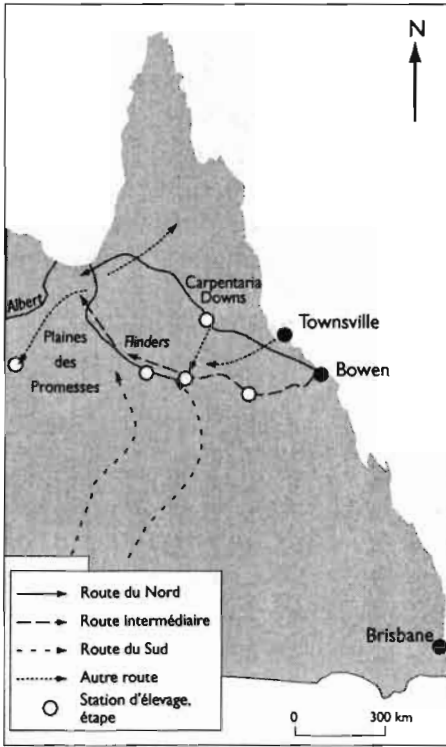
L'appropriation foncière dans la région du golfe a lieu en deux temps : aux expéditions de reconnaissance succède le temps de l'accaparement des

terres. Entre 1861 et 1863, les éleveurs du sud financent des expéditions privées de reconnaissance de la région, devançant ainsi l'admission officielle du golfe de Carpentarie dans l'ensemble des terres colonisables de la Couronne, admission officielle qui aura lieu en 1864. Un échange de lettres dans le département *Land and Work* datées de mars 1863 confirme l'avance des propriétaires terriens : plusieurs colons de Nouvelle-Galles du Sud annoncent leur intention d'envoyer du bétail près de la rivière Flinders et demandent pour cela l'accord du gouvernement du Queensland et la protection de la police. La réponse du département est claire : tant que le district n'est pas ouvert à la colonisation, ces éleveurs s'introduisent sans permission sur les terres de la Couronne. Néanmoins, le département note que la grande distance qui sépare la région du golfe des stations de ces éleveurs laisse amplement le temps au gouvernement du Queensland de choisir la politique de colonisation qu'il souhaite mener et l'usage qu'il réserve à ces nouvelles terres (*Queensland State Archives*, dossier LWO/A5, lettre 63/433).

Grâce à ses éditions du 30 décembre 1865 et du 11 avril 1866, le *Port Denison Times* est la source qui récapitule les informations concernant l'arrivée des premiers troupeaux dans l'arrière-pays du golfe de Carpentarie en 1864. Pour les éleveurs, il est nécessaire de laisser du bétail sur les terres qu'ils comptent acquérir afin de marquer l'occupation de celles-ci. Le système de colonisation des *squatters* devance ainsi la colonisation officielle. En mars, Morehead et Young conduisent un troupeau vers la rivière Flinders en suivant la rivière Cape. Un second troupeau guidé par MacDonald arrive en décembre près de la rivière Albert. Un propriétaire terrien de Bowen, Henning, charge deux gardiens de troupeaux d'emmenner sept mille moutons depuis sa station vers le nord, et d'y prendre possession de nouvelles terres ; en 1865, trois mille autres moutons rejoignent les précédents. Buchanan prend possession de terres près de l'actuelle localité de Burketown en y installant aussi des moutons ; puis, via son nouveau domaine baptisé « Beame's Brook », il envoie de grands troupeaux dans le Territoire du Nord, sous les ordres de soixante-dix hommes. Un des troupeaux venu du Sud rassemble quelque vingt mille bêtes, chevaux, bovins et ovins. Au total, au moins onze troupeaux sont envoyés vers les Plaines des Promesses entre 1864 et 1865.

En 1866, trois principales routes de bétail mènent au golfe de Carpentarie. La route septentrionale est ouverte par MacDonald à partir de la station de Carpentaria Downs jusqu'à la rivière Norman, coupant droit à travers la brousse. La route intermédiaire, entre Bowen et la rivière Flinders, est tracée par Devlin. Enfin la route méridionale part du Sud du Queensland et longe les rivières Barcoo et Thomson vers le nord. Il existe encore d'autres itinéraires : il est possible de conduire des troupeaux vers les plaines tropicales en suivant le cours d'autres rivières ou en passant de station en station... Néanmoins, la route intermédiaire apparaît comme l'axe de circulation privilégié des troupeaux et de leurs gardiens.

Figure 3 – Les chemins pastoraux empruntés à partir de 1864



Ces « vastes plaines » réputées fertiles suscitent des convoitises concurrentes. Alors que les éleveurs conduisent sans autorisation leurs troupeaux à la recherche des meilleures terres du nord, quelques colons du Victoria tentent, dès juin 1862, d'obtenir auprès du bureau des Affaires Coloniales l'autorisation de créer un établissement permanent près de la rivière Albert. Ils demandent que les terres fertiles proches du golfe de Carpentarie ne soient pas accaparées par les seuls *squatters*, puisque la terre et le climat se prêtent aux cultures tropicales comme le coton, le tabac, la canne à sucre et le riz. Leur association comprend trois cents hommes et leur famille, éleveurs, cultivateurs, mineurs et commerçants, qui ont rassemblé un troupeau de quinze mille ovins, de trois mille bovins

et de nombreux chevaux. Ils souhaitent appeler leur nouvelle communauté Burke City, première colonie sur les terres du Prince Albert. Après deux mois de correspondance, le gouvernement du Queensland clôt le débat en indiquant qu'il n'est pas dans son intention de se séparer des terres que l'association réclame (*Queensland State Archives*, dossier COL/A33, documents 62/1650). Cet exemple montre le caractère spontané de la mise en place du paysage rural dans la région du golfe de Carpentarie : comme l'avancée pastorale qui découle des initiatives privées des éleveurs, la première proposition d'installation « urbaine » sur ces terres relève de la volonté d'un groupe d'hommes et non pas d'une action gouvernementale. Mais cette entreprise n'eut pas le succès de celles des éleveurs et, faute d'autorisation, les colons durent renoncer à leur projet.

La rapide mise en place du paysage des stations d'élevage

L'appropriation foncière de la région est rapide, pour plusieurs raisons. Tout d'abord, dès 1861, la publication de rapports favorables à l'extension de la colonisation vers le nord stimule l'avancée pastorale, certes illégale, dans la région du golfe de Carpentarie. Les propriétaires terriens du Queensland, de Nouvelle-Galles du Sud et du Victoria souhaitent être les premiers à acquérir

de nouveaux domaines dans les territoires qui seront bientôt ouverts à la colonisation. De plus, la colonie du Queensland, détachée de la Nouvelle-Galles du Sud depuis 1859, est dans une phase de conquête territoriale encouragée par les promesses des rapports et des récits des explorateurs. Enfin en 1861, les gouvernements de la Nouvelle-Galles du Sud et du Victoria entreprennent un programme de colonisation rapprochée qui menace de démanteler les grands domaines fonciers : dans ces colonies du Sud, la nouvelle législation foncière favorise la formation de petites propriétés rurales, et autorise les fermiers - *free selectors* - à choisir leurs terres même parmi les terres déjà occupées par les éleveurs. Les grands propriétaires terriens se tournent donc vers les derniers espaces encore disponibles ailleurs, vers le nord.

Entre 1864 et 1865, une dizaine de stations d'élevage se partagent les Plaines des Promesses. Un rapport rédigé en 1866 par William Landsborough livre les premières conclusions concernant la mise en place des structures d'élevage dans la région du golfe de Carpentarie. Il souligne la localisation systématique des troupeaux le long des rivières Flinders, Cloncurry, Leichhardt et Landsborough, et le long du littoral compris entre les rivières Nicholson et Flinders. Les rapports sur l'élevage, présentés devant l'assemblée législative du Queensland en 1866 et 1868, donnent les effectifs suivants pour le district de Burke. Ces statistiques ne sont pas tout à fait fiables dans la mesure où les

Les statistiques de l'élevage,
district de Burke, 1866-1868

Élevage	Année	Police district
Ovin	1866	134 284
	1867	198 767
	1868	184 444
Bovin	1867	6 602 *
	1868	34 982

* Concerne le district pastoral de Burke, dont la surface est inférieure à celle du Police district de Burke.

chiffres sont le fruit d'une compilation des informations de la police et des relevés fournis par les propriétaires des stations d'élevage ovin. Par ailleurs, en 1866, sur l'ensemble du Queensland, trois districts n'ont pas livré tous leurs effectifs ; il est ainsi certain que le nombre de moutons est généralement sous-estimé. Mais ces premières statistiques donnent néanmoins

la mesure de l'avancée de la colonisation dans le nord.

Lorsque s'achève la conquête de l'espace en 1866, l'utopie pastorale des plaines infinies s'efface peu à peu devant les difficultés rencontrées pour la mise en place de l'élevage ovin. Les pâturages lui sont mal adaptés et la *spear grass* (ou « l'herbe-javelot ») entraîne de lourdes pertes parmi les troupeaux en déplacement dans le nord. Les conditions climatiques extrêmes ne conviennent pas non plus à l'élevage ovin : d'une part, la sécheresse prolongée de 1866 assèche les cours d'eau et fait disparaître les pâturages, et d'autre part, les précipitations de 1869-1870 inondent les basses plaines et

toutes les stations d'élevage proches du littoral sont progressivement abandonnées. L'isolement du golfe de Carpentarie rend difficile l'exportation de la laine vers les marchés. Le gouvernement du Queensland semble indifférent aux difficultés commerciales des éleveurs : il n'existe ni routes, ni liaison maritime pour rejoindre ces terres nouvellement conquises. De plus, les éleveurs ne bénéficient d'aucune protection face aux attaques des troupeaux par les Aborigènes et les bandits. C'est ainsi que l'élevage ovin cède la place à l'élevage bovin extensif, aujourd'hui pilier économique de la région nord-ouest de l'État du Queensland.

Au terme d'une période pendant laquelle le gouvernement du Queensland semble ignorer le devenir de la région, le golfe de Carpentarie est finalement incorporé officiellement au territoire de la colonie. En janvier 1864, est déclarée, sous la pression des *squatters*, l'ouverture à la colonisation des districts de Burke et de Cook. Les chemins pastoraux modèlent désormais le paysage des grands domaines d'élevage. Dans cette région déjà conquise par l'avancée pastorale, le gouvernement du Queensland organise le partage de l'espace et crée un réseau de petites localités. La première « base urbaine » est Burketown, sur la rivière Albert : en 1866, quarante personnes, dont deux femmes et un médecin, vivent déjà sur ce site où s'était échoué le *Firefly*, attendant la proclamation du site en réserve urbaine (Landsborough, 1866).

Quelques mots suffisent pour décrire le paysage actuel de l'arrière-pays du golfe de Carpentarie : très faible densité de population, élevage bovin extensif, petits centres de ravitaillement. Et pourtant, cet espace presque désert nourrit une solide légende qui enracine les éleveurs du nord dans leur territoire, et ancre ce dernier dans l'espace australien.

Investir l'espace : la légende pastorale du nord

Le mythe du *bush* pastoral : héros, valeurs et paysage

Aujourd'hui, deux cents ans se sont écoulés depuis l'arrivée des premiers Européens en Australie, et les habitants de cette île-continent, en provenance d'horizons variés, sont aujourd'hui à la recherche d'une identité commune, positivement connotée.

Déjà, au XIX^e siècle, l'émergence du mythe du *bush* pastoral avait en partie répondu à cette quête d'une identité nouvelle, volontairement en rupture avec l'image négative du bagnard déporté hors d'Europe, et l'élaboration de la légende du Nord correspondait à cette époque à la dernière étape de l'investissement de l'espace du golfe de Carpentarie. Cet investissement n'était désormais plus seulement physique, lié à la découverte et à l'occupation, il était aussi mental et affectif. Les prémices du mythe se manifestèrent

d'abord localement dans la publication d'écrits illustrant la vie quotidienne au XIX^e siècle sur les stations d'élevage⁹. Repris à l'échelle régionale par la presse, ce genre de vie pionnière et rude était vanté de manière poétique sous la forme de récits romancés et de chansons folkloriques. Au XX^e siècle, la littérature australienne transcrit la période de conquête pastorale sous une forme nostalgique, et le mythe du *bush* pastoral se charge d'une dimension allégorique, mettant en scène des valeurs chères à l'Australie comme la solidarité et l'entraide masculines (le *mateship*), l'ardeur au travail, la volonté et bien sûr la liberté qui émane des grands espaces.

Le mythe pastoral s'anime grâce à ses héros, qui agissent à des échelles géographiques différentes. À l'échelle régionale, les explorateurs révèlent une partie du territoire national et à l'échelle locale, les éleveurs créent et mettent en valeur le territoire. Trois explorateurs, Ludwig Leichhardt, Robert Burke et William Wills sont élevés au rang de surhommes : même si leurs expéditions ne servent pas réellement la connaissance scientifique, la dimension tragique de leur aventure les consacre comme des demi-dieux. La disparition de Leichhardt pendant seize mois et sa réapparition miraculeuse à Port Essington font de cet aventurier intrépide un héros. Les deux conférences qu'il donne à son retour à Sydney sont largement reprises dans la presse australienne, et elles renforcent la dimension fabuleuse et légendaire du golfe. De plus, son expédition à travers le continent est source d'inspiration pour l'écrivain australien Patrick White et son personnage Voss (White, 1967). Enfin, la mort mystérieuse de Burke et Wills procure des héros supplémentaires au mythe des plaines infinies. Qu'ils furent découvreurs ou constructeurs, les héros du mythe pastoral affrontèrent et maîtrisèrent peu à peu l'Inconnu et le Sauvage. Ils firent face à l'adversité, s'en remettant à Dieu, luttant contre l'austérité de la nature et les populations hostiles¹⁰.

Le paysage du nord devient la scène de l'histoire « européenne » de l'Australie

Différents éléments du paysage sont utilisés comme marqueurs culturels de l'espace, et en particulier un arbre surnommé *Investigator tree* (Saenger et Stubbs, 1994 : 67-78). Cet arbre se trouvait sur l'île de Sweers qui, dans le nord de l'Australie, était le lieu de rendez-vous des navigateurs du XIX^e siècle. Il porte sur son écorce des inscriptions gravées par les marins de passage dans le golfe de Carpentarie comme « *Investigator* » ou « *Beagle 1841* », c'est-à-dire respecti-

9. Il s'agit surtout de correspondances entre des femmes d'éleveurs et leur famille restée sur la côte australienne ou en Angleterre. Il existe aussi des journaux intimes ou carnets de bord tenus par les propriétaires des stations d'élevage, qui sont aujourd'hui publiés sous la forme de mémoires ou de souvenirs du nord (Palmer, 1983).

10. Le mythe du *bush* pastoral exclut les Aborigènes en les rejetant au rang de cruels sauvages. Voir aussi la note 6.

vement les noms des navires de Flinders et de Stokes et la date de son voyage. En plus de ces inscriptions, l'arbre porte d'autres marques gravées par des hommes de l'équipage de Gregory en 1856, et porterait des caractères chinois et des inscriptions hollandaises. Cet arbre est le symbole « vivant » des différentes étapes de la fréquentation du littoral septentrional australien¹¹. Après le cyclone de 1887, la relique végétale fut transférée au musée du Queensland à Brisbane. Elle reste aujourd'hui comme un vestige de l'histoire européenne du golfe de Carpentarie. Un autre marqueur de l'histoire de la conquête de la communauté européenne dans le nord est le monument érigé à l'emplacement du camp 119, supposé être le dernier camp des explorateurs Burke et Wills. À compter de 1861, leur disparition était un mystère ; bien que cinq expéditions de recherche aient été organisées, leur camp le plus septentrional ne put pas pendant longtemps être localisé : en conséquence, on ne savait pas s'ils avaient réussi la traversée sud-nord du continent. En 1909, le propriétaire de la station de Magowra découvrit sur son terrain quinze arbres dont les inscriptions gravées sur les troncs et la localisation sur la rive droite de la rivière Bynoe à un point de confluence correspondraient aux descriptions données par King ; le seul rescapé de l'expédition expliqua qu'ils avaient gravé la lettre B sur une quinzaine d'arbres situés sur la rive orientale d'une rivière soumise à l'influence des marées. Et le terrain de Magowra qui se trouve dans la zone intertidale permettait de croire que les explorateurs avaient donc réussi la traversée du continent. Peu après, le lieu fut authentifié par des scientifiques, et le gouvernement du Queensland érigea une stèle sur ce terrain au milieu de nulle part, entre eucalyptus et broussailles, à la mémoire des héros disparus.

L'essoufflement du mythe du *bush pastoral*

Bétail errant sous un soleil de plomb entre des arbres au tronc blanc, surveillés par des cacatoès roses, aux environs des petites localités aux rues poussiéreuses et aux pubs en bois colorés : même si ce décor de la brousse pastorale est l'expression d'un folklore identitaire originel des Australiens non-autochtones, il n'est plus d'actualité aujourd'hui. Cette vision passéiste et anglo-saxonne ne reflète plus ni la société urbaine et pluriethnique de l'Aus-

11. Alors qu'il est prouvé aujourd'hui que l'arbre ne porte en fait que trois séries d'inscriptions se rapportant aux explorateurs Flinders, Stokes et Gregory, Edward Palmer (1983) proposa au XIX^e siècle six catégories de gravures regroupées par ordre chronologique. J'ai noté entre guillemets les dates et les mots qu'il déchiffre sur l'écorce de cet arbre, et entre parenthèses la signification qu'il donne à ces inscriptions :

- « 1781, Lowy ». (Nom du navire hollandais d'exploration, commandé par Tasman en 1781).
- « 1798 » et des caractères chinois.
- « 1802, Investigator, Robert Devine ». (Nom du lieutenant du navire *Investigator* en 1802).
- « 1841, Stokes ». (Nom du capitaine du navire *Beagle* en 1841).
- « 1856, Chimmoo ». (Nom du lieutenant du navire *Sandfly* en 1856).
- « Norman ». (Nom du capitaine du navire *Victoria* en 1861).

tralie, ni la réalité aborigène de la région du golfe de Carpentarie. L'identité « pastorale et européenne » y est en voie de marginalisation : en 1996, dans l'État du Queensland, la population rurale est peu importante, et 85 % de la population australienne vit dans une ville en bordure de l'océan ; dans le nord-ouest du Queensland, une personne sur cinq est d'origine aborigène. Dans certains comtés comme Burke ou Mornington, la population aborigène représente entre 55 % et 85 % de la population locale.

Consciente de sa diversité ethnique - un habitant sur quatre est né outre-mer -, l'Australie tente aujourd'hui de se réapproprier son passé dans une perspective non traumatisante et conciliante, en proposant une autre vision de son histoire. Ainsi, bien que les explorateurs soient de véritables héros en Australie, leurs récits de voyage ne sont pas accessibles tels quels, car il n'existe pas de publications pour le grand public. Ce sont donc les représentations de leur personnalité et de leurs exploits, images forgées avec le temps, qui supplantent le sens historique de leurs aventures. La société australienne appelle aujourd'hui à un autre regard sur ces personnages et sur les épisodes de leur histoire, à un regard plus vigilant qui fragilise la légitimité de la société australienne anglo-saxonne du XIX^e siècle et qui déstabilise de ce fait l'identité des descendants des premiers immigrants. Cette nouvelle sensibilité historique se détache de la perspective coloniale et met l'accent sur certains aspects jusqu'ici négligés de la conquête du territoire australien, comme les conflits, les massacres de population, les déplacements forcés de tribus, la création de réserves aborigènes dans les petites villes du nord, la séparation des familles aborigènes... (Howitt et Jackson, 1998).

Dans le cadre d'une nouvelle identité fédératrice australienne, une relecture des journaux des explorateurs est aujourd'hui de mise afin de dégager des fondements plus objectifs à l'histoire australienne que ceux mis en place par la géographie coloniale (Ryan, 1996) : il s'agit notamment de bousculer les images tenaces de la « Terre Vierge » et de la conquête pastorale pacifique sans heurt et sans violence. L'accent est désormais mis sur la présence pré-européenne diffuse des Aborigènes dans le *bush*, sur l'union ancestrale étroite qui existait entre ces hommes et leur territoire, sur les préjugés qu'ils ont supportés - ce ne sont pas des hommes, etc. -, sur le refoulement et l'exclusion dont ils ont été les victimes suite à l'accaparement des meilleurs terrains par les éleveurs et des points d'eau par le bétail conduisant à leur sédentarisation forcée, et enfin sur la résistance dont ils ont pu faire preuve face à l'envahissement de leur territoire (May, 1983)¹².

12. Par exemple, l'analyse historique des attaques des explorateurs par les Aborigènes mettrait autrefois en exergue le courage de ces Européens qui tentaient de découvrir au péril de leur vie les régions de l'Australie, face aux mœurs cruelles et sanguinaires des sauvages qui les peuplaient. Aujourd'hui, elle tente de montrer que le comportement des explorateurs a sans doute souvent déclenché à leur insu ces attaques qui doivent plutôt s'interpréter comme des actes de résistance visant à défendre

L'analyse des récits des explorateurs n'est pas un simple exercice intellectuel : les enjeux sont de taille aujourd'hui. Les débats en cours dans la société australienne sur les *Land Rights* et sur les *Native Titles* (droits fonciers des autochtones et titres fonciers autochtones) encouragent les Australiens non-aborigènes à reconsidérer leurs mythes fondateurs et notamment ceux qui sont liés à l'espace. Le double référendum du 6 novembre 1999 qui portait, d'une part, sur l'instauration d'une république en Australie, et d'autre part, sur l'ajout d'un préambule à la Constitution Australienne reflète ce débat dit de la « Réconciliation ». Le court texte rejeté par l'ensemble des électeurs aurait dû célébrer les origines pluriethniques de la population australienne, et le quatrième paragraphe reconnaître les peuples aborigènes et les habitants des îles du détroit de Torres comme peuples originels de la nation¹³.

En 1992, l'annulation du principe de la « *Terra Nullius* » entraîne un changement dans la façon de penser l'espace : à l'échelle locale, le mythe fondateur de la région du golfe de Carpentarie est remis en cause, et par conséquent la légitimité territoriale des éleveurs sur les Plaines des Promesses est aussi questionnée. Les revendications foncières des autochtones peuvent aboutir à la création de localités aborigènes et d'îles « fermées », comme le sont les anciennes missions de Doomadgee et les îles de Mornington et de Sweers, où une autorisation du Conseil aborigène local est nécessaire pour traverser les

des lieux sacrés ou tabous. Ainsi, l'explication de l'attaque du campement de l'explorateur Leichhardt qui s'achève par la mort du naturaliste Gilbert près de la rivière éponyme se trouve dans son journal de bord où l'on peut lire que la veille de cette attaque, l'équipe avait traversé un endroit « insolite » qui ressemblait à une place de rencontre où se déroulaient des cérémonies rituelles (Leichhardt, 1996 : 306-309).

13. Voici le texte proposé comme préambule à la Constitution Australienne :

« With hope in God, the Commonwealth of Australia is constituted as a democracy with a federal system of government to serve the common good.

We the Australian people commit ourselves to this Constitution :

proud that our national unity has been forged by Australians from many ancestries ;

never forgetting the sacrifices of all who defended our country and our liberty in time of war ;

upholding freedom, tolerance, individual dignity and the rule of law ;

honouring Aborigines and Torres Strait Islanders, the nation's first people, for their deep kinship with their lands and for their ancient and continuing cultures which enrich the life of our country ;

recognising the nation-building contribution of generations of immigrants ;

mindful of our responsibility to protect our unique natural environment ;

supportive of achievement as well as equality of opportunity for all ;

and valuing independence as dearly as the national spirit which binds us together in both adversity and success. »

Ce texte a été rejeté par l'ensemble de la population australienne, y compris d'origine aborigène : en effet, ces derniers considèrent qu'il ne reconnaît pas les souffrances et les humiliations dont ils furent victimes jusque très récemment : la citoyenneté australienne, le droit de vote et de libre résidence ne leur sont accordés qu'en 1967. De plus, ils souhaitent obtenir des excuses officielles de l'État australien, et la reconnaissance du génocide aborigène. À l'inverse, ce paragraphe effraie une partie de la population rurale blanche qui sent sa légitimité territoriale à l'intérieur du continent directement remise en cause par l'État.

terres et rencontrer les communautés qui y résident. Elles aboutissent aussi au démantèlement des réserves et à la réinsertion de leurs habitants dans des lotissements situés à l'intérieur des centres ruraux, comme à Normanton. Enfin, elles peuvent aboutir à des conflits d'intérêts, comme dans le cadre de l'ouverture en octobre 1999 de la mine à ciel ouvert « Pasmaico Century Zinc » sur les sites de Lawn Hill et de Riversleigh. En 1996, l'aide du *National Native Title Tribunal* est sollicitée, car sept demandes de reconnaissance de titres fonciers autochtones y sont déposées par les communautés aborigènes de la région du golfe de Carpentarie : elles concernent directement les terrains du gisement minier mais aussi les trois cents kilomètres parcourus par le pipeline souterrain qui doit relier les installations minières au port de Karumba. En mai 1997, dans le cadre de négociations de « coexistence territoriale », les communautés aborigènes Waanyi, Mingginda, Gkuthaarn et Kukatj, le gouvernement du Queensland et la Century Zinc signent un protocole d'accord intitulé « *Gulf Communities Agreement* » qui doit conduire à un « *partenariat constructif, au développement de nouvelles richesses et à la création d'un pouvoir économique pour les communautés aborigènes du golfe de Carpentarie*¹⁴. »

Alors que les « Australiens blancs » du nord ont souvent l'impression de perdre le contrôle de leur territoire, il semble, pour l'instant, que la politique territoriale de redistribution foncière au profit des Aborigènes ait tendance à marginaliser davantage les zones déjà périphériques, comme le golfe de Carpentarie, et à isoler les Aborigènes des centres de décision. En gagnant leur autonomie foncière, les communautés aborigènes de Doomadgee, de Mornington et de Sweers se sont renfermées sur elles-mêmes, en partie à cause de leurs choix politiques - vivre dans le *bush* selon la coutume des Anciens - et en partie à cause de leur situation géographique enclavée et isolée. Laissées à l'abandon par le gouvernement du Queensland qui se contente de payer les fameuses pensions mensuelles aux habitants, elles n'ont pas encore trouvé leur place dans la société australienne où ce nouveau monde aborigène émergent reste confronté au lourd héritage des anciennes missions : chômage, alcoolisme, violence domestique et illettrisme. À l'inverse, les éleveurs de la région du golfe de Carpentarie se sentent à leur tour

14. La société minière s'engage notamment à offrir des possibilités d'emploi et de formation ou des compensations financières aux communautés aborigènes du nord-ouest du Queensland, à aider le développement d'entreprises locales, à respecter l'environnement naturel et culturel de la région et de ses habitants, sans enfreindre leur droit de passage vers des lieux de culte des ancêtres. En 1997, le coût de ce programme de « coexistence » est estimé pour la société Pasmaico à 60 millions de dollars australiens répartis sur vingt ans. En mars 1998, une nouvelle demande de reconnaissance de titre foncier autochtone est déposée devant le tribunal, sans effet sur l'exploitation minière du site puisque les baux fonciers de la société Pasmaico ont une valeur juridique prééminente. En 1998, une plainte accuse la société minière d'avoir asséché des lagunes sacrées afin d'entreprendre la construction de nouvelles infrastructures routières.

abandonnés par le gouvernement lorsque la Haute-Cour australienne proclame en 1996 l'arrêt Wik qui autorise les Aborigènes à demander des titres fonciers autochtones sur les baux pastoraux détenus par les éleveurs, bien que seule la coexistence des deux régimes fonciers - titre foncier autochtone et bail pastoral - peut être envisagée. Tout en protégeant la propriété pastorale - puisque les éleveurs ne peuvent être expulsés de leur domaine -, l'arrêt Wik permet aux Aborigènes, dans certains cas et sous conditions, d'accéder librement à leurs terres ancestrales pour y pratiquer des activités coutumières telles que l'entretien des sites sacrés et funéraires, la cueillette de plantes médicinales, l'organisation de cérémonies rituelles... Mais en 1998, une nouvelle loi limite à nouveau les droits fonciers des Aborigènes qui doivent désormais prouver qu'ils ont depuis toujours maintenu des liens physiques et matériels étroits avec les terres revendiquées, en plus des liens spirituels et culturels, pour y avoir accès.

Alors, même s'il faut s'attendre à un bouleversement dans l'organisation spatiale de la région du golfe de Carpentarié, l'environnement social et démographique étant largement favorable à la population aborigène, et même si l'idée politique d'un séparatisme aborigène ne menace pas encore l'intégrité territoriale de l'État, il se pourrait que les nouveaux territoires aborigènes ne se résument désormais plus à un espace clos, mais redeviennent « un espace fluide », « un espace en réseau », « un espace réticulé ».

Références bibliographiques

- BONNEMAISON J., 1989. L'espace réticulé : commentaires sur l'idéologie géographique. In *Tropiques, lieux et liens*. Paris, ORSTOM. p. 500-510.
- BONNEMAISON J., 1995. L'Australie « le pays chanceux ». In *Géographie Universelle*. Paris Belin Reclus, volume 7. p. 241-319.
- FLINDERS M., 1966 [1814]. *A voyage to Terra Australis*. Adélaïde, Libraries Board of South Australia, Australiana Facsimile editions, volume 2. p. 124-176.
- HOWITT R., JACKSON S., 1998. Some things do change : indigenous rights, geographers and geography in Australia. *Australian Geographer*, volume 29, n° 2. p. 155-173.
- LANDSBOROUGH W., 1866. *Journal of Landsborough's expedition for Carpentaria with special reference to the settlement of available country*. Londres, Murby, Simpkin, Marshall & Co. 123 p.
- LANDSBOROUGH W., 1963 [1862]. *Journal of Landsborough's expedition from Carpentaria in search of Burke and Wills : with a map showing his route*. Adélaïde, Libraries Board of South Australia, Australiana Facsimile editions. 128 p.

- LEICHHARDT L., 1846. Doctor Leichhardt's lectures delivered at the School of the Arts, Sydney, 18th and 25th August 1846. *Sydney Morning Herald*. 2 p.
- LEICHHARDT L., 1996 [1847]. *Journal of an overland expedition in Australia from Moreton Bay to Port Essington, a distance of upwards 3000 miles, during the years 1844-1845*. North Adélaïde, Corkwood press, Australiana Facsimile editions. p. 277-382.
- MAY D., 1983. *From bush to station : aboriginal labour in the North Queensland pastoral industry, 1861-1897*. Townsville, James Cook University, Studies in North Queensland History, n° 5. 183 p.
- MITCHELL T., 1848. *Journal of an expedition into the interior of tropical Australia : in search of a route from Sydney to the Gulf of Carpentaria*. Londres, Longman, Brown, Green and Longmans. XIV-437 p.
- PALMER E., 1983 [1903]. *Early days in North Queensland*. Sydney, Angus and Robertson. 264 p.
- PERRY T.M., 1982. *The discovery of Australia : the charts and maps of the navigators and explorers*. Melbourne, Thomas Nelson. 159 p.
- RYAN S., 1996. *The cartographic eye : how explorers saw Australia*. Cambridge, Cambridge University Press. 235 p.
- SAENGER P., STUBBS B.J., 1994. The Investigator tree, Sweers Island : a natural historic monument. *Proceedings of the Royal Society of Queensland*, n° 104. p. 67-78.
- STOKES J.L., 1969 [1846]. *Discoveries in Australia : with an account of the coasts and rivers explored and surveyed during the voyage of HMS Beagle in the years 1837-1843*. Adélaïde, Libraries Board of South Australia, Australiana Facsimile editions, volume 2. p. 262-331.
- WHITE P., 1967 [1957]. *Voss*. Paris, Gallimard, collection nrf du monde entier. 462 p.

Indonésie : le tourisme au service de l'unité nationale ?

La mise en scène touristique de la nation

Résumé : Avec le dessein d'assurer l'unité de l'archipel, les deux gouvernements successifs de Sukarno et de Suharto, de 1945 à 1998, ont en permanence cherché à réduire la diversité, culturelle notamment, de l'Indonésie et à en contrôler l'expression. L'État ne laisse ainsi émerger qu'une sélection de cultures et de traits culturels folklorisés qui vont pouvoir servir d'argumentaire touristique. Si les flux de touristes en direction de l'Indonésie sont marqués par une croissance continue jusqu'en 1997, en revanche, la provenance des visiteurs, originaires pour 80 % d'entre eux de l'aire Asie/Pacifique, limite l'extension de l'activité sur le territoire. L'écotourisme et la découverte de régions et de populations moins accessibles sont surtout le fait des voyageurs européens, qui forment un marché minoritaire. Intervenant plus récents, les nombreux touristes indonésiens favorisent la mise en place d'un réseau touristique parallèle et par là, la diffusion d'une certaine « culture nationale ». Pour cette raison, l'État cherche à étendre l'activité touristique qui reste malgré tout toujours cantonnée à certaines zones privilégiées de l'archipel, excluant ainsi de nombreuses populations et provinces, pour des raisons géographiques ou politiques.

La mise en scène de la diversité indonésienne par l'État et son exploitation touristique

Bien que « l'unité dans la diversité », devise de l'Indonésie, soit érigée en valeur nationale, le meilleur moyen d'atteindre l'unité reste encore de réduire la diversité culturelle des peuples de l'archipel et d'en contrôler la manifestation. Comme l'indique la Constitution de 1945, il revient à l'État de réinterpréter la diversité culturelle du pays dans un sens unificateur et civilisateur pour les populations, c'est-à-dire en vue de leur « indonésianisation » et de leur modernisation.

La sélection et la promotion de certaines cultures et d'éléments culturels fournissent ainsi ses bases à l'activité touristique.

« La politique culturelle doit servir la civilisation, la culture et l'unité nationale »¹

La grande diversité ethnique et culturelle² de l'archipel indonésien constitue aujourd'hui son argument touristique majeur, mais elle est surtout un casse-tête que tant Sukarno que Suharto ont toujours cherché à réduire. Une philosophie d'Etat, le *Pancasila* (ou les cinq principes fondamentaux), est promue par Sukarno d'abord, le « père de l'Indépendance », puis par Suharto. Par le premier *sila* imposant la « croyance en un Dieu unique », l'État cherche à combattre l'animisme encore largement répandu parmi les populations des îles périphériques ; le deuxième *sila*, prônant « une humanité juste et civilisée », légitime l'éducation des populations dites « primitives ». Pour cela, l'État s'appuie amplement sur l'école, vue comme un moyen privilégié de diffusion des valeurs nationales pour le nivellement des différences culturelles³, et vue surtout comme le vecteur principal de la langue nationale, le Bahasa Indonesia⁴. Parallèlement, une politique culturelle est élaborée en vue de favoriser l'émergence d'une culture nationale ; ses points d'appui sont certains éléments valorisants de l'histoire et de la culture de l'archipel, comme par exemple le patrimoine monumental « *qu'il est possible d'utiliser [...] comme un moyen d'éducation pour inculquer au peuple le sentiment de grandeur nationale* » (UNESCO, 1973 ; 1986), ou comme certains héros nationaux s'étant illustrés dans la lutte anti-coloniale. En revanche, sont écartées toutes les formes d'expression culturelle jugées étrangères à la vie moderne en Indonésie, c'est-à-dire en premier lieu, celles des minorités ethniques, *a fortiori* lorsque celles-ci sont dites « primitives »⁵. Ce « lissage culturel » des populations d'un côté réduit la menace supposée qu'une trop grande diversité fait peser sur une nation en construction, et de l'autre, sert à

1. Commentaire accompagnant l'Article 32 de la Constitution de la République de 1945.
2. Environ 300 groupes ethniques se distribuent entre des populations paysannes héritières d'une longue tradition religieuse et artistique, des populations côtières soumises aux grands flux marchands et aux apports extérieurs, et des minorités d'origine austronésienne ou mélanésienne protégées des grands courants « civilisateurs » par les reliefs et les forêts denses ; à cette diversité ethnique se superpose une grande diversité religieuse (musulmans, chrétiens, hindouistes, animistes).
3. À l'établissement de la République, l'école devient prioritaire, puis obligatoire pour les enfants de 5 à 11 ans à partir de 1970 (Suharto est au pouvoir en 1966, élu président en 1968).
4. Dans un pays qui compte environ 500 langues, l'État devait diffuser une langue « nationale » et ce fut le malais, langue d'échange et de commerce anciennement employée le long des routes commerciales et sur les côtes, et non le javanais, parlé pourtant par 40 % de la population, qui fut retenu.
5. Les populations pratiquant l'essartage et qui sont de surcroît généralement très peu vêtues et animistes, sont vues comme étant en grand décalage avec l'état moderne et la culture nationale. L'« authenticité » des populations est vantée une fois leur intégration nationale acquise, comme les Batak, les Toraja ou les Minangkabau.

promouvoir une certaine idée de la diversité culturelle auprès des différentes populations d'Indonésie et à élaborer les images folkloriques indispensables à l'activité touristique.

Le folklore : l'identité et l'expression culturelle contrôlées

Dans cette vaste entreprise de folklorisation, l'État va passer au crible tout son patrimoine culturel pour n'offrir à la consommation touristique que des « morceaux choisis » présentés comme traditionnels, généralement les plus spectaculaires. Quelques images fortes, liées à de grands groupes ethniques (Batak, Balinais, Toraja...) ou au patrimoine historique (Temples de Borobudur, Prambanan...), sont retenues pour chacune des provinces, ce qui permet de résumer en vingt-sept images⁶ la diversité culturelle de l'Indonésie. Les livres scolaires, les musées, les festivals et surtout le parc de loisirs de Taman Mini Indonesia Indah⁷, situé à Jakarta, vont fournir à tous les Indonésiens une image de la diversité du pays, et aux populations locales, la version folklorisée de leur culture. En réduisant les cultures à un type d'architecture par province, à un costume « traditionnel » et à une ou deux danses, l'État d'une part gomme la complexité culturelle de chaque groupe ethnique, et d'autre part occulte l'existence de certaines minorités. Ainsi, dans la province de Sumatra nord, les Batak mis en avant supplantent les habitants de l'île de Nias, tout comme, dans la province de Sumatra ouest, les Minangkabau détrônent largement les tribus des îles Mentawai. De même, les costumes affichés comme « traditionnels » varient peu d'un groupe ethnique à l'autre, et de plus sont parfois surprenants, comme ceux des Dayak ou des Papous : ceux-ci sont soit aussi « richement » vêtus que les Javanais, soit affublés de shorts⁸. Dans les musées, dont la fonction première est « *de représenter et diffuser l'idéologie nationale définie par les pouvoirs en place* » (Gaugue, 1997), la diversité culturelle n'est pas présentée par ethnie (le passage d'une île ou d'une province de l'une à l'autre n'est quasiment pas signalé), mais par catégories d'objets regroupés en vitrines spécifiques (tissages, poteries, costumes, bijoux...), visant à les désolidariser de leur contexte social et ethnique. De même, les Festivals des Arts et Cultures fournissent aux cultures régionales sélectionnées et autorisées par l'État un cadre d'expression figé (Picard, 1992) : les dates, programmées, servent l'activité touristique, tout comme la durée condensée des représentations, les lieux « culturels » retenus à cet effet, salles de spectacles ou en plein air, rompent avec le contexte traditionnel des temples, la scénographie soigneusement orchestrée est parfois empruntée à d'autres

6. Vingt-six depuis l'indépendance de Timor Est en septembre 1999.

7. « Belle Indonésie en parc miniature ».

8. De cette façon, l'État respecte la pudeur indonésienne et projette l'image d'une réalité culturelle qu'il espère proche (les Papous en short et non parés d'étrus péniens).

cultures régionales. Si la mise en exergue d'événements culturels régionaux est qualifiée par les autorités de « renaissance » culturelle, il s'agit pourtant bien d'attractions touristiques s'insérant dans un calendrier et d'événements dans lesquels les populations locales apprécient (et sont invitées à le faire) de retrouver leur « culture d'origine » qu'ils estiment avoir perdu.

Une valorisation sélective de la diversité culturelle

L'ensemble des ethnies et des cultures présentes sur le territoire n'est donc pas valorisé de la même manière dans la communication touristique, loin s'en faut. Fait remarquable autant qu'étrange dans un pays peuplé d'environ 90 % de musulmans, les temples hindouiste de Prambanan et bouddhiste de Borobudur sont des emblèmes culturels omniprésents. Cette survalorisation (déjà initiée par les colonisateurs hollandais et anglais) est à mettre au compte des revenus touristiques importants qu'ils procurent mais aussi à leur rôle de monuments fédérateurs, faisant d'eux des « ciments culturels » dans lesquels les différentes populations peuvent se reconnaître et que ne procure pas l'islam. Qui plus est, les Javanais se sentent comblés par la valorisation de cet héritage historique qui témoigne à l'évidence d'un haut degré de civilisation. Ceci explique que les Javanais et, plus généralement les autorités, aient dédaigné tous les peuples « sans culture », les « primitifs » des hauts plateaux et forêts denses, cueilleurs, chasseurs ou nomades... Dans la foulée de cet élitisme culturel, et outre les Balinais, fer de lance traditionnel du tourisme en Indonésie, d'autres minorités ethniques, jugées suffisamment « évoluées, acculturées et intégrées » ont été aussi valorisées au titre d'« *objek wisata*⁹ » : il en va ainsi des Toraja (Sulawesi sud), des Batak (Sumatra nord) et des Minangkabau (Sumatra ouest), qui bénéficient pour leur « civilisation » d'une sorte de « tourisme-récompense ». En effet, alors que la promotion touristique les présente comme des peuples restés coupés du monde « civilisé » jusqu'au milieu du XX^e siècle et que l'argument touristique majeur en vante l'« authenticité », ces populations sont en fait depuis fort longtemps investies dans une économie de plantation ou de commerce et donc intégrées aux échanges dans et hors de l'archipel (Perret, 1995).

Le tourisme, un outil d'intégration nationale ?

Dès la fin des années soixante, l'Indonésie, qui fait encore partie des pays les plus pauvres de la planète, parie comme d'autres pays en développement sur le tourisme pour accroître ses revenus, intégrer ses différentes provinces au

9. La notion d'« objets touristiques » désigne tout lieu, site et destination reconnu comme étant d'intérêt touristique.

circuit socio-économique national et asseoir l'image officielle d'une harmonieuse diversité indonésienne.

Un marché européen minoritaire mais essentiel au tourisme culturel

Les flux de touristes vers l'Indonésie sont marqués par une croissance continue, passant d'un peu plus de 86 000 visiteurs en 1969, à 749 351 en 1985, pour atteindre plus de cinq millions en 1997, soit un taux de croissance annuelle de 16,3 % de 1969 à 1996 (Directorate General of Tourism, 1999)¹⁰.

Premier fait méritant d'être signalé, 79 % des touristes étrangers arrivant en Indonésie proviennent de l'Asie et de l'Océanie (en 1997). Parmi eux, 48 % proviennent des pays de l'ASEAN et Singapour, avec plus de 50 % des flux en provenance de l'ASEAN, est le plus grand pourvoyeur de touristes en Indonésie. Ces flux de touristes asiatiques sont surtout liés à une activité de « shopping » vers une Indonésie moins onéreuse que Singapour ou le Japon, et jouent donc un rôle mineur hors des grandes villes. Le deuxième marché par son importance est celui des Européens, fournissant 16,8 % des arrivées totales de touristes étrangers¹¹. Moins important par son volume, ce marché est en revanche très bien représenté sur les destinations culturelles comme Tana Toraja (Sulawesi) ou Bali. Ce marché intéresse donc les instances nationales en charge du tourisme, non seulement parce qu'il se caractérise par un temps de séjour moyen de l'ordre d'une quinzaine de jours¹², mais aussi parce qu'étant motivé par le tourisme culturel, il est à même d'irriguer des régions plus isolées et moins fréquentées que les centres touristiques traditionnels que sont Bali, Yogyakarta et Borobudur. Mû par une quête « d'authenticité culturelle » et de « territoires vierges », un front pionnier de touristes individuels occidentaux contribue à la mise en place de nouvelles routes touristiques d'un bout à l'autre de l'archipel. Malheureusement difficilement quantifiables, ces flux jouent un rôle social important car ils touchent de près les populations locales, les voyageurs concernés ayant recours, par souci d'économie ou par volonté de contact avec les populations locales, aux services de transport, d'hébergement, de restauration locaux. Les différentes ethnies, visitées pour leurs spécificités culturelles, dessinent au fil du voyage un vaste itinéraire « national » qui relie les différentes provinces et

10. Avec 5 185 243 touristes étrangers en 1997, l'Indonésie se place au 27^e rang dans la liste des pays d'accueil dans le monde, et au 6^e rang dans l'accueil de touristes au sein de la zone Asie de l'Est/Pacifique (derrière la Chine, Hong Kong, la Thaïlande, la Malaysia et Singapour). Alors que les arrivées dans la zone Asie de l'Est/Pacifique ont été presque multipliées par deux entre 1987 et 1996, les arrivées en Indonésie ont été multipliées par cinq dans la même période.

11. En terme de nationalité, en 1997, ce sont les Néerlandais (47 450 touristes), les Anglais, les Allemands et les Français (39 000 touristes) qui sont les plus nombreux.

12. Alors qu'il est d'à peine sept jours pour les Asiatiques du sud et du nord-est et d'à peine cinq jours pour les Singapouriens.

populations entre elles. L'importance sociale et économique de ces flux a amené récemment la Direction Générale du Tourisme indonésien à faire de ces voyageurs individuels, regroupés sous le terme de « *backpackers* », l'une des cibles de sa politique touristique.

Ces *backpackers*, habituellement jugés « *clumsy and indecent* », se trouvent désormais propulsés au rang de pivots des économies locales, car « *bien que leurs dépenses journalières soient relativement faibles, elles profitent directement aux populations locales, et d'autre part, leurs temps de séjours sont plus longs que ceux des touristes "ordinaires"* » (Tourism in Indonesia 1998).

Les touristes indonésiens, vecteurs de la culture nationale

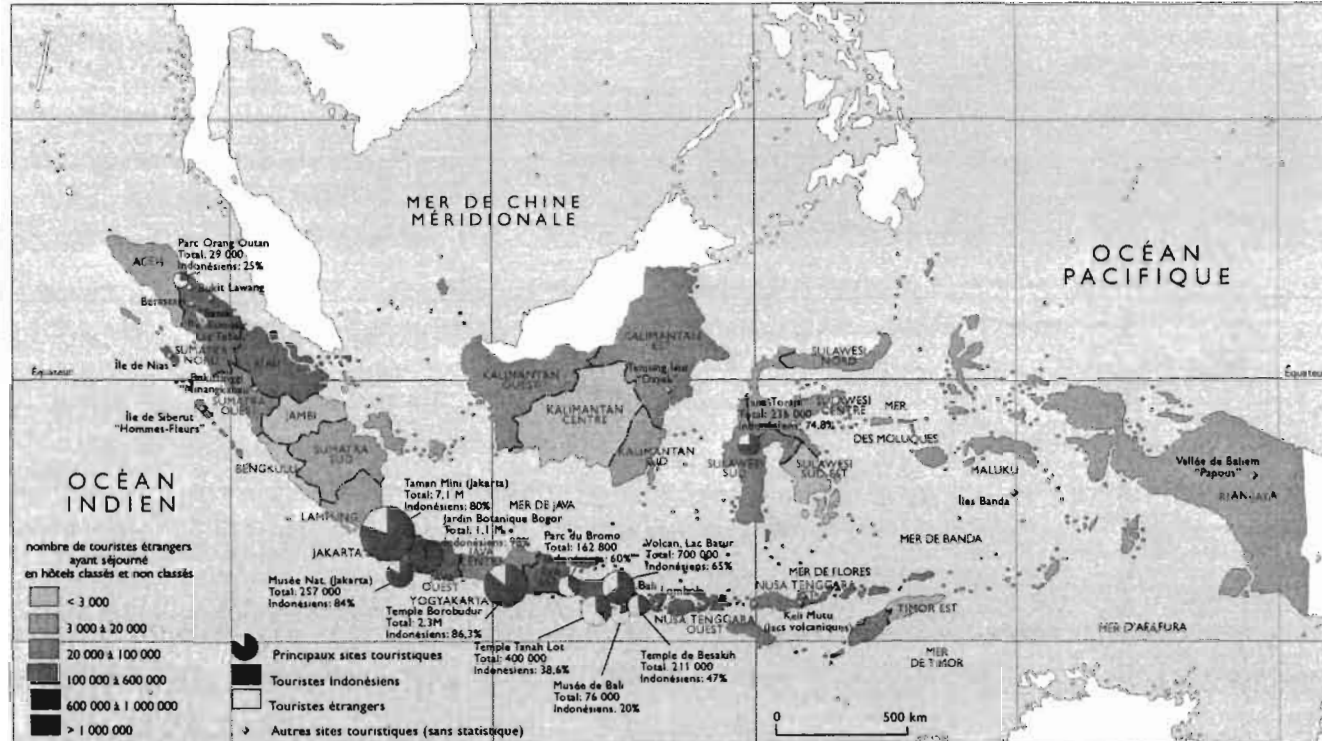
L'autre marché touristique important par son volume et par sa croissance est constitué par les Indonésiens eux-mêmes. Cette récente consommation de tourisme et de loisirs est intéressante en ce qu'elle signe¹³ le passage de l'Indonésie du statut de Pays En Développement à celui de Nouveau Pays Industriel. Longtemps dédaignés par les autorités nationales et les opérateurs touristiques, les touristes indonésiens deviennent, avec la crise socio-économique et la chute des entrées de touristes étrangers (surtout à partir de 1998), des acteurs économiques capitaux. Ils intéressent l'État parce qu'ils servent à consolider l'unité nationale en jouant le rôle de vecteurs de la culture nationale et citadine, et qu'ils confortent, à l'instar des touristes étrangers, par leurs flux et leurs lieux de séjours, la version officielle de la diversité culturelle de la nation.

La croissance économique nationale de ces trente dernières années a entraîné l'apparition d'une population urbaine importante¹⁴, dont provient la majorité des touristes indonésiens, et aussi d'une classe moyenne et une classe très riche constituée notamment d'Indonésiens d'origine chinoise (Raillon, 1995) ; on estimait en 1995 que 15 % de la population indonésienne (environ 30 millions de personnes) avaient atteint un niveau de consommation proche de celui des pays développés. Les citoyens peuvent désormais consacrer un budget aux vacances et aux loisirs. Les flux de touristes sont considérables, puisqu'entre 40 et 100 millions d'Indonésiens (Euro Asia Management, 1998 ; Direktorat Jenderal Pariwisata, 1999) auraient au total voyagé dans le pays, hors motivations professionnelles. Cependant, la majorité de ces voyages se fait encore dans le cadre familial (retour des citoyens dans la famille et le village d'origine), et plus de 60 % de ces déplacements concernent des séjours de moins

13. Jusqu'à l'effondrement économique de 1997.

14. Elle est passée de quelques millions à la fin des années soixante à 60 millions en 1995 et continue de croître de 4,3 % par an.

Figure 1 – INDONÉSIE - Principaux sites touristiques, part des touristes indonésiens et fréquentation hôtelière des touristes étrangers par province (en 1995)



Source : Carte réalisée d'après fonds IGN (©IGN-Paris 2000, N autorisation : 80-0077) et à partir des chiffres communiqués par Indonesia, Lonely Planet, 2000, p. 134 (Tarifs aériens) et observations de l'auteur (routes touristiques).

de trois jours. Le tourisme de week-end génère d'ailleurs des déplacements considérables (et des embouteillages !) vers les plages et les stations d'altitude situées dans un rayon de 50 à 200 km des grandes villes. Certains sites ont la faveur des touristes Indonésiens : avec un total de plus de deux millions de visiteurs en 1995, dont 86 % d'Indonésiens, le temple bouddhiste de Borobudur est, avec Taman Mini (plus de sept millions de visiteurs en 1995 dont 80 % d'Indonésiens), le site le plus visité par le tourisme local, tandis que Bali, avec un total d'environ cinq millions de visiteurs en 1998, dont 50 % d'Indonésiens, reste la principale destination de vacances¹⁵.

Si touristes indonésiens et touristes étrangers se retrouvent plus ou moins sur les mêmes sites, la différence fondamentale réside dans la mise en place, par les premiers, d'un véritable réseau touristique parallèle, empruntant des itinéraires conditionnés par un réseau familial et utilisant des petits hôtels et restaurants locaux, que les touristes étrangers ne fréquentent pas. L'activité de shopping étant primordiale dans tout déplacement, et le départ en vacances ne se concevant qu'en groupe, en famille ou entre amis, l'hébergement retenu par la grande majorité des touristes Indonésiens est généralement lié à un centre urbain, offrant des capacités d'hébergement suffisantes et des possibilités d'achat. Les touristes indonésiens préfèrent ainsi dormir dans la grande ville de Surabaya (Java est) plutôt que dans les petits hôtels des villages situés à proximité du cratère du Bromo, à Yogyakarta plutôt qu'à proximité du temple de Borobudur, ou encore à Denpasar plutôt qu'en milieu rural ou sur le littoral à Bali. Autre différence, alors que les touristes étrangers recherchent, outre l'activité balnéaire, un environnement naturel calme et un certain attrait culturel, les touristes indonésiens sont, comme les autres touristes asiatiques, peu attirés par une culture autre que la leur et éprouvent presque autant de répulsion face aux cultures « primitives » que face à la nature « sauvage ». Les réactions circonspectes des touristes indonésiens à l'égard des cultures autres que la leur¹⁶ montrent que le tourisme sert moins l'unité nationale par le « rapprochement entre les peuples » et par « une meilleure compréhension des différences culturelles », que par la diffusion sur le territoire du modèle social du citoyen indonésien.

Le tourisme, une ressource économique pour les régions périphériques...

Dès le début de l'Ordre Nouveau de Suharto, mais surtout à partir de 1983¹⁷, le tourisme devenant pour l'Etat le moyen d'accroître ses sources de devises

15. Voir figure 1.

16. Et à l'instar de ce qui pouvait être observé par exemple à l'aube des congés payés en France.

17. Jusque à cette date, le tourisme relevait du Ministère des Communications. En 1983, était créé le Ministère du Tourisme, des Postes et des Télécommunications et les touristes provenant des principaux pays émetteurs étaient dispensés de visa.

étrangères, constitua aussi un moyen de compenser les déséquilibres engendrés par la croissance économique rapide que connut le pays jusqu'en 1997. Avec la crise économique, le déséquilibre entre un centre riche (Java produit 64 % de la richesse nationale et concentre 60 % des sites industriels) et des régions périphériques pauvres, que ces années de croissance et un contrôle étroit des médias avaient réussi à masquer, devenait évident. La partie occidentale de l'archipel (Sumatra, Java et Kalimantan) ayant, entre 1967 à 1991, reçu plus de 91 % de tous les investissements réalisés dans le pays, le gouvernement « s'engagea » à encourager le développement régional. Le tourisme apparut comme un moyen de relever le niveau de vie des populations vivant en marge du développement, celles des îles périphériques en particulier. De 900 000 à 1,4 million de personnes travailleraient dans le tourisme en Indonésie, secteur informel inclus. Dans les îles périphériques où les flux de voyageurs sont faibles, le tourisme présente l'avantage d'être presque entièrement géré par les populations locales, permettant à ces dernières de rester dans leur village ou région d'origine. Elles s'organisent pour accueillir, héberger, transporter et restaurer les touristes et leur vendre souvenirs et aliments. Une importante activité artisanale s'est développée, entraînant la croissance et la diffusion d'ateliers de confection de vêtements, de fabrication de souvenirs en bois, en pierre ou « d'antiquités » et occupant un grand nombre de ruraux à proximité des sites et destinations touristiques. Ces revenus permettent à une partie des populations impliquées dans le tourisme de satisfaire leurs besoins de consommation et aussi d'éducation. Au départ complémentaires d'une activité souvent agricole, ces revenus deviennent ensuite essentiels au fil du développement touristique, au point d'entraîner une chute du niveau de vie de familles ou de villages entiers lorsque l'activité se ralentit comme c'est le cas depuis la crise socio-économique de 1997.

... mais une concentration de fait de l'activité touristique

Etant donnés les bénéfices sociaux et économiques que le tourisme procure à l'État et ses effets en termes d'emplois et de ressources complémentaires pour les populations locales, le gouvernement a tout intérêt à jouer la carte de la diffusion de cette activité. Poursuivant - au moins dans le discours - les efforts entamés dans ce sens, le Plan VI (1994-1997) déclare vingt-quatre provinces, soit la quasi totalité d'entre elles, prioritaires pour le développement touristique. Cette volonté affichée permet, au plan intérieur, d'apaiser les populations qui se sentent « laissées pour compte » et au plan extérieur, elle donne des indications aux investisseurs qui boudent généralement les régions excentrées. De grands projets touristiques, systématiquement liés à l'activité balnéaire et à la proximité de grands centres urbains, voient le jour dans les îles périphériques (Sumatra, Sulawesi, Sumba et même l'île de Biak en Irian Jaya). Cependant, l'État indonésien s'investissant lui-même peu dans le déve-

loppement touristique, le montage des gros projets se fait surtout au gré des accords passés entre opérateurs privés et acteurs locaux, conclus et motivés par des intérêts financiers individuels. Avec un total de plus de 30 000 chambres et de plus de deux millions de visiteurs étrangers et au moins autant de visiteurs indonésiens, Bali est et reste depuis toujours la principale destination touristique en Indonésie. Mais là aussi, bien que la culture constitue l'argument touristique majeur et que la protection de l'héritage culturel et sa réappropriation par les Balinais soit un souci permanent, les Balinais sont moins maîtres que jamais de la « mise en tourisme » de leur île et le fait culturel sert de diversion aux problèmes plus graves que sont la corruption et la concentration des bénéfices en des mains allochtones.

Parallèlement aux grands projets, l'extension du tourisme aux provinces périphériques et dans ces provinces, à des régions moins accessibles, relève aussi d'initiatives locales répondant à une demande, croissante mais toujours marginale, de touristes individuels. De même, si les réseaux de transport ont été étoffés, ceux-ci sont surtout efficaces dans les îles centrales et, pour les régions périphériques dans les grands centres urbains et les destinations les plus touristiques. Au-delà, « l'aventure » et « l'éco-tourisme » définissent la modestie de l'activité touristique et l'absence ou les déficiences de ses infrastructures (routes, moyens de transport, hôtels...) sont masquées par un argument de protection du milieu naturel et humain ; ce souci devient évidemment caduc dès que l'exploitation touristique se fait plus rentable. Enfin, bien que le tourisme constitue une source de revenus capitale pour l'Etat¹⁸, il n'occupe que moins de 1 % de la population active, alors qu'en moyenne une personne sur dix travaille dans le tourisme dans le monde (d'après l'Office Mondial du Tourisme : OMT)¹⁹.

Hormis les provinces anciennement (Java Centre, Yogyakarta, Bali) ou récemment ouvertes au tourisme (Sumatra Nord et Ouest, Sulawesi Nord et Sud, Nusa Tenggara Barat notamment), il est aisé, en se référant à la capacité hôtelière par province, de discerner une autre catégorie de provinces très faiblement touristiques, voire quasiment vierges de cette activité. C'est le cas, à Sumatra, d'Aceh, de Jambi, de Bengkulu, de Sumatra Sud, des provinces de Kalimantan Centre, Ouest et Est, de Sulawesi Centre et Sud-Est, des petites îles de la Sonde orientale, des Moluques, de l'Irian Jaya et de l'ancienne province indonésienne de Timor-Est. En dépit de leur riche patrimoine naturel et culturel, ces provinces proposent, toutes catégories confondues, moins de 4 000 chambres chacune (dont moins de 500 chambres en hôtels classés) et

18. Avec plus de 5,3 milliards de dollars en 1997, le tourisme constitue la troisième source de devises étrangères derrière les matières énergétiques et le textile.

19. Moyenne qui est également observée en France.

ont accueilli en 1995²⁰ moins de 25 000 touristes étrangers (*Direktorat Genderal Pariwisata, 1998*).

Des régions privées du tourisme au nom de l'unité nationale

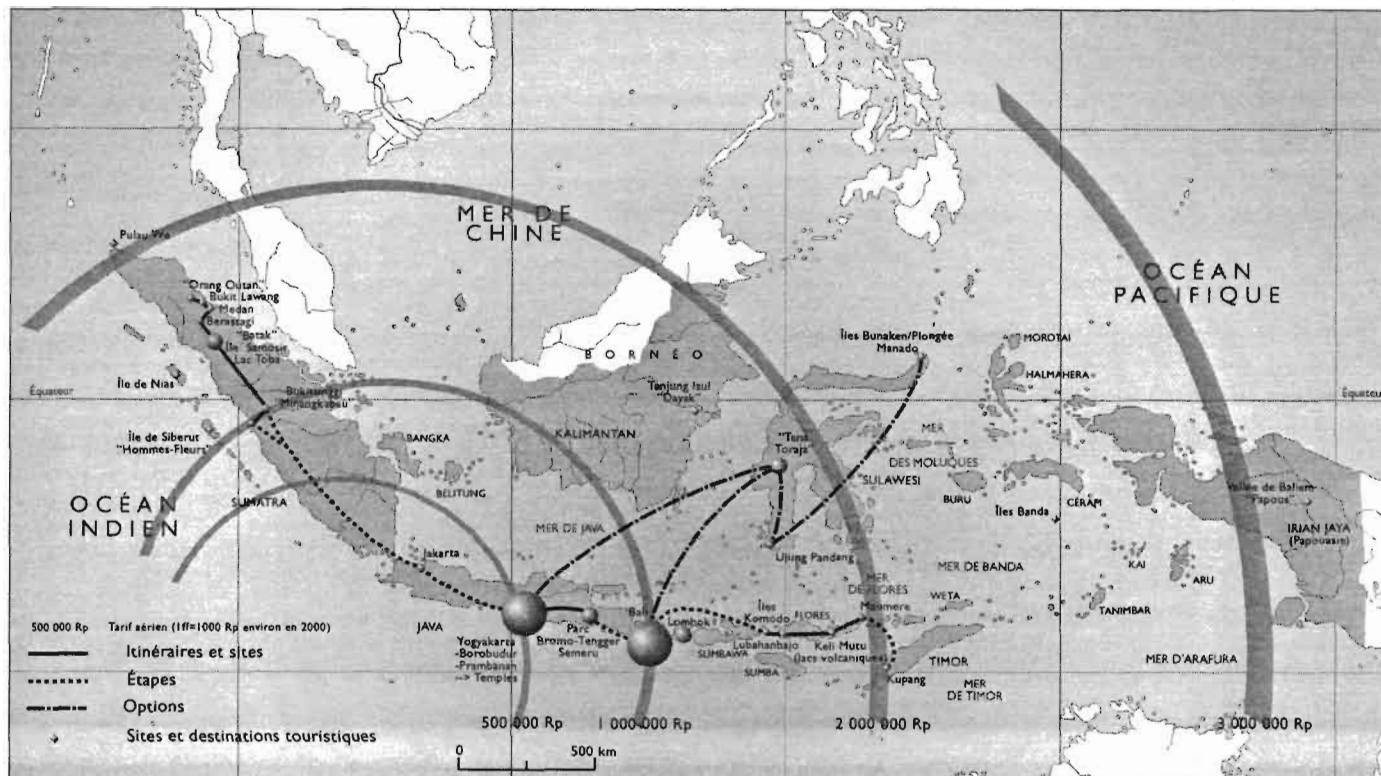
Si certaines des provinces mentionnées ci-dessus, telles que Bengkulu, Jambi, Sulawesi centre ou sud-est, doivent leur faible activité touristique à des facteurs géographiques défavorables et en premier lieu à l'éloignement, aux difficultés et coûts d'accès, en revanche, dans les provinces d'Aceh, d'Irian Jaya ou dans l'ancienne province indonésienne de Timor-Est, l'exclusion touristique témoigne d'abord d'une exclusion politique, au nom de l'unité nationale, de régions jugées « rebelles ».

Des conditions géographiques peu propices à un développement touristique

Couvrant un territoire excentré et montagneux, Bengkulu, Nusa Tenggara Timur, Sulawesi Centre et Sud-Est et les Moluques sont l'exemple-type de provinces peu peuplées et dépourvues de productions agricole, minière ou pétrolière qui eussent pu motiver leur désenclavement. Du fait des difficultés d'accès et des carences de transport et d'hébergement, ces destinations ne peuvent être visitées qu'à l'occasion de séjours longs, coûteux et peu confortables. De plus, la clientèle asiatique, majoritaire dans les arrivées en Indonésie, est encore très peu sensible à la découverte culturelle et à l'éco-tourisme. Bien que ces provinces tentent de mettre en valeur la haute qualité de leurs atouts touristiques (chaînes de volcans, faune et flore...), elles n'ont jusqu'à présent pas eu les moyens de promouvoir ceux-ci. Les Parcs Nationaux sont encore peu ou pas du tout exploités dans une optique touristique et les possibilités de trekking, idéales pour la découverte de ces espaces naturels, sont inexistantes. La plupart du temps, la promotion touristique nationale ou locale omet de signaler l'existence de certaines minorités ethniques, telles que les Kubu dans la partie sud de Sumatra : souci de protection, oubli ou désintérêt des autorités, même locales ? Les documents promotionnels de la Direction Générale du Tourisme indonésien affirment certes, sous l'influence notamment depuis 1992, de la *Commission on Sustainable Development* des Nations Unies, vouloir diffuser le tourisme dans les régions isolées et en faire profiter les populations locales. Mais, comme par le passé, cette volonté politique affichée semble en décalage complet avec les actions entreprises sur le terrain, qui ne facilitent guère l'investissement des

20. Pour comparaison, les provinces les plus touristiques, Bali et les différentes provinces de Java, sont dotées de 12 000 à 35 000 chambres, et ont hébergé de 500 000 à 1,7 million de touristes étrangers.

Figure 2 – INDONÉSIE - Accessibilité aérienne et principaux trajets touristiques des voyageurs individuels (en 2000)



Source : Carte réalisée d'après fonds IGN ©IGN-Paris 2000, N autorisation : 80-0077) et à partir des chiffres communiqués par Indonesia , Lonely Planet, 2000, p. 154 (Tarifs aériens) et observations de l'auteur (routes touristiques).

populations locales dans l'organisation touristique. En particulier, la politique tarifaire, aérienne notamment, rend inaccessible les provinces du Grand Est, le coût prohibitif d'un voyage en Irian Jaya par exemple sélectionnant de manière drastique la clientèle potentielle²¹.

Des territoires riches qui se passent du tourisme et des touristes

Un certain nombre de provinces périphériques ajoutent à leurs conditions géographiques difficiles un état de rébellion vis-à-vis du pouvoir central. Certaines ont gardé le regret amer d'une indépendance que les Japonais et surtout les Néerlandais leur avaient fait miroiter. Ces derniers avaient institué en 1946, peu avant leur départ²², les « États-Unis d'Indonésie », amenant les Moluques à refuser la dissolution des « États-Unis d'Indonésie Orientale » au moment de la création de la République Unitaire d'Indonésie et à se proclamer « République Indépendante » en avril 1950. Le mouvement fut violemment réprimé et la rébellion indépendantiste prit fin en 1963, mais cet épisode peut expliquer le manque d'empressement²³ des autorités indonésiennes à développer, au plan touristique entre autres, les Moluques. La situation est la même en Irian Jaya, annexée en 1962 et où l'attitude violente et vexatoire des Indonésiens, militaires et immigrants javanais arrivés en masse pour l'exploitation du territoire, provoqua une mobilisation politique et la création en 1965 de « l'Organisation pour l'Indépendance de la Papouasie » ; il en va de même dans la province d'Aceh, où la morale islamique est en butte aux dérives et aux abus du pouvoir central depuis l'arrivée au pouvoir de Suharto.

Plutôt que de tout mettre en oeuvre pour intégrer à l'espace national ces provinces rendues fragiles et distantes, l'Etat indonésien a pratiqué l'exclusion permanente de leurs populations, alors même que leurs territoires, généralement riches de ressources pétrolières, minières et forestières, étaient intensément exploités au profit du développement économique national.

Les chiffres concernant l'importance économique des îles périphériques sont éloquentes : si Java regroupe 60 % de la population et presque les trois-quarts des meilleures rizières irriguées, le reste du pays couvre 93 % du territoire et fournissait, en 1980, plus de 90 % des exportations (Charras, 1993). Dès le début des années vingt, plus de la moitié des revenus des exportations est générée par les îles extérieures. Héritant de cette richesse, l'Etat indonésien a exploité à son tour ces territoires, sans mettre véritablement en place de

21. Cf. figure 2.

22. Les Néerlandais reconnaissent l'indépendance de l'Indonésie en décembre 1949.

23. Pourrait-il aussi expliquer que les provocations destinées à déstabiliser l'archipel indonésien se déroulent aux Moluques, les conflits inter-religieux de ces dernières années transformant soudainement un archipel traditionnellement calme en une poudrière ?

stratégies de développement local. Ces provinces se sentent spoliées : leurs industries fonctionnent grâce à une abondante main d'œuvre immigrée et seule une infime partie des richesses leur est redistribuée par le biais de subventions. L'Indonésie est le quinzième producteur mondial de pétrole, le premier producteur mondial de gaz naturel et l'ensemble des ressources énergétiques constitue la première source de revenus ; or, la majorité de ces ressources est concentrée dans les îles périphériques et notamment dans les provinces de Riau, de Kalimantan Est, d'Aceh, de Sumatra Nord, de Kalimantan Centre, d'Irian Jaya...

Les revenus provenant de l'exploitation des matières premières, du pétrole et des grandes plantations²⁴ sont si élevés que le développement de l'activité touristique, forcément mineur dans ces espaces excentrés et qui ne profiterait qu'aux populations locales, n'a pas été envisagé. D'autant qu'autorités comme opérateurs touristiques ne veulent prendre le risque d'encourager l'activité dans des zones réputées comme étant « peu sûres ». Exclues de l'exploitation des territoires où elles vivent et des instances administratives locales, les populations autochtones, qualifiées de « primitives », vont dès lors faire l'objet de mesures « culturelles » visant leur indonésianisation, sous la forme de programmes de « libération » de l'obscurantisme et de « rééducation ». En Irian Jaya par exemple, les programmes *task force* et *koteka*, lancés en 1969 et 1970, étaient destinés à promouvoir hygiène et habillement auprès des Papous et visaient en particulier à leur faire abandonner le port de l'étui pénien. C'est ainsi que furent distribués des kits contenant un short, une photo de Suharto et un drapeau indonésien (Defert, 1996). La vie en communauté, les rites locaux et d'une façon générale les structures traditionnelles des sociétés locales sont perçues comme un obstacle à leur intégration dans la nation ; combattues par l'État, certaines des cultures indigènes et leurs traductions artistiques vont cependant être sauvées au nom de l'intérêt touristique.

Le « primitif » réhabilité par l'art ethnique et l'écotourisme ?

C'est ainsi que les sculptures asmat d'Irian Jaya, notamment, ont été en partie réhabilitées grâce à leur intérêt touristique et commercial. Cet intérêt pour les sociétés dites primitives est à mettre au compte d'une quête d'authenticité des touristes occidentaux dans les années quatre-vingt-dix et à un regain d'intérêt mondial pour les Arts premiers. Dans tout l'archipel, la production d'« antiquités » primitives fleurit, employant une main d'œuvre importante en ateliers très spécialisés, tant pour les besoins touristiques locaux que pour

24. L'Indonésie est le deuxième producteur mondial de caoutchouc après la Thaïlande, le troisième producteur de café et l'un des premiers fournisseurs d'épices.

l'exportation. Cet intérêt pour les sociétés « primitives » est également stimulé par l'aide que certaines grandes sociétés implantées en Indonésie apportent à certains groupes ethniques. PT Freeport Indonesia par exemple, qui exploite depuis 1950 l'or et l'argent d'Irian Jaya, notamment sur les terres des populations asmat et kamoro, a créé en 1990 la « Fondation Freeport Indonesia » afin de corriger une image néfaste pour l'environnement naturel et pour les populations locales. Cette fondation s'investit particulièrement dans la préservation culturelle des Asmat et des Kamoro (au travers de leurs sculptures sur bois) et dans leur développement économique, aidant en particulier ces groupes ethniques à faire de leur art une source de revenus²⁵. De même la société TOTAL Indonésie implantée depuis 1968 à Kalimantan Est, a entrepris une série d'actions « culturelles ». La protection des cultures indigènes, qui se limite à un domaine culturel précis (la sculpture, la musique...) est donc pour le moment le fait de sociétés étrangères presque exclusivement. Pour finir, quelques voyageurs occidentaux font de la rencontre de minorités isolées et du contact avec les populations locales la clé de voûte de voyages originaux effectués le plus souvent à pied. Si certains impacts socio-économiques négatifs, comme des effets de pollution ou l'arrivée d'acteurs touristiques non autochtones, commencent à se faire sentir sur le principal lieu de trekking de la vallée du Baliem en Irian Jaya, ces effets apparaissent moins traumatisants que ceux provoqués par la colonisation indonésienne. Habités à la rudesse et au mépris des immigrants provenant d'autres régions de l'archipel, il semblerait que les Papous, les Dayak et autres minorités « primitives », confrontés au tourisme, apprécient ces voyageurs qui viennent à leur rencontre, attirés par leur culture et leur environnement naturel.

Dans le lissage culturel subi par les différents groupes ethniques en vue de leur indonésianisation, le folklore, étroitement mis en scène et contrôlé, apparaît comme la seule soupape d'expression identitaire officiellement autorisée et en même temps constitue une source de revenus. Mais, en érigeant en valeurs nationales la modernité, la « civilisation » et la croissance économique, l'État indonésien a dressé les ethnies les unes contre les autres : les Indonésiens de souche (*pribumi*) contre les « Chinois »²⁶, les immigrants javanais et tout indonésien « civilisé » contre les sociétés primitives, les riches contre les pauvres, l'ensemble des Indonésiens contre les « fondamentalistes » acihais, les musulmans contre les chrétiens. Cette incompréhension sociale a permis d'occulter largement les abus du pouvoir central. Le tourisme,

25. Elle a construit entre autre le centre artistique kamoro et le musée asmat, et lancé en 1994 au « World Trade building » de Jakarta, une exposition sur le thème « Kamoro and Asmat : traditional woodcarving from Irian Jaya ». Elle mettait également sur pied en 1998 le premier « Festival des Arts et de la Culture Kamoro ».

26. Ces derniers n'ont vu que dernièrement (octobre 1999) la levée de l'interdiction de toute expression culturelle en public qui pesait sur eux depuis 1967.

domestique surtout, est encore trop récent pour réduire ces clivages et éteindre ces foyers d'intolérance. Parallèlement, les activités économiques, touristiques en particulier, se sont trouvées de plus en plus concentrées dans quelques régions et aux mains de quelques acteurs. Tous ces constats expliquent que les Indonésiens aient vu dans le processus de décentralisation²⁷ la solution de tous les maux hérités de quarante ans d'hyper-centralisation. Les départements ont, depuis janvier 2001, un pouvoir de décision et des moyens financiers leur permettant de présider à leur développement, générant de nouvelles luttes de pouvoir. Sous la poussée des revendications identitaires, il reste à voir dans le domaine du tourisme quelle sera la stratégie retenue par ces différentes entités et l'éventuelle recomposition, ethnique entre autres, de la scène touristique, à l'échelle des provinces ou de la nation.

Références bibliographiques

- CHARRAS M., 1993. L'Indonésie extérieure en peine de perspectives. In *L'Indonésie et son Nouvel Ordre*. Paris, EHESS, Archipel n° 46, p. 173-190.
- DEFERT G., 1996. *L'Indonésie et la Nouvelle-Guinée-Occidentale*. Paris, L'Harmattan (Recherches Asiatiques), 454 p.
- EURO ASIA MANAGEMENT, 1998. *Indonesia, National Tourism Development Master Plan*. Paris & Jakarta, Ministry of Tourism, Arts and Culture, t. 1 : 251 p., t. 2 : 174 p.
- GAUGUE A., 1997. *Les États africains et leurs musées. La mise en scène de la Nation*. Paris, L'Harmattan (Géographie et cultures). 230 p.
- MICHEL F., 1997. *Tourisme, culture et modernité en pays toraja*. Paris, L'Harmattan, 283 p.
- PERRET D., 1995. *La formation d'un paysage ethnique. Batak et Malais de Sumatra Nord-Est*. Paris, Presses de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, 314 p.
- PICARD M., 1992. *Bali, Tourisme Culturel et culture touristique*. Paris, L'Harmattan (Tourisme et sociétés), 217 p.
- RAILLON F., 1995. *L'Indonésie sous l'empire du milieu : la classe moyenne au centre du débat*. Paris, EHESS, Archipel n° 49, p. 63-78.
- SEVIN O., 1993. *L'Indonésie*. Paris, PUF (Que sais-je ?), 127 p.

27. Loi n° 25/1999, mise en place en janvier 2001, donnant l'autonomie régionale aux kabupaten (départements), niveau administratif inférieur à celui des provinces (précisément pour éviter que certaines ne deviennent trop « indépendantes »).

- BALI GOVERNMENT TOURISM OFFICE, 1996. *Bali Data Kepariwisataaan tabun*.
- DIRECTORATE GENERAL OF TOURISM, 1998. *Tourism in Indonesia*, p. 56
- DIRECTORATE GENERAL OF TOURISM, 1999. *Indonesia, Data Base Produk Pariwisata*, p. 27
- DIREKTORAT JENDERAL PARIWISATA, 1998. *Indonesia, Data Base Produk Pariwisata*, Jakarta, p. 25-26.
- DIREKTORAT JENDERAL PARIWISATA, 1999. *Pariwisata Indonesia*, Jakarta, p. 24 et 27.
- UNESCO. *La politique culturelle en Indonésie*, 1973 et 1986, 48 p. et 64 p.

Partie 2

Les ajustements de la modernité

Décolonisation, mondialisation,
nouvelles synergies spatiales



Mondialisation et recompositions territoriales et identitaires en Océanie insulaire

Résumé : Depuis le contact avec les Occidentaux à la fin du siècle dernier, la mondialisation a profondément transformé les espaces et les sociétés de l'Océanie insulaire, via les missions, les plantations et l'État nation. Sur l'échiquier mondial, la région est successivement passée d'une fonction économique d'appoint, remplie jusqu'en 1940, à une fonction stratégique qui jusqu'à la fin de l'empire soviétique lui a assurée une rente économique l'autorisant à s'affranchir en partie des contraintes de l'insularité. La diminution de cette rente oblige les pays océaniques à chercher une nouvelle viabilité sur le terrain économique. Si tous se retrouvent dans la construction régionale, portée par l'utopie de la Pacific way et d'un développement endogène, seuls les plus vastes, dotés de richesses naturelles, peuvent espérer s'insérer dans l'économie planétaire ; les petits archipels de Polynésie et de Micronésie ont choisi une autre voie : la viabilité par l'émigration et l'aide internationale, assimilée à une rente. La mondialisation crée également de nouvelles fractures entre les villes, qui se rattachent progressivement au réseau mondial des archipels urbains, et le monde rural en voie de « surpériphérisation » ou laissé à l'exploitation prédatrice de grands groupes forestiers, miniers ou touristiques internationaux. En Mélanésie, cette évolution se soldé souvent par une crispation identitaire qui peut déboucher sur des conflits politiques majeurs à l'échelle nationale entre populations autochtone et allochtone, comme à Fidji, ou des tentatives de sécession, comme à Bougainville. Pourtant la mondialisation peut également devenir un catalyseur de la conscience identitaire et, en Polynésie, l'instrument d'une nouvelle viabilité des zones rurales, irriguées par les flux financiers provenant de la migration internationale.

Les territoires de la mondialisation : du village à l'archipel¹

LA MONDIALISATION est un mouvement dont les effets économiques, politiques et sociaux sont de plus en plus fréquemment invoqués pour expliquer les grandes transformations que connaissent les sociétés du globe en ce tournant de millénaire (Fouquet et Lemaitre, 1997 ; Krugman,

1. Cette introduction est tirée pour une large part de la présentation du séminaire corédigée avec D. Guillaud en décembre 1998, par ailleurs le texte présenté ici constitue une synthèse du séminaire de géographie donné à Nouméa de 1992 à 1995 dans le cadre du DEA « Espaces, Temps et Sociétés dans le Pacifique insulaire » de l'Université Française du Pacifique.

1998 ; Dolfus, 1999a ; Dolfus *et al.*, 1999). En permanence parcourue par des flux de capitaux, d'informations et de marchandises en provenance des grands centres émetteurs que constituent l'Europe, le continent nord-américain et le bassin Pacifique, la planète est désormais devenue un « village ». Comme le soulignent O. Dolfus *et al.* (1999 : 2) : « [...] en bouclant véritablement pour la première fois l'espace des sociétés, la mondialisation nous apprend concrètement les limites de la terre ». Cette perception du village planétaire est renforcée par l'agrégation des territoires nationaux en de vastes ensembles régionaux à vocation économique, plus rarement politique, et par l'émergence de problèmes environnementaux globaux (Bruce *et al.*, 1996 ; Dolfus, 1999b).

Pourtant, cette apparition d'une cohésion planétaire est loin de se traduire par une uniformisation des espaces, des cultures et des sociétés ; la mondialisation engendre aussi de nouvelles différenciations et des résistances. Ainsi l'image du village, qui s'applique avec justesse à la planète lorsque celle-ci est considérée en tant qu'enveloppe ou contenant, s'avère inexacte lorsqu'on s'intéresse à la structuration de l'espace mondial. C'est plutôt la métaphore de l'archipel qui s'impose alors (Veltz, 1996). Le « système monde » est en fait un réseau composé d'îles urbaines reliées par des autoroutes de l'information, de la finance, du commerce international et de la production. Plus ce système se structure, plus le nombre et le débit des flux qui l'animent augmentent, et plus s'accroissent les différenciations avec les espaces périphériques situés en marge du réseau. Répondant à une logique spatiale différente, ces derniers continuent de former, comme avant la mondialisation, une mosaïque de territoires emboîtés, de l'État-nation à la localité (Durand *et al.*, 1992). Ces territoires échappent de plus en plus aux gouvernements centraux, au profit de nouveaux pouvoirs. Ces derniers résultent des recompositions identitaires, sociales et économiques qui se font jour dans ces territoires situés en marge du système monde, parmi lesquels les petits États et archipels de l'Océanie insulaire constituent un exemple particulièrement éclairant « d'ultrapériphérisation ».

Dans une première partie, nous nous attacherons à présenter selon une perspective diachronique l'impact de la mondialisation sur les territoires insulaires de l'Océanie, pour déboucher dans une seconde partie sur une interrogation contemporaine : quelle place ces territoires peuvent-ils occuper dans l'économie mondiale ? Dans une troisième partie, nous présenterons un point de vue symétrique en nous interrogeant sur la réponse des territoires et sociétés insulaires aux flux et processus émanant de la mondialisation.

L'accent sera mis notamment sur la construction régionale et sur les affirmations identitaires aux échelles nationale et locale.

L'irruption de la mondialisation : les îles à l'épreuve du pouvoir colonial (1840-1939)

Le « contact blanc » : rapports de prédation et effondrement démographique

Fort logiquement, l'économie mondiale s'est d'abord intéressée à l'Océanie pour son Océan, riche de ses populations de cétacés. Dans la première moitié du XIX^e siècle, le Pacifique est considéré comme le principal réservoir d'huile de la planète (Foucrier, 1992). De 1830 à 1840, 160 000 tonnes d'huile de cachalot sont produites (Doumenge, 1966). L'effondrement des stocks de cétacés et la généralisation des huiles de pétrole pour l'éclairage domestique après 1860 sonnent la fin de cette chasse. La « prédation » économique se déplace alors de l'océan vers les îles où sont exploités le bois de santal, le trévang (holothuries séchées et fumées), les écailles de tortue ainsi que divers produits nacriers (perles, trocas), tous très demandés sur le marché chinois². Entre l'Océanie insulaire, l'Australie et la Chine, un fructueux commerce triangulaire où s'échangent par voie maritime santal, fer, tabac et thé, se met alors en place ; il se maintiendra jusque vers la fin du XIX^e siècle (Shineberg, 1973).

A quelques exceptions près, dont celle des îles Sandwich devenues par la suite l'archipel des Hawaii, l'impact de la chasse à la baleine sur les modes de vie insulaires est limité : les contacts se réduisent aux villages de bord de mer proches des mouillages et pourvoyeurs d'eau douce, de vivres frais et de repos après de longues semaines de navigation. Les activités liées à l'exploitation du rivage ou du bois de santal sont déjà d'une autre nature : les *beach-combers* introduisent les outils de fer dans les communautés océaniques et s'immiscent dans leurs affaires internes ou sont utilisés par leurs protecteurs à des fins de suprématie militaire. Le « contact blanc », comme le nomme J. Bonnemaïson (1986), se traduit par une transformation profonde de l'espace et de l'organisation sociale et culturelle des populations insulaires, qui dans bien des cas conduit à remettre en cause la viabilité démographique de ces communautés, notamment sur le littoral. Trois processus sont en jeu.

a) Le plus ancien est l'irruption de nouvelles maladies virales et bactériennes - la tuberculose, la variole, la bronchite et la dysenterie sont les plus

2. Les premières coupes de santal remontent au début du XIX^e siècle ; de 1811 à 1830, les îles Hawaii, les Marquises et Fidji sont dépouillées de leurs boisements par des navires américains et britanniques opérant pour la Compagnie des Indes Orientales qui, dans l'Empire Britannique, a le monopole du commerce avec la Chine. En 1834, la fin de ce monopole entraîne l'arrivée des commerçants australiens sur le marché du santal, dont la production se concentre alors sur le sud des Nouvelles-Hébrides, les îles Loyauté, l'île des Pins et la Grande-Terre calédonienne. La surexploitation de ces zones oblige en 1850 les santaliers à déplacer leur exploitation vers Santo dans le nord des Nouvelles-Hébrides (Shineberg, 1973) ; quinze ans plus tard, les boisements de santal de l'Océanie sont épuisés et l'économie santalière laisse la place à l'économie du trévang et de la nacra.

redoutables - dans un contexte immunitaire totalement figé depuis des siècles du fait de l'insularité. Une surmortalité généralisée en est résultée, le temps que les défenses immunitaires adéquates apparaissent chez les insulaires. Elle a ensuite été relayée par une surmortalité imputable aux maladies vénériennes qui, dans les dernières décennies du XIX^e siècle et les premières décennies du XX^e siècle, ont littéralement décimé la population adulte de l'ensemble des îles et archipels d'Océanie.

- b) Les recrutements de main d'œuvre pour les plantations de coton, puis de canne à sucre, du Queensland et de Fidji, et pour les mines de Nouvelle-Calédonie, affectent plus localement les populations. Ils touchent celles des Nouvelles-Hébrides, des Salomon, des îles Loyauté et de certaines parties de la Papouasie ; des populations polynésiennes ont également été transportées vers les mines et les gisements de guano du Chili et du Pérou. Ces recrutements n'en demeurent pas moins d'une ampleur considérable : 100 000 personnes auraient été victimes du *blackbirding* (traite des noirs) dans la seule Mélanésie de 1863 à 1911 (Bonnemaison, 1986), les années dix huit cent quatre-vingt consacrant l'apogée de ce trafic.
- c) L'introduction d'armes à feu constitue un facteur aggravant de surmortalité des populations côtières, déjà terriblement affectées par le *blackbirding* et par les épidémies. Il est d'ailleurs probable que ces dernières, fragilisant ou détruisant des communautés entières, aient incité des populations moins ou peu touchées à entreprendre des guerres de conquête, dans lesquelles les armes à feu conféraient à ceux qui les détenaient une invincibilité certaine face à ceux qui n'en possédaient pas. Cette supériorité militaire est également à l'origine de guerres non rituelles, entreprises par les populations du littoral contre des populations de l'intérieur des terres, pour l'accès à une force de travail monnayable auprès des *blackbirders*, la rémunération se composant d'un fusil et de biens divers (calicots, outils, tabac, pipes, verroterie) contenus dans un coffre de bois.

Malgré l'ampleur de la crise démographique qu'elle génère, la présence européenne reste faible en termes d'implantation spatiale ; elle se limite à des passages occasionnels par voie maritime et à quelques rares comptoirs fixes le long du littoral. Tout le processus de déstructuration se passe en milieu océanien, hors de la présence des Blancs, mais via les flux de matière, d'énergie et d'information que ceux-ci ont émis ou suscités à partir de la mer et de ses bordures.

Le développement de l'agriculture spéculative

La mise en place de l'agriculture marchande en Océanie est directement liée à la conjoncture internationale et procède d'un opportunisme économique visant à occuper des « niches économiques » temporairement vacantes. Ainsi,

l'économie de plantation ne s'y généralise qu'à l'occasion de la guerre de Sécession américaine de 1860, laquelle provoque une sévère pénurie de coton sur le marché international. Dès 1861, le prix du coton est multiplié par quatre et des plantations se créent en Amérique du Sud, en Australie et sur les côtes sous le vent des îles hautes océaniques : Hawaii, Tahiti, Marquises, Samoa, Fidji, Nouvelles-Hébrides (Weightman, 1989). Mais l'effondrement des cours, qui accompagne la fin de la guerre aux États-Unis et le conflit franco-allemand de 1870-1871, provoque la ruine des économies insulaires naissantes. À partir de 1870, la culture du coton est abandonnée au profit du cocotier et, à nouveau, de la canne à sucre, qui se développe en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie, aux Samoa et de manière plus permanente à Fidji et aux Hawaii. Néanmoins, seuls ces deux derniers pays disposent de superficies permettant d'amortir les investissements et de pérenniser l'activité agricole ; qui plus est, la conjonction de ces disponibilités foncières à l'ouverture du marché américain en 1876 favorise très tôt l'industrie sucrière à Hawaii, alors que celle-ci ne démarre qu'à la fin du XIX^e siècle à Fidji (Doumenge, 1966 ; Huetz de Lempis, 1994).

Bien que les premières plantations soient antérieures à la vague cotonnière³, il faut attendre les années 1870 pour que l'économie du cocotier prenne son essor. Depuis une dizaine d'années, l'huile de coco était très recherchée sur le marché européen en raison d'une pénurie de graisse animale mais les coûts de production restaient élevés en raison de la nécessité d'exporter les noix entières. La mise au point du procédé de séchage du coprah, simple et peu coûteux, lève cette contrainte et dès 1870 des *coprah makers* apparaissent sur les rivages, achetant les noix contre du tabac, tandis que les plantations se multiplient, jusque sur les îles les plus reculées. Les cocoteraies vont profondément transformer les paysages du littoral dont ils consacrent l'importance économique pour l'insertion à long terme de l'Océanie insulaire dans l'économie internationale ; ainsi, pour la Polynésie, B. Danielsson (1972 : 1249) rapporte que vers la fin du XIX^e siècle, « [...] *les plaines côtières de toutes les îles volcaniques, couvertes primitivement de bouquets rapprochés d'arbres à pain, ont depuis été remplacées par des cocotiers dont les noix n'étaient jadis qu'une ressource d'importance secondaire dans l'économie polynésienne* ». Cette insertion est durable puisque le coprah reste un des principaux produits d'exportation des îles océaniques.

La structuration de l'espace colonial

L'implantation missionnaire, puis l'installation de colons et de commerçants encadrés par l'armée et l'administration, vont entraîner de profondes transfor-

3. Une des premières plantations est créée en 1846 dans les îles de la Ligne à l'initiative de capitaux britanniques opérant à partir de Tahiti (Weightman, 1989).

mations dans l'espace, la société et la culture des insulaires. Celles-ci sont irréversibles : la structuration spatiale de l'Océanie contemporaine est déjà largement esquissée dès la fin du XIX^e siècle.

De l'évangélisation à la mission-plantation

La logique de l'implantation missionnaire en Océanie se décline selon quatre composantes :

- une logique culturelle qui vise à éradiquer une large partie de la culture locale pour la remplacer par les valeurs de la chrétienté et de la civilisation, matérialisées par le vêtement, la nourriture et l'école ;
- une logique politique, visant à substituer au pouvoir coutumier le pouvoir du prêtre ;
- une logique spatiale, car la dispersion des populations locales représente un obstacle à l'évangélisation, l'objectif de tout missionnaire est de les regrouper autour de son église ;
- une logique économique, puisque les missions doivent s'autofinancer et contribuer à ouvrir le pays sur l'extérieur. En retour de la révélation de la parole du Christ, le missionnaire attend des populations qu'elles apportent leur force de travail, pas ou peu rémunérée, pour la mise en culture des terres qu'il administre.

Les missions apparaissent bien plus tard en Mélanésie, terres réputées plus « sauvages », qu'en Micronésie (présence espagnole oblige) ou en Polynésie, où le système politique très centralisé facilite les conversions : dès qu'un roi ou une reine sont baptisés, l'ensemble de leurs sujets embrasse la nouvelle religion. Tahiti, où les prédicateurs de la London Missionary Society débarquent en 1797, est le principal pôle de diffusion de la foi protestante dans les îles de l'Océanie. Les nombreux catéchistes hawaïens, samoans et tongiens qui y sont formés sont autant de prédicateurs envoyés à l'assaut du paganisme insulaire. L'Église catholique n'aborde le Pacifique qu'à la fin des années 1830 et, comme les protestants, concentre ses efforts sur la Polynésie. L'évangélisation y est contemporaine de l'activité des baleiniers puis des santaliers et, face aux exactions que ceux-ci commettent parfois, les missionnaires apparaissent comme un recours salvateur. Des circonstances similaires marquent l'évangélisation de la Mélanésie, contemporaine du *blackbirding*, et les missions deviennent des havres de paix et de sécurité drainant les populations des alentours qui désirent échapper au recrutement forcé de main-d'œuvre. Celles-ci y trouvent également un chemin d'accès à la modernité, matérialisée par l'accès aux soins, à l'éducation et par le salariat. Chaque mission est en effet entourée d'une plantation de cocotiers qui assure sa viabilité économique et apporte sa contribution au coût de fonctionnement des navires reliant entre elles les missions d'une même Église.

D'un point de vue spatial, la mission peut être assimilée à un émetteur d'informations d'ordre spirituel, mais aussi matériel, concernant la vie quotidienne des nouveaux chrétiens (c'est d'ailleurs beaucoup plus l'adhésion à ce genre de vie qui motive les conversions que la parole du Christ, concept trop abstrait). Se propageant vers l'intérieur des terres, ces informations drainent vers le littoral et la mission les volontaires désirant recevoir les enseignements de l'Église et suivre ainsi la « voie de l'école », terme qui, aux Nouvelles-Hébrides et aux Salomon, oppose la modernité à la tradition, qualifiée de « voie de la coutume » (Bonnemaison, 1986). La pérennité de ce flux d'information dépend à la fois de l'intensité du flux de population désirant se convertir et de la fréquence des passages du navire qui ravitaille la mission en biens d'équipement et de fonctionnement et écoule sa production de coprah. Plus la mission est riche, mieux elle sera équipée et plus elle entraînera les conversions. L'intérêt bien compris du missionnaire est donc avant tout de produire du coprah. L'aire d'influence de chaque mission est suffisamment vaste pour que, du fait de la distance et des difficultés de déplacement, les relations entre deux missions voisines d'une même congrégation soient rares. Seules les rotations d'un navire « tour de côte », assurant le transport des personnes et des biens à partir d'un centre urbain, permettent à chaque congrégation de maintenir en état son réseau de missions.

Les déplacements de population de l'intérieur des terres vers le littoral qui accompagnent l'évangélisation impliquent une transformation profonde du genre de vie des Océaniens ; différentes communautés villageoises qui ne se connaissaient pas sont désormais voisines, de nouvelles alliances se font, d'autres se relâchent ou se rompent lorsque les anciens alliés embrassent deux Églises différentes. L'installation en bord de mer impose en outre l'apprentissage d'une nouvelle culture relative au milieu marin et la « faim de terre » qu'induisent les fortes densités aux alentours de la mission provoque l'adoption de nouvelles pratiques agricoles. Les populations de l'intérieur des terres, dont l'horticulture reposait sur le taro, doivent désormais se reconverter à l'igname, tandis que le manioc, tolérant aux mauvais sols et aux rendements élevés, fait son entrée dans leur alimentation. Pour beaucoup d'Océaniens, la mission est également la voie d'accès à l'économie monétaire : chacune d'elle dispose d'un petit magasin où sont commercialisés quelques produits et outillage de base.

La plantation

Avec la mise en place des plantations, l'espace insulaire acquiert une dimension économique nouvelle sur la scène internationale. Comme les missions, les plantations sont localisées en bord de mer. Le transport maritime est l'unique moyen par lequel le planteur peut écouler sa production et faire

venir la main-d'œuvre dont il a besoin ; il est en effet rare que celle qui est employée sur une plantation soit recrutée à proximité. À la différence de la mission, la plantation est donc rarement un pôle d'attraction pour la population avoisinante ; en revanche, elle l'est pour nombre d'Européens qui, attirés par l'exotisme et par l'espoir de profits rapides, viennent y investir leur fortune et leur labeur. Mais, hormis la période 1900-1920, marquée par une pénurie de denrées coloniales et donc par une hausse prolongée des cours, les plantations ne se sont guère avérées rentables sur le long terme (Panoff, 1986). Elles exigent pour leur mise en place un capital considérable, alors que la production ne débute que 6 ans après les premiers défrichements. Dans la logique du planteur, un des moyens simples de réduire les coûts d'installation est donc de payer la terre le moins cher possible. L'idéal est de s'établir là où les occupants ont été décimés ou déplacés à l'occasion de politiques de mises en réserve ou de cantonnement, comme celle lancée en Nouvelle-Calédonie de 1894 à 1903 par le Gouverneur Feillet. Outre la vacuité de l'espace, la présence d'un cours d'eau et surtout d'une baie abritée pouvant accueillir des navires constituent deux autres conditions nécessaires, mais non suffisantes, à la réussite d'une plantation. Néanmoins, en période de déprime des cours des produits de plantation, ce n'est pas la production agricole qui engendre la réussite matérielle des planteurs mais la revente de leurs biens fonciers. La logique du planteur avisé n'est donc pas de mettre densément en valeur l'espace qu'il a défriché, mais d'étendre au maximum sa plantation, quitte à n'en cultiver qu'une faible part. Le meilleur moyen de rentabiliser le capital humain et financier qu'il a investi consiste alors à profiter des hausses conjoncturelles des denrées coloniales sur le marché international pour revendre sa plantation et en tirer une substantielle plus-value, qu'il réinvestira en Australie, en Nouvelle-Zélande ou dans les villes naissantes de l'Océanie insulaire. La logique foncière s'avère donc beaucoup plus lucrative que la logique productive.

Comme la plantation, la maison de commerce est un acteur essentiel de l'ouverture de l'économie insulaire à la mondialisation, dont elle constitue l'interface privilégié. Elle est en effet indissociable de la plantation qu'elle approvisionne en équipements et en biens de consommation et dont elle écoule la production sur le marché international. Deux logiques l'animent : d'une part desservir le plus grand nombre possible de plantations, d'autre part endetter les planteurs pour ensuite racheter leurs terres et se constituer ainsi un patrimoine foncier doublé d'un capital productif. Avec le développement des capitales océaniques, les circuits commerciaux des grandes maisons de commerce se complexifient. Opérant d'abord exclusivement à partir de la métropole ou des grandes capitales régionales comme Sydney, elles implantent ensuite des centres de stockage relais dans les principaux centres urbains insulaires, comme Nouméa ou Suva. Dans un troisième temps,

elles ouvrent des comptoirs dans toutes les capitales océaniques, à partir desquels s'organise le commerce local, via des navires « tours de côte » qui visitent les plantations.

Recomposition et contrôle de l'espace insulaire

L'espace « traditionnel » des îles hautes d'Océanie se compose d'un maillage de lieux que traversent les itinéraires d'alliance (Bensa, Rivierre, 1982 ; Bonnemaison, 1980, 1986, 1989) ; c'est un monde de limites floues où la frontière n'est pas une ligne mais un espace-tampon, vide d'hommes et de géosymboles⁴. À cet espace lacunaire et réticulé, le pouvoir colonial oppose désormais un espace plein, centralisé, « corseté de lignes frontières » et polarisé par la mission, la plantation et la ville naissante. Cette dernière, malgré une emprise spatiale limitée et une population réduite, constitue l'interface administrative, militaire et parfois religieuse entre la métropole et le système insulaire qu'elle a pour fonction de contrôler. Située en bord de mer, elle commande la puissance militaire, les finances publiques et l'administration coloniale. Les populations autochtones y sont peu nombreuses et la fonction de centre de commandement économique et stratégique l'emporte nettement sur les fonctions urbaines. Ses garnisons et ses canonnières imposent l'ordre colonial, ses fonctionnaires bornent et délimitent l'espace insulaire et refoulent les populations autochtones. Au monde des limites floues de ces dernières se juxtapose un espace borné qui consacre un maillage imposé par le pouvoir colonial et « subi » par les populations insulaires, maillage dont la fonction est « *de maximiser le contrôle du groupe* » ou de ses ressources, pour reprendre l'expression de C. Raffestin (1980 : 139).

Peu à peu, ce nouveau quadrillage tend à supplanter le premier et à le cantonner à des espaces ultrapériphériques, comme les réserves autochtones de Nouvelle-Calédonie. Il se constitue ainsi, à l'échelle de chaque archipel ou ensemble d'archipels, un réseau d'espaces colonisés, desservis par des transports maritimes réguliers provenant du bassin du Pacifique ou de métropole et relayés par des navires « tours de côte » militaires, religieux ou commerciaux. Ce réseau est commandé par une ville (initialement un simple bourg), elle-même sous la dépendance hiérarchique d'un centre de commandement régional : Tulagi, aux Salomon, pour l'Empire britannique, Papeete et Nouméa pour l'Océanie française. Se met ainsi en place un jeu d'échelles qui contraste singulièrement avec le cadre spatial de la société « traditionnelle » où ne se rencontre qu'une échelle unique : celle du village

4. Le géosymbole, expression de la culture et de la mémoire d'un peuple, peut se définir comme un lieu, un itinéraire, une construction, une étendue qui, pour des raisons religieuses, culturelles ou politiques, prend aux yeux des groupes ethniques une dimension symbolique qui les ancre dans une identité héritée (Bonnemaison, 1986 : 189).

ou de la série de villages alliés (David, 1999). En revanche, l'Église, l'État et la maison de commerce interviennent à différentes échelles : le village, l'île, le pays, la région et le monde.

L'Océanie insulaire sur l'échiquier mondial contemporain

L'Océanie insulaire au temps de la Guerre froide :
l'intégration stratégique

Glacis et réseaux stratégiques

Entre les deux guerres, le développement du transport aérien intercontinental amène les îles d'Océanie à jouer un rôle essentiel d'escales sur les grandes routes aériennes qui, via l'Océan Indien et le Pacifique, relie l'Eurasie à l'Amérique (Doumenge, 1966). La Seconde Guerre mondiale, puis la Guerre froide, renforcent considérablement cette fonction stratégique des îles en leur conférant une vocation militaire. Ainsi le Pacifique insulaire, qualifié par le général Mac Arthur de « lac américain » en 1945, devient-il un glacis stratégique face à la flotte soviétique basée à Vladivostok et un lieu privilégié d'expérimentations militaires du fait de l'étendue et de la vacuité de l'espace (essais nucléaires, cibles de missiles balistiques intercontinentaux). Les principales puissances militaires occidentales en présence sont l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis, réunis par un accord de défense mutuelle, l'ANZUS, créé en 1951 quand éclate la Guerre de Corée et la France qui, après la perte de l'Algérie où a eu lieu le premier essai nucléaire, décide en 1962 de poursuivre ces essais dans deux des atolls des Tuamotu.

Cette fonction stratégique de l'Océanie insulaire s'accompagne de la mise en place d'une structure spatiale en réseaux, pour la circulation d'informations stratégiques et tactiques destinées aux grands centres de commandement militaires occidentaux. Ces réseaux reprennent la topologie et les contours de l'espace colonial des quatre puissances intervenant dans la région. Deux épousent la forme d'une ligne courant de l'Est à l'Ouest du Pacifique : il s'agit du réseau américain qui intègre Hawaii, Wake, les Marshall, les Mariannes du nord et Guam avec une petite dérivation vers les Samoa américaines, et du réseau français qui s'appuie sur le binôme Nouvelle-Calédonie - Polynésie Française, Wallis et Futuna ayant une position plus marginale. Les deux autres réseaux sont qualifiés de « toiles » par B. Antheaume et J. Bonnemaïson (1988) : il s'agit du réseau mélanésien de l'Australie qui regroupe la Papouasie Nouvelle-Guinée, les Salomon, le Vanuatu et Fidji ; ce dernier pays est également membre du réseau néo-zélandais, qui rassemble cinq autres archipels, tous polynésiens : les Cook, Niue, le Samoa Occidental, Tokelau et les Tonga.

Au total, ce dispositif stratégique englobe 16 des 22 membres de l'ancienne Commission du Pacifique Sud, devenue aujourd'hui la Communauté du Pacifique. Il s'accompagne d'une organisation spécifique de l'espace, différente de celle héritée de la période précoloniale comme de celle qui fut polarisée par les missions et les plantations. L'espace régional s'organise ainsi en trois grands groupes :

- les six pays ou territoires de la Communauté du Pacifique extérieurs à ces réseaux,
- les pays ou territoires qui y sont intégrés sans qu'aucune base des quatre puissances militaires régionales n'y soit implantée,
- les territoires américains et français du Pacifique, dotés d'une ou de plusieurs bases militaires, qui sont les nœuds de leurs réseaux respectifs.

Du fait de leur situation océanienne, qui leur permet d'intervenir rapidement à partir de leur territoire national « métropolitain », l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont une présence militaire beaucoup moins visible. Celle-ci se limite à leurs ambassades dans la région et à des instructeurs qui encadrent les armées de quelques pays-clefs, comme la Papouasie Nouvelle-Guinée, relevant du glacis stratégique de ces deux puissances régionales. En revanche, la coopération civile est très active et joue un rôle géostratégique majeur, via un dispositif très efficace qui se fonde sur le trinôme « acteur-décideur-conseil-leur », composé d'une agence de développement (l'AIDAB, Australian International Development Assistance Bureau), du Ministère des Affaires étrangères, et de l'ANU (Australian National University) dont les chercheurs rejoignent fréquemment la diplomatie australienne pour des séjours de quelques années dans le « pré carré » océanien ou en Asie. En cas de troubles locaux sérieux, la coopération civile s'efface et laisse la place aux militaires, l'Australie comme la Nouvelle-Zélande s'étant dotées d'une force d'intervention rapide.

De la fonction stratégique à la rente économique

L'impact économique de ce dispositif stratégique est considérable. Il touche en priorité les territoires sous tutelle et les pays associés aux quatre puissances militaires régionales. À l'échelle locale, les flux financiers que génèrent les bases militaires peuvent être la source d'un accroissement des activités économiques ; ainsi le maraîchage s'est-il développé aux Australes pour approvisionner les atolls de Mururoa et de Fangatofa où se déroulaient les essais nucléaires de la France. En revanche, à l'échelle nationale, la fonction stratégique inhibe le développement économique en lui substituant ce que B. Poirine (1993) a qualifié de « rente administrative ». Les salaires élevés qu'elles versent à leur personnel (militaires ou autres agents de l'État) deviennent la référence des revenus du secteur privé et c'est ainsi que l'Australie, les

États-Unis, la France et la Nouvelle-Zélande sont responsables de niveaux de consommation bien supérieurs aux capacités intrinsèques de production des économies locales. Ceux-ci s'accroissent avec le nombre d'agents de l'État dans la population active et peuvent dépasser les niveaux de consommation de la métropole quand les salaires de la fonction publique sont majorés d'un indice d'expatriation conséquent. Il en résulte un surcoût de la main-d'œuvre qui rend extrêmement difficile l'insertion des économies insulaires sur le marché international (Freyss, 1995 ; Poirine, 1995), notamment en ce qui concerne les débouchés « traditionnels » comme les productions agricoles, aux prix de revient très élevés. Dans ces territoires archipélagiques qui abritent les nœuds des réseaux militaires occidentaux en Océanie, la fonction stratégique a depuis longtemps supplanté la fonction économique, même si, parfois, cette dernière reste importante par sa valeur, comme en Nouvelle-Calédonie avec le nickel, et à Hawaii avec l'agriculture et le tourisme (Huetz de Lempis, 1989 ; Huetz de Lempis *et al.*, 1995).

L'impact économique des réseaux militaires touche également les pays indépendants, sous la forme d'une aide bilatérale extrêmement conséquente, destinée à assurer la paix sociale et la stabilité politique de la région en maintenant sous « perfusion monétaire internationale » des États au potentiel économique limité. Cette aide bilatérale représente la majeure partie de l'aide publique au développement des pays de la région, pour lesquels elle s'apparente à une rente économique, même si une partie se compose des salaires des experts-coopérants détachés par les pays bailleurs de fonds auprès des services techniques locaux. L'octroi de cette rente n'est pas sans contreparties politiques et économiques. Elle a considérablement augmenté après les tentatives faites dans les années quatre-vingt par l'Union Soviétique pour signer des accords de pêche dans la région, tentatives qui furent perçues par les États-Unis et leurs alliés comme des opérations de déstabilisation géostratégique.

De 1975 à 1988, cette aide publique au développement a presque triplé (*tableau 1*), pour atteindre 1 276 millions de dollars US par an, soit 232 dollars par habitant, plus du cinquième du PNB de dix des États de la région. Indiscutablement, l'Océanie insulaire est la partie du monde qui bénéficie de l'aide publique au développement par habitant la plus élevée de la planète.

Tableau 1 - Evolution de l'aide publique au développement en Océanie insulaire

Année	1975	1980	1983	1988	1990	1994
Montant global (millions \$ US)	450	935	862	1 276	1 378	1 797
Montant par habitant (\$ US)	100	190	176	232	227	226

Source : Blanchet, 1997, d'après Communauté du Pacifique, OCDE, Australian National University.

Citant Cole et Parry (1986), B. Antheaume et J. Bonnemaison (1988 : 47) notent ainsi qu'en 1982, « le Laos reçoit 11 dollars australiens par habitant, le Tchad 13, le Burundi 30, quand le Vanuatu en reçoit 221, Kiribati 258 et les îles Cook 581 ». Mais comme le signale G. Blanchet (1998 : 145), « plus la moitié de l'aide, 58 % en 1980 et 63 % en 1994, vient de la France et des États-Unis et reste concentrée dans les territoires qui leur sont associés ». Or, « depuis le début des années quatre-vingt dix, on constate un tassement des flux publics et une stabilisation du niveau moyen de l'aide par habitant » (Blanchet, 1997 : 58). Cette évolution (tableau 1) résulte pour une large part de la chute du mur de Berlin qui marque la fin de la bipolarisation de la planète et frappe principalement les petits États insulaires, la France s'étant engagée à accroître ou à maintenir encore pour quelques années son assistance financière à ses TOM, via les accords de Matignon pour la Nouvelle-Calédonie, et le Pacte de progrès pour la Polynésie Française (Blanchet, 1994 ; David *et al.*, 1999).

Aujourd'hui, les îles ont perdu une grande partie de leur intérêt militaire, occasionnant une chute de la rente économique que cette fonction stratégique impliquait. Ce processus, qui intervient après le développement des avions très longs courriers et la perte de la fonction de relais des îles océaniques dans le transport aérien international, consacre une rupture majeure dans les relations que ces îles ont tissé avec le « système monde ». Désormais, ne bénéficiant plus que d'un intérêt stratégique réduit, elles sont en quête d'une nouvelle insertion sur l'échiquier planétaire et d'une indispensable viabilité axée sur leurs fonctions de production.

Des îles en mal d'insertion dans l'économie mondiale

Viabilité, insularité et mondialisation

Selon F. Doumenge (1983), la viabilité d'un pays s'exprime à la fois par un état statique - « *c'est la réunion des conditions nécessaires et suffisantes pour exister et durer* » - et par un état dynamique assimilable aux conditions « *à réunir pour pouvoir se développer tant sur le plan de l'utilisation la plus complète possible des ressources naturelles, que pour la progression du niveau de vie social et économique de la population* ». Or, de nombreuses contraintes inhérentes à l'insularité affectent la viabilité des îles d'Océanie.

D'une part, la taille réduite des îles, de leur population et de leur marché intérieur pénalise toute solution de substitution aux importations et contraint l'économie insulaire à l'extraversion (Poirine, 1995), quand elle ne constitue pas un blocage rédhitoire pour la mise en valeur du potentiel agricole. En effet, tout en soulignant « *qu'il n'y a pas en soi un seuil minimum de*

viabilité d'une communauté insulaire », F. Doumenge (1983) indique qu'au dessous de 20 habitants au km², « *la vacuité de l'espace se fait sentir et que la mise en valeur demande sur une petite île 50 habitants par km² utile* ». Or, 9 des 22 États et territoires appartenant à la Communauté du Pacifique présentent des densités inférieures à 20 habitants au km² (tableau 2).

D'autre part, l'éloignement des marchés de consommation internationaux et des grandes zones de production industrielle renchérit les coûts des importations et des exportations et contribue à élever le coût déjà surévalué de la main-d'œuvre locale, ce qui diminue d'autant la compétitivité des produits insulaires sur le marché international.

Enfin, l'accroissement démographique rapide engendre des « coûts de l'homme » élevés, pour reprendre l'expression de F. Perroux (1961), notamment en matière de santé et d'éducation. Tout doublement de la population doit ainsi s'accompagner, au minimum, d'un doublement des capacités scolaires et de santé du pays, pour que les enfants puissent connaître une situation similaire à celle de leurs parents, ce qui exige de mobiliser sur ces deux secteurs une large part des ressources de l'État ; le développement est à ce prix.

De fait, les interactions entre insularité et mondialisation vont avoir pour principal résultat l'accroissement des différences entre les espaces, aux échelles globale, régionale et locale.

- a) À l'échelle de la planète, les contraintes qu'impose l'insularité aux archipels océaniques se traduisent par des surcoûts vis-à-vis des pays continentaux avec lesquels ils sont en concurrence sur le marché international. Plus la division internationale du travail s'accroît, plus les économies d'échelle et les bas salaires constituent des conditions nécessaires pour attirer les investisseurs et plus l'écart se creuse entre les pays pouvant répondre à ces conditions et ceux ne le pouvant pas. Parmi ces derniers se rangent ceux de l'Océanie insulaire.
- b) À l'échelle régionale, la différenciation spatiale porte sur les ressources naturelles. En effet, hormis Fidji qui, du fait de sa population indienne habituée au salariat, a réussi une reconversion industrielle, le tourisme, la pêche thonière et parfois l'exploitation des forêts et des mines, plus rarement l'aquaculture, sont les vecteurs de l'insertion des archipels océaniques dans l'économie mondiale. Ainsi s'accroissent les disparités économiques entre les pays dotés de ces ressources et ceux qui n'en disposent pas, entre pays riches et pauvres, entre pays indépendants et pays rattachés à une métropole. À cet égard, la Mélanésie, qui concentre 98 % des terres et 84 % de la population de l'Océanie insulaire, présente des

perspectives nettement plus favorables que la Polynésie et la Micronésie, qui abritent respectivement 9 % et 7 % des Océaniens (tableau 2).

c) À l'échelle nationale, les différenciations spatiales au sein du monde rural sont liées à la logistique des transports, notamment maritimes, ce secteur ayant connu une évolution très rapide ces trente dernières années. Les cargos vraquiers, que leurs mâts de charge autorisaient à « vagabonder » jusque dans les ports les plus « rustiques », ont disparu au profit des porte-conteneurs et des « Roll on-Roll off » que seules les plates-formes portuaires d'envergure internationale peuvent accueillir. Au début du siècle, les navires de la métropole ou des centres de commandements régionaux touchaient la plupart des îles océaniques au moins une fois par an et celles-ci étaient en contact direct avec les centres de commandement du « système monde » et pouvaient y écouler directement leur production. Désormais, les ports des grands centres urbains et les aéroports

155

GILBERT DAVID • Mondialisation et recompositions territoriales et identitaires

Tableau 2 – Les pays membres de la communauté du Pacifique en 1995

PAYS	Superficie ZEE 10 ³ km ² (a)	Superficie terrestre (km ²) (b)	a/b	Population (10 ³)	Temps de Doublém. Population (ans)	Densité hab. par Km ²	Taux d'urbani- sation (%)	PIB par tête (US \$)
Mélanésie	8 170	539 364	15	55 313	30	10		
Fidji	1 290	18 272	70	7 748	35	42	38,5 (1)	1 502 (7)
Nouvelle-Calédonie	1 740	19 103	91	1 822	35	10	69 (2)	10 627 (2)
Pap. Nouv.-Guinée	3 120	462 243	7	40 424	30	9	15,5 (3)	846 (3)
Îles Salomon	1 340	27 556	48	3 678	20	13	12,5 (1)	455 (3)
Vanuatu	680	12 190	56	1 641	25	13	18,5 (2)	896 (3)
Micronésie	10 603	3 214	3 299	4 418	20	147		
Etats Fédérés	2 978	701	4 248	1 057	13-26	151	27,5 (4)	3 144 (3)
Guam	218	541	403	1493	30	276	38 (3)	8 043 (1)
Kinbati	3 550	811	4 377	784	30	97	35 (3)	452 (2)
Marshall	2 131	181	11 773	547	17	302	64,5 (5)	984 (8)
Nauru	320	21	15 238	105	24	500	100 (6)	14 820 (2)
Mariannes Nord	777	471	1 650	567	7	120	53 (3)	8 583 (9)
Palau	629	488	1 289	165	35	34	69,5 (3)	2 317 (9)
Polynésie	10 750	8 195	1 311	5 807	46	71		
Samoa américaine	390	200	1 950	545	19	273	48,5 (3)	4 329 (9)
Cook	1 830	237	7 721	191	63	81	58,5 (7)	1 844 (3)
Wallis-Futuna	300	255	1 176	144	53	26	0	?
Niue	390	259	1 505	20	?	8	30,5 (7)	1 010 (8)
Pitcairn	800	5	160 000	54	?	2	0	?
Polynésie Française	5 030	3 521	1429	2 180	28	62	56,5 (5)	12 834 (3)
Tokelau	290	10	29 000	15	?	150	0	311 (4)
Tonga	700	747	937	983	139	132	30,5 (1)	843 (3)
Tuvalu	900	26	34 615	95	41	366	42,5 (7)	809 (3)
Samoa Occidentale	120	2 935	41	1 634	139	57	21 (7)	608 (3)
Région	29 523	550 773	54	65 838	30	12		
Id. sans Papouasie Nouvelle-Guinée	26 403	88 530	298	25 414		29		

(1) : 1986 ; (2) : 1989 ; (3) : 1990 ; (4) : 1980 ; (5) : 1988 ; (6) : 1992 ; (7) : 1991 ; (8) : 1984 ; (9) : 1985 ; (10) : 1983

internationaux sont les seuls portes d'accès au commerce international et les îles qui en sont éloignées subissent un fort handicap économique. La périphérisation des archipels est d'autant plus prononcée que la taille des îles qui les composent est réduite, que le nombre de centres urbains de plus de 1 000 habitants, fonctionnant comme des marchés de proximité susceptibles d'écouler une partie de la production locale, est limité, et que les distances entre les îles et le principal marché de consommation ou le port de commerce international sont importantes. Ainsi, un agriculteur des îles périphériques fidjiennes doit produire 50 % de coprah de plus qu'un agriculteur de l'île principale pour en tirer le même revenu (Ward, 1993). Dès lors, il n'est guère surprenant que les îles les plus petites et les plus éloignées, quelle qu'en soit la localisation, voient partir une partie de leur population, attirée vers les lumières de la ville.

Le clivage économique, spatial et démographique croissant entre les zones rurales, périphériques ou non, et les centres urbains, en particulier les capitales qui sont les bénéficiaires prioritaires de l'aide internationale et sont le siège des administrations centrales, constitue en effet l'autre effet majeur de la mondialisation à l'échelle nationale. Déjà en 1983, la Papouasie-Nouvelle-Guinée apparaît comme un pays où « *le village se comporte de plus en plus comme un élément superflu par rapport aux besoins du système national à grande échelle. Ce dernier tire ses revenus de subventions et de prêts étrangers, de grandes opérations minières, de l'exploitation diverse des ressources naturelles, de l'imposition des habitants des villes (expatriés principalement) et des biens de consommation urbains - en fait très peu de ressources proviennent directement du milieu rural. L'approvisionnement des villes de Papouasie Nouvelle-Guinée est lui même principalement assuré par les importations [...]. D'une manière générale, le système moderne n'a besoin aujourd'hui que de deux apports du milieu rural : la terre pour les opérations de développement et les votes aux élections quinquennales [...]. Les « sociétés authentiquement géographiques » de Papouasie Nouvelle-Guinée sont bel et bien en voie de devenir d'encombrants anachronismes dans l'État moderne* » (Jackson, 1983 : 26).

À l'échelle nationale, la mondialisation « surdétermine » donc la distance géographique dans la localisation des productions agricoles et des activités économiques. Ce résultat peut paraître paradoxal quand la mondialisation, par les flux d'information qu'elle met en oeuvre, abolit les frontières et les distances, s'affranchissant ainsi de la relation coût/distance sur laquelle repose un large pan de l'économie spatiale ou de la structuration régionale. En fait, cette abolition de la distance est bien effective dans les espaces irrigués par les réseaux de communications et les flux monétaires, qui se rattachent

au réseau mondial de villes. En revanche, en dehors des centres urbains et de leur couronne d'activité, la distance au marché demeure une composante essentielle de l'activité économique ; elle contribue à la périphérisation des espaces éloignés, que frappent le déclin des services de l'État et la diminution des rentrées monétaires. Se mettent ainsi en place de nouveaux rapports « centre-périphérie » à l'échelle du pays, différents des rapports centre-périphérie mis en évidence dans les années soixante-dix : ces derniers s'exprimaient uniquement à l'échelle mondiale ou régionale, et selon des structures aréolaires continues, fondées sur la théorie de la gravitation, où la distance et les écarts de PNB entre les pays constituaient les paramètres clef. La nouvelle structure réticulée relie au « système monde » les centres urbains du « Sud » et les enclaves de l'économie internationale dans les espaces ruraux, notamment les mines et les exploitations forestière, via les télécommunications, les lignes aériennes et maritimes internationales.

La viabilité des espaces périphériques polynésiens par la rente financière

Seuls deux des 17 États et territoires de Polynésie et de Micronésie membres de la Communauté du Pacifique disposent d'une superficie terrestre supérieure à 1 000 km² ; parmi les quinze autres pays, onze sont des micro-territoires dont la superficie terrestre est inférieure à 500 km² et dont quatre n'atteignent même pas les 100 km² (tableau 2). Dans ce contexte, il semble bien difficile de s'insérer dans l'économie mondiale, à moins de disposer, comme Nauru, de richesses minières (phosphate), ce d'autant que la Polynésie est la partie de l'Océanie la plus éloignée des marchés de consommation. Ainsi, les investisseurs préféreront-ils toujours élever des bœufiers géants sur la Grande barrière australienne plutôt qu'à Tuvalu (Tisdell, 1989). Au début des années soixante, le coprah assurait encore à la zone une certaine viabilité économique mais l'âge des cocotiers et l'effondrement des cours sur le marché mondial ont réduit considérablement le secteur agricole marchand, entraînant un déficit irréversible de la balance commerciale, jusqu'alors sans précédent. Entre les années cinquante et les années quatre-vingt, les importations par habitant font plus que doubler aux îles Cook, tripler aux Tokelau et quintupler à Niue (Bertram, 1986).

Pour ces micro-économies, qui ne trouvent pas leur place dans la division internationale du travail, l'assistanat fait désormais figure de positionnement économique. Les aides bilatérales et multilatérales assurent à l'État une rente qui lui permet d'employer le plus grand nombre possible de fonctionnaires. L'exportation de main-d'œuvre et les rapatriements de revenus qui lui sont associés complètent les rentrées financières de ce système très original de

viabilité, que deux chercheurs néo-zélandais, G. Bertram et R.F. Watters (1985), ont désigné par l'acronyme MIRAB : « Mi » renvoie aux migrations, « R » aux « *remittances* » (les envois d'argent), « A » aux aides internationales et « B » à la bureaucratie. Élaboré à partir de l'exemple de cinq des plus petits États de la région (Cook, Niue, Tokelau, Tuvalu et Kiribati), ce modèle s'applique également à des ensembles plus vastes, comme l'archipel des Tonga ou le Samoa Occidental. Ainsi, les transferts que l'émigration injecte dans l'économie tongienne s'élèvent-ils à 44 % du produit national brut et à plus de trois fois le montant correspondant de l'aide internationale (Bataille-Benguigui, 1991). Au Samoa occidental, ils représentent une moyenne de 500 dollars samoans par ménage rural, soit le tiers des revenus annuels d'une famille de huit personnes (Shankman, 1992).

Malgré la réduction drastique de la fonction stratégique des îles océaniques, un tel système peut perdurer si, à l'instar de Tonga, les revenus tirés de la migration compensent les diminutions de l'aide internationale. La vulnérabilité vis-à-vis de l'extérieur n'est pas vécue comme une pénalité mais, au contraire, comme un moyen logique d'asseoir un modèle de consommation fondé sur les importations, qui permette aux sociétés qualifiées de « traditionnelles » de se maintenir tant bien que mal sur place. Comme le souligne G. Blanchet (1997 : 70) : « *au lieu de s'orienter vers des objectifs de production irréalistes, qui risquent de conduire à des gaspillages, à des dégradations de l'environnement et à une subversion des cultures locales, ce système s'appuie sur les avantages que procure une large ouverture sur l'extérieur et associe de façon très souple les systèmes de production traditionnels et modernes. Il se traduit moins par un effort de croissance endogène que par un ajustement à des forces exogènes* ». En ce sens, le système MIRAB peut être interprété autant comme une réponse des sociétés et économies insulaires à la mondialisation et comme une recherche de viabilité dans un contexte de non viabilité productive, que comme l'aboutissement d'un processus de dépendance des économies insulaires du fait de la mondialisation, les budgets nationaux étant assurés par un financement extérieur quasi-total, sans complémentarité productive.

Ce dernier point de vue suppose les sociétés insulaires passives vis-à-vis de la globalisation, alors que le précédent les considère comme réactives et capables d'adaptation. La dépendance n'est plus alors perçue comme un processus qu'il convient de combattre mais comme un état permanent avec lequel il convient de composer, le problème central n'étant ni le développement, ni l'implantation d'une économie capitaliste mais celui de la sécurité des aides et de leur répartition locale équitable selon des objectifs sociaux reconnus (Bertram, 1986, 1993).

Les îles face à la mondialisation : la réponse du local aux flux et processus émanant du global

À l'échelle mondiale, du simple fait de leur nombre, les petits États insulaires occupent une place non négligeable au sein des institutions « onusiennes », pour lesquelles un pays égale une voix⁵. Le chapitre 17 de l'Agenda 21 leur est entièrement dédié et, à la suite de la conférence de Rio, une conférence spécifique leur a été consacrée à la Barbade en 1994. Les discussions internationales relatives à la remontée du niveau de la mer ont également mis en avant le risque de submersion que courent à long terme les îles basses du domaine tropical, dont une majorité se situe en Océanie (Nunn, 1994).

À l'échelle régionale, la mondialisation s'accompagne d'un processus de construction d'organisations régionales, qui en sont à la fois l'émanation et une réponse à celle-ci. En effet, les États d'un même ensemble géographique cherchent à valoriser leurs synergies et à se présenter « sous la même bannière » sur la scène internationale, notamment en matière de commerce. Ces objectifs sont également partagés par les principaux acteurs de la mondialisation, pour qui les constructions régionales facilitent les échanges commerciaux planétaires et limitent les risques de conflits armés entre États voisins. En Océanie insulaire, la construction régionale est largement associée à une aspiration identitaire.

À l'échelle nationale, l'affirmation identitaire, voire le repli vis-à-vis de l'extérieur, est la réponse la plus commune du local aux effets du global ; elle traduit les difficultés des communautés locales à se fondre dans l'ensemble étatique.

Les constructions régionales

L'Océanie insulaire est une des rares zones du Sud qui expérimente une construction régionale depuis 50 ans. À la création en 1947 de la Commission du Pacifique Sud par les puissances coloniales pour assurer le développement économique de leur glacis stratégique répond, 25 ans plus tard, la mise en place du Forum du Pacifique Sud, le fonctionnement de la CPS étant jugé trop inféodé aux intérêts de ces puissances. Toutefois, du fait de la présence très active de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande dans son fonctionnement, le Forum apparaît à bien des Océaniens comme une structure qui leur échappe en partie et qui n'est guère porteuse des valeurs culturelles océaniques. Ce sont ces dernières qui sont à l'origine des concepts de *Pacific Way* et de

5. Tuvalu est le dernier en date des États océaniques à avoir rejoint l'ONU. Lors de l'ouverture de la 55^e session de l'assemblée générale de l'ONU en septembre 2000, il est devenu le 189^e État membre.

Melanesian way, qui n'ont guère trouvé de traductions politiques ou économiques originales, mais qui ont puissamment contribué au renouveau identitaire des jeunes États et à l'émergence d'un concept d'identité régionale que les intellectuels océaniens s'attachent aujourd'hui à renforcer.

La Commission du Pacifique Sud (CPS)

La CPS est un organisme consultatif à caractère technique, créé peu après la fin de la Seconde Guerre mondiale par les six puissances coloniales de la région : l'Australie, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande et les Pays-Bas, qui se retirent en 1962 après l'annexion de l'Irian Jaya par l'Indonésie. En 1963, la CPS organise à Fidji les premiers jeux du Pacifique Sud. En 1965, le Samoa Occidental est le premier État océanien qui adhère à la CPS, trois ans après avoir accédé à l'indépendance. Le processus « d'océanisation » de la commission est en marche. Il va se concrétiser en 1968 avec la création du festival des arts du Pacifique, dont la première édition a lieu à Fidji en 1972 et, en 1969, avec la nomination du premier secrétaire général océanien. La création du Forum du Pacifique Sud incite la CPS à accroître le nombre de ses membres. Ainsi, en 1979, les territoires autonomes ou librement associés deviennent-ils membres de plein droit. Au début des années quatre-vingt, les pays mélanésiens exercent une forte pression pour que la CPS et le Forum fusionnent en un organisme unique : la SRO (Single Regional Organisation). Les principaux bailleurs de fond du Forum, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, accueillent cette proposition avec satisfaction. La France, qui craint que son influence soit diluée dans cette nouvelle organisation, s'y oppose, de même que les pays polynésiens et micronésiens qui redoutent la volonté d'hégémonie de la Mélanésie sur l'ensemble du Pacifique. Le projet va donc échouer mais l'épisode de la SRO va accélérer l'évolution de la CPS. En 1983, celle-ci se dote d'un organe représentatif : le CGRA (Comité des Représentants des Gouvernements et des Administrations) qui se réunira une fois par an pour définir la politique de la commission. Il est également décidé que tous les pays et territoires du Pacifique insulaire pourront désormais rejoindre la CPS. La commission prend alors le visage qu'elle a gardé depuis, avec deux thématiques d'excellence : la pêche et l'agriculture (le pôle agricole de la CPS étant délocalisé à Fidji) et quatre thématiques secondaires : la nutrition, les femmes, l'énergie et les statistiques. Il est à noter que, jusqu'en 1990, le siège de la CPS à Nouméa a également abrité le Programme Régional Océanien sur l'Environnement (PROE) qui s'est ensuite affranchi de la tutelle de la CPS et s'est implanté au Samoa Occidental. En 1996, après de nombreuses années de gouvernance océanienne, le secrétariat général revient à une des puissances de tutelle, l'Australie, qui y place l'ancien directeur de l'AIDAB avec pour mission d'apurer les finances de la Commission. En 1998, répondant à la demande de plusieurs de ses pays membres situés au nord de

l'Équateur, la CPS est rebaptisée Communauté du Pacifique et, un an plus tard, choisit une femme, originaire de Guam, pour la diriger.

Le Forum du Pacifique Sud

À la différence de la CPS, organisme à caractère purement technique, le Forum s'affiche comme une organisation régionale à caractère politique qui réunit l'ensemble des pays indépendants de la région. Il a pour objectifs, d'une part, de promouvoir la décolonisation totale de la région et d'autre part, de faire entendre la voix du Pacifique insulaire dans le concert des nations. Le Forum est créé en 1971 à Wellington sous l'action conjuguée de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et surtout de Fidji, dont le Premier Ministre, Sir Ratu Mara, critique depuis de nombreuses années l'immobilisme de la CPS. Le Forum ne comporte alors que cinq membres océaniques : les Cook, Fidji, Nauru, le Samoa Occidental et les Tonga, auxquels s'ajoutent l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Deux ans plus tard, le Forum se dote d'un secrétariat exécutif basé à Suva, le SPEC (South Pacific Bureau of Economic Cooperation), dont l'objectif principal est l'émergence d'une politique régionale en matière de transport, d'échanges, de communication et de développement économique. C'est « *l'autorité compétente des pays membres pour la formulation, la soumission, la négociation et l'aboutissement des demandes d'aide technique et financière adressées aux institutions et aux organismes bilatéraux et multilatéraux en faveur de projets régionaux ou inter-pays relevant du domaine d'activité du SPEC* » (Blanchet, 1985 : 25). À ce titre, le SPEC est l'ordonnateur régional des projets financés par la FAO, le OIT, le PNUD, le PNUE, la CESAP (Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique) et par l'Union Européenne, sept pays de la région (Fidji, Kiribati, Papouasie Nouvelle-Guinée, Salomon, Tonga, Tuvalu et le Vanuatu) étant signataires des accords de Lomé.

La mise en place de compagnies régionales de transport constitue une des priorités du SPEC. En 1978, la compagnie maritime « Pacific Forum Line » est créée. Tous les membres du Forum y participent, à l'exception de l'Australie et de Niue⁶. Forte de trois navires, la compagnie dessert Fidji, Tonga, le Samoa occidental, les Salomon, la Papouasie Nouvelle-Guinée et la Nouvelle-Calédonie, à partir de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Les résultats ne seront jamais à la hauteur des espérances. Les économies insulaires n'étant pas suffisamment complémentaires les unes des autres, le commerce interinsulaire va rester très limité, l'essentiel des flux d'origine et de destination étant centré sur l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La desserte de la Nouvelle-

6. Outre les membres fondateurs, en 1978, le Forum accueille également les pays ayant accédé à l'indépendance ou à une autonomie avancée depuis 1971 : Niue (1974), la Papouasie Nouvelle-Guinée (1975), les Salomon et Tuvalu (1978).

Calédonie, perçue comme une enclave coloniale française et l'absence de desserte de Tuvalu et de Kiribati, les nouveaux membres du Forum, vont cristalliser les mécontentements qui vont aboutir au retrait de Fidji et des Salomon de la compagnie au début des années quatre-vingt. En 1984, une liaison vers Tuvalu et Kiribati sera mise en place, à perte. Cet exemple illustre clairement le carcan politique dont la « Pacific Forum Line » n'a jamais pu se détacher et qui a abouti à un fiasco financier. La compagnie existe toujours, mais n'est jamais devenue l'acteur majeur du transport maritime océanien dont rêvait la direction du Forum.

En matière de transport aérien, la régionalité a pris une autre tournure. Les États membres du Forum n'ont jamais pu se mettre d'accord pour la création d'une compagnie régionale. Les efforts du SPEC se sont donc portés sur la standardisation des équipements, la rationalisation des dessertes, et l'harmonisation des tarifs, via la mise de deux organismes régionaux : le South Pacific Air Transport Council et l'Association of South Pacific Airline.

En fait, la grande réussite du Forum réside dans le domaine de la pêche avec la création, en 1979, d'une agence spécialisée : Forum Fisheries Agency (FFA), dont le siège est à Honiara aux Salomon. L'instauration de Zones Économiques Exclusives de 200 miles marins, consécutive à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer qui s'achève en 1982, va en effet profondément modifier l'exploitation halieutique des eaux hauturières du Pacifique (Munro, 1989 ; Tsamenyi, Blay, 1989 ; Cillaurren, 1991). Ne pouvant plus pêcher dans les eaux mexicaines, une centaine de thoniers américains se rabattent vers la partie occidentale du Pacifique, où ils considèrent les ZEE comme des eaux libres d'accès. Vont suivre cinq années de crise entre la flotte américaine de thoniers senneurs et les pays océaniens, marquées notamment par les saisies en 1982 du *Danica* par la Papouasie Nouvelle-Guinée, puis, en 1984, du *Jeannette Diana* par les Salomon. En réponse à l'arraisonnement de ce navire, le Gouvernement de R. Reagan impose un embargo total sur les importations de poisson en provenance des Salomon. Ce dernier pays interdit alors à tout navire américain la fréquentation de ses eaux et propose à l'Union Soviétique des droits de pêche.

A l'issue de ce « bras de fer », l'Agence des pêches du Forum réussit à faire accepter en 1987 par les États-Unis la reconnaissance de la souveraineté des seize États du Forum du Pacifique Sud sur leur ZEE et les armateurs américains acceptent de payer 60 millions de dollars de licences de pêche pour une durée de cinq ans à l'agence des pêches du Forum, soit environ 5 % de la valeur totale des captures. Cette somme est rétrocédée aux États membres sous deux formes : une redevance annuelle, identique pour chaque pays et une dotation qui varie selon l'importance des tonnages capturés par les

senners. Cette « OPEP » du thon n'a pas d'équivalent dans les autres océans. La mise en place de moyens communs pour la surveillance des ZEE - vols de reconnaissance régulièrement effectués par les forces aériennes de l'Australie et la Nouvelle-Zélande, observateurs embarqués à bord de tout navire pêchant dans la zone du Forum et suivi en direct des navires en pêche, équipés de balises Argos - concourent à l'émergence d'une territorialité régionale axée sur la possession d'une ressource commune : le thon. Cette lecture positive à caractère géographique du fait régional peut toutefois être contestée par une lecture économique, à consonances nettement plus négatives. En effet, les capacités d'exploitation des stocks de thonidés par des flottilles locales ne se sont guère accrues en près de 30 ans d'activité de l'Agence des pêches du Forum. En revanche, une nouvelle rente économique a été identifiée et consolidée. La principale réussite économique émanant de la construction régionale n'a donc pas réussi à développer les capacités productives des pays de la région, ni à inverser les tendances récurrentes à chercher dans la rente une nouvelle viabilité économique.

L'Université du Pacifique Sud (UPS)

L'UPS est créée en 1967 à l'instigation de la Grande-Bretagne, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, alors que le processus de décolonisation de la région est à peine amorcé avec l'indépendance du Samoa Occidental en 1962, celle des Cook (Etat associé à la Nouvelle-Zélande) en 1965 et l'accession à la souveraineté annoncée pour Nauru en 1968 et de Fidji en 1970. Cette création d'une université régionale répond au double constat que, d'une part, il est illusoire d'espérer créer une université dans chaque pays du Pacifique insulaire et que, d'autre part, l'expatriation des étudiants océaniens en Europe, aux États-Unis, en Australie et en Nouvelle-Zélande, est souvent traumatisante pour eux et se solde par un fort taux d'échec. Trois universités océaniques sont alors opérationnelles ; deux se situent en territoire américain, à Hawaï et à Guam, la troisième est la jeune Université de Papouasie Nouvelle-Guinée, ouverte en 1965. Or, une sourde rivalité taraude déjà les élites papoues et fidjiennes pour le *leadership* régional, une fois leur indépendance respective acquise. Compte tenu de son immensité et de la taille de sa population, la Papouasie Nouvelle-Guinée fait figure de futur « géant régional » (tableau 2), position qui suscite de nombreuses réticences parmi les élites de Polynésie car elle assurerait la suprématie de la Mélanésie sur le Pacifique insulaire. Fidji va jouer sur ces craintes et sur sa situation d'interface entre Mélanésie et Polynésie pour avancer sa position de leader régional, qu'elle va progressivement acquérir en accueillant successivement le siège du Forum du Pacifique Sud, la représentation régionale de l'UE et de nombreuses agences de l'ONU. L'implantation d'une université régionale à Fidji représente la première étape de cette ascension.

En 1999, l'UPS compte 12 pays membres : les îles Cook, Kiribati, Nauru, Niue, Tokelau et Tonga en Polynésie, les Marshall et Tuvalu en Micronésie, Fidji, les Salomon et Vanuatu en Mélanésie. Elle est structurée en trois pôles : le campus central situé à Suva, capitale des Fidji et deux campus thématiques nettement plus petits : le centre d'Agronomie d'Alafua, au Samoa Occidental, et le Centre d'études juridiques de Port-Vila, au Vanuatu. Ces trois pôles sont « alimentés » en étudiants par un réseau d'antennes universitaires qui couvre l'ensemble des pays membres. Situées dans la capitale et parfois, également, dans les autres centres urbains importants, ces antennes sont une des principales originalités de l'UPS. Elle accueillent des étudiants du niveau de la première et de la terminale, qui y font une propédeutique d'une à deux années. L'enseignement se fait à distance : une fois par semaine, les étudiants ont une vacation satellite avec le Campus de Suva qui leur permet de dialoguer avec leur professeur, dont ils ont les photocopiés comme support de cours. Sur place, l'encadrement est assuré par un tuteur, qui présente chaque cours, commente les lectures obligatoires, corrige les exercices et assiste les étudiants dans leur travail personnel. Ce système très convivial permet aux étudiants de se familiariser avec le travail universitaire et d'aborder le campus de Suva avec de bien meilleures chances de réussite.

Une seconde originalité de l'UPS tient au pilotage de la programmation des enseignements par les Gouvernements des pays membres. L'université est au service de ses États membres et les filières d'étude sont définies en fonction des besoins estimés par ces derniers pour la formation de leurs cadres sur une période prévisionnelle de 5 à 10 ans. C'est la raison pour laquelle l'UPS privilégie les formations courtes, la plupart des étudiants s'arrêtant après leur licence. Par ailleurs, ses diplômes ne sont reconnus ni en Australie, ni en Nouvelle-Zélande, ce afin d'éviter la « fuite » des jeunes diplômés de l'UPS vers ces pays où les niveaux de rémunération sont nettement supérieurs à ceux proposés dans les États insulaires d'Océanie.

Une troisième particularité tient au bilinguisme pratiqué sur le Campus universitaire de Port-Vila, le Vanuatu étant l'unique État francophone membre de l'UPS. Ainsi, dès 1985, des supports de cours sont-ils rédigés en français (David, 1989) et, en 1990, une propédeutique spécifique est lancée pour les étudiants francophones désirant rejoindre l'Université Française du Pacifique à Nouméa.

En trente ans d'existence, l'UPS a formé une bonne partie des cadres de ses pays membres et a puissamment contribué à l'émergence d'une identité régionale parmi ses étudiants. L'Institut des Études du Pacifique (IEP), créé et dirigé par R. Crocombe durant plus de 20 ans, a joué en ce domaine un rôle considérable. Défenseur infatigable des indépendances, l'IEP est le creuset

dans lequel a été élaboré le concept de *Pacific Way* (Crocombe *et al.*, 1975 ; Crocombe, 1976).

La voie du Pacifique : Pacific Way

Le terme *Pacific Way* est utilisé pour la première fois en 1970 par le Premier Ministre de Fidji, Ratu Mara, devant l'Assemblée générale des Nations unies où vient d'être admis son pays. Sa signification est d'abord politique. L'indépendance est en effet l'occasion, pour les pays insulaires du Pacifique, de tenter d'affirmer une identité propre à la région face à leurs anciennes puissances de tutelle et de définir une voie originale de développement - ni capitalisme, ni collectivisme - qui tend à préserver la structure sociale communautaire des Océaniens, leur mode de gouvernance axé sur le consensus et à s'appuyer sur leurs ressources propres, tant humaines que naturelles. Par la « voie du Pacifique », les jeunes États océaniques cherchent à établir une cloison entre eux et l'extérieur, entre ce qui est propre au Pacifique et ce qui ne l'est pas (Crocombe, 1976 ; Blanchet, 1985). Cet engagement est au cœur des motivations de la création en 1971 du Forum du Pacifique Sud. On peut s'étonner alors que la Nouvelle-Zélande et l'Australie, qui ne partagent pas les valeurs de la « voie du Pacifique »⁷ avec les autres États de la région, soient malgré tout membres du Forum. En fait, leur présence ne se justifie que par leurs capacités financières et leur intégration géographique à l'Océanie, mais la barrière culturelle demeure, ce que les petits États insulaires ne manquent pas de rappeler à leurs puissants voisins. Ainsi, en 1989, à Port-Vila, lors de la réunion annuelle du Forum, le leader fidjien, Ratu Mara, a-t-il prié les Premiers ministres australiens et néo-zélandais de quitter l'assemblée afin que les problèmes spécifiques au Pacifique insulaire puissent être discutés à huis clos.

D'un point de vue économique, la « voie du Pacifique » s'appuie sur le développement du secteur rural à travers l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles (forêt, mine, pêche), notamment dans un cadre villageois. Le secteur industriel lui est subordonné et se voit assigner deux priorités : la transformation des ressources naturelles et la substitution aux importations, tandis que les activités artisanales de petite dimension sont privilégiées (Kavaliku, 1980). « *Small is Beautiful* », le livre de E.F. Schumacher (1979), est un parfait condensé des théories économiques que veulent mettre en oeuvre les élites du Pacifique insulaire. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si cet ouvrage est resté durant plus de dix ans au programme des enseignement du département de géographie de l'Université du Pacifique Sud, « fleuron » de cette université (Nunn et Waddell, 1993).

7. A la différence de l'Australie, la Nouvelle-Zélande cherche toutefois une réelle intégration dans l'ensemble régional et se définit désormais comme un pays océanien.

La « voie du Pacifique » ne va cependant résister ni aux réalités économiques régionales - la rente géostratégique ou halieutique (Agence des pêches du Forum) aura raison des velléités de développement autocentré, sauf en Mélanésie où les ressources naturelles terrestres sont abondantes -, ni aux dissensions politiques que va faire naître l'émergence d'un bloc mélanésien au sein du Forum, après l'accès à l'indépendance de la Papouasie Nouvelle-Guinée en 1975, des Salomon en 1978 et du Vanuatu en 1980. Au concept de *Pacific Way*, conçu à Fidji et développé à l'UPS (Crocombe *et al.*, 1975), fait en effet pendant une version sous-régionale, plus combative : la « voie de la Mélanésie » ou *Melanesian Way*, propagée par la jeune université de Papouasie Nouvelle-Guinée (Naikorobi, 1983). Le Pasteur W. Lini, futur premier Premier Ministre du Vanuatu, va décliner ce concept en une doctrine gouvernementale, le socialisme mélanésien, et en une philosophie politique, la renaissance mélanésienne (Premdas, 1987 ; David, 1997). Prônant l'unité culturelle et spirituelle du peuple mélanésien, postulat de la « voie de la Mélanésie » (Naikorobi, 1983 : 7), les dirigeants des Salomon, de Papouasie Nouvelle-Guinée et du Vanuatu reprochent au Forum sa « tiédeur » vis à vis des « luttes anticoloniales » en cours en Irian Jaya et en Nouvelle-Calédonie. Cette opposition mélanésienne se structure en 1986 avec la formation du Groupe « fer de lance », qui va éclater au début des années quatre-vingt dix quand l'île de Bougainville, territoire de la Papouasie Nouvelle-Guinée, va demander son rattachement aux îles Salomon, avec la partie septentrionale desquelles elle partage une même identité culturelle. Depuis, le fer de lance s'est reformé et à intégré Fidji en 1996, consacrant ainsi le retour dans la maison océanienne des dissidents mélanésiens.

L'affirmation identitaire à l'échelle nationale et à l'échelle locale

L'affirmation identitaire des communautés nationales ou locales est une réponse fréquente à la mondialisation qui menace les équilibres culturels, économiques, sociaux et territoriaux nécessaires à la viabilité de ces communautés.

Un premier type d'affirmation résulte de la marginalisation économique des espaces ruraux insulaires, qui sont éloignés des centres urbains et dépourvus de ressources minières ou forestières. Privés d'accès au marché et ne présentant que des capacités productives limitées, ces espaces sont souvent délaissés par les pouvoirs publics qui, faute de ressources financières suffisantes, sont contraints d'y réduire leur dispositif de santé et se reposent sur les missions ou les communautés locales pour maintenir en état leur dispositif éducatif. La régression de l'économie marchande au profit du vivrier s'accompagne fréquemment d'une revalorisation de la coutume et de ses règles. La fermeture des espaces s'accompagne ainsi d'un enfermement

culturel sur les « fondamentaux de la tradition »⁸. Chez certains Océaniens qui refusent le « retour à la coutume », l'adhésion à une religion nouvelle ou le prosélytisme religieux peuvent être un échappatoire à la régression économique. À l'exception de la foi Bahá'í, les religions nouvelles sont en général plus « sectaires » dans leur dogme ou leur pratique que les religions chrétiennes classiques comme le catholicisme, l'anglicanisme ou le protestantisme. Leur adoption peut donc être perçue par un observateur étranger comme un enfermement culturel volontaire. Du point de vue océanien, il s'agit plutôt de l'exploration d'une nouvelle voie devant conduire à la modernité, après que la voie économique se fut soldée par un échec. En revanche, le prosélytisme pour une religion déjà adoptée depuis de nombreuses années s'apparente au retour à la coutume et peut être interprété comme un repli identitaire.

Les conflits entre un acteur étranger et une communauté villageoise pour l'usage des ressources constitue une autre cause d'affirmation identitaire. Cette attitude n'est pas nouvelle, elle a rythmé les rapports entre populations océaniques et colons européens et s'est parfois soldée par des épisodes armés particulièrement sanglants, comme en Nouvelle-Calédonie en 1878 et en 1917 (Guiart, 1968). Les descendants des colons européens restés sur place après les indépendances sont maintenant citoyens des nouveaux États insulaires et leur activité économique s'inscrit désormais dans le contexte du développement national. En revanche, les interventions de compagnies étrangères dans les domaines des mines, de l'exploitation forestière et de l'aquaculture relèvent de la mondialisation. Ces compagnies ont en effet une stratégie d'implantation qui couvre l'ensemble de la planète et les sites qu'elles exploitent sont reliés au réseau mondial des télécommunications.

En règle générale, les permis d'exploiter sont délivrés par les Gouvernements nationaux, à la suite de discussions bilatérales avec les compagnies mais sans que les communautés locales soient consultées. Les ressources naturelles sont en effet considérées comme étant la propriété de l'État qui en octroie l'usufruit aux communautés jusqu'à ce qu'il juge plus rentable d'en céder l'exploitation à des compagnies industrielles, les revenus étant versés au budget de l'État, diminués des commissions versées aux ministres en place. Le versement de dédommagements aux communautés locales fait l'objet d'autres négociations, généralement à caractère bilatéral, entre ces dernières et les industriels ; plus rarement, ces négociations sont tripartites et intègrent les pouvoirs publics.

8. À l'opposé, lorsque les espaces insulaires s'ouvrent sur « le système monde », l'économie tend à devenir un pivot central de la société, les temps qui lui sont consacrés augmentent rapidement et la part du culturel dans l'emploi du temps tend à se réduire.

Les compensations aux communautés locales sont octroyées sous une des trois formes suivantes : a) l'embauche d'une main-d'oeuvre locale, b) le versement d'un capital de dédommagement, c) le financement de projets de développement économique ou communautaire. Bien souvent, ces compensations sont jugées insuffisantes au regard des perturbations d'ordre culturel, écologique, foncier et social qu'elles occasionnent. Il en résulte un regain d'affirmation identitaire qui ne doit pas être uniquement interprété comme une stratégie pour augmenter les dédommagements, mais aussi comme un véritable traumatisme devant la dépossession territoriale que représente l'exploitation des ressources. « *Land is our life. Land is our physical life - food and sustenance. Land is our social life; it is marriage, it is status; it is security; it is politics; in fact, it is our only world. When you (the administration) take our land, you cut away the very heart of our existence. We have little or no experience of social survival detached from the land. For us to be completely landless is a nightmare which no dollar in the pocket or dollar in the bank will allay; we are a threatened people* » (Dove et al. 1974 : 182), écrivent ainsi trois étudiants de Bougainville, en 1974, au tout début de l'exploitation de la mine de Pangouna. Ce lien entre identité et territoire est si fort qu'il peut conduire les populations locales à rejeter les nouveaux dédommagements qui leur sont proposés. La territorialité villageoise est vécue de manière si intense qu'elle éclipse les retombées économiques de l'exploitation, pour se focaliser uniquement sur les perturbations que celle-ci engendre et elle conduit fréquemment au rejet définitif du projet. Ce processus d'affirmation identitaire peut déboucher sur une contestation de la souveraineté territoriale de l'État sur l'espace local, comme cela a été le cas pour Bougainville dont la tentative de sécession au milieu des années quatre-vingt dix a fait plusieurs centaines de morts, a déstabilisé l'équilibre géopolitique de la Mélanésie septentrionale et a mis en péril le Groupe du Fer de lance, les Salomon s'opposant à la Papouasie Nouvelle-Guinée dans sa gestion de la crise (Jackson, 1992 ; Quodling, 1992).

De manière paradoxale, la création des aires protégées pour la conservation de la biodiversité relève également d'un processus d'intervention d'acteurs étrangers dans un contexte de mondialisation analogue à celui suscité par l'exploitation minière ou forestière, activités hautement préjudiciables à l'équilibre des écosystèmes insulaires. Elle suscite également des affirmations, voire des replis identitaires, preuve que les insulaires perçoivent la destruction ou la protection de la nature par ces acteurs étrangers comme une même atteinte à leur territorialité.

On doit cependant faire une différence entre les affirmations identitaires qui sont induites exclusivement par la mondialisation et celles pour lesquelles la mondialisation agit comme un catalyseur. Dans ce dernier registre, il faut

inclure le coup d'État de 1987 à Fidji qui a vu l'armée, à forte majorité océanienne, destituer le nouveau premier ministre travailliste, dont le parti était largement sous le contrôle de la communauté indienne. De prime abord, il s'agit d'une affaire intérieure, bien éloignée du contexte international, l'ensemble des protagonistes étant fidjiens. Pourtant la mondialisation y a joué un rôle important.

En premier lieu, les situations politique et économique du pays, à l'origine de ce coup d'État, sont un héritage de l'époque coloniale. Depuis un siècle, les Indiens cultivent la canne à sucre sur des terres appartenant aux Océaniens. Ayant l'assise foncière, ceux-ci se sont principalement investis dans la vie politique, laissant la sphère économique à la communauté indienne. En 1987, pour la première fois, le pouvoir politique et le pouvoir économique revenaient aux mains de cette dernière, situation jugée inacceptable par les océaniens.

En second lieu, la viabilité de la culture sucrière dépend étroitement des fonds Stabex que perçoit Fidji dans le cadre des Accords de Lomé, pour compenser les bas prix du marché mondial du sucre. Cette assistance financière a ainsi contribué à « geler » les rapports de pouvoir entre les communautés océanienne et indienne.

Enfin, ce *statu quo* économique a été rompu par la création d'une zone franche et par l'émergence de Fidji comme opérateur d'envergure mondiale dans le domaine de la confection des chemises de nuit (Ward, 1993). Cette expansion a davantage profité à la communauté indienne qu'aux Océaniens, suscitant chez ces derniers une affirmation identitaire qui s'est muée en rejet et a atteint un paroxysme quand ils se sont vus dépouillés de leurs prérogatives politiques à la suite des élections législatives de 1987. Le même processus s'est reproduit en 2000.

La mondialisation, catalyseur de la conscience identitaire

Si la mondialisation exerce souvent une action déstabilisante sur les communautés océaniques, elle peut également être utilisée par ces dernières comme instrument d'une nouvelle viabilité, comme l'a montré l'exemple du système MIRAB. La migration polynésienne a pour principale destination la Nouvelle-Zélande et les États-Unis et elle emprunte un itinéraire parfois compliqué, au rythme des possibilités d'emploi et d'accueil par les réseaux familiaux ou de connaissances ; rares sont en effets les migrants « sauvages » qui s'expatrient sans avoir de point de chute à leur nouvelle destination. Tonga et le Samoa occidental sont les deux principaux foyers d'émigration de la Polynésie : entre le tiers et la moitié de leur population vit à l'étranger

(Bataille-Benguigui, 1991 ; Shankman 1992). L'exemple Samoan est particulièrement éclairant pour analyser les effets de la migration sur la conscience identitaire.

En 1981, on estimait les émigrés samoans à 68 700 (pour une population résidente d'environ 150 000 personnes) dont 42 000 vivaient en Nouvelle-Zélande, 500 en Australie, 13 000 aux Samoa américaines, et le même nombre aux États-Unis, majoritairement à Hawaï et sur la côte ouest. La population des Samoa américaines s'élevant à 32 300 personnes en 1980 (CPS, 1995), les immigrés du Samoa Occidental représentaient alors 40 % de celle-ci, prenant les emplois laissés vacants par les 60 % d'Océaniens qui, originaires des Samoa américaines, résident à Hawaï et sur le continent nord-américain. La décision de s'expatrier est rarement un acte individuel et elle relève d'une stratégie familiale de diversification économique qui allie agriculture et pêche vivrières, agriculture marchande, un ou plusieurs emplois à Apia, la capitale du Samoa Occidental, et migration. Ce système permet le maintien en zone rurale du noyau familial qui, par ses activités coutumières et son activité agricole, permet de préserver les titres fonciers de l'ensemble de la famille qui sont l'essence de sa territorialité et de sa position politique. Chaque famille élargie - *aiga* - est en effet traditionnellement dirigée par un chef coutumier : le *matai*, représentant de l'ancêtre fondateur, qui est élu par le cercle de famille selon la loi du consensus (Tcherkézoff, 1997 ; Huetz de Lemps, 1998). Or le monde rural samoan est traversé depuis l'indépendance par de puissantes dynamiques. La constitution du nouvel État précisant que seuls les *matai* peuvent voter et être élus au parlement, les *matai* de haut rang qui postulaient à ces fonctions se sont vite entourés d'un réseau de fidèles électeurs en nommant *matai* une large partie des hommes adultes de leur famille élargie ou de leur parti politique. T. O'Meara (1992) rapporte ainsi qu'à Savai, la plus vaste des îles du Samoa Occidental, 25 ans après l'accession du pays à l'indépendance, les trois quarts des hommes âgés de plus de 30 ans sont *matai*. Pour sa part, C. Huetz de Lemps (1998) estime le nombre de *matai* à 20 000 pour une population masculine de 40 000 adultes (20 ans et plus) recensée en 1991 (CPS, 1995).

Tout *matai* se doit d'avoir des terres et lorsque les terres coutumières ne sont plus cultivées, la pression politique est donc forte pour une redistribution de celles-ci au profit des *matai* qui les mettent en valeur, même si ceux-ci étaient dénués jusqu'alors de titre foncier. Désormais, la terre appartient à celui qui la cultive et, de fait, les grands domaines fonciers des hauts dignitaires cultivés dans le cadre de la famille étendue ont été démembrés au profit des hommes adultes de leur lignage, la famille nucléaire devenant l'unité d'exploitation de la terre. De prime abord, l'irruption de la mondialisation que consacre la création d'un État-nation et d'un parlement se solde par un affaiblissement

très net de la coutume ; au pouvoir politique des hauts dignitaires coutumiers, dont l'assise foncière est largement démembrée, vient se juxtaposer la légitimité issue des urnes. En fait, la coutume a réagi avec un formidable dynamisme. En acceptant de céder sur ces deux points, elle a tissé de puissants instruments de contre-pouvoir et d'affirmation identitaire. La multiplication du nombre de *matai* se traduit en effet par un accroissement concomitant des cérémonies coutumières et des pratiques de tatouage rituel. En terme de temps qui lui est consacré dans la vie rurale du Samoa occidental, la coutume n'a jamais été aussi vivace. Elle constitue, de surcroît, un moyen particulièrement puissant pour lutter contre l'exode vers la ville. Tout nouveau *matai* qui veut faire respecter ses prérogatives foncières et politiques se doit de rester en zone rurale. Dans un contexte général de baisse de l'activité agricole et des revenus que celle-ci engendre, l'apport financier des migrants constitue un appoint indispensable. À ce titre, la migration samoane est bien l'instrument d'une nouvelle viabilité de la vie rurale, polarisée par l'affirmation identitaire et pourrait bien le rester dans un proche et moyen futur, malgré un changement rapide du contexte social et politique.

L'accroissement du nombre de *matai*, processus qui dans un premier temps a permis aux coutumiers de « contenir » et d'encadrer la démocratie parlementaire, génère en effet des effets pervers lesquels, à terme, menacent l'ordre « traditionnel » que représente la gérontocratie des *matai* de haut rang. Privés de terre, alors que leur statut s'accompagne de prérogatives foncières, nombre de nouveaux *matai* se sont lancés dans des recours auprès de la Cour des titres qui règle les litiges fonciers. Bien que cette juridiction soit composée de *matai* de haut rang, elle dit le droit au nom de l'Etat et non de la coutume, de surcroît sur un sujet qui est au coeur de cette dernière : la terre (Tcherkézoff, 1992), et selon une forme qui est bien éloignée du mode de décision politique traditionnel : le consensus au sein du cercle familial, vertu première de la « voie du Pacifique ». Au-delà de cette perte de souveraineté des *matai*, les litiges fonciers conduisent également à une détérioration notable des rapports sociaux au sein de la société rurale.

Le détachement des *matai* sans terre du monde rural et l'apparition d'une classe de petits *matai* urbains, dont les intérêts diffèrent grandement des *matai* ruraux bénéficiant d'une assise foncière, constitue un autre effet pervers d'importance majeure, qui tend à diminuer la représentativité du monde rural dans la classe politique, de plus en plus ouverte à l'opinion internationale. Ainsi, en 1990, un référendum a-t-il été organisé sur le droit de vote au suffrage universel, proposition qui a été acceptée, bien qu'à une courte majorité et qui introduit de nouveaux acteurs dans la vie politique du Samoa occidental : les femmes et les hommes non titrés. À terme, le pouvoir

rural des *matai* risque donc d'être menacé par un pouvoir urbain en pleine expansion du fait de la recomposition de la population électorale, à moins que les flux migratoires viennent ponctionner une partie de la population urbaine qui juge que les possibilités de promotion sociale sont plus fortes à l'étranger qu'à Apia. Ce dernier processus est en oeuvre et auto-entretient sa propre dynamique : de 30 à 40 % des jeunes migrants célibataires fondent un foyer avec une personne étrangère, peu d'entre eux reviendront au pays et l'aura de leur réussite permettra de pérenniser cette migration, à la grande satisfaction des « vrais *matai* ».

Dans les autres pays soumis au système MIRAB, la zone rurale n'a pas une représentation politique aussi affirmée qu'au Samoa occidental mais le processus économique est le même. Marginalisés au niveau économique, ses habitants reçoivent des migrants les ressources financières que leurs capacités productives ne peuvent plus leur assurer. Par ailleurs, la migration continue d'agir en tant que soupape de sécurité vis-à-vis de la croissance urbaine (*tableau 2*) qui, si elle n'était pas compensée, déséquilibrerait encore plus le pays, d'un point de vue territorial comme d'un point de vue social, la bureaucratie nationale étant incapable d'absorber les nouveaux arrivés sur le marché urbain de l'emploi.

Hormis la population rurale, à laquelle la migration internationale assure de nouvelles ressources financières qui compensent les baisses du revenu agricole et lui permettent de pérenniser un mode de vie fondé sur la coutume, les intellectuels océaniens sont les seconds bénéficiaires de la mondialisation. Internet leur procure désormais un nouvel outil de communication qui abolit la distance géographique, principal obstacle aux échanges d'idées dans le Pacifique insulaire et à la propagation des idées océaniques vers l'extérieur. Profondément affectés par le coup d'État de Fidji, l'assassinat de J.-M. Tjibaou, les errances de la Papouasie Nouvelle-Guinée à Bougainville, les difficultés économiques, la corruption croissante des classes politiques et les dissensions qui se sont manifestées au cours de la décennie 1985-1995 dans la famille océanique, les intellectuels des îles du Pacifique sud ont traversé une longue phase de doute et se sont repliés sur leurs bastions universitaires comme l'Institut des Etudes du Pacifique, de l'Université du Pacifique Sud. Au moment où les élites politiques sont principalement accaparées par les problèmes économiques, à telle enseigne qu'E. Huffer (1998) parle de « la "culture du silence" qui afflige en ce moment les pays océaniques », les intellectuels doivent se réapproprier la parole et apporter leur contribution aux réflexions sur l'avenir de la région qui, jusqu'à présent, sont l'œuvre des universitaires australiens ou de la banque mondiale au début des années quatre-vingt-dix (World Bank, 1993 ; Cole, Tambunlertchai, 1993). Le réseau Internet peut constituer une extraordinaire caisse de résonance à leur

message. L'Océanie insulaire bénéficie en effet toujours d'une aura extrêmement favorable dans l'opinion internationale, comme l'a clairement montré la réprobation générale qui a suivi la reprise des tirs nucléaires à Mururoa en 1995. Structurant à l'échelle régionale, ce message peut dépasser ces limites géographiques et, pour la première fois, être entendu par l'ensemble de la planète, montrant ainsi que les valeurs océaniques de tolérance, de solidarité, de consensus sont d'essence universelle et que sur le Grand Océan il est encore des hommes et des femmes qui savent « *Être humains sur la terre* » (Berque, 1996).

Références bibliographiques

- ANTHEAUME B., BONNEMAISON J., 1988. *Atlas des îles et États du Pacifique sud*. GIP/Reclus, Publisud, 126 p.
- BATAILLE-BENIGUI M.C., 1991. Un des effets de l'insularité : les migrations aux îles Tonga, Polynésie occidentale. In Gourmelon F. et Brigand L. (eds), *Territoires et sociétés insulaires*. Ministère de l'Environnement et de la Prévention des risques technologiques majeurs, coll. Recherches Scientifiques et Techniques sur l'Environnement, (36) p. 231-238.
- BENSA A., RIVIERRE J.C., 1982. *Les chemins de l'Alliance*. Paris, Sela, 586 p.
- BERQUE A., 1998. *Être humains sur la terre, Principes d'éthique de l'écoumène*. Paris, Gallimard, 212 p.
- BERTRAM G., 1986. Sustainable Development in Pacific Micro-Economies. *World Development*, 14, 7, p. 809-822.
- BERTRAM G., 1993. Sustainability, Aid and Material Welfare. In Small South Pacific Island Economies, 1900-1990. *World Development*, 21, 2 p. 247-258.
- BERTRAM I., G., WATTERS R.F., 1985. The MIRAB economy in South Pacific Microstates. *Pacific Viewpoint*, 26, p. 498-519.
- BLANCHET G., 1985. Le développement régional en question, une voie pacifique pour le Pacifique Sud ? Tahiti, Centre Orstom, *Notes et documents de Sciences humaines*, n° 12, 57 p.
- BLANCHET G., 1994. Du CEP à l'après CEP, la Polynésie française à la recherche d'un nouveau mode de développement. In Jost C. (ed), *Géo-Pacifique des espaces français*. Nouméa, Géopacifique CTRDP, p. 177-185.
- BLANCHET G., 1997. L'aide au développement dans le Pacifique insulaire. *Tiers Monde*, t. XXXXVIII, n° 149, p. 57-78.
- BLANCHET G., 1998. L'aide et le défi d'un développement durable dans les mers du sud. In Bensa A. et Rivierre J.C. (eds), *Le Pacifique, un monde épars*. Paris, L'harmattan, p. 143-182.

- BONNEMAISON J., 1980. Espace géographique et identité culturelle en Vanuatu. *Journal de la Société des Océanistes*, 68, p. 181-188.
- BONNEMAISON J., 1986. *L'arbre et la pirogue. Les fondements d'une identité : Territoire, histoire et société dans l'archipel du Vanuatu (Mélanésie)*. Paris, ORSTOM, coll. « Travaux et Documents », n° 201, livre 1, 540 p.
- BONNEMAISON J., 1989. L'espace réticulé ; commentaires sur l'idéologie géographique. In « *Tropiques, lieux et liens* ». Paris, Orstom, Coll. Didactiques, p. 500-510.
- BRUCE J.P. HOESUNG L., HAITES E.F., 1996. *Le changement climatique : dimensions économiques et sociales, contributions au deuxième rapport d'évaluation du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)*. Paris, OMM-PNUE-CIRED, Dossiers et débats pour le développement durable 4 D, 544 p.
- CILLAUREN E., 1991. La pêche thonière dans le Pacifique : évolutions et perspectives. *La Revue Maritime*, n° 4, 21 : 38-62.
- COLE R.V., PARRY T.G. (ed), 1986. Selected issues in Pacific island development. Canberra, Australian National University, National Centre for Development Studies, *Pacific policy papers* n° 2, 264 p.
- COLE R.V., TAMBUNLERTCHAI S. (eds), 1993. The future of Asia-Pacific economies, Pacific islands at the crossroads ? Canberra, Australian National University, NCDS, 350 p.
- CONNELL J., 1992. Logic is a capitalist cover up : compensation and crisis in Bougainville, Papua New Guinea. In Henningham S., May R.J. et Turner L. (eds), *Resources, development and politics in the Pacific Islands*, Bathurst, Crawford House press, chap. 3, p. 30-54.
- CPS, 1995. Statistiques démographiques. Nouméa, Commission du Pacifique Sud, *Bulletin statistique* n° 42, 69 p.
- CROCOMBE R., 1976. *The Pacific Way, an emerging identity*. Suva, Lotu Pacifica Productions, 56 p.
- CROCOMBE R., SLATTER C., TUPOUNIUA S. (eds), 1975. *The Pacific way, Social issues in national development*. Suva, South Pacific Social sciences Association, University of the South Pacific, 252 p.
- DANIELSSON B., 1972. Polynésie. In Poirier J. (ed). *Encyclopédie de la Pléiade, Ethnologie régionale 1 : Afrique, Océanie*, p. 1236-1329.
- DAVID G., 1989. *Introduction à la géographie humaine*. Suva, Université du Pacifique Sud, 3 vol. 190 + 245 + 368 p.
- DAVID G., 1997. L'indépendance d'un micro-État : le pari du Vanuatu, *Tiers-Monde*, t. XXXVIII - n° 149, janvier-mars 1997, p. 121-138.
- DAVID G., 1999. Du village à la construction de l'État : l'agrandissement de la territorialité dans le Pacifique. In Bonnemaïson J., Cambrézy L., Quinty-Bourgeois L. (eds), *La Nation et le Territoire*, Paris, Géographie et Culture, l'Harmattan, p. 235-252.

- DAVID G., GUILLAUD D., PILLON P., 1999. *La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins : 1989-1997*. Paris, Société des Océanistes-IRD, 324 p.
- DOLFUS O., 1999a. *La mondialisation*. Paris, Presses de Sciences Po, 167 p.
- DOLFUS O., 1999b. Mondialisation et gaz à effet de serre. *L'Espace Géographique*, (1), p. 29-35.
- DOLFUS O., GRATALOUP C., LÉVY J., 1999. Trois ou quatre choses que la mondialisation dit à la géographie. *L'Espace Géographique*, (1), p. 1-11.
- DOUMENGE F., 1966. *L'homme dans le Pacifique Sud*. Paris, Publication de la Société des Océanistes, n° 19, 634 p.
- DOUMENGE F., 1983. *Aspects de la viabilité des petits États insulaires, étude descriptive*, Genève, CNUCED, 39 p.
- DOVE J., MIRIUNG T., TEGOLO M., 1974. Mining bitterness. In Sack P. (ed), *Problem of choice. Land in Papua New Guinea's future*, Canberra, Australian National University press, p. 181-189.
- DURAND M.-F., LÉVY J., RETAILLÉ D., 1992. *Le monde, espace et systèmes*. Paris, Presses de la fondation internationale des sciences politiques, Dalloz, 565 p.
- FOUCRIER A., 1992. La pêche à la baleine. *L'Histoire*, 161, p. 84-92.
- FOUQUET A., LEMAITRE F., 1997. *Démystifier la mondialisation de l'économie*. Paris, Les éditions d'organisation, 191 p.
- FREYSS J., 1995. *Economie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie*. Paris, PUF, 452 p.
- GUIART J., 1968. Le cadre social traditionnel et la rébellion de 1878 dans le pays de la Foa (Nouvelle-Calédonie). *Journal de la Société des Océanistes*, n° 24, p. 97-120.
- HUETZ DE LEMPS C., 1989. Un exemple de macrocéphalie touristique : les îles Hawaii. In *Îles et tourisme en milieu tropical et subtropical*. Bordeaux, CRET-CEGET, coll. Îles et archipels, n° 10, 308 p.
- HUETZ DE LEMPS C., 1994. Coolies et immigrants « de qualité » aux îles Hawaii (1852-1933). In de Deckker P. (ed), *Le peuplement du Pacifique et la Nouvelle-Calédonie au XIX^e siècle, Condamnés, colons, convicts, coolies, Chàn Dang*. Paris, l'Harmattan, p. 176-191
- HUETZ DE LEMPS C., 1998. Contrôle de l'espace et identité culturelle au Samoa Occidental. In Guillaud D., Seysset M., Walter A. (eds). *Le voyage inachevé...*, Paris, ORSTOM-PRODIG, p. 357-363.
- HUETZ DE LEMPS C., PENOT J., BONNEMAISON J., BRUNET R., ANTHEAUME, B., 1995. Hawaii et les archipels du rêve américain. In *La géographie universelle, Asie du Sud-est-Océanie*. Belin, Reclus, p. 434-451.
- HUFFER E., 1998. Les temps de l'Océan : évolutions et interprétations de l'espace en Océanie. In Guillaud D., Seysset M., Walter A. (eds). *Le voyage inachevé...*, Paris, ORSTOM-PRODIG, p. 371-376.

- JACKSON R., 1983. D'un millier de lieux sacrés à la périphérie profane. *L'espace géographique*, 12 (1), p. 18-32.
- JACKSON R., 1992. Undermining or determining the nature of the state ? In Henningham S., May R.J., Turner L., (eds). *Resources, development and politics in the Pacific Islands*, Bathurst, Crawford House press, p. 79-89.
- KRUGMAN P.R., 1998. *La mondialisation n'est pas coupable, vertus et limites du libre échange*. Paris, La Découverte, 219.
- MUNRO G. R., 1989. The Pacific islands, the law of the sea and Pacific Tropical tuna. In Campbell H., Menz, K. et Waugh E. (eds.), *Economics of fishery management in the Pacific islands region*. Canberra, Australian Centre for International Agricultural Research, ACIAR Proceedings n° 26, p. 18-28.
- NAIKOROB I., 1983. *The Melanesian Way*. Suva, Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific, 187 p.
- NUNN P.D., 1994. *Oceanic islands*. Oxford, Blackwell, 413 p.
- NUNN P.D., WADDELL E. (eds), 1993. *The margin Fades*. Suva, Institute of Pacific Studies, University of the South Pacific, 297 p.
- O'MEARA T., 1992. The cult of custom meets the search for money in Western Samoa. In Lockwood V.S., Harding T.G., Wallace B.J. (eds). *Contemporary Pacific Societies, studies in development and change*. Englewood Cliffs, Prentice Hall, p. 156-170.
- PANOFF M., 1986. Les planteurs gagnaient-ils beaucoup d'argent ? Le cas de la Nouvelle-Bretagne de 1890 à 1914. *Journal de la Société des Océanistes*, 82-83, p. 129-138.
- PERROUX F., 1961. *L'économie du xx^e siècle*. Paris, PUF, 252 p.
- POIRINE B., 1993. Le développement par la rente : une spécialisation internationale logique et viable à long terme pour les économies micro-insulaires. *Journal de la Société des Océanistes*, 96 (1), p. 3-10.
- POIRINE B., 1995. *Les petites économies insulaires : théorie et stratégies de développement*. Paris, Economica, 279 p.
- PREMDAS R.R., 1987. Melanesian socialism : Vanuatu's quest for self definition and problem of implementation. *Pacific Studies*, 11 (1), p. 107-129.
- QUODLING P.W., 1992. Bougainville : some financial and ownership issues. *The contemporary Pacific*, Fall 1992, vol. 4 (2), p. 346-354.
- RAFFESTIN CL., 1980. *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, Librairies Techniques, Coll. Géographie économique et sociale, 249 p.
- SCHUMACHER E.F., 1979. *Small is beautiful*. Paris, Le Seuil, Coll. Le point, 318 p.
- SHANKMAN P., 1992. The Samoan Exodus. In Lockwood V.S., Harding T.G., Wallace B.J. (eds). *Contemporary Pacific Societies, studies in development and change*. Englewood Cliffs, Prentice Hall, p. 156-170.

- SHINEBERG D., 1973. *Ils étaient venus chercher du Santal*. Nouméa, Société d'Etudes historiques de Nouvelle-Calédonie.
- TCHERKÉZOFF S., 1992. Les enfants de la terre aux îles Samoa : Tradition locale et « développement » importé. *Études rurales* n° 127-128, p. 15-40.
- TCHERKÉZOFF S., 1997. Culture, nation, société : changements secondaires et bouleversements fondamentaux au Samoa occidental. Vers un modèle pour l'étude des dynamiques culturelles. In Tcherkézoff S. et Douaire-Marsaudon F. (eds). *Le Pacifique Sud aujourd'hui, identités et transformations culturelles*. Paris, CNRS Editions, p. 309-373.
- TISDELL C., 1989. Pacific giant clams and their products : an overview of demand and supply. In Campbell H., Menz K., Waugh E. (eds). *Economics of fishery management in the Pacific islands region*. Canberra, Australian Centre for International Agricultural Research, ACIAR Proceedings n° 26, p. 100-104.
- TSAMENYI B.M., BLAY S.K.N., 1989. Extended zones of jurisdiction over marine resources : state practice in the South Pacific. In Campbell H., Menz K., Waugh E. (eds). *Economics of fishery management in the Pacific islands region*. Canberra, Australian Centre for International Agricultural Research, ACIAR Proceedings n° 26, p. 42-50.
- VELTZ P., 1996. *Mondialisation, villes et territoires, l'économie d'Archipel*. Paris, PUF, coll. Économie en liberté, 262 p.
- WARD R.G., 1993. South Pacific Islands futures : paradise, prosperity, or pauperism ? *The Contemporary Pacific*, 5 (1), p. 1-21.
- WEIGHTMAN B., 1989. *Agriculture in Vanuatu, a historical review*. Cheam, The British Friends of Vanuatu, 320 p.
- WORLD BANK, 1993. *Pacific Islands Economies : Topwards Efficient and Sustainable Growth*. Washington, the World Bank, Country Department III, East Asia and Pacific Region (9 vol.).

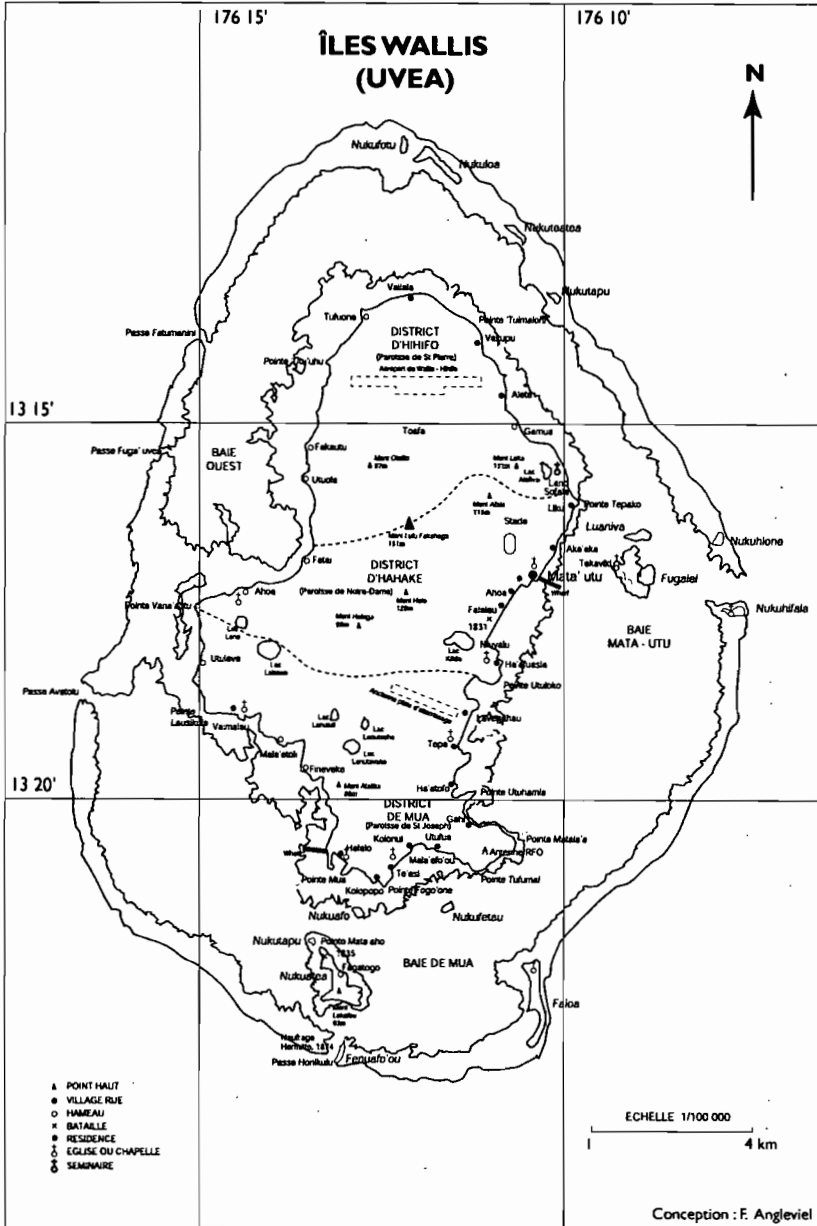
Vie politique, insularité et traditions

L'exemple du TOM de Wallis et Futuna
(1996-2000)

Résumé : Cet article traite de politique et identité insulaire à Wallis et Futuna, le plus petit des TOM français. Si un certain nombre de pratiques spécifiques se sont développées sur ce territoire des antipodes, il faut se féliciter de la coexistence pacifique des cinq pouvoirs imbriqués que sont la coutume, la religion, le négoce, l'administration et depuis 1961 la politique. La volonté gouvernementale de permettre un certain auto-développement de ce TOM pour contrebalancer la réduction de la migration de travail en direction de la Nouvelle-Calédonie pourrait entraîner un fort accroissement des disparités sociales et territoriales suite à des transferts financiers massifs décidés pour des raisons uniquement politiques.

L'ARCHIPEL DE WALLIS ET FUTUNA, situé au nord-est des Fidji, mesure 180 km² et regroupe 14 500 habitants. Protectorat français depuis 1888, il est devenu Territoire d'Outre-Mer en 1961. Dans ce TOM isolé porteur de deux identités affirmées, la politique et l'insularité sont-elles synonymes de clientélisme, de pression économique ou encore d'ingérence de la « coutume » ou bien les traditions (plus ou moins) ancestrales propres à ce territoire des Antipodes et le petit nombre de citoyens renforcent-ils au contraire le fait démocratique ? Parallèlement, la coutume et la politique sont-elles deux facettes d'une même société qui s'ignorent ou s'avèrent-elles complémentaires ? Pour répondre à ces questions, nous présenterons les grands traits politiques de ces deux archipels et nous soulignerons le poids des réalités économiques ainsi que l'importance des faits sociaux et coutumiers.

Notre propos se limitera à l'étude des cinq dernières années en raison de l'importance des mutations en cours et de l'absence de publications écrites régulières avant cette période. Parfois, notre approche pourra paraître particulièrement pointilliste, du fait de l'exiguïté d'un milieu insulaire disposant sans doute d'une infrastructure, et peut-être d'une reconnaissance institutionnelle, disproportionnée par rapport à sa faible superficie ou à son poids démographique réduit. Mais si certains auteurs ont pu dénommer Wallis et Futuna le Clochermerle du Pacifique, il paraît tout aussi évident qu'en raison du flux



migratoire ancien de ce TOM vers la Nouvelle-Calédonie, les évolutions politiques de Wallis et Futuna sont susceptibles d'influencer les délicats équilibres humains et institutionnels mis en place en Nouvelle-Calédonie par l'accord de Nouméa.

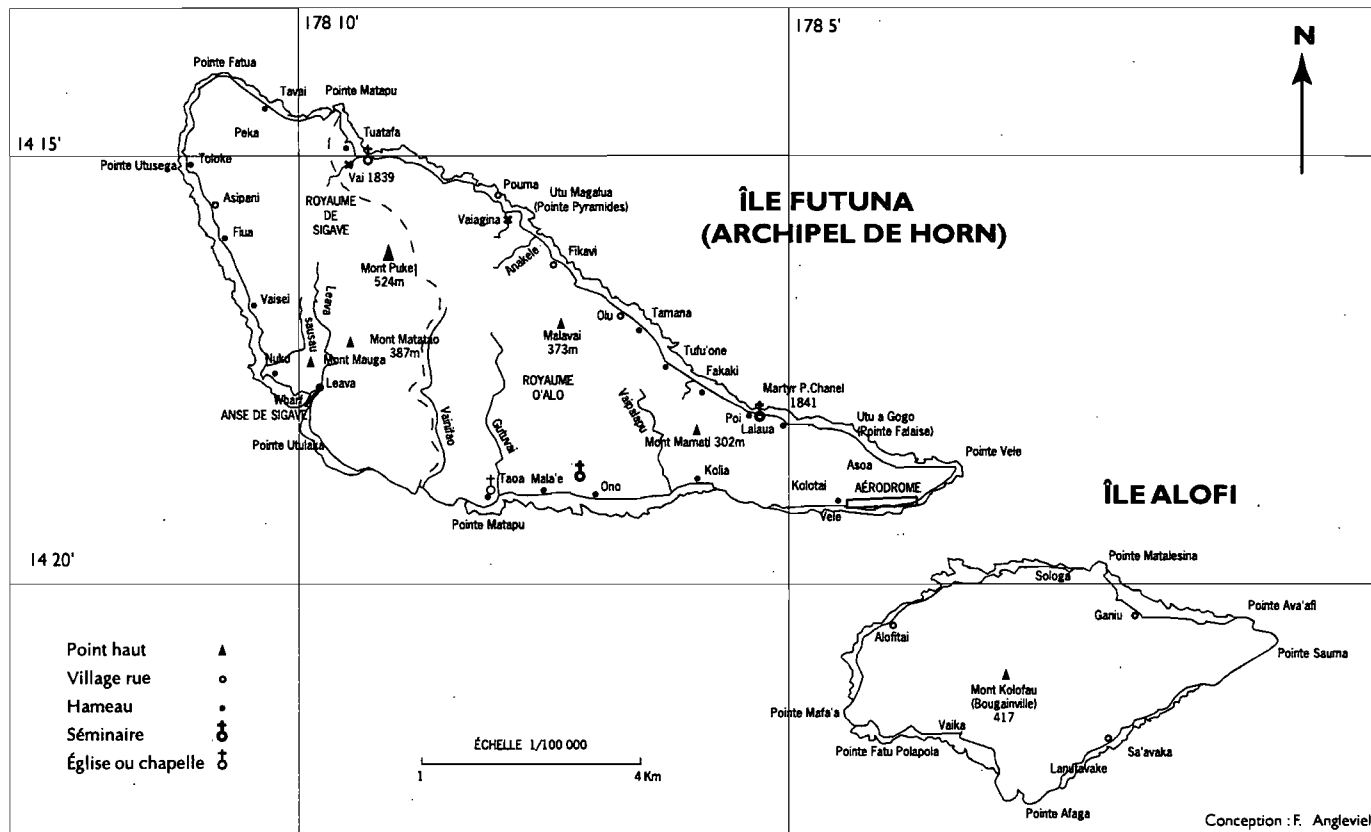
Une vie politique marquée par l'insularité

Il ne faut pas imaginer la vie politique de Wallis et Futuna en fonction des schémas métropolitains : décolonisation, débat idéologique gauche-droite ou encore immigration. C'est ainsi qu'en octobre 1996, le Premier ministre de la Papouasie, Sir Julius Chan, déclara à l'ONU qu'il serait souhaitable que la Polynésie Française et Wallis et Futuna soient inscrits sur la liste des territoires à décoloniser. Le député de Wallis et Futuna, Kamilo Gata, apparenté socialiste, dénonça ces propos comme « *une ingérence inadmissible dans les affaires internes de notre territoire* » ajoutant que « *c'est aux Wallisiens et Futuniens de décider de leur sort... Jusqu'à preuve du contraire, aucun mouvement indépendantiste ne s'est jusqu'à présent manifesté à Wallis et Futuna* »¹.

Les élus sont en effet conscients que leurs archipels n'ont pas connu de véritable colonisation² et que leur Territoire ne dispose point des atouts lui permettant d'atteindre une véritable indépendance économique dans le cadre de la mondialisation des techniques et des échanges. Partant de ce constat, les élus locaux cherchent à bénéficier autant que faire se peut de la solidarité nationale. C'est ainsi qu'en novembre 1996 une importante mission se rendit à Paris pour rencontrer le Président de la République, ce qui ne s'était pas vu depuis 1985, et ses membres montrèrent un grand sens de la cohésion. Leur souhait, puisqu'ils n'avaient élaboré aucune étude sérieuse avant leur départ, aurait été d'obtenir l'instauration d'une loi-cadre ou loi-programme, en raison de l'isolement particulier du Territoire et de l'évolution préoccupante de la situation politique en Calédonie. La réponse fut négative mais ils obtinrent que le ministère de l'Éducation Nationale classe tout le territoire en « Zone d'Education Prioritaire », décision qui sous-entend en Métropole zone défavo-

1. *Tē Fenua Foou*, 4 octobre 1996. Cet hebdomadaire se dénomma tout d'abord : *Tē Fenua : Revue hebdomadaire d'information et de loisir du Territoire des îles Wallis et Futuna*, Rédacteur en chef Jean-Luc Pradaud, Mata-Utu, 1992 à 1993, n° 1/24 ; il réapparut après plusieurs mois d'interruption sous le titre : *Tē Fenua Fo'ou. L'hebdomadaire de Wallis & Futuna*, Rédacteur en chef Jean Luc David, 1996 à 2000, n° 1-237. Depuis juillet 2000, rédacteur en chef Michel Bodineau, n° 238-. Nous avons publié en mars-avril 2001 une version abrégée de cette étude dans *Tē Fenua Foou* afin de restituer aux acteurs de ce papier les propos qu'ils m'avaient inspirés et recueillir les remarques et précisions des Wallisiens et Futuniens. Nous reçûmes quelques demandes de précisions émanant de *papalagui* (Blancs) et plusieurs élus wallisiens et futuniens apprécèrent ce document qui leur permettait de remettre dans un ordre chronologique les événements passés.

2. « Uvea mo Futuna, 1616-1767-1888 : d'une découverte mutuelle tardive à la non colonisation » dans *Voyage, découverte, colonisation*, actes du V^e colloque Corail, Nouméa, 1993, 258 p., p. 25 à 41.



risée et jeunesse turbulente. Les élus territoriaux passèrent outre cette image négative, considérant que la labélisation ZEP signifiait avant tout renforcement des moyens mis à la disposition des enseignants, et donc injection financière supplémentaire dans l'économie insulaire. Le projet de ZEP fut finalement abandonné, le vice-rectorat ayant prouvé aux élus que la situation de l'enseignement à Wallis et Futuna était déjà quantitativement très favorable.

Une autre constante est la primauté des conflits de personnes sur les conflits idéologiques. C'est ainsi qu'à la fin de l'ultime session de l'avant-dernière mandature, le 3 février 1997, arriva la désignation de la commission permanente. Les propositions des deux représentants pour Futuna correspondaient à l'attente, mais en ce qui concerne les deux représentants de Wallis, l'opposition dite de gauche, forte de neuf conseillers sur vingt, proposa Mika Uhilamoafa et le RPR Samino Taputai. Le vote bascula puisque Taputai, disposant par ailleurs de la procuration du RPR Clovis Logologofolau, apporta deux voix précieuses à l'opposition. Samino Taputai s'expliqua peu après quant à son choix : « *Le vote traduit avant tout un mécontentement général au niveau des élus dont les raisons peuvent se trouver très facilement à la lecture du Journal Officiel. Il suffit de faire le compte des subventions et des secours d'urgence qui ont pris le chemin de Mua... On a peut-être triché pour enlever cette commission permanente, mais nous n'avons pas été les premiers à le faire. Enfin, on ne peut pas passer complètement sous silence la lutte d'influence que se livrent certains élus (avant les prochaines élections)* ».

Une autre particularité, liée à l'insularité et au faible nombre d'électeurs, porte sur l'intérêt de la population pour la vie politique de l'archipel. Le 16 mars 1997 eurent lieu les élections territoriales. À Wallis, il y eut 4 410 votants sur les 5 016 inscrits et à Futuna 2 257 votants sur 2 629 inscrits. Cette très forte participation de 87,21 % s'explique en partie par la mobilisation plus importante des petites circonscriptions, mais aussi par les fortes et diverses sollicitations auxquelles sont soumis les électeurs. Ainsi, on comptait 19 listes à Wallis et 15 à Futuna, avec jusqu'à 10 listes à Mua pour 6 sièges. Lors de la campagne, on critiqua les élus qui se représentaient, leurs adversaires les surnommant les « voleurs de voix », c'est-à-dire les accusant d'être des beaux parleurs qui ne respectaient pas leurs promesses une fois élus. Les résultats donnèrent 16 élus pour le RPR et 4 pour l'opposition, soit 2 élus pour l'Union Populaire de Wallis et Futuna (UPWF) du député Kamilo Gata et 2 indépendants.

Certains furent étonnés de la réélection du conseiller Setefano Hanisi, qui en cours de mandature était devenu *Kivalu*, c'est-à-dire premier ministre du *Lavelua*. Du fait qu'il était porteur du deuxième titre coutumier de Wallis, certains s'inquiétaient en effet de la confusion des pouvoirs. Il leur rétorqua qu'il savait distinguer les sphères du pouvoir coutumier de celles du pouvoir politique.

Il faut noter enfin que l'électorat privilégie les notables fortement implantés dans leur village d'origine ou dans le milieu socio-économico-religieux. Le plus fort score obtenu par un élu fut ainsi de 429 voix et le plus faible nombre de votes nécessaire pour être élu fut de 136 voix, ce qui explique l'importance du clientélisme et du vote familial. Cette particularité, que certains dénomment « dérive démocratique », amène régulièrement quelques observateurs de la vie politique locale à prôner un vote non plus par district, mais par liste territoriale.

Parmi les particularités politiques de ce Territoire par rapport aux élections du reste de la République Française, on note la quasi-inexistence de tracts et l'absence de slogans idéologiques. Quant aux partis politiques locaux, ils sont très discrets en ce qui concerne leurs programmes. En effet, la politique locale n'est ni polarisée en deux camps comme en Nouvelle-Calédonie, ni soumise aux alliances des partis comme en Polynésie française. Les électeurs accordent plus d'importance aux promesses électorales des notables qu'au débat d'idées, d'où l'élection de conseillers pragmatiques, peu au fait des problèmes nationaux mais proches des soucis quotidiens de leur électorat. Samino Tapuai déclara du reste à cette occasion : « *A Wallis et Futuna, on n'a jamais vu une campagne électorale se mener sur un programme ou des déclarations d'intention. Axer sa campagne sur des projets importants pour le Territoire, c'est gaspiller sa salive. Les voix se gagnent dans les familles, chez les amis et avec les subventions et autres faveurs. Même s'il y a une évolution des choses, le fait que l'île soit petite et que tout se sache ne permet guère d'échapper à ça* » (*Te Fenua Foou*, 7 février 1997).

Autre usage local, l'utilisation répétée du recours administratif. En 1997, tous les adversaires malheureux de Victor Brial déposèrent des recours qui se basaient sur deux types de critiques : le nombre élevé des procurations et l'existence d'actes susceptibles de relever du clientélisme. C'est ainsi qu'il y avait eu 9,75 % de procurations à Wallis et 13,6 % à Futuna, certaines portant des signatures illisibles. Dans le même temps, la validité du vote de nombreux jeunes gens fut remise en cause, certains ayant apparemment émargé d'une croix alors que la scolarité est obligatoire depuis 1961. Le second volet de ces recours portait sur les libéralités éventuellement octroyées par des candidats anciennement élus à certains des électeurs. C'est ainsi que l'attribution des 12 millions de francs CFP (1000 F CFP = 8,38 euros) de bons d'achat distribués à diverses familles au titre des secours d'urgence accordés par le président de la Commission permanente entre janvier et mars 1997 fut remise en cause, les règles de la comptabilité publique n'ayant pas toujours été respectées. Le commissaire du gouvernement obtint finalement que les élections soient invalidées dans 4 des 5 circonscriptions, les écarts de score y étant très faibles et pouvant donc être directement modifiés par des fraudes éventuelles. Des élections partielles se tinrent le 6 septembre 1998. Le clivage entre la majorité et les oppositions devint plus prononcé, le parti de Kamilo Gata conservant ou

emportant la totalité des 6 sièges non gagnés par le RPR, et ce au détriment des élus indépendants. De même, après les élections législatives de 1997, le député sortant K. Gata déposa un recours le 12 juin de la même année devant le conseil constitutionnel en arguant du mauvais usage éventuel de certaines procurations et de quelques bons d'achat. Ce recours fut rejeté en janvier 1998, mais cette habitude relativement récente de contester les résultats électoraux semble être un facteur non négligeable de normalisation de la vie électorale insulaire.

Les élections législatives anticipées de 1997 furent inattendues mais elles débouchèrent sur le retour à un unanimisme politique officiel entretenu depuis trente ans. Un député représente à l'Assemblée Nationale les intérêts du Territoire d'Outre-Mer de Wallis et Futuna (il s'agit d'une sur-représentation voulue par le législateur). Le député sortant, Kamilo Gata³, avait fait sensation lors de son élection surprise en 1989 contre le député gaulliste Benjamin Brial. Soutenu en 1989 puis en 1993 par le MRG, il était le seul élu d'importance face à un RPR hégémonique. Les trois candidats voulant prendre sa place faisaient partie de la majorité présidentielle et se présentaient pour la première fois à cette fonction : Samino Taputai⁴ ; Siolesio Hoatau⁵ ; Victor Brial⁶. Lors des précédentes élections de 1993 il y avait eu 5 794 votants, ce qui représentait 87,55 % des inscrits. En 1997, il y eut au premier tour 6 174 votants soit un taux de participation de 80,63 %. Les résultats furent les suivants : Brial 42,79 %, Gata 37,83 %, Hoatau 9,92 %, Taputai 9,44 %. Au deuxième tour V. Brial obtint 3 241 voix, soit 51,34 % des suffrages et Gata 3 072 voix. Le taux de participation fut de 82,65 %. Le Territoire retrouvait une unanimité politique de façade destinée à mettre un voile pudique devant les querelles de notables dans une circonscription où catholicisme et coutumes ancestrales semblent avoir fusionné et où le clergé autochtone et les coutumiers appré-

3. 48 ans, maîtrise de droit privé en 1974. Entré au Bureau de l'Administration Générale et des Élections (BAGE) en 1977, il retourne en Métropole en 1982 pour entrer à l'École des Impôts de Clermont-Ferrand dont il ressort avec le titre d'inspecteur. Chef de service du BAGE de 1984 à 1989, il est alors élu député. Son parti, l'Union Pour Wallis et Futuna, s'apparente au MRG jusqu'en 1994 puis se rapproche du Parti Socialiste métropolitain. Réélu député en 1993, son parti n'a par contre jamais eu la majorité à l'Assemblée Territoriale.
4. 48 ans, auparavant huissier et gérant de la société d'acconage *Malaevaka* qu'il a lui-même créée. Membre de l'UDR de 1973 à 1990, il entre alors au RPR. Conseiller territorial balladurien, sa candidature est en marge du RPR dont il est finalement exclu le 9 avril 1997.
5. 49 ans, militaire de carrière ayant passé 7 ans en Allemagne comme adjudant-chef. En 1983 il devient le délégué du Territoire auprès du ministère des DOM-TOM. Retraité début 1997, sa première candidature politique est alors soutenue par l'UDF.
6. 31 ans, titulaire d'un BTS d'informatique et de gestion obtenu à Paris. Il était en train d'y préparer un second cycle en gestion lorsque son père Cyprien Brial disparut. Il reprit à Futuna l'affaire familiale de Cowafdis et établit un partenariat avec Fripac en 1991. Il dirige également une entreprise de construction. Assistant du sénateur M. Papilio en 1989 et 1990, il a toujours milité dans le RPR local. Non retenu pour être conseiller économique et social en 1995, il succéda en 1997 comme conseiller de Sigave à son père Cyprien élu de 1967 à 1987 et à son frère Julien élu de 1987 à 1997.

cient les valeurs « traditionnelles » véhiculées par le RPR. Le mercredi suivant, le nouveau député fut le centre de la cérémonie traditionnelle d'intronisation en présence du *Lavelua*, la légitimité républicaine étant doublée d'une reconnaissance par la grande chefferie. V. Brial fut donc revêtu de force nattes et *tapa* (tissu grossier en fibre végétale) et un grand *katoaga* (festin traditionnel) conclut la cérémonie.

En 1998, le sénateur Makape Papilio tomba accidentellement du wharf de Leava et se noya⁷. Son suppléant Basile Tui le remplaça jusqu'à la fin de la mandature, fixée à septembre 1998. Finalement, six candidats se présentèrent le 28 septembre 1998 devant les 20 conseillers et le député, soit cinq militants de longue date du RPR et Kamilo Gata.

À l'issue du premier tour, le député V. Brial, malgré les réticences d'une part notable des élus de son parti, imposa au deuxième tour une candidature unique et inattendue à droite : le frère Robert Laufoaulu⁸, lui adjoignant comme suppléant un magistrat calédonien d'origine wallisienne. L'élection surprise de ces personnalités de la société civile, peu appréciée d'un monde politique renfermé sur lui-même, fut considérée comme le retour aux hautes valeurs « gaullistes » par la majorité des Wallisiens et Futuniens. Ces derniers accordent en effet leur confiance à ce religieux respectueux des droits et devoirs de son état, bon gestionnaire, politiquement modéré et qui plus est de famille noble (*aliki*). Il a été imposé par le responsable local du RPR dans le cadre de la rénovation et de la moralisation de son parti. Aussi, si Robert Laufoaulu a choisi de siéger comme sénateur apparenté au RPR, il garde de très bonnes relations avec la gauche locale et il conserve ses entrées auprès des responsables indépendantistes calédoniens, souvent passés comme lui par le petit séminaire de Païta.

Très vite apprécié pour son suivi des dossiers et sa volonté de privilégier les réflexions à long terme, R. Laufoaulu obtint par exemple en janvier 1999 que l'accord de Nouméa comporte mention d'un accord particulier à signer entre la Nouvelle-Calédonie et Wallis et Futuna sur l'accession à l'emploi en Calédonie des Wallisiens et Futuniens.

Les autres élections mobilisent beaucoup moins la population. C'est ainsi que lors des élections européennes de juin 1999, il fallut que le Parti Socialiste, qui avait signé le 28 octobre 1998 une convention d'association avec l'Union Populaire de Wallis et Futuna (UPWF), place son président K. Gata en 77^e place (sur 87) pour qu'un nombre conséquent d'électeurs se déplace. Et si Kamilo

7. Âgé de 70 ans, le sénateur Papilio était père de 8 enfants. Sénateur depuis 1971, il fut toujours réélu. Conseiller territorial depuis 1961, il avait démissionné en 1990 pour conserver uniquement son poste de sénateur.

8. 51 ans, frère du Sacré-Cœur. Successivement en poste au Canada, au Vanuatu et en Calédonie, ancien conseiller régional de sa congrégation et alors directeur de la Direction de l'Enseignement Catholique locale depuis quatre ans.

Gata, le président de l'Union Populaire de Wallis et Futuna, est devenu, le 3 septembre 1999, Conseiller économique et social, c'est qu'il fut nommé selon l'usage par le président de la République sur proposition du premier ministre socialiste L. Jospin.

Il est de tradition que les électeurs des DOM-TOM suivent pour des raisons économiques compréhensibles tous les grands changements de majorité nationale, avec une élection de décalage. Nul ne sait si ce sera le cas à Wallis et Futuna en 2002, mais il est vrai que la minorité locale UPWF, désormais liée au Parti Socialiste métropolitain, progresse du fait que ses élus bénéficient d'une écoute particulière dans les cabinets ministériels.

Sur le plan politico-administratif, le préfet Christian Dors, remplacé en mai 2000 par Alain Waquet, fut sans conteste le *kovana* (administrateur supérieur) le plus apprécié depuis longtemps, du fait qu'il s'attachait à comprendre la coutume, à apprendre la langue wallisienne et qu'il rejoignait régulièrement coutumiers, élus et simples villageois dans les kavas du soir : *faikava* à Wallis, *tawasû* à Futuna. Son attachement ostensible à la religion catholique, rare parmi les hauts fonctionnaires de l'État français, lui valut par ailleurs l'appui discret de l'évêché. Enfin, n'oubliant pas « l'île sœur », il rendit régulièrement visite à Futuna, où politique rime avec réalisations économiques.

Un territoire sous perfusion

Régulièrement, l'on entend dire que les DOM-TOM vivent des transferts de la Métropole. En ce qui concerne Wallis et Futuna, il est patent que ce Territoire vit sous perfusion. D'une part, les transferts s'avèrent très élevés. D'autre part, aucun élu ni aucun *kovana* n'a trouvé de solution à cette dépendance toujours accrue envers la solidarité nationale. Suite aux discussions concernant l'accord particulier entre Wallis et Futuna et la Nouvelle-Calédonie, il a été évoqué la nécessité de développer l'économie du Territoire pour ralentir l'émigration de travail vers la Nouvelle-Calédonie et la mise en place d'un plan de développement financé par l'Etat. Mais personne ne sait à ce jour quelles pourraient être les composantes de ce plan Marshall insulaire.

Le budget adopté le 31 janvier 1997 comprenait 2,184 milliards de francs CFP soit plus de 18 millions d'euros. Il s'agissait à 80 % de dépenses de fonctionnement afin de rémunérer les agents territoriaux et de financer les services. Ce budget, en augmentation, était globalement en équilibre et prévoyait une augmentation tout à fait raisonnable des recettes supplémentaires, soit 3 millions de francs CFP grâce à l'accroissement des taxes sur les tabacs et 13 millions grâce à une opération similaire sur les hydrocarbures. Il semblerait que les dépenses de la fin de l'avant-dernière législature aient été particulièrement excessives et critiquables. Aussi, non seulement les caisses furent vides en cours d'année, mais des dettes importantes grevèrent et grevent encore aujourd'hui les finances de ce petit territoire, comme les très

importantes factures impayées dues au Centre Hospitalier de Nouvelle-Calédonie. Il est patent que les déficits cumulés des derniers budgets du Territoire furent à l'origine de la rénovation interne du RPR local. Le parti des notables sut en effet promouvoir in extremis les gestionnaires capables de donner un nouveau souffle à une majorité affaiblie. Le tout nouveau député RPR et président de l'Assemblée Territoriale, Victor Brial, envoya en mars 1998 au ministre de l'Outre-Mer une question écrite informant le secrétariat d'Etat en charge du budget que le Territoire serait en cessation de paiement en octobre 1998. Depuis cette date V. Brial, cumulant durant deux ans le poste de député avec celui de président de l'Assemblée Territoriale, a su diminuer les dépenses du Territoire, augmenter le budget territorial (augmentation des recettes des impôts indirects, maintien de la subvention de l'État) et faire prendre en charge certaines des dépenses territoriales par les différents ministères. C'est ainsi que depuis le 1^{er} janvier 1998, le ministère de la justice prend en charge la rémunération des agents de surveillance de la minuscule prison locale. De même, ayant noté que la loi de défiscalisation dans les TOM, dite loi Pons, n'avait jamais été utilisée par son Territoire, V. Brial demanda à un cabinet comptable de proposer, à l'avenir, à des investisseurs de France métropolitaine, des actions concernant le tourisme ou l'habitat social.

Comme dans toutes les circonscriptions, des conflits politico-économiques surgissent dans les secteurs où l'argent public intervient en grande quantité. À Wallis et Futuna, la manne publique irrigue bien entendu le secteur du BTP (routes, bâtiments) mais aussi les dessertes intérieures (subvention d'équilibre du twin otter, absence de liaison maritime inter-îles) et extérieures. La convention de dix ans passée entre l'Assemblée Territoriale et la Compagnie wallisienne de Navigation (CWN), filiale d'un groupe bordelais, prit fin en décembre 1996. Finalement, un accord intervint pour les six premiers mois de l'année 1997, l'Assemblée Territoriale fournissant une subvention prélevée sur le budget de l'éducation. Finalement, la convention ne fut pas résignée en juillet 1997 et depuis cette date on constate de fréquents changements quant au prix pour l'acheminement du fret. Un débat s'installa fin 1999 entre trois solutions : catamaran avec Jean Ravel ; ferry avec B. Gaveau ; cargo rénové avec F. Bourgade. C'est ainsi que le 13 février 2000, une société d'économie mixte a été créée pour permettre la construction d'un ferry inter-îles. Les deux circonscriptions de Futuna possèdent donc 60 % du capital, et 19 actionnaires privés, les 40 % restants (5 millions CFP représentant 100 actions) ; et ceci alors que l'Assemblée Territoriale privilégiait la mise en place d'un catamaran. Gaveau ayant porté plainte contre X le 30 mars 2000, l'armateur J. Ravel porta à son tour plainte, refusant de lui laisser « *prétendre que Jean Ravel est mal-bonnête et qu'il graisse la patte de Soane Ubila* » (*Te Fenua Fo'ou*, n° 225 : 5).

En plus du budget territorial, composé à 63 % des impôts indirects liés aux importations et pour le reste de la subvention d'équilibre de l'Etat, le Territoire

bénéficie d'aides directes de l'État (subventions diverses mais aussi salaires des expatriés affectés aux services d'État ou transferts de produits manufacturés pour ces mêmes services) et d'aides internationales. Le 24 novembre 1999, le Territoire signa avec la Communauté Européenne l'accord de coopération permettant d'associer Wallis et Futuna au programme du VIII^e Fonds Européen de Développement. Ce sont 768 millions de francs CFP (6,4 millions d'Euro) qui seront dépensés en six ans, principalement pour l'amélioration des infrastructures portuaires et la préservation de l'environnement. Il est à noter que les travaux routiers, si importants auparavant, se poursuivront unilatéralement en utilisant uniquement des reliquats du VI^e FED. Parallèlement, le 12^e contrat de Plan Etat - Territoire 2000-2004 correspond à une aide de 4 430 millions de francs CFP.

Le poids souvent méconnu des acteurs de la société civile

Avant l'arrivée des Européens, les chefs coutumiers dirigeaient d'une main ferme Wallis et Futuna, avec l'aide de prêtres médiums. En contact direct avec le christianisme à partir de 1835, l'ensemble de la population se convertit durant la décennie 1840 au catholicisme. L'invention du procédé permettant de produire le coprah par un Allemand des Samoa dans les années 1850 suscita le développement du commerce. La mise en place du protectorat en 1888 entraîna la venue d'un Résident de France, premier élément d'un pouvoir administratif qui ne se développa réellement qu'après la Seconde Guerre mondiale⁹. Aussi en 1961, lors de l'irruption des pratiques démocratiques et de la vie politique au sens occidental du terme, lorsque Wallis et Futuna accédèrent au statut de Territoire d'Outre-Mer, les élus rejoignirent le rang des notabilités, c'est-à-dire celui des coutumiers, des membres du clergé, des

9. On pourra trouver les grands traits de l'histoire locale dans les ouvrages généraux suivants : Angleviel Frédéric, Lextreyt Michel, Froment Marie-Madeleine et al. *Wallis et Futuna. Hommes et espaces*, Centre Territorial de Recherche et de Documentation Pédagogiques de Nouvelle-Calédonie et Assemblée Territoriale de Wallis et Futuna, Nouméa, 1994 ; Collectif. Wallis et Futuna, *Journal de la Société des Océanistes*, n° 19, Paris, 1963, 398 p ; Collectif. *Au pays des trois royaumes*, Ed. Pacifique, Paris, 1991, 172 p. ; Collectif. « Spécial Wallis et Futuna » dans *Bulletin de la Société d'Etudes Historiques de Nouvelle-Calédonie*, n° 97, 4^e trimestre 1993, 118 p. ; Angleviel F., Malau Aroloto et Atonia Takasi (eds). *101 mots pour comprendre Wallis et Futuna*, Ile de Lumière, Nouméa, 1999, 258 p.

Pour des recherches plus spécialisées, on se référera aux bibliographies suivantes : Angleviel Frédéric. Bibliographie de Wallis et Futuna de 1976 à 1989 dans *Recherches ethnoarchéologiques sur les îles Wallis et Futuna, année 1989*, Centre ORSTOM de Nouméa, Série Rapports d'activité, Archéologie n° 3, 1990, p. 134 à 147 ; Angleviel Frédéric. Bibliographie sélective, méthodique, analytique et critique de Wallis et Futuna (1989-1995) dans *Bulletin de la Société des Etudes Mélanésiennes*, n° 30, Nouméa, 1996, p. 74 à 95 ; O'Reilly Patrick. Bibliographie méthodique, analytique et critique des îles Wallis et Futuna dans *Journal de la Société des Océanistes*, n° 19, Paris, 1963, p. 231 à 293 ; Mayer Raymond. Bibliographie, phonographie, filmographie et muséographie des îles Wallis et Futuna dans *Les transformations de la tradition narrative à l'île Wallis (Uvea)*, Publication n° 38 de la Société des Océanistes, Musée de l'Homme, Paris, 1976, 311 p.

commerçants et des fonctionnaires. Aujourd'hui, sur l'échiquier du pouvoir, élus et fonctionnaires d'autorité semblent tenir le haut du pavé, mais celui qui négligerait l'importance des contre-pouvoirs coutumiers, religieux, économiques, voire depuis peu sociaux ou culturels, ne comprendrait pas le fonctionnement spécifique de ces archipels.

C'est ainsi que le foncier, en l'absence de tout cadastre écrit et en raison de l'incessibilité des terres à des Français non originaires du Territoire, est entièrement dans les mains du pouvoir coutumier, qui s'avère seul capable de gérer les conflits issus des différences d'interprétations des baux. En juillet 1996, l'accès du principal centre commercial de Mata'Utu fut bloqué durant deux jours par les propriétaires du terrain. L'ancien député Benjamin Brial, oncle de Victor Brial, qui avait passé avec les propriétaires du lieu un bail de 60 ans en 1968, bail réduit ultérieurement à 40 ans, obtint le règlement du litige lorsqu'il sollicita l'arbitrage du *Lavelua*.

En avril 1998, apparut un autre problème foncier lorsque la société Général Import, principal grossiste du Territoire, dut fermer provisoirement ses portes, le propriétaire du terrain, Male Muliloto, souhaitant intervenir au niveau des recrutements dans l'entreprise. L'affaire fut d'abord portée devant le tribunal de Mata'Utu. La famille Muliloto récusant la justice européenne, il fallut la médiation du *Lavelua* pour régler cette affaire.

Régulièrement, des observateurs occidentaux constatent la crise apparente du pouvoir coutumier et le manque d'autorités des « rois » et ministres coutumiers. D'une part, ils imaginent à tort un souverain à l'européenne, d'où des incompréhensions mutuelles. D'autre part, ils sont inconsciemment hostiles à ce type de pouvoir qui leur reste étranger. Il est difficile pour un non-résident de juger de l'importance du pouvoir coutumier. Personnellement, j'aurai tendance à penser qu'il reste pour le moins le dernier recours lorsque les autres médiations ont échoué et qu'il demeure le principal moyen de régler les conflits de la vie quotidienne de la grande majorité de la population wallisienne et futunienne : place de chacun au niveau familial, violences domestiques, héritages et bien sûr implantations foncières. Et de fait, si l'un des principaux sujets de conversation à Wallis s'avère être, depuis plus de dix ans, la succession toujours à venir du *Lavelau* Tomasi Kulimoetoke, dont la quarantième année de règne a été fêtée avec faste en mars 1999, n'est-ce pas une reconnaissance implicite de l'importance de la Grande chefferie ? À Futuna, l'existence de deux « royaumes » plus démocratiques, où le *Tuisigave* et le *Tuiagaifo* sont régulièrement destitués au profit de membres des autres familles régnantes¹⁰, n'empêche point la coutume de peser d'un poids certain sur la vie quotidienne des Futuniens.

10. Après deux ans de règne, Eusepio Takasi démissionna du trône d'Alo. Le nouveau *Tuiagaifo*, Sagato Alofi, membre de la famille royale Lalo, âgé de 61 ans, est père de 3 enfants. Peu après intervint la démission du roi de Sigave, Soane Patita Sokotaua, membre de la famille Safoka, qui

Il est du reste à noter que l'institution qui donne une place certaine au fait coutumier, le Conseil territorial, longtemps peu convoqué, a tendance depuis peu à prendre toute la place que lui reconnaît le statut de 1961¹¹. Composé de l'Administrateur supérieur, des trois rois et de trois personnalités choisies par l'Assemblée Territoriale, ce Conseil consultatif est en train de devenir « la voix de la coutume » et le préfet C. Dors a chargé en 1999 le secrétaire administratif de ce Conseil, Kamilo Gata, de réfléchir à un toilettage et à un élargissement de cette institution originale. La majorité de l'Assemblée Territoriale est opposée à cette évolution, considérant que le budget annuel prévu (70 millions CFP) s'avérait excessif, que le choix d'un homme politique comme secrétaire administratif risquait de « politiser » la coutume et que cette institution pourrait concurrencer l'Assemblée Territoriale. Le préfet C. Dors considérait que ce Conseil rénové serait à même de réguler les crises latentes qui peuvent bloquer les rouages de la vie sociale et économique du Territoire. La réforme envisagée est actuellement en cours d'étude.

Toujours en ce qui concerne le monde bien vivant de la coutume, on note régulièrement des changements au niveau de la répartition des titres coutumiers villageois, qui sont un honneur mais aussi une lourde tâche pour les récipiendaires¹². En ce qui concerne les ministres coutumiers wallisiens, les changements s'avèrent moins fréquents au vu des enjeux (prestige, pouvoir, indemnités, voyages) et de la politique de stabilité et de rajeunissement progressif voulue par le *Lavelua*. Vitolio Vaivaikava fut ainsi *kivalu* de 1993 à 1996 avant d'être remplacé en novembre 1996 par Setefano Hanisi, âgé de 36 ans, chef du village de Ahoa, conseiller territorial et instituteur de formation. La place de premier ministre impliquant une entente véritable avec le *Lavelua*, le roi nomma, en 1998, Mika Hoatau. Un nouveau conflit coutumier intervint lorsque le *Lavelua* protégea de la justice Make Pilioko, conseillère territoriale accusée de détournement de subventions. Le *kivalu* ayant déclaré : « *L'État respecte les coutumes tant qu'elles ne sont pas contraires aux principes généraux de la loi... Cet exemple est extrêmement dangereux pour les jeunes qui risquent*

avait régné 4 ans. Les quatre familles royales se réunirent et élirent Pasilio Keletaona, âgé de 58 ans, et père de 4 enfants. Cet aîné de la famille Keletaona vivait à Nouméa depuis 27 ans, et il était depuis peu retraité de la société Pentecost.

11. Loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de Territoire d'Outre-Mer. « Art. 3. La République garantit aux populations du territoire des îles Wallis et Futuna le libre exercice de leur religion, ainsi que le respect de leurs croyances et de leurs coutumes en tant qu'elles ne sont pas contraires aux principes généraux du droit et aux dispositions de la présente loi ». Cf. également Thivon Delphine. *Les derniers « rois » de la République : essai d'une sociologie politique de Wallis et Futuna*. Mémoire de l'Institut d'Études Politiques de Strasbourg, 1996, 131 p.
12. Pour tenir dignement leur place, et donc pour participer généreusement aux actions de redistribution, les chefs de village (*pule*) sont de plus en plus choisis parmi les salariés. C'est ainsi que le *faipule* Alemani Kanimoa, en poste depuis 1990, est remplacé en 1996 par Mikaele Halagahu. Ce Wallisien de 50 ans travaille au service de la météorologie, est père de 5 enfants et depuis 7 ans il préside le comité territorial de football.

de confondre coutume et impunité», le *Lavelua* le destitua le 14 avril 1999¹³. Après plusieurs semaines de réflexion, c'est finalement Atelemo Taofifenua, Wallisien influent de la communauté expatriée en Calédonie, qui vint prendre sa retraite à Wallis.

L'Église catholique a su se faire discrète depuis plusieurs années et si certains ont critiqué l'élection d'un religieux à un poste politique, la tradition d'un interventionnisme clérical remonte pour le moins au père Falelavaki qui se présenta aux élections législatives de 1978 contre Benjamin Brial. Le jubilé épiscopal de M^r Fuahea¹⁴, fêté malgré ses réticences en juillet 1998, a démontré une fois de plus le grand attachement des Wallisiens et des Futuniens à la religion chrétienne, et l'influence tranquille du clergé catholique sur la communauté¹⁵. Alors que l'Église catholique bénéficiait d'une situation monopolistique depuis 1851, elle n'est pas intervenue lorsque la jeune Église évangélique implantée à Vele (Futuna) depuis 1985 a été officialisée fin 1996, le *Journal Officiel* annonçant la création d'une association culturelle de Futuna et de Wallis. Leur église, sise à Vaipalapu (Alo), rassemble moins d'une centaine de fidèles, certains venant de Vele, d'autres de Ono. Il paraîtrait que certains Futuniens adhèrent à cette Église protestante du fait qu'elle libère ses adeptes des contraintes coutumières. Dans le même esprit d'ouverture au monde, l'Église catholique refusa toute prise de position lors de l'élection le 11 décembre 1999 de la première miss Wallis et Futuna.

Une autre façon de repérer les inquiétudes ou les doutes de la société civile consiste à suivre les conflits syndicaux. D'une part, il est à noter que les relations syndicat-patronat privilégient le recours à la grève puis la concertation. D'autre part, toute responsabilité syndicale permettant d'exister dans le microcosme local, les cadres déçus du premier syndicat créèrent rapidement une seconde structure, qui elle-même enfanta de nouvelles sections. Intellectuellement, chacune de ces sections a su se rattacher à l'une des centrales parisiennes, ce qui lui permet de bénéficier de la solidarité nationale (soutien dans les ministères, envoi de formateurs, voyages pour participer aux assemblées nationales).

13. Deckker (de) Paul, Kuntz Laurence. *La bataille de la coutume*, L'Harmattan, Paris, 1998. Deckker (de) P. Uvea-Wallis : une identité mouvementée. In *Identités et mutation dans le Pacifique à l'aube du troisième millénaire*, CRET, coll. Îles et archipels n° 26, Université de Bordeaux III, 1998, 190 p. Moyses-Faurie Claire. L'identité futunienne. In *Identités et mutation dans le Pacifique à l'aube du troisième millénaire*, op. cit., p. 57 à 70.
14. Né en 1927, il suivit les cours du séminaire de Lano de 1939 à 1949, puis il se rendit à Païta jusqu'en 1957. Ordonné prêtre cette année-là à Hihifo, il devint curé de Sigave de 1960 à 1972 avant d'être consacré évêque de Wallis et Futuna.
15. Dénoncée en 1985 par Jean-Marie Kohler dans un rapport considéré aujourd'hui encore comme « explosif », cette influence persiste aujourd'hui en raison d'un encadrement religieux toujours très présent et de l'intégration de la religion chrétienne dans la trame coutumière. Kohler Jean-Marie. *Profil sociologique de l'église catholique de Wallis et Futuna (Compte rendu de la mission effectuée du 9 au 24 octobre 1985)*, Document de travail, Centre Orstom, Nouméa, 1985, 70 p.

Du 30 juin au 16 août 1999, un important conflit syndical entraîna la fermeture de quasiment toutes les écoles primaires des deux îles, les instituteurs de la centrale Force Ouvrière souhaitant être tous reclassés, sans condition de diplômes, selon la grille métropolitaine et demandant à bénéficier de l'indexation des expatriés, soit un salaire de base multiplié par 2,05 (l'indexation des instituteurs locaux étant déjà de 1,7 depuis 1995). Finalement, la grève s'acheva sur quelques acquis ponctuels mais sans modification salariale car toute bonification concernant les enseignants aurait eu rapidement des répercussions sur l'ensemble de la fonction publique territoriale, en passe d'être restructurée.

En cette fin du deuxième millénaire, il apparaît donc que les citoyens français de Wallis et Futuna ont réussi leur apprentissage de la vie démocratique à la française tout en composant avec la « coutume ». Et de fait, plutôt que de regretter une certaine dualité inévitable entre politique et coutume, il faudrait se féliciter de la coexistence pacifique des cinq pouvoirs imbriqués que sont la coutume, la religion, le négoce, l'administration et depuis 1961 la politique. Le clientélisme est toujours d'actualité, mais il est désormais critiqué par tous, ce qui prouve qu'une prise de conscience de ce problème est en marche.

Aujourd'hui, le débat politique, tant à Wallis que dans les couloirs du ministère de la rue Oudinot, porte sur la mise en place d'un plan que d'aucuns comparent au plan Marshall. Seul l'avenir nous dira ce qui sortira des discussions politiques en cours mais les potentialités limitées de Wallis et de Futuna semblent peu à même de porter un tel projet économique, même si les tenants des différents pouvoirs en présence savent faire taire leurs conflits internes pour obtenir le maximum de moyens d'un État lointain qui tient pour l'instant à ce que ce Territoire reste une terre française. Par ailleurs la réussite de ce plan entraînerait un fort accroissement des disparités sociales suite à des transferts financiers massifs décidés pour des raisons uniquement politiques. Les identités wallisiennes et futuniennes, longtemps préservées par l'isolement géographique de ces deux archipels, s'avèreraient-elles alors « solubles dans l'argent » ?

Espace, temps et société à Tikehau (Tuamotu, Polynésie française)

Interrogation sur la dynamique d'un territoire

Résumé : La Polynésie moderne est un exemple intéressant de volonté politique de construction d'un territoire. Pour l'heure, elle se caractérise par la combinaison de territoires multiples, de communautés bien identifiées les unes par rapport aux autres, et des réseaux qu'elles organisent. Il s'agit ici de s'interroger sur la dynamique spatiale et sociale d'une microsociété insulaire, celle de Tikehau, progressivement intégrée dans un espace politique plus vaste.

ALORS QUE les textes réunis dans le but de prolonger le dialogue que Joël Bonnemaison menait avec les autres s'intitulent *le voyage inachevé* (Guillaud, Seysset, Walter, 1998), très forte est la tentation de qualifier la réflexion proposée ici de recherche inachevée. Là où il s'agit en effet d'expliquer le rapport d'une société à l'espace, beaucoup de questions restent en suspens, et ce pour trois raisons essentiellement : d'abord, le concept de territoire pourra toujours être débattu, que ce soit dans sa définition globale ou pour prendre en compte des échelles de territorialité. Proposer ensuite des schémas explicatifs qui concernent une société à laquelle vous n'appartenez pas, suppose de prendre conscience qu'il s'agit d'une manipulation personnelle du réel, à partir des éléments de compréhension construits par vos propres référents culturels. Enfin ce qui est écrit ici est un cliché instantané, arrêt sur image d'un positionnement de recherche animé de sa propre dynamique.

Pourquoi s'intéresser au *territoire* ? Parce qu'il ne se passe pas un jour sans que le terme apparaisse dans la presse polynésienne, manipulant le *fenua*, terre natale, lieu approprié, espace investi de relation affective. Le vocable est employé invariable, quelle que soit l'échelle de référence. Créée en 1947 à Canberra, la Commission du Pacifique Sud (CPS), rassemblant 22 États et espaces insulaires unis par une *fraternité océanienne instinctive*, a récemment pris le nom de *Communauté*. Un nouveau territoire prend forme et s'affirme, y compris dans son acception la plus moderne, comme le territoire virtuel mis en place par le Royaume des Tonga à travers le programme

Tonga-sat'. Dans ce contexte, la conservation des éléments de culture indigène face à la mondialisation semble être l'enjeu majeur, renvoyant à un concept indissociable du territoire, l'*identité*.

Lors de la première réunion de la CPS à Papeete, début décembre 1999, le Président Gaston Flosse a parlé, pour ce qui concerne la Polynésie, d'un *territoire qui doit naître dans le conscient collectif*. Lorsque le Parlement français, par une loi constitutionnelle, aura accordé davantage d'autonomie à la Polynésie qui deviendra Pays d'Outre-Mer (POM), avec peut-être le nom nouveau de *Tabiti Nui*², quelle réalité aura ce nouvel objet géographique, ambitionnant de fabriquer la nation de demain, eu égard à la diversité actuelle des sociétés qu'il administre ? La Polynésie moderne se caractérise par la combinaison de territoires multiples, de communautés bien identifiées les unes par rapport aux autres, et des réseaux qu'elles organisent. Ce sont ces réseaux qui donnent sa dimension à un autre outil d'analyse sur lequel nous reviendrons, la *formation socio-spatiale* (Di Méo, 1998). La *nouvelle donne* Pacifique, faite de recompositions identitaires, de l'émergence de nouveaux groupes d'acteurs, de dynamiques territoriales sur le temps long, en continuité ou en rupture avec la société d'origine, est donc ici au centre de la préoccupation.

Si l'étude de la territorialité est complexe, il est sans doute plus facile de l'aborder dans un contexte bien circonscrit et très étroit, ce qui justifie le choix de l'atoll de Tikehau, pour le cadre spatial, 20 km² de terres émergées, et par la dimension de la société, 410 personnes. Parmi les 84 atolls que compte la Polynésie française, 77 sont situés dans l'archipel des Tuamotu, poussières sur l'océan, couronnes récifales de reliefs engloutis. Tikehau se situe à l'extrémité occidentale de cet archipel (*figure 1*). Une dizaine de kilomètres le sépare de Rangiroa et de l'ultime terre émergée à l'ouest de l'archipel, Mataiva, se trouve à 37 km. La couronne d'îlots (*motu*)³, est ouverte sur l'océan par une passe peu profonde. Le village principal, Tuherahera, est localisé sur le plus grand d'entre eux⁴. Un village plus petit, Tuheiava, se trouve à la passe.

Position de recherche et réflexion méthodologique

La géographie culturelle est particulièrement présente dans l'aire Pacifique. Les écrits s'intéressent pour une bonne part à la diversité culturelle et à ses manifestations visibles dans le paysage. Ils mettent en exergue les traditions, la coutume, la spiritualité, souvent présentées comme « *le seul rempart*

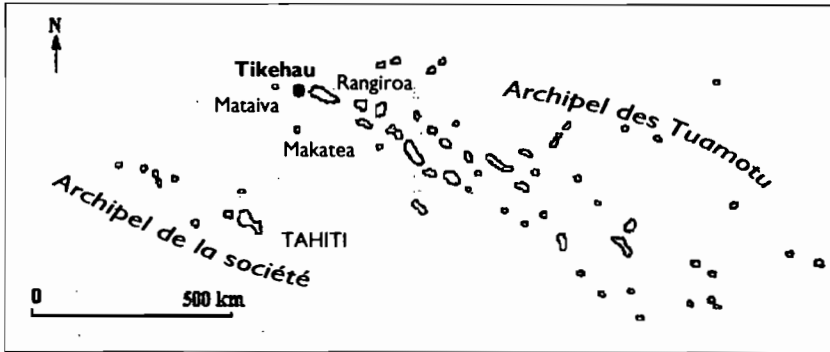
1. Mise en place d'un réseau de communications permettant à l'ensemble de l'archipel d'être en connexion interne et avec le reste du monde.

2. La « grande Tahiti ».

3. 78 km de pourtour, pour un diamètre de 28 km environ, délimitant 461 km² de surface de lagon.

4. 900 m de large, 7 km de long.

Figure 1 - Tikehau, atoll des Tuamotu



contre le rouleau compresseur du progrès universel et de l'Etat niveleur » (Waddell, 1998). Entre les valeurs du passé et les enjeux pour l'avenir, l'évolution des sociétés s'effectue toujours dans une médiation spatiale. Il s'agit ici de préciser le rôle du géographe, de s'interroger sur la dynamique d'une microsociété insulaire progressivement intégrée dans un espace politique plus vaste, un territoire en devenir : la Polynésie française. L'étude concerne le rapport direct aux lieux mais aussi la dimension de la communauté à travers la définition d'un espace social. Les mots clés sont *territoire, formation socio-spatiale, espace, temps, échelle*.

Le *territoire* est la forme spatiale la plus simple, consolidée avec le temps dans le rapport historique établi par le groupe avec le milieu naturel. Sa fonction identitaire est incontestable, dans la mesure où organisation sociale et éléments de culture en interaction ont progressivement construit l'appropriation de l'espace. La matérialité du territoire est facile à appréhender, parfois à travers des déclarations de propriété foncière, mais toujours par la définition de l'exclusion de ceux qui ne font pas partie du groupe. Les contours peuvent être facilement cartographiés et la limite définie est pertinente à moyen terme, car frappée d'une sorte de rigidité à l'échelle du temps présent. Lieu de racines, de mémoire, c'est un patrimoine imposé par le hasard de la naissance et l'appartenance à une communauté qui imprime en chacun de ses membres le sceau de ses codifications (au sens social) et de ses représentations (au sens culturel).

Les mutations modernes tendent à faire évoluer les éléments constitutifs du territoire, soit parce qu'une partie de la communauté se déplace vers d'autres lieux, mais aussi parce que des moyens modernes d'acculturation tels que la télévision par exemple changent les repères sur place. Au territoire viennent s'ajouter des lieux d'opportunités économiques, de formation professionnelle, de loisirs, qui donnent la dimension de la *formation socio-spatiale* (FSS). S'il est facile de dessiner une carte du territoire, on doit se contenter de croquis pour

la FSS, qui se développe au jour le jour à travers le faisceau des relations que la communauté, ou les individus qui la composent, nouent avec l'extérieur. Un des espaces nouvellement explorés pourra devenir, avec le temps et une dynamique d'appropriation très forte, le territoire de demain, mais l'abandon instantané est toujours possible, inscrivant la FSS au registre de la recombinaison permanente, dans une relation au temps qui est celle du court terme. Les liens qui rattachent les jeunes au lieu d'origine peuvent se distendre, sans que la situation soit pour autant irrémédiable, car pour peu qu'il n'y ait pas de solution économique dans les lieux prospectés à l'extérieur, pour peu que la ségrégation empêche de trouver sa place dans une autre communauté ou que les valeurs proposées par une culture exogène soient rejetées, c'est au niveau du territoire d'origine, lieu de référence et de permanence, que se situent les solidarités permettant de retrouver les équilibres et d'assurer la survie : le repli reste la règle, avec même des formes de cristallisation de l'identité.

Quel intérêt à se lancer dans la recherche de l'écriture de l'espace par une microsociété insulaire, et quelle est l'utilité de sa lecture par un géographe ? La matérialisation complète de la Polynésie de demain est un chantier politique en cours. Sa réalisation peut-elle se faire sans connaissance de la pluralité des identités et des territoires qui composent la Polynésie d'aujourd'hui ? Une recherche sur le territoire et la formation socio-spatiale de la communauté de Tikehau devrait mettre en évidence des recombinaisons : peut-être celle du repli sur l'espace insulaire pour une partie de la société, celle de la *tradition*, peut être une dynamique vers l'extérieur pour une autre partie, celle du *changement* ? Cette dynamique passe-t-elle par la construction de nouveaux ancrages territoriaux loin de l'atoll, accompagnée de la conservation des référents identitaires de la communauté d'origine ? Ou au contraire, rend-elle inéluctable une dynamique d'acculturation dont la sanction sera la disparition d'une société spécifique de la Polynésie française, diluée à moyen terme dans la nation polynésienne en devenir ?

Il est difficile de se lancer dans cette quête de sens sans réfléchir au préalable aux outils qui permettent de définir le territoire, de trouver la coïncidence entre limite spatiale et limite sociale. Alors que l'on utilise indifféremment, au gré du style et des effets nécessaires de littérature, les mots population, société, communauté, une première difficulté, non résolue de façon satisfaisante, tient à la définition exacte du groupe social à étudier. Admettre sa singularité revient à se poser à nouveau la question de l'identité, comme indicateur de territorialité : doit-on privilégier le fait de vivre à l'année sur l'atoll, par rapport aux gens de passage ? Sans doute, mais ce sera insuffisant pour discerner les clivages sur place. Prendre en compte et croiser des références multiples devient alors une nécessité : maîtrise de savoir-faire techniques pour tirer parti des potentialités du milieu physique, revendication

de l'atoll comme lieu de naissance ou propriété foncière familiale s'imposent en premier lieu. La reconnaissance des individus dans un même sens culturel et un même rapport social à l'espace semble tout aussi déterminante. Représentations de lieux, unité de comportements, maîtrise de la langue, amitiés, solidarités, confortées par l'appartenance à une même communauté à base de religion, d'activités sportives, de connivence politique, se traduisent par l'exclusion de toute personne autre. Quant à la limite spatiale, elle doit être recherchée en identifiant l'unité des paysages construits, la dimension des déplacements, les ruptures.

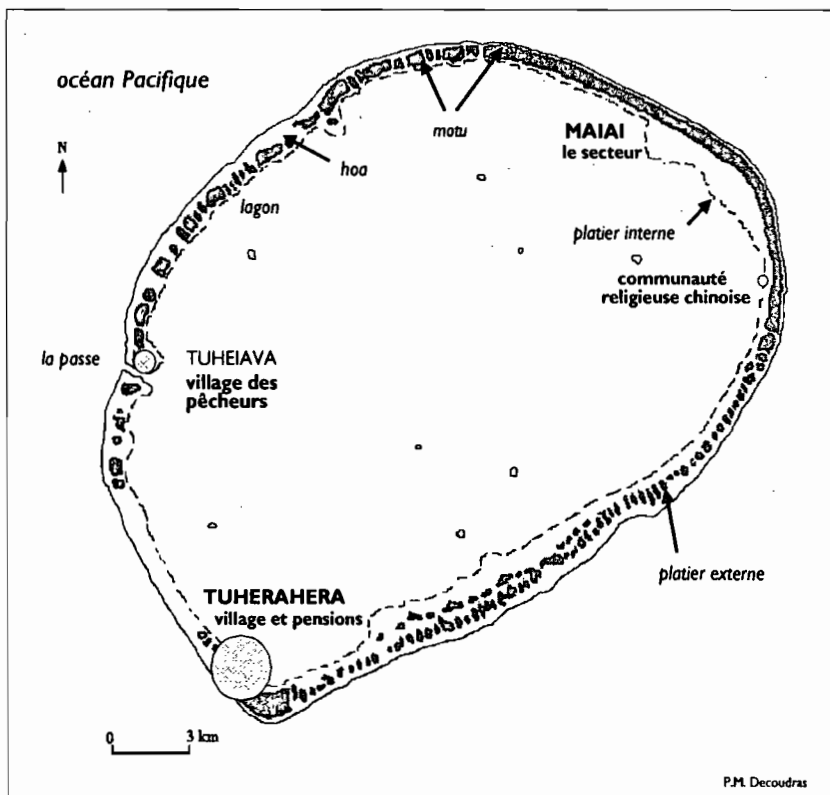
La société préalablement définie, une autre difficulté touche à son approche. Comment comprendre ce que le groupe aura bien voulu livrer à travers les enquêtes ? Identifier les usages de l'espace aura été une entreprise plus facile que de s'attacher à la recherche des représentations. Des outils de médiation ont été utilisés : l'*observation participante* permet d'être à l'écoute, après avoir trouvé dans une famille la place qu'on vous assigne, selon les codifications en vigueur, partage du quotidien, recueil des pratiques en évitant l'intrusion brutale par le questionnaire. Cette observation commence par des visites de courtoisie, des discussions à bâtons rompus, afin de laisser la société s'habituer à vous. Quand intervient la barrière de la langue, le doute quant à l'exactitude de la traduction ajoute à l'incertitude des interprétations du chercheur. Les *cartes mentales* (Soye, 1999), que l'on peut demander aux enfants de dessiner, avec la complicité de l'institutrice ou au hasard des jeux extrascolaires, sont composées en fonction des routines de lieux, représentatives de pratiques culturellement modelées. Sans les systématiser, elles aident à la compréhension de l'expression immédiate et concrète par la société, du monde qui l'entoure. Les *chants* sont de performants vecteurs d'images. L'analyse du *discours* selon la méthode Connaissance-Attitude-Pratique (Decoudras, 1997) permet de se rapprocher encore des logiques de la communauté. Prendre conscience que toute restitution se fait selon les références culturelles personnelles du chercheur revient enfin à admettre la subjectivité de l'analyse.

Combien de communautés ? Combien de territoires ?

Conjuguant effet de lieu et effet de groupe, l'atoll pourtant minuscule regroupe les hommes sur des espaces réduits et montre trois amas de peuplement, Tuherahera, Tuheiava et un groupe restreint au « secteur »⁵ (figure 2), séparés par des vides intercalaires constitués du lagon et de la cocoteraie. Sur le *motu* de Tuherahera, où se trouve rassemblée la majeure partie de la population, une

5. Ancien secteur d'exploitation de la cocoteraie, non habité depuis les années cinquante, refuge d'une communauté religieuse chinoise.

Figure 2 - Tikehau, milieu physique et population



rupture dans le paysage permet de distinguer deux espaces bâtis : le *village* de Tuherahera proprement dit, abritant la communauté des origines, et le coin des *pensions* de famille, hébergement dévolu au tourisme, plus à l'est.

Le village, territoire de référence de la communauté des origines

En Polynésie, il est impossible de penser séparément la société et l'espace. La *terre*, par l'affirmation du *je suis d'ici*, est le premier maillon de l'identité, permettant de séparer ceux qui sont nés sur l'atoll (*no unei*) de ceux qui sont d'ailleurs (*no rapae*). *Fenua* est d'ailleurs dénué de sens si on n'ajoute pas au support foncier la dimension affective qu'on lui porte. Pour certains, le concept se rétrécit à la parcelle appartenant à une ou plusieurs familles, et pour la majorité le lagon n'en fait pas partie. Sans terre, pas de solidarité communautaire, pas de lieu qui nourrit, pas de lieu pour travailler. Le foncier enchaîne chaque individu à une parcelle du village, dans le cadre de sa famille, par un lien si fort que partager la terre reviendrait à briser la parenté (Baré, 1992). L'appropriation se justifie parfois par une inscription au registre du cadastre, mais surtout par la déclinaison des généalogies, et l'occupation de la

même enceinte résidentielle, d'une génération à l'autre, entretient la permanence du lien au lieu. C'est à ce premier titre que l'on peut qualifier le village de territoire.

En second lieu, une unité de paysage y est visible. Elle se traduit dans le style des maisons (*fare*), fleuries et entretenues, et par leur positionnement dos au lagon, échelonnées le long des chemins à la perpendiculaire, significatifs de colonisation volontaire. Le lagon d'un côté, la cocoteraie de l'autre, les constructions coralliennes fossiles (*féo*) abritant de la houle océanique, le cimetière, le terrain de football sont les limites spatiales de ce territoire. Les nœuds en sont les points de rencontre, église, temples, boulangerie, école, ajoutés aux autres points forts que constituent la parabole des télécommunications, la cabine téléphonique, la centrale électrique, le quai, le hangar et la machine à glace.

L'espace social est organisé selon la conscience du groupe. Les repères familiaux, en particulier les espaces résidentiels de parents au sens large (*feti'i*), tiennent une place prépondérante. D'un bout à l'autre du village d'ailleurs, tout le monde est plus ou moins *feti'i*, la parenté se substituant à la citoyenneté. Le territoire est alors enchevêtrement de liens d'alliance et de consanguinité. Là se retrouvent, confortées avec le temps, les expériences communes passées comme les routines du quotidien, les rythmes et les genres de vie selon l'éducation et les croyances, les rapports sociaux de travail, de loisir, et de famille, et ce d'autant plus qu'il y a correspondance étroite entre espace de résidence, et espace des pratiques professionnelles, religieuses, et du temps libre. C'est aussi le lieu symbole des manifestations collectives, des réunions.

La représentation que l'homme-habitant a des lieux conforte cette analyse. Si chaque famille se reconnaît dans les parcelles du village, sa situation centrale est déclinée par la distinction entre *'oire*, le village-territoire par opposition aux maisons isolées de la zone des pensions, *paetia*, la zone intermédiaire des lieux où l'on peut aller ponctuellement dans la journée, et *rabu*⁶ les endroits de l'atoll plus éloignés. L'analyse des déplacements montre que même les jeunes et les adolescents, traînant d'une maison à l'autre, inscrivent leur mobilité dans un cadre intérieur au village et n'en dépassent pas les limites. Une extrême immobilité transparait même dans les dessins des enfants (*figure 3*) ou dans les interviews : « *mon père n'a pas vu ce grand-père du bout du village depuis 10 ans* ». Si cette cohésion sociale et spatiale tient beaucoup à l'encadrement familial, elle est inséparable de l'encadrement religieux.

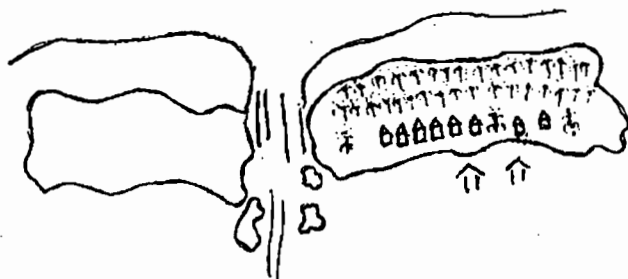
6. Dans les Tuamotu, autrefois, zone de récolte interdite ou réglementée.

Figure 3 - Dessine-moi Tikehau

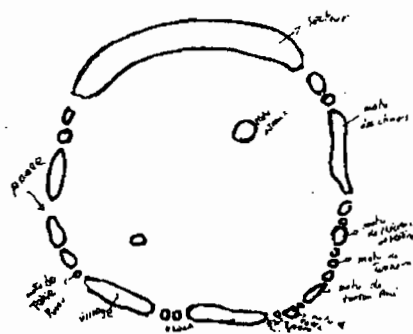
1 - Un enfant du village du Tuherahera



2 - Un enfant du village de la passe



3 - Un enfant d'une famille des pensions



Source : K. SOYE, 1999

Jean-François Baré a écrit qu'une île de Polynésie sans temple était aussi unimaginable qu'un Japonais sans appareil photo (Baré, 1985). Si quatre communautés se partagent le village, Tuherahera est l'espace social des sanitos⁷, majoritaires face aux protestants, aux adventistes et aux catholiques (figure 4). Au-delà de son inscription dans le paysage, la communauté religieuse anime des réseaux sociaux très performants, développe des associations d'accueil, sportives et artisanales. En marge de l'office sont organisées les activités pour les enfants, sur le terrain de jeux attenant au temple. Le village suit le rythme des cultes, au point que lorsque l'église et les temples sont désertés, le *motu* devient vide, toute la communauté se fluidifiant dans le village, en se regroupant par groupes familiaux. Si la religion a un effet déterminant sur les rythmes de vie, les idées, les représentations, elle accentue encore la cohésion socio-spatiale du groupe par des codifications de comportement : interdiction de fumer, de boire, de danser, confessions et engagements individuels publics devant la communauté. À l'intérieur des limites du territoire, le poids de la communauté est le prix à payer pour la solidarité.

Religion et éducation familiale débouchent sur la création individuelle et/ou collective d'un schéma pertinent du réel, dans lequel se reconnaissent les gens du village. Les représentations évoquées lors des entretiens renforcent l'attachement au lieu paradisiaque et prodigue : « *au village tu décides le matin ce que tu fais... tu travailles pour toi... tu peux être *fiu*⁸, tu peux vivre même si tu n'as pas d'argent* ».

La territorialité se renforce même de l'évocation d'autres lieux frappés d'anathème : « *Rangiroa c'est sale, je n'y connais personne, les gens ne disent pas bonjour, il y a trop de popa'a*⁹ ... *Arutua, les gens sont trop individualistes, c'est l'argent facile qui les a rendus comme ça, c'est trop petit, il y a des maisons à étages partout, il y a trop de bruits de motos et de voitures* ».

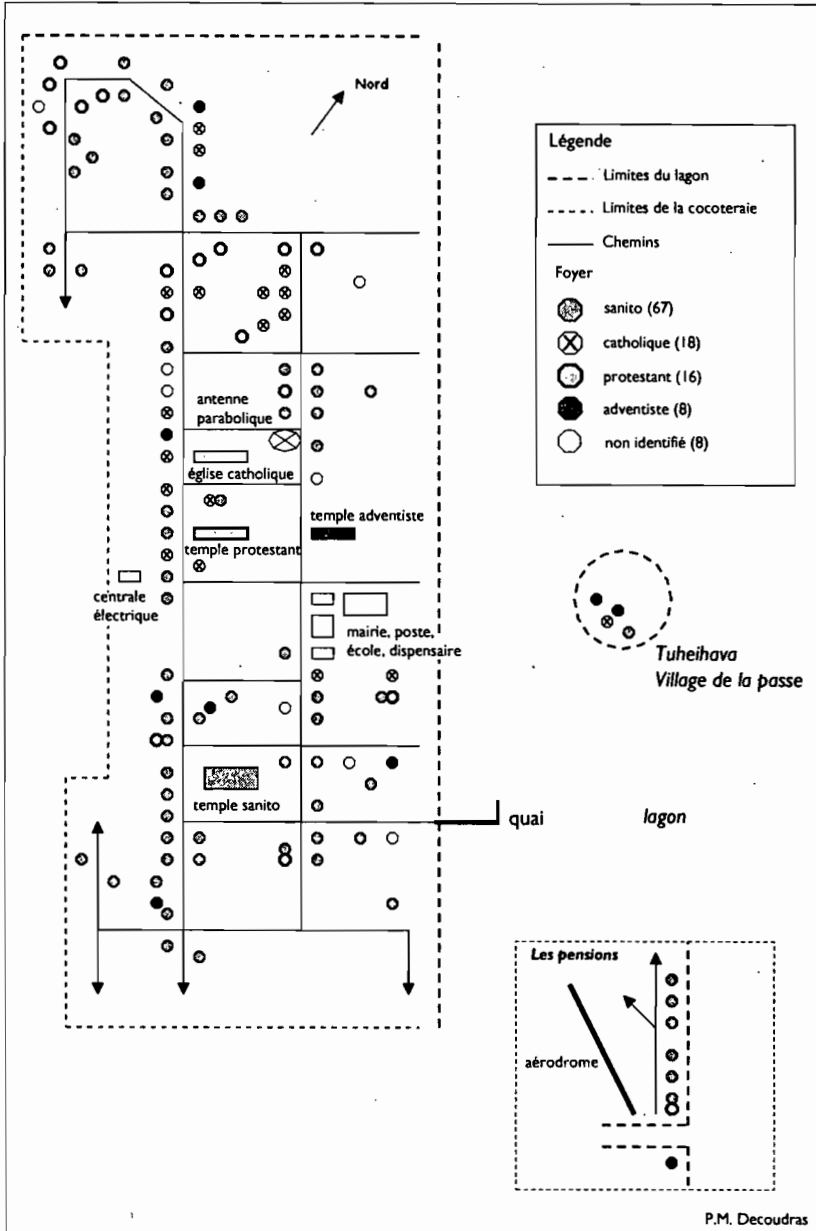
Le village est le microcosme d'une collectivité qui a besoin du lieu pour se rassurer, se donner une image d'elle-même, endroit de l'insertion individuelle possible dans une société dans laquelle on est reconnu. On pourrait avoir l'impression fautive, en comparaison par exemple avec le coin des pensions, que le temps s'y est arrêté, alors que la société locale prend simplement le temps de réguler le changement. Le village est de fait régi par un système immunitaire propre à toutes les sociétés, préoccupées avant tout de se

7. Église Réorganisée de Jésus Christ des Saints des Derniers Jours.

8. Être *fiu* : ne pas avoir envie.

9. Européens.

Figure 4 - Tuherahera, partage de l'espace selon les communautés religieuses



sécuriser en pérennisant les pratiques connues. Le conformisme est la règle et le regard des autres empêche de se situer à la marge. Reste à savoir si baliser ainsi le territoire permet d'échapper à une ouverture accrue à la culture occidentale, ou simplement de la retarder.

Les pensions, la passe : construction de nouveaux territoires ?

Si la concordance entre limite spatiale et sociale définit la dimension d'un territoire, il s'agit ici de justifier l'analyse séparée de la zone des pensions et du petit village de la passe, Tuheiava. On signalera pour mémoire l'existence d'une autre communauté bien individualisée, puisque plusieurs personnes d'origine chinoise résident en permanence sur le *motu* du « secteur ». Elles appartiennent à un groupe religieux *Alléluia*, Eglise pentecôtiste d'obédience taiwanaise, dont il est difficile de savoir si la préoccupation première est l'organisation de stages de développement personnel par la pratique de la religion ou l'utilisation de main-d'œuvre gratuite pour l'exploitation des nacres perlières ? L'étude de cette communauté a été volontairement laissée de côté.

Le village de la passe se distingue d'abord par l'origine de ses habitants, puisque c'est en 1938-1939 que deux familles de pêcheurs, originaires de Maupiti, à l'ouest de Bora Bora, se sont installées à la passe. C'était à l'époque un lieu sans intérêt, suffisamment loin du village pour qu'il soit possible de le concéder à des étrangers, adventistes de surcroît. Une famille de Tuherahera, propriétaire d'un des *motu* de la passe, donna son autorisation pour une installation en toute propriété, consolidée ensuite au niveau des générations suivantes par des mariages puis la naissance d'enfants sur l'atoll. Ces naissances firent passer les anciennes familles de Maupiti du rang d'étranger (*ratere*) à celui de *feti'i*, sans pour autant que Tuheiava, qui compte de nos jours une quinzaine de personnes, soit considéré socialement comme comprenant des habitants de souche de Tuherahera.

Nous avons affaire ici à une autre communauté très soudée. La vie très rude l'impose, de même que l'obligation de travail collectif : les parcs à poissons, concessions maritimes renouvelables chaque année, nécessitent une surveillance et un entretien permanent. La pêche est collective, de même que le tri ultérieur du poisson selon les espèces. Les gens de Tuheiava se distinguent aussi des autres gens de l'atoll comme étant les seuls à s'aventurer à l'extérieur du récif, à en connaître la bordure par cœur, même de nuit et sans lumière : « *Tu n'as pas peur ? Non, c'est chez moi !* »

Certains hommes de Tuheiava vont à Tuherahera le moins souvent et le moins longtemps possible, juste pour emmener le poisson au quai ou faire une commission. L'horizon des plus jeunes enfants se limite à la passe (figure 3).

Interrogés sur la passe, les enfants du village de Tuherahera répondent « *je n'y vais pas* », ou bien « *c'est un endroit que je n'aime pas* ». Leurs avis sont significatifs de représentations entretenues par leurs parents. Celle du danger encouru est la plus fréquente : la passe est interdite (*tabu*), à cause des requins raëra réputés plus dangereux que les requins de lagon, à cause des courants. Mais l'affirmation de deux territoires apparaît aussi dans la représentation de l'autre, synonyme d'exclusion : « *les gens de la passe sont à part, ne sont pas comme nous. Les hommes sont seuls, ce n'est pas bon. Ils ne respectent pas les mêmes règles que nous, ils boivent de la bière, fument du paka*¹⁰. *C'est facile parce qu'ils sont loin de tout. De plus ces gens sont sales, leurs maisons ne sont pas entretenues* » et de conclure « *on n'y envoie pas les enfants car c'est un mauvais exemple.* » (Soye, 1999)

Même si quelques mères de familles vivent à Tuherahera pour la scolarisation de leurs enfants, il semble donc que rupture spatiale et sociale soit bien une réalité, confortant l'hypothèse de l'existence d'un territoire à part entière.

La même quête du sens du lieu vaut pour l'espace des pensions, développé en réponse à la demande de tourisme. L'accueil chez l'habitant se généralise dans les Tuamotu, où les grandes sociétés hôtelières n'ont pas encore investi, soit par prudence, soit par impossibilité, l'indivision de la propriété foncière empêchant toute acquisition de terre. À l'initiative de quelques personnes de Tuherahera, les *fare* se sont développés à l'est du village, dont ils sont séparés par un espace de cocoteraie. À cette ségrégation spatiale s'ajoute une localisation spécifique. En effet, alors que les maisons du village ont le dos tourné au lagon, les *fare* sont ici au bord de la plage, installés en un lieu où pas un ancien n'aurait imaginé construire : la zone, non loin des marécages d'eau douce, est réputée insalubre. À l'écart de la protection des *féo*¹¹, elle est de plus exposée au risque cyclonique et à des inondations régulières au moment des fortes houles.

Cette localisation obéit à des logiques différentes de celles des gens du village, suffisamment pour considérer que l'on a affaire ici à un début d'acculturation laissant présager la constitution d'une autre société. Ce sont le marché du tourisme et les images sur lesquelles il s'appuie qui impulsent le changement. L'étranger de passage, héritier de Bougainville et de Rousseau pour trois ou quatre jours, ne veut retenir de l'atoll que les lieux propres à pérenniser sa fonction initiatique, à entretenir le mythe, besoin d'eau claire, de soleil, d'isolement. On est bien loin de la description des Tuamotu écrite par François Doumenge en 1966, ces îles « *toujours menacées engendrant la tristesse et la mélancolie d'une solitude humaine* ». La littérature contemporaine vend et vante Tikehau comme une large bande de terres plates isolées

10. Cannabis.

11. Blocs de calcaire corallien fossile soulevé, témoins des variations passés du niveau marin et qui constituent souvent le point d'altitude le plus élevé des atolls.

« *mais cependant habitée par une population chez qui gaieté et joie de vivre semblent habituelles* » (Officiel du tourisme, 1995). « *Tôt levés, les habitants passent leur journée hors du village, dans le lagon et ses motu. Ils travaillent dans les fermes productrices de perles noires, pêchent, récoltent le coprah, ou ramassent des coquillages destinés à la fabrication des colliers, vivent simplement, entre ciel et mer* ». (Tahiti et ses îles, 1999). S'appuyant sur le jeu de la perception et de l'imagination, des lieux oubliés et abandonnés du lagon sont réinvestis, les petits *motu* deviennent des lieux de villégiature, la passe un lieu paradisiaque. En traitant les paysages comme des produits, le tourisme, porteur d'idéologie, s'impose à la société locale et oblige à investir le lagon, le dessin de l'enfant des pensions étant à ce titre révélateur (figure 3). Progressivement s'insinuent dans la petite collectivité de nouvelles représentations, des modes de pensée qui s'imposent au détriment des modes anciens véhiculés par la religion et la société de Tuherahera. À la distance spatiale entre les pensions et le village vient s'ajouter la distance sociale : à la pension, à l'écart du regard de la communauté d'origine, il est désormais possible de transgresser sans honte l'interdit religieux de travail dominical, mais à l'inverse on ne peut plus être *fiu* : le temps compte, l'avion et le téléphone ordonnent. Alors que les réunions se faisaient au temple ou au quai d'arrivée de la goélette, les initiatives individuelles se développent et le tourisme ajoute un nouveau lieu de culte et de rassemblement pour quelques-uns, l'aérodrome.

Aux yeux de certains la rupture apparaît salutaire : « *si tu vas au village, toute la famille te sollicite si tu fais des affaires, alors qu'ici tu es tranquille* ». À Tuherahera les anciens ont l'impression d'être rejetés : « *nous ne savons pas ce qui se passe aux pensions, nous ne sommes au courant de rien, on ne vient jamais nous voir* ». Le touriste Robinson irait bien à la rigueur au village, mais pour y trouver Vendredi chez ses habitants qui, en retour, se verraient obligés de faire des traditions les plus anciennes des spectacles qui n'auraient plus de sens. À l'écart du village, un deuxième territoire est donc en construction, l'acculturation occidentale inventant un nouveau monde, individualiste, à la recherche du profit, s'éloignant de la société des origines.

Dynamique permanente à travers le temps, passé et à venir

Une prospective historique s'avère ici nécessaire pour légitimer la dynamique du territoire, structure sociale et spatiale mobile avec le temps, et développer une prospective d'avenir. En s'affranchissant de tout déterminisme, les hommes ont construit sur le même atoll des modes d'occupation et des territoires différents. Tuherahera est situé à l'emplacement choisi suite aux cyclones de 1901 et de 1903. Reste à savoir jusqu'à quelle époque il s'agit de remonter pour retrouver la société des origines ?

Mobilités et recompositions territoriales passées

Pour ce qui est de l'époque préeuropéenne, les recherches archéologiques conduites à Tikehau ont mis en évidence que le morcellement des terres émergées avait certainement engendré une compétition pour l'espace rattachant chaque clan familial à un ensemble de *motu*. *Marae* et *fosses de cultures* sont les seuls indicateurs visibles du marquage territorial ancien, séparant les '*ati*, groupements résidentiels de lignages issus d'un ancêtre commun. Les *marae* sont des plates-formes rectangulaires délimitant par des plaques de corail levées des lieux sacrés dont la plupart ont mal résisté à l'érosion. Les fosses de cultures (*maite*), qui apparaissent comme de véritables jardins communautaires, étaient creusées dans la dalle corallienne pour atteindre le toit de la lentille d'eau douce. Enrichies de compost, ces fosses autorisent à imaginer des sociétés anciennes tournées vers la culture de plantes alimentaires, de racines et de tubercules. Certaines fosses ont continué à être utilisées jusqu'à l'époque contemporaine (ORSTOM, 1994).

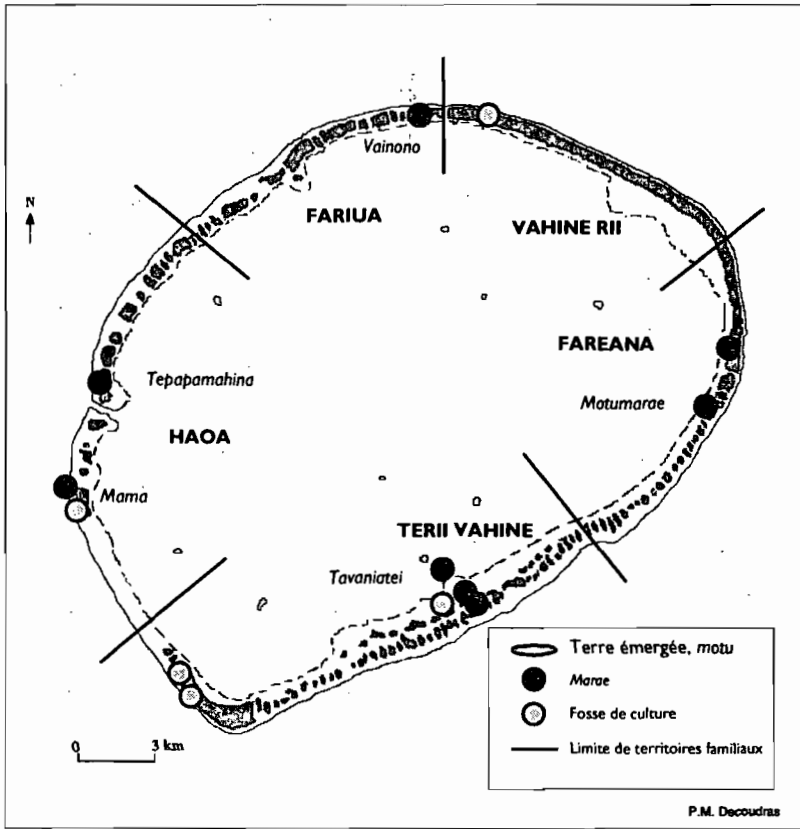
Sur le pourtour de l'atoll, la présence ancienne de cinq '*ati* a pu être certifiée (*figure 5*), au point que les familles de Tuherahera se reconnaissent de nos jours dans certains ancêtres communs. En estimant, au regard de la dimension des fosses de culture, l'importance numérique des lignages à 30 à 50 personnes, on voit que la communauté au fil des siècles a été relativement stable, de 250 à 400 personnes, et que ces lignages constituent la base de la société actuelle.

L'arrivée des Européens dans le Pacifique n'apporte aucune précision supplémentaire, tant il est vrai que l'archipel des Tuamotu fut soit ignoré, soit contourné. Les récits des premiers découvreurs insistent sur la sauvagerie et l'inhospitalité des habitants des atolls, « *sauvages à peu près nus, brandissant des lances et jetant des cailloux en vociférant pour repousser les envahisseurs* »¹². Ils ne s'y arrêtent pas car pour eux il n'y a pas de terre et probablement pas d'eau douce. Ces deux séries d'observations tendent à prouver que l'exiguïté de la surface émergée a sans doute développé ici plus qu'ailleurs un attachement très fort au *fenua*, territoire défendu, dans l'exclusion des autres, qu'il s'agissait de rejeter à la mer.

Le XVIII^e siècle fut une période tumultueuse de guerres sporadiques. Vers 1770-1780, les familles de Tikehau furent attaquées par des groupes de guerriers venus d'Anaa et de Fakarava, autres atolls de l'archipel. Elles furent obligées d'abandonner leur territoire pour se réfugier à Tautira, sur l'île de Tahiti, où elles resteront une cinquantaine d'années. Bien des questions restent en suspens : qui leur avait concédé une terre à Tautira ? Pourquoi n'ont-elles pas converti cet

12. Bougainville, propos sur les Tuamotu en général, rapporté dans atlas ORSTOM (1994), propos en contraste avec l'Eden des îles hautes.

Figure 5 - Tikehau, marae, fosses de culture et partage de l'espace avant l'œuvre missionnaire du XX^e siècle



Source : Chazine, J.M. (1994) Atlas de la Polynésie française. ORSTOM, p. 63

espace de refuge en territoire ? Cette période d'éloignement sera décisive, car c'est à ce moment que se fera l'évangélisation du groupe par les missionnaires protestants, arrivés en Polynésie en 1797. Le territoire de Tikehau sera rendu après la réunion de conciliation de Moorea (1821), à l'initiative de Pomare II, consacrant la mise sous tutelle politique de l'atoll par Tahiti. Au moment de la recolonisation de l'atoll entre 1821 et 1825, pour ce qui nous intéresse, le territoire n'aura plus la même dimension, car la conséquence principale de l'évangélisation avait été de rassembler les 'ati en une seule communauté, qui désormais vivra en habitat groupé. Outre le regroupement de la société en un seul lieu autour de l'église, c'est le mouvement d'évangélisation qui développera ensuite l'exploitation systématique de la cocoteraie, consacrant la division du territoire en secteurs d'exploitation saisonnière.

Il est difficile de savoir comment, vers 1840, les sanitos, minoritaires ailleurs - 3 % pour l'ensemble de la Polynésie -, prennent l'ascendant sur la société de Tikehau, mais il est clair que les religions se sont finalement substituées à

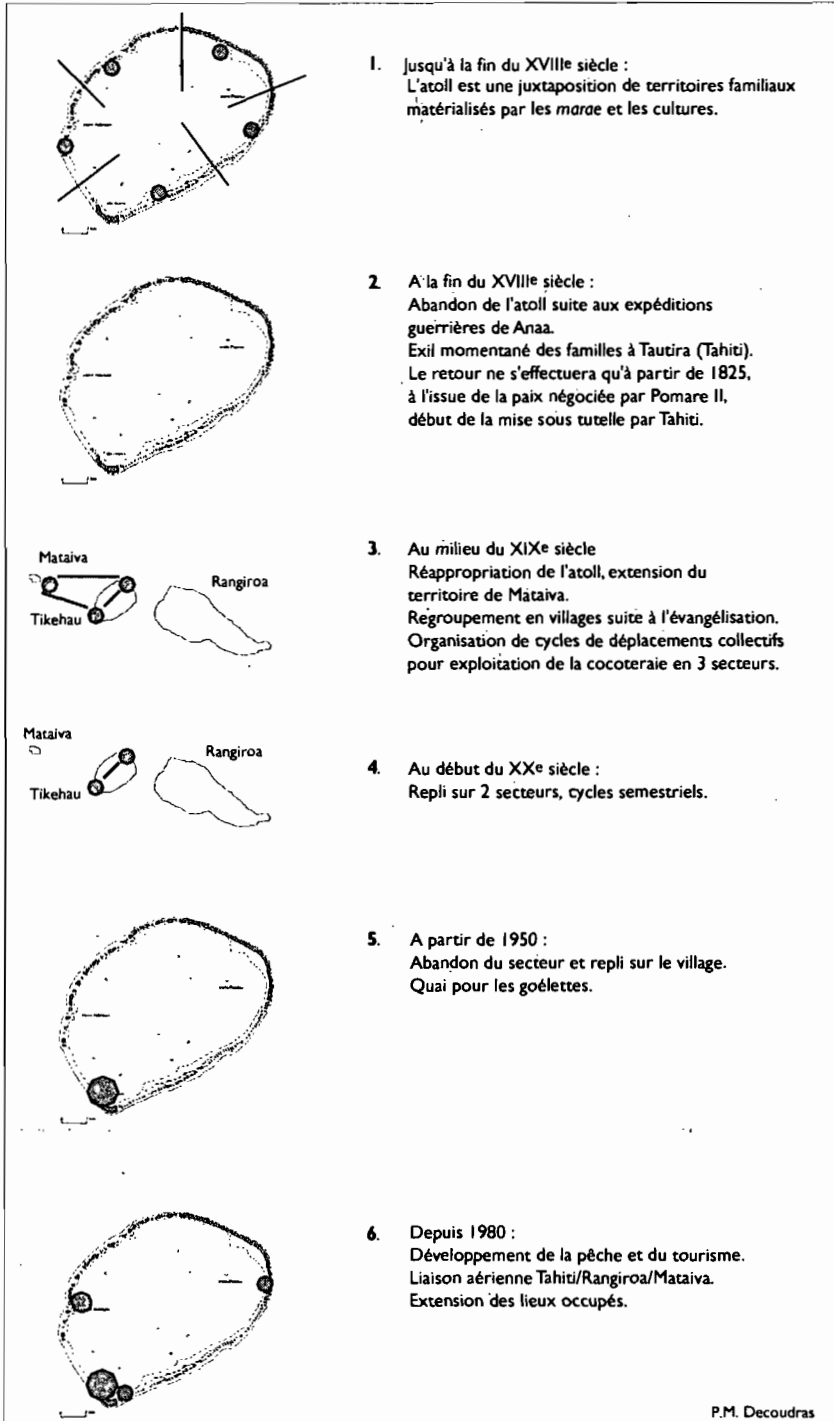
l'administration, qu'elles avaient précédée sur les lieux, pour ce qui est de la réorganisation de l'espace à partir du regroupement des populations et de l'importation de nouvelles activités économiques.

Alors que la période préeuropéenne, avait été celle de l'ancrage sédentaire, de la défense du *motu* familial, la société s'engageait désormais dans la mobilité, dans le temps circulaire de la relation à l'espace, avec une dimension communautaire fondamentale. Le *fenua* comprenait alors trois secteurs exploités alternativement, deux à Tikehau, et le troisième à Mataiva. L'espace devenu réticulaire, maillages de lieux plus ou moins fortement territorialisés, était régi par le *rabui*, interdiction pour chaque individu, pour une période donnée, d'exploiter des parcelles de cocotiers dans un secteur où la totalité de la communauté n'était pas autorisée à se rendre. Cette contrainte s'expliquait sans doute par le souci d'éviter le vol, l'exploitation anarchique, afin de préserver la ressource des pratiques similaires existant déjà auparavant pour ce qui concerne la rotation des secteurs de pêche. Cependant, les règles d'organisation de l'espace avec ses lieux *tabu*, interdisant à l'individu de s'aventurer là où la communauté entière n'allait pas, instaurent des contraintes sociales plus fortes que dans les temps anciens. À partir de 1865, le *rabui* devint une véritable institution de transhumance, tout le village se déplaçant ensemble, flottille de petites embarcations à voile emmenant cochons, poulets, familles, instituteurs et pasteurs. Peut-on dire que l'océan était intégré à un *fenua* plus vaste et vécu dans la mobilité ? Oui sans doute, par la connaissance des lieux, des courants, et des savoir-faire de navigation.

Au début du XX^e siècle le *rabui* devint interne à chaque atoll. Les familles se replièrent respectivement sur Mataiva d'une part, où certains ménages de Tuherahera furent désignés pour s'installer définitivement, et Tikehau d'autre part, ne se visitant plus que pour les événements familiaux et les rassemblements religieux. À Tikehau, la mobilité fut désormais réduite aux deux secteurs de l'atoll : on était à Tuherahera pour Noël et on rejoignait Maiai six mois plus tard, où avait été bâti un second village. À cette époque se développèrent aussi des migrations temporaires de travail vers Makatea, où la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie avait commencé l'exploitation des dépôts de phosphates (abandonnée en 1965). Elles ne donnèrent lieu à aucune installation définitive. À la même époque, les liens avec Rangiroa furent renforcés par des mariages. En 1821, la division politique de Taravaia inscrivit Tikehau dans un territoire administratif qui comprenait Rangiroa, Makatea, Mataiva, Arutua, Apataki, Kaukura, et Niau, dans les limites de l'ancienne aire culturelle et linguistique du Mihiroa, langue première de cette partie des Tuamotu.

Le déplacement saisonnier au secteur de Maiai fut supprimé à partir de 1950, entraînant le repli de la communauté sur le seul village de Tuherahera, dont la

Figure 6 - Tikehau, dynamique historique du territoire et de la société



localisation permettrait plus sûrement de se protéger des cyclones qui se succédaient depuis le début du siècle. Les raisons de la disparition du *rabui* sont connues : il s'agit d'abord du constat de la contrainte renouvelée que représentait le déménagement complet d'un village à l'autre. La construction d'une école en dur à Tuherahera obligea ensuite les femmes à rester toute l'année sur ce *motu*, les hommes continuant à travailler le coprah dans la semaine et revenant le week-end dans l'unique village désormais, qui commençait de plus à bénéficier de commodités, jusqu'à l'électricité installée en 1980. Paradoxalement, l'avènement du moteur hors-bord, s'il réduisit la distance entre les lieux, s'accompagna d'une réduction de la mobilité de la société.

Analyse de la formation socio-spatiale, dans une perspective d'avenir

Sur un support aux dimensions aussi restreintes que l'atoll de Tikehau, quatre territoires ont donc été délimités, identifiant quatre communautés résidentielles : le village et les pensions, le village de la passe et les *fare* de la communauté religieuse du secteur. Chaque communauté assure la permanence du lien au lieu des origines. Lieu clos par l'océan, l'atoll, sur le même principe que l'oasis, a un besoin indispensable de lien avec l'extérieur. Il s'agit donc maintenant d'aller à la recherche des fractions de la société parties vers d'autres lieux d'opportunité. Ce sont ces éléments dispersés qui donnent la forme et la dimension réticulaire de la formation socio-spatiale (FSS). S'il y a rupture dans la dimension strictement spatiale, c'est la relation que ces éléments à distance gardent avec le groupe de référence qui assure la continuité de la FSS. Dans la mesure en effet où nous avons affaire à des populations caractérisées par la mobilité, il est nécessaire d'envisager le lien social en dehors de son ancrage territorial. Au-delà du territoire se trouvent des espaces en partage : l'interculturalité y est la règle. Les individus y vont à l'aventure, en groupe ou électrons libres de leur société d'appartenance. Les lieux de ressources les plus proches, autrefois Makatea, Tahiti aujourd'hui, deviennent des haltes de sédentarisation pour les uns, tandis que les autres vont chercher plus loin de nouveaux ancrages. Le concept de *réseau social*, s'appuyant sur un archipel de lieux, espace de migration en relation constante avec le lieu originel, prend alors ici toute sa dimension. La FSS se recompose au jour le jour, nécessitant une attention permanente pour en évaluer les dynamiques.

L'avenir des espaces éloignés du territoire d'origine n'est pas scellé pour autant, et présente trois cas de figures : certains lieux peuvent être abandonnés très vite, lorsque les possibilités économiques s'avèrent limitées, ou parce que la société locale rejette les nouveaux arrivants ; nous verrons que c'est le cas des jeunes qui n'ont pas trouvé de travail à Papeete, de retour sur l'atoll. Certains individus disparaissent, s'acculturent à de nouveaux mondes dans lesquels ils se diluent, rompant le lien avec leur société d'origine. C'est d'autant plus facile pour des individus autonomes qui, à distance du village,

peuvent avoir des initiatives et des modes de vie que réprouverait peut être la communauté : ceux là s'ajoutent à la nation polynésienne en devenir. Dans le troisième cas, le groupe augmente ses effectifs dans les nouvelles places, en conservant son identité et renforçant l'appropriation du lieu avec le temps. L'espace, un autre atoll ou plus vraisemblablement un quartier approprié à Papeete, devient un deuxième lieu référentiel pour toute la société d'origine. Cette dernière dynamique correspond à la situation des gens des îles Australes et des Marquisiens de Papeete par exemple, mais pas à la société de Tikehau, comme nous le verrons. On peut aller jusqu'à imaginer qu'avec le temps, en situation de déprise généralisée, l'île des origines ne serait plus alors qu'un territoire de mémoire, vidé de ses occupants, lieu du mythe qui se nourrit du passé. Faute d'avoir pu localiser toutes les personnes se réclamant de Tikehau, c'est à travers les éléments développant le lien avec l'extérieur que sera analysée la dynamique contemporaine (figure 7).

Cette dynamique, à la fois du territoire et de la FSS, procède d'une dialectique avec l'extérieur. Si la mobilité externe donne l'opportunité de construction de nouveaux territoires, tous les éléments exogènes faisant intrusion sur l'atoll sont autant d'opportunités de changement. Nous avons vu comment, par les pratiques sociales et religieuses, la communauté locale maintient une *iléité* spécifique, pour ce qui est plus particulièrement de l'univers des représentations. Les contacts et l'intrusion du monde extérieur, tourisme, administration, économie de marché, scolarisation, médias, réduisent cette *iléité* en la modifiant.

Les liens de famille, au sens large, avec Mataiva, Rangiroa et Makatea, constituent une première opportunité de quitter le territoire en développant la mobilité. Le fait que les quatre atolls soient regroupés dans la même entité administrative renforce encore le lien familial ancien qui les associait. A Rangiroa se trouve le maire, à Tikehau le maire adjoint et le *mutoï*, représentant de la loi. Réunions politiques de parti et réunion des associations de femmes sont l'occasion de se déplacer pour se rencontrer. À Tikehau, des emplois administratifs sont créés, participant du changement : deux représentants de l'huilerie en charge du coprah, trois employés d'agriculture pour le jardin expérimental, un agent des Postes, une employée de mairie, quatre institutrices, un agent d'entretien à l'aérodrome, un agent d'entretien pour la centrale électrique, un agent de sécurité incendie pour l'aérodrome, une infirmière, auxquels il faut ajouter deux employées d'Air Tahiti et quatre manutentionnaires à l'aéroport.

La religion *sanito* joue un autre rôle fondamental dans la mobilité, puisqu'une conférence par an au moins est organisée dans chaque atoll. Les communautés des quatre atolls ont un président commun, directement subordonné

à l'autorité sanito de Tahiti. Le lien avec toutes les communautés du Pacifique est très fort, de même que la relation avec le siège central d'Indépendance dans le Missouri, aux États-Unis.

Les nécessités de la scolarisation drainent aussi les jeunes vers d'autres lieux et on accordera une attention particulière à la migration de scolarité, qui rend possible le changement spatial et social : les élèves des quatre institutrices de Tikehau restent à Tuherahera jusqu'au CM2, puis vont au collège de Rangiroa jusqu'en 3^e, et enfin au lycée à Papeete dans le meilleur des cas. Compétitions sportives, inaugurations, fêtes collectives, mariages et décès, complètent l'éventail des causes de mobilité entre les atolls.

À travers ce dernier exemple s'affirme le rôle incontournable de Tahiti. Les changements sont révélateurs de l'importance prise par la relation économique avec la capitale. Une distinction s'avère cependant nécessaire : une relation passive se développe avec Tuherahera, faite d'aides et d'allocations diverses, de pensions de vieillesse, d'allocations familiales, et d'aménagements comme la mise en service d'un groupe électrique en 1980, puis des plaques solaires et enfin de la parabole permettant les liaisons téléphoniques et l'intrusion de la télévision. Une relation active accompagne le développement du tourisme et de la pêche au niveau des pensions et de la passe, consacrant chaque jour davantage la différence entre les lieux de l'atoll. Dans une première époque (1979) cette relation a été soutenue par le Fonds d'Aménagement et de Développement des Îles (FADIP), créé par l'État. Il s'agissait de financer une politique d'aménagement du territoire et du développement économique dans les îles éloignées, de lutter contre la désertification des atolls. L'aide aux producteurs de coprah, l'appui aux équipements publics, voirie, sécurité civile, électrification, adduction d'eau potable, etc., les aides aux entrepreneurs et la construction du collège de Rangiroa en 1992, rentrent dans ce cadre. À partir de 1986, le Fonds d'Entraide aux Îles (FEI), créé à l'initiative du gouvernement du territoire, participe au financement de projets de pêche, de tourisme et d'artisanat. Depuis 1994 enfin, le Service d'Administration et de Développement des Archipels (SADA), né de la fusion du Service de l'Administration des Archipels (SAA) et de la Délégation au Développement des Archipels (DDA) recueille, analyse et diffuse les informations disponibles sur l'ensemble des archipels¹³, propose des mesures pour le développement, soutient les micro-projets de développement avec l'appui financier du FEI, aide les collectivités, les entreprises et les particuliers.

Passage avion gratuit pour les soins médicaux à Papeete, aide à la scolarisation à Tahiti, complètent la mise en place d'une politique d'aide au retour vers le territoire de référence, alternative à la difficulté à trouver du travail à

13. Sauf Tahiti et Moorea.

Figure 7 - TIKEHAU (Tuamotu)
du territoire à la formation socio-spatiale

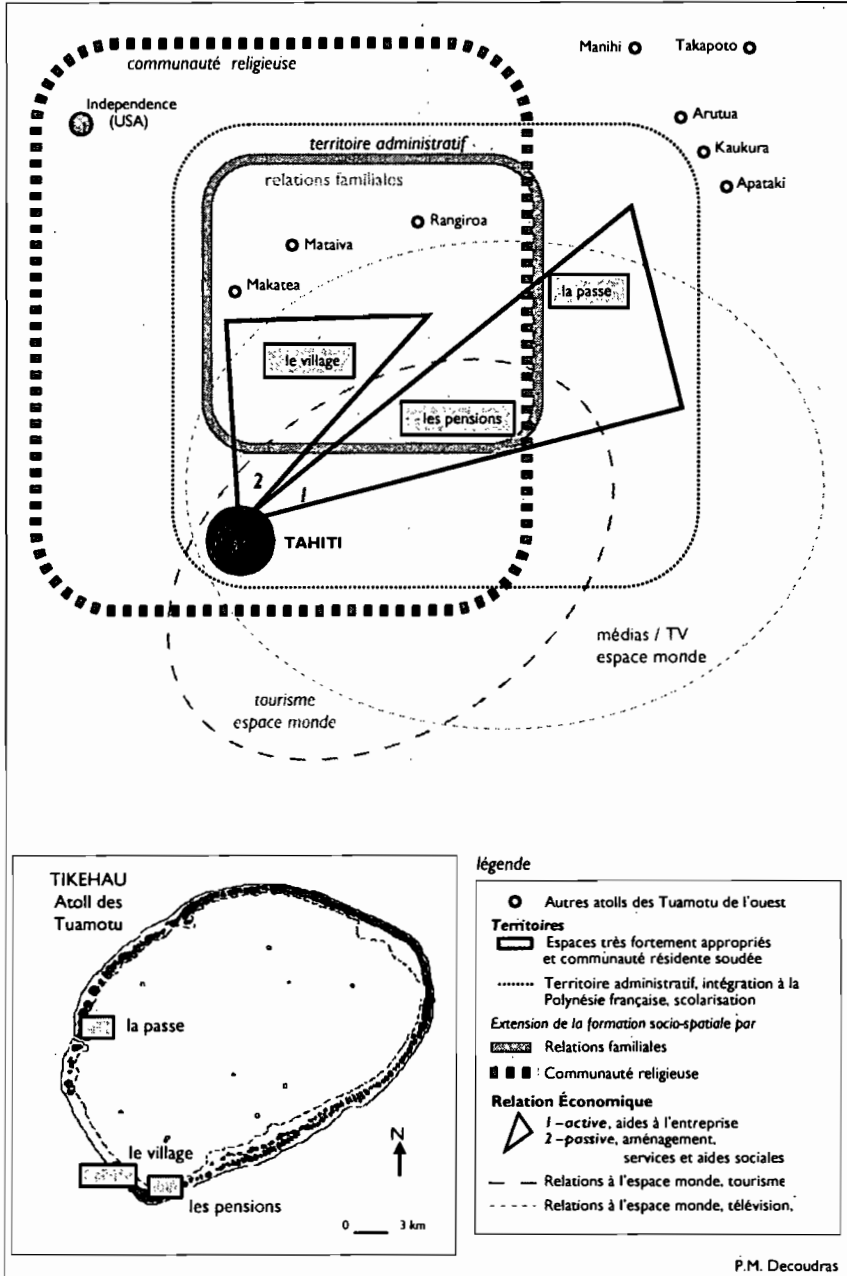
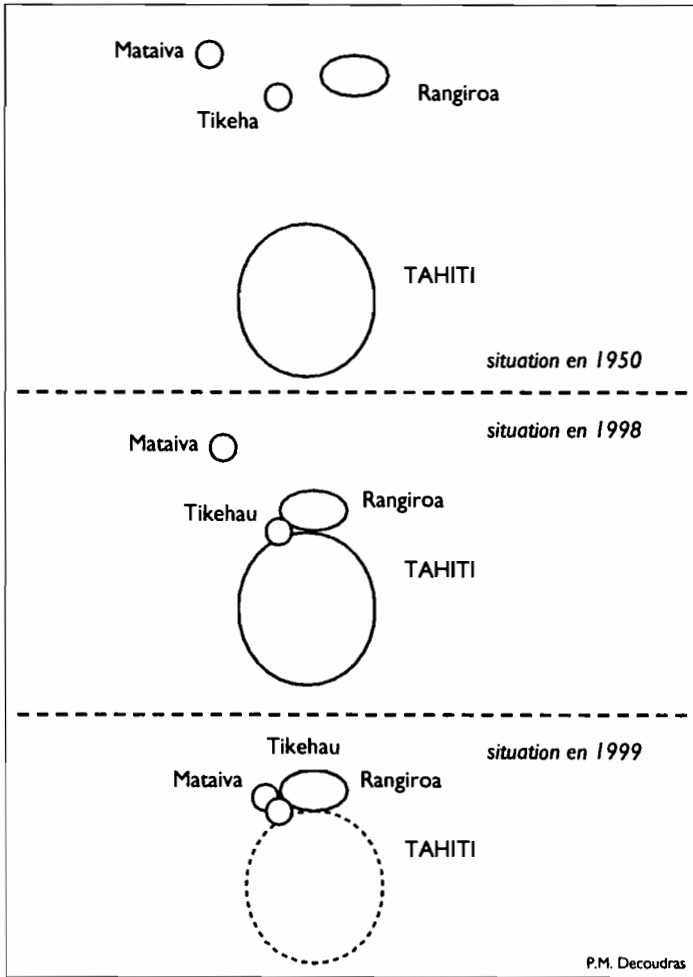


Figure 8 - Evolution de la distance-temps entre les atolls et par rapport à Tahiti



l'extérieur. À Tuherahera s'installe parallèlement un discours négatif sur Papeete, évoquant pêle-mêle la pollution, le bruit, les embouteillages, la cherté de la vie et les dangers potentiels, annihilant l'exploration de nouveaux lieux de ressources possibles. L'opportunité de construire une enclave en ville, véritable territoire urbain, ne s'est pas présentée. Il existait bien à Papeete une terre des gens de Tikehau, mais elle fut donnée pour servir à la construction du temple sanito de Taronà à Fare Ute. Depuis, la dispersion dans la ville est la règle, à Tiona, à Heiri, au PK6 de Faaa, quelques personnes sur la hauteur, quelques logements sociaux éparpillés à Erima, autour de la mission catholique, à Puurai, Taapuna, etc. les familles en visite de courte durée en profitent par solidarité comme autant de lieux possibles pour l'extension de la FSS.

La réduction de la distance-temps (*figure 8*) intervient aussi dans une dynamique de repli sur Tuherahera, ce qui à terme ne manquerait pas de poser la question de la densité humaine à ne pas dépasser, en considération de la fragilité du milieu. Depuis la construction de l'aérodrome en 1977, un vol de 45 minutes permet de rallier Tahiti, au lieu d'une navigation de 24 heures. Les rotations sont de 4 à 6 par semaine. Une double conséquence rend d'une part possible le départ de toute personne de sa société d'origine vers Tahiti et donc le changement, mais aussi empêche la formation d'un territoire en milieu urbain en renforçant le village comme territoire unique car désormais très près de Tahiti, ce qui n'est pas le cas pour les Marquisiens ou les gens des Australes qui, ne pouvant rentrer chez eux aussi facilement, développent des territoires à Papeete. Avec l'avion, les lieux de la FSS ne sont plus les mêmes, car désormais on va aussi facilement à Tahiti qu'à Mataiva, parce que l'on connaît Papeete mais pas l'autre côté du lagon et que la pratique des espaces océaniques, que les anciens pouvaient nommer dans le détail, disparaît peu à peu. La proximité demeure, mais elle n'est plus topographique.

La vitesse de l'évolution nécessite d'être attentif en permanence au changement. En 1985, une biologiste écrivait : « *le tourisme est peu développé à Tikehau ... depuis la construction de la piste d'aviation, un vol reliant Tikehau à Tahiti est assuré chaque semaine... l'île est en contact radio avec la Station Mabina-Radio basée sur Tahiti pour les urgences et les nouvelles* » (Harmelin Vivien, 1985). 15 ans après, 9 pensions donnent le ton du développement de l'atoll. En avril 2001 a été inauguré le Tikehau Pearl Beach Sauvage, hôtel de luxe de 30 bungalows qui vient donner un poids supplémentaire au territoire des pensions. Ultérieurement, le projet METUA, développant les réseaux informatiques dans l'archipel, ajoutera au mouvement inéluctable d'accélération des échanges de biens et de personnes.

Eu égard aux territoires définis dans la première partie, se pose alors la question de savoir de quelle communauté dépend l'avenir de l'atoll ? À Tuherahera, la religion a encore une influence prépondérante, mais elle doit filtrer l'apport exogène des médias et du tourisme. La collectivité locale n'a pas beaucoup de pouvoirs de décision en matière d'aménagement, tributaire des politiques publiques par les aides directes et indirectes qu'elle reçoit et qui accentuent le rapprochement avec Tahiti, hypercentre de l'administration territoriale. Au niveau des pensions, les changements contrastent avec la permanence des comportements au village. En recevant les étrangers, en restant en relation épistolaire avec la clientèle, à travers la solidarité née de l'expérience de 3 jours passés ensemble s'exprime l'ouverture vers l'espace monde. Tout change, jusqu'au *fenua* puisque le *motu* est devenu valeur marchande en attendant que la vague de la passe soit un jour commercialisée comme « spot ». *L'avoir* devient plus important que *l'être*. Les Polynésiens

d'aujourd'hui ne cherchent que l'argent, entend-on dire, alors que les gens des Tikehau sont encore attachés à la famille et à la terre, pour combien de temps encore ?

La Polynésie est un exemple intéressant de volonté politique de construction d'un territoire. Cette volonté ne peut s'exprimer sans changer les rapports antérieurs aux lieux et l'organisation de l'espace. À terme, on peut imaginer que l'ensemble des habitants des différents archipels pourra un jour appartenir à la même organisation sociale et faire appel ainsi aux mêmes repères culturels. On aurait alors correspondance idéale entre *territoire* et *nation*. Pour l'heure la coquille polynésienne francophone est constituée de sociétés et d'identités multiples. Des changements s'accomplissent tous les jours, le plus significatif, dans sa dimension sociale et spatiale, étant d'être passé du *fenua feti'i* (terre de famille) au *fenua* individuel : à ce titre, la multiplication en 20 ans des clôtures et des murs dans l'agglomération de Papeete est tout à fait significative. Les communautés anciennes, selon leur éloignement spatial de Tahiti, semblent pour le moment plus solides que la nation en construction. Elles fonctionnent selon deux modes complémentaires : le premier s'occupe de pérenniser l'existant interne de la société, confortant les ancrages locaux dans la tradition. Au village se maintient une *culture de résistance* (Waddell, 1998). Le second gère les rapports avec l'extérieur et le changement, car rien n'est figé

Dans un contexte de pluridisciplinarité, la recherche sur la dynamique des territoires et des formations socio-spatiales donne sans doute à la géographie toute son utilité, en gardant à l'esprit que, faute d'appartenir à la société des origines, on n'aura parfois fait « *qu'effleurer la superficie des choses* » (Bonnetmaison, 1981).

Références bibliographiques

- BARÉ J.F., 1985. *Le malentendu pacifique*. Paris, Hachette, 278 p.
- BARÉ J.F., 1992. Terre, espace, territoire en tahitien contemporain, quelques remarques. In *La Terre et le Pacifique, Etudes rurales*, n° 127-128, p. 75-88.
- BONNETMAISON J., 1981. Voyage autour du territoire. *L'espace géographique*, n° 4, p. 249-262.
- BONVALLOT J., LABOUTE P., ROUGERIE F., VIGNERON E., 1994. *Les atolls des Tuamotu*. Paris, Ed. de l'ORSTOM, 289 p.
- DECOUDRAS P.M., 1997. *A la recherche des logiques paysannes*. Paris, Karthala, 146 p.
- DI MÉO G., 1998. *Géographie sociale et territoire*. Paris, Nathan Université, 320 p.

- DOUMENGE F., 1966. *L'homme dans le Pacifique sud*. Société des Océanistes n° 19, Paris, Musée de l'Homme, 626 p.
- GRÉPIN L.H., 1995. *Tikebau : des paradoxes sociaux autour de l'adolescence masculine contemporaine dans un atoll de la Polynésie française. Rencontre avec un premier terrain ethnologique*. EHESS, Marseille, Mémoire de DEA, 205 p.
- GUILLAUD D., SEYSSET M., WALTER A. (eds), 1998. *Le voyage inachevé...* Paris, ORSTOM-PRODIG, 776 p..
- HARMELIN VIVIEN M., 1985. Présentation générale de l'atoll. In *Contribution à l'étude de l'atoll de Tikebau, archipel des Tuamotu, Polynésie française*. Notes et Documents Océanographiques, 24, Tahiti, ORSTOM, p. 2-27.
- LEMAÎTRE Y., 1995. *Lexique du tahitien contemporain*. Paris, ORSTOM, 205 p.
- ORSTOM, 1994. *Atlas de la Polynésie française*. Paris, Editions de l'ORSTOM.
- OTTINO P., 1972. *Rangiroa : parenté étendue, résidence et terres dans un atoll polynésien*. Paris, éd. Cujas, 530 p.
- SOYE K., 1999. *Tikebau, représentation d'une micro-insularité*. Institut de géographie, Université de Bordeaux 3, Travail d'Études et de Recherches, 141 p.
- WADDELL E., 1998. Parole de géographe. In : GUILLAUD D., SEYSSET M., WALTER A. (eds), 1998. *Le voyage inachevé... à Joël Bonnemaison*. Paris, ORSTOM-PRODIG, p. 55-60.

Mutations spatiales et mutations sociales aux Îles Hawaii

Résumé : Les îles Hawaii sont l'archipel du Pacifique qui a connu les mutations les plus profondes, tant sur le plan spatial que dans la composition et la structure de la société, et ce dans le temps le plus court, puisque l'archipel a été le dernier des grands ensembles insulaires découvert par les Européens, en 1778. L'effondrement démographique des indigènes polynésiens tout au long du XIX^e siècle, la transformation du système foncier au milieu de celui-ci (« Grand Mahele »), puis le formidable essor de l'économie de plantation (sucre, ananas) à partir de 1876 (Traité de Réciprocité avec les États-Unis) ont ouvert la voie à une intégration dans l'ensemble américain (Annexion de l'archipel comme territoire en 1898, 50^e État des États-Unis en 1959) et à une immigration qui a largement submergé le fonds océanien originel. Mais après la Seconde Guerre mondiale, l'économie de plantation a lentement cédé la place aux activités de services – en particulier le tourisme – ce qui a permis aux composantes asiatiques de l'immigration de réaliser, par le biais du commerce et de l'éducation, une remarquable ascension sociale contrastant avec les difficultés de groupes qui, comme les Polynésiens, ont eu beaucoup de peine à intégrer la nouvelle hiérarchie des valeurs sociales qu'impliquait l'américanisation de l'archipel.

L'HISTOIRE de la plupart des îles tropicales montre des séries de ruptures, des cycles successifs affectant en profondeur les populations et les espaces dans lesquels elles se meuvent. Ces transformations peuvent toucher aussi bien les hommes eux-mêmes (démographie, migrations) que les sociétés à travers la politique, l'économie, l'organisation sociale et l'ensemble des faits culturels. L'évolution a pu se faire sur une période plus ou moins longue : dans la Caraïbe, elle commence¹ dès le XVI^e siècle avec l'implantation espagnole, puis au XVII^e siècle, à partir de 1625 à Saint-Christophe, c'est la colonisation française, anglaise, accessoirement hollandaise, voire danoise qui se développe à travers toutes les Petites Antilles. La chronologie est assez comparable dans l'Océan Indien, avec cette fois-ci le rôle pionnier au

1. Cela ne signifie pas bien sûr qu'il ne se soit rien passé dans la Caraïbe précolombienne. Mais l'irruption européenne a indiscutablement entraîné une « accélération de l'histoire » aboutissant à de véritables mutations successives.

Figure 1 - Les cycles d'occupation de l'espace hawaïien

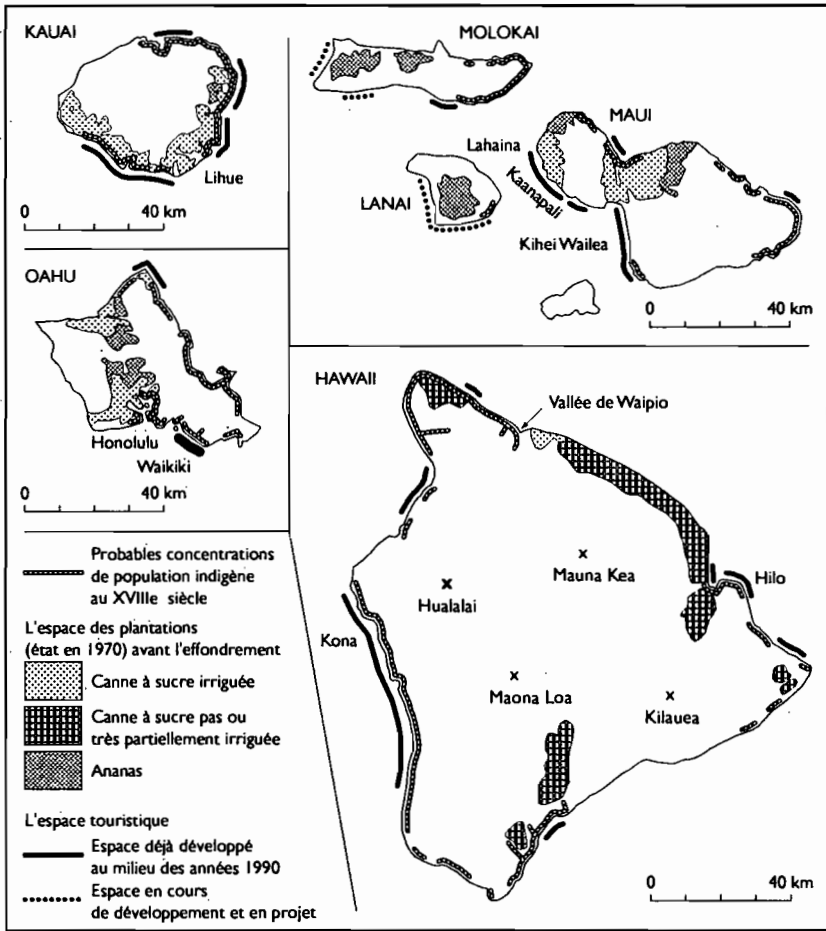
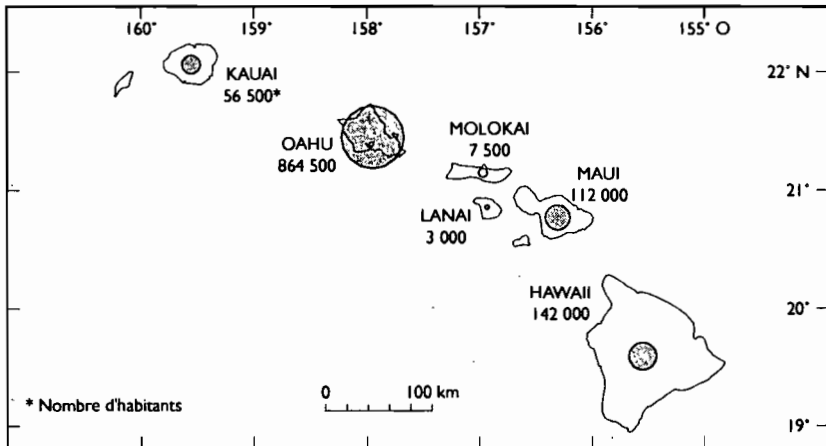


Figure 2 - L'archipel hawaïien : répartition actuelle de la population en 1999



XVI^e siècle des Portugais. Dans le Pacifique, il n'en va pas de même, puisque les différents archipels ont été découverts pour la plupart tardivement, dans le dernier tiers du XVIII^e siècle, et n'ont été colonisés (en dehors de l'exception micronésienne) qu'après 1840². Surtout, l'ampleur et les modalités des transformations ont considérablement varié d'un archipel ou d'une île à l'autre. Dans le Pacifique par exemple, si certains archipels (Tonga, Samoa, Salomon) montrent des paysages qui pour certains au moins, semblent n'avoir que relativement peu changé au cours des deux derniers siècles et conservent au sein de leurs sociétés des valeurs, des hiérarchies et des pratiques « traditionnelles », d'autres ont si profondément évolué qu'ils paraissent n'avoir presque plus de liens avec leur passé « indigène ».

L'intérêt du cas des îles Hawaïi est de présenter les transformations à la fois les plus rapides et les plus profondes : les plus rapides puisque les Hawaïi ont été le dernier des grands archipels océaniques découverts par les Européens, plus précisément par James Cook lors de son troisième voyage en janvier 1778 ; les plus profondes car en deux siècles les îles sont passées d'une société polynésienne techniquement au niveau du néolithique à un monde postindustriel marqué par les technologies les plus modernes et par les surabondances de la société de consommation dans une de ses plus riches expressions au sein même des États-Unis ! Les orientations successives de l'économie de l'archipel ont entraîné des mutations dans les hiérarchies spatiales mais aussi dans la composition de la population et par voie de conséquence dans les structures et les comportements au sein de la société insulaire.

De l'Hawaïi polynésienne au 50^e État des États-Unis : les renversements des hiérarchies spatiales

Cook et les voyageurs qui passèrent aux Hawaïi après lui ont tous décrit un archipel « bien peuplé », même si cette notion paraît très floue et que les chiffres de population avancés restent des estimations grossières sans véritable valeur statistique. Les 300 000 à 400 000 habitants des officiers de Cook pourraient bien se réduire à 220-240 000 (Schmitt, 1968) et l'on est loin en tout cas des propositions « idéologiques » récentes avançant 600 000 voire 1 000 000 d'indigènes à l'arrivée des Européens (Stannard, 1989) ! Les premiers observateurs - confirmés par les travaux archéologiques - ont bien constaté une répartition très inégale de cette population (Handy, 1972). D'abord, comme dans bien d'autres îles du Pacifique, notamment en Polynésie, les littoraux sont aux Hawaïi des sites particulièrement attractifs. Certes, il ne faut pas se fier aux grands concours de foules, attirées sur la côte

2. Date de l'annexion de la Nouvelle-Zélande par la Grande-Bretagne.

par l'extraordinaire de l'arrivée des premiers navires européens, et qui pouvaient venir aussi de fort loin. Par contre, le rôle important de la pêche dans l'alimentation indigène justifie cet intérêt pour les sites littoraux. Ensuite, deux types d'espaces étaient privilégiés par les Hawaïiens : en premier lieu, les côtes au Vent, bien arrosées et permettant donc le développement de toutes les grandes cultures du système agricole indigène : taro, patate douce, canne à sucre, cocotiers, *awa* (kava, *Piper methysticum*), etc. Ainsi la région de Hana à l'extrémité est des Maui, le secteur de « Windward Oahu » (Kaneohe, Kailua, Waimanalo) au pied des grands escarpements (Pali) de la chaîne des Koolau, l'est de Kauai, ou encore dans la grande île d'Hawaïi, certaines parties de la côte est (Kau, avant du moins l'éruption et le tsunami de 1868) et la côte sud-ouest (Kona) au climat régulièrement et suffisamment arrosé du fait de sa situation particulière derrière l'énorme masse des volcans géants (Mauna Loa, Mauna Kea, Hualalai) abritaient des populations nombreuses. En second lieu, les fonds de vallée plats permettaient le développement de tarodières inondées en casiers témoignant d'une assez remarquable maîtrise de l'eau. Les exemples en sont nombreux, depuis la magnifique vallée de Waipio incisée dans la masse du volcan Kohala au Nord de l'île d'Hawaïi jusqu'à la riante vallée de Manoa qui débouche dans la mer à Waikiki (île d'Oahu) et enchante Vancouver. Par contre, les versants sous le vent, du fait de leur sécheresse, étaient beaucoup moins favorables et donc moins peuplés, de même que les parties intérieures des îles comme le grand ensellement entre les deux volcans de Maui. Au total, tous les observateurs, de 1779 au milieu du XIX^e siècle, s'accordent pour attribuer à l'île d'Hawaïi le chiffre de population le plus important (100 000 sur 264 160 d'après Yougson en 1805 par exemple), suivie de Maui (48 000), Oahu et Kauai (40 000 chacune), Molokai (25 000), Lanai (7 000), Niïhau (4 000) et Kahoolawe (160, cf. Schmitt, 1968). Il n'y avait bien sûr à l'arrivée de Cook aucune ville, et dans l'ensemble, la structure de l'habitat était assez lâche au sein de finages (*abupuaa*) s'étendant en théorie de la mer au sommet de la montagne.

Cette organisation de l'espace préeuropéenne va être remise en cause dès la première moitié du XIX^e siècle, d'abord avec le recul considérable de la population indigène, dramatiquement affectée surtout par le passage d'une succession de maladies épidémiques (choléra, variole, coqueluche, influenza, rougeole...). En 1849-1850, il n'y avait guère plus de 80 000 indigènes survivants. Les conséquences en sont bien sûr considérables sur le plan spatial, avec la disparition ou l'affaiblissement de nombreuses communautés hawaïiennes. Des vallées entières se vident. De plus, l'unification politique de l'archipel sous l'autorité de la dynastie des Kamehameha, et le choix d'Honolulu comme capitale en même temps que la ville se développe comme principal port et point de contact avec l'extérieur, y amènent de nombreux Hawaïiens et déplacent donc le centre de gravité de l'archipel vers Oahu.

Une étape capitale dans la restructuration de l'espace hawaïen est franchie avec la transformation radicale du système foncier à l'occasion du « grand mahele » (grand partage) de 1848-1853. Le régime préeuropéen des terres était fondé sur une hiérarchie du roi et des chefs dominant des tenanciers que l'on a souvent et abusivement assimilés à des serfs. C'était en tout cas l'idée qu'en avaient les pasteurs puritains conseillers du roi, qui parvinrent à le convaincre que cette forme féodale de contrôle des terres était non seulement un obstacle au progrès mais un élément de découragement contribuant à l'effrayant recul démographique des Hawaïens. La solution était dans le passage à un système de propriété privée, avec la reconnaissance des droits séparés du Roi, des chefs et des tenanciers. Ce fut l'objet du travail de la commission qui en quelque quatre ans réalisa ce « grand partage » de façon bien sûr extraordinairement empirique, incomplète, sans la moindre cartographie ni à plus forte raison de cadastre. Les grands bénéficiaires apparents furent la Couronne (393 000 hectares, 23,8 % de la surface des îles), le gouvernement (598 000 hectares, 36,3 %), les 245 chefs (647 000 hectares, 39,2 %), tandis que les quelque 8 500 kuleanas (exploitations familiales) attribuées à d'anciens tenanciers regroupèrent en tout 11 200 hectares (0,7 %). Dans la réalité, les chefs et l'État n'étaient pas si bien lotis puisqu'ils avaient d'immenses étendues de terre non mises en valeur et qu'ils ne disposaient plus de la main-d'œuvre corvéable de l'ancien système. Les tenanciers, eux, n'avaient en général que des terres trop exiguës dans la mesure où ils n'avaient revendiqué que ce qu'ils cultivaient effectivement sans tenir compte des nécessaires rotations dans un système à jachère de plus ou moins longue durée. Quant aux étrangers - en l'occurrence essentiellement les missions protestantes - ils avaient reçu des surfaces très limitées, 20 000 hectares en tout, à peine plus de 1 % du total. Néanmoins, cette mutation foncière a eu des conséquences majeures pour l'évolution des formes d'occupation de l'espace dans l'archipel. À la différence de la plupart des îles du Pacifique où ont coexisté (et rivalisé parfois) un système foncier coutumier avec en général une clause d'inaliénabilité des terres, et un secteur de terres régies par les normes occidentales de propriété, aux Hawaïi, le passage brutal de l'ensemble du foncier dans un système fondé sur le régime « occidental » de propriété et de location a ouvert la voie, lorsque le besoin s'en est fait sentir (c'est-à-dire lorsque se sont développées les plantations) à un formidable transfert de l'essentiel de la superficie des îles à des grands propriétaires *haoles* (blancs) en très grande majorité, c'est-à-dire en fait à une dépossession des indigènes (sauf quelques exceptions comme la Bishop Estate)³. La structure foncière actuelle continue à privilégier les grands domaines issus de cette mutation des années 1870-1920.

3. La Bishop Estate, le plus grand patrimoine foncier des Hawaïi, a été érigé en fondation au profit des Hawaïens par le banquier américain Bishop, époux d'une princesse hawaïenne de sang royal.

Le transfert des terres est indissociable de l'évolution économique de l'archipel qui, après la grande période des baleiniers (1830-1860), a trouvé une voie nouvelle dans la création d'un ensemble de plantations sucrières qui a fait des Hawaii un des gros fournisseurs du marché dominant de la fin du XIX^e siècle, les États-Unis, et un des leaders dans le domaine de l'efficacité technique de la production. Le véritable démarrage date de 1876 lorsque, après bien des tergiversations liées à l'action des lobbies sucriers du continent, fut signé un traité de réciprocité (libre échange partiel) entre les États-Unis et le royaume hawaïen. Celui-ci ouvrait le marché américain aux sucres hawaïens. Aussitôt affluèrent les capitaux continentaux (par exemple ceux du « roi du sucre » de l'Ouest américain, Claus Spreckels) à côté de ceux des grandes firmes commerciales hawaïennes enrichies dans l'activité baleinière et cherchant une reconversion profitable. Achats et locations de vastes domaines se multiplient alors, tandis que se développe, nous le verrons, une immigration qui, en quelques dizaines d'années, modifie totalement le paysage humain de l'archipel. Sur le plan spatial, les plantations de canne à sucre s'installent d'abord sur les terres basses et les versants suffisamment arrosés, comme sur la face est du grand volcan Mauna kea dans l'île d'Hawaii (côte d'Hamakua), ou encore sur les façades orientales de Kauai et de l'est d'Oahu (*figure 1*). Mais forte humidité signifie forte couverture nuageuse, donc ensoleillement limité et rendements plus faibles. C'est la raison pour laquelle les planteurs, lorsqu'ils ont pu disposer des capitaux nécessaires, ont cherché à développer des plantations dans les zones sous le vent beaucoup plus sèches mais aussi beaucoup plus ensoleillées. Cela nécessitait la mise en place de systèmes d'irrigation fondés soit sur le transfert des eaux depuis les zones au vent vers les plaines et les plateaux sous le vent (« basculements des eaux » réalisé sur une grande échelle entre le nord-est de Maui - versant nord du volcan Haleakala - et les grands espaces de plateaux et plaines sous le vent entre les deux volcans de l'île), soit sur l'exploitation des eaux souterraines par puits (notamment dans le bassin artésien du sud et du sud-ouest de l'île d'Oahu). On a assisté donc à la mise en valeur de vastes secteurs de l'archipel restés jusque là peu ou pas exploités par les indigènes du fait de leur sécheresse. Cette réévaluation de l'intérêt des différentes parties de l'archipel a été accentuée encore par la création, à partir de 1907-1910, de grandes plantations d'ananas (pour les conserveries) qui se sont accommodées de terroirs encore plus secs et de sols relativement pauvres. C'est ainsi que tout l'ouest de Molokai ou encore le plateau central de l'île de Lanai, presque vides d'indigènes du fait de leur sécheresse, trop secs aussi pour le développement de plantations sucrières, sont devenus de gigantesques plantations d'ananas (Lanai étant même pendant longtemps la plus grande plantation d'ananas du monde).

Ainsi, la mise en place d'un des plus beaux exemples d'économie de plantation du monde dans l'archipel hawaïen a abouti à une nouvelle hiérarchie des

espaces insulaires. Dans le même temps, le rôle moteur d'Honolulu comme centre de commandement et de services, principal port d'exportation et d'importation, unique petit centre industriel de l'archipel, a considérablement déplacé le centre de gravité de la population au profit de l'île d'Oahu, qui s'identifie de plus en plus comme le « grand Honolulu » (tableau 1).

Tableau 1 - Répartition de la population par île (1831-1940)

Îles	1831-1832	1850	1900	1930	1940
Oahu	29 755	25 440	58 504	20 2887	25 7698
% du total	22,8	30,2	38,0	55,1	60,9
dont Honolulu	7 500	14 484	39 306	137 582	179 358
% du total	5,8	17,2	25,5	37,4	42,4
Hawaïi	45 792	25 864	46 843	73 325	73 276
% du total	35,1	30,7	30,4	19,9	17,3
Maui (+Kahoolawe)	35 142	21 047	25 416	48 758	46 920
% du total	27,0	25,0	16,5	13,2	11,1
Kauai/Niihau	12 024	7 670	20 734	35 942	35 818
% du total	9,2	9,1	13,5	9,8	8,5
Lanai	1 600	604	(avec Maui)	2 356	3 720
% du total	1,2	0,7	-	0,6	0,9
Molokai	6 000	3 540	2 504	5 032	5 340
% du total	4,6	4,2	1,6	1,4	1,3
Population totale	130 313	84 165	154 001	368 300	422 770

Les îles autres qu'Oahu ont vu aussi leur population fortement augmenter par l'immigration de main-d'œuvre pour les plantations, mais la croissance a été moins rapide que celle d'Oahu, d'où leur diminution en poids relatif.

Cette redistribution spatiale des activités et des hommes s'est faite pendant deux tiers de siècle séparant le traité de réciprocité (1876) de la crise de 1929 et de la Seconde Guerre mondiale. Cette dernière a considérablement renforcé le poids d'Oahu qui concentre l'essentiel des installations militaires et navales de l'archipel. Or celui-ci a joué, on le sait, un rôle capital dans le conflit contre le Japon après le désastre de Pearl Harbor. Après la fin de la guerre en tout cas, s'est amorcée une nouvelle évolution voire une véritable révolution entraînant une complète réévaluation de la hiérarchie des espaces dans l'archipel.

Le premier facteur de transformation est lié au profond déclin des plantations de canne à sucre et d'ananas. Les sociétés sucrières et les compagnies fruitières se sont trouvées confrontées après la guerre à de vigoureux mouvements revendicatifs menés par le nouveau syndicat ILWU, qui ont abouti à l'abandon de l'ancien système « paternaliste » de la plantation et à son remplacement par des hausses de salaires qui ont bientôt fait des ouvriers agricoles hawaïens les mieux payés du monde. Ceci n'a été possible que par une mutation technique

qui a permis, grâce à une mécanisation extraordinairement poussée des opérations de culture et de récolte, d'économiser une très grande partie de la main-d'œuvre. Malgré cela, les coûts de production sont devenus très élevés, et la compétitivité des sucres et des ananas hawaïens face à la concurrence extérieure a été très réduite, tandis que les bénéfices d'exploitation devenaient très faibles, et que les plantations les plus mal situées étaient régulièrement dans le rouge. Le marché sucrier, protégé jusque dans les années soixante-dix, a pu mieux tenir que celui de l'ananas où l'afflux des conserves asiatiques et africaines à bas prix a entraîné très tôt un désengagement des sociétés continentales comme Libby's, Del Monte ou California Packing Corporation, qui, comme la grande société locale Dole d'ailleurs, n'ont pas hésité à investir dans les régions du monde à bas coût de main-d'œuvre (Philippines notamment). Depuis les années cinquante, on assiste donc à une lente contraction de l'espace cultivé en ananas, avec la disparition totale des plantations de l'ouest Molokai par exemple, et aujourd'hui de l'essentiel de l'ancienne « plus grande plantation du monde », celle de Lanai. La canne à sucre a également considérablement reculé, abandonnant de vastes secteurs parfois repris par l'urbanisation (à Oahu notamment), parfois reconvertis en d'autres cultures (maïs de semence), parfois reboisés ou laissés en friches. La déprise agricole se marque donc avec force dans les paysages, même si, ici et là, de nouvelles spéculations (noix de macadamia, cultures de fleurs et de fruits tropicaux sur de petites surfaces) sont apparues.

Le deuxième agent de la transformation des paysages de l'archipel, c'est le développement du secteur tertiaire et surtout celui du tourisme. Le secteur agricole ne compte plus aujourd'hui que pour 1,6 % de l'emploi et 1,2 % du PIB (1999) ! L'industrie est limitée aux besoins locaux, non négligeables il est vrai dans un archipel ayant plus d'un million d'habitants à très haut niveau de vie et accueillant de surcroît un peu moins de sept millions de touristes par an. Elle ne représente néanmoins que 8 % de l'emploi et un plus de 10 % du PIB. Tout le reste est à mettre au compte des activités d'administration et de services, c'est-à-dire des villes qui sous des formes diverses, de la mégapole d'Honolulu aux petites capitales et centres des différentes îles, accaparent l'essentiel de la population. Une des activités tertiaires se détache cependant de façon impressionnante, notamment par l'empreinte qu'elle laisse sur les paysages de l'archipel : c'est le tourisme qui a connu depuis la Seconde Guerre mondiale des phases successives de développement liées notamment aux progrès du transport aérien (1960 : la génération des B.707 ; 1970 : celle des gros porteurs ou jumbo jets). Aujourd'hui, les flux touristiques tournent autour de 6,5 à 7 millions de voyageurs par an (6,9 millions en 1999) qui assurent avec quelque 71 500 chambres en hôtel ou en condominiums un taux de remplissage annuel compris ces dernières années entre 72 et 75 %, ce qui est remarquable.

Le fait majeur sur le plan spatial, c'est que le tourisme a entraîné une valorisation extrême de certaines parties des littoraux de l'archipel souvent délaissées jusque là (*figure 1*), et qu'il a suscité un certain rééquilibrage entre les îles en stoppant le mouvement de concentration des hommes et des activités au profit de la seule Oahu. Pourtant, au départ, le tourisme a été d'abord l'affaire d'Oahu, et plus précisément de Waikiki, dans la partie sud est d'Oahu, à l'est du centre ville d'Honolulu. En 1962 par exemple, Oahu réunissait 9 098 chambres dont 8 131 dans la seule zone de Waikiki qui comptait donc pour 74,7 % de tout l'équipement d'accueil de l'archipel. Il y avait seulement 800 chambres dans l'île d'Hawaïi, 560 à Kauai et 370 à Maui (Huetz de Lemps, 1964). L'énorme développement touristique des années soixante et soixante-dix a rapidement gonflé le parc hôtelier de Waikiki et entraîné une remarquable poussée en hauteur des bâtiments sur le front de mer, puis de plus en plus à l'intérieur et sur les marges du complexe, du fait de l'exiguïté de l'espace disponible et du coût prohibitif du foncier. Le bétonnage massif a révélé les limites de saturation de Waikiki, même si la concentration n'est pas fatalement répulsive pour les touristes dans la mesure où elle signifie aussi diversité et abondance de l'offre de loisirs.

À partir des années soixante-dix, on a donc assisté au ralentissement, puis à la stagnation de la construction à Waikiki, et en même temps, au développement considérable des infrastructures hôtelières dans les autres îles qu'Oahu, avec la naissance de véritables grands complexes touristiques aspirant à devenir des destinations à part entière et non plus seulement des lieux de court séjour pour les touristes installés à Waikiki. D'impressionnants ensembles ont ainsi été réalisés surtout sur la côte ouest de Maui, à Kaanapali près de Lahaina d'abord, puis à Kihei-Wailea à l'abri de la masse du géant Haleakala (3 055 m), sur la face ouest de l'île d'Hawaïi (Kona) et dans une moindre mesure à l'est et au sud de Kauai.

Au total, en 1998, l'équipement hôtelier de l'archipel se partageait de la façon suivante :

Total Hawaïi :

71 480 chambres dont	Oahu	36 206	50,6 % du total
	Hawaïi	9 655	13,5
	Maui	17 711	24,8
	Molokai	570	0,8
	Lanai	369	0,5
	Kauai	6 969	9,7

Il est remarquable de constater que les implantations se font dans des parties des littoraux jusque-là laissées en marge aussi bien par les indigènes autrefois que par l'économie de plantation ensuite. Localisées sur les façades sous le vent en général pour cause de fort ensoleillement, les plages de sable blanc,

plus ou moins protégées par des barrières coralliennes, sont restées très longtemps de simples destinations de pique-nique pour amateurs de nature presque vierge. C'est vrai encore dans les années cinquante pour la côte ouest de Maui ou pour celle du nord-ouest de l'île d'Hawaii (baie de Kawaihae) où quelques hôtels d'un luxe extraordinaire se sont développés depuis sur les grandes coulées de laves noires issues des puissants volcans Hualahai, Mauna Kea et Kohala. Ce l'est en partie de nos jours pour les côtes de l'ouest de Molokai et de l'île de Lanai où se profilent de grands projets hôteliers qui viendront ainsi compenser la disparition des plantations d'ananas qui avaient occupé l'intérieur des terres. Les grands groupes possédant les plantations qui jusque là considéraient ces littoraux comme de simples limites de leurs domaines se sont trouvés ainsi à la tête de patrimoines infiniment valorisés et enjeux de spéculations acharnées. Ils ont pu réaliser de très fructueuses opérations par vente ou location à des investisseurs touristiques ; parfois aussi, ces groupes ont pu lotir d'anciennes terres de culture pour construire des ensembles résidentiels largement destinés à la population locale dans un marché extrêmement actif, notamment à Oahu.

Quoi qu'il en soit, ce développement puissant du tourisme dans les îles autres qu'Oahu a eu pour effet de stopper leur déclin démographique, puis de leur assurer un essor qui, sans remettre en cause bien sûr la prééminence d'Oahu avec le « grand Honolulu », a un peu réduit son poids relatif (*tableau 2*).

Tableau 2 - Répartition de la population par île (1950-1996)

Îles	1950	1960	1972(a)	1984 (a)	1996(a)
Oahu	353 020	500 409	674 900	797 800	871 766
% du total	70,6	79,1	81,5	77,6	73,6
Hawaii	6 8350	6 1332	70 000	103 500	138 422
% du total	13,7	9,7	8,5	10,1	11,7
Maui (y compris Molokai et Lanai)	48 519	42 855	51 500	83 000	11 7013
% du total	9,7	6,8	6,2	8,1	9,9
Kauai	29 905	28 176	31 900	43 600	56 435
% du total	6,0	4,6	3,8	4,2	4,8
Population totale	499 794	632 772	828 300	1 027 900	1 183 723

(a) Population résidente, comprenant les civils, les militaires et leurs familles - les militaires et leurs familles sont presque tous à Oahu.

Ainsi, les Hawaii ont connu de véritables mutations dans les formes d'occupation et de valorisation de leurs différents types d'espaces. La perception même des îles par leurs habitants s'en est trouvé transformée. Mais ces évolutions spatiales ne sont qu'une transcription dans les paysages des mouvements qui ont bouleversé en profondeur les populations et la société de l'archipel.

De l'Hawaii polynésienne à une société d'abondance pluriethnique à dominante américano-asiatique

Les Hawaii sont certainement l'archipel du Pacifique où l'on a assisté aux transformations les plus profondes, tant dans la composition même de la population que dans l'organisation, les structures et les hiérarchies de la société, et il est curieux de voir comment aujourd'hui le tourisme cherche à pérenniser l'image d'une Hawaii « polynésienne » qui n'est plus bien sûr qu'une fleur de serre dont la conservation peut être, au mieux, qualifiée de folklorique.

Hawaii est effectivement l'extrémité nord-est du fameux et gigantesque « triangle polynésien », c'est-à-dire de l'ensemble des îles et archipels colonisés au cours des dix à quinze premiers siècles de notre ère par des populations austronésiennes qui ont conservé, malgré la phase d'isolement qui a suivi leur installation, un fond commun sur le plan linguistique, culturel et religieux. L'absence d'écriture, la méconnaissance des métaux et aussi de la poterie après la perte des techniques Lapita sont des éléments communs aux terres polynésiennes, de même que les plantes et les animaux d'un « complexe vivrier » propre à l'Océanie. Chaque archipel avait développé cependant ses spécificités dans l'organisation politique et sociale notamment, avec, aux Hawaii par exemple, une fragmentation en petits royaumes rivaux et une stratification sociale que l'on a pu aussi bien assimiler à un système de castes par la nature sacrée attribuée au roi et aux chefs (*'ali'i*) qu'à une structure féodale par les rapports entre ceux qui possédaient ou contrôlaient la terre et les tenanciers qui la cultivaient. Quoi qu'il en soit, cette société a été profondément ébranlée à partir de 1778 par la confrontation avec ces étranges étrangers qui, par leur présence même, ont miné les fondements mythiques et mystiques de l'univers hawaïen, ouvrant la voie à l'étonnante abolition des tabous de 1819, puis à l'évangélisation à partir de 1820 par les missionnaires puritains de l'ABC³ arrivant de Nouvelle-Angleterre.

Même si certaines valeurs et certains comportements fondamentaux que l'on peut considérer comme propres à la civilisation polynésienne ont pu se conserver chez les descendants métissés des indigènes, la société traditionnelle s'est rapidement fissurée, puis s'est brisée au rythme d'ailleurs du désastre démographique enregistré par les Hawaïens, passés de 240 000 peut-être en 1778 à 71 000 en 1853 et moins de 30 000 en 1900, en y comprenant tous les métis. D'autres éléments ont accentué et accéléré ce processus de désagrégation, que ce soit l'unification politique de l'archipel sous l'autorité de la dynastie des Kamehameha, puis la mise en place d'une monarchie constitutionnelle, la révolution foncière du grand Mahele, la monétarisation des rapports économiques, etc. Le signe majeur dans cette dépossession, perçu comme tel par les indigènes, a été la révolution de 1893 et le renversement

3. American Board of Commissioners for Foreign Missions, société missionnaire puritaine (presbytériens) basée à Boston.

de la reine Lilioukalani, en attendant l'annexion comme territoire des États-Unis en 1898, puis l'intégration comme 50^e État des États-Unis en 1959, vécue aussi comme une étape ultime de cette « deshawaiianisation » de l'archipel : c'est la raison du vote négatif d'une bonne part de la communauté hawaiienne au référendum sur l'accession au rang d'État.

De toute façon, très rapidement, est venue se greffer à côté, en dessus ou du moins en dehors de cette société indigène, une colonie d'Américains et d'Européens de natures très diverses. Aux marins récupérés sur les navires de passage pour constituer un groupe de conseillers techniques et militaires autour de Kamehameha I^{er} (et dont certains d'ailleurs se sont intégrés par mariage dans la société indigène, comme les « grands chefs » Davis et Young) se sont ajoutés par la suite des trafiquants de santal, des aventuriers et, surtout, à partir de 1820, les missionnaires puritains de Nouvelle-Angleterre, les commerçants associés à la fonction d'escale pour les flottes baleinières du monde entier, et les cadres politiques et administratifs expatriés rendus nécessaires par l'occidentalisation des structures du royaume hawaiien. Peu nombreux (1687 en tout en 1853, soit 2,3 % de la population totale), ces Blancs (*baoles* pour les Hawaïens, « caucasiens » dans la terminologie américaine) n'en détenaient pas moins déjà au milieu du siècle une position prééminente dans la vie économique, politique et sociale de l'archipel.

C'est néanmoins le formidable développement de l'économie de plantation dans le dernier tiers du XIX^e siècle et surtout après 1876 (traité de réciprocité évoqué plus haut) qui a entraîné une totale mutation dans la composition même de la population et dans les structures de la société. Les besoins en main-d'œuvre ne pouvant évidemment être couverts par une main-d'œuvre polynésienne en rapide déclin numérique et peu adaptée au rythme de travail sur les plantations, les planteurs ont dû faire appel à une immigration massive. L'originalité des Hawaï par rapport aux autres archipels qui ont fait appel à une main-d'œuvre extérieure pour les plantations ou pour les mines est l'extrême diversité des provenances de ces immigrants. Les planteurs étaient certes soucieux avant tout de se procurer des coolies dociles et actifs, venant sans famille sur des contrats plus ou moins longs et repartant normalement ensuite dans leur pays d'origine. Les Chinois d'abord, les Japonais ensuite, les Philippines enfin, répondaient à cette définition. Mais pour les autorités indigènes, l'immigration devait être aussi un moyen de revitaliser la race hawaiienne en déclin, d'où la recherche, peu fructueuse il est vrai, d'Océaniens d'autres archipels. Il y avait enfin une troisième façon de concevoir le nécessaire apport de main d'œuvre, aux yeux des tenants *baoles* de l'inéluctable américanisation des Hawaï, envisagée dès les années 1850 : pour eux, compte tenu de l'effondrement des indigènes, il fallait faire venir des populations qui fussent susceptibles de s'intégrer dans la future Hawaï américaine, c'est-à-dire des

Blancs, au mieux des Anglo-Saxons ou des peuples du Nord, sinon au moins des Latins, en tout cas sûrement pas des Chinois réputés alors inassimilables dans la société des États-Unis. On a donc cherché des Allemands, des Russes, voire des Norvégiens, et en beaucoup plus grand nombre des Portugais venant des îles surpeuplées de l'Atlantique (Açores, Madère) et des Espagnols du sud. Nous ne reprendrons pas ici toute l'histoire de cette immigration, marquée par des vagues successives ou concomitantes de Chinois, de Japonais, d'indigènes des Mers du Sud, d'Allemands, de Norvégiens, de Portugais, d'Espagnols, de Coréens, de Portoricains, et enfin de Philippins qui ont constitué la dernière grande vague jusqu'à l'interruption des flux au moment de la crise des années trente (avec un apport supplémentaire de quelques milliers de travailleurs philippins en 1947, et en attendant une reprise modérée de l'immigration, sans lien, avec les plantations à partir des années soixante-dix surtout). En tout cas, le *tableau 3* montre comment ces flots d'immigrants ont submergé une population indigène de plus en plus métissée de surcroît.

Cette immigration était dès le départ diverse dans sa capacité d'enracinement démographique, en fonction du taux de masculinité (nombre d'hommes pour 100 femmes) de chaque groupe ethnique. Ce rapport, normalement très élevé parmi les migrants de travail, l'était particulièrement parmi les Chinois par exemple (les cargaisons d'immigrants chinois comptaient seulement quelques femmes pour 1 000 hommes), tandis que les Portugais arrivaient très souvent en familles constituées (4 hommes pour 2 femmes et 4 enfants en moyenne). Le cas des Japonais est particulier, puisque le *gentleman's agreement* nippo-américain de 1907, qui mettait fin à l'immigration masculine de travailleurs japonais, a permis la poursuite d'une immigration féminine (jusqu'en 1924) de « fiancées sur photos » (*picture brides*) qui a assuré le rééquilibrage démographique du groupe.

Quant à l'intégration sociale de ces immigrants, elle s'est faite d'abord dans le cadre très structuré d'une économie de plantation fondée sur une hiérarchisation bien marquée sur le plan ethnique et culturel. Au niveau même de la plantation, les cadres et le personnel qualifié étaient essentiellement constitués de Blancs tandis que la main-d'œuvre de base dans les champs et les sucreries était asiatique. Longtemps, à travail égal, les ouvriers agricoles blancs étaient bien mieux payés et les perspectives d'ascension des Asiatiques dans la hiérarchie se heurtaient rapidement à un plafond. La place des indigènes hawaïens était un peu particulière et privilégiée, puisque les planteurs en faisaient volontiers des contremaîtres (*luna*), ce qui n'était pas sans causer des réactions parfois violentes de la part d'une main-d'œuvre asiatique qui supportait beaucoup mieux l'autorité des Blancs que celle, parfois un peu brutale, des *lunas* polynésiens. De plus, la diversité même des groupes ethniques

Tableau 3 – Composition ethnique de la population des Hawaii

	1853		1872		1896		1900		1930		1950		1960 (a)	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Hawaiïens et métis d'Hawaiïens(b)	71 019	97,1	51 531	90,6	39 504	36,2	39 656	25,7	50 860	13,8	86 090	17,2	102 099	16,1
Blancs (caucasiens)	1 687	2,3	2 944	5,2	22 438	20,6	26 819	17,4	80 373	21,8	124 344	24,9	202 230	32,0
Chinois	364	0,5	2 038	3,6	21 616	19,8	25 767	16,7	27 179	7,4	32 376	6,5	38 119	6,0
Japonais	-	-	100 (c)	0,1	24 407	22,4	61 111	39,6	139 631	37,9	184 598	36,9	203 876	32,2
Philippins	-	-	-	-	-	-	-	-	63 052	17,1	61 062	12,2	68 641	10,8
Autres	67	0,1	284	0,5	1 055	1,0	881	0,6	7 241	2,0	11 299	2,3	17 807	2,8
Population totale	73 137	100	56 897	100	109 020	100	154 234	100	368 336	100	499 769	100	632 772	100

(a) Nous nous sommes arrêtés ici en 1960, car les recensements postérieurs ont changé les bases de définition des groupes ethniques par l'adoption de l'auto-classification des individus.

(b) La communauté hawaïenne peut être considérée comme surestimée dans la mesure où sont comptabilisés dans les recensements comme métis d'Hawaiïens tous ceux ayant du sang hawaïen, quel qu'en soit le pourcentage face aux autres composantes du métissage.

(c) Estimation.

présents sur la plantation engendrait souvent des incompréhensions, voire des tensions (parfois liées à la situation internationale, comme les difficiles rapports entre Chinois ou Coréens et Japonais, en particulier au moment des conflits).

Cette hiérarchie de la plantation se retrouvait en fait dans l'ensemble de la société de l'archipel, bien qu'elle fût moins stricte peut-être en milieu urbain, en particulier à Honolulu. L'économie, mais aussi la vie sociale et culturelle étaient dominées par une aristocratie *haole*, assez largement liée à la nombreuse descendance des missionnaires puritains. Elle contrôlait notamment les cinq grosses sociétés ou « agences » (*Big Five*) qui tenaient en mains non seulement l'ensemble de la filière sucre, mais aussi une partie de l'ananas, les transports vers le *mainland*, le commerce de gros à l'intérieur de l'archipel, etc. L'élite *haole* avait des participations croisées aux conseils d'administration des différentes firmes de l'archipel (*interlocking directorships*), mais aussi se retrouvait adulte dans les mêmes clubs après avoir été à la même école de Punahou à Honolulu. Sur le plan politique, le système était verrouillé par une constante domination du parti républicain après les quelques soubresauts hawaïens des élections qui avaient suivi l'annexion de 1898.

Cette société, très structurée, très stratifiée, très hiérarchisée, a été considérablement bouleversée par la Seconde Guerre mondiale qui a, en tout cas, certainement accéléré fortement des évolutions amorcées dans la période précédente. L'intégration totale au sein des États-Unis (50^e État, 1959), la remarquable prospérité (les Hawaï se situent régulièrement dans les quinze premiers États des États-Unis pour le PIB par habitant, avec 33 000 \$ en 1999), la tertiarisation de l'économie de l'archipel (Huetz de Lemps, 1988) recouvrent en fait des mutations sociales extrêmement profondes. Il n'est pas facile aujourd'hui de matérialiser de façon statistique la place des différents groupes ethniques en fonction de leur réussite matérielle et plus encore en référence à leur place et à leur image sociales. Le constat d'ensemble, c'est d'abord celui de la réussite globale des descendants d'immigrants asiatiques, réussite particulièrement brillante pour les américains d'ascendance chinoise et coréenne, solide succès pour les AJA (*Americans of Japanese Ancestry*), situations plus hétérogènes chez les Philippins qui avaient le handicap d'une arrivée tardive et dont le groupe s'est renforcé depuis un quart de siècle de nombreux nouveaux venus qui ont à parcourir, eux, le long chemin de l'ascension.

Ensuite, il faut bien reconnaître que dans le contexte de la prospérité « postindustrielle », des groupes ont plus de difficultés à prendre leur part de la réussite matérielle et à s'insérer pleinement dans la hiérarchie des valeurs de la civilisation américaine. C'est le cas évidemment des métis d'Hawaïens,

malgré quelques belles réussites individuelles ; c'est celui aussi des immigrés Samoans par exemple. Enfin, l'intégration de plus en plus poussée dans l'ensemble américain a entraîné de multiples brassages qui ont fait largement disparaître le rôle prééminent des grandes familles *haoles* se rattachant aux vieilles souches *kama'ainana*, c'est-à-dire installées dans l'archipel depuis longtemps, et remontant parfois jusqu'aux premiers contingents de missionnaires puritains (Castle, Cooke, Alexander, etc.). Il en subsiste de beaux domaines et de belles fortunes, mais il n'y a plus cette cohésion du groupe qui a fait la force de cette aristocratie insulaire. Les grandes sociétés hawaïennes d'ailleurs, dont certaines sont devenues de très puissants groupes à l'échelle parfois mondiale (Dole) ont en même temps, par le jeu des acquisitions, des fusions, des OPA, perdu leur spécificité insulaire, voire même leur identité.

Nous n'insisterons pas ici sur cette perte d'influence de l'ancienne aristocratie *haole*, qui d'ailleurs tient en partie à la montée en puissance des groupes asiatiques, comme nous le verrons par exemple sur le plan politique. Il y a là matière à une étude extrêmement précise des itinéraires et des structures familiales qui dépasserait le cadre de cette simple mise au point générale. De plus, il s'agit d'un groupe relativement peu nombreux. Il nous paraît donc plus intéressant de résumer ici les voies de la spectaculaire ascension sociale des groupes asiatiques. Bien sûr, ce constat général ne doit pas masquer la diversité des situations et des histoires personnelles. Si le stéréotype concernant les Chinois aux Hawaii est celui du multimillionnaire voire du milliardaire (en dollars), il y a eu et il y a des Chinois qui n'ont que peu ou pas réussi, à l'image de ces vieux travailleurs chinois que l'on conservait jusqu'à la fin sur les plantations pour tout ce qu'ils représentaient d'un passé pionnier.

L'ordre d'arrivée des immigrants asiatiques a joué son rôle dans les places qu'ils ont pu conquérir. L'antériorité d'installation des Chinois a certainement été un avantage pour eux par rapport aux Japonais, qui ont trouvé les places prises dans certains secteurs du commerce par exemple. On retrouve en commun en tout cas, chez les plus dynamiques des Chinois comme des Japonais, le désir de quitter la plantation à l'expiration de leur contrat (et parfois avant), après avoir fait le constat de l'impossibilité d'une véritable promotion sociale dans cette structure rigide. Tout naturellement, certains d'entre eux ont cherché à recréer dans l'archipel des activités qui leur étaient familières culturellement. C'est ainsi que de nombreux Chinois en rupture de plantation se sont lancés dans la riziculture inondée en louant à des propriétaires hawaïens d'anciennes tarodières. À partir des années 1860, et surtout après 1876, se sont créées des centaines de fermes rizicoles, notamment à Oahu, représentant près de 7 500 hectares en 1900, et qui ne disparurent peu à peu que dans les années 1920 et 1930 face à la concurrence du riz du *mainland*. Il est étonnant de retrouver aujourd'hui des photos des années 1890 montrant des

Chinois avec leurs buffles labourant consciencieusement leur rizière en arrière de Waikiki. À côté du riz, Chinois et Japonais se sont vivement intéressés à toutes sortes de cultures maraîchères, fruitières et florales. De la même façon, les Japonais ont rapidement investi le domaine de la pêche, en particulier celle du thon pratiquée sur de grands sampans construits aux États-Unis sur le modèle des thoniers traditionnels japonais, caractéristiques avec leur étrave pointue et relevée.

Plus importante et plus porteuse d'avenir, la deuxième voie d'ascension sociale a été le petit commerce. Premiers arrivés, les Chinois ont bénéficié d'un grand vide entre les Blancs, dont les activités commerciales se situaient à un niveau supérieur, et les Hawaïiens, dont les traditions culturelles paraissaient antinomiques avec tout ce qui était commerce. Très rapidement donc, ils ont accaparé une bonne part de cette fonction : en 1889, sur les 626 patentes de détaillants, 393 (62,7 %) avaient été octroyées à des Chinois. En 1896 par exemple à Honolulu, les 19 cafés, 42 restaurants sur 48, 10 des 18 boulangeries ... et 39 des 40 blanchisseries étaient aux mains des Chinois. Par la suite, il est vrai, les Japonais ont eux aussi investi massivement le petit commerce, surtout en milieu rural et dans les villages de plantations, refoulant le petit commerce chinois vers les villes et surtout Honolulu. Au recensement de 1930 par exemple, 1 835 des 3 637 marchands détaillants du territoire (50,4 %) étaient japonais (39,4 % seulement à Honolulu, mais 63,4 % dans le reste du territoire). Le petit commerce a été le point de départ de nombreuses réussites financières et aussi un lieu de contact avec les autres Chinois et avec la population non chinoise. La succession des générations a permis souvent un changement d'échelle dans les opérations commerciales, et des dynasties familiales commerçantes asiatiques sont passées de la petite boutique d'autrefois à la possession ou à la gestion, aujourd'hui, de supermarchés et de chaînes.

Cependant, les Asiatiques des Hawaï sont allés beaucoup plus loin que cette évolution somme toute classique au sein, par exemple, de la diaspora chinoise dans le monde. Les familles chinoises ont rapidement compris que dans le système américain, le niveau d'éducation constituait la pierre d'achoppement pour une ascension vers les niveaux supérieurs de la société. En effet, les Hawaï, quoique pouvant être considérées comme une lointaine annexe « coloniale », ont offert dès leur annexion aux États-Unis un système d'éducation calqué en gros sur celui du *mainland*. Cela n'a pas été sans débat d'ailleurs, certains membres de l'aristocratie *haole* pensant qu'il fallait plafonner le niveau d'éducation en fonction d'une économie essentiellement agricole et exigeante en main-d'œuvre. Le choix de l'ouverture a permis aux enfants de la deuxième génération, celle née dans l'archipel (les *nisei* japonais, et bien sûr les *sansei* de la troisième génération par opposition à la génération des immigrants, les *issei*) de suivre une scolarité américaine normale malgré

les difficultés liées à la langue par exemple (les immigrants parlant chinois ou japonais chez eux). Mieux encore, l'étude des budgets familiaux à travers une enquête sociologique de 1910 montre que les familles chinoises et japonaises consacraient à l'éducation de leurs enfants et aux besoins culturels une part de leurs revenus beaucoup plus importante que les familles portugaises et à plus forte raison, hawaïennes. En 1900, dans les écoles publiques et privées du territoire, on comptait 8,2 % d'élèves chinois et 8,7 % de japonais, alors que les deux groupes représentaient 56,3 % de la population totale (avec il est vrai une pyramide des âges déséquilibrée au profit des adultes). En 1930, il y avait 9 % d'élèves chinois, 49,2 % de japonais et 2,1 % de coréens, soit 60,3 % en tout, pour une population asiatique comptant pour 47,1 % du total. Cette volonté d'éducation poussait certaines familles à revenus médiocres à concentrer leurs efforts sur l'un des fils, quitte à l'envoyer même sur le *mainland* pour de meilleures études qu'à Hawaii. De nombreuses biographies des leaders de la communauté asiatique montrent ce souci d'éducation des parents, auquel répondaient en général assiduité et énergie des enfants.

Le résultat a été que les communautés asiatiques ont pu, dans la première moitié du XX^e siècle, constituer des élites intellectuelles qui seront prêtes à pénétrer massivement après la Seconde Guerre mondiale dans la « nouvelle économie » tertiaire de l'archipel. Dans les professions libérales, dans les secteurs de la finance et du grand commerce, dans les hautes sphères de l'administration, les Asiatiques trouvent leur place. En 1970 par exemple, sur les 1 049 médecins autorisés à exercer et résidant à Hawaii, il avait certes 560 « Caucasiens » (53,4 %) dont une bonne part étaient des continentaux attirés par les charmes de l'insularité tropicale, mais aussi 224 Japonais (21,3 %), 189 Chinois (18,0), 22 Coréens (2,1 %), 27 Philippins (2,5 %), 14 Hawaïens et métis (1,3 %) et 13 divers (1,2 %). La place des Chinois apparaît comme particulièrement remarquable, vu la faible importance numérique du groupe (6,77 %). Mais, on le sait, la médecine fait partie des activités considérées comme prestigieuses dans la société chinoise traditionnelle.

Éducation plus captaux amassés dans le commerce notamment ont permis l'émergence de toute une gamme de grands hommes d'affaires, qui sont des personnalités de premier plan de la société hawaïenne d'hier et d'aujourd'hui. Citons par exemple Hung Wo Ching, Robert C.H. Wo, Hiram L. Fong ou encore Chinn Ho, né en 1904, petit-fils d'un planteur de riz installé en 1855, élève de la fameuse *high school* McKinley d'Honolulu (surnommée un temps *Tokyo High* du fait de son fort pourcentage d'élèves japonais), employé de bureau, courtier, agent en bourse, puis investisseur dans l'immobilier, constructeur d'hôtels à Waikiki (Ilikai), investisseur sur le *mainland* dans le pétrole et la presse notamment. Chinn Ho jusqu'à sa mort a été pleinement reconnu et admiré, désigné successivement « optimiste de l'année » (1956),

« père modèle de l'année » (1961), « sportif de l'année » (1964), « courtier de l'année » (1966). Pour son 65^e anniversaire en 1969, il réunit autour de la piscine de sa splendide propriété de Makaha (ouest Oahu) quelque 300 personnalités, dont le gouverneur, et reçoit son cadeau - une voiturette électrique pour le golf - par hélicoptère ! Le succès des magnats « chinois » vient aussi de ce qu'ils ont parfaitement su conjuguer un individualisme profond et une grande solidarité interne qui joue sur l'emploi comme sur la constitution de *Hui* (groupement d'intérêts) dans la ligne des formes traditionnelles d'entraide.

Éducation plus solidarité de groupe ont permis aussi aux Japonais, du fait de leur nombre même, de prendre une part importante de la vie politique de l'archipel. Là aussi, c'est un renversement total par rapport à l'avant-guerre où le domaine politique était l'apanage des *haoles* organisés autour du parti républicain. Auréolés de leurs exploits militaires dans l'armée américaine pendant la guerre, en Italie notamment, les *nisei* anciens combattants se sont imposés dans la politique en prenant en main le parti démocrate qui dès lors devient jusqu'à nos jours le parti dominant de l'archipel. Hommes et femmes politiques d'ascendance japonaise y tiennent une place prééminente, même si le partage de la population en de multiples groupes évite tout risque de domination absolue de l'un d'entre eux.

Le succès global de l'intégration des descendants d'immigrants asiatiques dans la société américanisée des Hawaïi contraste bien sûr avec les difficultés d'autres groupes plus défavorisés. Nous ne reprendrons pas ici l'analyse de l'histoire et des modalités de la marginalisation des Hawaïiens au sein de la société de l'archipel, que nous avons développée ailleurs (Huetz de lemps, 1989), et qui constitue un peu le contrepoint du bilan optimiste tiré de l'analyse de l'expérience des groupes d'origine asiatique. La redistribution des cartes à l'intérieur de la société hawaïenne n'a certes pas toujours été perçue favorablement par les groupes qui n'ont qu'insuffisamment profité de la prospérité, d'où des réactions parfois violentes, comme lorsque fut nommé au Conseil d'administration de la Bishop Estate en 1971 un homme d'affaires et homme politique d'ascendance japonaise, Matsuo Takabuki. C'était le symbole à la fois de ce triomphe des Asiatiques et de l'abaissement des indigènes dont la Bishop Estate constitue l'un des derniers bastions privilégiés qui finance notamment les écoles Kamehameha réservées à la promotion des Hawaïiens.

Mutation spatiale, mutation sociale : le chemin parcouru a été long, de l'Hawaïi polynésienne à cette intégration de plus en plus poussée à l'ensemble américain, qui n'est d'ailleurs pas contradictoire avec la volonté de diversité et de recherche des racines culturelles qui s'affirme au sein de la société de l'archipel.

Les deux phénomènes sont d'ailleurs intimement liés. La mutation spatiale a profité en priorité aux espaces urbains et a privilégié les populations qui ont le mieux intégré les valeurs de la vie urbaine, individualisme, compétition (qui n'exclut pas fatalement l'existence de solidarités internes au groupe, comme le montre l'exemple des Chinois).

En contrepartie, la mutation sociale a affecté profondément l'image de l'archipel perçue par ses habitants eux-mêmes. La vision de l'archipel, « île polynésienne des mers du Sud », ne survit plus que de façon artificielle dans la « bulle touristique », à Waikiki par exemple à travers la presse pour touristes et les publications qui magnifient systématiquement les éléments d'un passé reconstitué. Elle survit aussi dans la nostalgie de la minorité des métis d'Hawaïens attachés à leur glorieux passé, dans la revendication pour certains d'une illusoire indépendance ou de possibles compensations. Mais les autres groupes ethniques, très majoritaires, et notamment les Asiatiques, ont une perception des Hawaï, de leur espace et de leur histoire, bien différente naturellement aussi bien de celle des touristes que de celle des Hawaïens.

Références bibliographiques

- ATLAS OF HAWAII, 1983. Department of geography, University of Hawaii.
- DAWS G., 1974. *Shoal of time, a history of the hawaiian islands*. University of Hawaii Press.
- DEPARTMENT OF PLANNING AND ECONOMIC DEVELOPMENT, STATE OF HAWAII : Statistical yearbook. Depuis 1960.
- FELIX J.H., 1978. *The Portuguese in Hawaii*. Felix, Senecal.
- FUCHS L., 1961. *Hawaii Pono, a social history*. New York, Harcourt, Brace world.
- HANDY E.S. CRAIGHILL, HANDY E.G. *Native planters in old Hawaii : their life, lore and environment*. BP Bishop Museum Press, 1972, Bull. 223, 642 p.
- HUETZ DE LEMPS C., 1964. Le tourisme dans l'archipel des Hawaï. *Les Cahiers d'Outre Mer*, Tome XVII, p. 9-57.
- HUETZ DE LEMPS C., 1972. Les Chinois aux Hawaï. In *Études de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou*. Paris, Mouton, p. 183-208.
- HUETZ DE LEMPS C., 1988. De la primauté des plantations à l'économie de services : l'exemple des Hawaï. In *Îles, insularité, insularisme*. CRET, Bordeaux, Îles et archipels, n° 8, p. 361-398.
- HUETZ DE LEMPS C., 1989. Les difficultés d'insertion des indigènes polynésiens dans la société américaine des Hawaï. In *Pauvreté et développement dans les pays tropicaux*. Mélanges offerts à Guy Lasserre, Bordeaux, p. 341-374.

- LIND A.W., 1980. *Hawaii's people*. University of Hawaii Press.
- MORGAN J.R., 1983. *Hawaii, a geography*. Boulder, Colorado, Westview Press, 1983.
- SCHMITT R.C., 1968. *Demographic statistics of Hawaii 1778-1965*. University of Hawaii Press.
- STANNARD D.E., 1989. *Before the horror. The population of Hawaii at the eve of Western contact*. University of Hawaii Press.

DOROTHÉE DUSSY

Les manières d'habiter à Nouméa

(Nouvelle-Calédonie)

Un mode d'expression spatial, social et politique

Résumé : En prenant pour fil conducteur méthodologique la notion de « morphologie sociale » telle qu'elle fut développée par Maurice Halbwachs dans les années trente, cet article montre comment, aux différentes périodes de l'histoire de Nouméa, les façons d'y habiter ont été le reflet, voire la matérialisation dans l'espace, des situations politiques successives que la ville a connues. Une attention particulière est portée aux deux décennies qui précèdent – et annoncent – les Accords de Nouméa signés en 1998. Pour cette période, la correspondance entre les genres de vie des différents groupes de population, la morphologie de Nouméa et la situation socio-politique calédonienne est établie avec précision grâce aux résultats d'une enquête quantitative.

CET ARTICLE s'inspire librement des réflexions sur la morphologie sociale menées par Maurice Halbwachs dans les années trente et qui, aujourd'hui revisitées, suscitent un regain d'intérêt et servent de base théorique à de nouvelles approches dans les sciences sociales. L'approche en termes de morphologie sociale est globalisante, et elle consiste à associer à l'étude sociologique d'un groupe de population celle de la forme de ce groupe et celle des formes qu'il construit pour évoluer (par exemple, l'analyse de la chrétienté en France implique une étude conjointe de la communauté chrétienne et des lieux de culte). Dans la mouvance de ce courant d'idées, on peut concevoir qu'il existe une correspondance entre la composition sociale de la population d'une ville et la forme de cette dernière. En m'appuyant sur les résultats d'une enquête quantitative que j'ai conduite pour analyser les genres de vie à Nouméa, je vais tenter de pousser plus loin cette hypothèse et de donner à la correspondance société/matérialité un aspect dynamique : je postulerai que les « modes d'habiter » en ville, tels qu'ils sont projetés dans l'espace et mis en œuvre par les citoyens et tels qu'ils évoluent dans le temps, sont potentiellement pour tous un puissant moyen d'expression sociale et politique.

L'exemple est celui de Nouméa. Cette dernière ville a été créée *ex nihilo* à la suite de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France au

milieu du XIX^e siècle. La fondation de la ville répondait à une double nécessité, dont la première était la représentation du pouvoir colonial sur cette île nouvellement conquise. Dans cette perspective, les premiers bâtiments qui structurèrent la ville furent des bâtiments militaires (forts, casernes, ...). L'autorité du pouvoir français, qui devait être clairement établie et visible, fut l'enjeu majeur des premières phases de planification. Les premiers plans projetés pour Nouméa jouèrent du relief du site, de telle sorte que le palais du gouvernement surplombât le Palais de justice et l'église, eux-mêmes situés au-dessus des bâtiments destinés à abriter la Direction de l'Intérieur, les Ponts et Chaussées et la Marine. Outre symboliser la puissance française en Nouvelle-Calédonie, la fondation de Nouméa remplissait une deuxième fonction : constituer un trait d'union, pour les colons et les marchandises, entre la métropole et sa colonie. Dans le cadre du projet d'établissement d'une colonie de peuplement agricole (que les postulants fussent volontaires et libres ou que, bagnards, ils y fussent forcés par l'administration pénitentiaire), les arrivants, forcément étrangers à l'île, transitaient par le seul port véritablement aménagé de la colonie, celui de Nouméa. Pour beaucoup de ces nouveaux arrivants (déçus de la colonisation agricole, libérés du bagne, travailleurs sous contrat émigrés d'Indochine, d'Indonésie ou des autres îles d'Océanie), Nouméa fut le point final de leur parcours. Grâce à la mise en concession de lots urbains, dans le périmètre de la ville, et de lots ruraux, dans le reste de la presqu'île qui forme l'actuel Nouméa, les nouveaux venus trouvèrent à s'implanter. Dans les années 1880, la constitution d'une municipalité permit aux citoyens d'administrer eux-mêmes leur ville, et aux notables urbains (colons européens propriétaires et armateurs métropolitains implantés dans la colonie) d'œuvrer plus librement à la promotion de leurs intérêts, qui n'étaient pas nécessairement ceux du gouvernement colonial.

Pour servir leurs intérêts, les deux administrations - locale et civile d'un côté, métropolitaine de l'autre - s'entendirent pour la mise en œuvre de moyens communs appliqués aux populations autochtones, et consistant principalement à spolier les terres des Kanak, à placer ceux-ci dans des réserves autochtones, à réglementer le plus strictement possible leur accès et leur séjour en ville et sur l'ensemble de l'île, et à leur interdire, dans ce processus de dépossession spatiale, sociale et culturelle, toute possibilité de contestation.

Mais en-dehors de cette alliance objective, les deux pôles de pouvoir européen étaient le plus souvent en opposition l'un avec l'autre, et c'est ainsi qu'un équilibre politique a prévalu à Nouméa tout au long de la période coloniale, enraciné dans un antagonisme entre le pouvoir des métropolitains et celui des colons.

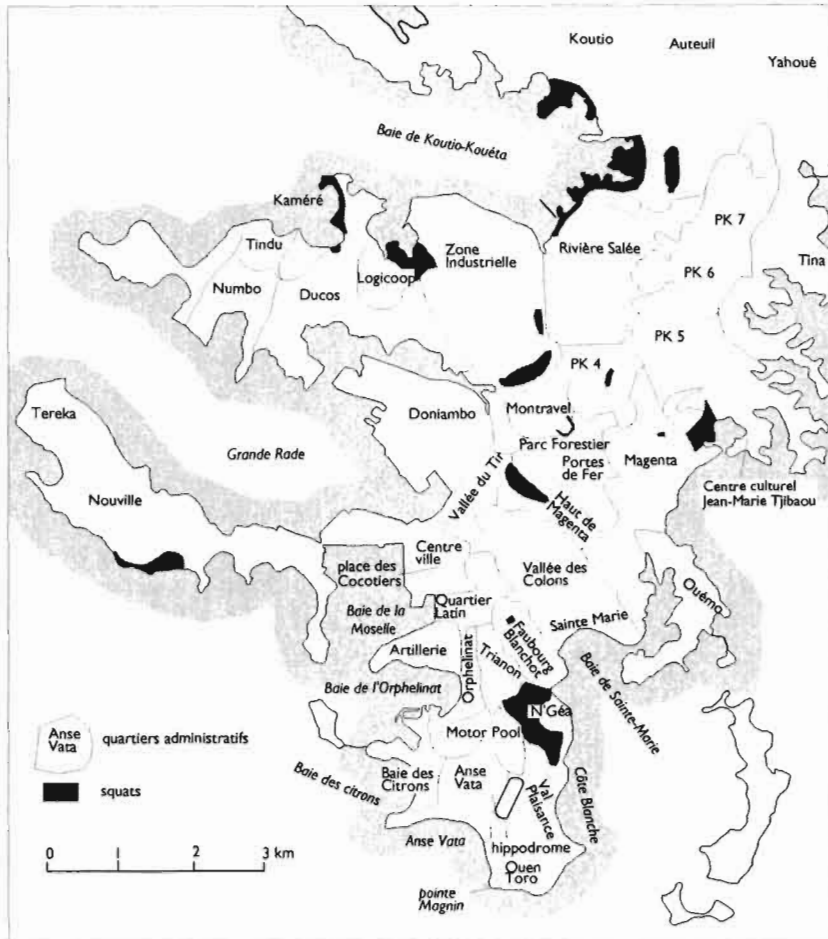
Bien que réunissant la moitié des effectifs de population de Nouméa tout au long de la période coloniale, les citadins de la ville dont l'origine n'était pas européenne, et parmi ceux-ci les Kanak, étaient contraints de s'adapter à un espace conçu par, et pour les Européens. Cette situation sociale et politique s'est très nettement exprimée dans la morphologie de la ville, où les bâtiments institutionnels, formant le centre urbain, étaient entourés par les quartiers résidentiels implantés dans les vallées adjacentes et appropriés par les colons européens. Logés chez les propriétaires fonciers urbains ou dans des entrepôts construits à cet effet, sur les quais, les travailleurs océaniens et asiatiques s'incorporaient comme ils le pouvaient à la structure européenne. À l'extérieur du périmètre de la ville s'étendaient les bâtiments du bagne et le camp des indigènes.

La description qui précède postule qu'à une situation politique donnée - en l'occurrence, la période coloniale de l'histoire de Nouméa - correspond un état précis de la morphologie de la ville et des pratiques urbaines. À l'extrême, le dessein politique déterminerait à la fois le dessin de la ville et les genres de vie des populations qui y résident. Dans cet article, je me baserai pour développer cette hypothèse sur la période initiée par le boom du nickel, à la fin des années soixante et qui se prolonge jusqu'aux années quatre-vingt-dix. Ce renouveau économique a entraîné une immigration importante sur l'ensemble du territoire, et notamment à Nouméa, qui s'est alors considérablement agrandi. Les différentes communautés socio-ethniques qui vivent dans le territoire d'Outre-Mer de Nouvelle-Calédonie sont à ce moment là toutes libres et jouissent de la citoyenneté française (depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour les groupes d'origine non-européenne), mais elles sont héritières d'une histoire qui leur a accordé une autonomie sociale et politique dans chaque cas différente.

Les genres de vie de la population de Nouméa seront abordés ici par le biais d'une analyse statistique et morphologique des résultats d'une enquête quantitative, qui rendent compte du clivage de la société calédonienne, et au bout du compte, de la situation socio-politique.

Je montrerai enfin comment les intentions politiques de rééquilibrage des chances entre les ethnies, qui ont présidé aux Accords de Matignon en 1988, se sont directement traduites dans la morphologie de la ville et dans les manières d'y habiter. Avec une logique remarquable par rapport à ces accords, une seconde ville, peuplée d'Océaniens et informelle, s'est en effet installée au cœur et à la périphérie de la ville institutionnelle, émaillant Nouméa de quartiers d'habitats spontanés appelés localement les squats (*figure 1*). Par ces aménagements, l'ancienne ville coloniale se transforme peu à peu en capitale océanienne.

Figure 1 - Localisation des quartiers administratifs et des squats de Nouméa



Source : d'après carte DITTT et photographies aériennes, 1996.

Enquête sur les genres de vie à Nouméa

Une enquête par questionnaires¹ réalisée en 1995 et 1996 a permis de recueillir les informations nécessaires à la connaissance des conditions de vie d'un échantillon de 1 200 citoyens environ ; le total² de la population urbaine de la commune de Nouméa s'élevant à 76 293 habitants au recensement de 1996.

1. 380 questionnaires, touchant près de 1 200 personnes, ont été passés dans les différents quartiers de la ville, selon une méthode classique de sélection des logements au hasard, en respectant la proportion du nombre d'habitants pour chaque quartier retenue par l'Institut Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques (ITSEE). Les précisions sur le protocole de l'enquête figurent dans Dussy (1998, volume 1).
2. L'agglomération du Grand Nouméa, regroupe autour de la commune de Nouméa celles de Dumbéa, de Païta et du Mont Dore ; elle compte 118 000 habitants.

S'il a fallu mener une telle enquête, là où on aurait pu attendre des recensements de la population qu'ils suffisent à établir une base de données satisfaisante, c'est que les statistiques officielles ne fournissent que peu d'analyses ordonnées en fonction du critère socio-ethnique de la population³. Cependant, il arrivera, dans la suite du texte, qu'une analyse de l'évolution de tel ou tel autre critère du genre de vie des groupes socio-ethniques soit effectué à partir de la comparaison des résultats de l'enquête et de ceux des différents recensements. Pour rendre ces comparaisons possibles, on a opté, dans l'analyse des données recueillies lors de l'enquête, pour une définition des rattachements ethniques des citoyens enquêtés qui se calque sur celle que propose l'ITSEE. Cette définition privilégie successivement, dans l'identification ethnique, les hommes, les actifs et les personnes les plus âgées (ITSEE, 1991 : 18) ; quel qu'en soit l'arbitraire, nous avons décidé de procéder de la même façon.

Comme l'observation des genres de vie à travers l'échantillon de l'enquête fait apparaître une coupure assez nette au sein du groupe des Européens, entre ceux parvenus en Nouvelle-Calédonie avant le boom du nickel, et ceux arrivés après, nous avons choisi pour l'analyse de les considérer comme deux groupes de populations distincts. Nous désignerons donc l'ensemble des premiers par l'expression « Caldoches » et les seconds par celle de « Métropolitains », ce qui correspond aux appellations en vigueur localement. Le choix de considérer séparément ces deux groupes d'Européens et d'en faire, en quelque sorte, deux ethnies distinctes, peut être discuté. Il nécessiterait sans doute de plus amples explications sur la définition que l'on propose du concept d'ethnie. Le texte qui suit montre que ce choix est acceptable dans la mesure où, à l'image d'autres ethnies que l'ethnologie a construites, ces deux groupes d'Européens vivent différemment, et ils n'ont ni la même histoire, ni les mêmes pratiques culturelles.

Par rapport aux résultats du recensement de 1996, la répartition ethnique de l'effectif de l'échantillon comporte une sur-représentation du groupe des Européens (Caldoches et Métropolitains) et une sous-représentation du groupe des Kanak de Nouméa. Ces deux distorsions n'affectent pas sérieusement la représentativité de l'échantillon : Nouméa reste réputée comme « ville blanche ». Six groupes ethniques ont été établis : celui des Caldoches et celui des Métropolitains, qui représentent ensemble 55 % de l'échantillon ; celui des Kanak, qui en représente 16 % ; le groupe des Autres Océaniens, qui compte pour 16 % de l'échantillon ; celui des Asiatiques, 9 % ; et enfin, un groupe de population désigné comme « autres » ou « indétermi-

3. Les croisements entre données de nature socio-économique et données ethniques relèvent de l'application des textes édictés par la Commission Nationale Informatique et Liberté (CNIL), qui interdit la divulgation d'informations pouvant comporter un caractère discriminatoire ou concernant de faibles effectifs de population.

nés », qui regroupe 4 % de l'effectif de l'échantillon. Dernière remarque préliminaire, la dimension sociale de l'étude, qui est d'abord exposée dans le texte, précède la dimension spatiale à dessein d'en révéler à la fois les enjeux et les résultats.

Le « profil » des ménages

La taille des ménages, en fonction du groupe ethnique dont relèvent les enquêtés, est un bon angle d'attaque pour l'analyse des genres de vie actuels à Nouméa. D'abord, car elle est un critère essentiel pour saisir les conditions de la vie urbaine, notamment par rapport à la taille du logement. Ensuite, parce que la taille des ménages est généralement présentée comme le lieu d'une coupure avec l'organisation familiale et traditionnelle des groupes - notamment océaniens - qui se sont urbanisés récemment (Doumenge, 1982) ; il est intéressant de vérifier si les groupes s'organisent en ville d'une façon différente de celle qui prévaut dans leur milieu urbain ou rural d'origine.

Tableau 1 - Taille des ménages de Nouméa classés selon l'ethnie du chef de famille, en 1996

Ethnie du chef de ménage	Nombre de ménages (enquête)	Nombre de pers./ménage (enquête)	(ITSEE) 1989 nombre de pers./ménage pour la Prov. Sud	(ITSEE) 1989 nombre de pers./ménage pour la Prov. Nord	(ITSEE) 1989 nombre de pers./ménage pour la Prov. Île
Caldoches	137	3,1			
Métropolitains	107	2,6			
Européens ensemble	244	2,9	2,9	3,2	2,4
Kanak	40	5,0	4,9	5,0	5,7
Océaniens	45	4,3	5,8	4,8	3,6
Asiatiques	38	2,9	3,5	3,9	3,3
Autres	13	3,5	--	3,6	2,3

Sources : enquête 1995-1996 et ITSEE 1989. Les données des recensements, pour ce tableau, sont établies à l'échelle des Provinces et non des communes. Les trois provinces (sud, nord et îles Loyauté) sont, depuis 1988, les trois grandes subdivisions administratives de la Nouvelle-Calédonie.

Ce tableau révèle la taille nettement supérieure des ménages classés comme Kanak et Océaniens par rapport à celle des autres ménages, ce que le recensement de 1989 ne permettait d'établir qu'à l'échelle de la seule province Sud. À l'exception des Asiatiques et des Océaniens, la taille des ménages est à peu près identique à Nouméa et dans l'ensemble de la province Sud. D'une façon générale, d'ailleurs, elle varie davantage entre les trois provinces qui composent le territoire, qu'entre sa capitale et la province Sud. Si l'on peut s'appuyer sur ce seul critère, la ville semble ici jouer assez modérément son prétendu rôle de point de rupture des organisations traditionnelles ; du moins, une telle rupture n'apparaît-elle pas très clairement.

La classification ethnique des ménages cependant se base, comme on l'a vu, sur l'ethnie du seul chef de ménage. Or, l'hétérogénéité sociale et ethnique

des ménages est susceptible d'avoir une influence sur leur taille. Cette hétérogénéité est en effet plus grande chez certains groupes, comme le montrent les proportions suivantes qui établissent le nombre de ménages unissant des personnes d'origine ethnique différente par rapport à l'ensemble des ménages⁴ : par ordre décroissant, 31 % des Asiatiques, 25 % des Caldoches, 17,5 % des Kanak, 16 % des Métropolitains et 15,5 % des Océaniens se marient hors de leur groupe ethnique originel.

Ces proportions laissent apparaître deux comportements distincts au plan matrimonial : une tendance à l'alliance au sein de leur propre groupe ethnique pour tous les Océaniens et les Métropolitains, et une plus grande ouverture matrimoniale sur les autres ethnies pour les Asiatiques et les Caldoches. Toutefois, dans ce dernier groupe, si l'on distingue les Européens arrivés avant-guerre de ceux qui sont parvenus sur le territoire après guerre et jusqu'à la fin du boom du nickel, la « mixité » ethnique des ménages est suffisamment différente pour être remarquée : seuls 17 % des Européens arrivés en Nouvelle-Calédonie avant la guerre vivent avec une personne d'origine socio-ethnique différente, contre 73,5 % de ceux arrivés entre la guerre et le boom. Ce dernier groupe d'immigrants correspondrait à une population célibataire, principalement masculine, dont la migration était motivée par le travail et qui a contracté des alliances matrimoniales une fois établie dans le pays.

Tableau 2 - Composition ethnique des ménages mariés ou en concubinage (en effectifs)

		H O M M E S						
		Caldoches	Métropolitains	Kanak	Océaniens	Ni-Vanuatu	Asiatiques	Autres
F	Caldoches	64	10	4	1	2	7	1
E	Métropolitains	7	52		2		3	1
M	Kanak	3	1	21	3	1		2
M	Océaniens	3	1	2	14			
E	Ni-Vanuatu	1	1				1	1
E	Asiatiques	8	3				9	1
S	Autres	1	1					1

Source : enquête 1995-1996

Cependant, l'hétérogénéité ethnique d'un ménage ne signifie pas grand chose en l'absence de précisions sur la composition ethnique des ménages, que le tableau 2 permet d'obtenir.

La diagonale de ce tableau définit la part « d'endogamie » par ethnie ou groupe culturel ; l'exogamie totale intéresse les Ni-Vanuatu, tous alliés à des Européens ou des Asiatiques. Chez les Européens, on note un comportement matrimonial distinct dans chacun des deux sous-groupes. Les Caldoches, en effet, se

4. Les données des recensements, pour ce tableau, sont établies à l'échelle des Provinces et non des communes. Les trois provinces (sud, nord et des îles Loyauté) sont, depuis 1988, les trois grandes subdivisions administratives de la Nouvelle-Calédonie.

« marient » plus volontiers hors de leur ethnie ; cela est également le cas des Asiatiques : entre ces deux groupes, il semble exister de fait une plus grande facilité d'alliance, ce qui peut rendre compte de l'existence d'une identité calédonienne fédérant certains groupes allochtones tôt venus dans l'archipel.

Un traitement particulier des résultats a été réalisé pour les alliances matrimoniales contractées par les Kanak. Naepels (1999 : 266) avait déjà constaté l'importance des comportements échappant aux logiques traditionnelles d'alliance pour les Kanak de Nouméa, qui épousent souvent des Kanak issus de régions éloignées ou des non-Kanak, provoquant ainsi des situations coutumières « embarrassantes ». L'enquête permet de confirmer quantitativement cette hypothèse fondée jusqu'ici principalement sur des observations de terrain. Par ailleurs, l'exogamie est plus forte chez les Kanak de la Grande-Terre que chez ceux des îles, les premiers contractant une majorité d'alliances en dehors de leur groupe ethnique lui-même. Cela confirme la ville dans son rôle d'espace coutumier neutre, ou du moins, de refuge par rapport à la pression coutumière liée aux mariages exogames.

L'activité des populations urbaines

Des différences radicales de genres de vie peuvent exister, d'une famille à une autre identique en nombre et en configuration, en fonction des activités et des revenus de ses membres. Pour introduire cet aspect essentiel de la vie des citadins, un premier regard doit être porté aux taux d'activité des différents groupes socio-ethniques déterminés (*tableau 3*). Le taux d'activité de la population urbaine est plus élevé chez les Européens, les Asiatiques et les autres groupes ethniques, que parmi les Océaniens et les Kanak.

Tableau 3 - Taux d'activité des populations de Nouméa et de la province sud

Ethnie du ménage	Enquête (%)	Recensement de 1989 (pour la Province Sud)
Caldoches	80	Européens ensemble 56
Métropolitains	85	
Kanak	67	40
Océaniens	65	44
Asiatiques	80	54
Autres	87	52

Sources : enquête 1995-1996 et ITSEE, recensement de 1989

Le recensement de 1989 signalait déjà ce type de différence, quoique les données ne puissent pas être comparées de façon absolue avec celles de notre enquête : dans le recensement, la population prise en compte était celle

de l'ensemble de la province Sud et des personnes âgées de 14 ans et plus⁵, alors que notre échantillon s'appuie uniquement sur l'activité du chef de ménage et de son conjoint⁶. Les termes de la comparaison ne sont donc pas strictement les mêmes.

La répartition des ménages par profession laisse entrevoir une correspondance assez nette entre certaines ethnies et certaines catégories socio-professionnelles (tableau 4).

Tableau 4 - Répartition de la population active par ethnie et par profession (regroupés en grisé, les pourcentages supérieurs à 30 % dans chaque ethnie)

Professions en %	Caldoches	Européens métropolitain	Kanak*	Océaniens*	Asiatique*
Artisans, commerçants, chef d'entreprise	12,5	17,0	4,0	20,0	46,0
Cadre, professions intellectuelles supérieures	9,5	35,0	7,0	5,0	3,0
Professions intermédiaires	30,0	30,5	25,5	7,5	20,0
Employés	31,5	10,5	32,0	34,0	13,5
Ouvriers	15,8	6,0	31,5	33,5	17,5
Agriculteurs	0,7	1,0	0	0	0
Total	100	100	100	100	100

Source : enquête 1995-1996. * Taux calculé avec un effectif inférieur à 100

Le détail de ces catégories socioprofessionnelles (Dussy, 1998, annexe 3) montre pour chacun des groupes ethniques considérés :

- une concentration des effectifs des Caldoches dans les professions intermédiaires et notamment dans les emplois plus ou moins subalternes des entreprises et dans les postes de la fonction publique.
- le même type de distribution pour les Kanak, avec une différence qui intéresse exclusivement les femmes, regroupées dans les emplois de femmes de ménage et une seconde différence marquée par une forte représentation des ouvriers parmi les hommes.
- les professions des Océaniens comportent quant à elles les deux mêmes caractéristiques que chez les Kanak : concentration des effectifs féminins dans les emplois de femmes de ménage et sur-représentation des emplois d'ouvriers chez les hommes. Contrairement aux Kanak, cependant, les Océaniens sont relativement nombreux à s'employer dans le commerce ou à être inscrits au registre de la chambre de commerce (RIDET), ce qui leur permet d'exercer des emplois en tant que « chef d'entreprise » ou sur un mode libéral.

5. Freyss (1995 : 296) analyse lui aussi l'évolution du taux d'activité des Kanak entre 1956 et 1989 à partir des séries statistiques disponibles dans les recensements. La comparaison avec les résultats issus de l'enquête ne peut donc pas non plus être effectuée.

6. Il s'est avéré fastidieux dans le cadre de l'enquête de demander la profession de toutes les personnes présentes à la résidence. De telles informations n'ayant pas pu être recueillies dans tous les questionnaires, il a été choisi de ne pas les traiter.

- une grande partie de la population asiatique est employée quant à elle dans le commerce, mais également dans le secteur de l'artisanat et dans la fonction publique.
- les Métropolitains, enfin, forment une population très à part puisque leurs actifs s'emploient pour plus d'un tiers d'entre eux comme cadres d'entreprise, dans les professions de l'enseignement secondaire, dans les secteurs de la santé et du social et dans les emplois de salariés intermédiaires. Ils représentent nettement une catégorie de population favorisée, détentrice de la plupart des postes à responsabilité dans les entreprises.

La coïncidence entre « *appartenance ethnique et positions socio-économiques* » en Nouvelle-Calédonie a déjà été soulignée par Pillon (1987 : 6 et 26) qui notait que « *les données générales sur les positions socio-économiques les plus probables en fonction de l'appartenance ethnique, indiquent que les Mélanésiens, les Wallisiens ou à un moindre degré les Tabitiens apparaissent en tant qu'ethnies, comme les groupes les moins bien situés* ». Notre classification confirme dans une certaine mesure les opinions généralement répandues parmi la population calédonienne, à savoir que les actifs kanak et océaniens se situeraient plutôt au bas de l'échelle socioprofessionnelle⁷, tandis que les Métropolitains en occuperaient plutôt le sommet. Cette classification permet aussi de souligner des phénomènes jusqu'à présent mal connus, parce qu'ils sont nouveaux, par exemple une distribution plus lâche des Kanak sur l'échelle socioprofessionnelle ; en effet, plus d'un quart des actifs kanak est employé dans la fonction publique, à des postes impliquant des responsabilités à des degrés divers, ce qui consacre, dans cette ethnie, l'émergence d'une nouvelle catégorie sociale, probablement imputable aux politiques de rééquilibrage mises en oeuvre par les Accords de Matignon.

Toutefois, l'émergence d'une catégorie sociale nouvelle est un phénomène qui semble affecter différemment chacun des groupes kanak, puisque une étude plus fine de leur profession en fonction de leur origine géographique fait la part belle aux Loyaltiens. Ceux-ci, en effet, voient plus d'un tiers de leurs effectifs employé dans les professions intermédiaires, supérieures ou libérales, alors que cette proportion (malgré la faiblesse des effectifs concernés par l'enquête) est ramenée au sixième pour l'ensemble des Kanak de la Grande-Terre. Enfin, les professions les plus valorisées sont encore essentiellement accessibles aux hommes kanak : seul un tiers de ces emplois est occupé par des femmes mélanésiennes.

7. Cf. aussi sur cette question les travaux de Guiart (1963) et Freyss (1995).

Le logement à Nouméa

La résidence

L'étude des genres de vie à Nouméa peut être complétée par des informations concernant le logement. Les différentes variables seront, ici encore, analysées en fonction de l'appartenance ethnique des enquêtés.

Dans l'ensemble de la population de Nouméa, la résidence abrite le plus couramment une famille nucléaire, c'est-à-dire un couple (marié ou non) avec ou sans enfant (*tableau 5*). Ce type de résidence est un peu plus fréquent pour l'ensemble des Européens que pour les autres groupes.

Tableau 5 - Répartition des ménages en fonction de leur structure pour chaque catégorie ethnique

En % par rapport au groupe ethnique	Personnes seules et familles monoparentales	Familles nucléaires	Familles étendues
Caldoches	25,0	68,0	7,0
Métropolitains	32,0	66,0	2,0
Kanak	17,5	60,0	22,5
Océaniens	35,5	38,0	26,5
Asiatiques	34,0	58,0	8,0
Autres (pour 10)	3,8/10	5,3/10	0,9/10

Source : enquête 1995-1996.

Une autre partie des ménages rassemble les célibataires (célibataires isolés, cohabitation de plusieurs célibataires, célibataires isolés avec enfants, cohabitant ou non avec d'autres célibataires). La part de ces ménages dans la population d'origine asiatique de Nouméa est très comparable à celle qui prévaut chez les Européens et la part la plus importante de célibataires qu'il comporte est, pour une bonne partie, liée aux vagues d'immigration les plus récentes, notamment celles des Japonais venus chercher un emploi dans le tourisme à Nouméa.

La proportion la plus réduite de personnes seules se rencontre parmi la population mélanésienne de Nouméa : non pas qu'on y trouve moins de célibataires ou de veufs, mais ceux-ci résident de façon préférentielle avec des parents à des degrés divers et rarement isolément, d'où la très forte proportion de familles étendues présentes dans les logements, ce type de ménage concernant près d'un quart des Kanak de Nouméa. L'expression « famille étendue » recouvre ainsi des compositions familiales très variées, allant de la co-résidence d'un ménage soit avec des collatéraux, soit avec des ascendants, à la co-résidence d'un ménage avec de multiples ascendants et collatéraux.

Un quart des Océaniens non-Kanak réside également à Nouméa en familles étendues, mais ils se répartissent de façon plus égale entre les deux autres types de ménages définis. La proportion d'Océaniens vivant en famille nucléaire n'atteint pas 40 %, ce qui représente la plus faible proportion de l'échantillon. La part des célibataires océaniens est à l'inverse la plus importante. Toutes les autres caractéristiques de ce dernier groupe ethnique tendent à indiquer qu'il s'agit d'une population immigrée comportant beaucoup d'hommes, relevant d'une migration de travail mais dont près de la moitié est établie en famille à Nouméa et semble être désormais enracinée dans le pays. On peut également rappeler qu'en dépit de la forte proportion de célibataires dans ce groupe de population, son importante fécondité est à l'origine de la sur-représentation des classes d'âge d'enfants.

Dans l'ensemble, l'analyse de la structure des ménages permet d'établir une fois encore l'opposition entre les Océaniens et les Kanak d'une part, et le reste de la population de Nouméa d'autre part. Mais le domaine où les distinctions sont probablement les plus parlantes est celui du logement.

Le plan sommaire levé pour la plupart des logements, ainsi que certaines données provenant directement des questions posées lors de l'enquête ont permis de déterminer certaines des conditions de confort liées aux disponibilités d'espace pour la population de Nouméa. Le *tableau 6* permet de classer les résultats de cette observation par catégories socio-ethniques.

Tableau 6 - Répartition par groupe socio-ethnique du nombre de pièces du logement par rapport au nombre de personnes résidant dans un logement en grisé, % supérieur au quart des effectifs

En %	plus de 2 pièces de + que le nombre de résidants	1 ou 2 pièces de + que le nombre de résidants	Nombre pièces = au nombre de résidants	1 ou 2 pièces de - que le nombre de résidants	plus de 2 pièces de - que le nombre de résidants
Caldoches	18,0	43	21,5	15,0	2,5
Métropolitains	13,5	46	27,5	13,0	0
Kanak	5,5	14,5	25,5	26,0	28,5
Océaniens	13,5	22,5	16,0	32,0	16,0
Asiatiques	12,0	54,5	27,5	6,0	0
Autres /10	0	2,5/10	4/10	2,5/10	1/10

Source : enquête 1995-1996.

Dans l'ensemble, la population la « mieux logée » (ceci s'entendant eu égard à l'espace, défini par le nombre de pièces disponibles dans le logement) est la population asiatique de Nouméa, suivie par les Métropolitains et les Caldoches. Toutefois, dans ce dernier groupe, les conditions de logement sont plus variées, puisqu'on y rencontre aussi des exemples de « surpopulation », ce qui n'est le cas ni pour les Asiatiques, ni pour les Métropolitains.

Les observations ayant trait aux conditions de logement permettent donc de distinguer aussi des autres groupes les Kanak et les Océaniens, lesquels sont logés bien plus « à l'étroit ». Plus de la moitié des Kanak de l'échantillon et près de la moitié des autres Océaniens disposent d'un nombre de pièces habitables inférieur au nombre de personnes composant le ménage. La surpopulation des logements est particulièrement flagrante pour les Kanak puisque près de 30 % d'entre eux résident dans des logements comportant au moins trois pièces de moins que le nombre d'occupants.

Une question portant sur le statut des occupants des logements a également été posée aux enquêtés. Les réponses sont récapitulées dans le *tableau 7*.

Tableau 7 - Statut des occupants des logements de Nouméa, par origine ethnique de la population ; en grisé, taux supérieur à 50 %

En %	Locataires	Propriétaires	Occupants à titre gratuit
Caldoches	27,5	71	1,5
Métropolitains	61,0	36	3
Kanak	63,5	34	2,5
Océaniens	51,0	49	0
Asiatiques	37,0	63	0
Autres / 10	6,1/10	3,9/10	0

Source : enquête 1995-1996

Sur l'ensemble de la population de l'échantillon, la plus faible proportion de propriétaires se rencontre chez les Kanak et chez les Métropolitains. Cette faible proportion pourrait certes être mise en relation avec un faible ancrage de ces populations dans la ville : les Métropolitains, pour une bonne part d'entre eux, séjournent sur le territoire dans le cadre d'un contrat de travail au terme duquel ils retournent en Europe et bien que constituant la part socialement la plus aisée de la population de Nouméa, ils n'ont pas spécialement de raisons d'investir dans l'immobilier sur place.

Chez les Kanak, cette petite proportion de propriétaires pourrait être rapportée à la faiblesse des ressources économiques de ce groupe et/ou à un moindre intérêt des Kanak pour un ancrage dans la ville et/ou à des priorités économiques autres que celle de l'acquisition d'un logement. En l'absence de commentaires des intéressés eux-mêmes, ce genre de supposition relève de parti-pris infondés : que l'on soit propriétaire témoigne en effet *a priori* d'un investissement fort dans les lieux ; qu'on ne le soit pas ne signifie pas nécessairement l'inverse.

C'est peut-être en relevant la très forte proportion de propriétaires parmi les Caldoches que l'image de Nouméa en tant que « ville blanche » prend tout son

sens. Plus des deux-tiers de ce groupe sont en effet propriétaires de leur logement, ce qui rapproche cette population de celle qui est d'origine asiatique.

Toujours au plan du statut des occupants, la situation des Océaniens est intermédiaire. La proportion égale entre propriétaires et locataires peut témoigner de la stabilité de cette population immigrée et de son ancrage durable sur le territoire et peut-être aussi de la diversité des situations rencontrées dans ce groupe.

À une autre échelle que celle du mode de résidence, le type de logement dans lequel sont préférentiellement installés les groupes socio-ethniques et culturels permet de déterminer une autre facette du genre de vie des citoyens. Selon que ceux-ci demeurent dans une maison individuelle – quelle qu'en soit la taille et la qualité – dotée d'un terrain, ou dans un bâtiment collectif, l'environnement quotidien n'est pas le même. Bien entendu, il ne s'agit pas de classer les types d'habitat les uns par rapport aux autres, ou d'attribuer à un même type de logement une valeur homogène au plan du confort ; un appartement d'un immeuble récent de haut standing, situé dans les quartiers sud favorisés de la presqu'île, ne peut pas être comparé à un appartement offrant la même superficie habitable mais acquis grâce aux aides sociales dans les lotissements du nord de la presqu'île. Cependant, une maison individuelle entourée d'un jardin, quel que soit son degré de confort, permet un mode de vie sensiblement différent de celui en appartement. Le *tableau 8* rend compte des résultats obtenus dans l'enquête.

Tableau 8 - Types de logements occupés par les groupes socio-ethniques en grisé, taux supérieur à 50 %

En %	Immeubles	Tours ou cité-dortoir	Maisons partagées	Maisons	Autres
Caldoches	17,0	3,0	11,5	68,5	0
Métropolitains	40,0	3,0	11,5	44,5	1,0
Kanak	23,5	21,0	3,0	52,5	0
Océaniens	32,0	10,5	3,0	54,5	0
Asiatiques	21,5	0	16,5	61,0	1,0
Autres	4,6/10	0	3/10	3,4/10	0

Source : enquête 1995-1996.

Plus de la moitié de la population de Nouméa réside dans une maison individuelle ou dans une maison à deux ou trois étages, partagée avec d'autres résidents. Cependant, des différences importantes concernant le cadre de vie apparaissent à la lecture du tableau. En effet, si plus d'un dixième de la population océanienne et environ un cinquième de la population kanak de l'échantillon résident dans les complexes de tours ou dans une cité-

dortoir⁸ de la ville, les Asiatiques en sont pratiquement absents et seuls 3 % de l'ensemble des Européens, toutes origines confondues, y résident également.

Dans les résultats présentés dans le *tableau 8*, on note une fois de plus les mêmes types de clivages entre les ethnies, clivages qui opposent les Caldoches et les Asiatiques d'un côté, aux Métropolitains d'un autre côté, et tous ces groupes à l'ensemble des Océaniens. Les Métropolitains sont parmi les plus nombreux à vivre dans des immeubles collectifs, d'abord parce que le parc locatif des maisons individuelles n'est pas suffisant, qu'il est particulièrement onéreux et qu'il est donc plus aisé de se rabattre, surtout pour un séjour de quelques années seulement, sur la location d'un appartement. Ensuite, les Métropolitains sont souvent les seuls à avoir une expérience antérieure de la ville et ses conditions de logement : une grande partie d'entre eux a ainsi intégré l'« appartement » comme lieu principal et habituel de la résidence urbaine. En revanche, pour les autres groupes de population qui en fait de villes ne connaissent que Nouméa, l'absence de tradition urbaine les incite à préférer aux appartements des modes de vivre plus « ruralisés » et moins denses.

La répartition des ethnies par quartiers

Il a été beaucoup écrit sur le caractère pluriethnique de Nouméa (Guiart, 1996) où de nombreuses populations d'origines diverses coexisteraient aujourd'hui sans ségrégation géographique. C'est pourquoi il nous a semblé intéressant de vérifier si Nouméa était bien une « ville métisse » et si les différentes ethnies de la ville cohabitaient indifféremment dans le tissu urbain.

Une carte (*figure 2*) de la répartition des principaux groupes ethniques de la ville a été dressée en prenant pour critère l'ethnie du chef du ménage enquêté.

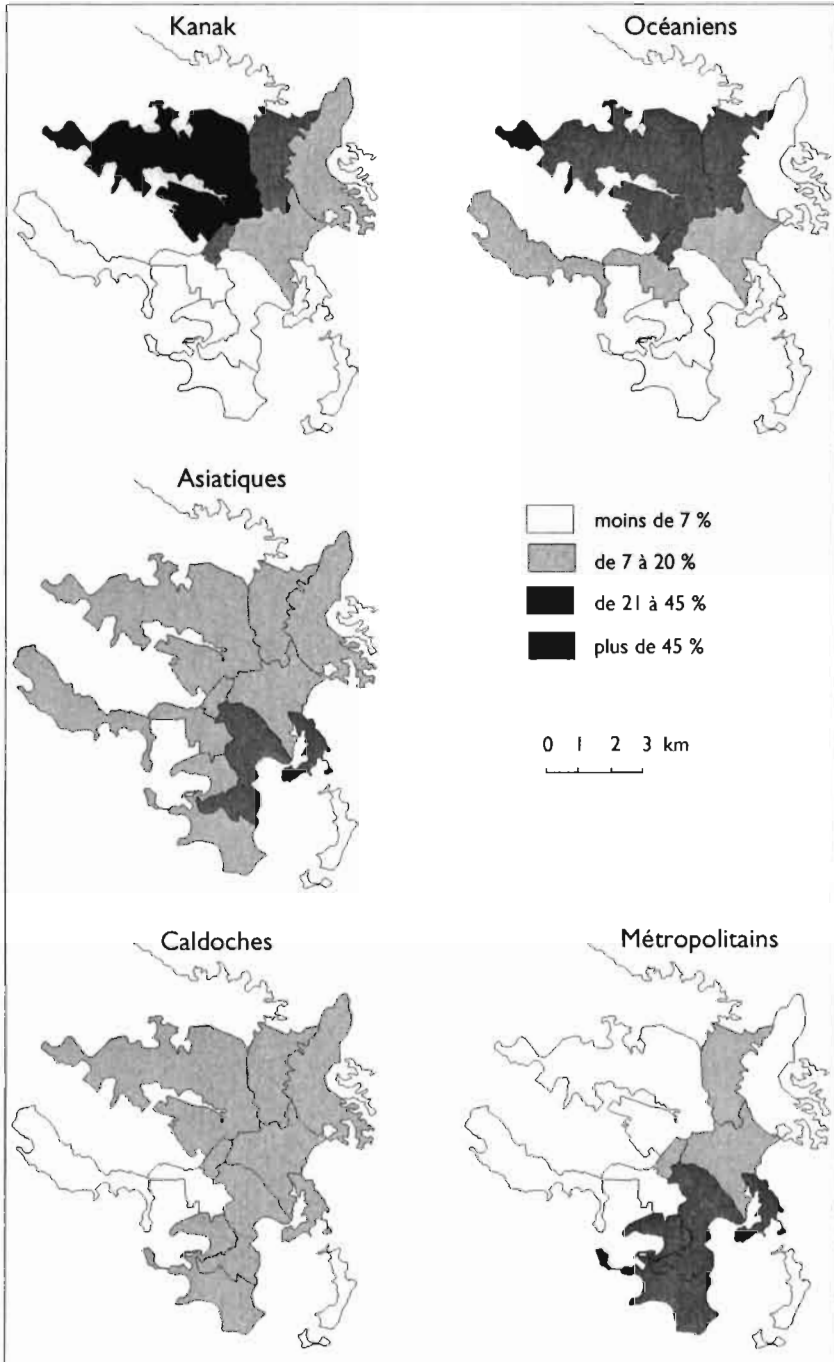
Afin de faciliter la lecture de la carte, les quartiers de Nouméa ont été regroupés en sept secteurs, chacun d'eux étant constitué de quartiers dont la composition ethnique était comparable. La répartition ethnique des groupes « autre » et « indéterminé » recensés dans l'enquête n'a pas été portée sur la carte ; en effet, ils sont constitués d'une grande variété d'ethnies (en l'occurrence de nationalités) aux faibles effectifs dont l'agrégat est commode, mais n'a pas de justification objective⁹.

La *figure 2* indique d'abord clairement une répartition préférentielle de certaines ethnies en certaines zones. La population d'origine asiatique de la

8. Il existe trois grands ensembles collectifs à Nouméa : deux complexes de tours, à Magenta et à Normandie, et une cité comprenant plusieurs barres de logements, à Pierre Lenquette.

9. De plus, leur présence actuelle en ville ne semble guère faire l'objet d'un enjeu très puissant : il s'agit, entre autres, d'Indiens, de ressortissants des pays d'Afrique du Nord, etc.

Figure 2 - Répartition des groupes socio-ethniques par regroupement de quartiers



Source : Enquête 1995-1996.

ville présente la caractéristique, unique par rapport aux autres ethnies, d'être présente et installée dans l'ensemble des quartiers de Nouméa. À l'exception du secteur comprenant les quartiers du Faubourg Blanchot, de la Vallée des Colons, de Motor Pool et de Ouémo (*figure 1*), où les personnes d'origine asiatique se trouvent un peu plus nombreuses (28 % de cette catégorie ethnique), celles-ci sont très homogènement dispersées dans l'espace urbain.

La population caldoche est elle aussi répartie de façon très homogène dans l'ensemble de la ville, puisque chaque secteur de Nouméa accueille entre 11 et 18 % de ses effectifs, à l'exception toutefois du secteur correspondant au vieux Nouméa, l'île Nou comprise, où seuls 3,7 % de cette population sont installés.

Au contraire de ces premiers groupes, la localisation des Kanak, des autres Océaniens et des Métropolitains dans Nouméa s'opère de façon préférentielle en des secteurs précis de la presqu'île.

Il est remarquable à ce titre de noter que près de la moitié de la population kanak est installée dans le secteur nord-ouest de Nouméa, qui correspond à la presqu'île de Ducos, au quartier de Doniambo, à celui de Pierre-Lenquette (qui est composé d'une cité-dortoir) et à celui de Montravel. Un tiers de la population kanak est également installée à proximité du précédent secteur, dans les quartiers de Rivière Salée, de la vallée du Tir et du quatrième kilomètre. En revanche, les trois secteurs composant la moitié sud de la presqu'île de Nouméa abritent ensemble moins de 7 % de la population mélanésienne de Nouméa.

La répartition des Océaniens dans Nouméa est extrêmement proche de celle des Kanak : ils sont pour les deux tiers d'entre eux installés dans les deux secteurs qui correspondent au quart nord-ouest de la presqu'île. De même, très peu d'Océaniens vivent dans les quartiers sud de la ville, mais un peu plus de 10 % d'entre eux résident néanmoins dans le secteur du centre-ville lui-même.

Bien qu'elle ait en commun avec les deux communautés précédemment examinées un important regroupement de ses effectifs, la population métropolitaine est installée dans des secteurs tout-à-fait distincts ; pratiquement les deux tiers de cette communauté sont installés dans les quartiers sud de la presqu'île. Moins de 20 % des membres de cette communauté sont installés à Magenta et dans les Hauts de Magenta, et 7,5 % d'entre eux vivent à Rivière Salée ou à Koutio. En résumé, moins de 3 % de Métropolitains vivent là où la moitié des Kanak de Nouméa sont installés et l'inverse est tout aussi vrai : moins de 7 % des Kanak vivent là où les deux tiers des Métropolitains sont établis.

Ainsi, l'observation de la *figure 2* démontre de façon significative une certaine séparation des communautés ethniques dans la ville. La presqu'île est pratiquement divisée en deux par son centre : les Océaniens, et surtout les Kanak, résident plutôt au nord, tandis que les Métropolitains résident plutôt au sud, les autres Européens et les Asiatiques voyant leurs effectifs plus harmonieusement répartis dans l'espace urbain.

La différence dans la répartition des effectifs caldoches et métropolitains dans l'ensemble de la ville renforce d'ailleurs l'idée que ces deux populations sont à considérer indépendamment et que, sinon le genre de vie, du moins la distribution spatiale des Caldoches est plutôt comparable à celle de la population asiatique.

La carte de la répartition socio-ethnique de la population de Nouméa permet de dresser un premier constat : des cinq catégories socio-ethniques examinées, pas une ne voit plus de 12 % de ses effectifs installés dans le secteur du centre-ville. Celui-ci a été peuplé, tout au long de la période coloniale, principalement par les militaires et par les agents de l'administration. Aujourd'hui il est le centre des affaires de Nouméa, il est également le lieu de rencontre des Kanak et des autres Océaniens de Nouméa, mais il n'est plus réellement investi comme un quartier de résidence. Le centre-ville ne matérialise plus à lui seul, comme à la fin du XIX^e siècle, le symbole du pouvoir politique ; en revanche, la ville dans son ensemble traduit bien les grandes oppositions socio-politiques de la Nouvelle-Calédonie.

Dans la logique du rééquilibrage, la ville partagée

Les Kanak ainsi que les autres Océaniens se sont installés à Nouméa en y occupant les emplois d'ouvriers ou de salariés peu qualifiés, dans des entreprises généralement dirigées et administrées par des Européens. De la sorte, ils font figure de prolétariat local. Leurs conditions de résidence, entre autres, en témoignent : ils vivent en surnombre dans de petits appartements, le plus fréquemment dans les cités de la périphérie de Nouméa ; alors que les Métropolitains, à l'autre bout de l'échelle socioprofessionnelle de la société nouméenne, résident dans les vastes appartements des petits immeubles du sud de la presqu'île ou dans des villas.

Néanmoins, les choses changent. La situation politique et économique de Nouméa dans les dernières trois décennies est certes toujours le reflet de ce que l'on peut observer à l'échelle plus large du territoire. Mais c'est bien pour pallier ces inégalités d'accès aux ressources et aux richesses que les différents partenaires signataires des Accords de Matignon ont décidé des moyens de rééquilibrage à mettre immédiatement en œuvre. Par exemple, pour remédier

aux déséquilibres entre les ethnies concernant l'attribution des postes qualifiés, dont souffraient principalement les Kanak et les autres Océaniens, l'opération « 400 cadres » fut créée¹⁰. Elle devait permettre de rééquilibrer les ethnies dans les différents secteurs de l'emploi en finançant des formations de niveau bac + 3 à des candidats adultes. Dans un autre domaine, et pour réparer les préjudices occasionnés par la spoliation des terres agricoles kanak au profit des Européens durant la période coloniale, une réforme foncière¹¹ fut lancée dès 1978, qui prévoyait la redistribution progressive d'une partie de leurs terres spoliées aux Kanak.

La période actuelle, inaugurée par les accords politiques de 1988 et prolongée par ceux de 1998, où la Nouvelle-Calédonie est passée du statut de territoire d'Outre-Mer à celui de pays en charge de son devenir, instaure une situation politique totalement inédite localement. Le paysage de Nouméa en témoigne.

Et en effet, en dix ans, la morphologie de Nouméa s'est profondément transformée et les manières d'y habiter se déclinent plus nombreuses. Nouméa n'est plus une ville simplement « blanche », mais un territoire partagé qui matérialise dans son organisation la contestation politique des indépendantistes et le rééquilibrage qu'ils ont réclamé à l'échelle du pays. Des citoyens kanak, ainsi que d'autres citoyens océaniens de Nouméa, ont ainsi choisi d'accaparer certains espaces urbains. Disséminés au cœur de la ville sur les quelques vastes terrains naguère encore en friche et le long de la mer, à l'endroit des pas géométriques non constructibles du Domaine public maritime, les récents quartiers d'habitat spontané apparus au lendemain des Accords de Matignon fondent le visage océanien de Nouméa. Conçus, développés et habités par d'anciens citoyens ayant au préalable longuement résidé dans les quartiers défavorisés de Nouméa, les squats¹² regroupent en 1996 près de 6 000 personnes, soit près de 20 % des Océaniens de la commune de Nouméa. Ces nouveaux « squateurs » représentent près de 10 % de la population totale de la ville.

L'espace des squats, comme celui des quartiers de la ville institutionnelle, expriment l'ordre social et les valeurs de ceux qui les construisent. Les squats ne s'organisent pas autour de bâtiments institutionnels, comme c'est le cas pour les autres quartiers de la ville, car l'ordre social des Océaniens se

10. Sur le dispositif et les résultats de l'opération « 400 cadres », cf. David, Guillaud, Washetine, 1999 : 57-69.

11. Cf. la deuxième partie de *La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins* [David, Guillaud, Pillon (eds), 1999], qui est entièrement consacrée à la question foncière et à la réforme foncière de 1978.

12. Les informations qui concernent les squats sont elles aussi issues d'une enquête par questionnaire dont les résultats et le protocole figurent dans Dussy (1998, volume 2).

matérialise différemment ; il se manifeste notamment par des échanges dont l'importance sociale est démontrée et illustrée par une abondante littérature scientifique (cf. notamment Bensa, Rivierre 1982). Au quotidien, ces échanges concernent préférentiellement des produits vivriers, et ils impliquent alliés et parents, voire voisins, quelle que soit leur ethnie. C'est ainsi, très logiquement, que les jardins structurent l'espace des squats.

La pratique de l'activité horticole au cœur de la ville est, en effet, à l'origine des squats. Au départ, un (ou une) citadin océanien résidant dans les grands ensembles décide de défricher une petite parcelle à proximité de son domicile, pour y cultiver les fruits, les tubercules et les légumes nécessaires aux échanges coutumiers. Une cabane est construite pour y entreposer les semences et les outils de culture ; c'est là, à cause de la taille exiguë des logements, qu'ont lieu, peu à peu, les réunions de famille. La cabane est alors améliorée et aménagée de telle sorte qu'elle puisse accueillir des hôtes de passage. Pour finir, c'est l'ensemble de la famille qui vient s'installer définitivement dans la cabane, agrandie, renforcée, structurée de façon plus adéquate que les appartements des cités. La cuisine est située à l'extérieur, de même que les blocs sanitaires (WC et douche). Une véranda est souvent construite, permettant aux nouveaux résidents de passer du temps à l'extérieur, tout en étant protégés de la pluie comme du soleil trop vif. Ce phénomène de glissement de la ville institutionnelle vers une ville plus « informelle », une « ville des jardins » aux mains des Océaniens était, au départ discret mais s'est renforcé dans le début des années quatre-vingt-dix, et les squats représentent aujourd'hui un des éléments à part entière de la ville, influençant ouvertement sa physionomie.

Confirmant qu'ils ont établi un autre territoire dans la ville, les squateurs reconnaissent une autre autorité que celle de la municipalité. Un chef coutumier autorise l'arrivée, accueille et place les nouveaux venus à proximité de leurs parents déjà installés, permettant ainsi la formation de regroupements claniques ou ethniques dans le squat. L'accueil se fait en échange d'un don de la part des nouveaux venus, que le chef coutumier transmet ensuite à celui qu'il reconnaît comme le propriétaire foncier légitime de la presqu'île de Nouméa. En fonction des inclinations politiques des différents chefs coutumiers de squats, le choix du propriétaire légitime peut varier entre l'une ou l'autre de deux grandes chefferies kanak, qui revendiquent chacune pour son compte l'occupation préeuropéenne du site de Nouméa : tel est en effet le moyen de se faire reconnaître comme l'interlocuteur des pouvoirs municipaux.

Deux territoires se partageant une ville pour l'amener à s'« océaniser », voici bien le visage de Nouméa à l'heure de la période transitoire inaugurée en 1988. Les approches successives de Nouméa qui viennent d'être présentées et

qui montrent la correspondance entre une situation politique, la morphologie et la pratique d'une ville, incitent à conclure sur une interrogation orientée vers l'avenir. Les Néo-Calédoniens ont fait le choix de la paix, en ratifiant les Accords de Nouméa en 1998, et celui d'accepter à la fois la perspective de l'indépendance et la cohabitation autant que possible harmonieuse de toutes les communautés. On peut donc se demander, dans cette perspective, à quoi ressemblera Nouméa, capitale d'un pays « rééquilibré ». On peut aussi s'interroger sur l'avenir des squats, s'il s'avère que leur charge contestataire est effectivement désamorcée. Pourtant les dernières évolutions (1999-2001) semblent indiquer que c'est loin d'être le cas et que les squats continuent d'être le théâtre d'une vie politique alternative aux institutions du territoire.

Références bibliographiques

- BENSA A., RIVIERRE J.-C., 1982. *Les chemins de l'alliance*. Paris, Sela, 586 p.
- DAVID G., GUILLAUD D., WASHETINE Ch., 1999. L'enseignement et la formation en question : de l'échec scolaire à l'opération « quatre-cents cadres ». In *La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins*. G. David, D. Guillaud et P. Pillon (eds). Paris, Société des Océanistes-IRD, p. 57-70.
- DOUMENGE J.-P., 1982. *Du terroir ... à la ville. Les Mélanésiens et leurs espaces en Nouvelles-Calédonie*. Travaux et documents de géographie tropicale n° 46. Bordeaux, CEGET-CNRS, 488 p.
- DUSSY D., 1998. *Nouméa et les squats. De la construction urbaine coloniale aux occupations océaniques spontanées : vers le partage spatial et symbolique de la ville*. Thèse de doctorat de l'EHES, 2 volumes, 492 p.
- FREYSS J., 1995. *Economie assistée et changement social en Nouvelle-Calédonie*. Paris, IEDS, collection Tiers-Monde, 452 p.
- GUIART J., 1963. *Structure de la chefferie en Mélanésie du Sud*. Paris, Institut d'Ethnologie, Travaux et mémoires de l'Institut d'Ethnologie LXVI, 688 p.
- GUIART J., 1996. Nouméa, cité métisse ? *Journal de la Société des Océanistes*, n° 103, p. 231-273.
- HALBWACHS M., 1970. *Morphologie sociale*. Paris, Armand Colin, collection U2, 190 p.
- ITSEE. Recensements de la population de 1989 et 1996. Nouméa.
- NAEPELS M., 1999. Mobilité et urbanisation kanak : l'exemple du pays Ajiëns. In *La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins*. G. David, D. Guillaud et P. Pillon (eds). Paris, Société des Océanistes-IRD, p. 251-269.
- PILLON P., 1987. *L'économie domestique en transition, trois essais*. Orstom, Nouméa, Rapports sc. et techn. sc. soc. n° 2, 49 p.

Partie 3

Le syndrome local et identitaire



Pour une archéogéographie

La reconstitution des anciennes occupations et leurs enjeux actuels
dans le nord de la Nouvelle-Calédonie

Résumé : L'objectif initial de cette recherche est de confronter les informations dérivées de l'analyse de sites et d'artefacts archéologiques dans une vallée du nord calédonien, la Koumac, et celles qui sont fournies actuellement par les groupes humains censés avoir occupé autrefois ces anciens espaces. Au-delà des indications qu'il apporte concernant la définition de l'identité des groupes, et la manière dont elle est liée à leur territorialité ancienne et actuelle, l'article montre, dans le contexte politique et social exacerbé de la Nouvelle-Calédonie, toute l'ampleur du décalage entre la reconstruction « scientifique » du passé, et l'utilisation, à des fins stratégiques et actuelles, des marqueurs territoriaux et identitaires des temps précoloniaux.

« **A** RCHÉOGÉOGRAPHIE » est un terme que nous avons forgé afin de désigner l'approche mise en œuvre pour reconstituer l'occupation passée d'une région située dans le nord calédonien. Ce terme nous a paru préférable à celui de « géo-archéologie », déjà accaparé par les Anglo-saxons qui désignent, par là, la micromorphologie des sols (Fedoroff *et al.*, 1987). Pour notre part, nous voulons indiquer le recours à certaines méthodes et problématiques qui se situent à la croisée de nos disciplines respectives, la géographie et l'archéologie, dans le but de mener une étude globale de l'espace dans sa dimension temporelle et symbolique. C'est dans ce cadre que, entre une archéologie des techniques (étude des traces de la vie matérielle) et une géographie culturelle, l'archéogéographie puise son originalité disciplinaire et sa spécificité conceptuelle. Elle se consacre à l'étude en trois dimensions de l'espace et des données anthropiques et naturelles qui lui sont associées, et s'oriente vers le raccord de la profondeur à la surface (invisible / visible) et, ainsi, vers le lien entre le passé et l'actuel. L'archéogéographie, en tant qu'« anthropologie spatiale » (Paul-Levy, Segaud, 1983) à part entière, veut mettre en parallèle des schémas de structuration spatiale actuelle avec ceux plus anciens, affleurant ou enfouis. Elle se propose de comprendre la genèse, l'organisation et l'évo-

lution des espaces passés, et la manière dont ils sont vécus et perçus par les populations actuelles¹.

L'objectif initial de notre recherche était ainsi de mener, à titre expérimental, une archéogéographie de la vallée de Koumac², en mobilisant à la fois les informations obtenues par l'archéologie et celles dérivées de l'anthropologie et de la géographie. Néanmoins cette confrontation n'a pas toujours abouti, comme nous le pensions, à une vision enrichie du passé, car le contexte même d'un tel travail et les informations fournies par les habitants actuels de la vallée se sont souvent avérés très fortement orientés par le contexte ethnique, social et politique particulier de la Nouvelle-Calédonie ; en cherchant à obtenir des informations sur les anciennes implantations et les anciens genres de vie, nous avons surtout obtenu des arguments visant à légitimer les positions sociales et les réclamations et implantations foncières actuelles. Ceci est particulièrement flagrant dans l'exemple qui est présenté ici, celui du clan³ des Aaru. C'est pourquoi le présent article est, avant tout, l'occasion d'œuvrer à la connaissance des enjeux que recouvrent aujourd'hui, sur le territoire, l'évocation et la reconstitution des anciennes occupations.

Notre étude montre qu'il existe toute une lecture actuelle des anciens espaces, faite par les habitants, qui aboutit à une « vision du passé » quelque peu différente de celle que les archéologues peuvent obtenir, ceci tant dans la description géographique des anciens espaces, qui ne concordent pas, que dans la nature des informations mobilisées dans des deux cas, qui relèvent de registres distincts. La juxtaposition de ces deux points de vue sur l'histoire des

1. Notre démarche s'inscrit entre autres dans l'esprit de l'analyse proxémique de E.T. Hall, développée dans son ouvrage *La dimension cachée* (1971) et dans certains de ses articles (1963). Elle rejoint aussi par quelques aspects celle qui se donne pour objet l'étude de la construction sociale des « paysages culturels », dont un exemple récent est fourni par Stoffle *et al.* (2000).
2. Cette opération s'inscrivait dans le cadre d'un programme de l'Orstom en géographie historique et culturelle, entamé en 1993 dans la commune de Koumac (à 370 km de Nouméa, en Province Nord), et où se déroulaient déjà, depuis quelque deux années, des fouilles archéologiques dirigées par Anne-Marie Sémah (1998). En se greffant sur ces fouilles dont l'objectif, formulé pour la première fois, était de connaître l'ancienneté et la succession des occupations dans l'intérieur de la Grande-Terre (et non plus seulement sur le littoral, où avaient été localisées toutes les précédentes fouilles), l'approche géographique venait traiter des mutations introduites dans la région par l'arrivée des Européens, aussi bien dans les paysages que dans les implantations et les activités humaines. L'addition des deux approches, archéologique et géographique, permettait de retracer en continu l'évolution d'une vallée de la Grande-Terre depuis l'arrivée de l'homme il y a 3 000 ans.
3. Le « clan », réunissant des individus se référant à un même « terre-lignage » d'origine, est la seule structure socio-administrative actuelle qui soit d'essence préeuropéenne. La collectivité de la « tribu », réunissant plusieurs clans, et l'espace de la « réserve » affecté à une ou plusieurs tribus, sont des créations coloniales des années 1867-1868 visant à l'encadrement des populations autochtones ; en 1898, l'administration coloniale désigne à la tête de chaque tribu un « petit chef », et l'un des chefs de ces tribus réunies dans la réserve (le « district ») devient, par nomination du Gouverneur, le « grand chef » du district. Cf., concernant toute cette organisation administrative coloniale, Pillon (1999).

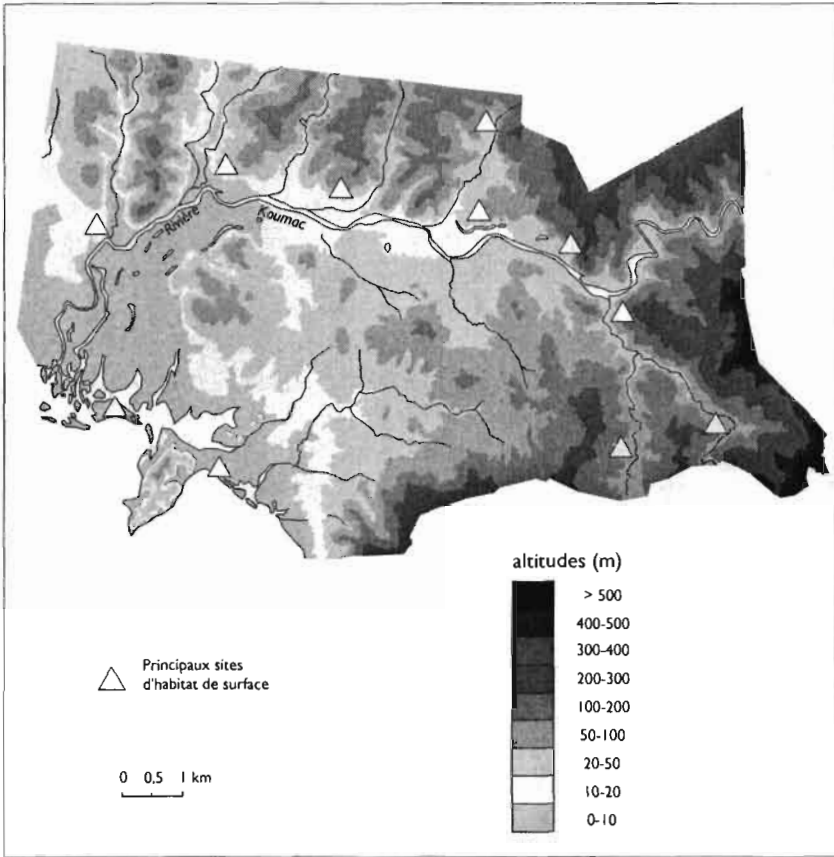
espaces, celui du scientifique et celui de l'habitant, nous a paru intéressante ; on verra notamment, à travers cette tentative d'archéogéographie « en terrain sensible », à quel point les motivations territoriales et politiques peuvent influencer sur les reconstitutions du passé.

Les vestiges du territoire des Aarú

L'une des opérations de notre programme de recherche a consisté à repérer les anciens sites d'habitat présents en surface dans la vallée de Koumac, afin de discerner l'organisation de l'espace qui prévalait au moment des premières installations européennes. L'ensemble des prospections effectuées dans la vallée ont ainsi permis de définir un certain nombre de règles qui régissaient l'implantation de ces anciens établissements dans la zone karstique, et que l'on peut brièvement récapituler (cf. Guillaud, Forestier, 1996). Le site de la plupart des hameaux combinait les différents éléments que représentent la proximité de la rivière et d'une source (permettant l'alimentation en eau des cultures de taro), la présence de pitons calcaires creusés de grottes et d'abris qui servaient de refuge en cas de cyclone ou de guerre, et qui étaient d'importants lieux de sépulture. L'habitat, à cause des crues amenant les rivières à déborder leur lit en quelques heures, était implanté en hauteur, le plus souvent sur un replat ou sur une faible pente, les constructions suivant généralement les courbes de niveau ou les ruptures de pente. La disponibilité en terres arables (zones alluviales ou sols bruns) est évidemment un facteur qui conditionnait les choix d'établissement. La situation des hameaux elle-même a permis de déterminer différents types de localisations, toutes articulées autour de l'élément essentiel que représente la rivière de Koumac et ses différents affluents. Ont ainsi été distingués des villages de confluence avec la Koumac, commandant eux-mêmes une vallée affluente où se situait un second établissement de fond de vallée ou de moyenne vallée (*figure 1*). L'examen des vestiges tend à montrer une certaine spécialisation horticole des aires, la portion en amont de la vallée, où les karsts offrent de nombreuses résurgences utiles à l'irrigation, s'étant plutôt prêtée à des aménagements de type tarodières en terrasses, tandis que ce sont plutôt les complexes de billons d'ignames que l'on rencontre en aval.

Cette première analyse a été enrichie par des sources ethnographiques, ethnohistoriques et par des témoignages fournis par la tradition orale. Il apparaît ainsi que les différents groupes humains étaient implantés sur des territoires « spécialisés » : l'un occupait l'amont d'un affluent, un autre, allié au précédent, la confluence avec la rivière principale ; d'autres groupes étaient sur la côte. Les ressources différentes des milieux semblent avoir été à la base d'échanges, économiques (*grosso modo*, produits de la mer contre ceux de l'intérieur) mais aussi magiques, entre ces divers groupes humains disposés

Figure 1 - Les principaux anciens sites d'habitat présents en surface dans la vallée de Koumac



suivant les arborescences du réseau hydrographique : certains conservent la mémoire du contrôle qu'ils opéraient sur des ressources « transversales » aux différentes zones, comme par exemple tel ou tel poisson dans les rivières, dont la pêche était conditionnée par un rituel opéré en des lieux précis pour le « faire venir » dans le cours d'eau en aval.

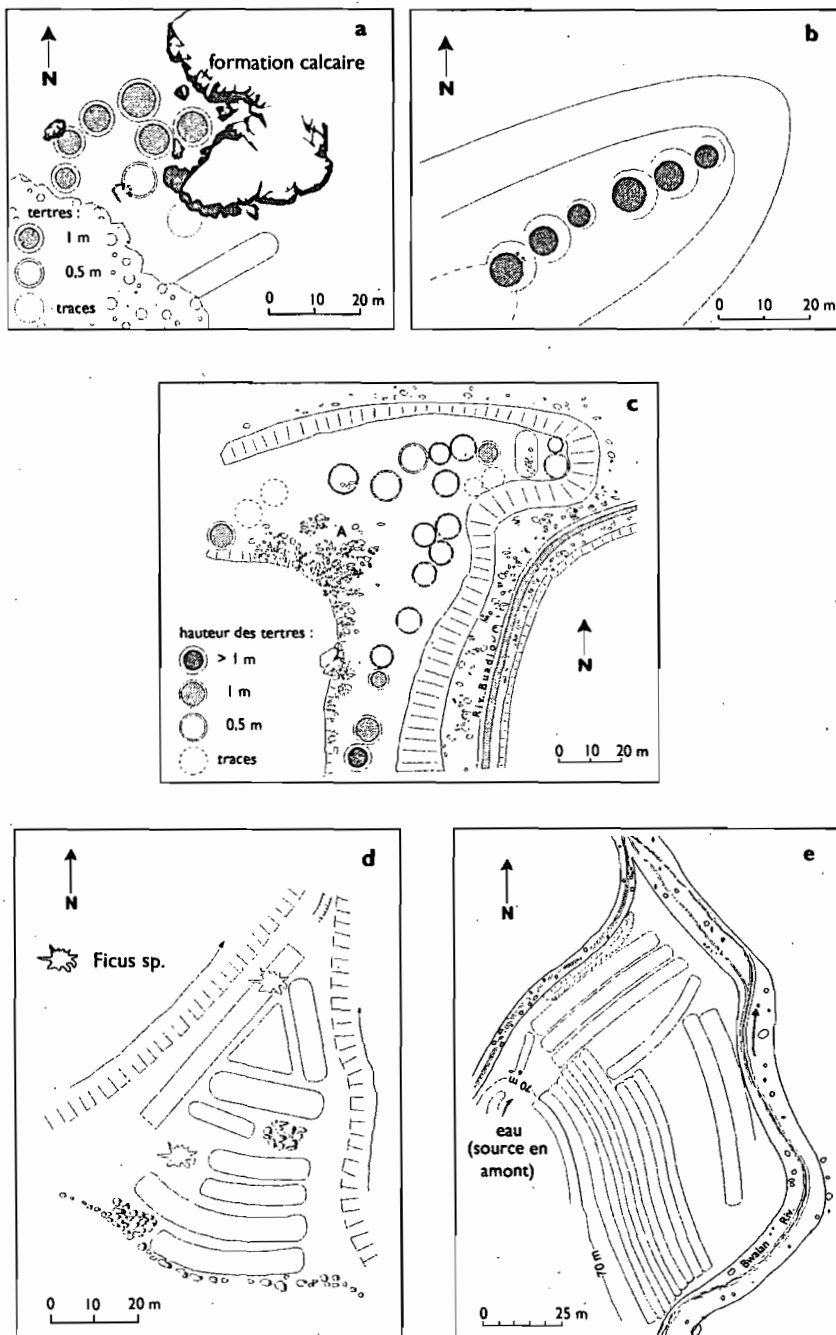
Afin de tenter de rapporter les traces d'occupation aux composantes de la population actuelle, nous avons été amenés à rencontrer des membres des différents clans kanak présents dans la vallée et à les interroger sur leurs anciens lieux d'établissement. C'est dans ce cadre que le contact a été noué avec le groupe des Aaru, dont il est question ici. Nous nous concentrerons désormais sur l'aire dont ils se revendiquent aujourd'hui, désignée comme leur ancien territoire ; ce territoire couvre une vaste portion d'espace, depuis la côte jusqu'au cœur de la zone karstique. Il recouvre ainsi *a priori* plusieurs des « territoires spécialisés » précédemment évoqués.

Une portion de ce vaste territoire, en particulier, nous a intéressés par la richesse de ses vestiges. Des parcours répétés ont permis d'y repérer trois sites d'habitat, bien distincts dans leur implantation et dans leur configuration. Seul l'un d'entre eux (Khian, *figure 2a*) est clairement documenté par la tradition orale. Il s'agit d'un site contemporain des installations européennes, comme l'indiquent les restes rencontrés sur les tertres (verre taillé, objets en métal...). Les autres sites ne peuvent pas être situés aussi précisément dans le temps, mais ne comportent pas d'objets ou de matériaux des temps européens. L'un d'entre eux a une implantation singulière, il est établi sur une crête en pente assez raide, très en hauteur par rapport au lit du cours d'eau, et présente un alignement de ronds de case suivant l'axe de la crête (*figure 2b*). Aucun artefact ne subsiste sur ce site, où l'érosion a entraîné quelques tessons de poterie inclassables. Dans le vallon qui jouxte le site sur son versant nord, et dans la petite plaine alluviale en contrebas vers l'est, on trouve un complexe de tarodières et de billons d'ignames alimentés par une source.

Le troisième site d'habitat est particulièrement intéressant (*figure 2c*; cf. aussi *figure 3*, infra, où le site est noté c.). Les vestiges des habitations sont alignés de part et d'autre le long des rebords d'un plateau en V surplombant la rivière de Buadio. L'espace laissé libre au centre de cet établissement par cette disposition (et noté A sur la figure) a peut-être connu une utilisation collective, comme semblent en témoigner, à cet endroit, des cercles de pierre ainsi que de nombreux vestiges de coquillages marins consommés. À proximité plus ou moins immédiate, on rencontre divers complexes horticoles : vers le nord, un petit plateau entièrement modelé en billons d'ignames (*figure 2d*), et un aménagement mixte de billons et de casiers à proximité du lit de la rivière (*figure 2e*) ; sur le massif situé au sud-est, un aménagement très complexe consistant en un vaste ensemble de tarodières en terrasses, alimenté par une source en hauteur, que surplombe une gigantesque grotte ayant apparemment servi d'abri et au-dessus de laquelle, encore, se trouve un ensemble de sépultures. À quelque distance de là, toujours au-dessus des tarodières, des ronds de cases sur un sommet ont pu servir d'observatoires ou de postes de guet. Concernant l'ancienneté de ce site, des éléments de datation relative (les restes rencontrés, et notamment la végétation qui recouvre le site ; cf. Guillaud et Forestier, 1996) permettent de penser qu'il est vraisemblablement pré-européen. Ce qui apparaît comme un « terroir » complexe fournit ainsi une sorte de modèle des espaces anciens⁴. Il s'agit peut-être du Bwéli de la tradition des Aaru, seul village mentionné dans le fond de la vallée.

4. La comparaison de ce site pré-européen avec celui de Khian, postérieur à l'arrivée des Français, amène à relever la taille différente des deux établissements : 19 à 23 constructions ici, contre 8 à Khian seulement. La dépopulation ou la scission des groupes peut expliquer cette différence, quoique, bien évidemment, cette piste doive être confirmée par un nombre supérieur d'observations.

Figure 2 - Les anciens sites d'habitat et de culture présents dans les vallées de l'intérieur



Pour tenter de faire un premier lien entre les vestiges archéologiques rencontrés sur le terrain et le savoir relevant de la tradition du groupe, nous avons demandé aux Aaru de nous guider dans une visite de ces vallées de l'intérieur, qu'ils disaient avoir autrefois occupées. Néanmoins cette visite n'a jamais été possible : tantôt les Aaru ne souhaitent pas se rendre dans ce qui était alors une propriété européenne⁵, tantôt ils disaient craindre l'effet des « tabous » (interdits) protégeant les anciens sites, et notamment les sépultures. En revanche, et à défaut de parcours du terrain en leur compagnie, les Aaru exhibèrent un document qu'ils détenaient, une carte au 50 000^e sur laquelle étaient portés les noms de lieux qu'ils connaissaient et sur lesquels ils disposaient d'une certaine information.

Or, nous avons constaté une discordance fréquente entre la localisation des toponymes sur la carte des Aaru et les vestiges correspondants sur le terrain, du moins ceux qu'on peut clairement identifier (*figure 3*) : là où devrait être l'ancien village de Bwéli, on ne trouve pas d'établissement mais des billons (*figure 2d*), en revanche, à quelques centaines de mètres de là, un ancien établissement (*figure 2c*) est bien présent ; de même, la plupart des toponymes apparaissent « décalés » par rapport à ce qui pourrait être leur traduction sur le terrain : cette distorsion peut être due à un manque d'habitude de la représentation cartographique, mais il est aussi loisible de penser que d'autres phénomènes jouent ou ont joué dans ces hiatus. Nous verrons plus loin à quel facteur imputer cette imprécision de la connaissance des lieux.

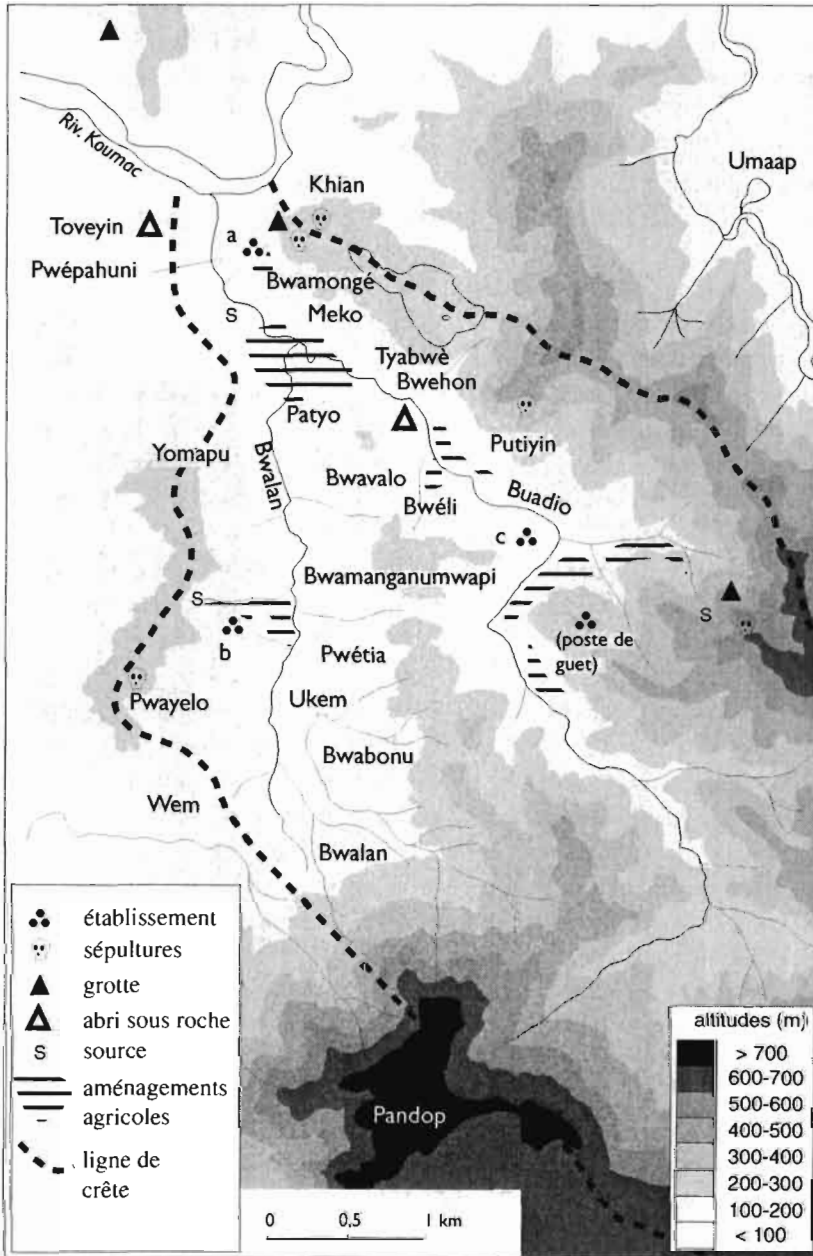
Pour les Aaru, la description plausible de leur ancien territoire, de son occupation et de son organisation, aurait été plus pertinente et plus précise s'ils occupaient encore le territoire en question et si leur « mémoire des lieux » avait pu s'y transmettre de façon continue. Et il semble, aujourd'hui, que le souci de décrire « objectivement » un territoire ancien n'ait pas grand sens par rapport à un discours, quant à lui très vivant, sur un territoire perdu et sur la nécessité de le reconquérir. L'évocation des anciennes occupations sert ainsi exclusivement comme un marqueur identitaire et comme un argumentaire pour un retour sur les terres « ancestrales ».

Tradition orale, arguments archéologiques et stratégie foncière

Dans toute la vallée de Koumac, un important travail d'entretiens, d'enquêtes et de prospections nous a permis d'obtenir un corpus d'informations sur le « passé » de la région et de ses populations. Toutefois, celles qui ont été livrées sont toutes entières asservies, comme nous l'avons montré par ailleurs

5. La famille européenne occupant les lieux ne s'opposait d'ailleurs pas formellement à une éventuelle visite des Aaru. Néanmoins les relations entre Européens et Kanak sont empreintes d'ambiguïté.

Figure 3 - Les vallées de l'intérieur : sites archéologiques et toponymes (les établissements a, b et c correspondent à ceux de la figure 1)



(Guillaud, Dussy, Forestier, 1998), aux visées stratégiques actuelles des informateurs. Le constat n'est certes pas neuf : « *nombre des récits que nous entendons aujourd'hui ont vraisemblablement pour référent non point une historisation primaire, quasi contemporaine de l'événement, mais une historisation secondaire produite largement après coup et en fonction d'intérêts éventuellement très étrangers aux circonstances de l'événement narré* » (Bazin, 1979 : 452). Ce point est particulièrement important en Nouvelle-Calédonie, étant donnée la prégnance des intérêts actuels liés au foncier et au politique. Cela amène à fournir préalablement quelques repères qui permettent de comprendre la situation de la Nouvelle-Calédonie.

En toile de fond, la question brûlante de la terre

Les bouleversements provoqués par l'arrivée des Européens dans l'archipel⁶, et notamment la dépopulation et la spoliation foncière, sont connus par des ouvrages de référence, parmi lesquels Saussol (1979), Doumenge (1982) et Dauphiné (1989). Même si aucune région n'est parfaitement représentative de l'évolution d'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, la vallée de Koumac peut servir à mesurer et à illustrer ces transformations. La dépopulation y est considérable. Du Bouzet mentionne 1 000 personnes en 1855 à Koumac, et, même si l'on ne sait pas sur quelles bases il appuie cette estimation, les sources démographiques postérieures font état d'effectifs beaucoup plus faibles : 172 personnes en 1899 (Dauphiné 1989), 134 en 1906-1910 (Recensement...), 141 en 1918 (CAOM, 1918, c. 742). Cette dépopulation, qui s'interrompt dans les années vingt mais affecte entre-temps toute la Grande-Terre, est provoquée par différents facteurs sanitaires, mais aussi par une spoliation foncière traumatisante. La décision d'ériger la Nouvelle-Calédonie en colonie de peuplement européen imposait en effet que des terres agricoles fussent mises à la disposition des nouveaux colons. Les aires les plus aptes au développement d'une agriculture européenne étant aux mains des autochtones, cela motiva une vaste entreprise d'expropriation de ces derniers dont le paroxysme fut le grand « cantonnement » du gouverneur Feillet au tournant du XX^e siècle : au terme de cette opération, la quasi-totalité des Kanak de la Grande-Terre se trouvèrent rassemblés dans des réserves, généralement constituées de terres médiocres. Parallèlement, la colonisation européenne étendait ses activités d'agriculture, et surtout d'élevage, sur les terres retirées aux autochtones. Cette opération eut comme conséquence une mutation considérable de la société et des pratiques agricoles des Mélanésiens, l'une et les autres étant intrinsèquement liées : la dépopulation, la dispersion des clans, la réinstallation autoritaire

6. Découverte par Cook en 1774, la Nouvelle-Calédonie est officiellement rattachée à la France en 1853.

dans les réserves provoquèrent une déstructuration sociale importante, alors même que les « travaux gigantesques » de l'horticulture traditionnelle, utilisant et garantissant à la fois la cohésion des groupes humains, furent peu à peu abandonnés. L'espace confiné et la qualité souvent insuffisante des terres des réserves interdisaient de toutes façons la perpétuation des grands travaux de terrassage, de canalisation et de billonnage nécessaires à la culture du taro et de l'igname. Pour finir, l'obligation faite aux Mélanésiens dans les années trente de pratiquer une culture de rente telle que le café, et le développement de l'élevage bovin dans les réserves, figèrent le foncier et firent une part de plus en plus réduite aux parcelles consacrées aux cultures traditionnelles (Guillaud, Specq, 1999).

La population mélanésienne, longtemps repliée sur le monde des réserves, y a toutefois puisé son renouveau démographique et ses nouveaux repères : aujourd'hui, « *le désir est incontestablement au maintien, dans l'ensemble calédonien, de cet "espace de liberté" où le contrôle de la coutume permet à la communauté d'exercer sa souveraineté dans une dynamique qui lui est propre* » (Mapou, 1999 : 147). Le principe de spécialité législative s'appliquant aux réserves autochtones a permis la perpétuation de certaines règles du droit coutumier, aboutissant à créer une société originale, mêlant éléments « coutumiers » et « modernes » dans une référence omniprésente à une tradition en partie reconstituée. En Nouvelle-Calédonie comme dans la plupart des régions d'Océanie, on voit apparaître de plus en plus souvent ces « traditions inventées » (Babadzan, 1999a) se référant à l'ordre social et politique précédant le Contact avec les Européens. Lawson (1996) avance que de telles traditions sont produites par les nouvelles élites autochtones des États fraîchement indépendants ou en voie d'indépendance de la région, pour légitimer leur place dans la société qui se recompose. Si, à l'échelle des États, les nouveaux groupes d'acteurs sont fortement en quête de repères identitaires puisés dans l'histoire, en Nouvelle-Calédonie, la production de traditions semble bien toucher toutes les catégories d'acteurs, et pas uniquement les élites urbaines : la quête « nationaliste » (Babadzan, 1999b) du passé recoupe en effet une aspiration cruciale, qui est la réparation des spoliations foncières.

Les enjeux de cette réparation touchent à l'identité même des groupes. En effet, dans la société préeuropéenne, les repères de l'identité sont figurés dans l'espace : comme l'ont montré Bensa et Rivierre (1982), les scissions et les itinéraires successifs des clans définissent l'ordre des préséances (branches aînées/cadettes) et la place de chacun dans l'espace (clans autochtones/accueillis). L'identité des groupes se décline de façon géographique, par référence aux lieux et aux statuts associés à ces lieux : J.-M. Tjibaou (1978) résumait la situation en écrivant qu'« *un clan qui perd son territoire, c'est un*

clan qui perd sa personnalité ». Il n'était pas étonnant, pour une population puisant ses repères sociaux et ontologiques dans la terre, que le traumatisme de la dépossession foncière finit par cristalliser toutes les tensions. Les partis politiques kanak, dans les années soixante-dix, se structurèrent autour de l'exigence des réparations foncières. Dans un but de conciliation, l'État décida en 1978 de lancer une réforme foncière, la première du territoire (David, Guillaud, Pillon 1999). Celle-ci, en reconnaissant la prééminence des droits fonciers mélanésiens et en ouvrant la perspective d'un retour sur les terres d'origine, marque un tournant important dans l'histoire de la Nouvelle-Calédonie.

Néanmoins, la rétrocession aux Kanak de terres de propriétés européennes imposait que fussent réunies trois conditions : 1. La démonstration par les demandeurs de leur occupation passée de la zone revendiquée : cette condition enclenche un processus où sont recherchées les preuves (orales, d'archives, etc.) des droits fonciers préeuropéens, et qui doit aboutir à la reconnaissance de cette légitimité par les instances chargées de la rétrocession ; 2. L'opportunité de réaliser cette restitution, par exemple, lors d'une succession, d'une déshérence, d'une vente ou d'un accord : à l'occasion, certains propriétaires européens ont pu se voir incités à céder leur terrain par des occupations symboliques de celui-ci ; 3. L'existence d'un projet de mise en valeur intéressant la zone rétrocédée : cette dernière condition, en particulier, semble avoir été mal reçue par les Kanak, qui s'insurgeaient de ce que la légitime réparation d'un préjudice fût assujettie à une telle exigence (cf. Dalloz 1999 ; Mapou 1999), même si cette clause est conforme à l'esprit de toute réforme foncière d'inspiration occidentale.

Sur l'ensemble de la Grande-Terre, des réunions avec les responsables coutumiers devaient permettre d'identifier les terres susceptibles d'être concernées par les réclamations foncières. À Koumac, une concertation de ce type réunit en 1978 tous les chefs de clans de la réserve, et leurs revendications additionnées couvraient l'intégralité des terres autour du village, soit près de 20 000 ha sur les 55 000 de la commune⁷. Mais le rythme des rétrocessions fut loin de correspondre à celui des réclamations, et en 1993, soit quinze ans après le lancement de la réforme, neuf attributions⁸, pour un total de 1 520 ha, ont intéressé cinq clans seulement parmi la vingtaine que compte la chefferie de Koumac ; dans le même temps, 400 ha étaient attribués dans

7. Le reste du territoire communal relève, pour son occupation ancienne, de clans qui résident dans les communes voisines (Poum, Bondé, Gomen, etc.).

8. Toutes modalités d'attribution confondues ; les terres sont en effet rétrocédées à des clans ou à des sociétés et groupements mélanésiens.

**Provenance des terres redistribuées à Koumac
dans le cadre de la réforme foncière (entre 1978 et 1995)**

Hectares	Domaine public	Domaine privé	Total
Surface attribuée aux Mélanésiens de Koumac	968,4	552,0	1 520,0
Surface attribuée aux non-Mélanésiens de Koumac	0	400,2	400,2
Total rét rocédé	968,4	952,2	1 920,6

Sources : ADRAF, 1995 a et b

le cadre de la réforme à des non-Mélanésiens⁹. La provenance de ces terres est indiquée dans le tableau ci-dessus.

Cette situation foncière et le processus qu'elle a enclenché permettent de comprendre la position délicate qu'occupe l'archéologie en Nouvelle-Calédonie. Non pas que celle-ci fournisse les seules preuves irréfutables de droits fonciers précoloniaux : en règle générale, la formulation de la revendication elle-même, et éventuellement le recours à la tradition orale, suffisent à légitimer une réclamation. Cependant, l'archéologie est prise entre deux feux, celui des Kanak, attentifs aux preuves des occupations passées, et celui des Européens, dont les propriétés abritent nombre de sites d'occupation pré-Contact, et qui voient souvent d'un œil quelque peu suspicieux la mise au jour des vestiges. Le contexte de la réforme foncière fournit ainsi la clé pour comprendre une grande partie des enjeux qui se profilent dans toute tentative de reconstitution du passé.

Le groupe des Aaru et leurs discours sur le passé

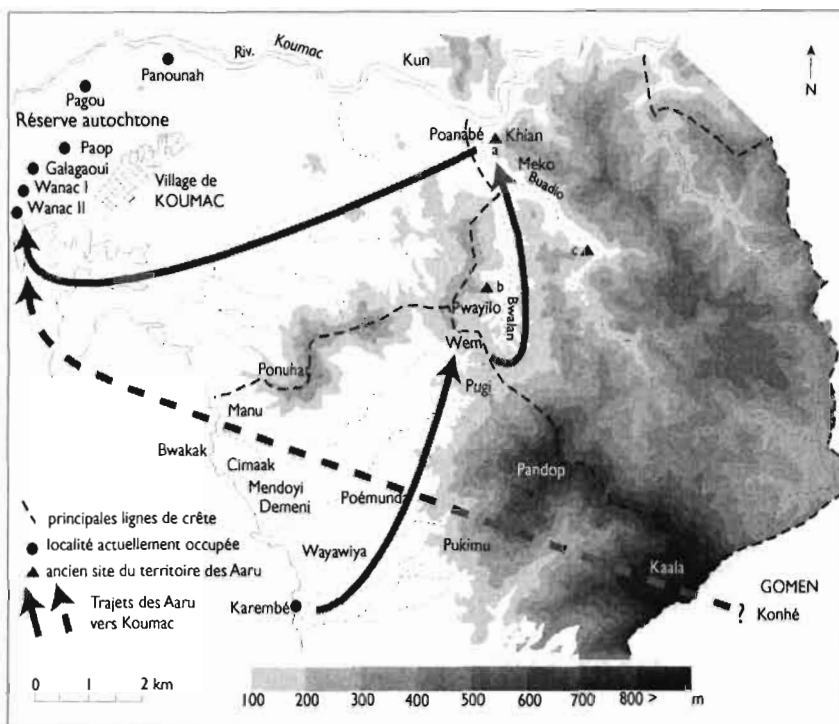
Des 1 520 ha redistribués aux Kanak de Koumac, 770 sont allés à un seul et même clan, celui des Aaru (321 ha en 1981, 449 ha en 1990). Cette « efficacité » exceptionnelle désignait ce groupe à l'investigation : naïvement, on pouvait supposer qu'il détenait des informations particulièrement convaincantes sur ses occupations anciennes¹⁰ ; concrètement, il fournissait l'exemple d'un parcours abouti dans la logique de la réforme foncière.

9. Pour mémoire, la population de la commune de Koumac s'élevait en 1996 à environ 2 600 habitants, dont approximativement 550 Mélanésiens en tribus et 1 700 personnes relevant d'ethnies diverses (majoritairement des Européens) dans le village. Le reste de la population vit en habitat rural dispersé (source : recensement de 1996 de l'ITSEE et enquêtes personnelles)

10. En fait, il semble que le succès des rétrocessions foncières soit à imputer autant à des circonstances favorables à la transaction, à la force de conviction ou à la légitimité des preuves accumulées, qu'à l'expérience d'acteurs rodés aux procédures administratives.

En 1978, au moment de la réforme foncière, les Aaru, alors installés dans la tribu de Wanac à Koumac, indiquèrent qu'avant l'arrivée des Européens, leur ancien territoire correspondait à une vaste zone couvrant 9 380 ha, s'étendant *grosso modo* de Karembé à la rivière Buadio, englobant au passage la vallée Bwalan et le piton de Pandop (figure 4). Mais de cette zone, ils ne revendiquaient alors qu'une partie, un lot de 318 ha « au centre de la région de Karembé ». En août 1981, leur revendication aboutit et ils se virent attribuer, en propriété clanique, trois lots de 321 ha au total, situés sur la côte. Telle est l'origine de leur implantation actuelle à Karembé, lieu-dit proche du littoral et situé à quelques kilomètres au sud de Koumac.

Figure 4 - Le littoral sud de Koumac et les vallées de l'intérieur : quelques repères pour le territoire des Aaru



Interrogés aujourd'hui sur leur territoire, sur les différents lieux qui le composaient et sur l'itinéraire qui les a conduits jusqu'à la réserve de Koumac, les Aaru ont livré, au cours de trois entretiens séparés dans le temps, une série d'informations qui divergent parfois. L'analyse de ces entretiens a permis de distinguer deux grands types d'informations :

- des itinéraires à connotation « historique », qui sont déclenchés par un événement particulier : l'arrivée d'un Européen qui provoque le départ ;
- des récits qui comportent des éléments mythiques.

Les pérégrinations des Aaru, conséquences de l'arrivée des Européens ?

Les informations livrées par les Aaru et évoquant l'intervention des Européens relèvent apparemment de la phase la plus récente de l'histoire du groupe. Elles sont fournies pour expliquer leur départ forcé du lieu où ils se trouvent alors, Karembé. Les récits se présentent de la façon suivante : « *les Aaru sont partis de là à cause du bétail de Monsieur Brun [...] Les Blancs ont débarqué du bétail à la pointe de Karembé. C'était en 1913, les gens sont venus. J'ai trouvé un arrêté, je ne sais pas, c'est l'arrêté 147 n° 2, p. 192 du Journal officiel* [l'informateur s'appuie sur des notes]. *Alors les Aaru ont dû partir parce qu'ils ne pouvaient pas passer sur le terrain du bétail.* »

Les informations issues des archives permettent d'éclairer cette description, qui télescope deux évènements distincts :

- la venue d'un colon, Gratien Brun, qui acquiert d'abord une mine de cuivre dans la région (Kagandou : 100 ha ; acquisition entérinée par arrêté du 13 septembre 1873) avant d'acheter des terres à bétail en 1881, vraisemblablement celles des Aaru (558 ha attribués le 11 mai 1880) (CAOM, carton 16 AP). Brun a commencé ses activités d'élevage avec un cheptel de la mission et en 1888, possède « *d'immenses troupeaux* » (Gradon, 1888, s. p.).
- L'arrêté 225 du 12 septembre 1882 constituait la réserve de Koumac en trois fractions, Koumac même, Karembé (ou Katimbé), et Néhoué, couvrant un total de 1 078 ha. Les Aaru furent regroupés à Karembé. L'arrêté 147 n° 2 p. 192, que mentionne l'informateur, est quant à lui daté du 26 janvier 1900 (et non de 1913). Il supprime la zone de Karembé (62 ha) de la réserve autochtone de Koumac.

On ne s'attardera qu'ici, au passage, sur l'analyse du récit. Ce dernier est une ingénieuse construction qui amalgame plusieurs éléments distincts mais dans laquelle, au bout du compte, aucun élément essentiel ne manque. Il évoque, en un raccourci :

1. la constitution de la réserve de Karembé en 1882 ;
2. l'arrivée des Européens et de leur bétail¹¹ à la même période ;
3. la désaffectation de la réserve de Karembé en 1900 et le départ forcé de ses habitants. Cette désaffectation a pu être motivée par la volonté du gouvernement colonial de développer la colonisation agricole européenne dans la région de Karembé : dès 1897, une série de prospections venait y évaluer

11. Tous les informateurs kanak de la Grande-Terre assimilent l'arrivée du bétail à une calamité, dont les Européens étaient d'ailleurs bien conscients : « *presque toutes les tribus de la côte ouest se plaignent des dégâts que leur cause l'envahissement du bétail [...] les indigènes qui souffrent de cet état de choses sont très mécontents et très surexcités* » (CAOM, rapport du 20 août 1889, carton 27 SG).

l'étendue des terres « encore libres » et leur utilisation possible (carton 737 AP, CAOM). Mais la délimitation de la surface des réserves sur la base de 3 ha par personne ne laisse pas entrevoir pour Karembé, totalisant 62 ha, une population supérieure à une vingtaine de personnes dans les deux dernières décennies du XX^e siècle. Il est possible que la désaffectation de la réserve ait en fait été décidée à la suite d'une diminution brutale de ses effectifs (épidémie ou départ).

La suite de l'itinéraire des Aaru, décrite dans plusieurs entretiens, diverge parfois d'une version à l'autre et comporte tantôt des étapes intermédiaires, tantôt des itinéraires un peu différents. Tous dénotent cependant une certaine constance dans les descriptions : le groupe installé sur la côte, à Karembé, contraint au départ, s'enfonce dans les terres, passe dans la vallée adjacente (Bwalan) et remonte celle-ci jusqu'à arriver à Khian (*figure 4*).

Dans toutes ces versions, une incertitude est présente et elle questionne l'identité même des actuels Aaru. Ces derniers se présentent aujourd'hui comme les descendants d'un groupe qui aurait occupé une vaste zone allant de Karembé à Khian et qui n'aurait fait, dans sa migration forcée, que se replier sur une partie de son territoire. Les autres clans de Koumac dénigrent cette version, car pour eux, il y aurait « deux sortes de Aaru » ; le clan actuel, originaire de la côte, serait à distinguer des Poanabé, gens qui occupaient les vallées de l'intérieur ; pour d'autres informateurs encore, les actuels Aaru ne seraient pas même originaires de la région, mais ils proviendraient de la zone voisine de Gomen, ou de plus loin encore. Les informateurs du clan eux-mêmes cultivent l'ambiguïté au sujet de leur origine et de leur distribution d'autrefois.

Cependant, quelques indices tendent à confirmer que deux groupes distincts étaient bien présents. Dans une version de l'itinéraire, l'un de ces groupes d'« Aaru », symbolisé par un personnage nommé Poanabé, est bien installé à Khian, alors qu'un autre groupe, personnifié par un certain Konhé, est quant à lui établi du côté de Gomen, plus au sud. Le groupe de Poanabé dut, au moment du cantonnement, quitter Khian pour s'installer dans la réserve de Koumac. Un responsable de cette même réserve décida alors d'« aller chercher » les autres Aaru de Konhé à Gomen et de les ramener à Koumac. « *C'est ainsi que deux vieux, deux familles, sont arrivés à Koumac : Poanabé, grand chef des Aaru, et Konbé* ».

On peut s'interroger sur ce qui a pu motiver qu'on allât chercher à Gomen, à des kilomètres de Koumac, un autre groupe en renfort des Poanabé. La réponse peut être assez simple. Comme le suggère l'informateur lui-même, la faiblesse numérique des Poanabé a pu justifier qu'on fit venir leurs alliés de

Gomén : « *ils étaient peu nombreux, parce que tous les Aaru étaient morts à Patyo*¹² ». Il est permis de penser, comme la fin de la phrase le suggère, que le clan s'était alors éteint ou était sur le point de s'éteindre ; encore aujourd'hui, la pratique habituelle dans cette situation consiste à adopter un individu dans un clan allié, et à lui faire assumer en toute légitimité l'identité, les fonctions et les droits du clan adopteur. C'est ainsi que les actuels Aaru (Konhé ?) pourraient se considérer comme les ayant droits des Poanabé.

Quelques repères chronologiques : le départ de Karembé survient au plus tard en 1900, et, dans le principe, en 1903, la totalité des autochtones de la Nouvelle-Calédonie étaient placés dans des réserves et leur circulation en dehors de celles-ci était étroitement réglementée, asservie aux nécessités des corvées ou du recrutement pour les besoins de la colonie. Il n'est cependant pas nécessaire d'imaginer que tout l'épisode qui mène de Karembé à Koumac se déroule en l'espace de trois ans. D'une part, il est possible que Karembé ait été délaissé avant même la désaffectation de la réserve, du fait de la proximité gênante du bétail et de la qualité médiocre des terres qu'on y trouve. D'autre part, un épisode relaté par le père Fouace (OMPA 212, lettre du 29 novembre 1915) montre que certains groupes mélanésiens ont pu subsister, durant quelques années, en dehors du système des réserves. La peste chassa en effet en 1903 certains clans de la réserve, et ceux-ci retournèrent s'établir, avec l'aval des colons européens qui avaient repris leur terres, à l'emplacement de leur ancien établissement, ce jusqu'en 1915.

Voici à peu près ce que l'on peut déduire de l'histoire du groupe, dans laquelle subsistent de nombreuses zones d'ombre dont une partie peut être levée à la confrontation avec un type d'informations d'une nature quelque peu différente, les récits à consonance mythique.

*Arrivée d'un chef, scission d'un clan, extinction d'un groupe :
les récits mythiques comme repères de l'identité*

Une série de récits recueillis auprès des Aaru n'évoquent ou n'expliquent pas directement un itinéraire, mais semblent être avant tout des repères pour l'identité de leur groupe. Ces récits nous ont été faits très spontanément, et, contrairement aux précédents, sur lesquels il a fallu à maintes reprises revenir pour obtenir des explications, ils ont été livrés d'une traite, et sans qu'une concertation ait été nécessaire au sein du groupe des informateurs. Pour autant, on verra que ces récits ne sont pas exempts de quelques aménagements qui servent les stratégies actuelles du clan.

12. Cet épisode est évoqué plus loin.

Un premier récit évoque la manière dont la chefferie fut attribuée aux Aaru.

« Il y avait un chef, un "vrai" chef, avant celui des Aaru. Ce premier chef, c'était Téin Cabali. Il allait à la pêche et portait son filet sur un bâton, nommé *aaru*. Quand il avait fini de pêcher, il rangeait son filet dans un trou entre les racines d'un arbre, pour le cacher et ne pas avoir à le ramener avec tout le poisson à la maison. Il utilisait le bâton *aaru* pour enfoncer le filet entre les racines. Un jour qu'il rangeait ainsi son filet, il a touché avec le bâton un petit enfant qui était dans le trou entre les racines. Le bébé s'est mis à pleurer. Et la femme du Téin a dit : "eh! Amène-le". Et ils ont adopté l'enfant en lui donnant comme nom celui du bâton. Après, tous les sujets de Téin Cabali ont dit qu'ils allaient prendre l'enfant comme chef. C'est comme ça qu'Aaru est devenu chef. »

Interrogés sur les différents endroits où se situe le récit, les informateurs apportent volontiers quelques précisions : la pêche a lieu sur la côte, mais Téin Cabali lui-même n'est pas installé au bord de la mer, il réside à Wem (figure 4) : « *c'est un lieu de chefferie où vivait le couple de pêcheurs, ils allaient à pied à la mer pour pêcher* ». À une autre question, il est répondu : « *il ne reste plus personne des Téin Cabali. Ils ont été remplacés par les Aaru* ».

Jean Guiart, de passage dans les années soixante dans la région, avait déjà recueilli de ce mythe une version : « *le maître du terrain est Tea Cabali, issu d'un tertre Wem dans le fond de la vallée de Karembé, près du lieu-dit Bwalat. Aujourd'hui éteints, on dit qu'un jour, pêchant des crevettes et des poissons d'eau douce au filet pwigola, et tirant le tu, pièce de bois qui retient le filet, ils touchèrent un enfant qui se mit à pleurer. On le recueillit en lui donnant le nom du bois, Atu (Aru) et il reçut la chefferie et le titre de Tea Aru.* » (1987 : 63-64)

L'événement rapporté est identique et ses conséquences aussi, néanmoins on peut noter qu'aujourd'hui, l'action ne se situe plus au bord d'une rivière, comme dans le récit relevé par Guiart, mais sur le littoral : la transposition géographique sert ici, de toute évidence, comme un argument récent pour cautionner la stratégie foncière née après la réforme, et désormais orientée vers la récupération de terres sur la côte.

Au-delà de ce détail, le récit décrit un phénomène courant dans une bonne partie des chefferies de la Grande-Terre, et qui est l'investiture d'un étranger comme chef. Si Guiart évoque la translation du pouvoir d'un clan, devenant terrien, à un autre, acquérant la chefferie, ce n'est pas forcément que l'information lui a été livrée telle quelle, mais c'est tout simplement qu'elle est une règle de base : « *Selon un procédé si fréquent qu'il prend l'allure d'une véritable règle, les fondateurs du groupe local invitent le dernier arrivant, sous certaines conditions [...], à occuper la position de chef, [...] le chef précédent venant ainsi grossir le groupe des plus anciens arrivants et occuper avec eux la position de sujet. [...] Ainsi se construit une échelle*

hiérarchique occupée à une extrémité par les premiers arrivants, à une autre par les derniers, les uns définis comme "fondateurs" et comme "sujets", les autres comme "étrangers" et comme "chefs" » (Bensa et Rivierre, 1982 : 90-91).

À ce premier récit évoquant l'attribution de la chefferie aux Aaru étrangers, un deuxième fait écho en rappelant lui aussi un thème privilégié dans l'organisation sociale kanak. L'action met en scène deux personnages principaux, Téin et Mwéahu, termes qui renvoient moins à des noms qu'à des positions de parenté, respectivement premier et second fils dans un clan de chefs. Dans l'ultime phase du récit, intervient à nouveau l'intronisation d'un étranger comme chef, à Koumac cette fois (cf. pour les toponymes la *figure 3 supra*).

« C'était à Bwamanganumwapi. Les gens ont fait griller les ignames pour le second chef au lieu du premier. C'était grave. Alors Mweahu a dû partir. Arrivé à Yomapu, il a mangé les provisions qu'il avait emportées et jeté là l'emballage de son paquet de taro. C'était un panier en lianes tressées. Les lianes du panier ont poussé, poussé, et elles ont tout envahi à cet endroit. Yomapu, c'est l'endroit où la chefferie s'est divisée en deux. Après, Mweahu est arrivé à Koumac. Il a pris une femme des Téin Pwavi et son fils est devenu chef de Koumac. »

On rencontre ici la scission d'un clan consécutive à une confrontation entre aîné et cadet, symbolisée par le don des prémices d'ignames¹³, illégitimement offertes au second chef : la rupture du clan survient alors, traduite par le départ du cadet. Les deux ensembles Bwamanganumwapi / Koumac sont ainsi situés l'un par rapport à l'autre dans un ordre de préséance qui subordonne le second au premier ; mais c'est là un phénomène classique du discours politique kanak, chaque groupe d'interlocuteurs tendant à afficher sa prépondérance politique et coutumière sur les autres, et réciproquement. Le panier de lianes semble avoir une valeur symbolique. L'envahissement du mont Yomapu par les lianes est clairement associé à la mise en place d'une frontière entre cadet et aîné, entre Koumac et un autre ensemble, qui n'est pas clairement désigné. Mais les lianes interviennent aussi dans un autre épisode évoqué par les Aaru, concernant non pas leur propre groupe, mais l'ensemble politique voisin de Koumac, et qui peut apporter quelques éclaircissements :

« De même que Téin Cabali a trouvé Aaru, les gens de Koumac ont trouvé un enfant à la rivière. Ils l'ont trouvé enveloppé dans les feuilles de la liane *ding*. Avant, il n'y avait pas d'étoffes, on employait des lianes. Cet enfant, c'était Téin Nanding. C'est le nom qu'on lui a donné d'après la liane, et il est devenu le chef de Koumac. C'était il y a longtemps. Cet enfant est arrivé bien avant Buaxat [le nom de clan du chef actuel de Koumac]. Buaxat, il vient d'arriver hier ! »

13. Les dons codifiés des prémices d'ignames, en remontant la hiérarchie des clans et des tribus, servent, lors de la saison nouvelle, à réaffirmer l'ordre social et foncier des lignages associés dans la chefferie.

Dans ce récit comme dans le précédent, la liane est associée à un état intermédiaire qui permet l'acquisition d'un nouveau statut, celui de chef en l'occurrence. Au passage, l'ambivalence de cet élément est à souligner : la liane renvoie en effet au monde incontrôlé de la nature, tout autant qu'elle sert à « fabriquer les liens », notamment entre les humains : l'ambiguïté des relations très codifiées entre groupes voisins paraît toute entière contenue dans un tel symbole.

Un dernier et bref récit donné par les Aaru fournit quelques clés supplémentaires pour cerner l'identité de leur groupe. Il a été recueilli alors que l'informateur était interrogé à propos d'un lieu dénommé Patyo (*figure 3*).

« C'est l'endroit où le rocher a sauté du sommet de la montagne. Il y avait un village en bas, là où c'est plat, à l'abri de l'eau. Les gens faisaient un grand pilou (fête) à ce moment-là. Le rocher est tombé sur eux et ils sont tous morts. Patyo, c'est le nom de la montagne. Ces gens, c'étaient les Aaru ».

Ce récit fournit un élément important en décrivant clairement l'extinction du groupe des vallées de l'intérieur.

Discours, identité et territoire

L'héritage des Aaru apparaît ainsi complexe, voire compliqué... Guiart, en son temps, établissait que ces étrangers faits chefs avaient repris la tradition des « maîtres du sol » Téin Cabali de Wem, ce qu'ils confirment toujours. Mais aujourd'hui, ils semblent reprendre aussi à leur compte la tradition d'un autre groupe - ou de plusieurs - installés plus à l'intérieur des terres encore. Cela explique qu'ils se prévalent d'un savoir dont la précision est variable : si certains lieux sont connus et précisément localisés, et si certains itinéraires sont clairement définis, en revanche, sur de vastes portions des vallées intérieures, peu de choses, ou rien n'est dit. C'est le cas notamment pour la partie amont de la vallée Buadio (*figure 3*), où le savoir concernant les lieux est particulièrement ténu. Toutes ces informations semblent traduire l'existence de savoirs géographiques d'inégale importance qui se superposent, celui de plusieurs groupes éteints, et celui d'un groupe actuel non terrien, parce qu'étranger et chef, qui se fait l'héritier de leur tradition. Cela peut suffire à expliquer les quelques distorsions qui affectent leur connaissance des anciens lieux.

Les stratégies des Aaru et les discours qui en sont les vecteurs laissent ainsi entrevoir une identité faite d'héritages plus ou moins directs. Cette identité hétérogène renvoie le groupe à des incohérences (concernant notamment les itinéraires, les lieux où était installée la chefferie, etc.) d'autant plus difficiles à surmonter qu'il ne peut hiérarchiser les différentes traditions dont il est

détenteur ; le faire serait en effet invalider ou affaiblir les droits territoriaux attachés aux statuts des différents groupes dont il se réclame. Il ne nous appartient pas pour autant de nous prononcer, comme n'hésitent pourtant pas à le faire divers protagonistes actuels du foncier, sur la légitimité de cette ambition des Aaru à être les dépositaires des droits de groupes éteints. Le mécanisme qui autorise la transition Téin Cabali - Aaru est l'adoption, et il est probable, comme on l'a vu, que celle-ci a également joué dans la transition Poanabé - Aaru. Ceci consacre l'adoption comme un mécanisme social majeur de la société kanak, notamment en situation de crise¹⁴. Que la validité des situations qu'elle a permis de créer soit aujourd'hui questionnée relève d'un débat qui ne concerne que la société kanak.

Comme avec les récits de migration des temps européens, on est confronté, avec les thèmes mythiques et identitaires, à un répertoire de savoirs associant clans et lieux, et qui intéresse tout particulièrement la géographie culturelle. Un mythe tel que celui de la découverte de l'enfant grâce au bâton *aaru* a pour fonction de situer le clan par rapport au clan Téin Cabali et par rapport à un lieu, en l'occurrence Wem, siège de la chefferie. De la même façon, les Aaru, lorsqu'ils évoquent des lieux qui ponctuaient leur ancien territoire, *Bwavalo*, *Bwéli*, *Tyabwè*, *Bwamongé*..., ne cherchent pas à les situer dans une chronologie d'occupation, mais à les associer à une information qui leur donne leur substance et leur caractère. *Bwavalo* est ainsi *bwambalo ma bwaburi*, qui désigne la cascade dont l'eau, en chutant, indiquait autrefois aux danseurs le rythme sur lequel ils devaient se produire ; *Bwamongé* est la « maison des cyclones », *Tyabwè*, le lieu de résidence des chefs et *Meko*, celui des sujets ; etc. Le savoir anime le lieu et l'inscrit dans une scène anthropique en le reliant aux différents moments, ordinaires ou non, de l'existence du groupe.

Ainsi, le savoir sur le lieu est une appropriation primordiale de celui-ci, et c'est aussi pourquoi, en Nouvelle-Calédonie, ce type d'information est particulièrement difficile à obtenir¹⁵. La divulgation du savoir présente en effet le danger d'une dépossession. Dans ce registre bien particulier où se combinent savoir, pouvoir et appropriation, livrer une information revient à lui ôter une partie de la force que lui confère sa confidentialité ; la mettre entre toutes les mains

14. Il ne s'agit pas pour autant d'un stéréotype commode, invoqué par les informateurs pour expliquer *a posteriori* les transitions sociales et politiques. À Koumac par exemple, l'importance actuelle des adoptions (traditionnelles, et reconnues par le régime de droit particulier en vigueur dans les réserves autochtones) est considérable. Il est à signaler que cette pratique sociale est par ailleurs fort mal connue et peu étudiée.

15. Surtout, dans le contexte de confrontation ethnique et politique qui caractérise le territoire, lorsque ce type d'enquête est mené par des Européens métropolitains...

présente un double risque, celui de la voir utilisée par d'autres, et celui de la voir soumise à critiques ou même à contestation. Mais si les informateurs répugnent à se dessaisir de leurs connaissances sur les lieux anciens, ils sont, en revanche, attentifs à toutes les informations que les chercheurs pourraient leur fournir à ce sujet, lesquelles pourraient être utilisées comme autant d'arguments supplémentaires dans un discours orienté vers la récupération foncière.

La conception « politique » du savoir explique, par ailleurs, diverses utilisations qui peuvent en être faites. Les Aaru sont, par exemple, parvenus à entraver l'exploitation d'une mine à ciel ouvert située sur le très riche massif nickélifère du Kaala (*figure 4*), mine où culmine le piton de Pandop couronné d'un « tabou » (interdit) intangible. Devant les protestations du clan, les concessionnaires européens se sont résignés à exploiter tout autour du piton en laissant intact ce dernier, qui a pris, depuis, l'allure d'une longue cheminée de terre rouge à l'équilibre précaire... Le clan a réussi par ailleurs à faire jouer ses prérogatives territoriales pour négocier sa participation à l'exploitation minière, et bénéficie d'une place privilégiée lors des recrutements de main-d'œuvre pour la conduite des camions ou le chargement des minéraliers.

Au-delà, la relation entre savoir, pouvoir et foncier rend compte de différentes dimensions de la territorialité et de la construction mentale permanente dont elle fait l'objet. Pour les Aaru, le territoire acquis à Karembé a justifié l'altération d'un mythe pour se voir consolidé. Le territoire qui reste à (re)conquérir fait l'objet de stratégies d'autant plus élaborées que la zone considérée est importante, économiquement ou symboliquement. On se trouve désormais dans une situation où la territorialité a plusieurs fonctions, éventuellement contradictoires : espace d'inscription des mythes, à la fois support de l'identité et son expression, marque tangible de l'histoire des groupes, le territoire peut aussi devenir un argument de négociation économique pour intégrer une activité, ou au contraire un moyen d'entrave de cette même activité.

Pour finir, relevons quels approfondissements ont été nécessaires pour n'obtenir que des hypothèses sur les trajets ou l'identité des Aaru, ce en dépit de la grande disponibilité du groupe et de sa volonté réelle de se prêter à l'enquête. L'importante dimension stratégique que revêtent les informations historiques, clé d'accès au foncier, influence très fortement cette approche en Nouvelle-Calédonie : quoiqu'on fasse, le regard sur l'histoire n'est toujours qu'une vision actuelle, et la reconstitution du passé à partir des informations orales n'est pas investie d'enjeux autres que ceux qui touchent à la territorialité ou à l'identité présentes des groupes humains. C'est donc dans ces deux domaines que notre approche est instructive et utilisable.

Et avant toute chose, cette approche montre toute la complexité des débats actuels qui ont trait à l'histoire et au foncier sur le territoire, et qu'on ne saurait trancher par une multiplication de monographies historiques sur les groupes humains. La question ne peut pas non plus se résoudre en déclarant le débat sur la terre insoluble, et en renvoyant le monde kanak à une prétendue « conception différente » de l'espace, du temps ou de la propriété. La vraie difficulté de la réforme foncière tient au casse-tête extraordinaire que représente la conciliation des multiples héritages que la colonisation a provoqués : les déplacements et les disparitions des clans ont presque complètement brouillé la carte foncière ancienne, et on ne peut désormais plus compter, pour résoudre le problème, que sur un consensus actuel, entièrement politique, entre les clans.

Références bibliographiques

- ADRAF, 1995a. *Inventaire des attributions de terres, 1978-1995 : Province Nord, côte ouest*. Nouméa, 70 p. multigr.
- ADRAF, 1995b. *1978-1995 : 18 années de réformes foncières en Nouvelle-Calédonie*. Nouméa, 27 p. multigr.
- BABADZAN A., 1999a. Culture, coutume, nation : les enjeux d'un débat (avant-propos). *Journal de la Société des Océanistes*, 109, p. 7-11.
- BABADZAN A., 1999b. L'invention des traditions et le nationalisme. *Journal de la Société des Océanistes*, 109, p. 13-35.
- BAZIN J., 1979. La production d'un récit historique. *Cahiers d'Études africaines*, 73-76, XIX-I-4, p. 435-483.
- BENSA A., RIVIERRE J.-C., 1982. *Les chemins de l'alliance. L'organisation sociale et ses représentations en Nouvelle-Calédonie*. Paris, SELAF, 586 p.
- CAOM. Centre des archives d'Outre-Mer, Aix-en-Provence.
- DALLOZ A., 1999. La réforme foncière et le rôle de l'Office foncier à Poya. In *La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins, 1989-1997*. G. David, D. Guillaud, P. Pillon (eds). Société des Océanistes/IRD, p. 121-135.
- DAUPHINÉ J., 1989. *Les spoliations foncières en Nouvelle-Calédonie (1853-1913)*. Paris, L'Harmattan, 347 p.
- DAVID G., GUILLAUD D., PILLON P., 1999. La loi du nombre (introduction). In *La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins, 1989-1997*. G. David, D. Guillaud, P. Pillon (eds). Paris, Société des Océanistes/IRD, p. 15-34.
- DOUMENGE J.-P., 1982. *Du terroir... à la ville. Les Mélanésiens et leurs espaces en Nouvelle-Calédonie*. Bordeaux, CEGET-CNRS, Travaux et documents de géographie tropicale n° 46, 488 p.

- FEDOROFF N., BRESSON L.M., COURTY M.A., 1987. Micromorphologie des sols - sol micromorphology. Association Française pour l'étude des sols. Actes de la VII^e réunion internationale de micromorphologie des sols, Paris, juillet 1985, 686 p.
- GRADON A., 1888. *Étude sur la Nouvelle-Calédonie et dépendances*. Ms., Archives territoriales, PMB 180.
- GUIART J., 1987. *Mythologie du masque en Nouvelle-Calédonie*. Paris, Publications de la Société des Océanistes, n° 18, 177 p.
- GUILLAUD D., DUSSY D., FORESTIER H., 1998. Mythes modernes et passé stratégique. L'espace pour enjeu en Nouvelle-Calédonie. In *Le voyage inachevé...* Paris, Prodig/ORSTOM, p. 701-707.
- GUILLAUD D., FORESTIER H., 1996. *Les bameaux des karsts. Occupation ancienne de la vallée de Koumac*. Documents Scientifiques et techniques. Orstom-Nouméa, V2, 84 p.
- GUILLAUD D., SPECQ H., 1999. De l'horticulture intensive à l'agriculture assistée. Les mutations du système de production à Koumac. In *La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins, 1989-1997*. G. David, D. Guillaud, P. Pillon (eds). Paris, Société des Océanistes/IRD, p. 159-176.
- HALL E.T., 1963. Proxemics. A study of man's Spatial Relationships. In I. Galdston (ed), *Man's image in Medecine and Anthropology*, International Universities Press.
- HALL E.T., 1971. *La dimension cachée*. Paris, Seuil, coll. Points-Essais, 254 p.
- LAWSON S., 1996. *Tradition versus democracy in the South Pacific. Fiji, Tonga and Western Samoa*. Cambridge University Press, 228 p.
- MAPOU L., 1999. De 1978 aux accords de Matignon, dix années de réforme foncière en Nouvelle-Calédonie. In *La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins, 1989-1997*. G. David, D. Guillaud, P. Pillon (eds). Paris, Société des Océanistes/IRD, p. 137-156.
- OMPA. Archives des pères Maristes, Nouméa.
- PAUL-LEVY F., SEGAUD M., 1983. *Anthropologie de l'espace*. Paris, Centre G. Pompidou/Centre de Création Industrielle, 345 p.
- PILLON P., 1999. Les agencements spatiaux dans les vallées de Kouaoua et de Houailou (Nouvelle-Calédonie) : des pratiques précoloniales à l'organisation administrative. In Bonnemaison J., Cambrézy L., Quinty-Bourgeois L. (eds). *Le territoire, lien ou frontière ?* Vol. 1. Les territoires de l'identité. Paris, L'Harmattan, p. 233-244.
- RECENSEMENT copié à Do-Neva par M^{me} Jeanne Leenhardt (1906-1910) - Ms, 33 p.
- SAUSSOL A., 1979. *L'héritage. Essai sur le problème foncier mélanésien en Nouvelle-Calédonie*. Paris, Publication de la Société des Océanistes, n° 40, 493 p.

- SÉMAH A.-M., 1998. Recherche des traces de la première conquête des vallées dans le nord de la Grande-Terre (Nouvelle-Calédonie). *Journal de la Société des Océanistes* 107, p. 170-177.
- STOFFLE R.W., *et al.*, 2000. Ghost Dancing the Grand Canyon. Southern Paiute Rock Art, Ceremony, and Cultural landscapes. *Current Anthropology* vol. 41, n° 1, p. 11-38.
- TJIBAOU J.-M., 1978. Recherche d'identité mélanésienne et société traditionnelle. *Journal de la Société des Océanistes* 53, 32, p. 281-292.

Territorialité et identités en Mélanésie

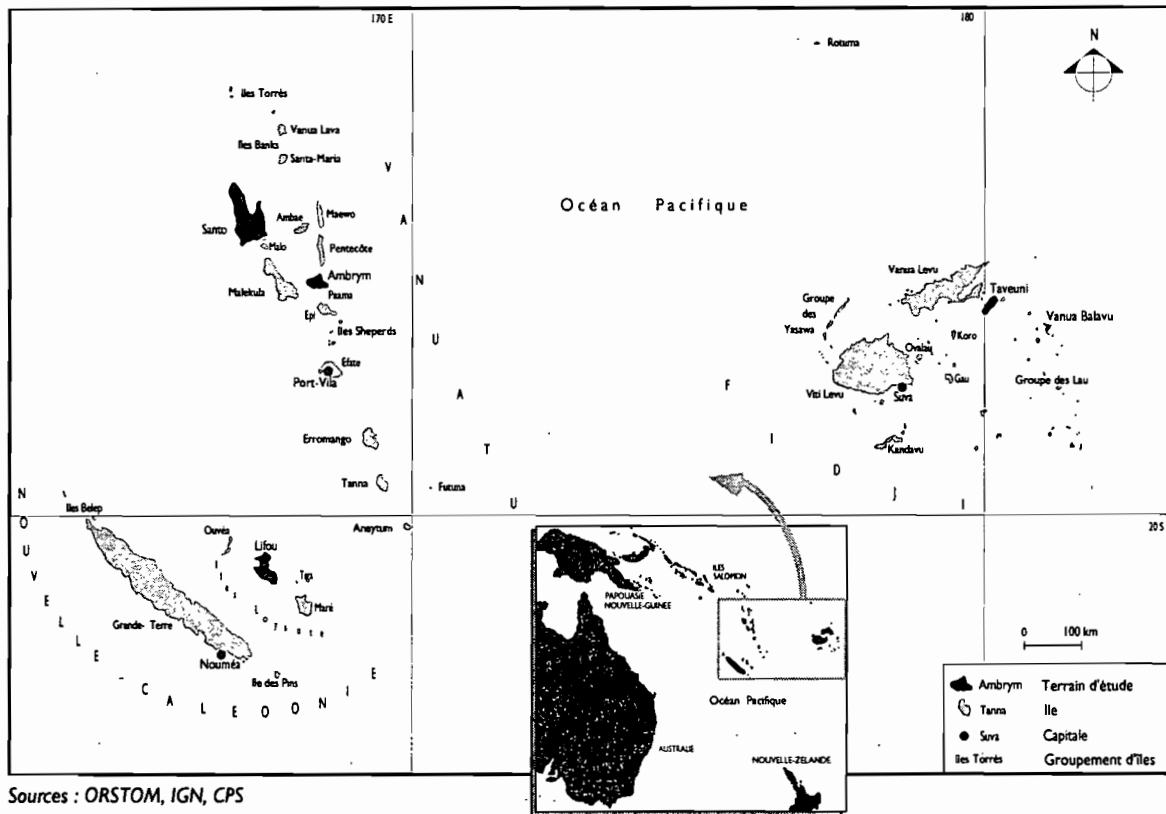
Enjeux cachés du « développement » ?

Résumé : En Mélanésie, le développement proposé ou imposé par l'extérieur est l'occasion, pour les différentes composantes des sociétés locales, d'affirmer ou de recomposer leurs identités respectives, et de tenter d'accroître ainsi leur surface sociale et leur emprise sur l'espace. L'identité et par extension le pouvoir de chaque groupe humain ne provient en effet que des lieux dont il peut se réclamer, ce qui place la territorialité au cœur de la présente analyse. Pour comprendre comment le développement est ainsi instrumentalisé, l'article, s'appuyant sur des expériences de terrain aux îles Loyauté de Nouvelle-Calédonie, à Vanuatu et à Fidji, examine successivement les jeux de pouvoir qui traversent les sociétés, la manière dont celles-ci tirent leur identité de l'espace et les stratégies permanentes des groupes humains pour modifier à leur profit la donne identitaire et territoriale.

EN MÉLANÉSIE (figure 1), l'identité des groupes humains est profondément liée à la terre et aux lieux où ils s'enracinent. Ce rapport identitaire puissant est largement exprimé au travers de la coutume, qui est un mode de pensée et une manière d'être, une éthique et un système de relations, avant d'être un cadre de lois sociales. L'identité sociale émane du territoire autant qu'elle s'y inscrit, la coutume servant de référence et de langage commun pour définir cette relation d'osmose. Mais la coutume est aussi une manière de cristalliser des références idéologiques générant l'illusion de l'immuabilité des modes de vie et des relations socio-territoriales, alors qu'elles sont en constant mouvement.

Les sociétés mélanésiennes sont déclinées sous autant de formes qu'on trouve de micro-sociétés locales. Jean-Marie Tjibaou exprimait avec force : « *Nous voulons proclamer notre existence culturelle. Nous voulons dire au monde que nous ne sommes pas des rescapés de la Préhistoire, encore moins des vestiges archéologiques, mais des hommes de chair et de sang.* » (Tjibaou, Missote, 1976 : 5) Les Mélanésiens sont modernes, ils vivent dans le présent, et comptent bien le montrer. Comme toute autre société, ils choisissent de prendre, de laisser, d'adapter, de rejeter ou d'assimiler ce qui leur parvient de la culture mondiale universalisante, notamment dans le cadre d'actions dites

Figure 1 - La Mélanésie du Sud : Nouvelle-Calédonie, Vanuatu et Fidji



Sources : ORSTOM, IGN, CPS

de « développement », qui induisent de fortes mutations des pratiques, tant sociales et économiques, que territoriales. Dans un tel contexte, il est alors essentiel de décrire comment les fondements idéologiques et culturels des sociétés mélanésiennes subsistent, comment ils sont réinterprétés et sont réactualisés. En d'autres termes, il paraît important aujourd'hui de rappeler les valeurs fondamentales qui forment le prisme culturel par lequel le processus de développement est assimilé. Mais, au cœur du changement, le territoire mélanésien et la définition de l'identité non seulement fournissent le substrat idéologique à partir duquel se bâtissent les dynamiques modernes, mais semblent aussi constituer, de façon ultime, l'enjeu même de ces mutations.

Le territoire mélanésien, reproduction dualiste du monde

Du monde duel à la société dualiste : l'exemple de Lifou
aux Iles Loyauté (Nouvelle-Calédonie)

293

La science occidentale peut s'évertuer à démontrer le peuplement progressif de l'Océanie par les Austronésiens depuis quelques milliers d'années, les Mélanésiens savent bien, quant à eux, que les premiers habitants des îles étaient des esprits sortis de la terre, des pierres et des arbres, devenus hommes et femmes dans diverses circonstances. Dans chaque clan ou lignage, un mythe d'origine relate l'apparition de l'ancêtre fondateur : la genèse du groupe est aussi celle du Monde, de son monde. Chaque clan a son point d'origine dans l'espace et dans le temps, au lieu de l'apparition ou du contact initial qui permet l'ancrage du groupe dans un territoire et à un moment primordial qui marque le début de la socialisation, voire de l'humanité, de l'ancêtre fondateur.

À Lifou, l'origine des groupes humains (*lapa*¹) est parfois définie par certains informateurs comme le point de coordonnées (0,0,0) dans un repère orthonormé formé par le plan de l'Océan par lequel les clans sont arrivés, et par l'axe de l'enracinement vers la profondeur de la terre où ils se sont ancrés. L'espace social est assimilé à l'espace tridimensionnel ainsi constitué, et le groupe est associé à ce point d'origine où s'achève le voyage migratoire et où commence l'implantation dans le sol et dans la société locale². Le monde est un espace social et chaque clan s'y réclame d'un lieu originel précis, ce qui rappelle la conception répandue en Grande-Terre et décrite par Jean-Marie Tjibaou : « *Chaque société est un univers. [...] Chaque clan se considère*

1. *Lapa*, en langue vernaculaire de Lifou, désigne soit un simple lignage, soit un clan, qui est un regroupement de plusieurs lignages se réclamant d'un ancêtre mythique commun.
2. Remo Guidieri (1980) traduisait cette genèse à Malaita, aux Iles Salomon, de la même manière : « *A la verticalité revient non seulement la fonction d'achever une figure tri-dimensionnelle, mais de*

comme le centre du monde. En conséquence, le récit à caractère légendaire est non seulement perçu comme la création des hommes mais aussi du monde environnant. » (op. cit. : 42)

Cette genèse du clan et du monde renvoie aussi à la dualité fondamentale de l'univers ainsi constitué. Ce sont des hommes qui ont fait le voyage en pirogue ou en radeau et qui ont accosté dans l'île. La mer, le plan océanique qui forme la route, est le monde en deux dimensions des hommes, un monde aplati, au sens propre comme au sens figuré, puisqu'il est compressé et volontairement oblitéré par la mémoire collective du groupe. Le lieu, le point de la surface de la terre qui regarde vers les profondeurs, est le monde des *haze* (puissances surnaturelles) et des *tepolo* (diables), forces de la nature qui habitent la terre depuis la nuit des temps. L'espace social naît symboliquement de cette rencontre entre le monde de l'humanité et le monde de la nature, et c'est de leur complémentarité qu'il tire son existence et sa cohérence.

Tout ce qui est au-dessus de la surface terrestre constitue le « monde visible » des hommes, ce qu'ils voient et qu'ils peuvent contrôler. Ce qui est en-dessous de la surface terrestre est le « monde invisible », grouillant de personnages mythiques et de forces naturelles, en relation intime avec les groupes terriens qui, théoriquement issus en ligne directe de ces êtres mythiques, sont les premiers défricheurs de la terre. Mais c'est la mise en relation de ces deux mondes qui confère un sens à l'univers. En plantant sa case dans le sol, en cultivant l'igname, le Mélanésien investit un lieu précis de la terre et entre en relation avec ces forces naturelles, il communique avec les *haze*, et parfois les contrôle. Mais au-delà, il rend complémentaires ces deux facettes du même univers duel, né de la mer et de la terre, du dessus et du dessous, de la route et du lieu. L'univers social en est le reflet et la continuité ; rassemblant les groupes issus des profondeurs de la terre et ceux arrivés par les routes maritimes ou terrestres, il est lui aussi nécessairement duel. Pas d'espace physique sans les deux éléments géographiques complémentaires, pas d'espace social sans les deux catégories sociologiques qui y sont liées. La dualité idéologique mélanésienne émane de la dualité cosmique et fonde la classification du monde : toute chose appartient soit au monde naturel et sauvage dont les forces et la puissance invisibles sont entourées de mystères, soit au monde ordonné, cultivé et visible des humains.

supporter l'idée d'une finitude idelle. [...] À l'image aplatie seule revient de présenter, dans une représentation simplifiée de l'univers, tout ce qu'un espace à deux dimensions rend possible : les traces des Argonautes, la circulation sur l'esquif du Commencement, un mouvement premier irrésistible comme le Destin. L'élément marin supporte, l'ayant préalablement fait éclore dans son sein, une humanité (et non plus l'humain) habitée par une force intrinsèque (traduite dans le mouvement qui transforme une surface liquide en un chemin) et par un vouloir qui oriente le mouvement vers la terre qui l'attend. [...] Si l'Océan est la cause première de la pirogue qui court, c'est au seul commencement enraciné dans la terre, c'est-à-dire à l'effet de la cause qu'il revient de se dire commencement. » (Guidieri, 1980 : 43)

Cette conception dualiste entraîne la partition sociale des groupes en deux catégories complémentaires, à différentes échelles.

À Lifou, le dualisme de l'organisation sociale s'exprime d'abord à l'échelle de la société polyclanique : l'identité mythique des groupes lignagers ou claniques (*lapa*) oppose les « diables » (*tepolo*) ou « terriens », descendants des premiers défricheurs de la terre, issus du monde des esprits et de la terre elle-même, aux « hommes » (*atre*), descendants des fondateurs des organisations politiques et sociales, ayant instauré le dispositif des chefferies³.

Les groupes « terriens » considèrent qu'ils ont vécu des siècles durant en symbiose avec le monde invisible des forces de la nature et qu'ils en sont une émanation. Par nature, ils portent leur attention vers le monde invisible chthonien. Mais l'arrivée d'« humains » échoués sur l'île, et surtout leur accueil spontané, relatés par les mythes des premiers occupants terriens, marquent l'arrivée de la civilisation et la création de l'espace social et humanisé. Un terrien pense donc être à l'origine de tout ; sans lui et sans ses pouvoirs mobilisés pour contenir les forces souvent maléfiques de la terre, l'installation des hommes et des chefferies eût été impossible.

À l'inverse, les groupes accueillis ont une représentation toute autre de la société. Ils ont la conviction, parfois à la limite de la condescendance, de porter en eux le progrès civilisateur et l'humanité dont étaient dépourvus les terriens avant leur arrivée. Bien souvent, leur installation est présentée comme le fruit d'une véritable conquête et l'évocation d'actes guerriers victorieux aux dépens des habitants antérieurs contraste fortement avec la version des terriens, qui impute l'installation des chefferies au libre choix et à l'entière décision de leurs ancêtres. Néanmoins, craignant les pouvoirs ancestraux des diables, et n'étant guère menacés dans leur position de pouvoir, les « hommes » des chefferies s'accommodent des terriens et respectent leurs prérogatives sur leur territoire.

Malgré l'apparente contradiction entre ces versions, chacun conçoit l'espace social ainsi constitué, et plus largement l'Univers, comme l'emboîtement des deux parties d'un même puzzle : la surface et la profondeur, le visible et l'invisible, le monde des *bommes* et celui des *diables*.

En fait, une analyse plus approfondie montre que cette organisation dualiste prend une forme tri-partite avec la présence incontournable de groupes intermédiaires influents, les *atresi*, mi-diables mi-hommes, terriens organisés

3. Pour être plus précis, ce système dualiste distingue les clans terriens, dont le *tixe ne lapa* (tête – chef – du lignage ou du clan) est un *trenadro* (terrien), des clans de chefferies, dont le *tixe ne lapa* est un *joxu* (chef) ou un *jini* (sujet) d'un *joxu*.

en chefferies relativement autonomes, et dont la fonction est la médiation entre le monde des esprits et celui des hommes, entre *trenadro* et *joxu*⁴.

En Mélanésie, le point d'origine mythique du groupe lui procure son identité même, car c'est là qu'il se sent comme participant de l'Univers. L'identité est alors liée à ces conditions de l'implantation originelle qui déterminent ainsi une catégorisation sociologique fondamentale : le groupe appartient au monde visible ou invisible, au monde de la route ou au monde de la terre, au monde humain, politique et organisé, ou au monde des forces naturelles et sauvages.

La dualité est présente aussi à l'intérieur des groupes eux-mêmes, sous forme d'une dichotomie entre aînés et cadets, affirmée à chaque génération et perceptible à différents niveaux du groupe de parenté.

À Lifou, cette relation entre aînés et cadets fonde toute la hiérarchie au sein des structures de parenté, car l'ordre de naissance est déterminant à chaque échelle, de la famille conjugale au clan. Au sommet, le « chef de clan » est celui que l'on considère théoriquement comme l'aîné du groupe, non pas en termes d'âge, mais en termes de filiation patrilinéaire aînée : il est l'aîné parmi ses frères, comme l'étaient son père, son grand-père, et ainsi de suite, jusqu'à l'ancêtre fondateur⁵.

La structure des groupes étant masculine, le principe dualiste se traduit par une dichotomie aînés/cadets entre frères au sein de chaque famille nucléaire, mais aussi entre familles nucléaires aînées et cadettes, lignées aînées et cadettes, et même à l'échelle du clan, entre lignages aîné et cadets, selon le rang de l'ascendant de chaque sous-groupe de parenté. On peut ainsi déterminer la place de chacun selon son rang de naissance (*figure 2*) et celui de ses ascendants.

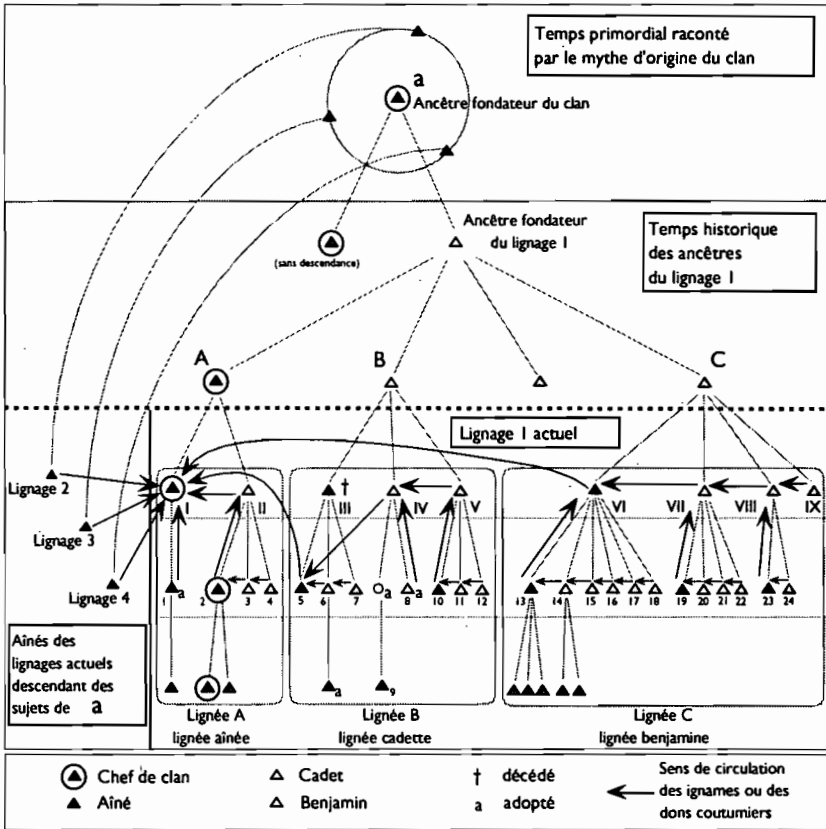
Cette hiérarchie dualiste est rituellement réaffirmée chaque année dans le cadre de la circulation des prémices des ignames : le *ibotrekeu* (littéralement faire le *botr* ensemble). Le *botr* est un don d'ignames nouvelles qui part de la base (la famille nucléaire) pour remonter tout le long du système de parenté, des cadets vers les aînés, selon un chemin social pouvant aboutir au Grand Chef du pays coutumier, c'est-à-dire à celui qui est considéré comme l'aîné de la société polyclanique à laquelle appartient le clan. Souvent décrit comme un geste d'allégeance politique entre lignages ou entre clans (Guiart, 1992), il est aussi une réaffirmation de la cohésion à l'intérieur de ces groupes élargis, à

4. On se remémorera avec pertinence les observations de Claude Lévi-Strauss (1958) qui avait déjà montré, à propos de sociétés du Brésil, l'écart entre la théorie dualiste des indigènes sur leur organisation sociale et le fonctionnement tripartite et asymétrique plus fondamental, qui rendait d'ailleurs l'exigence de la formulation dualiste difficile à surmonter.

5. Tel est du moins le système en théorie, la pratique étant plus souple.

tous les niveaux. Au pays de *Wetr*⁶, *ibotrekeu* se fait en deux temps : d'abord à l'intérieur du lignage, puis entre lignages et clans dépendants ou vers la grande chefferie. Ainsi, à la récolte des nouvelles ignames, au mois de mars, les frères cadets de chaque famille s'organisent pour rassembler leurs prémices et les donner à leur frère aîné, qui les transmettra rituellement à l'aîné de la lignée ; les ignames des lignées cadettes seront ensuite données à l'aîné de la lignée aînée du lignage, puis ensuite, le cas échéant, transmises à l'aîné du lignage aîné, c'est-à-dire au chef de clan (*figure 2*).

Figure 2 - Exemple de circulation théorique des dons d'ignames des cadets vers les aînés lors du rituel du *hotr* au sein d'un lignage de *Wetr* à Lifou



Dans la pratique, ce « chemin coutumier » théorique et fragmenté des ignames est simplifié, bien qu'il incarne toujours symboliquement la dichotomie structurelle entre aînés et cadets à toutes les échelles sociales. Par exemple, VI organise le rassemblement des ignames de l'ensemble de sa lignée C en une

6. Lifou compte trois pays coutumiers (*nōj*) : *Wetr* au Nord, *Gaica* au centre, et *Lōsi* au sud, chacun administré par un Grand Chef (*Angajaxu*).

seule journée pour rationaliser les multiples étapes que les ignames doivent normalement suivre d'un frère à l'autre, de proche en proche : chacun de ses fils (de 13 à 18) et de ses frères (VII et VIII) lui apportent directement les ignames récoltées par leur famille conjugale propre et leurs descendants, et VI y ajoute ses propres ignames. VI rend, en remerciement de leur participation, des ignames qu'il a lui-même cultivées, réparties en trois parts, une pour ses fils et une pour chacun de ses frères. Chaque lignée s'organise ainsi de manière à être prête à apporter ses dons à I, l'aîné du lignage, le jour voulu. Ce jour là, toutes les personnes composant le lignage se retrouvent, communient dans le partage des ignames et réaffirment verbalement la cohésion du lignage. VI et 5 présentent à l'aîné du lignage le don de prémices de leur lignée respective, ils sont alors remerciés en recevant en contre-don deux parts d'ignames cultivées par les membres de la lignée A. La circulation des ignames ne s'arrête pas là. Dans l'exemple présenté ici, I est aussi chef de clan, c'est-à-dire que les aînés des lignages 2, 3 et 4, ayant chacun de leur côté rassemblé les membres de leur lignage respectif et leurs ignames, apportent à leur tour leur don au chef de clan I. Cela peut se faire discrètement un à un, ou faire l'objet d'une nouvelle réunion de famille à l'échelle du clan, rassemblant les quatre lignages. Un tel rassemblement est organisé certaines années, par exemple lors du mariage d'un garçon, alors qu'il est important de rappeler et de marquer la solidarité entre les lignages. Au-delà, selon son statut et les relations politiques que le clan a tissées tout au long de son histoire, le chef de clan peut ou non devoir les prémices à un autre chef de clan, les relations d'allégeance étant fortement différentes d'un clan à un autre (Guiart, 1992). Dans notre exemple, I donne ses prémices directement au Grand Chef de *Wetr*. Tous les niveaux de cohésion sociale sont ainsi annuellement resserrés autour de la notion d'interdépendance et de respect mutuel entre aînés et cadets. Tout homme adulte de Lifou est à la fois aîné et cadet vis-à-vis d'autrui, et s'inscrit comme un maillon indispensable d'une chaîne de solidarité familiale, lignagère et clanique, aînés et cadets étant les deux parties complémentaires et indissociables du groupe, à toutes les échelles sociales.

Le territoire mélanésien ou la dualité modélisée

Le territoire mélanésien tire lui aussi son essence de cette cosmogonie dualiste. Bien qu'ils ne soient pas nécessairement formulés ou compris de manière idéologique, les fondements culturels énoncés dans les mythes agissent comme des principes structurant le rapport des Mélanésiens à leur société et à leur terre, déclinés et interprétés de mille façons.

À Lifou, le terroir vivrier de chaque lignage est partagé en deux ensembles distincts : à chaque niveau de parenté, la séparation stricte entre champs des aînés et champs des cadets doit se dessiner sur le terroir. La raison majeure

invoquée est liée à la cérémonie annuelle des dons de prémices d'ignames. Le terme « don » ne reflète d'ailleurs pas correctement la réalité, car à chaque jalon social, le rituel implique un échange. Chaque sous-groupe de parenté cadet met en œuvre un travail coutumier pour produire des ignames spécifiques offertes lors du rituel à l'aîné, « tête » - chef - de la lignée ou du lignage. Ce dernier, de son côté, aura préparé ses ignames avec l'appui des membres de son groupe, et offre celles-ci en retour à l'ensemble des cadets venus apporter leur contribution au stock d'ignames destinées à être offertes à l'extérieur du lignage ; par ce geste, il les remercie de leur travail et de leur respect de la hiérarchie. Pour que ces échanges rituels aient lieu, il est nécessaire que la préparation humble et silencieuse de ce travail social puisse se réaliser dans une grande discrétion, et qu'aînés et cadets puissent, à toutes les échelles sociales, cultiver, récolter et rassembler leurs ignames chacun de leur côté, sans se voir ni se rencontrer : ils ne doivent pas pouvoir s'observer durant les préparatifs du rituel au cours l'année, ni se rencontrer inopinément sur un chemin, ce qui provoquerait une gêne de part et d'autre. Cela exige une séparation géographique des champs des aînés et des cadets à chaque niveau de parenté.

Plus fondamentalement, l'interprétation dualiste du monde engendre une société elle-même dualiste, qui projette en retour son système de relations dans l'espace, en combinant lieux et routes à différentes échelles sociales et territoriales. Le territoire est toujours duel, constitué de routes coutumières sinueuses et incertaines, à entretenir ou à ouvrir pour relier les groupes entre eux, et de lieux d'enracinement passés ou présents, à forte charge symbolique et affective, donnant une rassurante illusion d'immuabilité. La territorialité produirait une « sécurité ontologique » évoquée par Anthony Giddens (1987), les lieux des ancêtres rassurent, tandis que le parcours des routes procure le frisson de la rencontre et de l'aventure humaine. Pour Joël Bonnemaïson, cette territorialité trouve sa source dans les rapports que les Mélanésiens entretiennent avec le monde invisible et le monde visible, avec l'espace sacré et l'espace profane : « *La relation de territorialité s'investit autant sur l'étendue de ses lieux que dans le prolongement de ses routes. En somme, la vision du monde profane reproduit celle du monde surnaturel qui lui est sous-jacente : on accède à l'espace magique et religieux par la route des ancêtres, on accède à l'espace profane par une route d'alliance et de filiation qui est en même temps une route d'aventure et de pouvoir.* » (Bonnemaïson, 1996 : 177)

Mais la relation aux mondes visible et invisible, physique et métaphysique, est très différente d'un type de groupe à un autre selon le statut de son leader respectif, soit considéré comme *homme du lieu* (*trenadro* à Lifou, *Manples* à Vanuatu), soit impliqué dans le réseau politique d'une chefferie (à Lifou) ou

du système des grades (au nord de Vanuatu). Cette relation diffère ainsi symboliquement, mais aussi *concrètement*, dans son expression territoriale. Dans le principe, le terrien est celui qui entretient des relations étroites avec le monde des puissances surnaturelles contenues dans les profondeurs de la terre, et son territoire est entièrement centré sur le lieu d'origine où son groupe s'est enraciné : le terrien est statique car il appartient à son territoire et vit en symbiose avec lui. Il tire son pouvoir et son prestige de sa capacité d'accueil et de ses pouvoirs agraires sur son territoire, parfois de la crainte que sa nature de « diable » inspire au monde des « hommes ».

Inversement, l'homme de la société politique, inséré dans les réseaux d'une chefferie ou d'une société à grades, se concentre sur les relations politiques et les réseaux d'échange dans lesquels il est impliqué. Ces échanges suivent des cheminements complexes où interviennent de proche en proche une série d'intermédiaires, et qui permettent de réactiver ou de recomposer sans cesse les alliances. Pour l'homme du politique, la relation au territoire est celle de la mobilité au sein de ces réseaux. Son territoire est bien sûr constitué d'une case et de champs pour la survie biologique de son groupe, mais cela semble secondaire, car son espace est avant tout ramifications géopolitiques, routes d'alliances et réseaux, qui sont la mémoire des chemins anciens qui amenèrent le groupe à son lieu présent d'implantation. En somme, sur le plan théorique, l'enracinement des terriens et la mobilité des hommes du pouvoir se juxtaposent au sein de la société duelle.

Dans la pratique, les relations au territoire sont bien plus compliquées et la catégorisation dualiste simple est contredite pas les faits : la filiation mythique jusqu'aux ancêtres fondateurs ne permet pas d'entretenir le point de vue parfois quasi-ethniste, distinguant radicalement les deux grandes composantes sociales et territoriales. L'histoire des deux derniers siècles a rapproché les deux types de groupes, à l'occasion, notamment, des « mélanges » sanguins et territoriaux, du regroupement des lignages et de leur relative proximité au sein des tribus, de la disparition définitive de certains lignages ou de leur remplacement statutaire par d'autres dans le dispositif polyclanique d'une chefferie.

Au pays coutumier de *Wetr* par exemple, au nord de Lifou, même dans le cas d'une implantation très récente, les « humains » - par opposition aux « diables » - se comportent toujours avec la volonté affichée de s'enraciner dans le lieu, car les groupes déjà installés se méfieraient d'un groupe instable ou nomade et n'accepteraient pas facilement de l'accueillir. Quelle que soit la mémoire que le groupe conserve de ses lieux antérieurs, il adopte une attitude d'enraciné ou de futur enraciné. Concrètement, cela signifie qu'il occupe et travaille les lieux qui lui sont attribués, mais quels qu'y soient ses droits et l'ancienneté de son installation, cette volonté d'enracinement ne doit

pas être trop affichée et ne doit pas prendre le pas sur la fonction politique qui lui revient. En tant qu'humain, il doit surtout assumer son rôle d'intégration dans les réseaux d'alliance existants et doit contribuer à les enrichir au service des groupes politiques auxquels il est affilié, en apportant notamment ses compétences propres et en participant aux échanges matrimoniaux. À l'inverse, si un groupe terrien a autant besoin que tout autre groupe de forger des alliances et d'échanger des épouses pour se reproduire biologiquement et socialement, son image vis-à-vis de l'extérieur l'oblige à marquer sa fonction de gestionnaire de la terre et à limiter son implication sociale et politique.

Le statut de chacun lui dicte ainsi le comportement à adopter, toujours mesuré : un terrien qui ferait trop de politique et à l'inverse un « homme » qui marquerait trop son territoire par des installations ou des plantations pérennes seraient tous deux suspects, chacun outrepassant son rôle. Le territoire reflète ce dosage, car il matérialise les stratégies, tantôt d'approfondissement de l'enracinement, tantôt du déploiement des réseaux d'échange. La gestion de la dualité consacre ainsi la territorialité de chacun, et dans cette perspective, le territoire constitue l'écriture de l'intentionnalité autant que de l'identité.

L'identité par le territoire

La dualité territoriale mélanésienne, énoncée par la complémentarité des lieux d'enracinement et des routes d'alliances, génère le sentiment très largement partagé que la terre constitue un référent culturel et identitaire primordial. Même s'il a été largement galvaudé, les Mélanésiens ont fait du terme générique « terre » (*Hnadro* en drehu, *kraon* en bichelamar, *vanua* en fidjien) un principe philosophique et spirituel qui institue une iconographie (Gottmann, 1955 ; Prévélakis, 1997), voire une iconologie (Bonnemaison, 2000). À Fidji, selon Asesela Ravuvu (1983), le terme *vanua* a plusieurs connotations⁷, physique, sociale et culturelle, qui sont interdépendantes. La terre n'est pas seulement identifiée par la végétation, la faune ou tout autre élément matériel qu'elle porte, mais elle comprend aussi le système culturel et social : les gens, leurs traditions et coutumes, leurs croyances et leurs valeurs. Elle génère l'identité et l'existence au point que, pour la plupart des Fidjiens, renoncer à sa terre équivaut à renoncer à la vie elle-même. L'auteur

7. « The Fijian term *Vanua* has physical, social and cultural dimensions which are interrelated. It does not mean only the land area one is identified with, and the vegetation, animal life and other objects on it, but it also includes the social and cultural system – the people, their tradition and customs, beliefs and values, and the various other institutions established for the sake of achieving harmony, solidarity and prosperity [...] It provides a sense of identity and belonging [...] To most Fijians, the idea of parting with one's *Vanua* or land is tantamount to parting with one's life » (Ravuvu, 1983 : 70).

rappelle presque mot pour mot ce que Jean-Marie Tjibaou (*op. cit.* : 60) avait écrit pour le territoire kanak : « *l'espace n'est pas appréhendé ici comme intéressant dans sa réalité objective de propriété ou de moyen de production. [...] Un clan qui perd son territoire est un clan qui perd sa personnalité* ». Ainsi, le concept de « terre », initialement géographique, recèle à lui seul l'ensemble des représentations biologiques et culturelles, du principe élémentaire de vie à la représentation des identités sociales, ainsi qu'une dimension plus politique de revendication nationale et ethnique. La terre est là pour matérialiser la culture océanienne et elle permet d'affirmer que ce qui procède de la culture est incontournable, inaliénable et d'essence naturelle. Riche symboliquement et commodément flou, ce concept de terre renvoie aussi à une réalité matérielle et donc rigoureuse : le territoire. Celui-ci matérialise l'identité des groupes et des individus à différentes échelles géographiques, en fait sous trois formes complémentaires qui méritent à présent d'être examinées : les « *topotypes* », les « *mouvances territoriales* » et les « *réseaux d'alliances et d'échanges* ».

Le « *topotype* », l'identité par les lieux

Dans le district de *Lolihor*, au Nord-Ambrym (Vanuatu), il a été réalisé un inventaire des liens que les lignages (*buluim*) avaient tissé au cours de leur histoire avec certains lieux, proches ou lointains de leur implantation actuelle, qu'ils tâchent d'occuper ou de cultiver à périodicité suffisante pour y conserver leurs droits. Cet inventaire méthodique a permis de recenser, de manière non exhaustive, 164 noms de lieux-dits et 58 noms de « places de danse » (*nasara*) intéressant les 42 lignages du district. La structure territoriale est la suivante : un *nasara* est la place centrale d'un village rassemblant plusieurs lignages, c'est le lieu où se déroulent les cérémonies rituelles et où se discutent les affaires du village entre les responsables des lignages. Par extension, le terme *nasara* désigne l'organisation géopolitique ainsi constituée par plusieurs lignages : au premier niveau de l'identité, on appartient donc à une place de danse, c'est-à-dire à un lieu autant qu'à une structure politique. Par ailleurs, chaque lignage au sein du *nasara* s'est progressivement lié à un certain nombre de lieux-dits, proches ou lointains de cette place de danse, qui constituent son terroir vivrier morcelé. Dans les villages modernes, les identités lignagères se définissent aujourd'hui ainsi, vis-à-vis de l'extérieur, par l'appartenance à une place de danse (dernier *nasara* avant implantation dans le village), alors qu'à l'intérieur de cette structure, les lignages se distinguent par la combinaison des lieux-dits où ils jouissent de droits d'usage.

Pour les « hommes du lieu » (*Manples*), la définition s'arrête là : le lignage est issu de la place de danse elle-même, ce qui lui confère une identité forte et incontestable de premier défricheur du lieu. Mais pour les autres lignages, la définition est plus complexe : ils ont l'identité que leur confère leur place de

danse de référence et les lieux-dits auxquels ils ont eu progressivement accès depuis cet endroit, mais ils ont aussi le souvenir des *nasara* plus anciens auxquels ils ont appartenu dans le passé et des lieux-dits implicitement rattachés à ces *nasara*. Le lignage ne se définit alors plus seulement en fonction d'un lieu central et de lieux périphériques, mais en fonction de plusieurs lieux centraux associés, chacun, à des lieux périphériques ; il garde soigneusement le souvenir de chacune des étapes géopolitiques de son passé, liées entre elles par une route symbolique. En somme, c'est toute une chaîne de lieux combinés, formant une carte mythique de référence, qui forge l'identité du groupe, et cette combinaison est forcément unique.

Cette identité née de la combinaison des lieux est vécue par les intéressés comme un héritage naturel, un don des ancêtres scellant leur enracinement et leur identité locale, et qui ne peut être nié que par la rupture complète avec le milieu et par un exode lointain. La carte mythique du groupe est comparable à la carte génétique d'un individu : cet héritage représente une sorte de code identitaire du groupe, unique et inaliénable. En d'autres termes, de la même manière qu'un individu est défini par une combinaison de gènes déterminant son *génotype* propre, chaque lignage semble être ainsi défini par une combinaison héritée de lieux, et que l'on peut appeler, par analogie, son *topotype*.

Ce néologisme recouvre une variété étonnante de situations, le nombre de lieux-dits auxquels les groupes font référence n'étant pas nécessairement proportionnel au nombre des places de danse inscrites dans leur *topotype*. La plupart des lignages (38 sur 42) ne font référence qu'à leur place de danse actuelle ou à deux *nasara* tout au plus, les migrations plus anciennes étant souvent oubliées, parfois volontairement. Quatre lignages seulement ont gardé le souvenir de leur appartenance ancienne à plusieurs places de danse dans le passé et des lieux-dits qui y étaient reliés. On peut ainsi distinguer des *topotypes simples*, construits autour d'un *nasara* unique et des lieux-dits qui y sont associés, et des *topotypes complexes*, comportant les différents *nasara* anciens et les lieux-dits de chacune de ces étapes. Quelques exemples suffisent à montrer cette variabilité de situations (cf. *tableau 1*).

**Tableau 1 - Différences de configuration
des topotypes au Nord-Ambrym**

Lignage	Nombre de <i>Nasara</i>	Nombre de Lieux-dits	<i>Topotype</i>
1	1	2	simple
2	1	5	simple
3	2	7	complexe
4	4	36	complexe
5	15	29	complexe

À l'échelle de l'ensemble du district de *Lolibor*, l'ensemble des *topotypes* des 42 lignages couvrent l'espace en combinant 164 lieux-dits et 58 places de danse : ce maillage extrêmement complexe est impossible à cartographier. Une simulation à partir de cinq lignages fictifs, dont les *topotypes* sont représentatifs des situations observées dans l'ensemble de l'inventaire, permet cependant d'en esquisser une représentation parlante. Les lignages A, B, C, D et E sont rattachés actuellement aux places de danse N1 ou N2. C et E évoquent aussi le souvenir d'autres *nasara* anciens, désignés par AN1, AN2 et AN3 (cf *tableau 2*).

Tableau 2 - Description des topotypes simulés

	Lignage A	Lignage B	Lignage C	Lignage D	Lignage E
Nasara	Nasara 1 (N1)	Nasara 1 (N1)	Ancien Nasara 1 (AN1) Ancien Nasara 2 (AN2) Nasara 1 (N1)	Nasara 2 (N2)	Ancien Nasara 3 (AN3) Nasara 2 (N2)
Lieux	a, b, c, e	a, d, e	a, e, f, g, h, i, j, k, l, m	a, b, n, o	a, n, p, q, r, s, t, u

Vus dans l'espace, les *topotypes* évoquent des molécules en trois dimensions, les lieux-dits se situant eux-mêmes à différentes altitudes et à des distances diverses des places de danse. Il est néanmoins possible de les représenter en plan (*figures 3 et 4*).

Figure 3 - Représentation spatiale du topotype de chaque lignage

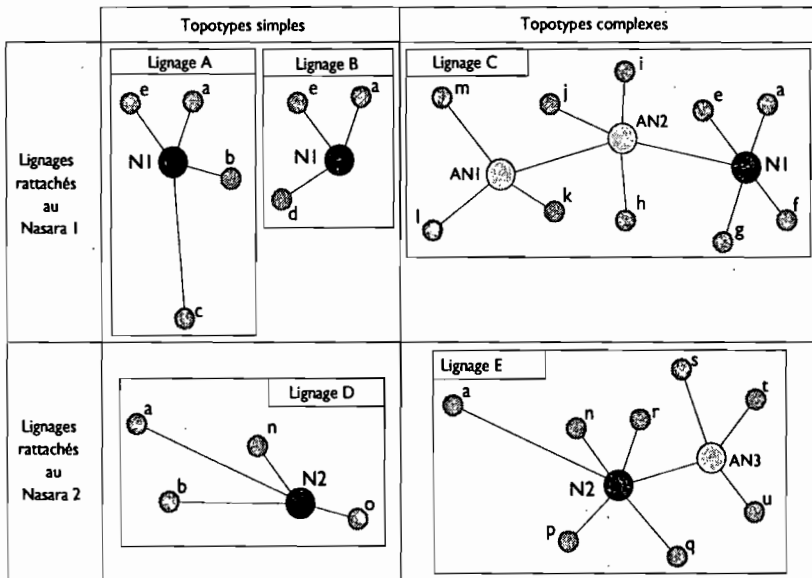
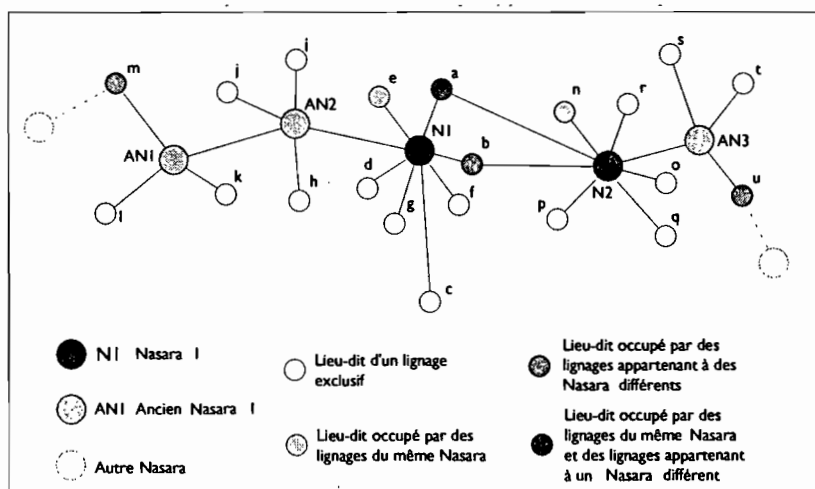


Figure 4 - Complémentarité et chevauchement des topotypes dans l'espace



Si chaque lignage possède son propre *topotype*, néanmoins, de nombreux lieux-dits sont communs au *topotype* de plusieurs lignages, ceux-ci y exerçant des droits territoriaux différents selon leur ancienneté en ces lieux. Les *topotypes* se chevauchent, se complètent et finissent par tisser un maillage complexe frisant l'enchevêtrement et reliant l'ensemble des lieux invoqués par les sociétés locales. La modélisation ci-dessus montre tous les cas de figure possibles (figure 3). La majorité (70 %) des 164 lieux-dits inventoriés n'entrent dans le *topotype* que d'un lignage, ce sont des lieux non partagés. Des 30 % de lieux-dits communs à plusieurs lignages, la moitié sont partagés par des lignages relevant de *nasara* différents, 38 % sont partagés par des lignages relevant du même *nasara*, et les 12 % restants concernent des situations mixtes, les lieux-dits étant communs à la fois à des lignages de même *nasara* et de *nasara* différents. La simulation tient compte de ces proportions et donne une idée, avec seulement cinq lignages, de la complexité de la situation à l'échelle des 42 lignages de *Lolibor*.

Ce modèle d'identification des groupes par leur *topotype* se retrouve également aux Îles Loyauté et aux Îles Fidji. Il s'applique même avec plus de pertinence encore dans ces sociétés à titres dont l'identité territoriale, qu'elle soit clanique ou lignagère, conditionne la place politique du groupe dans le dispositif hiérarchisé des chefferies. La cohésion sociale y est très forte : à l'intérieur du groupe de parenté élargi (clan ou lignage), chaque segment social (lignée ou famille nucléaire) se définit par le segment du *topotype* qu'il occupe. La cohésion du groupe de parenté élargi dépend de la cohésion géographique de ces segments *topotypiques*, qui peuvent d'ailleurs se superposer en certains lieux-dits cultivés par plusieurs lignages séparément ou collectivement.

C'est ce que montre bien, par exemple, l'inventaire des lieux cultivés par les lignages du village de Welagi, sur l'île de Taveuni, au nord-est de l'archipel de Fidji. Cinq lignages (*mataqali*) composent l'unique clan (*yavusa*) du village. Les 83 champs cultivés en 1998 par ces lignages sont répartis sur 21 lieux-dits.

Tableau 3 - Nombre de champs de chaque lignage (*mataqali*) sur les lieux-dits du terroir clanique

Lieu-dit	LIGNAGES				
	Valelevu	Sau	Navusaiaadi	Cake	Nabulailai
Delainaduku	1	-	-	-	-
Nabaluli	1	-	-	-	-
Tobuaga	1	-	-	-	-
Masasa	3	-	-	-	-
Navasua	1	1	-	-	-
Mangofili	1	-	1	-	-
Nabeka	1	-	1	-	-
Gila	1	3	-	1	1
Baleaga	2	3	4	4	1
Trkona	1	8	1	3	1
Wunbalbal	-	1	-	-	-
Gilalevu	-	1	-	-	-
Duruvesi	-	1	-	-	-
Niudamu	-	4	2	-	-
Geli	-	3	2	1	-
Baeloma	-	3	-	1	-
Blok	-	1	-	-	2
Niulekateka	-	2	1	2	1
Waikula	-	1	1	1	3
Gilaleliu	-	-	-	1	-
Naiyala	-	-	-	-	2

L'apparition du même toponyme dans les *topotypes* de plusieurs lignages ou de plusieurs clans ne signifie nullement qu'ils jouissent en cet endroit de droits territoriaux équivalents. Si chacun de ces groupes utilise ce lieu-dit dans la combinaison des lieux qui définit son identité, pour l'un, cette référence ne marque qu'un début d'enracinement dans ce territoire, alors que pour un autre, ce même lieu-dit fera référence à un enracinement ancien, parfois même considéré comme « originel ». En clair, le premier groupe a été accueilli par le second, et se situe de fait dans la « *mouvance territoriale* » de l'homme du lieu.

Les « mouvances territoriales »

Le *topotype* original de chaque lignage donne à chacun son identité sociale propre. Chez les groupes maîtres de la terre, le *topotype* est simple et

homogène, et leur maîtrise territoriale absolue des lieux-dits qui forment ce *topotype* sont unanimement reconnues, ce qui leur procure une indépendance politique importante. Il n'en va pas de même pour les groupes dont le *topotype* est formé de lieux-dits disparates, dont les droits ont été acquis au fil du temps, parfois selon divers procédés : même quand ils ont obtenu en certains lieux-dits des droits équivalents à ceux d'un maître terrien, bien souvent, la majeure partie des autres lieux-dits de leur *topotype* a fait l'objet de contrats d'usufruit ou de concession avec le ou les maîtres des terres locaux. Ces contrats peuvent être très divers, prévoir des échéances de temps allant de quelques saisons à l'éternité, et lier plus ou moins les deux parties en contraignant l'usufruitier à des obligations variables.

À Lifou, les différents dons coutumiers auxquels les groupes, à diverses échelles, sont tenus, permettent d'évaluer leur degré de dépendance ou d'indépendance territoriale vis-à-vis des chefferies ou des maîtres des terres (Guiart, 1992). Le *botr*, don annuel des prémices d'ignames marquant une allégeance politique⁸, doit en effet être distingué des autres dons liés à l'occupation foncière contractuelle et aux droits territoriaux auxquels ils renvoient. Jean Guiart les définit ainsi (*ibid.*, p. 212, 331 et 358) :

- « - le *xenedro* : *présent en remerciement d'une terre mise à disposition pour cultiver ;*
- le *xeninehlapa* : *le même présent transféré à Angajoxu [grand chef] par une circonstance historique ou un tour de passe-passe organisé par le chef ;*
- le *wenehmitre*⁹ : *don de bonne volonté modulé selon les circonstances, d'ignames, de poisson, parfois de bananes ou autres fruits du travail des champs ;*
- le *thithinedro* : *présent d'affection (p. 331), simple marque extérieure de respect dépourvue d'obligation annuelle, qui est de la part du donateur, plus une marque d'indépendance que d'allégeance. Ce don ne se retrouve que dans le cadre de chefferies mineures (p. 358). »*

Ces types de dons marquent la plus ou moins grande dépendance territoriale des lignages vis-à-vis des groupes qui les accueillent sur leurs terres, contrairement au *botr* qui stigmatise la dépendance politique structurelle. Un groupe peut être sujet direct du Grand Chef (*jin i Angajoxu*) et lui donner annuellement un don d'allégeance politique (*botr*), et parallèlement dépendre, là où il se trouve, d'une chefferie locale ou d'un maître des terres auquel il est lié

8. Allégeance des cadets envers leur aîné ou allégeance des chefs de lignages ou de clans envers leur chefferie respective.

9. *wenehmitre* est le terme utilisé dans le pays de *Wetr*, il se dit *sithigen* à Lösi et Gaïca.

par une relation d'obligations pour l'occupation d'un territoire. Il faut ainsi distinguer structure politique et territoire politique, même si dans de nombreux cas, l'un et l'autre coïncident. Mais contrairement au *botr* dont les circuits sont toujours clairement définis (chacun sait précisément s'il doit le *botr* à un aîné ou à un chef de clan), une marge d'interprétation importante est laissée dans la définition des dons liés aux contrats territoriaux.

La différence entre les types de dons est peu claire, au point que Jean-Pierre Doumenge (1982) ne fait aucune différence entre *xeninedro* et *xenineblapa*, et que la définition que donne Jean Guiart (1992) de ce dernier don est mise en doute par le fait qu'il n'est pas réservé au seul Grand Chef. De fait, la nuance entre les termes est souvent si ténue qu'elle n'est pas perçue par les acteurs eux-mêmes, qui ont parfois des définitions contradictoires de ces dons.

À titre d'exemple, un *xeninedro* est le présent offert à périodicité régulière à son chef de lignage pour le remercier d'avoir été installé sur une terre en tant que gardien du *topotype* lignager. Un *xenineblapa* est le même type de présent, mais il marque une plus grande distance entre le bénéficiaire de la terre et celui qui y a concédé des droits. Généralement, lorsque le don s'adresse à un clan différent, on utilise toujours le terme de *xenineblapa* ; mais lorsqu'il s'agit d'un don interne au clan et impliquant deux lignages différents, on peut utiliser le terme de *xeninedro* ou de *xenineblapa*, selon le degré d'intimité ou la volonté de distanciation (voire de segmentation) existant entre deux chefs de lignage. De la même façon, un chef de lignage qui ne doit théoriquement, de manière souple et irrégulière, qu'un *wenebmitre* ou un *thitbinedro* à un autre, peut prétendre lui devoir un *xenineblapa*, ce qui est une manière d'affirmer une relation privilégiée de dépendance avec ce groupe influent dont il est localement le représentant, et de valoriser ainsi sa position sociale.

En somme, même si au moment de l'installation sur les terres, les termes du contrat entre les groupes étaient clairs, il y a une grande subjectivité dans le choix d'utiliser un terme plutôt qu'un autre pour désigner le don honorant le contrat, et aussi dans le sens qui est donné à un don particulier. Ces variations possibles servent les stratégies actuelles des informateurs, pour lesquels la « récupération » en douceur d'un travail de recherche peut être utile.

De manière générale, il est demandé aux usagers des « gestes » significatifs traduisant leur reconnaissance vis-à-vis du groupe terrien ; l'absence de ces gestes témoigne d'une relative défiance et peut être interprétée comme la volonté de s'émanciper du groupe initialement détenteur des droits territoriaux sur les lieux occupés. Détenir des droits d'usufruit et occuper le terroir lignager signifie être gardien d'une terre pour le compte d'un groupe terrien ou d'une chefferie, et implicitement, appartenir à l'aire d'influence de

ce groupe. En aucun cas, les dons de reconnaissance pour la terre que l'on occupe ne peuvent être comparés à un paiement, une location, ni même à une dîme, pour reprendre une terminologie médiévale ; de même, parler de « tenure » foncière est inapproprié ; en revanche, la notion médiévale de « mouvance » entre fiefs, qui renvoie à une idée de « zone d'influence » plus qu'à une organisation foncière figée, est assez pertinente. Dire qu'un usufruitier se trouve dans la « mouvance territoriale » d'un terrien signifie qu'ils sont dans une relation d'interdépendance territoriale et politique réaffirmée par des dons coutumiers plus ou moins codifiés, dont la mesure et la portée politique se font sur un plan qualitatif, et non quantitatif. L'usufruit d'un terroir lignager est toujours la marque d'une relation territoriale et politique forte, fondée sur un contrat de respect mutuel, et qui s'accompagne généralement sur le long terme d'alliances matrimoniales.

Appartenir politiquement à une chefferie n'empêche ainsi pas de relever de la zone d'influence du clan qui accueille le groupe sur ses terres. L'allégeance politique et la *mouvance territoriale* désignent ces modes de dépendance politique complémentaires, mais de nature différente.

À Fidji, si l'on examine de plus près les chevauchements des segments de *topotypes* des différents lignages composant le *Clan Nasuva* au village de *Welagi* (cf. *tableau 3, supra*), l'occupation des lieux-dits, tantôt partagée et tantôt exclusive, montre l'inégalité de l'assise territoriale des lignages au sein du clan (*tableau 4*).

Tableau 4 - Nombre des lieux-dits occupés de manière exclusive ou partagée dans la composition des topotypes de chaque lignage à Welagi, Taveuni (Iles Fidji)

Lieux-dits	LIGNAGES DU CLAN NASUVA				
	Valelevu	Sau	Navusaiaadi	Cake	Nabulailai
Nombre de lieux-dits composant le topotype de chaque lignage	10	13	8	8	7
Nombre de lieux-dits occupés de manière exclusive par le lignage	4	3	0	1	1
Nombre de lieux-dits occupés en partage avec un autre lignage	3	4	3	1	1
Nombre de lieux-dits communitaires occupés avec au moins deux autres lignages	3	6	5	6	5

Tous ces lignages sont politiquement sous la dépendance du chef de clan issu du lignage *Valelevu*. Les lignages *Valelevu* et *Sau* occupent les segments les plus étendus du *topotype* clanique, et surtout, ils bénéficient de plusieurs lieux-dits qu'ils ne partagent pas. Leur position territoriale dominante s'explique par leur histoire : ces deux lignages résultent de la segmentation, au début du siècle, d'un lignage unique (*Nasuva*) qui, en agrégeant sur son territoire les

lignages vivant en périphérie, donna son nom à l'ensemble du clan. Valevevu et Sau sont donc les « hommes des lieux », dont les autres lignages sont dépendants d'un point de vue territorial. Les lignages *Cake* et *Nabulailai* ont néanmoins, chacun, gardé un lieu-dit de référence identaire de leur ancien *topotype*, bien qu'ils dépendent désormais, comme le lignage *Navusaiadi*, des terrains communautaires mis en usufruit par les deux groupes dominants. La segmentation du lignage originel en deux lignages dominants, et leur rivalité politique, se traduisent par la coexistence au sein du clan de deux mouvances territoriales, bien comprise par les trois autres lignages : ceux-ci ont réparti équitablement le nombre des lieux-dits qu'ils occupent dans chacune de ces deux *mouvances territoriales* (tableau 3), au cas où la rivalité entre les deux groupes dominants ferait basculer l'avantage d'un côté plutôt que de l'autre : *Navusaiadi* dispose de 4 terrains de culture dans chacune des aires d'influence, *Nabulailai* de 3 de chaque côté et *Cake* de 3 de l'un et 4 de l'autre.

Il ressort de ces exemples que la notion de clan, dans les sociétés mélanésiennes à titres, renvoie avant tout à une alliance territoriale entre différents lignages ; chacun d'eux essaie de conserver une marge d'autonomie maximale, d'un côté en conservant ses anciens lieux d'implantation dans la composition de son *topotype* moderne, d'un autre côté en jouant sur les différentes *mouvances territoriales* s'offrant dans le paysage géopolitique. Le clan a une cohérence sociale lorsque son territoire gagne une cohérence *topotypique*, et il est probable que, dans l'exemple fidjien, le clan *Nasuva* éclaterait si les trois lignages dépendant des hommes des lieux n'avaient pas réparti équitablement leur propre segment de *topotype* entre les deux *mouvances* potentiellement en conflit. Dans ce cas précis, les *topotypes* des lignages dépendants assurent le ciment territorial de l'ensemble du clan.

Mais chaque lignage, et à une autre échelle, chaque clan, peut aussi étendre son territoire en jouant sur les *mouvances territoriales* extérieures et en ouvrant des routes d'alliances politiques et matrimoniales avec des lignages ou des clans tiers. Le jeu social et territorial devient alors particulièrement complexe.

Echanges et alliances matrimoniales : production de territoires en réseau

Le territoire d'un groupe humain n'est pas seulement constitué d'un *topotype* qu'il doit occuper pour assurer son ancrage identitaire, il est formé également des routes qui le relient à d'autres groupes et qu'il peut parcourir. Lieux et liens se complètent pour construire le territoire des groupes humains, un territoire en réseau dans lequel se fondent tous les *topotypes*.

Le *topotype* est une carte mentale théorique qui permet d'identifier un groupe humain, tandis que le territoire à proprement parler de ce groupe

résulte de l'activation de ce *topotype*. Un *topotype* complexe est le résultat d'un itinéraire lié aux migrations successives du groupe, grâce auxquelles il a constitué un capital de lieux en réseau et dont proviennent, en dépit des distances, une part d'identité et des droits fonciers résiduels. Non seulement l'itinéraire peut se poursuivre, mais localement, le groupe peut aussi envisager de modifier son *topotype* de plusieurs façons. Il peut élargir son patrimoine référentiel de lieux-dits en accédant à des lieux nouveaux, notamment grâce à ses alliances matrimoniales, de la même manière qu'il peut choisir délibérément d'oublier, au profit d'un groupe allié ou sous la pression de tiers, une partie de son itinéraire et de ses lieux de référence trop anciens et trop éloignés ; l'oubli est un des outils de la recomposition spatiale. Pour résumer, le changement consiste à ouvrir des routes vers des territoires alliés, autrement dit à entrer dans la logique de l'échange, tant pour faire reconnaître son *topotype* que dans l'espoir de l'enrichir.

La construction du territoire d'un groupe passe donc par la mise en interaction du *topotype* avec l'environnement, tant spatial que sociologique et politique. En somme, si, par métaphore, le *topotype* est le « génotype » du groupe définissant son hérédité territoriale, on pourrait appeler son territoire un *géotype*, par analogie avec le « phénotype »¹⁰. Le *géotype* d'un groupe serait alors la forme géographique déterminée à la fois par la partie concrète de son *topotype* et par l'influence des phénomènes démographiques, sociaux, économiques, culturels et politiques, sur la structure territoriale. Le territoire d'un groupe est donc un *géotype*, construction culturelle consistant à intégrer son *topotype* dans les réseaux sociaux, économiques et politiques qui relient les groupes entre eux. Autrement dit, le territoire est une entité spatiale dont la configuration est dynamique et qui permet de connecter en réseau les lieux-dits héréditaires du *topotype* aux routes sociales fluctuantes menant aux groupes extérieurs et alliés. Dans ce système, le territoire ne se définit pas en termes d'étendue, mais en termes de portée des lieux hérités. Les routes terrestres ou maritimes portent le territoire au loin, l'ouvrent et, en fin de compte, l'enrichissent. Le territoire est fait de la complémentarité des lieux d'ancrage et des réseaux d'alliances, il est un *géotype* qui combine points statiques et flux, lieux et routes, enracinement et circulation.

Les échanges sont la matérialisation des liens géographiques entre territoires, car ils suivent une route qui différencie et en même temps qui rapproche deux unités territoriales. L'idée de territoire semble ainsi naître d'un double besoin vital : être reconnu comme participant d'un lieu précis dont on tire une identité, et circuler et faire circuler ce que l'on a en propre en

10. Le phénotype d'un individu est en effet l'ensemble de ses caractères apparents qui correspondent à la fois à la partie exprimée du génotype et à des phénomènes déterminés par le milieu extérieur.

empruntant des routes qui lient son propre espace à des espaces dont on reconnaît la spécificité et des habitants desquels on respecte implicitement l'identité.

C'est pourquoi la notion de régime foncier est généralement inopérante en Mélanésie, car les droits et les stratégies sur le territoire ne peuvent s'évaluer et se comprendre qu'en termes de dépendances politiques fluctuantes, marquées par des rites d'échange.

Territoires recomposés et enjeux identitaires du développement

Dans les îles mélanésiennes, les changements spectaculaires qu'offrent les paysages et l'urbanisation apparaissent récents, mais les recompositions territoriales les plus radicales se sont produites il y a plusieurs générations déjà. Le rassemblement des groupes autochtones initialement dispersés, amorcé par les missionnaires au siècle dernier pour l'évangélisation massive de la population, a en effet bouleversé l'organisation spatiale réticulaire traditionnelle et transformé les rapports de force entre chefferies locales, contribuant à compliquer les relations politiques entre les lignages et les clans. La concentration des populations dans les villages a exacerbé la question identitaire. Les enjeux sociaux et territoriaux contradictoires des groupes humains entraînent des confrontations fréquentes et sont l'occasion de mettre en œuvre des stratégies visant à récupérer les nouveaux moyens de structuration territoriale apportés par le « développement ».

Constitution des tribus et des villages et stratégies coutumières

Les tribus et villages en Mélanésie, organisés par les missionnaires, concentrent des populations diverses autour des églises. L'évangélisation a été rapidement détournée par les chefferies locales qui ont largement contribué à amplifier ce processus de regroupement géographique.

Les groupes lignagers, originellement éparpillés ou regroupés en très petites unités dans la forêt, le long des routes d'alliance, rendaient jusque là les réseaux politiques extrêmement fragmentés et complexes, chaque groupe se rendant indispensable dans les connexions passant par son territoire. Il était impossible, dans un tel système réticulaire, de centraliser le pouvoir et de dominer un territoire étendu.

À Lifou par exemple, la création des tribus par les missions religieuses et leur institutionnalisation par l'administration coloniale¹¹ a permis aux chefferies « traditionnelles » (par opposition aux chefferies « administratives ») de ratio-

11. Pour mieux contrôler les populations, l'administration coloniale a créé des entités administratives correspondant à son interprétation de l'organisation traditionnelle : le terme de « tribu » désigne

naliser les réseaux coutumiers en supprimant un grand nombre d'intermédiaires, la condition étant d'avoir un groupe allié ou ambassadeur dans chaque tribu. La stratégie des chefferies a donc principalement consisté à placer, chaque fois que cela était possible, leurs propres sujets ou alliés dans les tribus où les enjeux politiques risquaient d'être importants, tant pour contrôler les territoires et les routes, que pour freiner le renforcement des chefferies concurrentes. L'exemple des Îles Loyauté est très éclairant.

À Lifou, le pouvoir délégué par l'administration coloniale a bien souvent été récupéré par les tenants initiaux du pouvoir local, et lorsque cela n'a pas été le cas, ce pouvoir est relativement effacé et inopérant. Ce qui compte vraiment est la composition sociologique de la tribu et les rapports de force entre groupes influents ou leurs représentants locaux. Certaines tribus ont acquis une cohérence géographique et une cohésion politique fortes grâce à la présence d'une chefferie plus influente que les autres au lieu-dit de la tribu, alors que certaines autres au contraire, par leur composition sociale complexe faisant s'opposer plusieurs chefferies de même importance, sont déchirées par des conflits d'influence et se trouvent dans l'impossibilité d'acquiescer une cohésion suffisante. La traduction territoriale est nette : les tribus dont la cohésion est forte arrivent aujourd'hui à affirmer leur identité et à contrôler un finage englobant les terroirs claniques souvent redessinés, tandis que les autres restent morcelées, dans l'incapacité de réunir les clans rivaux dans un projet commun. Les situations sont d'une extrême variété et chaque tribu est agitée par des conflits d'influence qui lui sont souvent extérieurs. Il est intéressant de relever comment la Grande Chefferie du pays de *Wetr* a acquis sa cohésion et sa prédominance politique en « verrouillant » chaque tribu : un réseau d'ambassadeurs, d'espions et de maîtres du sol occupe le terrain dans toutes les tribus sans exception pour le compte du Grand Chef, afin de contrôler routes et lieux. Les autres chefferies, indépendantes avant l'arrivée des missionnaires, ont perdu du terrain sur le plan politique car elles n'ont pas réussi à constituer un tel réseau. La recomposition territoriale liée à l'instauration des tribus a ainsi contribué indirectement à asseoir un pouvoir centralisé et

un village construit autour d'une église et qui rassemble des clans différents, et celui de « district » un pays coutumier dominé par un *Angajoxu*. Chaque tribu est administrée par un « petit chef » et chaque district par l'*Angajoxu* traditionnel à qui est attribué le titre de « Grand Chef » ayant autorité sur les petits chefs. Cette structure administrative pyramidale ne coïncidant pas avec la structure politique et sociale préexistante, il faut distinguer ces chefferies « administratives » des chefferies préexistantes, que l'on peut désigner conventionnellement par chefferies « traditionnelles » ; cependant, dans de nombreux cas, ce sont les chefferies traditionnelles qui assument aussi la responsabilité administrative, ce qui n'est pas sans conséquence sur la nature de leur pouvoir originel qui a eu tendance à se renforcer. À un niveau inférieur, les tribus sont désormais administrées par un « petit chef » choisi parmi les habitants et par un « conseil des anciens » calqué sur les modèles africains. La tribu ou le village mélanésien moderne est initialement une paroisse censée être gérée par une structure politique dite coutumière, mais qui ne tient pas toujours compte des réalités structurelles et politiques traditionnelles.

réticulé, le jeu politique étant délégué à des représentants de ce pouvoir central dans chaque tribu. Chacune d'entre elles devient une arène politique originale où s'affrontent plusieurs réseaux politiques, et où chaque groupe représentant un chef influent assume une lourde responsabilité géopolitique pour son propre réseau.

La constitution des tribus a donc eu une incidence politique, identitaire et territoriale considérable, chaque groupe devant se positionner vis-à-vis du pouvoir politique dont il dépend et vis-à-vis des groupes auxquels il se retrouve localement confronté ou allié. Certaines chefferies ont fait montre d'une capacité remarquable à instrumentaliser cette recomposition territoriale à leur profit, faisant naître un territoire plus cohérent, et finalement plus proche de l'idée occidentale de territoire. Car parallèlement à la recomposition physique du territoire, s'est opérée une manipulation subtile des idéologies géographiques, locales comme importées.

Idéologies géographiques en conflit : le champ de bataille identitaire moderne

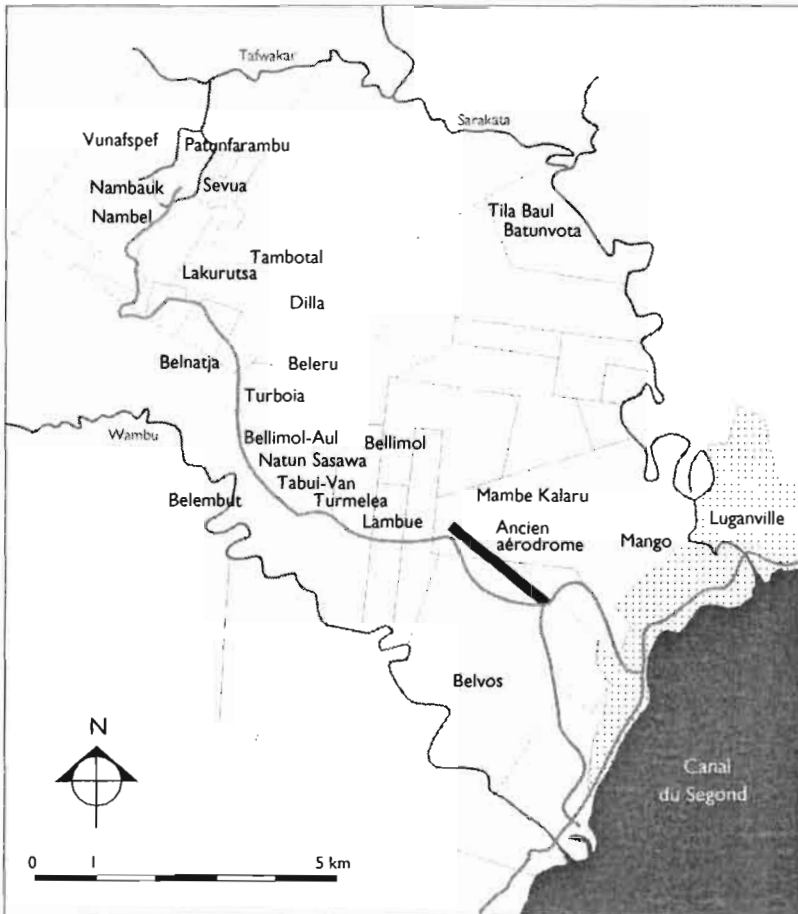
Pendant près d'un siècle, la colonisation a entraîné des recompositions territoriales importantes, qui sont remises en cause dans le contexte moderne de décolonisation. Mais on est loin de s'acheminer vers une reconstitution des territoires tels qu'ils étaient au moment des premiers contacts. Si les représentations territoriales anciennes subsistent sous une forme réactualisée, les idéologies géographiques et sociologiques importées, souvent dominantes, s'opposent au modèle ancien (Bonnemaison, 1989). À Vanuatu, État indépendant depuis 1980, le cas du projet de lotissement agricole de *Beleru* (LAB), au sud de Santo, est à ce titre exemplaire.

La Constitution de Vanuatu prévoit de rétrocéder l'ensemble des terres du pays aux propriétaires coutumiers originels spoliés par la colonisation, ce qui pose de sérieux problèmes dans la zone de *Beleru*, qui a connu quatre-vingts années d'occupation européenne, principalement française.

La zone en question est riche en vestiges de villages et de hauts-lieux « traditionnels » : baniens gigantesques, places de danses... Les habitants de la région connaissent tous plus ou moins ces lieux qu'ils savent nommer et dont ils peuvent raconter une part d'histoire. Mais au lendemain de l'Indépendance de Vanuatu, l'obligation faite aux clans d'invoquer devant les tribunaux leur implantation territoriale ancienne pour recouvrer leurs terres « traditionnelles » allait déboucher sur des dialogues de sourds : non pas que les groupes allaient forcément se disputer pour obtenir la plus grande emprise foncière possible, mais parce qu'en fonction de leur histoire propre, ils avaient développé des représentations de l'espace et du territoire idéologiquement opposées.

Pendant de nombreuses décennies, l'espace spolié avait été déboisé et « mis en valeur », les enclosures avaient été découpées en parcelles géométriques, principalement couvertes de cocoteraies, dont l'élevage bovin assurait le nettoyage. Les chemins anciens furent détournés, les lieux abandonnés par les populations mélanésiennes, déplacées vers le bord des routes ; le démantèlement des micro-sociétés locales fut quasiment total. Pendant toute cette période de réorganisation de l'espace par les Français, les lieux dont la toponymie restait dans les mémoires étaient engloutis dans des parcelles portant le nom de leur propriétaire colonial. En 1980, on se retrouvait par conséquent avec un double héritage spatial : un parcellaire occidental couvrant tout l'espace, et des lieux anciens fossilisés depuis des décennies (figure 5). Lorsque le tribunal demanda aux groupes autochtones de décrire leur ancien territoire, ils pouvaient s'appuyer plutôt sur l'un ou plutôt sur

Figure 5 - Toponymie et parcellaire colonial dans la zone de Beleru (Santo, Vanuatu)

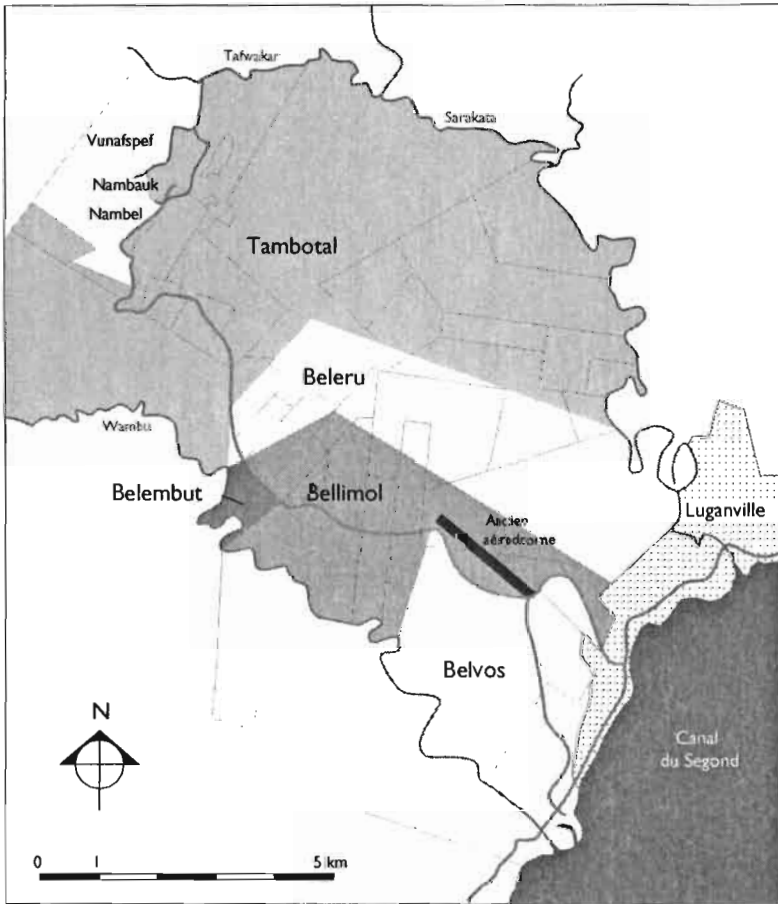


(Sources : IGN, Ministère des Terres de Vanuatu, Enquêtes personnelles)

l'autre des systèmes de représentation spatiale. C'est ainsi qu'à *Beleru*, les clans *Taptumol* et *Loyror* ont exprimé des conceptions incompatibles de l'espace, qui devaient déboucher sur un conflit foncier majeur.

Le clan *Taptumol* recensa les *hauts lieux*¹² qui entraient dans son *topotype* et s'appuya sur la carte moderne du parcellaire laissée par les colons ; comme dans le système spatial colonial, il extrapola des aires pour chacun de ces noms de lieux. *Tambotal*, *Beleru*, *Bellimol*, lieux-dits que le groupe revendiquait et dont il ne fait aucun doute qu'ils entraient dans son patrimoine *topotypique*, étaient donc présentés par ce clan comme de vastes aires aux limites précises (figure 6) et tracées au cordeau sur le modèle des parcelles coloniales, mais sans pour autant en reprendre les contours. Présentés de la sorte, les lieux revendiqués couvraient un territoire immense.

Figure 6 - Découpage des lieux en parcelles selon le Clan Taptumol



(Sources : IGN, Ministère des Terres de Vanuatu, Tribunal de Port-Vila, enquêtes personnelles)

12. C'est-à-dire les lieux-dits dont l'importance symbolique était reconnue dans toute la région.

À l'inverse, *Loyror*, chef de clan originaire de *Sevua* dans l'arrière-pays, décrivait avec la même honnêteté son *topotype* et la route qui le reliait aux différents lieux de cet espace et qui lui permettait de rejoindre la mer. Le chemin coutumier, à la fois sentier réel et itinéraire social, que son groupe avait l'habitude de parcourir, et dont les étapes précises ne sont pas contestées, devait permettre au groupe de ramasser des crabes et de récolter divers produits de la mer¹³ et constituait une portion importante de son territoire. Un document exceptionnel présenté par *Loyror* (figure 7) devant le Tribunal coutumier figure cette route sur un plan. Chaque voyage était ponctué par un arrêt aux lieux représentés sur la carte (*ples blong pig kilim* = lieu pour tuer les cochons) où des échanges rituels avec les groupes locaux s'effectuaient, le clan payant son droit de passage par le sacrifice de cochons à dents recourbées.

Le tribunal l'obligeant à définir son territoire coutumier en termes de surface et de limites, *Loyror* a dû parcourir le terrain et repérer des points particuliers susceptibles de fournir une limite au couloir territorial qu'il voulait s'assurer jusqu'à la mer : il appela cette limite « *kastom boundre* » (limite coutumière), sachant pertinemment qu'elle ne signifiait rien d'objectif. Mais ne pouvant revendiquer une route et des lieux coutumiers précis, il fut obligé de présenter son territoire *Sevua* sous forme d'aire, du village *Nambauk* jusqu'à la mer, longeant la rivière *Sarakata*.

En somme, la première revendication présente un territoire aménagé en parcelles, qui recouvre tout l'espace, et la seconde un territoire structuré par des lieux de passage, mais dont il a fallu construire artificiellement une limite. Dans le premier cas, l'idéologie géographique occidentale d'un espace aréolaire limité et approprié a finalement englouti le *topotype* qui a servi à légitimer le territoire ; dans le second cas, l'idéologie d'un espace réticulaire a assimilé une route, dont l'accès était souvent obtenu après d'âpres négociations, au territoire du groupe¹⁴.

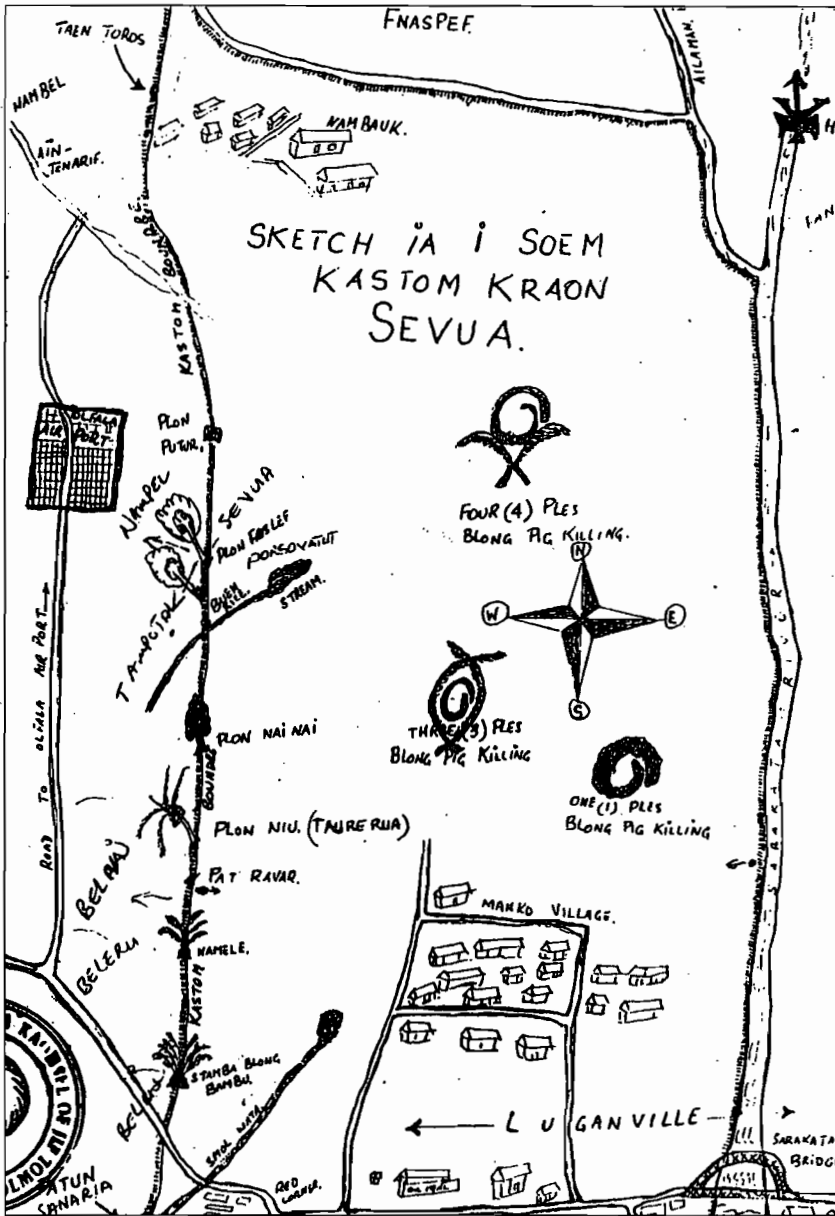
Ainsi, les cartes présentées par les deux parties n'ont rien en commun et si chacun des clans reconnaît les droits de l'autre sur les lieux¹⁵, en revanche,

13. Cela n'étant peut-être qu'un prétexte, l'accès à la mer permettant surtout au groupe d'élargir ses réseaux d'échange.

14. Joël Bonnemaïson (1996) a expliqué que « celui qui a une "route" au-delà de ses propres lieux "participe" d'une certaine façon à l'identité et à l'espace que cette route traverse ; il se relie ainsi aux lieux, mêmes étrangers, où elle conduit [...] l'itinéraire qui agrandit ainsi l'espace de parcours fait en quelque sorte partie du territoire. » (p. 176) L'auteur a montré en outre que pour les groupes de montagne, il était souvent vital d'avoir accès à une telle route, non seulement pour des raisons nutritionnelles, mais aussi pour avoir socialement et politiquement la possibilité d'accéder à un espace beaucoup plus vaste afin de construire des réseaux d'alliances dépassant les simples villages des alentours. Cette route faisait partie du territoire du groupe, comme seul cordon fragile le reliant au monde extérieur.

15. *Loyror* ne conteste pas les droits de *Taptumol* sur *Tamboual*, *Bellimol* et *Beleru*, de la même manière que *Taptumol* ne conteste pas les droits de *Loyror* sur *Sevua*.

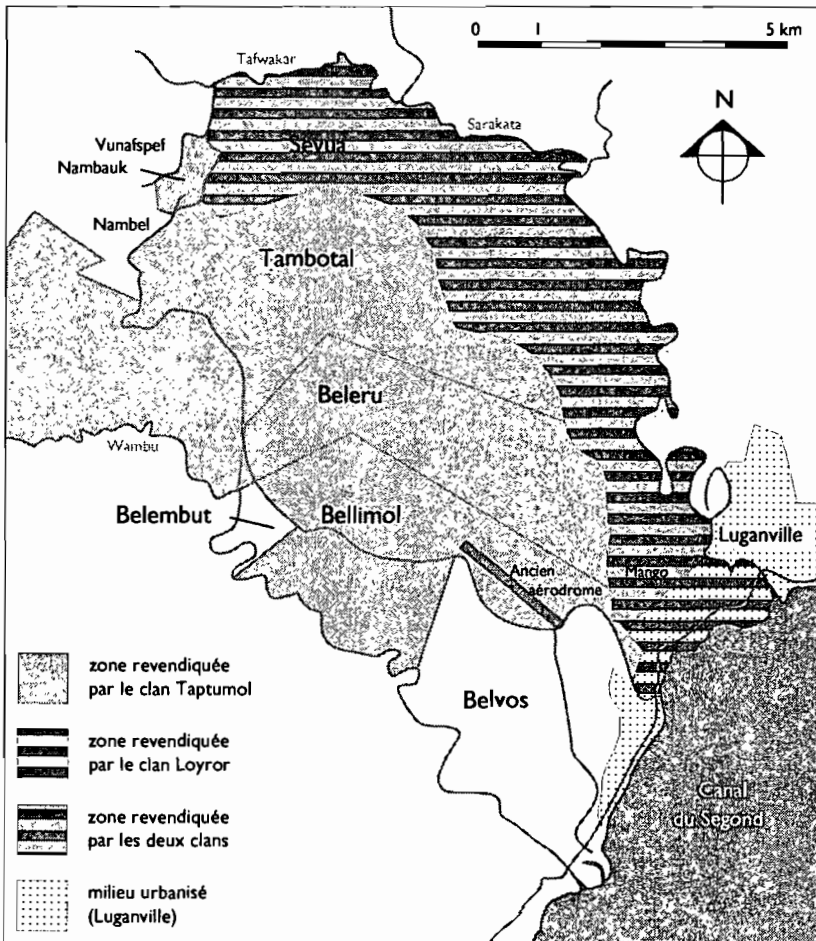
Figure 7 - Carte présentée par Loyror pour décrire son territoire coutumier



l'emprise des lieux et leur délimitation posent problème. Le cadre juridique favorise l'idéologie géographique héritée de la période coloniale et liée au zonage et à la propriété individuelle, alors qu'au début de l'occupation de l'espace par les colons, les territoires coutumiers se définissaient en termes de lieux-dits et de routes, d'espaces réticulés parcourus et ponctuellement occupés. La transcription des deux définitions territoriales sur un même fond de carte annonce un conflit foncier (*figure 8*), alors qu'aucun lieu-dit ne faisait au départ l'objet d'une contestation.

Bien sûr, les coutumiers ne sont pas innocents et utilisent l'une ou l'autre idéologie selon l'objectif recherché. Les chefferies de Lifou semblent se livrer à la même manipulation des concepts de territoire pour consolider leur

Figure 8 - Revendications territoriales des clans Taptumol et Loyror à Beleru



(sources : IGN, Tribunal de Port-Vila, Ministère des terres de Vanuatu)

emprise politique, en proposant notamment un inventaire foncier « coutumier » des terres, lequel serait plutôt défavorable aux groupes terriens. La « lecture » des territoires est un des moyens privilégiés pour déceler ce genre d'instrumentalisation d'opérations modernes, et plus largement, pose le problème de l'instrumentalisation des actions dites de « développement ».

Les territoires mélanésiens dans le développement

Le discours des Mélanésiens sur leur mode de vie et leur coutume est volontiers traditionnaliste, donnant une image très conservatrice des sociétés locales et de leurs fondements culturels. Cela contraste fortement avec l'engouement que suscite la plupart des politiques d'aide au développement auprès de la population : à Lifou par exemple, depuis sa création en 1990 à 1997, la Province des Îles a reçu plus de 2 000 demandes de subvention de « projets de développement » privés, et elle en a subventionné 540, pour une population de 20 000 habitants. On est en présence de populations qui, d'un côté, revendiquent un ancrage fort dans la tradition, la coutume et le territoire, et qui, d'un autre côté, montrent un certain empressement à s'investir dans des projets économiques susceptibles d'entraîner des mutations sociales, économiques et culturelles importantes. Cependant, le paradoxe n'est peut-être qu'apparent et l'articulation entre coutume et modernité moins difficile qu'il n'y paraît.

Ce qui précède montre déjà largement que, dans le passé, et lorsque les conditions historiques leur ont laissé une marge de liberté suffisante, les Mélanésiens ont fait preuve d'une grande capacité à assimiler le changement et à l'utiliser dans le cadre de leurs stratégies coutumières. Les principes de territorialité et les fondements idéologiques identitaires ont ainsi subi des transformations importantes, ce qui explique en grande partie la forte demande des Mélanésiens vis-à-vis des projets de développement. En Nouvelle-Calédonie, cette question est habituellement abordée selon le parti-pris sous-entendu dans la formule « les Kanak *face* au développement » (Leblic, 1993). Il paraît aujourd'hui indispensable de compléter cette approche en envisageant aussi la question sous l'angle des Kanaks *dans* le développement. Cela revient à s'intéresser non seulement à la forme locale que prennent les opérations de développement, mais aussi à la nature des phénomènes sociaux et territoriaux impliqués dans ces processus de changement.

De la même manière que Jean-Pierre Olivier de Sardan (1995) démontre la nécessité d'une anthropologie du développement, il devient urgent que la géographie moderne propose une approche culturelle du développement et s'intéresse à l'aménagement moderne des territoires en offrant une grille de lecture adaptée. Le développement constituant une arène où développeurs et

développés optimisent leur bénéfice respectif, le processus d'assimilation du développement amène les acteurs locaux à opérer des choix en fonction des stratégies qu'ils suivent et du contexte économique, politique, social et territorial dans lequel ils se trouvent : *sélection* des projets et des éléments exogènes à adopter, et *détournement* des éléments sélectionnés en vue de leur appropriation endogène. Ces observations déduites des terrains africains semblent très pertinentes pour l'Océanie, où les sociétés sont de surcroît reconnues comme particulièrement « *géographiques* » (Raison, 1984 ; Bonnemaïson, 1996), ce qui place la territorialité et les stratégies qui y sont afférentes au cœur du problème.

En Nouvelle-Calédonie, à Vanuatu et à Fidji, de nombreux exemples confirment cette instrumentalisation du développement. La plupart des projets qui nécessitent l'aménagement du territoire s'insèrent dans une stratégie lignagère ou clanique et sont conçus pour répondre aux exigences sociales et territoriales du moment (Herrenschmidt, 1994, 1998a, 1998b, 1999 ; Goud, Herrenschmidt, Yung, 1997). Les inventaires fonciers coutumiers reçus avec enthousiasme par certains, comme à Fidji au début du siècle ou très récemment au nord d'Ambrym à Vanuatu, font aussi l'objet d'un détournement local au profit de quelques groupes. Ces projets ont en fin de compte un dénominateur commun : leur instrumentalisation sert en priorité à modeler le territoire, à modifier et à recomposer progressivement le *topotype* du groupe, à renforcer et à étendre sa *mouvance territoriale* et ses *réseaux d'alliances*. Cette stratégie peut être menée à l'échelle de la lignée, vis-à-vis des autres lignées composant le lignage ou le clan, comme à l'échelle du clan, vis-à-vis des autres clans dans le dispositif polyclanique du pays coutumier. Parfois, certains entrepreneurs déploient des stratégies différentes mais complémentaires à chaque échelle socio-territoriale, cherchant à améliorer la place de leur lignée au sein du clan en agrandissant leur *topotype* sur le terroir lignager interne, tout en travaillant pour l'extension de l'influence territoriale de l'ensemble du clan à travers des projets parallèles. De tels acteurs jouent alors autant sur l'emprise territoriale à proprement parler, que sur la nature des projets qu'ils cherchent à implanter.

Dans ces stratégies sociales et territoriales, le développement est en effet mis au service des objectifs de chaque composante de la société, faisant ressortir avec force la nature duelle de cette dernière : les terriens cherchent à asseoir leur *mouvance territoriale* en créant des réserves foncières grâce à des projets d'enclosures à bétail ou de vergers, tandis que les groupes liés aux chefferies tentent de renforcer leur *topotype* et leurs réseaux politiques en implantant des projets technologiques ou de service. Fait remarquable, la plupart des projets sont localisés en des lieux à forte charge symbolique pour l'entrepreneur, son groupe et les groupes alentour, et la nature même des

projets trouve sa source et sa rationalité dans l'identité de l'entrepreneur, qu'il met en avant ou qu'il cherche à modifier. Le développement est ainsi l'instrument idéal des stratégies sociales et territoriales, non seulement parce que la nécessité de « progrès » lui procure une justification aisée, mais aussi parce qu'il est un moyen discret et efficace d'agir sur la nature des relations coutumières, tout en paraissant défendre la coutume et la structure sociale en place. En d'autres termes, le développement, parce qu'il permet d'agir sur la territorialité de chaque groupe, est instrumentalisé pour reformuler l'identité sociale de celui-ci, en le « repositionnant » en quelque sorte. Cela ne signifie pas que les préoccupations économiques soient inexistantes : elles sont de premier ordre par exemple lorsque le poids économique d'un groupe lui permet des participations financières importantes aux événements rituels, car le prestige qu'il en retire est un atout pour mieux s'insérer encore dans les réseaux d'alliance traditionnels. Mais de fait, ces préoccupations restent subordonnées aux impératifs sociaux et territoriaux : la dimension territoriale prime, parce que l'identité sociale est liée à l'ancrage dans la terre via le *topotype* ; l'ascension sociale ne peut se réaliser de manière consensuelle qu'à travers la modification du territoire, c'est-à-dire du *topotype* d'un côté, et des routes d'alliance de l'autre. Tout autre type de progression sociale déconnectée du territoire, par exemple une ascension politique ou économique dans le système occidental moderne, ne suffit pas à changer l'identité du groupe et à assurer son ascension¹⁶. Seul un changement progressif sur le long terme des alliances politiques et de l'assise *topotypique* permettra à un groupe de transformer son héritage mythique et sa place socio-territoriale. L'identité est toujours le fruit d'un long mûrissement de la territorialité, que l'instrumentalisation du développement permet ponctuellement d'accélérer. Ainsi, les opérations de développement constituent en Mélanésie l'outil d'une dynamique sociale et territoriale que les critères « objectifs » de l'économie classique sont incapables d'apprécier : les progrès induits par l'assimilation du développement ne sont pas forcément comptables et l'échec annoncé du développement en Mélanésie est loin d'être démontré. Tout en cultivant les valeurs du passé, les Mélanésiens transforment leur société ; les joutes territoriales et identitaires traditionnelles, en perdurant, permettent l'assimilation des profonds changements sociaux et culturels qu'apporte le développement, et s'offrent comme une solution à la difficile équation : changer en restant soi-même.

16. Il n'est qu'à voir l'attitude humble et respectueuse d'un cadre ou d'un homme politique mélanésien de retour dans son village d'origine. Il enlève sa cravate et retrousse ses manches pour participer, à son rang, aux travaux coutumiers lors des manifestations rituelles de son village. Son groupe bénéficie d'un certain prestige lié au charisme de son champion, mais il reste à son rang et n'échappe pas à son statut au sein du dispositif coutumier.

Références bibliographiques

- BONNEMAISON J., 1989. L'espace réticulé ; Commentaires sur l'idéologie géographique. In *Tropiques, Lieux et Liens*, Paris, ORSTOM, p. 500-510.
- BONNEMAISON J., 1996. *Gens de pirogue et gens de la terre, les fondements géographiques d'une identité : l'archipel de Vanuatu*, Livre 1. Paris, ORSTOM, 460 p.
- BONNEMAISON J., 2000. *La géographie culturelle*. Etabli par Maud Lasseur et Christel Thibault. Paris, CTHS, 152 p.
- DOUMENGE J.-P., 1982. *Du terroir... à la ville, les Mélanésiens et leurs espaces en Nouvelle-Calédonie*. Bordeaux, CEGE/CNRS, coll. travaux et documents de géographie tropicale, 488 p.
- GIDDENS A., 1987. *La constitution de la société*. Paris, PUF.
- GOTTMANN J., 1955. *Eléments de géographie politique*. Les Cours de Droit, fascicule II, Paris.
- GOUD B., HERRENSCHMIDT J.-B., YUNG J.-M., 1997. *Projet d'appui au démarrage de la coopérative du lotissement agricole de Beleru*. Étude de faisabilité CIRAD/Ministère de l'Agriculture, des Forêts, de l'Élevage et des Pêches de Vanuatu, Montpellier/Port-Vila, 75 p. + 55 p. annexes.
- GUIART J., 1992. *La chefferie en Mélanésie*. Paris, Institut d'Ethnologie, 467 p.
- GUIDIERI R., 1980. *La route des morts*. Paris, Seuil, coll. Recherches Anthropologiques, 425 p.
- HERRENSCHMIDT J.-B., 1994. *Les projets de développement privés aux Îles Loyauté depuis 1988, Problèmes et propositions méthodologiques*. Mémoire de DEA Géographie et pratique du développement dans le tiers-monde, Université de Paris X-Nanterre, 130 p.
- HERRENSCHMIDT J.-B., 1998a. Développement et terres coutumières en Mélanésie : un regard de la géographie culturelle. In *Le voyage inachevé... Hommage à Joël Bonnemaïson*, textes réunis et présentés par Dominique Guillaud, Maorie Seysset, Annie Walter. Paris, ORSTOM/PRODIG (CNRS), p. 513-520.
- HERRENSCHMIDT J.-B., 1998b. *Étude de faisabilité pour l'installation de générateurs bio-carburants à Fidji, Etude socio-économique et géographique*. Nouméa, Commission du Pacifique Sud, 69 p.
- HERRENSCHMIDT J.-B., 1999. Le « développement » dans les Îles Loyauté : cinq ans d'assimilation. In *La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins* G. DAVID, D. GUILLAUD, P. PILLON, (eds). Nouméa/Paris, Société des Océanistes/IRD (ORSTOM), p. 177-194

- LEBLIC I., 1993. *Les Kanak face au développement, la voie étroite*. Grenoble/Nouméa, PUG/ADCK, 412 p.
- LEVI-STRAUSS C., 1958. *Anthropologie structurale*. Réédit° 1995, Paris, Plon, coll. Agora/Pocket, 480 p.
- OLIVIER de SARDAN J.-P., 1995. *Anthropologie et développement*. Marseille/Paris, Apad/Karthala, 221 p.
- PREVELAKIS G., 1997. *La notion du territoire dans la pensée de Jean Gottmann*. Paris, L'Harmattan, Géographie et Culture, n° 20, p. 81-92.
- RAISON J.-P., 1984. *Les Hautes Terres de Madagascar et leurs confins occidentaux. Enracinement et mobilité des sociétés rurales*. Paris, Karthala, 2 tomes, 662 p. et 614 p.
- RAVUVU A., 1983. *Vaka i Taukei : The Fijian Way of Life*. Suva, IPS/USP, 130 p.
- TJIBAOU J.-M., MISSOTTE P., 1976. *Kanaké, Mélanésien de Nouvelle-Calédonie*. Papeete, Editions du Pacifique, 120 p.

L'autonomie régionale : une réponse à la « javanisation » de l'archipel indonésien ?

Résumé : Pour nombre d'observateurs, le chaos qui règne en Indonésie depuis plus de quatre ans est le signe le plus visible de la faillite de l'« Ordre nouveau » du Général Suharto. Le régime autoritaire issu des événements de septembre 1965 est réputé avoir conduit le développement du pays au bénéfice quasi exclusif de Java et des Javanais, d'où le ressentiment des populations des autres îles. L'autonomie régionale, voire le fédéralisme, sont souvent présentés comme le remède miracle aux maux dont souffre le pays. Ce n'est pas le point de vue de l'auteur.

LES TROUBLES et les revendications séparatistes se multiplient dans les îles indonésiennes depuis la chute du Général Suharto en avril 1998. Pour la majorité des commentateurs, cette crise qui perdure serait le symptôme le plus visible de la faillite de l'« Ordre nouveau », le régime instauré au lendemain des « événements » de septembre 1965 qui avaient provoqué l'effacement de Soekarno, l'un des pères de l'indépendance du pays. Les foyers de tensions sont si nombreux et les troubles si graves que certains prédisent même à terme l'éclatement du pays.

À des degrés divers, en dehors de Java, d'Aceh à l'Irian Jaya¹, nombre de peuples se plaignent d'avoir été brimés durant plus de trente ans. Que ce soit sur les plans politique, économique ou culturel, ils considèrent que leurs intérêts légitimes ont été sacrifiés sur l'autel du développement qui n'a, de fait, profité qu'à l'île de Java et même, plus particulièrement, qu'à la ville de Jakarta. Parmi les reproches le plus souvent exprimés par l'homme de la rue, on trouve l'exploitation éhontée des richesses minérales et forestières des îles dites extérieures au profit quasi exclusif de Java, le renforcement des inégalités en matière de développement économique au détriment des provinces éloignées du centre politique du pays, ainsi que l'accentuation des différences de niveau de vie entre les peuples de l'archipel. À un niveau plus élaboré,

1. Selon le souhait du Président A. Wahid, il est question de rebaptiser la province d'Irian Jaya « Papouasie occidentale ». Les services du ministère de l'Intérieur interrogés, en avril 2001, font cependant remarquer que la mesure n'a été entérinée par aucun texte réglementaire.

nombre d'intellectuels indonésiens déplorent, pêle-mêle, l'impérialisme politique javanais qui transparait à l'occasion des nominations aux postes de hauts fonctionnaires et de gouverneurs de provinces ou, plus subtilement, par le biais de programmes de migrations organisées, présentées sous un angle faussement social. Pour nombre d'observateurs, aussi bien en Occident qu'en Indonésie, la stabilisation de la situation exige des réformes en profondeur conduisant à minorer le poids économique et politique de Java. C'est le sens des réformes entreprises par le Président A. Wahid, qui visent à redonner une certaine autonomie aux responsables locaux.

L'objet de cet article est triple : estimer dans quelle mesure le reproche fait au gouvernement central de javaniser insidieusement l'archipel est fondé ; évaluer la marge de manœuvre dont il dispose ; apprécier la pertinence et, éventuellement, souligner les dangers de la politique d'autonomie régionale lancée par le Président A. Wahid, démis de ses fonctions en août 2001 et remplacé à la tête de l'Etat par Megawati Sukarnoputri, la fille du premier président indonésien.

Trente ans de « javanisation » de l'archipel sous l'« Ordre nouveau » ?

Depuis l'avènement de l'« Ordre nouveau » du Général Suharto en 1965, le grand reproche fait aux Javanais par les habitants des îles dites « extérieures » est d'avoir organisé la vie politique et économique du pays à leur profit exclusif, au mépris des intérêts des autres peuples dont ils sapent au passage l'identité culturelle.

Une colonisation rampante des îles ?

Les Javanais constituent le groupe majoritaire du pays et ont la réputation de vivre à l'étroit. Ils sont accusés d'envahir peu à peu l'ensemble des îles, quitte à refouler les populations autochtones. Pour autant, il convient de rappeler que ce ne sont pas les seuls occupants de Java : ils voisinent avec des Sundanais et des Madurais. Les Javanais sont originaires du centre et de l'est de l'île, tandis que les Sundanais occupent la partie occidentale, à l'exception d'une mince frange côtière aux environs des villes de Banten et d'Indramayu. Par contraste, les Madurais font figure de nouveaux-venus : ils se sont installés dans l'île à partir du XIX^e siècle. Ils sont originaires de Madura et des îles alentour (Bawean, Sapundi, Kangean)² et ont émigré en masse dans la partie orientale de Java, dans ce que les Néerlandais appelaient l'*Oosthoek*, le « Coin oriental ».

Selon l'enquête inter-censitaire de 1995, les Indonésiens âgés de plus de 5 ans dont la langue maternelle est le javanais forment le groupe le plus important

2. En mer de Java, au large de la province de Java-Est.

du pays avec 67,5 millions de personnes. Ils représentent un peu moins de 39 % de l'ensemble de la population. Les populations de langue maternelle sundanaise sont un peu plus de 25 millions ; elles représentent numériquement le second groupe, soit un peu moins de 15 % de la population totale de l'Indonésie. Enfin, les populations de langue maternelle maduraise, au nombre de 7 millions environ, constituent le troisième groupe, avec un peu plus de 4 % de la population totale du pays. Au total, les populations originaires de Java ou de la petite île adjacente de Madura représentent donc un peu plus de 57 % de la population totale du pays³. Précisons, en outre, que d'une manière générale, en dehors de Java, Javanais et Sundanais sont souvent confondus, tandis que les Madurais sont perçus de manière bien individualisée.

Chacun sait que Java est très peuplée. En 2000, l'île abrite un peu plus de 120 millions d'habitants. Les densités sont particulièrement élevées : 1 009 hab./km² dans la province de Java-Ouest ; 948 dans celle de Java-Centre ; 976 dans la Région administrative spéciale de Yogyakarta (DIY) ; 720 dans celle de Java-Est⁴. Et, encore, ne s'agit-il que de moyennes : dans le centre de l'île, en zone rurale, les densités atteignent souvent des valeurs prodigieuses (supérieures à 2 000 hab./km² dans les environs de Klaten et de Sukoharjo, par exemple). Les paysans sans terre sont évidemment très nombreux et les exploitations agricoles de dimensions très modestes. Déjà en 1980, dans la province de Java-Centre, dans le *kabupaten*⁵ de Wonosobo, 78 % des exploitations ont une superficie inférieure à 0,25 ha, 71 % dans celle du *kabupaten* de Bantul... Dix ans plus tard, des enquêtes de terrain précises montrent qu'au pied du Merapi, dans la dépression de Bantul-Sleman, au centre du sultanat de Yogyakarta, 59 % des exploitations ont une superficie inférieure à 10 ares⁶.

À l'inverse, les densités de population sont souvent beaucoup plus faibles dans les îles extérieures. À Sumatra, la densité moyenne est de 88 hab./km², elle est de 75 à Sulawesi, légèrement inférieure à 20 à Kalimantan et de 5 en Irian Jaya. Cette fois encore, les moyennes recouvrent de profondes disparités : sur la côte orientale de Sumatra, dans les mangroves qui s'étendent de Bagan Siapiapi, au nord, au fleuve Mesuji, au sud, le peuplement est très clairsemé et les densités inférieures à 50 hab./km². À Kalimantan, dans l'intérieur de l'île, 25 % des circonscriptions n'atteignent pas 25 hab./km² ; 90 % en Irian Jaya ! Pour les populations des îles extérieures, le risque d'être submergées par des migrants à l'étroit dans leur île est donc très vivement ressenti.

Leurs craintes semblent être corroborées par le fait que les populations originaires de Java sont fortement représentées dans certaines îles. De fait, en

3. Indonésie, Biro Pusat Statistik, 1996, tabl. 16.9, p. 177.

4. Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000c, p. 5-7.

5. *Kabupaten* : circonscription administrative du niveau du département.

6. Sevin, 2001a, tome I, p. 396-397.

1995, Sumatra et Kalimantan accueillent d'importantes communautés immigrées : 8 millions de Javanais et 810 000 Sundanais à Sumatra ; 1,1 million de Javanais et 218 000 Madurais à Kalimantan. Dans les autres îles, sans être aussi importante, la présence des Javanais et des Sundanais n'est pas négligeable : on recense 337 000 Javanais à Sulawesi, 134 000 dans les îles de la Sonde et 100 000 en Irian Jaya ; 44 000 Sundanais à Sulawesi et 8 000 en Irian Jaya.

Au sein de ces îles, les communautés originaires de Java sont réparties de manière très inégale, ce qui donne parfois prise aux accusations de « colonisation ». À Sumatra et, dans une moindre mesure à Kalimantan, des régions entières se transforment en « petites Java ». À Sumatra, le peuplement javanais est omniprésent sur la côte orientale et dans le sud de l'île, de Riau au Lampung. Populations de langue javanaise ou sundanaise représentent entre 21 et 22 % de la population totale des provinces de Jambi, de Sumatra-Sud et de Bengkulu, et plus de 70 % de celle du Lampung. A Kalimantan, Javanais et Sundanais représentent près de 25 % de la population de la province de Kalimantan-Est.

À titre d'exemple, à l'extrémité méridionale de Sumatra, les populations lampung se trouvent aujourd'hui totalement marginalisées. Le Vieux-Lampung, avec ses villages-rues et ses habitations à plancher haut entourées de plantations de poivriers, se limite désormais à la côte de l'océan Indien, autour de Krui, aux hautes terres de Liwa, aux confins du lac Ranau dans les monts Meratus voire, dans une moindre mesure, à la côte du golfe du Semangka. Dans les plaines du Centre-Lampung, qui constituaient au début du siècle le cœur du Pays abung, les populations autochtones ont été totalement submergées par les Javanais et les Sundanais. Dans les villages des *kecamatan*⁷ Jabung et Way Jepara, les Lampung ont été dépossédés par les Javanais qui possèdent 86 % des terres agricoles. Dans le village de Jepara, 85 % de la superficie des plantations paysannes qui faisaient la fierté des Lampung sont dorénavant aux mains des Javanais⁸.

Un pillage des richesses de l'archipel ?

C'est un fait que Java ne peut vivre sans les îles extérieures. En 2000, Java abrite un peu plus de 59 % de la population totale du pays sur moins de 7 % de la superficie du territoire national. Or, l'ensemble des richesses naturelles (pétrole, gaz, produits miniers et bois) qui, en 1999, entrent à hauteur de 11 à 12 % dans la composition du PIB, se trouvent hors de Java⁹. En ce qui concerne le pétrole, les gisements de Java (Ceribon, Rembang, Surabaya) étant

7. *Kecamatan* : circonscription administrative du niveau du canton.

8. Sevin, 2001a, tome II, p. 792-794.

9. Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000a, tabl. 11.1, 11.2, 11.3, p. 549-554.

pratiquement épuisés, l'approvisionnement repose sur Sumatra (Pangkalanbrandan, Riau, Jambi, Palembang), Kalimantan (Balikpapan, Tarakan), et l'Irian Jaya (Sorong). En ce qui concerne le gaz, le pays compte sur les gisements d'Arun dans la province d'Aceh, de Bontang sur la côte orientale de Sumatra, de Badak dans la province de Kalimantan-Est et, surtout, des îles Natuna en mer de Chine méridionale, au large de la province de Kalimantan-Ouest. On ne trouve pas non plus de charbon à Java, mais à Sumatra (mines de Bukit Assam et de l'Ombilin) et un petit peu dans l'est de Kalimantan. Il en va de même pour les divers minerais : le minerai de cuivre est présent à Sumatra, à Sulawesi et, surtout, en Irian Jaya ; le nickel vient pour l'essentiel de Sulawesi, de Kalimantan et d'Irian Jaya ; la bauxite provient de l'île de Bintan et de l'ouest de Kalimantan... Enfin, chacun sait que Java est une île totalement déforestée et que les réserves de bois se trouvent à Sumatra, à Kalimantan et, surtout, en Irian Jaya. Or, il est bien connu que Java fait figure de principal lieu de production et d'échanges.

Quel que soit le secteur considéré, la part de Java est toujours prépondérante. En matière agricole, Java produit bon an mal an entre 55 et 56 % du paddy du pays. Les rendements y sont nettement supérieurs à ceux des autres îles : sur les cinq dernières années, ils oscillent entre 48 et 52 quintaux/ha, contre 40 à 43 à Sulawesi, 37 à 38 à Sumatra, 25 à 27 à Kalimantan, 24 à 27 en Irian Jaya...¹⁰ On peut affirmer la même chose des autres productions agricoles : Java produit 53 % du maïs du pays, 64 % du soja...¹¹ Dans le domaine industriel, en 1999, 60 % du Produit Régional Brut d'origine manufacturière proviennent de Java¹². Lorsqu'il est question de services, les déséquilibres sont tout aussi prononcés : Java dispose de 57 % des lits d'hôpitaux, de 73 % des lignes téléphoniques...¹³

Les grandes régions industrielles du pays sont presque toutes localisées à Java, essentiellement le long de la côte nord, et autour de Bandung. La côte de la mer de Java, de Mérak à Surabaya, constitue la partie la plus industrialisée du pays avec trois ensembles particulièrement dynamiques : le Jabotabek, c'est-à-dire le « Grand Jakarta », où dominent les industries de transformation ; la côte orientale autour de Gresik et de Surabaya dont le développement est fondé sur les industries lourdes ; et un pôle central d'industries légères, de Cirebon à Semarang. La région de Bandung est la seule région industrielle en position intérieure, son dynamisme repose sur une bonne infrastructure universitaire, favorable à l'essor des industries de haute technologie.

Dans les autres îles, peu de régions industrielles peuvent rivaliser avec celles de Java. Seules l'agglomération de Medan et l'île de Batam y parviennent. Dans

10. Indonésie Badan Pusat Statistik, 2000a 5.1.9, p. 161.

11. Indonésie Badan Pusat Statistik, 2000a, tabl. 5.1.12 et 5.1.16, p. 164 et 168.

12. Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000b, tabl. 90, p. 90.

13. Indonésie Badan Pusat Statistik, 2000a, tabl. 4.2.1 et 8.5.3, p. 109 et p. 397.

la province de Sumatra-Nord, Medan, ville de planteurs dans les années 1880, s'est peu à peu transformée en grande ville industrielle. Aux industries de transformation des produits agricoles héritées de la période coloniale, sont venues s'ajouter la sidérurgie et les constructions mécaniques. Ville de l'intérieur à l'origine, Medan a ainsi progressivement glissé vers la côte et le port de Belawan, devenu le troisième du pays. Au sein de l'archipel de Riau, l'île de Batam a largement bénéficié du lancement, en décembre 1989, du « triangle de croissance » qui inclut dans une même zone économique Singapour, l'État de Johore en Malaisie et les trois petites îles indonésiennes de Batam, de Bintan et de Bulan. Dans les années 1990, un vaste parc industriel (Batamindo) s'est développé ; il accueille aujourd'hui les usines de plusieurs multinationales.

Hormis ces deux exemples, on ne trouve hors de Java que des foyers industriels ponctuels qui se sont structurés autour de simples activités d'extraction. C'est le cas, par exemple, des complexes pétroliers de Plaju, à proximité de Palembang, ou de Balikpapan, sur la côte orientale de Kalimantan, ou bien encore de la petite ville minière de Tembagapura, sur la côte occidentale de l'Irian Jaya, dont l'essor repose sur l'exploitation du minerai de cuivre des Monts Grasberg et Ersberg.

Au final, cependant, les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 1999, les provinces de Sumatra-Nord et de Riau ne contribuent respectivement qu'à hauteur de 5,77 % et 1,84 % à la constitution du PIB d'origine industrielle. Par comparaison, la seule ville de Jakarta y entre pour 16 %, et la province voisine de Java-Ouest, sur laquelle s'est développé le Jabotabek et qui, en outre, abrite la ville de Bandung, pour 15 %¹⁴.

Un impérialisme politique javanais ?

Dans le domaine politique, l'un des griefs le plus souvent énoncé est la propension qu'auraient les Javanais à accaparer tous les postes à responsabilité, quitte à évincer le personnel politique local. C'est un fait que les Javanais sont depuis 1949 dépositaires du pouvoir politique. À l'exception de l'intermède Habibie¹⁵ en 1998-1999, les présidents indonésiens ont toujours été javanais. Dans les provinces des îles extérieures, les gouverneurs javanais supplantent fréquemment les élus d'origine locale. Ainsi, en 1984, sur les 22 provinces que comptent les îles extérieures, 10 gouverneurs sont originaires de Java¹⁶. Cette mainmise est particulièrement mal supportée dans les provinces où les élites politiques locales sont étoffées et très éduquées depuis des décennies, comme dans les Moluques qui ont fourni beaucoup de fonc-

14. Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000b, tabl. 82, p. 82.

15. Jusuf Habibie qui a succédé au Général Suharto en mai 1998 est né à Sulawesi d'un père bugis et d'une mère javanaise.

16. 5 sont nés à Java-Est, 2 dans le sultanat de Yogyakarta, 1 à Java-Centre, et 2 sont sundanais. (Cribb, 2000, carte n° 5.37, p. 172).

tionnaires à l'époque coloniale, ou dans la province de Kalimantan-Sud dont le sultan et l'aristocratie ont résisté vigoureusement à l'emprise du pouvoir colonial.

Cette mainmise sur les fonctions les plus éminentes de l'État est d'autant moins acceptée qu'elle est un phénomène récent. Durant la période coloniale, les Néerlandais se méfiaient des peuples nombreux, musulmans de surcroît, contre lesquels ils avaient mené des guerres coûteuses. Ils accordaient plutôt leur confiance aux minorités, qu'ils avaient christianisées à la fin du XIX^e siècle, et qu'ils étaient censés protéger de leurs envahissants voisins. C'est ainsi que les Ambonais formaient le gros de la troupe, que nombre de Batak et de Dayak occupaient un emploi dans la petite fonction publique, que les Minahasa étaient surreprésentés parmi les employés des sociétés néerlandaises... L'irruption des Javanais sur le devant de la scène politique est postérieure à l'indépendance.

Javanais, Sundanais, voire Sumatranais, étaient perçus comme les opposants les plus irréductibles à la présence coloniale. C'est à Java et, dans une moindre mesure à Sumatra, qu'ont été menés les combats pour l'indépendance les plus durs. Il est d'ailleurs significatif qu'à la suite de l'accord de Linggadjati de novembre 1946, la République indonésienne n'ait été reconnue par les autorités néerlandaises qu'à Java, à Madura et à Sumatra. Dans les autres îles, le gouvernement des Pays-Bas a longtemps espéré parvenir à un accord séparé, plus favorable : en décembre 1946, un État d'Indonésie orientale est créé puis, en mai de l'année suivante, un État du Kalimantan occidental dont la gestion est confiée au sultan de Pontianak. Lorsque, le 27 décembre 1949, les Néerlandais renoncent à toute souveraineté sur l'Indonésie, la position des Javanais se trouve, par conséquent, considérablement renforcée. À l'inverse, Moluquois, Minahasa, Dayak..., et d'une manière générale, les populations christianisées, deviennent suspects. Durant l'« Ordre nouveau » du Général Suharto, l'émergence, sur injonction du pouvoir, dans chaque province, d'un héros de la lutte contre le colonisateur, ne change rien à cette situation.

Pour assurer sa mainmise politique sur les îles et justifier la nomination de politiques originaires de Java, le gouvernement de Jakarta est accusé de bouleverser sciemment l'équilibre ethnique de quelques provinces quitte à détourner de leur objet un certain nombre de programmes sociaux. En la matière, le programme de transmigration dont l'objectif officiel est de décongestionner Java en organisant des transferts massifs de populations est particulièrement mal perçu. À la fin des années 1970, par exemple, la volonté affichée de faire transmigrier 230 000 familles¹⁷ en 5 ans dans la province de Kalimantan-Centre, qui ne compte à l'époque que 954 000 habitants, conforte les arguments de ceux qui dénoncent les arrières-pensées hégémoniques du gouvernement de Jakarta. Le remplacement, en 1983, du gouverneur

17. Chiffre rapidement ramené à 175 000.

W. A. Gara, instituteur Dayak originaire de Kasongan sur le Katingan, par un militaire javanais, semble leur donner raison. L'idée couramment répandue dans les îles extérieures est que la transmigration permet au gouvernement de Jakarta de faire d'une pierre deux coups : limiter le déséquilibre population-ressources en exportant la main-d'œuvre excédentaire de Java et s'assurer des relais fidèles dans les provinces éloignées. Ce faisant, l'idée prévaut que Java exporte sa misère, son sous-prolétariat urbain et ses paysans dépourvus de terres.

L'opinion selon laquelle les Javanais tentent d'asservir les populations des îles extérieures pour mieux se tailler un empire drainant vers l'île-centre que constitue Java, les ressources des provinces périphériques qu'ils dominent, fait aujourd'hui figure de lieu-commun. La presse internationale reprend abondamment ces idées passe-partout. Un exemple particulièrement représentatif en est fourni par Bruno Birolli dans un article du *Nouvel Observateur* : « [...] ce sont les ressources naturelles (pétrole, bois...) qui remplissent les caisses de l'Etat. [...] cet argent, les provinces n'en ont jamais vu la couleur. Les flux sont à sens unique. Ce sont pourtant elles qui ont financé les infrastructures et l'industrialisation de Java, l'île la plus peuplée, elles qui assurent le train de vie de la petite noblesse javanaise reconvertie dans la fonction publique - le principal appui politique de Subarto - et elles encore qui paient l'armée, la police politique du régime. »¹⁸ Certes, il est bon que le débat politique soit ouvert, mais il convient cependant de se garder du prêt à penser.

Le dilemme indonésien : logique d'archipel ou logique nationale ?

L'Indonésie constitue une construction politique fragile. C'est une construction coloniale en grande partie artificielle. Certes, il existe un fonds culturel commun aux différents peuples de l'archipel, mais aucun Etat indigène n'a réussi à fédérer durablement l'ensemble des îles. De fait, c'est la puissance navale des Pays-Bas qui a construit le pays, réunissant sous une même bannière des peuples aux modes de vie très différents et inégalement peuplants (essarteurs, riziculteurs, navigateurs, marchands...), relevant de cultures diverses (malaise, mélanésienne, chinoise...), de religions très dissemblables (animisme, islam, christianisme, hindouisme, bouddhisme...). Mais cette colonisation néerlandaise s'est faite au coup par coup, au gré des rapports de force entre puissances européennes, sans qu'aucun projet d'ensemble n'ait jamais présidé aux destinées du pays. Que des peuples se soient trouvés réunis et d'autres séparés par des frontières héritées de la colonisation relève plus ou moins du hasard : Dayak partagés entre l'Indonésie et la Malaisie, Papous écartelés entre l'Irian Jaya et la Papouasie Nouvelle-Guinée, Minangkabau de l'ouest de

18. Bruno Birolli, L'or perdu des Papous, *Le Nouvel Observateur*, 17-23 août 2000, p. 46.

Sumatra séparés de leurs frères de l'État de Negeri Sembilan en Malaisie... En conséquence, depuis un demi-siècle, le pays est écartelé entre deux logiques : une logique d'archipel qui pousse à l'éclatement sur fond d'égoïsme insulaire, et une logique nationale qui est celle des pères fondateurs, Soekarno et M. Hatta. En fonction de la grille de lecture que l'on adopte, les données démographiques, économiques, voire politiques prennent ainsi une tout autre signification.

L'objectif des pères fondateurs : construire une nation

Lorsque, en décembre 1949, l'Indonésie, dont l'indépendance a été proclamée le 17 août 1945 par Soekarno et Hatta, accède à la pleine souveraineté, c'est sous une forme fédérale imposée par l'ancienne puissance coloniale. Les États-Unis d'Indonésie, inclus dans une Union hollando-indonésienne, sont composés de la République d'Indonésie, reconnue depuis trois ans déjà comme autorité de fait à Java et à Sumatra, et de 15 autres États. Sentant la fin venir, dans un dernier sursaut pour ménager leurs positions, les autorités coloniales essaient par une politique de « balkanisation » systématique d'affaiblir le nouvel État (Devilleers, 1967 : 237-247).

De fait, dès les premières années de l'indépendance, les tendances centrifuges s'amplifient et les rébellions se multiplient. En janvier 1950, Westerling, ancien officier de l'armée néerlandaise, tente de s'emparer de Bandung ; il échoue rapidement. Le 25 mai de la même année, une République des Moluques du Sud est proclamée à Ambon. L'insurrection est brisée en novembre et les conjurés émigrent en masse aux Pays-Bas (Bruhat, 1976 : 91). Les fondamentalistes musulmans du *Darul Islam*, qui rêvent d'une république islamique, fomentent des troubles dans l'ouest de Java et dans le sud de Sumatra. La capture de Kartosuwirdjo, en 1962, ne met pas fin à l'insécurité qui gagne Sulawesi sous l'impulsion de Kahar Muzakkar (Richer, 1981 : 217 ; Boland, 1982 : 62-68). En décembre 1956, des officiers anti-communistes, anciens de la division de Banteng qui s'était illustrée durant la guerre d'indépendance, prennent le contrôle de l'ouest, du centre et du nord de Sumatra (Ricklefs, 1993 : 254). À l'autre extrémité du pays, le Lieutenant-Colonel Sumual, commandant les forces de l'Est, proclame la loi martiale le 2 mars 1957. Des régions entières entrent en dissidence. Les rebelles adoptent une charte connue sous le nom de *Permesta*¹⁹ et défient le gouvernement central. Sans remettre ouvertement en question l'unité du pays, ils réclament une plus grande autonomie régionale, un partage plus équitable du budget, une place plus importante pour les partis musulmans, et reprochent au gouvernement sa bienveillance envers le parti communiste (Cribb, Brown, 1995 : 78). La

19. *Permesta* : *Piagam Perjuangan Semesta Alam*, « Charte pour la lutte universelle ».

proclamation à Padang, l'année suivante, d'un Gouvernement révolutionnaire de la République d'Indonésie (PRRI) souligne la fragilité de la construction nationale (Richer, 1981 : 222)...

La réponse du gouvernement de Jakarta est triple : militaire, constitutionnelle et politique. Les rebellions sont matées dans le sang les unes après les autres. Dans la foulée, la constitution fédérale est abrogée. Une constitution unitaire est promulguée le 15 août 1950 : les 16 Etats sont remplacés par 10 provinces (Richer, 1981 : 217). Sur le plan politique, de grands programmes destinés à forger une nation sont lancés : adoption d'une philosophie officielle, le *Pancasila*²⁰, d'une langue nationale, le malais - rebaptisé indonésien -, et du programme de transmigration. En la matière, Soekarno adopte les résolutions prises lors du second Congrès de la jeunesse qui s'était tenu à Batavia le 28 octobre 1928 : « Un pays, l'Indonésie ; une nation, l'Indonésie, une langue, l'indonésien » (Zainu'ddin Alisa Gwennyth Thomson, 1980 : 176 ; Ricklefs, 1993 : 186).

La transmigration participe de cette idéologie unitaire. Ce programme de migrations organisées, ou de colonisation agricole assistée, ne constitue certes pas une nouveauté. Lors de l'indépendance, le gouvernement indonésien rebaptise « transmigration » le vieux programme de *kolonisatie* initié par le colonisateur, au Lampung, en 1905. Mais il lui donne une tout autre ampleur et une résonance bien particulière. Alors qu'en 1940 la *kolonisatie* n'a permis de transférer, principalement à Sumatra, que 200 000 colons, en 2000, la transmigration se targue d'avoir organisé le déplacement d'un peu plus de 2 millions de familles²¹, soit environ 10 millions de personnes²². Les transmigra-nts ont été dirigés vers Sumatra (55 %), mais aussi vers Kalimantan (23 %), Sulawesi (14 %), et les îles orientales (8 %).

Aux objectifs initiaux, désengorgement et délestage démographique de Java et de Bali, augmentation des superficies cultivées et développement de la production rizicole, s'ajoutent un certain nombre d'objectifs géopolitiques longtemps dissimulés, mais clairement avoués au début des années 1970 : contribuer au développement des provinces éloignées de la capitale, combler les vides, sanctuariser le territoire national, lutter contre les séparatismes, favoriser l'acculturation des minorités. Le texte de la loi n° 3 de 1972, portant statut de la transmigration, est sans ambiguïté de ce point de vue : parmi les 7 missions qu'il assigne aux entreprises de colonisation assistée, il est ques-

20. Le *Pancasila* (de *panca*, « cinq », et de *sila*, « principes ») constitue le fondement philosophique de l'Etat. L'Etat indonésien repose donc sur 5 principes dont le troisième, « Unité de l'Indonésie », concerne plus particulièrement notre propos.

21. Dans les faits, guère plus de 1 500 000 familles, compte tenu des erreurs de calcul et de l'intégration de nombreux migrants spontanés dans le total.

22. Ministère de la Transmigration et de la Population, *Realisasi penempatan transmigran berdasarkan propinsi daerah penempatan, sejak kolonisasi s/d PELITA VI*, Jakarta, 2001.

tion de « renforcer l'unité nationale » et de « contribuer à la défense et à la sécurité de la nation »²³.

Dès lors, les jugements portés sur le programme changent du tout au tout. Pour l'apprécier honnêtement, il convient d'évaluer dans quelle mesure il contribue à renforcer la cohésion nationale. En matière de redistribution de la population dans l'ensemble de l'archipel, le bilan est modeste mais il n'est pas nul : Java abritait 69 % de la population du pays en 1930, 65 % en 1961, 64 % en 1971, 62 % en 1980, 60 % en 1990 et à peine plus de 59 % en 2000²⁴ ! La transmigration a incontestablement contribué au développement des îles extérieures ; quelques exemples suffisent. Ainsi, en ce qui concerne le réseau routier secondaire, on peut considérer qu'un peu plus de 30 % des routes asphaltées ou empierrées des îles autres que Java et Bali ont été construites en relation plus ou moins étroite avec le programme de transmigration (Sevin, 2001a, tome II : 581). Le même raisonnement s'applique à la production rizicole. Certes, depuis 30 ans, la formidable croissance de la production rizicole indonésienne passée de 23 millions de tonnes en 1977²⁵ à plus de 50 millions de tonnes en 1999²⁶ est due avant tout au succès de la « révolution verte » qui a concerné essentiellement Java et Bali, mais dans les îles extérieures, environ 10 % du riz n'en sont pas moins produits par les transmigraants [au moins 13 % à Sumatra et 16 % à Kalimantan, ce qui est loin d'être négligeable (Sevin, 2001a, tome II : 578)].

Si de tels succès ont été obtenus, c'est que, contrairement aux idées reçues, la transmigration ne se limite pas à un simple transfert de pauvreté comme le prouvent les enquêtes de terrain. En 1991, une enquête détaillée portant sur 162 familles montre que ce n'est pas le sous-prolétariat qui s'inscrit sur les registres de la transmigration : 20 % des hommes sont titulaires du certificat d'études, 13 % du BEPC, et 7 % sont bacheliers ; les analphabètes ne représentent que 9 % du total. Même les épouses possèdent un bon niveau d'éducation : il y a parmi elles plus de titulaires du certificat d'études (36 %) que d'analphabètes (24 %)²⁷. Les enquêtes de terrain menées quelques années auparavant dans les nouveaux villages, que ce soit à Kalimantan ou à Sulawesi, vont dans le même sens (Guiness, 1977).

Enfin, la transmigration bouleverse beaucoup moins qu'on ne le pense généralement l'équilibre ethnique des provinces. En tenant compte de l'ancienneté de l'installation des colons puis des transmigraants, ainsi que de

23. Indonésie, Directorate General of Transmigration, 1982.

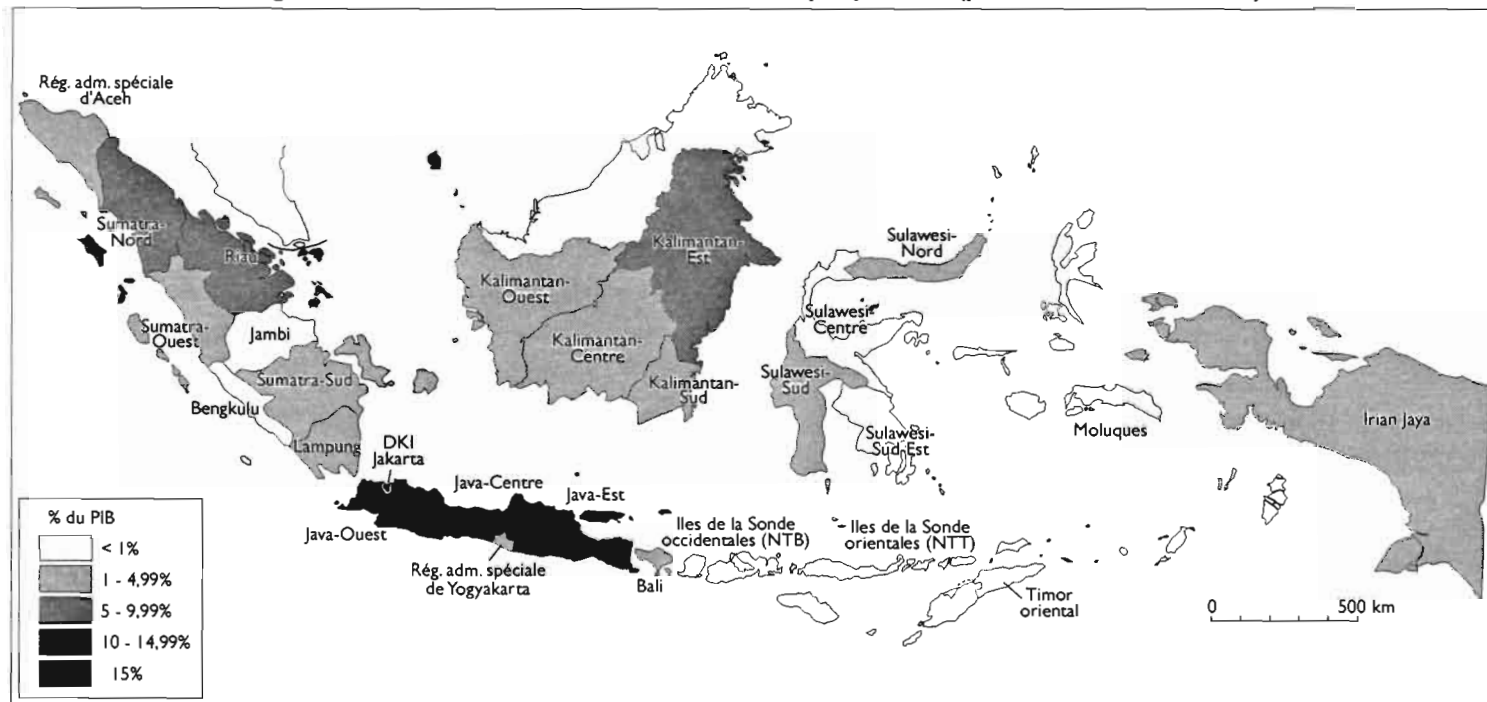
24. Il est vrai qu'il faut également tenir compte des succès enregistrés par le planning familial à Java et à Bali depuis les années 1980.

25. Indonésie, Biro Pusat Statistik, 1982, tabl. IV.1.2, p. 110.

26. Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000a, tabl. 5.1.2, p. 154.

27. Sevin, 2001a, tome II : 507. A titre de comparaison, en 1999, sur l'ensemble du pays et pour les deux sexes, on compte 10,21 % d'analphabètes (Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000a, tabl. 4.1.10, p. 108).

Figure 1 - Constitution du Produit Intérieur Brut par province (prix courants 1996 - 1999)



Source : *Produkt Domestik Regional Bruto (PDRB) Propinsi - Propinsi di Indonesia menurut Lapangan Usaha 1996-1999*. Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000b, tabl. 9, p. 9.

leur descendance, on constate qu'en 1990²⁸, les migrations organisées représentent 8,5 % de la population de Sumatra, un peu moins de 9 % de celle de Kalimantan, un peu plus de 8 % de celle de l'Irian Jaya, 4,5 % de celle de Sulawesi, et 2,5 % de celle des Moluques. Autant dire que les différents programmes de migrations organisées ne pèsent pas lourd au regard des migrations spontanées : dans une province comme le Lampung, par exemple, qui a accueilli plus de 3,5 millions de personnes venues de Java, et où a été expérimenté, depuis 1905, un nombre impressionnant de programmes de colonisation agricole assistée, colons, transmigrants et descendance ne représentent guère plus de 10,5 % de l'ensemble de la population [(Sevin, 2001a, tome II : 586-591) soit 16 à 17 % du total des migrants].

En matière économique, pour peu que l'on voie en l'Indonésie non pas une simple collection d'îles, mais une nation en gestation, l'analyse des indicateurs statistiques conduit à fortement relativiser nombre de critiques. Lorsque l'on corrèle Produit Régional Brut (PRB) et peuplement des différentes îles, on ne constate jamais de véritable distorsion ; l'analyse des derniers chiffres publiés (1998) en témoigne (*figure 1*). Certes, Java se taille la part du lion, avec 57,78 % du total des 27 Provinces²⁹ loin devant Sumatra (21,76 %), Kalimantan (9,99 %), Sulawesi (4,70 %), et les îles de l'Est (Iles de la Sonde, Moluques et Irian Jaya) qui, ensemble, totalisent 5,76 %, mais un calcul rapide montre que Java abrite 58,53 % de la population ; Sumatra, 21,14 % ; Kalimantan, 5,47 % ; Sulawesi, 7,10 % ; et les îles orientales, 7,75 %³⁰. Effectuer le même calcul en ôtant pétrole et gaz ne change rien à l'affaire : Java ne gagne alors que 4 points et demi avec 62,27 % du total³¹ !

Modifier les termes de l'approche pour raisonner à partir du Produit Régional Brut par habitant n'influe en rien ce constat, au contraire. Le PRB, exprimé en roupies (Rp), est d'un peu moins de 4 374 000 Rp à Java, mais de 4 571 000 Rp à Sumatra, de 4 515 000 Rp à Bali et même de 8 121 000 Rp et 9 239 000 Rp à Kalimantan et en Irian Jaya. Seules les îles de l'Est sont à la traîne avec 2 938 000 Rp par habitant à Sulawesi, un peu plus de 2 000 000 Rp dans les îles de la Sonde occidentales et aux Moluques, et même 1 268 000 Rp dans les îles de la Sonde orientales³². Certes, on rétorquera que les richesses minérales importantes des îles extérieures sous-peuplées faussent les calculs, mais hors pétrole et gaz, le Produit Régional Brut par habitant est de 4 247 000 Rp à Java, de 3 462 000 Rp à Sumatra et de 5 303 000 Rp à Kalimantan³³.

28. Il est malheureusement impossible de raisonner à partir de chiffres plus récents, car le recensement de 2000 n'est pas encore disponible dans sa totalité.

29. En 1998, l'Indonésie est toujours officiellement constituée de 27 provinces ; Timor oriental n'a pas encore fait sécession.

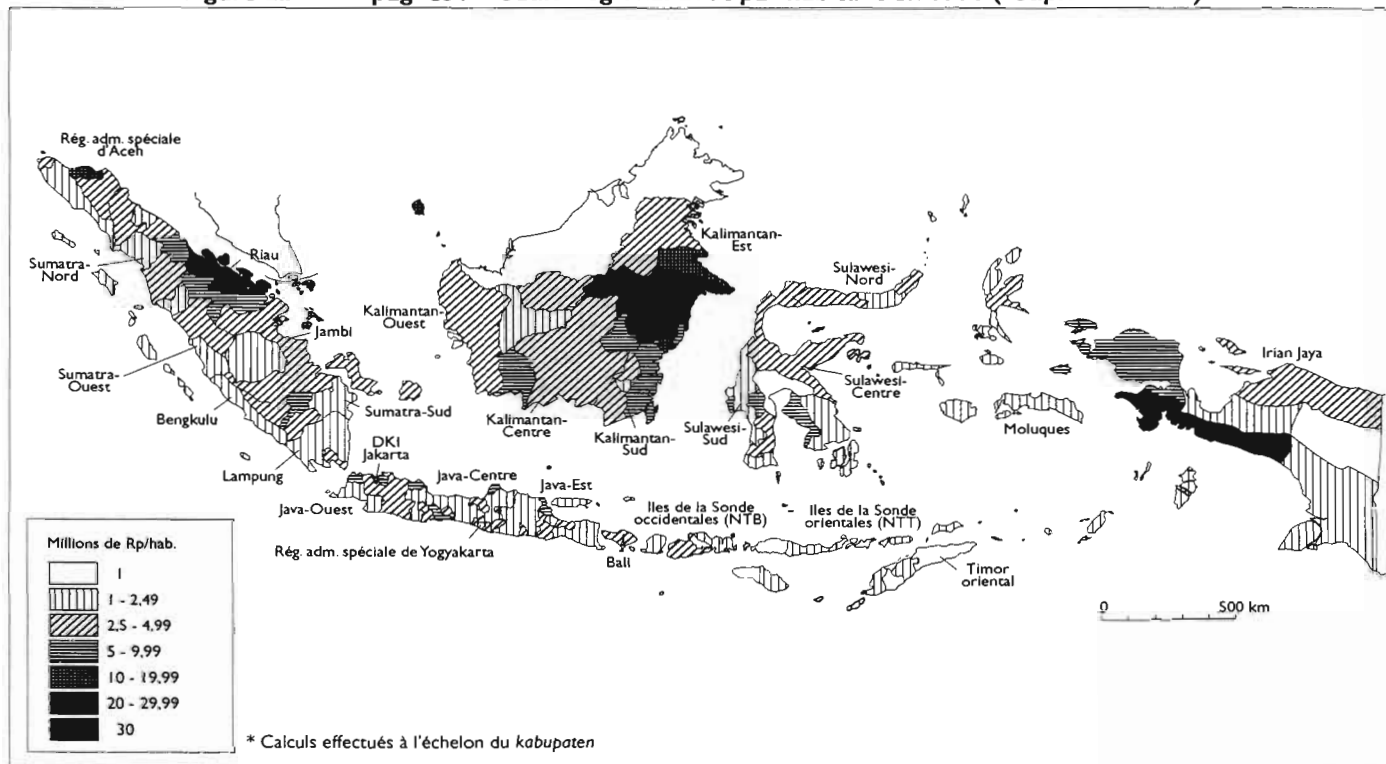
30. Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000a, tabl. 3.1, p. 44-45.

31. Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000a, tabl. 11-14, p. 566.

32. Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000a, tabl. 11-16, p. 568.

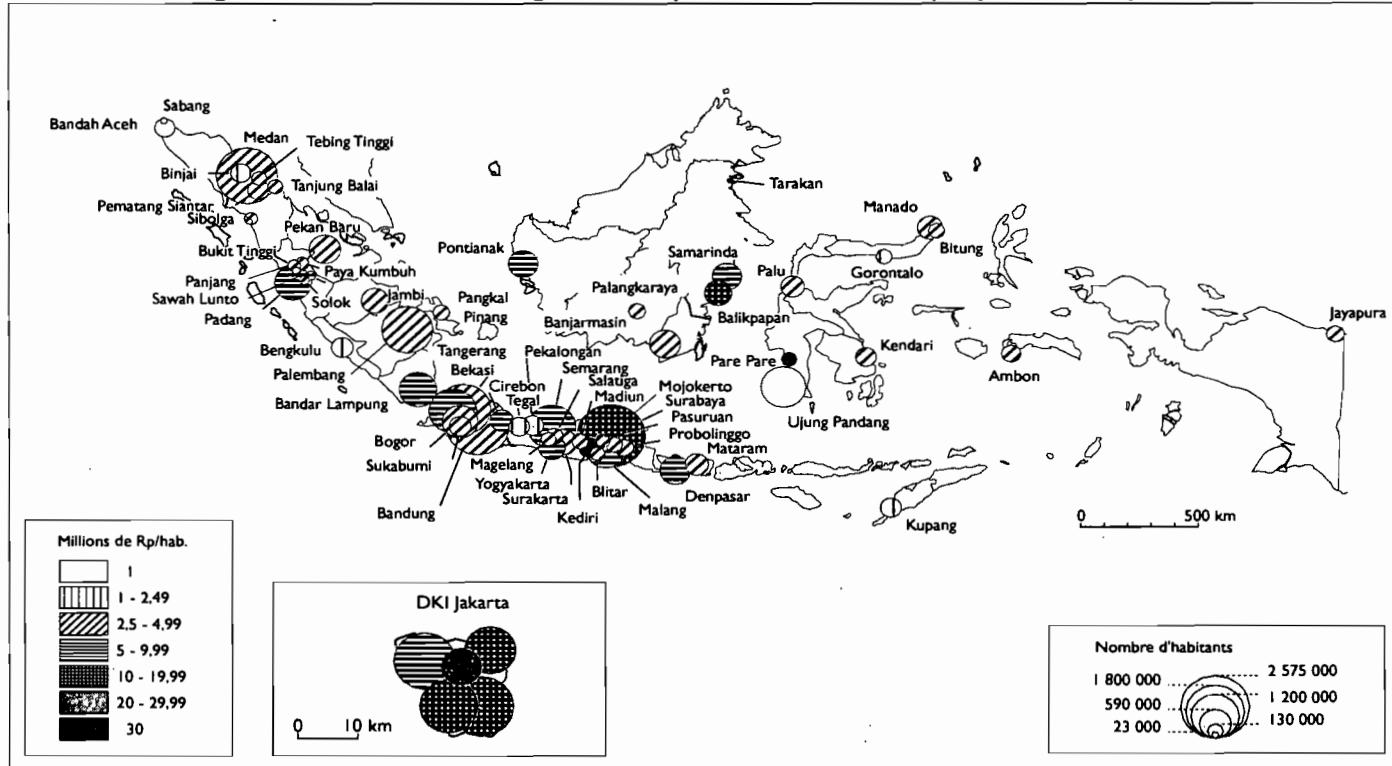
33. Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000a, tabl. 11-18, p. 570.

Figure 2a - Campagnes : Produit Régional Brut par habitant en 1998 (roupie courante) *



Sources : Produk Domestik Regional Bruto (PDRB) kabupaten/Katamadya di Indonesia (1995 - 1998), Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000b, tabl. 55, p. 57-83.

Figure 2b - Villes : Produit Régional Brut par habitant en 1998 (roupie courante)



Sources : *Produkt Domestik Regional Bruto (PDRB) kabupaten/Kotamadya di Indonesia (1995 - 1998)*, Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000b, tabl. 55, p. 57-83

Depuis la chute du Président Suharto, le modèle d'intégration nationale est remis en question

Le consensus qui prévalait quant au modèle de l'État et à la forme de développement est aujourd'hui remis en question, pour un ensemble de raisons : renforcement des inégalités régionales en matière de développement, crise économique et financière très sévère, trahison des élites, manipulations politiques, insuffisante prise en compte de la diversité culturelle de l'archipel...

En effet, si globalement, d'un point de vue économique, le poids de Java n'apparaît pas disproportionné, il n'en reste pas moins vrai qu'en 30 ans de profondes inégalités se sont creusées au sein des îles elles-mêmes, à tel point qu'aujourd'hui, les inégalités y sont plus importantes qu'entre les différentes îles. Pour les cerner et les analyser, il convient dès lors de décomposer les valeurs très agrégées fournies par le gouvernement indonésien au niveau des îles et des provinces, pour raisonner au niveau des *kabupaten*³⁴. Ainsi, à Java, le contraste est saisissant entre les circonscriptions rurales de la côte nord et celles du centre et du sud de l'île : de Serang à Sidoarjo en passant par Sragen Jepara et Gresik, le PRB par habitant oscille entre 5 et 10 millions de roupies, contre 1 à 2,5 millions de Pandeglang à Banyuwangi en passant par Sukabumi, Tasikmalaya, Kebumen, Blitar... À Sumatra, la situation est du même ordre : le PRB par habitant est supérieur à 2,5 millions de Rp dans presque toutes les circonscriptions de la côte orientale, alors que sur la côte occidentale, il est quasiment toujours inférieur à ce chiffre (*figures 2a et b*).

Dans les régions qui demeurent à la traîne sur le plan économique, le malaise s'exprime par l'importance du vote protestataire, en l'occurrence musulman. Le phénomène est évident sur la côte occidentale de Sumatra. Les *kabupaten* qui bordent l'océan Indien ont connu la prospérité tant qu'ils sont demeurés intensément fréquentés par les navigateurs au long cours, c'est-à-dire du XVI^e au XVIII^e siècle. Des civilisations brillantes se sont alors développées : Minangkabau, Aceh... Aujourd'hui, alors que les grands courants d'échanges empruntent le détroit de Malaka, ces rivages se trouvent marginalisés : en 1998, le PRB moyen par habitant est supérieur à 6 millions de Rp dans la province d'Aceh, et supérieur à 4 millions dans celle de Sumatra-Ouest, mais il ne dépasse guère 2,5 millions de Rp dans les *kabupaten* Aceh Selatan, Aceh Barat Aceh Besar et Solok, bastions de l'islamisme.

La même corrélation se vérifie à Java où, une fois encore, le vote musulman est d'autant plus important que le revenu par habitant est faible. Dans les provinces de Java-Ouest, de Java-Centre et de Java-Est où le revenu moyen par habitant est respectivement de 3,66, 2,76, et 3,95 millions de Rp, c'est essentiellement dans les circonscriptions où le revenu par habitant est forte-

34. L'équivalent de nos départements.

ment inférieur à la moyenne provinciale, que le vote musulman s'exprime avec le plus d'intensité : *kabupaten* de Tasikmalaya (1,7 million de Rp), Magelang (1,8), Jepara (2,2), Demak (1,6), Jember (2), Bondowoso (1,42), Situbondo (2,62), Probolinggo (2,94), Bangkalan (1,94), Sampang (1,45), Pamekasan (1,42), Sumenep (2,39)³⁵.

La corruption, la collusion et le népotisme qui règnent dans les plus hautes sphères du pouvoir expliquent en grande partie la défiance de nombre d'Indonésiens pour les élites jakartanaïses. L'idée n'est pas nouvelle, et la presse, qu'elle soit locale ou internationale, révèle des scandales avec une régularité affligeante. Il est ainsi de notoriété publique qu'à la fin des années 1990, il n'existe pas un seul secteur de l'économie dans lequel la famille présidentielle ne soit impliquée. Dans les années 1980, l'épouse du président, Ibu Tien, était appelée « Madame ten per cent » ; à la fin des années 1990, les Indonésiens parlent couramment entre eux des « enfants 20 % ». La famille présidentielle est réputée détenir entre 2,5 et 3 % du PNB du pays³⁶. Le second fils du président, Bambang Trihatmojo, est sans doute le plus doué en affaires : à la tête du conglomérat *Bimantara Citra*, il gère un groupe présent dans l'hôtellerie, la pétrochimie, l'automobile, les télécommunications, l'immobilier..., dont le chiffre d'affaires est de 319 millions de dollars en 1995³⁷. Un autre fils, Sigit, contrôle les conglomérats *Arma* et *Humpuss*, tandis que le cadet, Hutomo Mandala Putra, dit « Tommy », a mis la main sur le monopole de la commercialisation du clou de girofle, et bénéficie de privilèges douaniers exorbitants pour importer un véhicule coréen, rebaptisé « voiture nationale », la « Timor ». Quant à la fille aînée, Siti Hardijanti Rikmana, appelée « Tutut », la plus engagée politiquement³⁸, elle exerce ses nombreux talents dans les secteurs du bois, du pétrole et de la banque³⁹. Les amis ne sont pas en reste : Jusuf Habibie, à la tête de l'entreprise aéronautique *ITPN* de Bandung, ainsi que de l'organisme gestionnaire de l'île de Batam en face de Singapour, les hommes d'affaires d'origine chinoise comme Liem Sioe Liong, dont le groupe *Salim* regroupe près d'une centaine d'entreprises à travers le monde (alimentation, automobile, pétrochimie, télécommunications, banque...); Bob Hassan, surnommé le « Roi de la forêt »...

La crise asiatique, qui part de Thaïlande le 2 juillet 1997, provoque l'effondrement de la roupie indonésienne en janvier 1998. Dès lors, la spirale devient infernale : une bonne partie des nombreuses banques qui s'étaient multipliées depuis la fin des années 1980 font faillite, entraînant dans leur chute quantité d'entreprises clientes. Le chômage s'accroît dans des proportions considérables alors que le sous-emploi sévissait déjà de manière chronique. Le plan

35. Indonésie, Badan Pusat Statistik, 2000d, tabl. 64, 65, 67, p. 66-69 ; Sevin, 2001b.

36. Rodier A. L'Indonésie au rythme de la famille Suharto, *Le Figaro*, 24 décembre 1997, p. II.

37. Pomonti J.-C. Le système Suharto, *Le Monde*, 10 mars 1998, p. 12.

38. Au *Golkar* (*Golongan Karya*, « Groupes fonctionnels »), l'association qui tient lieu de parti officiel.

39. Rodier A. La chute de la maison « vingt pour cent », *Le Figaro*, 15 mai 1998, p. 4.

de réformes structurelles imposé par le FMI, signé le 15 janvier par le Général Suharto ne résout rien. Dès février, les hausses de prix provoquent des émeutes à Java, à Lombok, à Sulawesi. La contestation s'étend aux universités à partir d'avril, d'abord à Bali (Université Udayana), puis à Jakarta (Université Trisakti). Les émeutes débordent ensuite les campus et gagnent les gens ordinaires, d'abord à Medan (début mai), puis à Jakarta où des centres commerciaux brûlent (mi-mai).

Comme souvent en pareilles circonstances, la recherche de boucs émissaires va bon train. Chrétiens et Chinois sont désignés en premier lieu par les responsables politiques et les militaires de haut rang. Le 11 février, sans nommer directement les Chinois, le Président Suharto dénonce « *spéculateurs et joueurs* »⁴⁰. Peu après, le porte-parole de l'armée dénonce treize hommes d'affaires d'origine chinoise coupables, à ses yeux, d'exporter leurs capitaux hors du pays, précipitant ainsi la chute de la monnaie⁴¹. À-peu-près au même moment, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Jakarta, se prononce en faveur d'une distribution du capital des entreprises aux *pribumi*, aux « fils du sol », c'est-à-dire aux « Indonésiens de souche »...

Le mécontentement est instrumentalisé par le pouvoir qui tente, non sans démagogie, de canaliser la colère populaire. Des magasins tenus par des Chinois accusés de stocker des denrées de première nécessité pour mieux spéculer sont incendiés. Alors que les prix flambent, les incidents se multiplient : d'abord dans l'est de Java, en janvier, puis, début février dans le centre et l'ouest de l'île. Dans la seconde quinzaine de février, les premiers morts sont déplorés à Java, mais aussi dans l'île de Lombok ; la petite bourgeoisie d'origine chinoise, propriétaire de rizeries rurales, de restaurants ou de commerces de gros, est la première visée⁴². Les troubles s'amplifient à Jakarta début juillet : dans le quartier chinois de Glodok, de nombreux magasins et entreprises sont pillés. Des centres commerciaux sont dévastés puis incendiés et les morts se comptent par centaines⁴³. L'aspect ethnique des affrontements est prononcé comme en témoignent les inscriptions du type *muslim* (musulman) ou *pribumi* (autochtone) qui fleurissent sur les devantures pour tenter de dissuader les émeutiers. Les quartiers chinois sont transformés en camps retranchés, des patrouilles nocturnes assurant la sécurité. Au nord de la ville, l'entrée du quartier de Pluit est barricadée et protégée par de jeunes Chinois armés de barres de fer et de couteaux⁴⁴.

40. Pomonti J.-C. L'Indonésie menacée par les émeutes de la disette, *Le Monde*, 18 février 1998, p. III.

41. Lassere I. Indonésie: la chasse aux Chinois, *Le Figaro*, 23 février 1998, p. 7.

42. Pomonti J.-C. La grande peur des Chinois d'Indonésie, *Le Monde*, 21 février 1998, p. 11.

43. Philip B. Les Chinois de Djakarta s'attendent encore au pire, *Le Monde*, 9 juillet 1998.

44. Lederc du Sablon J. Les boucs émissaires chinois, *Le Figaro*, 15 mai 1998, p. 4.

L'insuffisante prise en compte de la diversité culturelle de l'archipel est source de ressentiment

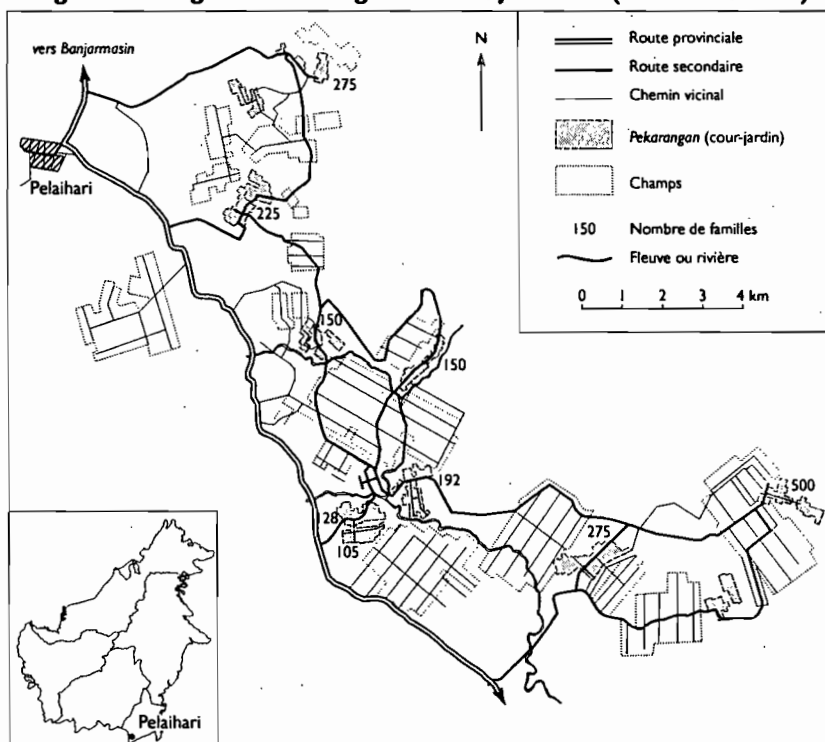
Depuis l'indépendance, tous les gouvernements qui se sont succédé à Jakarta ont, fort logiquement, considéré que l'urgence était d'assurer le développement économique du pays. Cet impératif a encore été plus vivement ressenti sous l'« Ordre nouveau », lorsque développer le pays à « marche forcée » est devenu l'objectif prioritaire permettant d'asseoir la légitimité du régime né d'un bain de sang. À cet égard, il n'est pas innocent que le Président Suharto ait tenu à se faire décerner le titre de « Père du développement » (*Bapak Pembangunan*) en 1984. Ce faisant, la primauté donnée à l'économique, sous l'impulsion de personnalités formées aux États-Unis, jointe à l'écrasante domination démographique des populations originaires de Java, ont conduit à sous-estimer l'importance des cultures insulaires.

En matière d'aménagements ruraux, par exemple, les conceptions javanaises prévalent, faisant fi de la diversité culturelle du pays. Dans les villages neufs fondés par le ministère de la transmigration, l'accent est toujours mis sur la riziculture de type intensif, même lorsque les conditions du milieu local ne s'y prêtent guère. Certes, on rétorquera que la priorité du gouvernement est d'assurer l'autosuffisance alimentaire du pays, mais l'idée que des formes de mise en valeur moins intensives, mais aussi moins lisibles au plan paysager, puissent être économiquement rentables, en particulier du point de vue de la rémunération du travail paysan, n'a jamais réussi à s'imposer. Le postulat de base, pas toujours clairement exprimé mais toujours sous-jacent, est que les migrants javanais et balinaïses véhiculent une culture supérieure et qu'à leur simple contact, fascinés par un modèle d'agriculture intensive, les populations des îles extérieures vont améliorer leurs techniques de production.

D'ailleurs, les villages neufs sont toujours conçus sur un modèle javanais, même lorsqu'ils sont destinés à des Balinaïses. Le couvert forestier, domaine des esprits, réputé hostile dans l'imaginaire javanais, est toujours totalement défriché. La transmigration multiplie les clairières en pleine forêt et garantit aux pionniers un statut dérogatoire avantageux (exemption de taxes durant 5 ans) comme, en leur temps, les royaumes de Mojopahit et de Mataram. L'habitat est toujours groupé : le ministère refuse systématiquement les projets qui prévoient de disperser les habitations au milieu des parcelles afin de limiter les pertes de temps dues aux déplacements. En outre, comme à Java, les habitations ne sont pas jointives ; elles sont toujours entourées de cours-jardins (*pekarangan*) et noyées dans la verdure (*figure 3*).

Les villes nouvelles reprennent aussi le modèle traditionnel de la ville javanaise. Le cas est évident à Metro, au Lampung. Certes, la ville n'a pas été fondée par le gouvernement indonésien, mais par le pouvoir colonial dans les années 1930, sa fonction étant alors de servir de centre de services pour les

Figure 3 - Villages de transmigration de Tajau Pecah (Kalimantan-Sud)



Source : Ministère de la Transmigration, Kanwil Dit.Len.Transmigrasi Propinsi Kalimantan Selatan, 1979

paysans javanais transplantés dans le cadre du programme de *kolonisatie* ; mais aujourd'hui, la ville fait figure de symbole de la présence javanaise à l'extrémité méridionale de Sumatra. En janvier 1987, 64 % de la population sont composés de Javanais et 8,5 % de Sundanais, tandis que les Lampung ne représentent que 9 % de l'ensemble de la population, les Sud-Sumatranais moins de 4 %, et les Chinois 7,5 % (Sevin, 2001a, tome II : 820-821). La ville est construite, comme bien des villes agraires de Java, autour d'une place centrale (*alun alun*) le long de laquelle ont été érigés les symboles du pouvoir politique et religieux, les bâtiments emblématiques de la cité : bureaux du préfet (*bupati*), mosquée... Cette vaste esplanade herbeuse est longée sur son flanc nord par l'artère majeure qui traverse la ville de part en part selon un axe est-ouest et le long de laquelle s'égrènent les commerces. Cette occultation de la culture des populations des îles extérieures, jointe à un sentiment de supériorité qui n'est pas toujours bien dissimulé, expliquent une bonne partie du ressentiment envers les populations venues de Java.

L'autonomie régionale comme solution ?

Tout l'enjeu, dorénavant, est de savoir si accorder une certaine autonomie de décision et de gestion aux autorités locales est de nature à ramener le calme dans le pays. Pour cela, il faut d'abord évaluer la part de responsabilité des politiques menées depuis 30 ans, puis examiner la nature et le degré de l'autonomie régionale proposée et, enfin, jauger les risques encourus.

Des conflits souvent antérieurs à l'instauration de l'« Ordre nouveau »

Lorsque l'on étudie en détail les racines des conflits les plus violents, que ce soit en Aceh, dans les Moluques, à Kalimantan ou en Irian Jaya, on constate qu'elles sont très anciennes. Certes, depuis 30 ans, de nombreuses maladresses dans la gestion des crises ont exacerbé les conflits, mais leur origine n'a souvent eu que peu à voir avec le régime issu des événements de septembre 1965 (figure 4).

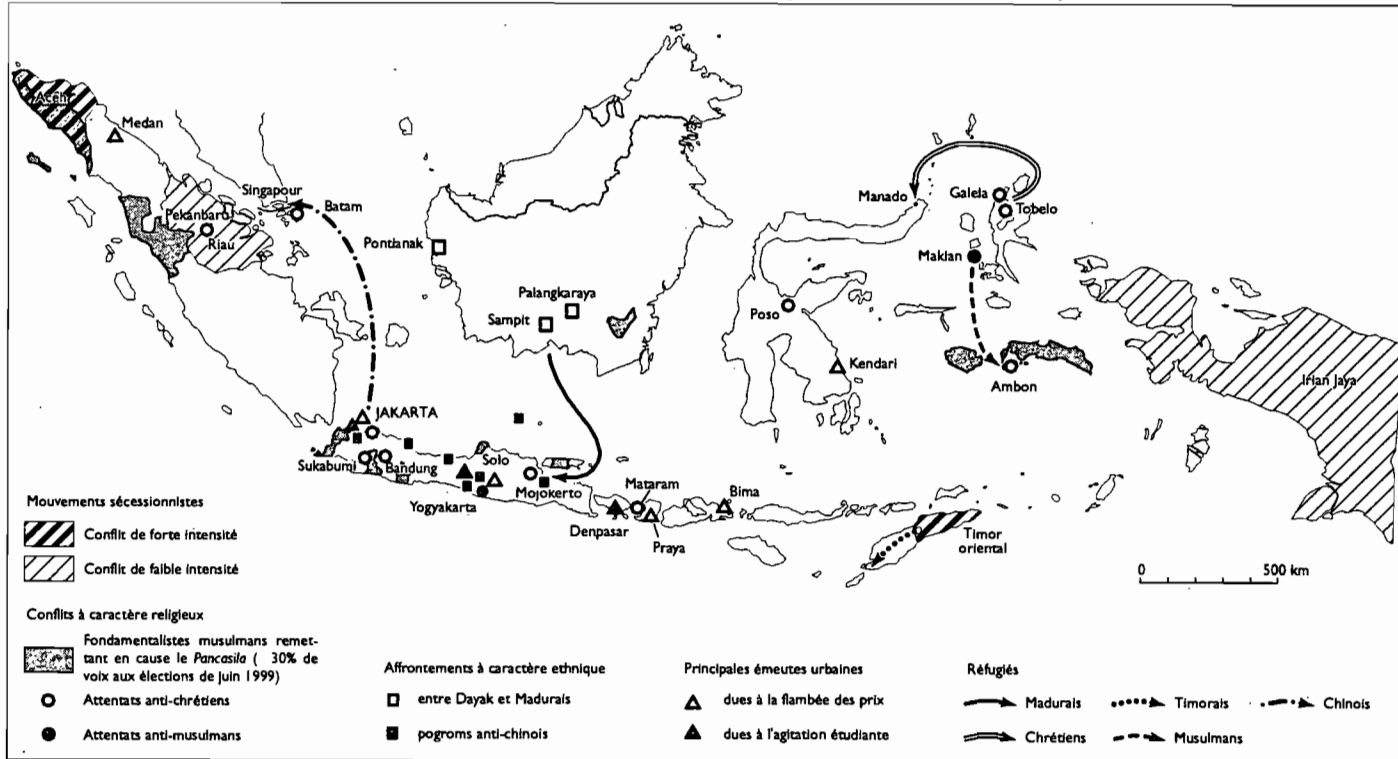
Il faut remonter à la fin du XIX^e siècle pour comprendre les raisons du conflit qui ensanglante Aceh aujourd'hui. La guerre entre Aceh et les Pays-Bas est l'une des plus longues et des plus meurtrières de l'histoire coloniale : les hostilités débutent en 1873 et ne prennent fin qu'en 1908. A l'abri de leurs montagnes, farouchement attachés à l'islam et à leur indépendance, les Achinais résistent féroce­ment : la guerre fait plus de 38 000 morts et de 9 000 blessés (Reid, 1969 : 296) et les plaies ne seront jamais cicatrisées. Lors de la guerre d'indépendance, l'islam sert de ciment aux républicains en lutte contre le pouvoir colonial : l'aristocratie achinaise des *uleëbalang*, manipulée par le gouvernement colonial, reste dans l'expectative ; elle est décimée par les ulémas dont le pouvoir ne cesse de croître (Ricklefs, 1993 : 220).

Dès lors, la question de l'autonomie est posée et les conflits deviennent récurrents. En 1949, Aceh gagne un statut d'autonomie au sein de la République, pour mieux le perdre l'année suivante, avec son incorporation au sein de la province de Sumatra-Nord. En 1953, refusant le *Pancasila*, Daud Beureu'eh multiplie les contacts avec Kartosuwirjo et le mouvement fondamentaliste *Darul Islam*. Les troubles s'intensifient jusqu'en 1959 (Ricklefs, 1993 : 247). La création du « Mouvement pour l'indépendance d'Aceh » (*Aceb Merdeka*) en 1976 et la rébellion contre Jakarta, qui prend de l'ampleur, ne sont donc pas directement imputables au régime de l'« Ordre nouveau ». Le malaise est ancien, même s'il est exact que les brutalités, voire les atrocités, commises par les militaires n'ont rien arrangé⁴⁵.

Dans les Moluques, l'antagonisme entre musulmans et chrétiens est encore plus ancien. Il remonte au XVI^e siècle et à l'irruption des Européens qui

45. Cayrac-Blanchard, L'Indonésie entre armée et séparatismes, *Le Monde diplomatique*, mars 2000, p. 15.

Figure 4 - Quatre années de troubles (1998 - 1999 - 2000 - 2001)



bloquent l'expansion de l'islam dans les mers orientales. Il a été, en outre, très exploité par le gouvernement colonial qui a majoritairement recruté les soldats de l'Armée royale des Indes parmi les Ambonais. Dès les premières années de l'Indépendance, les troubles violents se multiplient : révolte des chrétiens en mai 1950 notamment.

En juillet 2001, les conflits qui ensanglantent les Moluques ont toujours la même résonance. À Ambon, s'opposent violemment partisans du *Laskard Jihad*, et partisans du « Front des Moluques ». Les premiers, « miliciens de la guerre sainte », partisans de l'instauration de la charia, menés par Ja'far Umar Thalib, vouent une haine féroce aux chrétiens, tandis que les seconds, dirigés par Aleks Manuputty, ont dressé le 25 avril 2001 le drapeau de la « République des Moluques du Sud »⁴⁶. Certes, des manipulations ne peuvent être exclues de la part de partisans de l'ancien régime dont l'intérêt est d'entretenir le chaos pour miner l'autorité du régime démocratique. On sait, en outre, que les miliciens du *Laskar Jihad* recrutent principalement parmi les jeunes chômeurs de Java, désemparés par l'ampleur de la crise économique que traverse le pays. Il est même possible qu'une partie des forces armées indonésiennes ait utilisé des membres du *Laskar Jihad* pour lutter contre des éléments séparatistes. Quoi qu'il en soit, il est difficile d'imputer les désordres à la seule faille de l'« Ordre nouveau ».

À Kalimantan, les heurts entre Dayak du centre de l'île et immigrants madurais ne datent pas non plus d'hier. On ne peut réduire les conflits meurtriers qui ont opposé les deux communautés à Kalimantan-Ouest en 1999 et à Kalimantan-Centre en février 2001, au simple « héritage désastreux » de la transmigration, comme on a pu le lire à de nombreuses reprises dans la presse⁴⁷. Les conflits entre populations côtières, de civilisation malaise, et populations de l'intérieur de l'île demeurées animistes ou christianisées durant l'entre-deux-guerres, sont récurrents. La transmigration n'a rien à voir dans l'affaire : en 1980, avant même l'installation des premiers transmigrants, les Dayak sont déjà minoritaires dans les basses vallées (ils ne représentent déjà plus que 41 % de la population en aval de la petite ville de Sampit). Les migrations spontanées de Banjar et de Madurais venus développer des cocoteraies sont devenues très intenses dès les années 1920 (Sevin *et al.*, 1984 ; Sevin, 2001a). D'ailleurs, c'est déjà sous la contrainte qu'en 1957 Soekarno crée une province à dominante dayak (Kalimantan-Centre) avec une ville nouvelle fondée dans la forêt (Palangkaraya), tant sont vives les tensions entre Dayak et leurs voisins banjar.

46. Les islamistes déstabilisent l'Indonésie, article paru dans *Tempo*, Jakarta, in *Courrier international* n° 558, du 12 au 18 juillet 2001, p. 42.

47. Kane S., Passicouset L. Un pouvoir central contesté, *Le Monde diplomatique*, juin 1999, p. 24 ; Corresp, Le désastreux héritage de la « transmigration », *Le Monde*, 25-26 février 2001, p. 3 ; Durand F. Héritage empoisonné pour l'Indonésie, *Le Monde diplomatique*, avril 2001, p. 30.

Finalement, si l'on exclut le cas du Timor oriental qui s'est séparé de l'Indonésie à la suite du référendum du 30 août 1999, il n'y a guère qu'en Irian Jaya que la responsabilité des troubles puisse être formellement attribuée à la politique suivie durant l'« Ordre nouveau ». Rappelons tout d'abord que lorsque sont signés les accords de la « Table ronde » de 1949, le statut de la Nouvelle-Guinée occidentale est laissé de côté. C'est seulement le 15 août 1962 qu'à la suite d'un accord hollando-indonésien, le transfert de souveraineté est organisé pour le 1^{er} mai 1963, les populations papoues devant exprimer leur droit à l'autodétermination avant 1969 (Richer, 1981 : 224). Les Papous, alors, importent peu : les Nations-Unies, États-Unis en tête, poussent au compromis par peur de voir l'Indonésie basculer dans le camp communiste ; Soekarno utilise la « lutte pour la récupération de l'Irian » à des fins intérieures, pour masquer les échecs de sa politique économique, tout en jetant un regard avide sur les richesses naturelles que recèle l'île.

Jakarta n'a, dès lors, de cesse de « civiliser » les Papous. Aux yeux des Javanais, leur différence physique en fait des citoyens de seconde zone. Leurs étuis pénis et leurs petites jupettes en fibres végétales offensent la pudibonderie javanaise. L'administration, épaulée en cela par des missionnaires zélés, a pour mission de les faire renoncer à un mode de vie considéré comme arriéré⁴⁸. L'exploitation des richesses minérales de la province va bon train, tandis que l'immigration de populations originaires de l'ouest de l'archipel est vivement encouragée : installation de 95 000 familles de transmigrants, arrivées massives de Bugis venus exploiter la forêt... C'est dans ce contexte que, dès la fin des années 1960, se développe la petite guérilla de l'OPM (Organisation pour une Papouasie indépendante) qui aboutit à la proclamation de l'indépendance de la Papouasie occidentale le 4 juin 2000.

En marge de ces troubles majeurs, sont apparus depuis trois ans des conflits de moindre ampleur. Ces mouvements insurrectionnels, souvent très meurtriers, sont relativement peu médiatisés. Ils représentent pourtant un grave danger pour l'unité du pays, dans la mesure où ils se multiplient et s'étendent à l'ensemble des îles. Ces bouffées de violences sporadiques sont encore relativement peu lisibles, faute de recul. La dimension religieuse est cependant assez obsédante : églises incendiées de l'ouest de Lombok, attentats anti-chrétiens à Java (à Bandung, à Mojokerto...), à Sumatra (Pekanbaru) et à Sulawesi (Poso), violences contre les musulmans (en particulier dans l'île de Makian aux Moluques, attentat à la bombe contre une mosquée de Yogyakarta...). Vengeances, ambitions personnelles, manipulations politiques ne sont sans doute pas absentes ; elles expliquent vraisemblablement la multiplication de ces troubles dont l'origine est souvent confuse.

48. Defert G., 1994. Les Papous enfin « civilisés ». Dieu et Mammon règnent sur l'Irian Jaya, *Le Monde Diplomatique*, juillet, p. 14.

Quoi qu'il en soit, sans mésestimer les erreurs commises ces trente dernières années, on constate qu'il est difficile d'imputer mécaniquement troubles et insurrections à la seule faillite de l'« Ordre nouveau ». L'impression d'ensemble qui se dégage de ces violences est que la crise économique, après avoir provoqué un véritable séisme politique, débouche aujourd'hui sur une crise identitaire profonde. Les grandes fractures qui parcourent depuis des siècles la société indonésienne, longtemps masquées par un régime autoritaire et répressif, se remettent à jouer.

L'autonomie locale et ses dangers

Développer l'autonomie régionale pour mieux lutter contre les velléités séparatistes est au cœur de la politique menée par le Président A. Wahid. Son objectif est de « *réduire le poids du gouvernement central et de transférer aux provinces des attributions et des charges assumées jusque-là par Jakarta.* »⁴⁹ Cette politique s'ordonne autour de deux lois promulguées en 1999 : les lois n° 22 et 25. La première réorganise le mode de désignation du *bupati* et le fonctionnement de l'assemblée locale qui représente les électeurs des *kabupaten* (départements) et des *kotamadya* (municipalités). La seconde modifie radicalement les règles du partage des ressources fiscales entre le gouvernement central et les provinces. Un ministère est spécialement créé pour mettre en œuvre ces mesures : le ministère d'État de l'Autonomie régionale. Sa direction est confiée à un Bugis originaire de la famille royale de Goa à Sulawesi, Ryaas Rasyid. Il est l'auteur d'un *PhD* obtenu à l'Université de Hawaï, intitulé « *Régional response to central government authority: a comparative study of South Sulawesi and Aceh* »⁵⁰.

De fait, la politique d'autonomie régionale mise en œuvre recouvre deux volets bien distincts : politique et économique. En matière politique, l'objectif est de distendre les liens qui unissent gouvernement central et autorités locales en rompant la subordination de ces dernières. Cependant, afin d'éviter d'éventuelles tentations de la part de roitelets locaux, le gouvernement fait le choix d'accorder une plus grande liberté, non pas aux provinces, mais aux *kabupaten* (départements). La loi n° 22 de 1999 organise dorénavant l'élection du *bupati* qui était jusque-là nommé : il est élu par l'assemblée locale (DPRD)⁵¹ et aucun agrément de la part du ministère de l'Intérieur n'est plus nécessaire. En outre, ses responsabilités sont accrues : de simple exécutant, il devient responsable de la gestion des finances locales. Il lui est même accordé la possibilité de contracter des emprunts sur le marché international au nom du *kabupaten* (Ni'matul Huda, 2000 : 379).

49. Indonésie, Gouvernement indonésien, ministère des Affaires Étrangères, 2000, p. 98.

50. *Idem*, p. 75.

51. DPRD : *Dewan Perwakilan Rakyat Daerah*.

En matière économique, l'objectif est d'opérer un partage moins déséquilibré des revenus tirés de la vente des richesses naturelles, en permettant aux provinces richement dotées d'en conserver l'essentiel. En ce qui concerne le pétrole, le gouvernement central s'approprie 85 % des royalties versées par les compagnies pétrolières et en abandonne 15 % aux autorités locales : 6 % au *kabupaten* d'où est extrait le pétrole, 3 % aux autres *kabupaten* de la province, ainsi que 3 % à la province elle-même. Pour ce qui est du gaz naturel, 70 % des taxes qu'il génère reviennent au gouvernement central tandis que 30 % sont rétrocédés aux instances locales : 12 % aux différents *kabupaten*, qu'ils produisent du gaz ou non, et 6 % à la province. Le partage est plus favorable aux échelons locaux en matière d'exploitation de la forêt et des mines, le gouvernement central renonçant à 80 % des recettes. Enfin, à ces mesures s'ajoutent des dispositions complémentaires qui permettent aux autorités locales de conserver la totalité de l'impôt foncier et de la taxe sur les propriétés bâties (*PBB*)⁵².

À terme, dans l'esprit du Président A. Wahid, la transformation de l'Indonésie en État fédéral n'est pas exclue. Il évoque clairement cette possibilité à l'occasion d'une visite en Australie les 25 et 26 juin 2001. Son but est alors de rassurer ses interlocuteurs australiens sur le sort des provinces d'Aceh et d'Irian Jaya : « *le fédéralisme est une bonne chose pour l'Indonésie à condition de ne pas prononcer son nom [...] (lorsque) le colonialisme hollandais a pris fin en 1949, le "fédéralisme" est devenu un mot sale dans notre pays. Mais comme nous sommes un grand pays, nous devons être fédéral.* »⁵³ Reste maintenant à savoir si ces réformes sont réalistes et susceptibles de résister à l'épreuve du temps.

On remarque tout d'abord que les deux lois sur l'autonomie régionale constituent une chance inespérée pour les notables des îles. Confirmés dans leurs prérogatives par le gouvernement colonial qui, chaque fois qu'il ne sentait pas sa sécurité menacée, optait pour un type d'administration indirecte, moins coûteuse sur le plan humain, ces notables dont le pouvoir avait été sérieusement rogné par Soekarno tiennent dorénavant leur revanche. Alors que Soekarno, désireux de forger une nation, avait supprimé toutes les formes d'administration autonome qui avaient survécu jusque-là et redessiné la carte administrative, en unifiant et homogénéisant le découpage des circonscriptions, pour mieux casser principautés et seigneuries (en particulier à Sulawesi), il est symptomatique que ce soit un membre de la famille royale de Goa qui ait été choisi comme ministre chargé d'appliquer la réforme. Compte tenu du comportement ambigu et irresponsable de nombre de ces notables dans les premières années de l'indépendance, on peut considérer qu'il s'agit là d'un pas en arrière.

52. *PBB : Pajak Bumi dan Bangunan.*

53. A. Wahid, propos cités dans *Le Monde* du 29 juin 2001, p. 5.

Par ailleurs, rien n'est dit des provinces mal dotées sur le plan des richesses naturelles. Elles ont toutes les chances d'être perdantes dans la mesure où le gouvernement central, dépourvu d'une bonne part de ses moyens d'action, n'aura guère la possibilité de leur venir en aide. La possibilité qui leur est offerte de nouer directement des accords avec des investisseurs étrangers ne peut en aucun cas constituer une planche de salut pour des provinces éloignées (Iles de la Sonde occidentales ou orientales, par exemple). À terme, les contrastes inter-îles en matière de revenu par habitant risquent de s'aggraver considérablement, ce qui risque de générer de nouveaux mécontentements. De toute façon, compte tenu des graves déséquilibres qui affectent la démographie et l'économie de l'archipel, on est en droit de douter de la viabilité de cette nouvelle politique de redistribution de revenus tirés de l'exploitation des richesses naturelles. Certes, le transfert de certaines dépenses de fonctionnement qui incombait jusqu'à présent au gouvernement central est prévu, mais il est difficile d'imaginer la manière dont le gouvernement de Jakarta va pouvoir boucler son budget avec de tels abandons de ressources. La situation risque de devenir rapidement tendue à Java et à Bali où vivent les deux-tiers des Indonésiens.

Enfin, la corruption, qui sévit déjà de manière endémique, risque d'échapper à tout contrôle et ce, pour au moins deux raisons. D'abord, compte tenu des mœurs politiques indonésiennes, il est probable que les candidats au poste de *bupati* vont être tentés de s'assurer les faveurs des grands électeurs en leur faisant miroiter toutes sortes d'avantages matériels. Le risque est alors grand de les voir gérer les projets dont la gestion a été décentralisée, non pas au mieux des intérêts de leurs concitoyens, mais de façon à se constituer de véritables clientèles. Ensuite, la possibilité accordée aux autorités locales de nouer directement des contacts avec des sociétés étrangères pour l'exploitation de leurs ressources risque de provoquer des dérives. Ces risques sont d'autant plus réels qu'au niveau provincial, le personnel administratif qualifié et les organismes de contrôle font cruellement défaut.

On l'a compris, sur un sujet aussi politique, la conclusion ne peut être que polémique. On peut cependant affirmer que cette autonomie locale repose sur un grave malentendu. Dans les îles riches en matières premières, les populations sont persuadées qu'elles vivraient mieux si elles n'étaient pas obligées de partager leurs richesses. À Kalimantan, par exemple, en pays dayak, on entend couramment répéter que la vie serait plus facile sans les Javanais. La teneur du discours est toujours la même : « *les Javanais pompent notre pétrole et notre gaz, coupent notre bois, pour nous envoyer en échange quelques téléviseurs, et il faudrait encore leur dire merci* ». Le sultanat voisin de Brunei, où le pétrole surabondant permet à une faible population d'avoir un haut niveau de vie, sert objectivement de modèle. Même si,

en temps de crise, ce type de réaction égoïste est compréhensible, on conviendra qu'il ne s'agit pas là d'un parfait modèle de justice sociale et, qu'en outre, ce type de démarche implique l'abandon du modèle d'Etat-nation sur lequel le pays a vécu depuis l'indépendance. Enfin, et surtout, dénoncer l'étranger, le migrant ou le transmigrant comme un prédateur, est un exercice périlleux. C'est prendre le risque de susciter bien des dérives, de la xénophobie à la « purification ethnique ». Ces dangers paraissent avoir été perçus par la nouvelle présidente élue en août 2001 : ses premières interventions semblent indiquer qu'elle souhaite revenir sur la réforme engagée par son prédécesseur.

Références bibliographiques

- BOLAND B.J., 1982. *The Struggle of Islam in Modern Indonésia*. La Haye, Martinus Nijhof.
- BRUHAT J., 1976. *Histoire de l'Indonésie*. Paris, PUF, Que sais-je ? 126 p.
- CRIBB R., BROWN C., 1995. *Modern Indonesia, A history since 1945*. Singapour, Longman, 192 p.
- CRIBB R., 2000. *Historical Atlas of Indonesia*. Londres, Curzon Press, Singapour, New Asian Library, 256 p.
- DEFERT G., 1996. *L'Indonésie et la Nouvelle-Guinée-Occidentale, Maintien des Frontières Coloniales ou Respect des Identités*. Paris, L'Harmattan, 454 p.
- DEVILLERS Ph., 1967-1968. *L'Asie du Sud-Est*. Les Cours de Droit, Paris, Université de Paris, Institut d'Etudes Politiques, 258 p.
- GUINNESS P. (ed), 1977. *Transmigrants in South Kalimantan and South Sulawesi, Inter-island Government Sponsored Migration in Indonesia*. Yogyakarta, Gadjah Mada University, Population Institute, 148 p.
- INDONÉSIE, BIRO PUSAT STATISTIK, 1982. *Statistik Indonesia 1980/1981*, 442 p.
- INDONÉSIE, 1988. *Perspectives indonésiennes*, Ambassade d'Indonésie à Paris, 223 p.
- INDONÉSIE, BADAN PUSAT STATISTIK, 2000a. *Statistik Indonesia 1999*. Jakarta, 610 p.
- INDONÉSIE, BADAN PUSAT STATISTIK, 2000b. *Produk Domestik Regional Bruto propinsi-propinsi di Indonesia menurut lapangan usaha, 1996-1999*. Jakarta, 139 p.
- INDONÉSIE, BADAN PUSAT STATISTIK, 2000c. *Penduduk Indonesia, Hasil Sensus Penduduk 2000*. série RBL1.1, Jakarta, 36 p.
- INDONÉSIE, BADAN PUSAT STATISTIK, 2000d. *Produk Domestik Regional Bruto Kabupaten/Kotamadya di Indonesia*, 139 p.

- INDONÉSIE, BIRO PUSAT STATISTIK, 1996. *Penduduk Indonesia, Hasil survei penduduk antar sensus 1996*. série S2, Jakarta, 537 p.
- INDONÉSIE, GOUVERNEMENT INDONÉSIEN, ministère des Affaires Etrangères, 2000. *Indonesia's New Government 1999-2004*. Jakarta, Gateway Books, 128 p.
- MUCHSAN, 2000. Kajian Yuridis Undang-Undang n° 22 Tahun 1999, *Jurnal Ilmu-ilmu sosial*, n° 42/XXIII/1, p. 354-361.
- NI'MATUL HUDA, 2000. Sejarah Ketatanegaraan Indonesia, Pilihan atas Federalisme dan Negara Kesatuan, *Jurnal Ilmu-ilmu sosial*, n° 42/XXIII/1, p. 372-381.
- REID A., 1969. *The Contest for North Sumatra, Atjeh, the Netherlands and Britain, 1858-1898*. Kuala Lumpur, Singapour, Oxford University Press, 333 p.
- RICHER Ph., 1981. *L'Asie du Sud-Est, Indépendances et communismes*. Paris, Imprimerie nationale, 430 p.
- RICKLEFS M. C., 1993. *A History of Modern Indonesia since c. 1300*. Londres, Macmillan, 378 p.
- SEVIN O., SUDARMADJI, PRAYTNO, 1984. *Regional Geography to Develop Transmigration Settlements, Central Kalimantan, The lower Mentaya Valley*. Indonesia-ORSTOM Transmigration Project (PTA 44), Jakarta, 125 p.
- SEVIN O., 2001a. *Migrations, colonisation agricole et terres neuves en Indonésie*. Bordeaux, Iles et archipels, n° 28, 2 tomes, 931 p.
- SEVIN O., 2001b. Les élections indonésiennes de juin 1999 : une analyse géographique. *Annales de Géographie*, n° 621, p. 527-549.
- ZAINU'DDIN ALISA GWENNYTH THOMSON, 1980. *A Short History of Indonesia*. Melbourne, Cassel, 312 p.

L'identité mélanésienne à travers le kava

Résumé : Au Vanuatu, la consommation d'un breuvage préparé à partir des racines d'une plante nommée kava relève d'une tradition vieille de trois mille ans. Jadis, les Mélanésiens l'utilisaient comme médication ou comme médiateur pour entrer en contact avec l'au-delà. Ce rite a traversé le temps en s'adaptant à chaque changement de société et aujourd'hui, les hommes adultes du pays consomment quotidiennement cette boisson qui est devenue, il y a une vingtaine d'années, un véritable symbole de l'indépendance et de l'autonomie nationale.

LE KAVA est une plante arbustive de la famille des poivriers. A maturité, elle peut atteindre trois mètres de hauteur et comporter un bouquet conséquent de racines, à partir desquelles on prépare une boisson, nommée également kava. L'ingestion de cette boisson provoque deux effets principaux : un relâchement musculaire et un état psychique particulier, caractérisé par un détachement paisible, mais sans hallucinations. Ces effets ont poussé les Mélanésiens d'autrefois à cultiver la plante et à stocker ses racines pour revivre à leur gré des sensations qu'ils croyaient surnaturelles. Depuis, la science a découvert l'origine de ces effets. Ils sont dus à des lactones appelés *kavalactones*, et non pas à des alcaloïdes, présents en très faible quantité dans les racines (Lebot, Cabalion, 1986). On reconnaît aux kavalactones des propriétés myorelaxantes, neuroleptiques, antalgiques, paréthésiantes, antibactériennes et antifongiques, mais à l'heure actuelle, le kava est principalement - mais faiblement - commercialisé en Occident comme anxiolytique ou tranquillisant, pour combattre le stress ou faciliter l'endormissement.

La plante est endémique au Pacifique insulaire, la Nouvelle-Calédonie exclue. Elle aurait été domestiquée au nord de l'archipel du Vanuatu où l'on trouve d'ailleurs le plus grand nombre de variétés cultivées (Lebot, 1989). Depuis lors, l'histoire des Mélanésiens du Vanuatu est liée à celle du kava. Tour à tour divin élixir, breuvage païen, boisson de la réconciliation puis consommation à la mode, le kava a marqué chaque époque par la véhémence de ses détract-

teurs et celle de ses partisans. Le kava offre un lien culturel fort entre le monde tribal, la nation naissante et la ville grandissante, et à ce titre, il est un révélateur épisodique des recompositions identitaires dans l'archipel du Vanuatu.

Le kava et l'identité coutumière

Dans les sociétés traditionnelles du Vanuatu, encore aujourd'hui, la consommation du kava est strictement réservée à trois catégories distinctes d'hommes. La première regroupe des personnes habilitées, par une initiation spécifique, à manipuler le surnaturel ; ce sont des médiums, des clairvoyants, des magiciens ou des sorciers ainsi que des guérisseurs. Ils pratiquent des rites divinatoires destinés à obtenir l'assistance ou l'inspiration de l'au-delà pour secourir un individu (trouver la cause et le remède d'une affection) et plus fréquemment, à aider la société (attirer la pluie, assurer une bonne récolte ou une bonne pêche, etc.). Le second groupe de personnes autorisées à prendre du kava est constitué des hommes de haut rang dans une société strictement organisée en grades (Bonnemaison, 1986). Enfin, les hommes du commun peuvent avoir accès au kava dans certaines occasions précises de la vie communautaire, telles que les événements cruciaux de l'existence des individus (naissance d'un enfant, passages de grades et décès) ou ceux en relation avec le statut global du groupe, comme les alliances contractuelles entre phratries, qu'elles soient matrimoniales ou politiques. Les hommes du commun assistent alors à ces cérémonies en tant que membres solidaires du groupe, et, en buvant du kava, ils concrétisent et renforcent la conscience et le caractère indivisible de leur communauté.

Toutes les légendes se rapportant au kava traitent de sa vocation civilisatrice. Il est le symbole de la société qui s'humanise en prohibant l'anthropophagie, l'infanticide et l'inceste, comme en attestent les récits en relation avec la découverte de la plante ; puis il se fait le symbole de la société qui se développe et dont les nouvelles alliances sont commémorées par le partage symbolique de la boisson, comme en témoignent une seconde catégorie de mythes (Chanteraud, 1999). Et comme pour signifier le génie social du kava, le rite se déroule au cœur du territoire du groupe, dans le *nakamal*, la maison des hommes, représentée par une case dans les îles du nord et par un vieux banyan campé sur la place de danse dans les îles du sud (Bonnemaison, 1986).

La venue des étrangers ou la révélation de la spécificité culturelle autochtone

Ce n'est qu'à partir du XIX^e siècle, point de départ de la conquête occidentale du Pacifique insulaire, que les populations de l'archipel des Nouvelles-

Hébrides (aujourd'hui Vanuatu) ont pris conscience de leur identité. Dans les cent cinquante dernières années, trois événements forts ont marqué leur histoire et bouleversé leur univers mental et leur vision du monde : l'évangélisation, la colonisation et l'indépendance. À chacune de ces occasions, le kava est apparu comme un témoin privilégié de la confrontation entre les autochtones et les nouveaux arrivants.

L'évangélisation

Parallèlement à l'expansion économique occidentale, dès le milieu du XIX^e siècle, les missions s'installèrent et vinrent prêcher aux indigènes la croyance en un dieu unique, sauveur de l'humanité. Une première vague de missionnaires anglo-saxons mena une campagne d'enrôlement auprès des autochtones en leur offrant une hospitalité leur permettant d'échapper aux guerres intestines, un travail rémunéré dans les plantations donc un moyen de s'engager vers le salariat et la modernité, et surtout, un accès gratuit aux soins et à l'éducation scolaire des enfants. Mais pour bénéficier de ces grâces, les autochtones étaient contraints de renier leur coutume et les fondements de leur identité, ce que les plus traditionnalistes ne pouvaient accepter.

Au sud de l'archipel du Vanuatu, l'île de Tanna symbolise toujours cet affrontement entre chrétiens et coutumiers. Au début du siècle, la *Tanna Law* y fut imposée par les missionnaires presbytériens : des « chefs » chrétiens furent nommés à la place des « chefs » coutumiers ; la polygamie et les prostituées sacrées, le culte des morts, les fêtes rituelles, la culture et la consommation du kava furent interdits, sous peine de sanctions allant des travaux forcés aux châtiments corporels en passant par des humiliations sexuelles (Bonne-maison, 1987). Cet ordre imposé dura dix-sept ans.

Les raisons de la prohibition du kava étaient d'ordre idéologique, celui-ci étant considéré comme une boisson païenne qui intoxiquait l'âme des adeptes en les éloignant de Dieu (Young, 1995) ; mais elles étaient aussi d'ordre hygiénique, car le breuvage était réputé pour abrutir les buveurs, paralyser leurs fonctions motrices et entraîner parfois des troubles digestifs... Il faut dire qu'à Tanna où régnait cette loi, les racines étaient mâchées avant d'être recrachées, mélangées à de l'eau et partagées entre les convives, ce qui ouvrait la porte à toutes sortes de maladies transmissibles par la salive.

La confrontation idéologique entre paganisme et christianisme¹ fut à l'origine du réveil de la conscience culturelle des néo-Hébridais. C'est à cette époque,

1. Une telle confrontation eut aussi lieu au centre et au nord de l'archipel, mais de manière moins virulente.

dans l'île de Tanna, que naquit une figure emblématique de l'archipel : *John Frum* qui serait venu d'Amérique pour encourager les gens de Tanna à sauvegarder leur coutume et à redécouvrir les vertus du kava (Bonnemaison, 1987). C'est ainsi que les hommes de l'île, quel que fût leur rang social et leur statut matrimonial, se mirent à boire le breuvage. À la tombée de la nuit, John revenait en songe pour délivrer son message aux esprits embrumés par le kava. Forts de ces contacts mystiques répétés et comme investis d'une mission divine, les hommes de Tanna se lancèrent dans une bataille pour préserver leurs valeurs ancestrales et leur identité. Le kava, symbole de la coutume, devint aussi le symbole de la rébellion contre le pouvoir religieux des missions.

De cette époque date également la première grande fracture de l'archipel. Le pays se scinda en deux factions, opposant les presbytériens d'un côté aux coutumiers de l'autre, ces derniers bénéficiant de la protection des missionnaires catholiques français arrivés quelques années après leurs confrères protestants, et ayant joué de l'hostilité des autochtones envers ces derniers.

L'emprise coloniale et ses conséquences sur le mode de vie des Mélanésiens

Le second événement marquant de l'histoire récente de l'archipel, la colonisation, a mis à mal d'autres repères des populations autochtones. Elle a bouleversé leur environnement, leur rythme de vie, leurs habitudes et, parallèlement, la symbolique du kava a glissé de la sphère des revendications religieuses à celle de la politique.

La colonisation commença en réalité bien avant l'annexion officielle de l'archipel par la France et la Grande-Bretagne en 1914, avec la spoliation des terres indigènes et l'exploitation des ressources naturelles et humaines. À titre d'exemple, en 1887, les commerçants-planteurs et les Églises des deux nations coloniales possédaient plus des trois cinquièmes des terres de l'archipel. Le plus souvent, ils les achetaient à vil prix, voire les troquaient contre du tabac, de l'alcool, des vêtements, des outils en métal ou encore un travail rémunéré.

À cette époque, les Mélanésiens et les Occidentaux vivaient sur leur territoire respectif. Les premiers résidaient dans leurs villages, en brousse, et les seconds étaient concentrés dans deux bourgades : Port Vila, la capitale actuelle, située sur l'île d'Éfaté, et Luganville, au sud-est de l'île d'Espiritu Santo. Avant la Seconde Guerre mondiale, Port Vila était essentiellement un noyau administratif et résidentiel d'un millier d'habitants, tandis que les grandes maisons de commerce (Barrau, Burns Philp, etc.) étaient implantées à Luganville où ne vivaient guère plus de 200 habitants (Bennett, 1957).

Les Américains, venus pour reconquérir Guadalcanal lors de la Seconde Guerre mondiale², développèrent, entre 1942 et 1948, ces deux bourgs, et firent de cet univers occidental un passage obligé pour les Mélanésiens. Durant cette période, 1 330 néo-Hébridais furent incorporés dans l'armée américaine où ils découvrirent de nouveaux outils, matériaux, pratiques alimentaires, loisirs, etc.

Parallèlement à cette influence américaine, une succession de catastrophes naturelles provoqua une crise dans le monde rural, enclenchant pour les Mélanésiens une migration le plus souvent circulaire vers la ville. Cette migration était le fait de jeunes hommes âgés de 20 à 30 ans, sans responsabilités familiales et chargés par leur communauté d'aller négocier leur force de travail contre un salaire qui permit à la tribu d'acquérir du matériel de construction ou des biens de consommation. Cependant, leur activité professionnelle restait ponctuelle parce que subordonnée à la vie sociale et à l'activité économique du village vis-à-vis duquel ils devaient pouvoir se libérer en cas de deuil ou lors des travaux saisonniers.

À la fin des années soixante, un nouveau facteur, l'exploitation à grande échelle des mines de nickel en Nouvelle-Calédonie, relança le processus d'urbanisation des Mélanésiens. L'embellie économique néo-calédonienne rejaillit sur les Nouvelles-Hébrides dont la proximité et les conditions d'exploitation séduisirent de nombreux investisseurs étrangers. Durant cette brève période, les gens des îles quittèrent leurs terres pour se rendre à Port Vila ou à Luganville dans l'espoir d'y trouver un travail leur permettant de financer un voyage vers Nouméa. Certains y parvinrent - on estime à plus de 10 000 le nombre des néo-Hébridais partis vers la Nouvelle-Calédonie entre 1969 et 1972 -, d'autres pas, mais nombreux furent les migrants qui s'installèrent alors de manière définitive en ville : durant ces années de *boum*, la croissance urbaine aux Nouvelles-Hébrides fut supérieure à 10 %.

Malgré tout, jusqu'au début des années soixante-dix, les migrants des îles restaient des immigrés en ville, et les ressortissants d'une même île se regroupaient pour garder certains repères. Ils étaient logés dans des baraques appartenant à leur employeur ou à leur communauté et se reconnaissaient à travers leurs appartenances traditionnelles : géographique, linguistique, familiale et sexuelle. À l'instar de ce qui se passe dans les villages, ils obéissaient à un « chef » désigné par les coutumiers. Ce porte-parole de la communauté urbaine construisait, comme en brousse, un *nakamal*, lieu symbolique du pouvoir autochtone. Transportée en milieu urbain, cette maison

2. Guadalcanal fut occupé par les Japonais en juillet 1942 et reconquis par les Américains en février 1943 après de durs combats.

des hommes avait perdu sa vocation initiatique et mystique mais conservait celle d'un lieu structurant pour la communauté exilée dans l'univers encore méconnu et énigmatique du monde moderne occidental.

Après la période de prohibition orchestrée par les missions, la consommation du kava était tombée en désuétude. Seuls quelques hommes de Tanna et quelques vieux coutumiers continuaient à le boire dans certaines îles, à l'occasion de rites particuliers. Mais au tournant des années soixante-dix, dans les villages comme en ville, les hommes se mirent à dépenser de plus en plus leur argent pour l'alcool. Il en résulta, un peu partout, des actes de vandalisme, un développement de la violence conjugale et des bagarres collectives.

En réaction, certains prêtres catholiques vantèrent les mérites de la boisson séculaire, au grand dam de leurs collègues protestants. Et, suivant leur exemple, les « chefs » de certaines communautés urbaines importèrent les racines pour faire découvrir la boisson de leurs ancêtres aux jeunes citadins mélanésiens nés pendant la période de la prohibition. C'est ainsi qu'ils découvrirent les propriétés apaisantes et relaxantes du kava et qu'ils prirent l'habitude de se retrouver dans les *nakamals urbains* chaque fin de semaine, sans prétexte coutumier, uniquement pour resserrer leurs liens dans l'esprit pacificateur originel de la consommation du kava.

Rapidement, cette pratique conviviale devint une source de revenus importante et, dans la première moitié des années soixante-dix, naquirent les *bars-custom* (bars coutumiers où l'on ne buvait que du kava). Les buveurs payaient leurs coupes de kava non seulement pour financer l'approvisionnement des comptoirs, mais aussi pour subvenir aux besoins de la collectivité (dot de mariage, construction de maison, achat de véhicule pour la communauté, frais d'hospitalisation, etc.). Ainsi, divers frais étaient-ils partagés entre les hommes de la communauté expatriée, ce qui leur permettait de conserver par devers eux une part plus importante de leur salaire.

L'indépendance et la conscience du Peuple

Le détachement des racines

Parallèlement aux premiers immigrants sédentarisés en ville, qui font désormais venir auprès d'eux femmes et enfants, une autre vague de gens des îles afflue à la fin des années soixante-dix vers les villes pour tenter leur chance individuellement, sans le secours de leur communauté (Bonnemaison, 1977). À la veille de l'indépendance, la population urbaine est constituée à 75 % de Mélanésiens.

Avec l'expansion de la ville, les insulaires de toutes origines se sont mêlés dans les nouveaux quartiers, ont sympathisé, se sont découvert des centres d'intérêt convergents et ont développé des liens (mariage, cohabitation, vie associative, etc.) en dehors de la coutume et des contraintes familiales et communautaires traditionnelles. Un nouveau type de *nakamal urbain*, différent des bars-custom qui ouvraient essentiellement le week-end, a alors apparu. Ces *nakamals à kava* sont avant tout des bars de proximité où l'on vend une boisson qui facilite la convivialité. Le *nakamal à kava* devient un lieu de rassemblement pour les communautés mixtes en voie de constitution, l'axe d'un nouveau monde à explorer, celui du territoire urbain. Et comme jadis, avant que les conflits religieux n'éclatent, le kava redevient une boisson génératrice de liens sociaux.

En apprivoisant la ville et en élargissant leur réseau de relations, les Mélanésiens ont été amenés à penser leur identité individuelle en dehors de leurs liens familiaux ou sociaux. Une nouvelle conscience collective a uni des hommes ayant des appartenances traditionnelles différentes. Et cette conscience collective naissante, exploitée au niveau politique, a mené le pays à l'indépendance.

La fracture politique

À la fin des années soixante-dix, la fracture entre les coutumiers (soutenus par les catholiques francophones) et les presbytériens anglophones s'est étendue à la lutte pour l'hégémonie entre Français et Britanniques. Pour faire face à la force politique montante que représente le National Party, parti de l'indépendance qui est devenu le Vanua'aku Pati en janvier 1977, les coutumiers, les adeptes de John Frum et les autres sécessionnistes s'unissent sous la bannière d'un parti d'opposition, baptisé parti des Modérés.

Les autochtones sont enrôlés dans l'un ou l'autre camp en fonction de leur appartenance religieuse et linguistique. On est soit protestant et anglophone, donc pro-indépendantiste, soit coutumier, placé sous la protection des catholiques et des Français, et donc politiquement modéré. Au regard des revendications et des enjeux du moment, la composante politique de l'identité des néo-Hébridais est peu à peu devenue la plus importante.

Les premières élections au suffrage universel pour désigner une Assemblée représentative ont lieu en novembre 1975. La victoire revient au National Party (60 % des voix), mais le tiers des citoyens n'a pas voté, ne comprenant pas cet exercice nouveau qui n'a rien à voir avec le mode de reconnaissance, soit lié au mérite, soit héréditaire, d'un « chef » coutumier.

Le premier gouvernement d'autonomie interne est formé en janvier 1978 et les deux factions opposées se partagent le pouvoir : le Premier ministre, Georges Kalsakau, appartient au parti modéré, et le vice-Premier ministre, Walter Lini, est indépendantiste. Mais la cohabitation est difficile. De nouvelles élections sont organisées en novembre 1979 pour désigner l'Assemblée qui mènera le pays à l'indépendance. Le Vanua'aku Pati, avec plus de 62 % des voix, est majoritaire, y compris dans les bastions coutumiers traditionnels de Luganville et de Tanna. Cette fois-ci, le pouvoir n'est pas partagé par les anglophones, et aux mois de mai et juin 1980, des événements gravissimes éclatent : un leader modéré est assassiné à Tanna, et les forces armées de Papouasie Nouvelle-Guinée sont appelées en renfort pour dissoudre un bastion sécessionniste au nord de Luganville, sur l'île de Santo.

L'indépendance est malgré tout proclamée le 30 juillet 1980 et les Nouvelles-Hébrides deviennent la République du Vanuatu. La priorité du chef du gouvernement, Walter Lini, est de trouver des bases consensuelles pour bâtir la nation. Il va tenter de faire naître chez son peuple une conscience nationale et de donner à son pays une reconnaissance régionale et internationale en tentant notamment de le rendre économiquement indépendant.

La réconciliation

Le gouvernement a donc consacré les mois qui suivent l'indépendance à la réconciliation des moitiés ennemies. Il a d'abord fait plusieurs gestes envers les coutumiers, et notamment reconnu l'autorité de leurs chefs en octroyant à un « Conseil national des chefs » un rôle consultatif auprès du gouvernement dans les domaines culturel et social ; mais l'intervention la plus spectaculaire de Lini a porté sur le kava.

Le kava est un vecteur idéal du *socialisme mélanésien* prôné par Lini, une doctrine mettant en avant les valeurs nationalistes et traditionnelles (Premdas, 1987). Le breuvage est l'agent idéal de la réconciliation entre les modérés, proches des coutumiers et grands consommateurs de kava, et les indépendantistes, proches de ceux qui traditionnellement l'interdisaient. Cette plante océanienne, qui est déjà un symbole de l'alliance, de la coutume et de la rébellion contre les missions, s'avère être désormais une ressource idéale dans la perspective d'un essor économique endogène (Chanteraud, 1994 ; David, 1997).

Lini lance ainsi une campagne radiophonique destinée, d'un côté, à inciter à la consommation du breuvage local en opposant ses vertus aux méfaits de l'alcool importé par les Occidentaux, et d'un autre côté, à encourager les gens des îles à cultiver la plante. Parallèlement, il inscrit la culture du kava dans le

premier plan quinquennal de développement, met en place un programme de recherche agronomique visant à recenser et à étudier la composition des cultivars et enfin, il crée une filière d'achat du kava aux petits producteurs, pour promouvoir et vendre la racine à l'étranger³.

Le kava devient une ressource nationale, symbole d'enrichissement et d'amélioration du quotidien pour les villageois. Sous le gouvernement de Lini, le nombre de ménages ruraux cultivant du kava passe de 25 à 53 % (1983 à 1993) et la production s'emballa : 2,5 millions de pieds de kava sont en terre en 1983, et 4,5 millions en 1991, quand le Premier ministre quitte le gouvernement.

Le kava comme symbole de l'unité nationale

Cette promotion du kava est en fait bien plus qu'un geste de conciliation envers les francophones, les coutumiers et les modérés. La boisson traditionnelle est déjà présente dans les bars-custom des communautés urbaines à la fin des années soixante-dix. Mais Lini, en incitant à sa consommation et en exonérant les débits de kava de taxes d'exploitation, a définitivement consacré sa pénétration dans le monde urbain moderne, qu'il considère comme un héritage de la colonisation (Chanteraud, David, 1998). Les nakamals urbains, devenant de véritables débits de cette boisson, se sont répandus en ville comme dans tout le pays. Le breuvage participe à l'océanisation de la ville, mais surtout, il soude les vieilles fractures : fracture religieuse, car Lini est un pasteur anglican qui autorise la consommation de la boisson prohibée par les missions, fracture politique, puisque le kava est une boisson mélanésienne et un outil de développement, et enfin, fracture linguistique, avec l'avènement du bichlamar⁴ comme langue véhiculaire dans les bars à kava de Port Vila et de Luganville.

Ce kava que boivent les Vanuatais dans les années de l'après-indépendance est sans conteste une marque d'émancipation vis-à-vis des missions et des colons. Mais il permet aussi aux Mélanésiens de s'affranchir de la subordination coutumière. En effet, dans les bars à kava, les règles de préséance disparaissent et, en payant leur coupe, tous les consommateurs sont sur le même pied d'égalité.

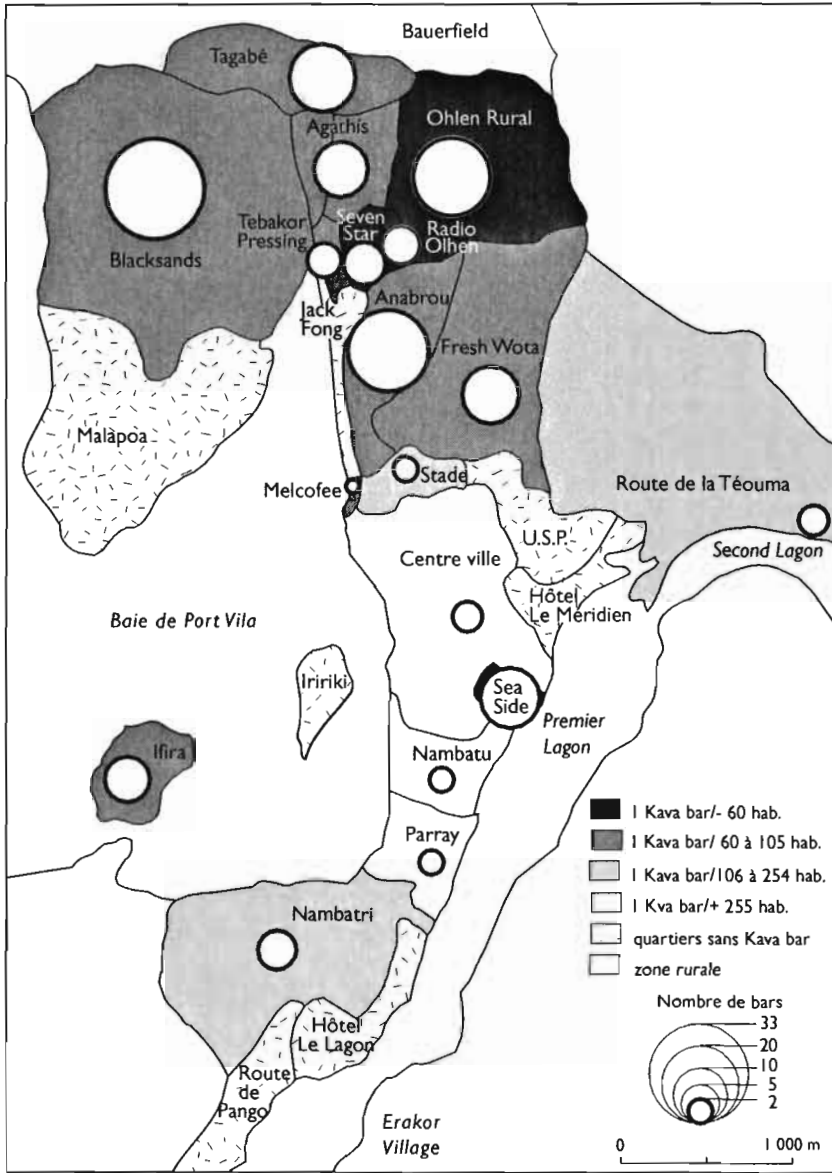
3. Le Vanuatu Coprah Marketing Board (VCMB) est l'office de commercialisation des produits de base (coprah, cacao et café). Il est placé sous la tutelle du ministère de l'industrie et fut chargé, en 1984, d'acheter le kava aux petits planteurs pour le revendre, une fois séché, sur le marché international.

4. À l'indépendance du Vanuatu, le bichlamar fut promu langue officielle au même titre que l'anglais et le français. Ce pidgin local, véritable langue véhiculaire dans un archipel où l'on parlait 113 dialectes, est constitué d'une base de vocabulaire anglais, français et espagnol.

**Nombre de kava bars par habitant et par quartier
à Port Vila**

364

ÎLES RÉVÉES • TERRITOIRES ET IDENTITÉS EN CRISE DANS LE PACIFIQUE INSULAIRE



NSPO, 1991; Enquêtes de terrain : A. Chanteraud, 1996

Les indépendantistes ont fait du kava un breuvage fédérateur qui incarne et sacralise désormais les valeurs de la laïcité et de la République. Ce symbole de l'identité nationale a d'ailleurs été imprimé sur un timbre à 45 vatus⁵ destiné aux pays voisins du Pacifique, dont Fidji, le plus gros producteur mondial de kava. Symbole ultime, toute délégation étrangère en visite officielle au Vanuatu se plie, depuis cette période, à la cérémonie du kava⁶.

L'urbanité mélanésienne contemporaine à travers le kava

Les bars à kava comme symboles de l'identité masculine dans la ville vanuataise

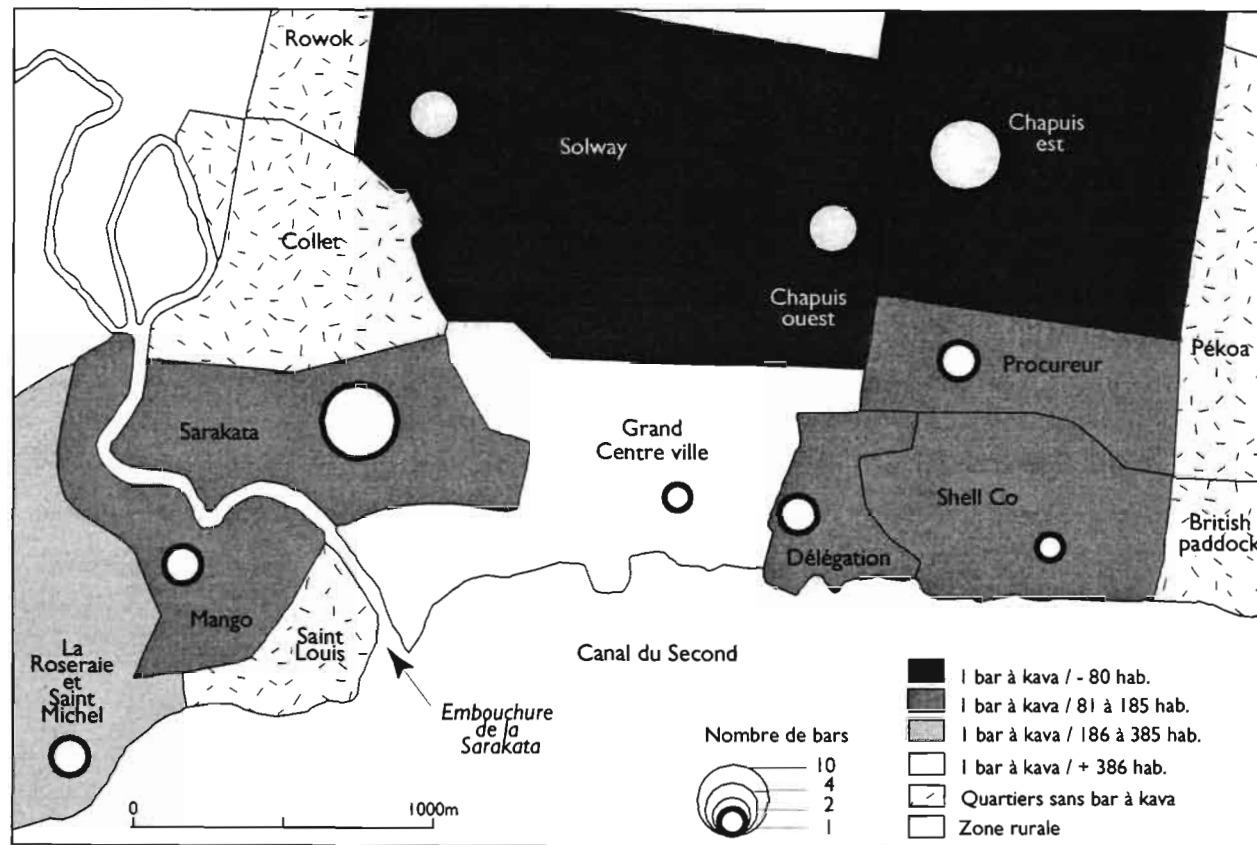
Quinze ans après l'indépendance, les Mélanésiens ont investi la ville, et représentent plus de 95 % de sa population à Port Vila et 98 % à Luganville. La ville s'affirme comme un lieu d'individualisation, mais en même temps, sous l'effet de la pression démographique et de la crise de l'emploi des années quatre-vingt-dix, des problèmes sociaux apparaissent ; les citadins doivent se regrouper sur la base traditionnelle du partage pour survivre. Dans ce contexte, la consommation du kava acquiert une autre dimension, autant du point de vue social que culturel. Les nakamals à kava se multiplient : on en compte 168 à Port Vila et 38 à Luganville à la fin des années quatre-vingt-dix, soit respectivement 1 pour 190 et 1 pour 260 habitants ; le nombre des hommes qui s'adonnent quotidiennement au kava est désormais d'environ 7 sur 10.

L'individualisation liée à la vie urbaine d'une part, et la nécessité d'assurer un minimum de sécurité dans un contexte de crise économique d'autre part, sont à l'origine des deux sortes de nakamals que l'on rencontre en ville : les petits débits de quartiers, véritables nœuds de consolidation des liens de voisinage, correspondant à une logique d'enracinement ; et les grands établissements, bars plus que nakamals, situés sur les principaux axes routiers ou dans le centre de la cité, et qui répondent à une logique d'ouverture sur un monde en mutation.

Les premiers sont des refuges masculins : 100 % des consommateurs sont des hommes. Ce sont des bars de proximité qui accueillent en moyenne 10 à 20 personnes par soirée. La composition ethnique de la clientèle est semblable à celle de la population des quartiers où ces établissements sont implantés. Les buveurs de kava, unis par des liens familiaux ou de voisinage,

5. 100 vatus = 1 \$ US.

6. La cérémonie du kava est une réception au cours de laquelle le représentant du gouvernement du pays hôte accueille et honore solennellement ses invités à travers le partage de la boisson ancestrale.



Nombre de kava bars par habitant et par quartier à Luganville en 1997

communiquent dans leur langue maternelle ou en bichlamar. Plus l'heure se fait tardive, plus l'obscurité et le silence s'installent. Ces nakamals de quartiers sont des repaires, des sanctuaires, qui représentent l'ordre social traditionnel dans le monde moderne ; ils relèvent clairement du monde masculin.

Les grands bars à kava, quant à eux, sont des forums, ils reçoivent fréquemment une centaine de clients par soir, et plus encore les week-ends et les jours de paye. Ces jours-là, les hommes aspirent à découvrir une autre réalité que celle de leur quartier, à fréquenter des gens qu'ils ne rencontrent pas dans les petits bars à kava, des étrangers, des Occidentaux mais aussi des femmes. Ces bars à kava sont de grande taille ; la masse des clients s'assoit dehors ou sous un préau, bien visibles des autres buveurs et des passants. Mais contrairement à ce qui se passe dans les quartiers, si les consommateurs se connaissent, ici, ils ne parlent pas de leurs problèmes personnels ; au contraire, ils s'enquière des dernières nouvelles du pays, et se changent les idées. Le kava du vendredi et du samedi soir est une sortie, l'occasion de se montrer et d'être vu, au prix, certes, de quelques tournées et de quelques cigarettes. On y parle sur tous les tons et dans une langue comprise par l'interlocuteur, en bichlamar, en français ou en anglais. En fait, ces bars correspondent à l'élargissement du réseau de connaissances des citadins qui veulent cultiver leurs nouvelles amitiés liées sur le lieu du travail, sur les terrains de sport, dans des associations de quartiers, des mouvements politiques, à l'église ou au marché.

Sanctuaires ou forums, ces deux types d'établissements sont des lieux d'affirmation identitaire. Le citadin parcourt la ville, de nakamals de quartiers en bars à kava, et met en scène les différentes facettes constitutives de sa personnalité, celle d'un homme entré dans la modernité mais qui ne renie pas ses racines. Dans ce contexte, le bar à kava cesse d'être un marqueur de la tradition pour devenir un élément de la culture moderne et urbaine, le symbole d'une urbanité mélanésienne.

Entre exotisme et océanité, Nouméa se cherche une identité

Si, au Vanuatu, la consommation du kava s'est répandue dans tout l'archipel après son passage par la ville, en Nouvelle-Calédonie, cette consommation reste essentiellement urbaine.

Aujourd'hui, la Nouvelle-Calédonie est le plus gros importateur de kava du Vanuatu. Cette nouvelle pratique y a été introduite dans les années quatre-vingt par des immigrants vanuatais. Ils ont commencé à se réunir pour consommer le breuvage comme au Vanuatu, et ont été rapidement rejoints par un groupe de métropolitains nostalgiques, ayant vécu le retour conquérant du kava à Port Vila (Chanteraud, 1998).

Les premiers débits de kava ont vu le jour à la périphérie de la capitale calédonienne, où vivent en majorité les populations océaniques, qu'elles soient autochtones ou immigrées. Au départ, les consommateurs achetaient leurs coupes de kava au comptoir puis s'asseyaient autour d'un feu pour savourer les effets du breuvage. Mais, en ces temps de revendications pro-indépendantistes, la pratique ne fut guère appréciée par les autorités calédoniennes qui voyaient d'un mauvais œil ces regroupements nocturnes. À cette époque, les adeptes du kava étaient tenus pour des marginaux et la boisson était assimilée à un stupéfiant (Chanteraud, 1996). Il fallut attendre 1994 pour voir pénétrer les débits de kava dans la ville. Peu à peu, par le bouche à oreille et quelques articles dans les journaux, le kava attira des curieux.

Aujourd'hui, la clientèle de base des nakamals de Nouméa est en majorité métropolitaine et kanak, mais la consommation se fait de plus en plus cosmopolite et mixte : on comptait déjà trois femmes pour sept hommes en 1994⁷ et ce chiffre est proche de quatre pour six en 1998.

Dans le rite du kava, les Kanaks retrouvent l'ambiance des soirées en tribu et une certaine qualité des rapports humains, fondés sur des valeurs océaniques telles que le respect et le besoin d'intimité avec la nature, auxquels concourent, dans ces lieux urbains, le feu, la nuit, le ciel étoilé et le contact avec la terre sur laquelle les buveurs sont assis.

Mis à part les nostalgiques de Port Vila, les Européens de Nouméa sont venus au kava le plus souvent pour assouvir une quête d'exotisme, en relation avec la mode écologiste. Avec eux, les lieux de consommation acquièrent un nouveau genre. On connaissait déjà la case traditionnelle ou les baraquements de fortune en tôles ondulées, comme on en trouve à Port Vila et dans les squats de Nouméa, et on découvre désormais des nakamals implantés dans le sous-sol de maisons en dur, des fourgonnettes sur la plage ou des salons carrelés, avec toujours une cour en plein air permettant d'allumer un feu. Les Européens introduisent aussi de nouvelles pratiques culturelles et commerciales. Fumer après avoir bu sa coupe de kava est une habitude répandue, et il n'est plus rare d'entendre une guitare accompagner le « chant du kava »⁸. Certains nakamals voient le jour en bordure des routes nationales ou dans les quartiers touristiques, panneaux indicateurs et tracts publicitaires à l'appui. Des tenanciers offrent de nouveaux services à leur clientèle, comme des

7. Excepté dans les bars de la communauté vanuatraise expatriée, où la présence des femmes n'est pas plus appréciée que dans les bars à kava des quartiers de Port Vila et de Luganville.

8. Le « chant du kava » est employé pour désigner le bourdonnement d'oreille que les adeptes perçoivent après avoir bu un kava fort. Le buveur se replie alors sur lui-même pour méditer les « enseignements du breuvage ».

cartes de fidélité donnant droit à des coupes gratuites, ou organisent des barbecues en fin de semaine, proposant des brochettes gratuites aux femmes, faisant de cet espace traditionnellement masculin un lieu de rendez-vous « branché ». Si ces consommateurs novices ne connaissent pas toujours l'esprit traditionnel du rite, ils ont été happés par cette mode - de plus en plus lointainement - inspirée de la quiétude de la vie océanienne.

Enfin, si les immigrés polynésiens de Nouméa rejettent cette pratique dans les années quatre-vingt, invoquant son manque d'authenticité eu égard à la tradition de leurs ancêtres, leurs enfants y viennent peu à peu. Nés sur le territoire calédonien, ils voient dans ces « soirées kava » un moyen d'intégration.

A Nouméa, dans la journée, les membres des différentes communautés ne fréquentent pas les mêmes quartiers et n'ont pas les mêmes loisirs. Mais depuis une dizaine d'années, le breuvage a réussi le tour de force de réunir chaque soir, dans un même lieu, des hommes que l'histoire avait divisés et que la ville a contraints à se côtoyer. Au-delà des origines ethniques, une mentalité rapproche les amateurs de kava, qui s'avère être un puissant vecteur d'agrégation. Malgré l'hétérogénéité des adeptes, il règne dans les nakamals de Nouméa une atmosphère singulière où chacun est attentif à ne pas porter atteinte à un consensus paisible qui rassemble et sécurise.

Références bibliographiques

- BENNETT J. M., 1957. Vila and Santo : New Hebridean towns. *Géographical Studies*, vol. IV, Sydney.
- BONNEMAISON J., 1977. *Système de migration et croissance urbaine à Port Vila et Luganville*. Paris, Orstom, 97 p.
- BONNEMAISON J., 1986. *L'arbre et la pirogue : les fondements d'une identité. Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*, vol. I. Paris, Orstom, 540 p.
- BONNEMAISON J., 1987. *Tanna, les hommes lieux : les fondements d'une identité. Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*, vol. II. Paris, Orstom, 680 p.
- CHANTERAUD A., 1994. *L'émergence du kava en Nouvelle-Calédonie, du fait social au phénomène culturel*. Mémoire de DEA. Université Française du Pacifique. Nouméa, 114 p.
- CHANTERAUD A., 1996. Le chant du kava en Nouvelle-Calédonie. Paris, *Géographie et Culture*, p. 3-16.
- CHANTERAUD A., 1999. Les nakamals de Nouméa. In *La Nouvelle-Calédonie à la croisée des chemins*. Paris, Société des Océanistes-IRD, p. 287-299.

- CHANTERAUD A., DAVID G., 1998. Le kava est entré dans la ville, de Port Vila à Nouméa. In *Le Voyage inachevé...* Paris, Orstom-PRODIG, p. 437-443.
- CHANTERAUD A., 1999. *La Saga du kava, du Vanuatu à la Nouvelle-Calédonie. Essai de Géographie Culturelle*. Thèse de Doctorat en Géographie Culturelle. Paris IV-Sorbonne, 339 p.
- DAVID G., 1997. L'indépendance d'un micro-Etat, le pari du Vanuatu. Paris, *Revue Tiers Monde*, t. XXXVIII, n° 149, p. 121-138.
- LEBOT V., CABALION P., 1986. *Les kavas de Vanuatu, cultivars de Piper methysticum Forst.* Paris, Orstom, Travaux et Documents n° 205, 234 p.
- LEBOT V., 1989. L'histoire du kava commence par sa découverte. *Journal de la Société des Océanistes*, n° 88-89, p. 89-114.
- PREMDAS R., 1987. Melanesian socialism : Vanuatu's quest for self-definition and problem of implementation. *Pacific Studies*, vol. 11, n° 1, p. 107-129.
- YOUNG M., 1995. Kava and Christianity in Central Vanuatu. The power of kava. Australian National University, *Canberra Anthropologist*, vol. 18, n° 1 et 2, p. 61-96.

Abstracts

• **Hubert FORESTIER** – IRD, Orléans

The aim of this article is to describe and characterise the route which led the Austronesians from South China to the confines of the Island Pacific, and to indicate what may serve as the bases for such a reconstruction. Long associated with the Lapita phenomenon, Austronesian history is approached here by using, and this is new, lithic technology - cut and polished stone - and not simply ceramics and indications of horticulture as cultural markers for the migrations, in spite of there being demonstrable limitations to this approach. Over and above the hypotheses which outline the possible « routes » taken by these ancient peoples of « Asiana », beginning almost 5000 years ago, this article sets out to summarise the technical and cultural adaptations experienced by the first settlers of the region and to outline some of the keys to the contemporary identity of the inhabitants of the Island Pacific.

• **John Connell** – Université de Sydney

Les images qu'évoque le Pacifique sont globalement - avec quelques nuances - celles d'un paradis tropical, d'îles d'abondance et de douceur de vivre ; toutefois ces images ont été inspirées par la mythologie occidentale concernant la région, pour être ensuite adoptées par les insulaires et intégrées dans les représentations mêmes de leurs identités et de leurs espaces. L'utopie persistante d'un Eden insulaire se construit dès les premiers contacts entre les Occidentaux et les autochtones, et se renforce au cours de l'entreprise coloniale dans cette partie du monde éloignée du centre des Empires. La définition même des îles, impliquant implicitement l'isolement, la petite taille et une impression de sécurité, offre l'illusion de mondes complets, ce qui les prédispose idéalement à l'imaginaire et à l'utopie. Cela explique aussi que les îles ont, souvent, été considérés ou utilisés comme des laboratoires : espaces à christianiser, lieux d'internement, d'essais nucléaires... Des premiers récits enchanteurs ou désabusés des voyageurs occidentaux, aux reconstructions nationalistes actuelles du passé, cet article examine ainsi la richesse et la

diversité des visions que les îles du Pacifique ont générées dans l'imaginaire humain.

• SYLVIE ROOSEN – CNRS, PRODIG, PACIFICA

The contemporary spatial organisation of the Gulf of Carpentaria region, in northern Australia, has its roots in the brief period of conquest of the territory by pastoralists, between 1861 and 1865. However it is necessary to go back further in time, to the journeys of the first explorers at the beginning of the 19th Century, in order to account for the establishment of this stock-rearing society. A detailed analysis of four journals throws light on the spatial relations of Australians of European origin in this tropical region. In the recent context of national reconciliation, European presence in northern Australia has become precarious and it is now necessary to look beyond the immediate issue of disputes over land to a transformation of the social and spatial equilibrium in northwestern Queensland.

• Christine CABASSET – CNRS, PRODIG, PACIFICA

Concerned to ensure the political integrity of the archipelago the successive governments of Sukarno and Suharto consistently sought, from 1945 to 1998, to reduce the internal diversity – notably cultural – of Indonesia and dictate its form and expression. The State permitted the emergence of only a select number of cultures and of cultural traits which, reduced to folklore, might promote tourism. If the number of tourists visiting Indonesia was in constant progression until 1997, the fact that 80 % of them came from the Asia-Pacific region served to limit the geographical expansion of the activity within the country. Ecotourism and visiting less accessible areas and populations are primarily a feature of European travellers, who constitute a small part of the market. The more recent phenomenon of Indonesian tourists has facilitated the establishment of a parallel tourist network and, by virtue of it, the diffusion of a certain « national culture ». For this very reason the State is concerned to promote tourism. It nevertheless remains confined to certain privileged parts of the archipelago, excluding numerous provinces and populations for either geographic or political reasons.

• Gilbert DAVID – IRD, Orléans

Since first with Westerns at the end of the last century, globalisation has profoundly modified society and space in the Island Pacific, through Christian missions, plantations and the nation-state. At the global level the region has evolved from fulfilling a minor economic role, until 1940, to a strategic role. The latter, until the collapse of the Soviet empire, resulted in a subsidised economy which enabled the countries to overcome some of the constraints imposed by their insularity. The subsequent decline in subsidies has forced the Island countries to seek a more viable economic basis. While all of them are

engaged in the process of regional construction, and are motivated by the ideal of the Pacific Way and of independent development, only the larger countries which are rich in natural resources can expect to engage effectively in the global economy. The small archipelagos of Polynesia and Micronesia have chosen another strategy : economic viability through emigration and international aid, both of which are effectively subsidies. Globalisation also results in new cleavages, between the cities which progressively integrate the global urban network - or archipelago - and the rural areas, which become « over-marginalised » or abandoned to the predatory activities of international forestry, mining and tourist corporations. In Melanesia this trend often results in a hardening of identities, and this can lead to major political conflicts at the national level between indigenous and immigrant populations, as in the case of Fiji, or secessionist movements, as with Bougainville. Globalisation can, however, also serve as a catalyst for identity building and, in Polynesia, become instrumental in revitalizing rural areas as they benefit from income flows derived from international migration.

• **Frédéric ANGLEVIEL** – Université de Nouvelle-Calédonie

Are politics and island identity in Wallis and Futuna - the smallest of France's overseas territories - synonymous with the interference of tradition and cronyism or do ancestral practices and the small number of inhabitants, on the contrary, strengthen democracy ? In practice, even though a number of unique practices have developed in this antipodean territory, there is reason to be proud of the peaceful co-existence of five over-lapping spheres of authority : religion, business, administration and, since 1961, politics. Governmental concern to facilitate a certain degree of independent development of this overseas territory, in order to compensate for the decline of labour migration to New Caledonia, could result in a marked increase in social and territorial disparities as a result of massive transfers of funds motivated by purely political considerations.

• **Pierre-Marie DECOUDRAS** – Université de Polynésie Française

Contemporary French Polynesia provides an interesting example of political will to construct a single territory. It is presently characterised by a combination of multiple territories, of communities that are clearly identified in relation to each other, and of networks that they have established. The aim of this paper to explore the spatial and social dynamics of an island micro-society, Tikehau, that is experiencing progressive integration into a larger political space.

• **Christian HUETZ de LEMPS** – Université de Paris IV-Sorbonne

The Hawaiian islands constitute the Pacific archipelago which has experienced the most profound transformations, with regard to both spatial

organisation and societal composition and structure, and this over an extremely short period. The archipelago was in fact the last of the great island groups to be discovered by Europeans, this in 1778. The demographic collapse of the indigenous Polynesian population in the course of the 19th Century, the transformation of the system of land tenure in mid-century (the « Great Mahel »), followed by the formidable development of the plantation economy (sugar and pineapple) beginning in 1876 (Treaty of Reciprocity with the USA) opened the way to integration with the United States (annexation of the archipelago, to become a US territory, in 1898, the 50th state of the USA in 1959), and to a pattern of immigration which largely submerged the original Pacific Islands. However, following the 2nd World War, the economy slowly shifted from a focus on the plantation to the service sector, in particular tourism, thereby permitting the Asian segments of the immigrant population to achieve, through commerce and education, very significant social progress. This was in marked contrast with the experience of certain other groups, such as the Polynesians, who had great difficulty in integrating the new hierarchy of social values dictated by the Americanisation of the archipelago.

• **Dorothee DUSSY** – CNRS, EHESS, Paris

In choosing as its methodological framework the concept of « social morphology », developed by Maurice Halbwachs in the 1930s, this article demonstrates that the ways in which Nouméa has been inhabited through time are the material expression in space of the succession of political situations that the city has experienced. Particular attention is given to the two decades which preceded – and led to – the Nouméa Agreement of 1998. The correspondences between the lifestyles of different segments of the population, the morphology of the city and the broader socio-political situation in New Caledonia are detailed for this period, using the results of a quantitative survey.

• **Dominique GUILLAUD, Hubert FORESTIER** – IRD, Orléans

The initial objective of this research is to compare information derived from the analysis of archaeological sites and artefacts at Koumac, a valley in northern New Caledonia, with that provided by those contemporary human communities which are assumed to have lived in the valley in the past. Over and above the clarification provided with respect to the definition of collective identities as they are bound to their current and former territories, the article reveals the size of the gap, in the sensitive social and political context of New Caledonia, between the « scientific » reconstruction of the past, and the utilisation, for current strategic considerations, of precolonial territorial and ethnic markers.

• **Jean-Brice HERRENSCHMIDT** – CNRS, PRODIG, PACIFICA

In Melanesia, development strategies proposed or imposed from outside provide the opportunity, for the various groups within the local communities, to affirm and reformulate their respective identities, and to seek to increase their social visibility and their territorial control. The identity and, by extension, the authority of each human group is derived exclusively from the places with which it identifies, this thereby placing territorial at the centre of the present analysis. In order to understand how development is instrumentalised in this way, the article draws on field experiences in the Loyalty Islands of New Caledonia, in Vanuatu and in Fiji. It successively examines the exercise of power within these societies, the manner in which they derive their identity from land, and the on-going strategies of human groups directed at modifying, to their advantage, ethnic and territorial parameters.

• **Olivier SEVIN** – Université de Paris IV-Sorbonne

For many observers the state of chaos that has characterised Indonesia for the last four years or more is the most tangible expression of the failure of General Suharto's New Order. The authoritarian regime that emerged from the events of September 1965 is considered to have promoted the country's economic development for the sole benefit of Java and of the Javanese. Hence the resentment of the inhabitants of the other islands. Regional autonomy, or even a federal system of government, is often proposed as a miraculous solution for the ills of the country. This is not, however, the present author's viewpoint.

• **Annabel CHANTERAUD** – CNRS, PRODIG, PACIFICA

In Vanuatu the consumption of a beverage derived from the roots of a plant known as kava is the product of a 3000 year old tradition. In the past Melanesians used it as a medication or as a means of entering into contact with the hereafter. The ritual has persisted through time, responding to each change in society, and nowadays the country's adult males consume on a daily basis a drink which has become, over the past twenty years, a veritable symbol of national independence.

Table des matières

Introduction

Océanismes

*Des représentations occidentales aux reconstructions
identitaires et territoriales actuelles du monde austronésien*
par Dominique Guillaud 5

Partie I – La naissance d'un « océanisme » :
visions idéales, hégémonies politiques

Les butineurs d'îles, d'Asie en Océanie
Des premiers Austronésiens aux premiers Océaniens
par Hubert Forestier 27

Island Dreaming.
The Contemplation of Polynesian Paradise
par John Connell 55

Explorateurs, éleveurs et Aborigènes dans le Nord de l'Australie
Des lectures de l'espace, une relecture du territoire
par Sylvie Roosen 101

Indonésie : le tourisme au service de l'unité nationale ?
La mise en scène touristique de la nation
par Christine Cabasset 121

Partie 2 – Les ajustements de la modernité : décolonisation,
mondialisation, nouvelles synergies spatiales

Mondialisation et recompositions territoriales
et identitaires dans l'Océanie insulaire
par Gilbert David 141

<i>Vie politique, insularité et traditions</i> <i>L'exemple du TOM de Wallis et Futuna (1996-2000)</i> par Frédéric Angleviel	179
<i>Espace, temps et société à Tikehau (Tuamotu, Polynésie française)</i> <i>Interrogation sur la dynamique d'un territoire</i> par Pierre-Marie Decoudras	195
<i>Mutations spatiales et mutations sociales aux Iles Hawaii</i> Christian Huetz de Lempis	221
<i>Un mode d'expression spatial, social et politique</i> <i>Les manières d'habiter à Nouméa (Nouvelle-Calédonie)</i> Par Dorothee Dussy	243
Partie 3 – Le syndrome local et identitaire	
<i>Pour une archéogéographie</i> <i>Les reconstitutions des anciennes occupations et leurs enjeux actuels</i> <i>dans le nord de la Nouvelle-Calédonie</i> Par Dominique Guillaud, Hubert Forestier	267
<i>Territoires et identités en Mélanésie</i> <i>Enjeux cachés du « développement » ?</i> par Jean-Bricé Herrenschmidt	291
<i>L'autonomie régionale : une réponse à la « javanisation »</i> <i>de l'archipel indonésien ?</i> par Olivier Sevin	325
<i>L'identité mélanésienne à travers le kava</i> par Annabel Chanteraud	355
Abstracts	371

Achévé d'imprimer en France
sur les presses de l'imprimerie France Quercy, Cahors
Dépôt légal : février 2003 - N° d'impression : 23221+



Les cadres intellectuels hérités de l'Occident, qui ont longtemps permis d'appréhender le monde océanien de manière globale, ne sont dorénavant plus guère pertinents. Depuis la seconde guerre mondiale, alors que les cultures insulaires s'affirment dans leur foisonnante diversité, les territoires se recomposent et les identités se reconstruisent. Appréhender ces mutations en mettant l'accent sur leur dimension spatiale constitue l'objet du présent ouvrage. Les textes qui le composent sont issus des communications présentées à l'occasion du séminaire *Affirmation identitaire et territoriale dans l'aire Asie-Pacifique* qui s'est tenu à l'Université de Paris-Sorbonne (Paris IV) en 1999-2000 au sein de l'équipe *Pacifica* de l'UMR Prodig.

Dominique Guillaud, Directrice de Recherche à l'IRD, a d'abord travaillé en Afrique de l'Ouest et a publié sur l'Aribinda. Après avoir séjourné en Nouvelle-Calédonie et mené des recherches sur Koumac, elle s'intéresse à l'Indonésie où elle collabore avec des archéologues. Christian Huetz de Lempis est Professeur de Géographie tropicale à l'Université de Paris IV. C'est un spécialiste des îles, en particulier du Pacifique tropical. Il a beaucoup publié sur ce thème, notamment sur Hawaï et les îles Samoa. Olivier Sevin est Professeur de Géographie de l'Asie et du Pacifique dans la même université. Ses travaux portent essentiellement sur les migrations, spontanées ou organisées, ainsi que sur divers thèmes de géographie culturelle en Indonésie. Christian Huetz de Lempis et Olivier Sevin co-dirigent l'équipe Pacifica.

Auteurs : Frédéric Angleviel, Christine Cabasset, Annabel Chanteraud, John Connell, Gilbert David, Pierre-Marie Decoudras, Dorothee Dussy, Dominique Guillaud, Hubert Forestier, Jean-Brice Herrenschmidt, Christian Huetz de Lempis, Sylvie Roosen, Olivier Sevin.